



# Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°5  
SESSION ORDINAIRE 2008-2009

10 <sup>e</sup> séance, jeudi	20 novembre 2008
11 <sup>e</sup> séance, mardi	2 décembre 2008
12 <sup>e</sup> séance, mercredi	3 décembre 2008
13 <sup>e</sup> séance, jeudi	4 décembre 2008
14 <sup>e</sup> séance, mardi	9 décembre 2008

## ► Parlement Benelux: la fin d'une présidence réussie

Deux années de présidence luxembourgeoise du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux se sont achevées. Une présidence menée avec un engagement sans pareil par M. Roger Negri, sans oublier le soutien irréprochable de la délégation luxembourgeoise présidée par M. Marcel Oberweis et dont font également partie Mmes Sylvie Andrich-Duval et Lydia Mutsch ainsi que MM. Xavier Bettel et Félix Braz.

Le nouveau traité Benelux a été le fil conducteur tout au long de la présidence luxembourgeoise. Au sein du Parlement Benelux un groupe de travail chargé d'élaborer une position a spécialement été créé et des discussions lors des séances plénières ont eu lieu.

Petit rappel historique. Le Traité instituant l'Union économique Benelux signé à La Haye le 3 février 1958 avait été conclu pour une période de cinquante ans avec la possibilité de le reconduire tacitement pour des périodes de dix ans. Étant donné qu'une reconduction tacite avait été exclue d'emblée, d'une part, à cause des changements fondamentaux intervenus dans la situation constitutionnelle en Belgique, et, de l'autre, parce que les objectifs visés par le Traité Benelux de 1958 avaient été en partie repris par l'Union européenne, il s'est avéré nécessaire de réfléchir sur un nouveau modèle de coopération entre les trois pays.

C'est finalement le 17 juin 2008 à La Haye que les représentants des



Le Président sortant du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux, M. Roger Negri (à droite) et le président de la délégation luxembourgeoise, M. Marcel Oberweis.

Pays-Bas, de la Belgique et du Luxembourg ont signé un nouveau Traité Benelux pour une période indéterminée et ayant le caractère d'un accord-cadre lui conférant plus de flexibilité et une meilleure adaptation au contexte changeant de la société. Une grande partie de la dernière séance plénière du Parlement Benelux sous présidence luxembourgeoise a été réservée à la discussion sur le nouveau Traité en présence du Ministre des Affaires étrangères luxembourgeois, M. Jean Asselborn, et du Secrétaire d'État aux Affaires

étrangères belge, M. Olivier Chastel.

La présidence luxembourgeoise a aussi été marquée par le cinquantième anniversaire du Parlement Benelux qui a été célébré dans le prestigieux cadre de la Philharmonie en présence du Grand-Duc. Instauré en 1955, le Parlement Benelux a tenu sa première session en 1957. La séance académique a été l'occasion de jeter un regard sur un demi-siècle de coopération. Le Parlement Benelux a des attributions dans des domaines dépassant le cadre de

l'Union économique et c'est ainsi qu'il a pu délibérer et coopérer avec les trois gouvernements, et surtout avec le Comité des Ministres du Benelux, sur le rapprochement culturel entre les trois pays, la coopération dans le domaine de la politique extérieure et l'unification du droit.

À côté des sessions plénières qui ont lieu trois fois par an et des réunions ordinaires de ses sept commissions, le Parlement Benelux avait organisé également des conférences et des visites. La première conférence sous présidence luxembourgeoise a eu comme sujet le tourisme rural et a fait apparaître qu'un des principaux défis consistait à allier la diversification économique et l'attractivité des emplois régionaux avec la sauvegarde de l'environnement.

En septembre 2007 a eu lieu avec la participation de l'Assemblée balte et du Conseil nordique une journée d'études intitulée «L'Europe élargie: les liens régionaux de coopération renforcent l'Union européenne» qui a été suivie par une deuxième journée d'études en novembre 2008 axée sur les problèmes plus actuels dans les secteurs de l'économie et des finances. L'énergie, l'environnement et la biodiversité ont été discutés à l'occasion d'une conférence en présence d'orateurs issus du tissu économique luxembourgeois. Lors de la visite de l'usine ArcelorMittal à Esch-Belval les parlementaires ont été guidés à travers l'usine et ont pu se faire une idée concrète du fonctionnement du four électrique, de la cou-

### DANS CE NUMÉRO

<b>Budget 2009</b>	
- Rapport M. Hauptert	p. 138
- Exposés MM. Juncker et Frieden	p. 142
- Débats	p. 156
<b>Visite du Président de la Commission européenne</b>	p. 151
<b>Sommaire des séances publiques N°s 10 à 14</b>	p. 166
<b>Sommaire des questions parlementaires</b>	p. Q72

lée continue et du laminoir TMB. Les activités du Parlement Benelux dépassent aussi bien souvent le cadre du Benelux et s'étendent à des organisations parlementaires similaires telles que l'Assemblée balte, le Conseil nordique ou les pays du Visegrád. Dans le cadre d'un «Benelux plus» des échanges sur des domaines de coopération ont aussi lieu avec les régions limitrophes comme la Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Des réunions régulières entre les institutions du Benelux viennent compléter ces échanges qui permettent de soigner sa mission de laboratoire d'idées, surtout aussi au sein de l'UE, en promouvant le contact régulier entre députés des trois pays. Toutes ces activités témoignent bien de sa raison d'être.

## ► Dernière session sous présidence luxembourgeoise



Le Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux (Parlement Benelux) a tenu à Luxembourg les 12 et 13 décembre 2008 la dernière des sessions organisées au cours de sa présidence biennale par le Parlement luxembourgeois.

### Quel avenir pour le Benelux?

Les assemblées parlementaires des trois pays du Benelux seront amenées au printemps 2009 à ratifier

le nouveau Traité-cadre Benelux signé le 17 juin 2008 et qui remplace celui du 3 février 1958. Le Parlement Benelux, concerné au premier chef, a consacré à cet événement sa session du 13 décembre. Le Vice-Premier Ministre et Ministre luxembourgeois des Affaires étrangères et de l'Immigration, M. Jean Asselborn, et le Secrétaire d'État belge aux Affaires étrangères, M. Olivier Chastel,

sont intervenus à ce sujet. M. Asselborn a ainsi pu replacer les sujets abordés par le Parlement Benelux dans un contexte plus général, européen et mondial: institutions européennes, crises financière et économique, crise climatique. «La dimension externe du Benelux est des plus importantes», a souligné M. Asselborn. Quand les trois pays du Benelux parlent d'une même voix au niveau européen, cette voix représente beaucoup plus que l'addition des intérêts de ces trois pays. M. Asselborn a rappelé le rôle de laboratoire de la construction européenne qu'a joué le Benelux et a cité l'exemple de l'espace Schengen de libre circulation des personnes, dans lequel la Suisse vient de s'intégrer.

M. Chastel a quant à lui présenté le plan Benelux pour 2009, qui sera axé notamment sur le développement durable et la coopération avec d'autres pays ou entités fédérées. En 2009, l'accent sera mis sur la coopération avec le Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

(Suite page 2)

## ► Lucien Weiler au Liechtenstein



Au cours de son séjour, le Président a été reçu par le Prince Hans-Adam de Liechtenstein.

Sur invitation du Président du Parlement de la Principauté de Liechtenstein, le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, s'est rendu du 27 au 29 novembre 2008 à Vaduz, capitale du Liechtenstein, pour participer à la 3<sup>e</sup> Conférence des Présidents de Parlement des petits États d'Europe. Il était accompagné du Vice-Président, M. Jos Scheuer.

Dans la déclaration finale, adoptée par l'ensemble des huit délégations présentes, les Parlements des

petits États ont tenu à réaffirmer leur volonté de renforcer leur coopération.

Une résolution a été adoptée à l'unanimité des Présidents de Parlement des petits États visant, dans le contexte de la crise financière internationale, à affirmer leur soutien aux initiatives internationales pour instaurer une meilleure régulation et transparence du système financier mondial, dans le respect de la souveraineté de chaque nation.



## ► Dernière session sous présidence luxembourgeoise

(Suite de la page 1)

Une déclaration politique a été signée le 9 décembre 2008 entre les pays du Benelux et ce Land, déclaration relative au développement d'une coopération plus étroite.

### Quel Parlement Benelux?

Le Parlement Benelux a adopté une recommandation invitant les trois gouvernements, en concertation avec le Parlement Benelux, à réviser la convention du 5 novembre 1955 instituant le Parlement Benelux en vue de sa coordination avec le nouveau Traité, de l'ancrage, au regard du droit des traités, de la représentation des assemblées communautaires et régionales belges au sein du Parlement Benelux et en vue de la poursuite et du renforcement de la compétence de contrôle et/ou d'avis du Parlement Benelux à l'égard du Comité des ministres et des trois gouvernements. Le Parlement Benelux demande d'être désormais associé à la confection du programme pluriannuel commun et du plan annuel prévus dans le Traité ainsi qu'à la définition des principes de la coopération et aux relations avec d'autres États et entités fédérées, notamment des États membres de l'UE, des structures de coopération régionales de ces États membres et des entités administratives de pays limitrophes des pays du Benelux.

Le Parlement Benelux se propose aussi de revoir son Règlement d'ordre intérieur, notamment afin de modifier les dispositions relatives aux commissions permanentes, à la présence des ministres et au droit d'interpeller et de poser des questions; il est aussi envisagé de prévoir une déclaration politique approuvée par les ministres comme base d'un échange de vues mieux structuré entre le Comité des ministres et le Parlement Benelux. Un amendement appelant les assemblées des trois pays à approuver le nouveau Traité Benelux dans les délais les plus brefs a aussi été adopté.

Le Parlement a également adopté à l'unanimité une recommandation relative à la communication du Parlement Benelux. Constatant que le nouveau traité Benelux constitue un bon tremplin pour un repositionnement parlementaire et politique du Parlement Benelux, celui-ci axera désormais l'ordre du jour de ses sessions plénières sur les matières politiques, l'actualité et le débat.

### Coopération régionale et crise financière

Le rapport de la conférence du 28 novembre 2008 relative à la



coopération régionale dans une Europe élargie et à la crise financière a été présenté. Dans une recommandation relative à la crise financière, adoptée à l'unanimité, le Parlement Benelux demande que soit dressé l'inventaire des structures de contrôle des États membres du Benelux et que ces dernières soient mieux harmonisées afin de mettre en place un contrôle européen plus efficace et de faire en sorte, le cas échéant, que le Benelux joue à cet égard un rôle moteur dans l'UE.

### Changements climatiques

Les commissions concernées du Parlement Benelux ont organisé les 24 et 25 octobre 2008 à Luxembourg un séminaire sur l'Énergie, l'Environnement et la Biodiversité. L'Assemblée a adopté à l'unanimité une recommandation dans laquelle il est demandé au comité des ministres de renforcer la coopération entre les trois pays en la matière, de réunir les connaissances sur les applications de l'énergie photovoltaïque et de la géothermie dans la construction de bâtiments, d'adapter les réseaux électriques et de chauffage urbain pour

promouvoir la production de l'énergie thermique et de l'énergie électrique générées par la cogénération, les capteurs thermiques solaires, les centrales éoliennes et les panneaux photovoltaïques, et enfin de réunir les connaissances qui doivent conduire à l'utilisation à grande échelle de moteurs hybrides dans les voitures et à la mise en place d'un réseau Benelux de stations de chargement pour véhicules fonctionnant à l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables.

Un rapport relatif à une visite d'études à l'usine ArcelorMittal à Esch/Belval a été présenté. Pour ce qui est de l'environnement, des efforts sont réalisés pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub>.

### Cabotage routier

Le Parlement Benelux a voté une recommandation relative au cabotage routier: vu l'importance que revêt le cabotage pour l'environnement en évitant les trajets à vide inutiles effectués par les camions, il est demandé aux gouvernements des trois pays de reconformer par écrit les accords antérieurs relatifs à la liberté de cabotage dans les pays du Benelux

et d'en informer par écrit le Parlement Benelux et les diverses assemblées des trois pays.

### La Grande Région et l'aménagement du territoire

Le Ministre luxembourgeois de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, M. Jean-Marie Halsdorf, a souligné que le Benelux qui tendait à devenir une région métropolitaine, devait mieux coordonner ses voies de communication, notamment en liaison avec les autres régions voisines très peuplées, en priorité la Rhénanie-du-Nord-Westphalie. M. Halsdorf est aussi président du 11<sup>e</sup> Sommet la Grande Région qui, outre le Luxembourg, regroupe la Rhénanie-Palatinat, la Sarre, la Moselle, la Meurthe-et-Moselle, la Lorraine, la Wallonie et les Communautés française et germanophone de Belgique.

### Processus de Bologne

Le Parlement Benelux a aussi adopté, à l'unanimité, une recommandation relative au processus de Bologne. Il est ainsi demandé aux trois gouvernements de prendre toutes les dispositions requises pour rendre complètes

sur le territoire du Benelux la mobilité des étudiants, la reconnaissance mutuelle des diplômes et la mobilité du travail, de faire accepter dans les trois pays la mise en place d'un cadre de qualification européen, d'instaurer dans ce cadre un système de validation d'études et d'intégrer le secrétariat Bologne ad hoc dans le secrétariat général de l'Union économique Benelux.

### Chasse

Le Parlement Benelux a adopté à l'unanimité une recommandation demandant aux trois gouvernements de mettre en œuvre une reconnaissance mutuelle des permis de chasse de sorte que les citoyens des trois États puissent chasser dans les autres États du Benelux sans formalités complémentaires, de tendre vers l'harmonisation des dates d'ouverture de la chasse, de mieux coordonner la gestion de la population de petit et de grand gibier et de reformuler dans les dispositions des décisions en la matière les moyens pouvant être utilisés pour la chasse.

### Coupe du monde de football 2018

Une fondation a été créée pour assurer l'organisation de la Coupe du Monde, qui regroupe déjà quatre villes: Amsterdam, Rotterdam, Eindhoven et Anvers, et l'on dispose de cinq stades aux Pays-Bas et de cinq stades en Belgique. Les Livres blancs doivent être déposés pour fin 2010, la décision devant tomber en mai 2011.

### Coopération avec le Conseil nordique et l'Assemblée balte

Le Parlement Benelux était représenté les 27 et 28 octobre 2008 à la session plénière du Conseil nordique. Pour sa part, l'Assemblée balte avait délégué à Luxembourg son nouveau président, qui a souligné les priorités actuelles de ce parlement: la stabilisation de l'économie, la sécurité, l'enseignement supérieur et la stimulation de la recherche.

### Fin de la présidence luxembourgeoise

À l'occasion de la fin de la présidence luxembourgeoise du Parlement Benelux, le Président sortant, M. Roger Negri a présenté son successeur, M. Bart Tommelein, qui présidera le Parlement Benelux au cours des deux prochaines années sous présidence belge. Les prochaines sessions se tiendront à Bruxelles en 2009 et 2010. Pour 2009, les sessions auront lieu les 13 et 14 mars, 12 et 13 juin et 11 et 12 décembre.

## ► Composition et organes du Parlement Benelux

1. Le Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux est composé de 49 membres dont 21 sont choisis parmi les membres des chambres fédérales, des conseils des Communautés et des Régions de la Belgique et désignés par ceux-ci, 21 sont choisis parmi les membres des deux chambres des États généraux des Pays-Bas et désignés par celles-ci et 7 sont choisis parmi les membres de la Chambre des Députés du Luxembourg et désignés par celle-ci.

Les membres suppléants sont choisis et désignés de la même manière.

2. Les organes du Conseil sont:

- l'assemblée plénière (se réunissant trois fois par an),

- les commissions (au nombre de sept),

- le Comité permanent (se composant du président, des deux vice-présidents, des présidents des commissions, des chefs de groupes et des présidents de délégation (voix consultative)),

- le Bureau (se composant du président et des deux vice-présidents),

- le collège des vérificateurs aux comptes.

3. Les membres choisis par les assemblées d'un même pays

constituent une délégation nationale dont un membre en assume la présidence.

4. Les membres de différentes délégations peuvent s'organiser en groupes politiques ou techniques. Trois groupes politiques sont constitués actuellement: le groupe chrétien, le groupe socialiste et le groupe libéral.

5. La présidence du Conseil est tournante et change tous les deux ans.

D'autres informations sur le Parlement Benelux se trouvent sur le site [www.benelux-parl.org](http://www.benelux-parl.org)

## ► La délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux

### Président:

Marcel Oberweis (CSV)

### Membres effectifs:

Sylvie Andrich-Duval (CSV), Lydia Mutsch (LSAP), Roger Negri (LSAP), Xavier Bettel (DP), Félix Braz (DÉI GRÉNG)

### Membres suppléants:

Jean-Paul Schaaf (CSV), Marco Schank (CSV), Marc Angel (LSAP), Fernand Diederich (LSAP), Fernand Etgen (DP), Camille Gira (DÉI GRÉNG)



► 41. Plenarsitzung des IPR

# Gegen ein weiteres Endlager für radioaktiven Abfall in der Großregion



Einstimmig haben die Delegationen der Parlamente aus der Großregion und des Conseil Régional de Lorraine am 5. Dezember 2008 in Luxemburg eine Empfehlung angenommen, die sich gegen ein weiteres Endlager für radioaktive Stoffe und Abfälle

in der Großregion ausspricht. Neben den Kernkraftwerken Cattenom (Moselle), Chooz (Ardennes) und Tihange (Belgien) und den drei bereits bestehenden Endlagern in den Départements L'Aube und Meuse würde die Konzentration an kerntechnischen

Anlagen durch die Errichtung eines weiteren in Planung befindlichen Endlagers für radioaktiven Abfall nochmals bedeutend erhöht werden.

Der IPR fordert daher die Exekutiven auf, die Interessen der Bevöl-

kerung in der Großregion bei der Standortsuche zu berücksichtigen.

Die gemeinsame Gedenkstättenpflege und Erinnerungsarbeit in der Großregion war ein weiteres Thema der 41. Plenarsitzung des IPR. Einstimmig sprach sich der IPR für die Entwicklung und Realisierung einer „Route der Erinnerung“ in der Großregion aus, die an den „Chemin de la Mémoire et des Droits de l'Homme“ in Alsace anknüpfen könnte, die Lothringen, Saarland, Rheinland-Pfalz und Wallonien einbezieht, die die einzelnen Stätten der Erinnerung verbindet und Informationen darüber vermittelt.

Mit einer Enthaltung des luxemburgischen Abgeordneten Xavier Bettel wurde eine Empfehlung über die Verkehrsinfrastruktur in der Großregion angenommen. Der IPR fordert die Nationalstaaten auf, die Infrastruktur der Hochgeschwindigkeitsbahnverbindung Paris-Östfrankreich-Südwestdeutschland weiter auszubauen und die Fahrzeiten zu verkürzen. Ein zweiter Teil der Empfehlung fordert den weiteren Ausbau der Schleusen auf der Mosel.

Die Vizepräsidentin des Conseil Régional de Lorraine und Präsidentin des Ausschusses „Soziale Fragen“, Laurence Demonet, stellte in einer Mitteilung das

Netzwerk und die Projekte der Interregionalen Arbeitsmarktbeobachtungsstelle vor, die 1998/99 auf Vorschlag des Wirtschafts- und Sozialausschusses der Großregion geschaffen wurde. Im Rahmen des neuen Programms Interreg-IV-A wird das Projekt Opti-Match gefördert, das 2008 begonnen hat und bis 2010 läuft. Ziel dieses Projektes ist unter anderem eine Bestandsaufnahme der spezifischen Stärken und Schwächen des Arbeitsmarktes der Großregion.

Die luxemburgische Ministerin für Familie und Integration, Marie-Josée Jacobs, stellte in einem Vortrag die in Luxemburg bestehenden Strukturen für das Dritte Alter vor, wobei sie auf die Unterscheidung zwischen „Centres intégrés pour personnes âgées“ und „Maisons de soins“ einging. Die Ministerin erwähnte auch die grenzüberschreitende Zusammenarbeit, zum Beispiel zwischen dem saarländischen „Landesseeniorenbeirat“ und dem luxemburgischen „Conseil supérieur des personnes âgées“.

Der Vertreter des Gesundheitsministers, Fränk Gansen, ging auf die Bedeutung der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit im Gesundheitssektor ein, sowohl was die Mobilität der Patienten angeht als auch die Zusammenarbeit zwischen Krankenhäusern.

► Parlamentaresch Versammlung vun der UEO

# Mesurë géint de Cyber-Krich

D'Gefore vun engem „informatische Krich“ waren en Haaptthema bei der 55. Sessioun vun der Parlamentarescher Versammlung vun der UEO („Union de l'Europe Occidentale“) uganks Dezember 2008 zu Paräis.

D'Bedrohung vun esou engem Krich géif ëmmer méi grous ginn, sot de Corapporteur Tarmo Kõuts aus Estland: „D'Mondialisatioun an d'Interoperabilitéit vun den Informatiounssystemer maachen de Cyberspace zu enger ëmmer méi unzëiender Zilscheif a vergréissere seng Vulnerabilitéit.“

Estland war 2007 während dräi Wochen Affär vun enger Cyber-Attack. Doropshi war d'NATO uganks 2008 averstan, den „Co-operative Cyber Defence Centre of Excellence“ an der Haaptstad Tallinn ze installéieren.

Deen anere Rapporteur Christopher Chope aus Groussbritannien huet iwwert déi véier Type vun Informatikattacke geschwat an iwwert d'Gefill vun Ohnmacht, mat deem een deenen Ugrëffer ausgesat ass.

De leschten 19. Juli, 20 Deeg virum offiziellen Ufank vum Konflikt mat Russland, war iwwerregens och Georgien mat esou enger Attack konfrontéiert ginn.

An enger Recommandatioun un de Conseil vun der UEO an un dee vun der Europäescher Unioun verlaangt déi Parlamentaresch Versammlung, d'Bedrohung eescht ze huelen, genee ze analyséieren a Mesuren dergéint an d'Weeër ze leeden.

Nach gëtt et nämlech keng Sécherheitsmechanismen, fir sech ze schützen.

(Aner Texter, déi am Laf vun der Sessioun adoptéiert gi sinn, sinn um Internetsite <http://www.assembly-weu.org> an der Rubrik „Documents - Textes adoptés“ ze fannen.)

Lëtzebuerg war vertrueden duerch d'Deputéiert Marcel Glesener (Präsident vun der Lëtzeburger Delegation), Charles Goerens (effektive Member) an Anne Brasseur (Membre suppléant).

De Charles Goerens gouf iwwerregens bei där Geleeënheet zum Vizepräsident vun der Assemblée fir déi 56. a 57. Sessioun gewielt.

Déi 56. Sessioun vun der «Assemblée européenne de sécurité et de défense» - wéi d'Parlamentaresch Versammlung vun der UEO och nach genannt gëtt - ass vum 2. bis de 4. Juni 2009 zu Paräis.



D'Lëtzeburger Delegation bei der UEO: d'Deputéiert Lydie Err (sëtzend), Anne Brasseur, Jean Huss, Marcel Glesener, President, Charles Goerens an Norbert Hauptert (vu lénks no riets).



Chambre  
des Députés

L U X E M B O U R G

d'Chamber online op  
**www.chd.lu**



## Lutte contre la fraude

**5745 - Projet de loi portant approbation de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers**

L'objet du présent projet de loi consiste à approuver l'accord de coopération signé à Luxembourg le 26 octobre 2004 entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers.

Dans la mesure où l'accord sur la lutte contre la fraude revêt le caractère d'un accord mixte, il a été signé non seulement par la Communauté européenne mais également par chacun des États membres qui doivent ainsi le transposer dans leur droit national. Afin de pouvoir être appliqué sur le territoire de l'Union Européenne, il doit être ratifié par chaque État membre.

L'accord de coopération pour lutter contre la fraude comprend 48 articles regroupés dans quatre titres et répondant aux objectifs suivants:

- créer un cadre clair pour la répression de la fraude entre un État membre et la Suisse;

- lutter de manière efficace contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers des parties contractantes;

- renforcer l'assistance administrative dans ces domaines;

- étendre l'entraide judiciaire à de nombreux cas de fraudes, notamment la contrebande et l'évasion de fiscalité indirecte;

- reconnaître l'importance de la lutte contre le blanchiment d'argent.

Le texte de l'accord simplifie les procédures d'assistance mutuelle et prévoit leur accélération et l'élargissement de leur champ d'application.

L'accord a essentiellement pour objectif de mettre un terme aux activités illégales dans le domaine financier. Il comporte indubitablement des avancées significatives dans plusieurs domaines, notamment en ce qui concerne l'obligation de coopération en matière de fiscalité indirecte, l'extension du champ de l'entraide, la possibilité de transmission directe des demandes entre autorités judiciaires, le principe du respect par l'autorité requise des exigences procédurales et des délais spécifiés par la partie requérante, la limitation du contrôle de double incrimination et l'obligation de coopération en matière de recueil des informations bancaires et financières.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 09.07.2007

Rapporteur: M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

25.09.2007 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

23.10.2008 Examen de l'avis du Conseil d'État

Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.11.2008

Loi du 18 décembre 2008.

Mémorial A: 2008, N°204, page 3108

## Aide à l'enfance et à la famille

**5754 - Projet de loi relatif à l'aide à l'enfance et à la famille**

Le projet de loi sous rubrique entend doter l'aide sociale à l'enfance et à la famille d'un cadre juridique nécessaire à une prise en charge précoce et diversifiée des situations de détresse dont peuvent être concernés tant les enfants que leurs familles. Ce cadre juridique complétera, du moins en ce qui concerne le volet de l'aide à l'enfance, celui mis en place par la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse, alors que la finalité de cette loi est différente de celle du cadre projeté dans la mesure où la loi de 1992 précitée est destinée à régir principalement des situations de détresse.

La nécessité d'un cadre juridique propre à l'aide à l'enfance et à la famille se fait sentir

dans la pratique. En effet, l'absence d'un dispositif clairement institué a pour fâcheuse conséquence de «judiciariser» excessivement l'aide sociale à l'enfance.

La future loi met ainsi l'accent sur la prévention. Ce faisant, elle favorise la mise en place d'un système d'aide sociale «déjudiciarisé» qui accorde une place prépondérante à la participation des personnes concernées. Elle précise, par ailleurs, les principes qui doivent gouverner l'aide sociale à l'enfance et à la famille. L'Office national de l'enfance (ONE), que le projet de loi 5754 entend également créer, est, par ailleurs, chargé de la mise en œuvre de ces principes.

Le projet de loi relatif à l'aide à l'enfance et à la famille spécifie également les missions de l'État et des communes et adapte le mode de financement de l'aide sociale dans le but de rendre cette dernière plus performante.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 22.08.2007

Rapporteur: M. Jean-Paul Schaaf

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

(Présidente: Mme Marie-Josée Frank):

25.09.2007 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

06.11.2007 Examen du projet de loi

20.11.2007

15.07.2008 Examen de l'avis du Conseil d'État

11.11.2008 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

13.11.2008 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.11.2008

Loi du 16 décembre 2008.

Mémorial A: 2008, N°192, page 2584

## Avocats bulgares et roumains

**5770 - Projet de loi transposant, pour la profession d'avocat, les dispositions de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et de la Directive 2006/100/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la libre circulation des personnes, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, et modifiant:**

**1. la loi du 10 août 1991 déterminant, pour la profession d'avocat, le système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans;**

**2. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;**

**3. la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant: 1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés;**

**4. la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service, au Grand-duché de Luxembourg, des avocats habilités à exercer leurs activités dans un autre État membre des Communautés Européennes**

Le projet de loi sous rubrique a pour objectif de transposer la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles (ci-après la «Directive de 2005»), la directive 2006/100/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la libre circulation des personnes suite à l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, ainsi que d'adapter la législation luxembourgeoise afférente en fonction des derniers développements qu'ont connus les accords sur l'Espace Économique Européen.

La Directive de 2005 consolide quinze directives qui avaient mis en place des régimes différents de reconnaissance de qualifications professionnelles, à savoir trois directives relatives au système général (la directive du Conseil 89/48/CEE et la directive 92/51/CEE ainsi que la directive du Parlement européen et du Conseil 1999/42/CE qui a modifié les deux directives précitées 89/48/CEE et 92/51/CEE) et douze directives sectorielles<sup>1</sup> couvrant les sept professions de médecin, infirmier, praticien de l'art dentaire, vétérinaire, sage-femme, pharmacien et architecte. Tout en maintenant les garanties inhérentes à chaque système de reconnaissance existant, elle «aspire à la création d'un cadre juridique unique et cohérent, fondé sur un assouplissement des conditions de la prestation des services, une plus grande automaticité dans la reconnaissance des qualifications et une plus grande flexibilité des procédures de mise à jour de la directive.»

En ce qui concerne plus particulièrement la profession d'avocat, la directive 89/48/CE du

21 décembre 1988 relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans a été transposée par une loi du 10 août 1991 déterminant, pour la profession d'avocat, le système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans.

Par ailleurs, cette directive a fait l'objet d'une loi de portée plus générale, à savoir la loi du 13 août 1992 portant a) transposition de la directive du Conseil (89/48/CEE) relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans; b) création d'un service de coordination pour la reconnaissance des diplômes à des fins professionnelles. Cette loi a été suivie d'un règlement grand-ducal du 2 juin 1994 portant transposition de la directive 92/51/CEE du Conseil relative à un deuxième système général de reconnaissance des formations professionnelles qui complète la directive 89/48/CE.

Ces deux directives sont désormais abrogées et remplacées par la Directive de 2005. Il échet de préciser que les directives spécifiques relatives à la prestation de services et à l'établissement des avocats (directives 77/249/CEE et 98/5/CE) ne sont pas touchées, car elles ne visent pas la reconnaissance des qualifications professionnelles, mais la reconnaissance de l'autorisation d'exercer.

En ce qui concerne les adaptations et modifications contenues dans la nouvelle Directive de 2005, le législateur luxembourgeois a décidé de procéder via plusieurs lois de transposition, la première portant sur les aspects généraux de la directive<sup>2</sup>, la deuxième portant sur les modifications sectorielles et la troisième concernant les dispositions relatives aux avocats en particulier. En effet, même si le mécanisme de reconnaissance établi par les directives 89/48/CEE et 92/51/CEE reste inchangé, pour la profession d'avocat, une adaptation de la loi du 10 août 1991 s'avère néanmoins nécessaire.

Le principe posé par la Directive de 2005 en son article 13 est le suivant: lorsque l'accès à une profession réglementée ou son exercice est subordonné à la possession de qualifications professionnelles déterminées, l'autorité compétente de l'État membre d'accueil accorde, dans les mêmes conditions que pour ses nationaux, l'accès à cette profession et son exercice aux demandeurs qui possèdent l'attestation de compétences ou le titre de formation prescrit par un autre État membre pour accéder à cette profession ou pour l'exercer. Il y a ainsi une présomption de comparabilité des formations, selon laquelle une personne qui est apte à pratiquer une profession déterminée dans un État membre satisfait aux exigences d'un État d'accueil relatives à la pratique de la même profession.

Les professions juridiques, et en particulier la profession d'avocat, restent, cependant soumises à des règles particulières. Il ressort, en effet, des dispositions de l'article 14 de la Directive de 2005 qu'elle autorise l'État membre d'accueil à exiger de la personne qui sollicite la reconnaissance de son titre de formation d'avocat qu'elle se soumette à une épreuve d'aptitude notamment lorsque la durée de sa formation est inférieure d'au moins un an à celle requise dans l'État membre d'accueil ou lorsque la formation reçue porte sur des matières substantiellement différentes de celles couvertes par le titre de formation exigé dans l'État membre d'accueil.

<sup>1</sup> Il s'agit des directives du Conseil 93/16/CEE, 77/425/CEE, 77/453/CEE, 78/686/CEE, 78/687/CEE, 78/1026/CEE, 78/1027/CEE, 80/154/CEE, 80/155/CEE, 85/432/CEE, 85/433/CEE et 85/384/CEE.

<sup>2</sup> Voir le projet de loi 5921

d'Chamber online op  
www.chd.lu

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 05.09.2007

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Patrick Santer):

21.05.2008 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

02.07.2008 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

12.11.2008 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.11.2008

Loi du 18 décembre 2008.

Mémorial A: 2008, N°195, page 2608

## Ressources propres de l'UE

**5815 - Projet de loi portant approbation de la décision 2007/436/CE, Euratom du Conseil du 7 juin 2007 relative au système des ressources propres des Communautés européennes**

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver la décision du Conseil de l'Union européenne relative au système des ressources propres des Communautés européennes pour la période 2007-2013 et de remplacer, une fois la décision 2007/436/CE en vigueur, la loi du 31 janvier 2002 relative au système des ressources propres des Communautés européennes pour la période 2000-2006.

**1. Décision 2007/436/CE relative au système des ressources propres des Communautés européennes pour la période 2007-2013**

La décision relative au système de ressources propres établit le système de financement du budget communautaire et représente la traduction juridique du volet «recettes».

La décision précitée confirme en outre un certain nombre de principes qui figuraient dans la décision «ressources propres» de 2000:

- le budget général de l'Union européenne est, sans préjudice des autres recettes, intégralement financé par les ressources propres des Communautés;

- les trois types de ressources propres restent les ressources dites «traditionnelles» (prélèvements agricoles, cotisations sur le sucre et droits de douane), la ressource «Taxe sur la Valeur Ajoutée» (TVA) et la ressource «Revenu National Brut» (RNB);

- les recettes provenant de toutes nouvelles taxes qui seraient instituées dans le cadre d'une politique commune constituent des ressources propres inscrites au budget général;

- le montant retenu par les États membres au titre des frais de perception demeure fixé à hauteur de 25% des ressources propres traditionnelles;

- le plafond des ressources propres reste fixé à 1,24% du montant total du RNB des États membres en ce qui concerne les crédits de paiements.

La décision consacre, comme par le passé, les principes de non-affectation des recettes et de report des excédents éventuels de recettes d'une année à l'autre. Elle fixe également un certain nombre de principes en matière de perception et de recouvrement des recettes.

Enfin, la décision reprend également les dispositions contenues dans les conclusions de la Présidence du Conseil européen de décembre 2005 relatives au réexamen du cadre financier 2007-2013; par conséquent, la Commission entreprend un réexamen général du système des ressources propres, couvrant tous les aspects des dépenses de l'Union européenne, y compris la politique agricole commune, ainsi que la compensation en faveur du Royaume-Uni, réexamen sur lequel elle devra faire rapport en 2008-2009.

**2. Principales modifications introduites par la décision 2007/436/CE «ressources propres» du 7 juin 2007**

Par l'adoption du projet de loi sous rubrique, la Chambre des Députés est amenée à autoriser les modifications de la structure du sys-

tème de financement de l'UE conformément aux conclusions du Conseil européen de Bruxelles des 15 et 16 décembre 2005.

Les principales modifications introduites par la décision «ressources propres» du 7 juin 2007 sont les suivantes:

- La stabilisation pour l'ensemble des États membres du taux d'appel sur l'assiette TVA à 0,30%. Ce taux correspond à la différence entre l'actuel taux d'appel maximal (0,50%) et une valeur moyenne du taux gelé appliqué dans le passé (0,20%). Quatre États membres bénéficient d'un régime dérogatoire pour la période 2007-2013: l'Autriche (0,225%), l'Allemagne (0,15%), les Pays-Bas et la Suède (0,10%).

- L'amorce d'une réforme du système des ressources propres de la Communauté européenne, à travers la réduction progressive du traitement de faveur accordé au Royaume-Uni. Décidée par le Conseil européen de Fontainebleau de juin 1984, cette réduction est pour la première fois profondément et durablement modifiée. En effet, le calcul de cette correction vers le bas de la contribution britannique sera ajusté par l'exclusion progressive des dépenses d'élargissement et celle de certaines dépenses agricoles.

La contribution supplémentaire du Royaume-Uni induite par cet ajustement ne devra pas dépasser 10,5 milliards d'euros au cours de la période 2007-2013. La participation britannique normale au financement de l'élargissement est un acquis à partir de 2013.

Les modalités de financement de la réduction britannique restent cependant inchangées: à part l'Allemagne, l'Autriche, les Pays-Bas et la Suède, les autres États membres prennent à leur charge, au prorata de leur RNB, le financement du reste de la correction britannique.

- Les Pays-Bas et la Suède bénéficient, uniquement pour la période 2007-2013, d'une réduction brute de leur contribution annuelle calculée en fonction du RNB de respectivement 605 et de 150 millions euros. Ces réductions sont accordées après le calcul de la correction en faveur du Royaume-Uni et n'ont par conséquent aucune incidence sur le montant de cette même correction.

**3. Incidences sur la part du Luxembourg dans le financement de la Communauté**

La contribution brute du Luxembourg au budget des recettes communautaires (hors ressources propres traditionnelles) est estimée à environ 2 milliards d'euros pour l'ensemble de la période 2007-2013, soit en moyenne 287 millions d'euros par an. En se basant sur une population moyenne de 475.000 habitants, la contribution annuelle s'élève à environ 604 euros par habitant.

Le solde net du Luxembourg sur la période 2007-2013, c'est-à-dire la différence entre la contribution au budget communautaire et les retours dont le Luxembourg bénéficiera au titre des politiques communautaires, est difficile à établir à l'avance. Les chiffres de l'exercice 2006 confirment cependant que les montants versés à partir du budget communautaire au profit du Luxembourg sont inférieurs à la contribution annuelle du Luxembourg au budget européen. Le Luxembourg se retrouve ainsi parmi les contributeurs nets au budget communautaire (-0,11% de son RNB en 2006).

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 07.10.2008

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

09.10.2008 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

23.10.2008 Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.11.2008

Loi du 18 décembre 2008.

Mémorial A: 2008, N°205, page 3122

## Expropriation

**5894 - Projet de loi portant modification de l'article 545 du Code civil**

Les auteurs du projet de loi rappellent dans l'exposé des motifs que la modification de l'article 545 du Code civil constitue la suite nécessaire d'une révision de l'article 16 de la Constitution devenue effective, après les deux votes de la Chambre des Députés les 3 juillet et 10 octobre 2007, par l'entrée en vigueur de la loi du 24 octobre 2007. Depuis cette révision, l'article 16 de la Constitution est libellé comme suit: «Nul ne peut être

privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et moyennant juste indemnité, dans les cas et de la manière établis par la loi.»

La révision de la Constitution était devenue incontournable pour permettre une application appropriée de la législation sur l'expropriation pour cause d'utilité publique déclarée inconstitutionnelle au motif de prévoir une indemnisation «préalable» intégrale.

L'article 16 de la Constitution ne prévoyant plus l'indemnisation «préalable», il y a lieu de supprimer cette exigence également dans l'article 545 du Code civil.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics et par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 16.06.2008

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Patrick Santer):

29.10.2008 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

12.11.2008 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.11.2008

Loi du 18 décembre 2008.

Mémorial A: 2008, N°208, page 3141

## Bâtiment administratif à Esch/Belval

**5898 - Projet de loi relatif à la construction d'un bâtiment administratif pour compte de l'État à Belval**

Ce projet de loi autorise le Gouvernement à

construire un bâtiment laboratoires et administrations sur la friche industrielle Belval pour les besoins de l'Administration de l'environnement, de l'Administration de la gestion de l'eau, de la Commission nationale pour la protection des données ainsi que du Fonds Belval.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 02.07.2008

Rapporteuse: Mme Sylvie Andrich-Duval

Travaux de la Commission des Travaux publics

(Président: M. Lucien Clement):

10.11.2008 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

19.11.2008 Présentation et adoption d'un projet de rapport

27.11.2008 Réunion jointe avec la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture: Discussion sur le concept Cité des Sciences

Vote en séance publique: 10.12.2008

Loi du 19 décembre 2008.

Mémorial A: 2008, N°208, page 3141

# Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un



Présidence: M. Lucien Weiler, Président  
M. Laurent Mosar, Vice-Président • Mme Colette Flesch, Vice-Président

## Sommaire

1. Dépôt d'une motion par M. Claude Meisch  
- M. Claude Meisch
2. Ordre du jour  
- M. le Président
3. 5754 - Projet de loi relatif à l'aide à l'enfance et à la famille  
- Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse: M. Jean-Paul Schaaf  
- Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval
4. Question urgente N°2980 de M. Claude Meisch relative à l'arrêt de la production auprès de Goodyear  
- M. Claude Meisch - M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi
5. Motion de M. Claude Meisch relative à la transformation de l'ADEM en établissement public et à l'élaboration d'un projet de loi renforçant le rôle de l'ADEM dans le domaine de la formation des demandeurs d'emploi  
- Présentation: M. Claude Meisch  
- Discussion générale: M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, M. Romain Schneider, M. Aly Jaerling, M. le Ministre François Biltgen
6. 5754 - Projet de loi relatif à l'aide à l'enfance et à la famille (suite)  
- Discussion générale (suite): M. Eugène Berger (déposant une motion), Mme Lydie Err (déposant trois motions), Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Aly Jaerling, Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration  
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel  
- Vote sur les motions: motions 1, 2, 3 et 4 adoptées
7. Dépôt d'une motion par Mme Viviane Loschetter  
- Mme Viviane Loschetter
8. 5894 - Projet de loi portant modification de l'article 545 du Code civil  
- Rapport de la Commission juridique: M. Paul-Henri Meyers  
- Discussion générale: M. Jacques-Yves Henckes, M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics  
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
9. 5770 - Projet de loi transposant, pour la profession d'avocat, les dispositions de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et de la Directive 2006/100/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la libre circulation des personnes, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, et modifiant: 1. la loi du 10 août 1991 déterminant, pour la profession d'avocat, le système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans; 2. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 3. la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant: 1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés; 3. la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service, au Grand-duché de Luxembourg, des avocats habilités à exercer leurs activités dans un autre État membre des Communautés européennes  
- Rapport de la Commission juridique: M. Patrick Santer  
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
10. 5745 - Projet de loi portant approbation de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers  
- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Laurent Mosar  
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
11. 5815 - Projet de loi portant approbation de la décision 2007/436/CE, Euratom du Conseil du 7 juin 2007 relative au système des ressources propres des Communautés européennes  
- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Lucien Thiel  
- Discussion générale: M. Charles Goerens  
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

» M. le Président. - Dir Dammen an Dir Hären, d'Sitzung ass op.

Ech ginn dem Här Meisch d'Wuert fir den Dépôt vun enger Motioun.

## 1. Dépôt d'une motion par M. Claude Meisch

» M. Claude Meisch (DP). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir wëssen, datt momentan de Projet vun der Regierung vun de sougenannte Chèques-services d'Gemiddler beweegt uechtert d'Land, bei de Gemengen, bei den Träger vu Crèchen a vu Maison-relais. Well virun allem den administrativen Opwand gefaart gëtt, well mer en Délai hunn, wou dat den 1. März misst a Kraaft trieden.

Elo si mer ganz d'accord, datt een um Niveau vun de Präisser, vun den Tariffer an de Betreuungsstrukturen eppes muss maachen, datt Handlungsbedarf besteet. Mir hunn awer mam Projet, deen elo virläit a vun der Regierung presentéiert ginn ass, eng Rei vu grondsätzleche Problemer.

Ënner anerem fäerte mer, datt ganz vill Kanner, déi elo an deene Betreuungsstrukturen dra sinn, riskéieren d'nächst Joer erauszerutschen, well eng Prioritéit geschafe gëtt fir Kanner vun Elteren, déi eigentlech net berufstäteg sinn, well se RMG-Bezëier sinn. Duerfir proposéiere mer hei an där Motioun, datt dee Projet do zréckgezu gëtt an datt en ersat gëtt duerch eng Initiativ, fir déi bestoend Tarificatioun dätlech ofzesenken.

### Motion 1

La Chambre des Députés,

- ayant pris connaissance de la volonté du Gouvernement d'introduire des chèques-services donnant droit à une série de services dans le domaine de l'accueil éducatif extrascolaire;

- constatant qu'il existe une pénurie d'infrastructures et d'encadrements adéquats au niveau des structures d'accueil;

- voulant promouvoir une politique visant à concilier vie familiale et vie professionnelle pour toutes les familles;

- notant les difficultés manifestes que revêtent ces mesures au niveau de leur mise en œuvre notamment pour les communes et les gestionnaires des différentes structures d'accueil;

invite le Gouvernement à

- retirer le projet gouvernemental visant l'introduction de chèques-services;

- prévoir la diminution du prix des maisons relais et d'y retenir une augmentation de la participation de l'État à hauteur des moyens financiers prévus pour les chèques-services;

- faire en sorte que l'État et les communes augmentent à court et à moyen terme, selon les besoins et de manière conséquente, le nombre de structures d'accueil dans toutes les régions du pays.

(s.) Claude Meisch.

Merci, Här President.

» Une voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Här Meisch.

## 2. Ordre du jour

Mir hunn déi aner Motioun vun Här Meisch en plus iwwert d'ADEM, en plus eng Question urgente iwwert d'Situatioun bei der Goodyear. Den Aarbechtsminister muss op Bréssel fueren an eng Réunioun. Ech hu mat him geschwat. Hie probéiert allerding heihinner ze kommen, ier hien onbedéngt muss fort. Duerfir géif ech proposéieren, wann hien Zäit fënnt, fir ze kommen, dass mer da géifen déi Motioun an déi Question urgente huelen, quitte dass mer missten e Projet ënnerbriechen. Am Fall, wou et net geet, hie seet eis elo gläich Bescheid, mä hie mengt, hie kënn kommen, datt mer dat da géifen esou maachen.

Sidd Der domat d'accord?

(Assentiment)

Da komme mer elo zum éischte Punkt vun eise Ordre du jour, d'Diskussioun iwwert de Projet de loi relatif à l'aide à l'enfance et à la famille. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Jean-Paul Schaaf. Här Schaaf, wann ech gelift.

## 3. 5754 - Projet de loi relatif à l'aide à l'enfance et à la famille

Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

» M. Jean-Paul Schaaf (CSV), rapporteur. - Här President, Madame Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi, dee mer haut diskutéieren, dréit jo den Titel: Projet de loi relatif à l'aide à l'enfance et à la famille. Et ass den 22. August 2007 gewiescht, wéi en déposéiert ginn ass.

En ass aviséiert gi vum Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand, vun der Chambre des Métiers, de Justizautoritéiten, der Privatbeamtenkommission, der Chambre vun de Fonctionnaires et Employés publics, der Chambre de Commerce, de Travail an dann och vun der FAPEL, der Fédération vun der Association des parents d'élèves au Luxembourg an och aviséiert gi vu Leit aus dem Secteur. Ech wëll just am besonneschen d'EGCA, d'Entente vun de Gestionnaires des centres d'accueil, an d'ADCA, d'Association vun den Directeurs des centres d'accueil hei ernimmen.

De Statsrot huet de 17. Juni säin éischten Avis ginn an den 21. Oktober en Avis complémentaire zu enger Rei Amendementer vun der Kommissioun. Dorobber kommen ech nach zréck.

Sechsmol ass dëse Projet de loi an der Chamberskommissioun diskutéiert ginn, an de Rapport vun haut ass den 13. November ugeholl ginn.

Dee Projet, dee mer haut diskutéieren an deen ech d'Éier hunn hei virstellen, huet eng Rei grouss Ziler: - D'Aide à l'enfance et à la famille kritt domadder zu Lëtzebuerg e juristesche Kader; - d'Preventioun kritt de prioritäre Charakter; - d'Gewalt géint Kanner gëtt als verbueden hei ageschriwwen; - d'Participatioun vum Kand a vun der Famill kënn an de Vierdergrond; - d'Missioun vum Stat a vun de Gemenge gi fir dësen Domän preziséiert; - den ONE, den Office national de l'enfance, gëtt geschaf; - d'Jugendhëllef an de Jugendschutz gi besser getrennt. Dëst nenne mer och alt nach Déjudiciarisation; - de Secteur vun der Kanner- a Jugendhëllef gëtt strukturell koordinéiert ëm d'eenzel Situatioun; - de Finanzeement vun der Kanner- a Jugendhëllef gëtt nei organiséiert, an - den ONE erstellt zweemol am Joer eng Statistik iwwert d'Friemännerbréngung vun de Kanner.

D'Ambitioun ass also grouss. De Projet bréngt e Paradigmewiessel am soziale Secteur vun der Kanner- a Jugendhëllef mat sech an huet d'Ambitioun, zu méi Responsabilitéit, méi Flexibilitéit a méi Effikasitéit ze féieren.

De Projet referéiert a senger Argumentatioun op de Rapport vun der Spezialkommissioun «Jeunesse en détresse», déi ënnert der Presidentschaft vun Här Lucien Weiler, eise heitege President, wichteg Konklusione gezunn huet. D'Madame Frank war deemools Rapportrice vun dësen Aarbechten an aus de Konklusione vun der Spezialkommissioun, déi de 26. November 2003 hei an der Chamber diskutéiert goufen, fënnt een der eng Rei, déi mam Projet vun haut Realitéit ginn.

Esou gouf en Organe de médiation virgeschloen, fir ze verhënneren, dass all problematesch Situatiounen beim Jugendrichter landen; zweetens soll d'Preventioun Prioritéit kréien; drëtens soll eng besser Koordination vun soziale Secteur geschéien, a schliesslech gouf eng besser Kooperatioun tëschent Justiz a soziale Secteur als néideg erkannt.

A sengem Argumentaire ginn dës Ziler vun eiser Familljeministerin iwwerholl an et ginn nach aner Grënn uginn, fir hei ze léigféieren:

Et geet drëm, d'Mënscherechts- an d'Kannerrechtskonventioun um Punkt vun



der Matbestimmung an dem Recht op Hëllef ëmzesetzen.

Et geet drëm, de Prinzip vum Intérêt supérieur de l'enfant fest ze verankeren an all Hëllef als subsidiar zur Elteren- a Familjenaarbecht unzugesinn.

Et geet drëm, d'Protektioun, d'Prestatioun vun Hëllef an d'Participatioun vum Kand - also déi dräi P - als roud Fuedem duerch dëst Gesetz eranzekréien.

An et geet schliesslech och nach drëm, all Gewalt vis-à-vis vun de Kanner, sief et kierperlech, psychesch oder sexuell, kloer ze verbidden. Dëst kënn och enger laangjähreger Fuerderung vum Comité des droits de l'enfant entgéint.

Wéi sollen dann elo all dës Objektivier ëmgesat ginn a wéi eng Ännerunge bréngen se am Verglach zur Situatioun vun haut?

Mir hunn am Land vill exzellent Servicer an Institutionen, déi sech der Kanner- a Jugendaarbecht unhuelen. Si schaffen opgrond vun engem Agrément a mat deem Personal, dat si iwwer eng Konventioun vum Ministère zur Verfügung gestallt kréien.

Am Besonnesche muss een hei Crèchen, Foyer-de-jouren, Foyers fir Dages- an Nuechtännerbréngung, konventionéiert an net konventionéiert, FADEPen, Familles d'accueil, Internater, Adoptiounsservicer erimmen. An dësen Haiser a Famillje sinn - esou ass aus dem Argumentaire vum Projet de loi erauszulesen - op den 1.1.2006 872 Kanner ënnerbruecht. Dovunner sinn 78% Placementer duerch d'Jugendgeriicht.

Datt esou vill Kanner duerch e Riichter an eng Institutioun verwise ginn, kënn och dohier, datt kee Kadergesetz fir fräiwëlleg Placementer do ass, datt keng Instanz den Optrag huet, déi ze verhandelen, guttzeheeschen, an datt Haiser dacks och d'Tendenz hunn, dem Riichter Virrang ze gi bei der Ennerbréngung, well jo dat Situatioun sinn, déi den héije Charakter vun Drénglechkeet hunn.

Déi sozial Berodungsservicer, déi um Terrain schaffen, sinn haut eleng mat der Situatioun, déi si zougedroe kréien. A si mussen eleng entscheeden, ob oder ob net e Signalement un de Jugendriichter gemaach gëtt. Dat ass eng grouss Verantwortung. Dëst féiert och derzou, dass Sozialservicer haut op d'Jugendgeriicht verweisen, wann et beispillsweis ëm Vernoléissegung vu Kanner geet.

Datt gëtt duerch de Riichter, d'Hëllef vun uewen, der Famill an och der Institutioun ordonnéiert. Déi betraffe Kanner kënnen hiren Accord net ginn an d'Famillje ginn net responsabiliséiert duerch eng gerichtlech Mesure.

Duerch dëst Gesetz gëtt déi dacks zitéiert Déjudiciarisation a ville Fäll erméiglecht. Dat geschitt doduerjer, datt eng nei zentral Ulaflanz an Entscheidungsplaz geschaf gëtt.

De Projet de loi schafft eng nei Institutioun: den Office national de l'enfance. Et ass den ONE - Office national de l'enfance -, e Service vum Familljeministère, deen an Zukunft d'Mission kritt, fir d'Situatiounen, déi vun de Kanner, den Elteren, de soziale Servicer, den Institutionen un een eruge-droe ginn, ze traitéieren. Am Artikel 4 gëtt och d'Recht op eng Demande op Hëllef festgehalen.

Den ONE kritt dofir dezentral Équipes multidisciplinaires, déi en Hëllefplang fir all Kand erstellen. Dëse Plang gëtt, an dat ass de Prinzip vun der Participatioun, mat de Betraffenen ausgeschafft a vun hinnen ënnerschriwwen, soss kann en net a Kraaft trieden.

Den ONE vermëttelt an dëse Situatiounen tëschen de Leit an dem objektiven Ussproch vu Protektioun an Ennerstëtzung, deen eis Gesellschaft am Émgang mat de Kanner huet. E validéiert dëse Plang, en nennt e Koordinator tëschen de soziale Servicer, aktualiséiert dëse Plang regelméisseg oder wann ëmmer néideg, an organiséiert Concertatioun tëschen de Familljen an den Institutionen.

Den ONE mécht dann och ëmmer op den 1. Abrëll an op den 1. Oktober statistesch Erhiewunge vun de Kanner, déi am Land an am Ausland an Institutionen oder Familljen ënnerbruecht sinn.

Den Artikel 7 vum Gesetz erlaabt dem ONE och, zu dësem Zweck eng Datebank unzuleeën.

All Elteren a Kanner hunn d'Recht op Asiicht an hiren Dossier. All betraffent Kand kann am Alter vun 18 Joer och verlaangen, dass säin Dossier anonymiséiert gëtt. Esou ass och séchergestallt, datt d'Kanner Zougang zu hiren eegener Geschicht kréien an och selwer bestëmmen, ob dës Donnéeën onkenntlech gemaach solle ginn.

Schliesslech ass den ONE verflücht, all Dossier e Suivi ze ginn.

Wéi eng Inhalter hunn dann déi Hëllefsmoossnamen, déi vum ONE kënnen an engem Plang festgehalen ginn?

Den Artikel 11 vum Gesetz lëscht 25 verschidden Hëllefsmoossnamen op, déi gegebenenfalls kënnen am jeeweiligen individuellen Hëllefplang virgesi ginn. Fir et nach eemol ze rappeléieren: Dës Moossname ginn net vum ONE ausgefouert, mä vun deenen Acteuren, déi och haut um Terrain dës Aarbecht maachen. De Katalog vun de Mesures d'aides sociales reecht vun der Dages- an Nuechtännerbréngung an engem Foyer zu ganz punktuellen Hëllef, wéi beispillsweis dem juristesche Bistand, enger psychologescher Konsultatioun, enger Médiation familiale, erzéierescher Familljeberodung oder och pedagogesche Frëiförderungsname fir d'Kanner oder och nach der Formatioun fir d'Elteren a Jugendlech oder Fräizäitaktivitéiten.

Den Tableau ass breet ugeluecht, an den Hëllefplang kann domadder e komplette Programm vun Ennerstëtzung fir dat eenzelt Kand virgesinn. Dësen Tableau vu sozialen Hëllefleschtunge veranschaulicht och, datt mir net vun der Aide à l'enfance kënnen schwätzen, ouni gläichzäiteg vun de Familljen ze schwätzen. Den Titel vum Gesetz ass op Suggestioun vum Statsrot dann och ausgeweit ginn op Aide à l'enfance et à la famille.

Wa vum ONE keen Accord fir en Hëllefplang am Intérêt vum Kand fonnt gëtt, well d'Elteren oder d'Kand dëse refuséieren oder net matschaffen, da muss den ONE ofweien a gegebenenfalls d'Situatioun un d'Jugendgeriicht weiderginn. Da kann d'Jugendgeriicht eng Hëllef verfügen. D'Relatioun tëschen der Justiz an dem soziale Secteur gëtt mat dësem Gesetz gekläert. Wann d'Jugendgeriicht duerch iergendeen Émstand mat engem Dossier befaasst ass, dann ass d'Jugendgeriicht ëmmer prioritär. Da ka sech den ONE net amëschen, et sief dann, hie géif selwer vum Jugendgeriicht dozou opgefouert ginn.

De Statsrot huet a sengem éischten Avis eng méi grouss Kloerheit verlaangt a gefouert, den Term Placement am Gesetz nëmmen am Zesammenhang mam Jugendgeriicht ze gebrauchen. Dëse Begrëff ass vun der Kommissioun aus dem Text erausgeholl an duerch den Accueil socio-éducatif ersat ginn.

Fir seng Missiounen kënnen ze erfëllen, kritt den ONE e Personalokader mat dësem Gesetz. De Poste vum Direkter vum neie Service gëtt fir siwe Joer bestëmmt a vun engem Fonctionnaire aus der Carrière supérieure vum Stat bekleet. Weider kënnen Persounen mat spezifescher Ausbildung an de verschiddene Sozial- an Erzéiungsberuffer, Redakteren an Expéditionnaires agestallt ginn.

Et gëtt erméiglecht, Fonctionnairen aus aneren Administratiounen bei den ONE ze détachéieren. Hir Rechter bleiwen hinnen natierlech erhalen, an et kënnen och Enseignantent détachéiert ginn. Dezentral verstärkte multidisziplinär Equipen d'Beiméiung vun ONE. Och hei kënnen Leit an den ONE détachéiert ginn, woumat sécher gestallt gëtt, datt erfuerend Personal mat dësen net ëmmer einfache Missiounen beoptraagt ka ginn.

Den ONE kann och extern Experte mat erunzéien, eng Kloerstellung, déi op Urode vum Statsrot iwwerholl ginn ass.

Wéi eng Konditiounen muss dann e Service erfëllen, fir mam ONE zesammenzeschaffen?

Den Artikel 13 vum Gesetz präziséiert, datt, niewent den Agrémentsbedéngungen aus dem ASFT-Gesetz, d'Servicer och mussen e Projet d'orientation schreiwen, deen d'Sensibilitéit fir d'Kanner an d'Kannerrechter dokumentéiert, d'Participatioun vun de Kanner an den Eltere promouvéieren, sech asetze géint Gewalt an Drogen a fir d'Suizidpreventioun, en intern Reglement virweisen, Supervisioun a Formatioun fir d'Personal organiséieren, sech extern evaluéieren an natierlech mat dem Jugendgeriicht, mam ORK a mam ONE zesammenzeschaffen. Alles dëst, fir d'Qualitéit vun der Aarbecht ze garantéieren.

De Projet de loi rappeléiert a präziséiert d'Aufgabe vum Stat an de Gemengen. De Stat an d'Gemenge sinn ugehalen - dat ass net nei -, am Kader vun der Integratioun, der Participatioun an der Preventioun flexibel Ennerbréngungsstrukturen ze schafe fir Kanner a Jugendlech. Hir Missioun besteet och nach doranner, Hëllef ze leeschten, fir Aarbecht a Famillj ënnert dee berühmten Hutt ze kréien, awer och erzéieresche Hëllefsgéngschter entweder selwer ze proposéieren oder awer eng Informatioun

an Orientatioun bei esou Déngschter ze leeschten, déi kulturell a sozial Ausgrenzung vu Kanner ze verhënnern an all Méiglechkeete vu Participatioun vu Kanner a Familljen ze ennerstëtzen.

Schliesslech schafft dëse Projet de loi en neie Finanzéierungsmodell fir déi sozial Hëlfeleistungen. Dëst ass sécher deen am meeschten diskutierten Deel vum Gesetz. Fixéiert gi 15 verschidden Type vu Leeschtungen a Form vu Stonnen, Dagesfortaiten oder Forfaiten op de Mount.

De System vum aktuelle Bezuele vun de soziale Servicer duerch eng Konventioun mat feste Posten gëtt also ersat duerch e System vu leeschtungsbezunnener Tarification. Wann eng Institutioun an engem Hëllefplang engagéiert ass oder e ganz ausféiert, da stellt si déi Leeschtungen a Rechnung. Dëst huet de Virdeel, datt d'Institutioun flexibel kann op eng Demande reagéieren an net méi wéi bis elo begrenzt ass duerch hire Personalschlüssel.

En Träger ka bei Bedarf zousätzlech Personal engagéieren, wat besonnesch fir eenzel speziell Situatiounen vu grousser Wichtigkeet ass. Dëse System erlaabt eng grouss Flexibilitéit. Et misst manner schwierig ginn, dem Kand oder Jugendlech déi noutwendeg Ennerstëtzung ze garantéieren.

Dëse Finanzéierungssystem ass mat den Träger diskutéiert ginn, an d'Montanté ginn, wéi och de Statsrot gefouert huet, iwwer Règlement grand-ducal fixéiert. Och léist de Ministère jidder Träger de Choix, beim ale System ze bleiwen oder fir den neie System ze optéieren.

E weideren Artikel am Gesetz erlaabt et dem Stat, zousätzlech zu de Finanzéierungsfortaiten aussergewéinlech Subventionen ze bezuelen, wann dat opgrond vun der Gehältersituatioun vum Prestataire néideg ass. Dat heescht, am Fall wou iwwerdurchschnittlech vill Personal mat grousser Anciennetéit do schafft, wat jo méi deier ass wéi eng Equipe, déi am Ufank vun der Gehältertabell steet.

Zousätzlech kann de Stat och agräife bei zäitweilger gerénger Auslaaschtung vum Service oder bei besonneschen, innovative Projeten.

Schliesslech gesäit dëse Projet de loi e berodende Gremium vum ONE vir: de Conseil supérieur de l'aide à l'enfance et à la famille. Am Originalprojet sollten nach eng Commission consultative ONE an e Comité interministériel geschaf ginn. Am Sënn vu schlanken Strukturen huet d'Chamberskommissioun sech dem Statsrot ugeschloss an als eenzeg berodend Gremium vum ONE de Conseil supérieur zréckbehalen. Dëse Conseil supérieur de l'aide à l'enfance et à la famille huet 16 Memberen, déi vun der Regierung fir fënnf Joer genant ginn.

An dësem Gremium sinn d'Ministère vun der Famill, der Educatioun, der Justiz an der Santé mat jeeweils engem Représentant vertrauten. Dernieft sinn d'Justizautoritéite mat zwee Leit vertrauten, d'Prestataire vun den Hëllefsservicer mat dräi Memberen, d'Associatiounen vu Famill, Elteren a Kanner mat dräi Leit, a schliesslech gi véier Fachleit genant opgrond vun hire Kompetenzen an de psychosozialen, socio-éducativen, juristeschen oder medizineschen Domänen.

Dëse Conseil supérieur beréit d'Regierung an alle Froer ronderëm d'Kanner an d'Familljen, evaluéiert d'Besoinen, suivéiert d'Evolution vum ONE a vun de Prestatairen a suert sech ëm déi noutwendeg Koordinatioun an den Échange tëschen de Partnerorganisatiounen aus dem soziale Beräich.

Dëst Gesetz gëtt schliesslech dem aktuellen 1952 schon duerch Arrêté grand-ducal geschafenen an e puermol ofgeännerte Conseil supérieur de la famille et de l'enfance, wéi en elo heescht, eng legal Basis. De Règlement grand-ducal wäert d'Indemnitéite vun de Membere fixéieren a wäert och den aktuelle Conseil supérieur de la famille opléise respektiv an dës nei Struktur afléisse loossen.

Nach e Wuert zu der Mise en vigueur. Dëst Gesetz brauch Upassungen am soziale Secteur an et brauch Ulaflanz, fir déi nei Institutioun ONE opzebauen, d'Prozeduren ze definéieren, kuerz fir sech ze organiséieren. Duerfir ass virgesinn, datt dëst Gesetz sechs Méint no der Publikatioun am Mémorial a Kraaft trëtt.

Ech wëll awer nach um Schluss e puer Wuert iwwer de Werdegang vum Projet verléieren an e puer Elementer aus den Avisen abréngen. D'Regierung huet e Projet déposéiert vum 30 Artikelen. Haut stëmme mer of iwwer e Projet vun 20 Artikelen. Dat eleng weist, datt Verännerungen an der Kommissioun virgeholl gi sinn.

De Statsrot huet proposéiert, all net normativ Artikelen ze strächen, déi als Zweck haten: d'Intentione vun der Kannerbetreiung, d'Handlungsprinzipië vum ONE, d'Applikatioun vun der Konventioun vun de Kannerrechter an der Konventioun fir de Kampf géint d'Diskriminéierung, de schouleschen Accueil a spezialiséierten Institutionen, d'konsultativ Kommissioun ONE an de Comité interministériel a schliesslech och en Artikel iwwer e Code de bonne conduite an de Secret professionnel.

De Statsrot huet eng Glidderung vum Text proposéiert, an d'Kommissioun huet sech dës Iwwerleeung zu Eege gemaach.

Niewent dëse Recommandatiounen vum Conseil d'État huet d'Kommissioun eng ganz Rei vu klengen textuellen Ännerungen agefügt. Dat sinn Detailverbesserungen, op déi ech awer hei aus Zäitgrënn net kann a wëll agoen. Si droen och Bemerkunge vun aneren Avisé Rechnung. Deene meeschte konnt Rechnung gedroe ginn. Anerer, wéi eng Reform vum ASFT-Gesetz, eng gefaart Konkurrenzsituatioun tëschen de sozialen Institutionen, eng Ausdifferenzierung vun de Prestatiounen an der Praxis, sinn am Rumm vun dësem Kadergesetz net all ze klären.

Här President, ech hunn elo probéiert, kuerz en Iwwerbléck iwwer dëst neit Gesetz ze ginn, ouni an all Detail kënnen anzugeen.

Alle Servicer aus dësem Secteur, déi engagéiert a konstruktiv Kritiken zu dësem Projet verfaasst hunn, wëll ech fir hiren Engagement Merci soen. Si sinn et zesumme mam ONE, déi d'Qualitéit vun der Betreiung garantéieren. Si sinn et, déi am Alldag dat mat Musek fëllen, wat mir haut um Pabeier entscheeden. Si sinn et, déi sech ëm déi Kanner a Jugendlech këmmern, déi soss keng Zukunft hätten. Hinnen alle si mer eise grouse Respekt schëlleg, an dat ganz besonnesch haut um Internationale Welttag vun de Kanner.

Ech soen Iech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Rapporteur. Déi éischt Riednerin ass déi honorabel Madame Sylvie Andrich-Duval.

Här Meisch, ech wëll soen, dass de Minister Biltgen ennerwee ass an dass mer no der Madame Andrich zu Ärer Motioun a Question urgente kommen.

Madame Duval, Dir hutt d'Wuert.

**Discussion générale**

» **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net fir d'éischt, dass mer hei an deem Héijen Haus iwwer Kanner a Jugendlecher an Nout geschwat hunn. De Rapporteur Jean-Paul Schaaf huet och schon dorop higewisen. Gutt ass, dass mer grad haut um Internationalen Dag vun de Kannerrechter heiriwwer schwätzen.

Déi deemoleg Spezialkommissioun vun der Chamber huet sech intensiv mam Thema vun der Jugendhëllef respektiv dem Jugendschutz befaasst, ënnert der Présidentschaft vum Här Lucien Weiler. Heirus huet sech jo bekanntlech e Schlussrapport erginn, deen de 27. Oktober 2003 vun der Madame Marie-Josée Frank ofgeschloss gouf no villen Hearingen an Échangé mat Experten op deem Gebitt.

Fir d'éischt ass emol festgestallt ginn, dass et keng komplett statistesch Donnéeën iwwer Kanner a Jugendlecher an Nout ginn, déi et erlaben, hir Situatioun ze analyséieren an doraus eraus effikass Politiken ze definéieren.

Aner Konklusiounen, déi ee kann ervirsträchen, sinn enner anerem déi vun der Noutwendegkeet fir zousätzlech spezialiséiert Strukturen ze schafe fir Mannerjähreger, déi psychiatresch oder Verhalensproblemer hunn, gradesou wéi fir eng allgemeng Erhéijung vun den Opnahmekapacitéiten an de bestehende stationäre Strukturen virzehuelen.

Op dësem institutionelle Gebitt si grouss Efforten an de leschte Jore gemaach gi vun der Familljeministesch, an och de Gesondheitsminister huet Säint derzou bäigedroen. Esou konnt zum Beispill elo ganz rezent en neie Foyer vum Kannerduer



Miersch ageweit ginn zu Hesper, wou an enger éischer Phas jonk Meedercher mat schwéiere Perséinlechkeets- a Verhaltensproblemer opgeholl ginn. Si kënnen do vun enger op Déierentherapie spezialisierter Equipe betreit ginn.

Da wëll ech awer och nach just déi nei stationär psychiatresch Unitéit an der Kannerklinik ervirstärchen.

Am Rapport „Jeunesse en détresse“ gouf dann nach plädéiert fir d'Schafe vun enger Mediationsinstanz - de Rapporteur huet et och scho gesot - am Virfeld vun de Jugendschutzmoosnamen. Déi soll am Fall vu Krisensituatiounen den Dialog am géigesäitegen Averstännis tëscht de verschiddenen Implizierten nees hierstellen.

Doriwwer eraus gouf e Mangel vu Koordination tëscht dem Sozialsecteur an der Justiz a weider tëscht de verschiddene soziale Servicer festgestallt. Fir deem Meeschter ze ginn, sollt een oder méi zentral Organer an d'Liewe geruff ginn, fir d'Zesummenaarbecht tëscht all deenen Acteuren ze verbesseren.

En anert Objektiv soll sinn, fir global gesi méi preventiv virzegoen an et net eréischt zu schwéiere familiäre Situatiounen kommen ze loosser, mä schon am Virfeld ze handelen.

Zousätzlech gesäit d'Regierungserklärung vun der jëtzege Majoritéit Folgendes vir. Ech zitieren: «Les partenaires conviennent de réorganiser l'aide sociale à l'enfance en difficulté.» An deem Kontext ass och e Statement gemaach ginn, fir preventiv ze handelen an driwwer nozedenken, fir d'Elteren aktiv mat anzubannen a se ze incitéieren un den Aktivitéiten vun der sougenannter Eltereschoul deelzehuelen.

Et ass gewosst, dass et eng Hällewull vun Hëllefstrukturen, méi genereller an och spezialisierter Servicer, gëtt, déi souwuel vun öffentlecher wéi vu privater Hand geleet ginn. Dës Strukturen hunn eng laang Tradition. Et géif awer ze wäit féieren op dës Plaz, fir op dee ganze Werdegang anzugehen. Och de Volet vun der Jugendschutzgesetzgebung wëll ech hei net weider behandelen.

Wat besonnesch soll énnert d'Lupp geholl ginn, ass dat, wat am Virfeld vun de Jugendschutzmoosnamen geschitt, ier et also zu enger Judiciarisation kënn. Dofir knäppen ech direkt un d'Situatioun vun den Enn 70er, Ufank 80er Joren un, wou de Stat sech verstärkt selwer implizéiert huet duerch d'Ofschlüsse vu Konventiounen mat de jeeweilege privaten Trägergesellschaften, déi um Gebitt vun der sozialer Integratioun vun Kand tätég waren. De Stat huet doduerch de Finanzement ofgeséichert an huet sech zugläich eng Kontrollméiglechkeet gi vun dësen Aktivitéiten.

Duerch meng berufflech Erfahrung op deem Gebitt konnt ech materliwien, wéi iwwert d'Joren ëmmer nees nei Servicer an Hëllefstrukturen oft onkontrolléiert aus dem Buedem geschoss sinn. A wéi heefeg sinn a ginn nach haut Clienten, déi kleng wéi déi grouss, vun engem zum anere geschéckt, sief dës vun öffentlechen oder private Servicer an Institutiounen?

Ouni wëllen dës professionelle Strukturen hir Kompetenz ofzestreden, kënnen déi Betreffen awer net ëmmer déi richteg Hëllef fannen, well keng Hand hannendrun ass, déi se duerch de Bësch voller Beem guidéiert.

Et ass festzustellen, dass et dann zu Situatiounen kënn, déi sech esou zouspëtzen, dass d'Jugendgericht op eemol schnell muss ageschalt ginn. Da muss am Sënn vun Kand a Jugendlechen an Nout oder bei Fäll vu Jugenddelinquenz eng deelweis aschneidend Décisioun geholl ginn, wéi zum Beispill de Placement baussent dem Elterehaus duerch eng Mesure de garde provisoire.

Et ass e Fait, Dir Dammen an Dir Hären, dass hei zu Lëtzebuerg ronn ee Prozent vun de Mannerjähregen an Heimer an a Fleegefamilljen, awer och ëmmer méi oft a spezialisierteren Institutiounen am Ausland placéiert respektiv opgeholl ginn. Dat waren der zum Beispill am Joer 2007 eleng 170 vun deenen insgesamt 987 placéierte Kanner, laut dem Rapport 2007 vum Ombudscomité fir d'Rechter vun Kand. De

Gros vun de Mannerjähregen ass iwwert d'Jugendgericht placéiert.

An deem Sënn war d'Akraaftriiede vun deem sougenannten ASFT-Gesetz, dat jo d'Kadergesetz vum 8. September '98 ass, fir d'Relatioun vum Stat mat deene privaten Träger an sozialen, familiären an therapeutische Beräich ze regele fir dës sensibele Secteur schon e risege Fortschritt. Et sinn doduerch minimal Qualitätsstandarden agefouert ginn, déi vun de jeeweilegen Träger ze respektéieren sinn, an et erlaabt e besseren Iwwerbléck iwwert déi bestoend Strukturen.

Mä trotzdem ass et haut och nach schwéier, fir den Iwwerbléck ze behalen, wat déi insgesamt uegebueden Dénsgschleeschtunge fir Kanner a Jugendlecher an hir Famill ubelaangt. Oft kënn et effektiv net zu enger Vernetzung vun deenen Interventiounen an et kënn vir, dass sech souguer e puer sozial Servicer parallel em déiselwecht Famill këmmen.

Och huet d'Problematik vun der Zilgrupp sech verännert. Et muss ee feststellen, dass d'Komplexitéit an d'Gravitéit vun de Perséinlechkeetsproblemer a Verhaltensstéierungen bei Kanner a Jugendlechen ëmmer nees zouhuelen. Dorop muss onbedéngt reagéiert ginn.

Duerfir stellt de virleiende Gesetzesprojekt an den Ae vun der CSV eng fundamental Reform duer, déi méi wéi iwwerfällég war. D'Organisation am Virfeld vun der Justiz, vun der öffentlecher wéi privater Hëllef fir Kanner a Jugendlecher, déi an enger kritescher Situatioun sinn, gradesou wéi fir hir Famill, huet missen nei duerchduecht ginn.

Duerch d'Festschreiwien an deem Kadergesetz vun der Philosophie an de Prinzipien, déi all déi Interventiounen solle bestëmmen, an ech wëll hei besonnesch d'Kannerrechter mat deem iwwergeuerten Interessi vun Kand ervirstärchen, gëtt sech e weidere Qualitätsprung erwaart, deen déi sozial Integratioun vun alle Kanner a Jugendlechen an hire Famillje soll förderen, andeems elo hei en neit Recht fir déi Betreffte geschaf gëtt, op dat si an der Nout kënnen zréckgräifen. Dofir ass dem Statsrot seng Propos, fir den Titel vum Gesetz zousätzlech op d'Famill auszeiweiden, och op breet Zoustëmmung gestouss.

Et sollen en plus déi Betreffen aktiv mat agebonne ginn, besonnesch d'Kanner am Sënn vun enger reeller Participatioun als Bierger an eiser Gesellschaft; ob dës am Dialog mat der Gemeng, dem Stat oder mat de privaten Trägergesellschaften ass.

Als CSV-Fraktioun begrëisse mer dës Gesetzesinitiativ. Ech wëll d'Familljeministesch felicitéieren fir hire couragéierte Schrëtt an d'Richtung vun enger Neiuerdung vun de Prozeduren an den Hëllefmoosnamen an deem Secteur, déi vun der ambulanten Betreuung iwwert d'Dagesbetreuung bis zur stationärer Opnahm rechen. Si huet et fäerdeg bruecht, am Dialog mat alle Partner op dës Resultat ze kommen.

Ech wëll hei verschidden Aspekter kommentéieren, déi zu enger wesentlecher Verbesserung vun der Situatioun par rapport zu där jëtzege wäerte bäidroen, esou wéi et am Rapport iwwert d'Jeunesse en détresse gefuerdert gouf. De Rapporteur Jean-Paul Schaaf huet jo a sengem schrëftlechen a mündlechen Rapport, fir deen ech hien ausdrécklech felicitéieren wëll, ausféierlech beschriwwen, wat et mat deem virleiende Gesetzesprojekt op sech huet.

Déi preventiv Approche, déi mer am virleiende Gesetzesprojekt ermënnen, ass ouni Zweifel begrëssenswäert. All d'Acteuren - de Stat, d'Gemengen an déi privat Trägergesellschaften, d'Veräinsliwien incl. sollen zesummen net nëmme gezielt a spezialiséiert Moosnamen, mä och op breeder Basis a fréizäiteg Strukturen ubidden, wéi zum Beispill d'Maisons relais, déi de Famillje vun haut mat hire Besoinen entgéintkommen an et esou erméiglechen, dass si mat hire Kanner sech wuel an eiser Gesellschaft spieren.

Et handelt sech ëm eng subsidiäresch Hëllef zu deem, wat d'Famillje selwer bäidroen. D'Vereenbarkeet vu Famill a Beruff stellt effektiv eng vun deene gréissten Erausforderungen duer.

An deem Kontext wëll ech och nach de Projet vun der Familljeministesch ervirhiewen, fir Chèques-services anzeféieren, déi et alle Kanner sollen erméiglechen, vun engem pedagogeschen Encadrement an de Betreuungsstrukturen ze profitéieren. An den Ae vun der CSV wäert dat op jidde Fall e Stéck méi Chancéglichheit bréngen.

Mä och d'gesetzlech Festschreiwung vum Verbuet vum Gebrauch vu Gewalt géegen iwwer Kanner a Jugendlechen - et ass elo

also formell festgehalen, dass et zum Beispill verbueden ass seng Kanner ze schloen -, dat stellt e wichteg Element an deem Gesetz duer a regelt eng Situatioun, fir déi Lëtzebuerg regelméisseg vun Internationale Comité vun de Kannerrechter e kromme Fanger gemaach krut. An dat trotzdem, dass am Code civil an am Code pénal scho Sanktiounen heifir virgesi sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Schafung vun enger neier wichtiger staatlecher Instanz - den Office national de l'enfance; ONE -, deen zoustänneg ass fir d'Ëmsetze vun der Jugendhëllef fir Kanner a Jugendlecher an Nout, erméiglecht et, där Fuerderung no enger Koordination tëscht Justiz an de soziale Strukturen, gradesou wéi tëscht deene verschiddene soziale Servicer gerecht ze ginn. Hei kann am Virfeld vun der Justiz gekläert ginn, wéi eng Hëllefmoosname fir e bestëmmten Kand oder Jugendlechen an d'Wee geleet ginn, an dat mat der fräiwëlleger Bedeelegung vun den Elteren, de betraffene Mannerjähregen an de jeeweilege soziale Servicer an Institutiounen, déi implizéiert sinn oder et wäerte ginn.

Soumat kënn dem ONE och eng Vermëttlungsroll zou, wou den Dialog mat alle Partner muss gefleegt ginn. Am Fall wou et net zu engem Accord kënn an d'Konflikter net kënnen geléist ginn, huet den ONE ënner anerem och d'Méiglechkeet, fir eng regelrecht Mediation virzeschloen ausserhalb vu sengem Gremium, ier hien d'Situatioun un d'Jugendgericht muss virginn.

Et kann ee sech also erwaarden, dass duerch den ONE eng Aart „Entjudiciarisierung“ stattfënn, an dat dann déi jeeweileg Jugendgerichter wäert entlaaschten. Dës juristesche Instanzen mussen dann eréischt, wann d'Kanner weider sollten enger grousser kierperlecher a psychescher Gefor ausgesat ginn, doduerch zum Beispill, dass d'Elteren net matschaffen, ageschalt ginn.

All déi Hëllefmoosnamen an deen Hëllefplang, déi dem ONE seng qualifizéiert Mataarbechter a multidisziplinär Equipé kënnen proposéieren, sinn am Gesetzestext opgeléicht. Et kann ee feststellen, dass et sech ëm ganz diversifizéiert an nuancéiert Instrumenter handelt, déi op déi aktuell komplex Problematik vun de Kanner zougesschnidde sinn an domat zu enger Flexibilisierung a verbesserter Qualitéit bäidroen.

Wichtig ass weider, dass d'Situatioun vun de Kanner regelméisseg a mindestens eemol op d'Joer oder op Ufro vun engem vun de Partner muss réevaluéiert ginn. An och d'Jugendgerichter kënnen domat vill méi e grouss Choix vu Moosnamen, op déi se kënnen zréckgräifen.

Et ass awer ganz kloergestallt, dass d'Décisiounen vun der Justiz ausschlaggebend sinn an dass d'Mission vum ONE komplexer zur Justiz ass. Dat entsprécht iwwerengs och dem ausdréckleche Wonsch vun de juristeschen Instanzen an deem vum Statsrot.

D'CSV begrëisst och d'Asetze vun engem Conseil supérieur de l'aide à l'enfance et à la famille, deen hei zu enger verbesserter Koordination soll bäidroen, andeems hien ënner anerem d'Regierung beréit, d'Besoinen op deem Gebitt evaluéiert an d'Wierke vum ONE enk suivéiert duerch eng Verriedung a senger Ronn vun alle méigleche Partner, an och - besonnesch wichteg - Ministère-iwwergräifend.

Nei ass, dass Donnéeën kënnen erhuewe gi fir statistesch Zwecke - och eng Fuerderung vum Rapport Jeunesse en détresse. Opgrond vun den Donnéeën, déi vum ONE opgestallt si ginn, an zwar sinn dat eng semestriel Lësch vum de placéierte Mannerjährege souwéi en Dossier vun all Mannerjähregen - deen Dossier kann och spéider op Wonsch anonymiséiert ginn -, gi Statistiken erstallt. Déi statistesch Auswertung soll et iwwerhaupt emol erméiglechen, d'Situatioun vun der Jugend an Nout regelméisseg ze analyséieren an esou déi zoustänneg Politiken an d'Wee ze leede gradesou wéi déi néideg Verbesserunge virzehuelen.

Ech wëll dorop opmierksam maachen, dass et grad um Ufank wichteg ass, mat där néideger Suergfalt eng genee Opstellung vun den Donnéeën ze maachen, déi sollen erhuewe ginn, fir dass all déi Donnéeën och iwwer Jore statistesch vergläichbar sinn. Hei wäert eng Zesummenaarbecht mam CEPS, dem Centre d'études de populations, de pauvreté et de politiques socio-économiques, ganz wäertvoll sinn.

Innovativ ass och deen neie forfaitaire Finanzierungsmodus vun den Hëllefmoosnamen. Bis elo war et esou, dass déi privat Trägergesellschaften aus dem soziale Secteur, déi eng Konvention mam Stat a

méi speziell mam Familljeministère ofgeschloen haten, iwwer eng Fehlbedarfsfinanzierung verfügt hunn. Et goufen also eng bestëmmten Zuel Plaze fir Mannerjähreger an eng gewëssen Zuel Personalposte finanzéiert, an et war méiglech am Fall vun engem Defizit, dass d'Käschte ganz gedeckt goufen. Dës ass e System, deen seng Prouf iwwer Jore bestanen huet.

Elo gëtt souwuel fir déi ambulante Moosnamen, zum Beispill Berodungsgesprécher, wéi fir stationär Moosnamen wéi dem socio-éducativen Accueil an engem Foyer e Forfaitspräis uegebueden, deen et den Dénsgschleeschtungsbedeeder erméiglecht, hir Angeboter a Spezialisatiounen auszeweiden an zugläich eng méi flexibel Antwort op de Problem vun Kand ze ginn. Dës Forfait ka jee no Hëllefmoosnamen op de Mount, den Dag oder op d'Stonn berechent ginn.

D'CSV begrëisst dës. Et ass e grouss Fortschritt, deen vum Familljeministère ageleet gëtt an deen eng sichtlech Verbesserung vun der Hëllef duerstellt. Och huet hien d'Zoustëmmung vun deene betraffenen Associatiounen kritt, déi elo souguer Demandeur si vun deem neie System.

An trotzdem ass vill Kritik zu deem neie Finanzierungssystem an deene verschiddenen Avisé komm. Duerfir huet de Familljeministère d'Ouverture gemaach, fir der Trägergesellschaft de Choix tëscht deem alen an deem neie System ze loosser, ouni dës mat engem Ofschafungsdélai vum ale System ze verbannen.

Wichtig ass weider, dass de Stat kann extraordinär Subventiounen ginn, am Fall wou d'Plazen an engem Foyer net ganz ausgelascht wieren, oder wann en neie Projet ugestouss gëtt, deen jo bekanntlech eng gewëssen Ufzäit brauch.

All dës Dénsgschleeschtunge ginn als Missioun mat öffentlechem Charakter agesinn, an hir Finanzierung gëtt duerch d'Gesetz garantéiert. Domat dierft dann elo jiddereen zefridde gestallt sinn.

Och déi finanziell Bedeelegung, Kannergeld abetruff, vun den Elteren, deenen hir Responsabilitéit hei gefuerdert ass, kritt elo endlech eng gesetzlech Basis. Dat huet an der Vergaangenheet öfters fir Problemer gesuergt, well dës Participatioun bis dato just an deem Konventioun vum Stat mat den ONGe verankert war, wat zu juristeschen Onkloerheete gefouert huet.

Ech wëll schlësse mat der Remarque, dass déi Beliewung an enger éischer Phas vun deem neien Office national de l'enfance vu primordialer Wichtigkeet ass fir d'Reussite an e gutt Ëmsetze vun der Jugendhëllef.

Et kann net sinn, wéi de Statsrot et fäert, dass mam ONE en Double emploi geschaf gëtt duerch en neie supplementäre soziale Service. Den ONE soll eng zentral Roll spillen, wou d'Mataarbechter mat Fanger-spëtzegefill mussen virgoen, ouni vun hirer gewëssener Vormachtstellung ze abuséieren. Hei geet et ëm d'Wuel vun eise Kanner a Jugendlechen, an net ëm e Muechtkampf tëscht deene verschiddenen Instanzen.

Fir deene Verantwortlechen och da genuch Zäit ze loosser, fir d'Virbereedungsarbeiten fir d'Schafung vum ONE unzegoen, ass extra en Délai vu sechs Méint virgesinn, ier d'Gesetz a Kraaft trëtt.

An deem Sënn wënschen ech der Familljeministesch eng gléckleche Hand beim Ëmsetze vun där vill versprechender Reform. Ech ginn heimat, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dem virleiende Projet.

» Plusieus voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Madame Andrich. Dir Dammen an Dir Hären, den Här Aarbechtsminister ass an der Zwëschenzäit agetraff. Mir hate jo festgehalen, dass mer d'Question urgente vun Här Meisch an d'Motioun géife virhuelen. Fir d'éischt vläicht d'Question urgente. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

**4. Question urgente N°2980 de M. Claude Meisch relative à l'arrêt de la production auprès de Goodyear**

» M. Claude Meisch (DP). - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi mer elo de Moie gemellt kritt hunn, hätt d'Goodyear decidéiert, fir d'Produktioun ze stoppen, dat op d'mannst bis d'nächst Woch. Duerfir hunn ech déi Question urgente hei gestallt un den Aarbechtsminister an och un de Wirtschaftsminister, fir



ze froen, ob een dat ka confirméiert kréien, a wa jo, wéi laang datt dat dote viraussicht-lech wäert daueren.

Et weess een awer och, eisen Informatiounen no, datt et 46 Betriber schonn d'lescht Woch gewiescht solle sinn, déi Kuerzaarbecht beuntraagt hunn, datt also aner Betriber an ähnleche Situatiounen wäerte sinn.

Duerfir wollt ech och den Aarbechtsminister froen, ob dat esou ass an a wat fir enge Betriber een dovunner kann ausgoen, datt manner wäert geschaff ginn oder datt d'Produktioun wäert gestoppt ginn, wat fir eng Secteuren do ganz besonnesch betraff wäerte sinn, an och wéi laang een dovunner kann ausgoen, datt déi Situatioun do unhält?

» **M. le Président.** - Merci, Här Meisch. Den Här Aarbechtsminister François Biltgen huet d'Wuert.

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Merci, Här President. Den Här Meisch hat wahrscheinlech an der Mëttesstonn net d'Zäit, fir em zéng vir e Gespréich nozelauschteren, wat de President vun de Privatbeamtekummer, de Jean-Claude Reding, mat der Madame Closener vun RTL hat, déi déi Noriichten do lancéiert huet, a wou hien dat gesot huet, wat och ech hei muss soen: Mä dat doten ass jo näischt Neies! Dat doten ass bekannt!

Duerfir sinn ech awer frou, dass ech kann e bësselchen iwwer eis Antikrisegesetzgebung schwätzen, well mir schéngt, dass déi net jiddferengem heibannen an och net jiddferengem an der Press effektiv bekannt ass.

Ech wëll dorun erënneren, dass mer eng Antikrisegesetzgebung hunn, déi aus der Mëtt vun de 70er Jore kënnt. D'Iddi vun där Antikrisegesetzgebung ass, fir, wann et méi schlecht geet, Entloossungen ze verhënneren. Dat gëtt géréiert duerch de Comité de conjuncture, deen all Mount zesummekënn a ganz transparent schafft. Dat ass e Comité, deen ass presidéiert vum Wirtschaftsaarbechtsminister gläichzäiteg, an deen ass paritéitesch besat vun de Sozialpartner.

Wann e Betrib aus dräi verschiddene Grënn - an ech wëll op déi zréckkommen, fir dass een déi kann ausserneehalen - méi lues muss schaffen, stellt sech d'Fro: Wat maachen ech?

Dir hutt vläicht och de Moien op RTL héieren, dass en däitsche Betrib an Thailand, mengen ech, well en elo net méi genuch ka produzéieren, elo seet, ech maachen zou, mä ech ginn de Leit dann nach e bësselche Pai, domadder mengen ech et gutt.

Dat ass, wéi oft, am Ausland net geschitt, wann et méi lues geet. D'Leit ginn entlooss an da gëtt gekuckt, a wann et erëm besser geet, ginn d'Leit erëm agestallt. Mir hunn zu Lëtzebuerg zënter de 70er Joren déi Antikrisegesetzgebung, déi als ee wichteg Instrument d'Kuerzaarbecht huet. Déi Kuerzaarbecht applizéiere mir all Mount.

Ech wollt nach eng Kéier op de Comité de conjuncture zréckkommen. Dee publizéiert all Mount seng Resultater. Dee publizéiert all Mount genee d'Lescht vun deene Betriber, déi Kuerzaarbecht ufroen, an e publizéiert d'maximal Zomm, déi dat de Stat kascht, an e publizéiert och déi Leit, déi betraff sinn.

Et ass esou, dass zënter 2001 mer an der Regel zwee bis sechs Betriber haten; fir den November hate mer net grad 20 - e bësse manner - Betriber, mä mat insgesamt 2.200 Leit. An ech mengen do wosst jiddferen - ech ginn emol dovunner aus -, dass de Gros vun deene Leit effektiv Leit vun der Goodyear sinn. Dat ass och iwwert d'Press gaangen.

Dat heescht, d'Goodyear ass, well se Pneue produzéiert a well se ofhängeg ass vun der Automobilindustrie, ee vun deene ville Betriber, déi elo ebe méi lues müssen trëppelen a wou Kuerzaarbecht huet missen ugefrot ginn.

De Jeannot Krecké an ech hunn och eng Pressekonferenz gemaach, well mer gehofft haten, mir géifen dann d'Messagen er-iwwerkréien, dass d'Leit wëssen, wéi déi Gesetzgebung fonctionnéiert. Well wann et gutt geet, ginn déi Communiquéen an de Pabeierkuerf gehäit, a wann et da méi schlecht geet, interesséiert jiddferen sech derfir. Duerfir muss mer dann nach méi oft eraus, an ech hoffen dann och, dass déi nei Kommissioun, déi Der gëschter gegrënnt hutt, emol d'Ministerei héiert, dass emol erkläert gëtt, wat iwwerhaupt hei leeft.

Well et ass jo villes wat mer kënnen hei zu Lëtzebuerg regelen doduerch, dass mer während Jorzéngte versicht hunn, eng gutt Antikrisegesetzgebung ze maachen.

Elo zu dem Chômage conjuncturel selwer, wéi dee fonctionnéiert; well dat erkläert dann och, dass dat kee Problem ass, dass elo Goodyear eng Woch zoumécht.

Wat heescht Kuerzaarbecht? Kuerzaarbecht heescht an der Regel, dass e Betrib hallef schafft. Dat ass iwwert den Daum gepeilt. Dat heescht, et gëtt hallef geschafft. Da stellt d'Fro sech: Wat geschitt mat de Leit? Entléisst een déi oder bezillt een déi just d'Halschent?

De Gesetzgeber, wéi gesot, huet scho vu Mëtt de 70er Joren u gesot, mir kënnen net d'Leit an de Misär schécken, well wa mer elo all déi Leit missten iwwert de Chômage bezuelen, géif dat vill méi deier ginn. Eng Gesetzgebung ass virgesinn, dass de Salaré während der Kuerzaarbecht 80% vu sengem Salaire kritt.

Et muss een also wëssen - ech kommen nach eng Kéier drop zréck, fir d'Prozedur ze erklären, well et ass net onwesentlech, fir op déi lescht Fro vum Här Meisch ze äntwerten -, dass de Salaré hei 20% bäleet. Et ass also net, dass de Salaré indemne hei erausgeet.

Fir de Rescht ass et esou, dass déi 16 éischt Stonnen, déi 80% also, vum Patron iwwerholl ginn an duerno, während där Zäit wou d'Kuerzaarbecht ass, gëtt dat hallef opgedeelt tëschent Stat a Patron.

Dat ass alles am Detail méi komplizéiert, mä wann een déi dote Regel am Kapp huet, da versteet ee schonn, wéi de System fonctionnéiert.

Nu fret den Här Meisch: Kënnt Dir eis elo scho soen, wat fir eng nei Betriber do derbäikommen?

Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, mir haten der, ech weess net méi vill et der waren, 16 oder 18, et ware keng 20. D'Zuel vun de Betriber interesséiert mech zwar manner. Mech interesséiert éischer d'Zuel vun de Salaréien, an dat waren der 2.200 de leschte Mount, dovunner déi meescht bei Goodyear.

Mir kënnen elo net soen, wat am Dezember ass. Et kommen Demanden eran, an déi Demandé ginn elo vum Sekretariat vum Comité de conjuncture analyséiert. Well déi Demandé mussen dem Gesetz entspriechen.

Wat heescht dat, dem Gesetz entspriechen? Dat heescht, et muss emol eng vun deenen dräi Conditions d'ouverture respektéiert sinn.

Déi éischt ass déi, de Betrib huet strukturell Schwierigkeiten. Dat sinn eigentlech déi meescht Demanden, déi mer hu während deenen Zäiten, wou et gutt geet. Do sinn awer Betriber, déi als solch, als Betrib, Schwierigkeiten struktureller Aart hunn, an da kann een déi Kuerzaarbecht ufroen. Där sinn der elo rose wéineg derbäi.

Déi meescht, déi derbäi sinn, hu konjunkturuell Problemer, well eben d'Konjunktur zréckgeet. Do muss dann de Comité de conjuncture fir d'éischt decidéieren, ob dee Secteur, aus deem se kommen, en crise ass. Net all Betrib ass an engem Secteur, dee Schwierigkeiten huet, och wann de Betrib Schwierigkeiten huet. Ech soen dat, fir dann déi nächst Fro ze évitéieren, déi scho gestallt ginn ass: Wéi ass et dann elo mam Transportsecteur?

Well ob déi dote Fro sech am Transportsecteur stellt, muss mer beäntworten. Dofir kann ech och haut net drop äntwerten, wat mer den nächsten Donneschdeg am Comité de conjuncture decidéieren.

Wat ech awer scho ka soen, dat ass, dass mer wéi bei all Comité de conjuncture emol eng propper Kommunikatioun maachen, wou alles drasteet. Dass ee genee weess, wat a wéi vill Betriber et sinn. Mir ginn net gär mat den Nimm hauséieren. Well dat mécht deene Betriber och Schued.

D'Goodyear huet vum leschte Mount u selwer dat communiquéiert. Dofir ass et och kee Problem, iwwert d'Goodyear hei ze schwätzen an dëser Chamber. Ech wëll net déi aner Betriber nommément opzielen. Mir hunn eis et zur Gewunnecht gemaach, fir dat net ze maachen.

Mä mir soen d'Zuel vun de Betriber, mir soen d'Zuel vun de Salaréien, déi maximal concernéiert sinn, a mir soen och d'maximal Zomm, déi dat de Stat kascht.

Fir de Mount November waren dat ronn 2,2 Milliounen Euro. Wéi gesot, déi vum Dezember ginn elo instruéiert. Et si méi Demanden do wéi fir den November. Wou am November, mengen ech, se all accordéiert ginn. Fir den Dezember weess ech dat net. Dofir sinn d'Sekretariat vum Aarbechtsministère a vum Wirtschaftsministère amgang dat ze kucken. Fir ze kucken, wou sinn dann elo nach weider konjunkturuell Schwierigkeiten.

Et ass ganz kloer, dass all Betriber zu Lëtzebuerg - an där hu mer der leider eng Partie, mir sinn houfreg drop -, déi fir d'Automobilindustrie schaffen, betraff sinn. Dat hu mer schonn am November decidéiert. Ech ginn dovunner aus, dass mer wahrscheinlech déi meescht vum November nach eng Kéier hunn an et kommen der nach eng Kéier derbäi.

Och aner Industriebetriber, déi vläicht manner mat der Automobilindustrie ze dinn hunn, mä et ass ze fréi, fir dat elo hei einfach ze confirméieren. Duerfir muss mer eis Dossieren instruéieren. Dat ass den zweete Grond.

Strukturell ass den éischen, konjunkturuell den zweeten. Den drëtten ass de Lien de dépendance économique.

Ech ginn dovunner aus, dass mer am Dezember méi Betriber wäerten hunn, déi Kuerzaarbecht froe wéinst dem Lien de dépendance économique. Do, soen ech, kann ech mer virstellen, dass deen een oder aneren Transportbetrib derbäi ass, well et Transportbetriber gëtt, déi, ech wëll net soen exklusiv, mä ganz staark schaffe wéi ee Betrib, deen an der Kuerzaarbecht ass. Wann also de Betrib an der Kuerzaarbecht ass, ass sâin Transporteur och gezwongen, Kuerzaarbecht ze maachen. Voilà, dat ass also, mengen ech, e bëssen de Prinzip.

Da gëtt gekuckt, ob d'Konditiounen respektéiert sinn. Wat sinn d'Konditiounen? Hei ass emol d'Ouverture. Ee vun deenen dräi Cas d'ouverture muss sinn. Dann ass et emol éischters d'Konditioun, de Betrib muss alles gemaach hunn, fir aner Léisungen ze fannen, wéi op Kuerzaarbecht ze kommen. Dat heescht, en dierf keng Iwwerstonnen zum Beispill maachen. En dierf net op Leih-aarbecht zréckgräifen. En dierf och elo net während darselwechter Zäit Leit entloossen, well et geet jo drëm, fir Entloossungen ze verhënneren.

Dann ass et esou, dass de Sozialdialog muss fonctionnéieren. Dat heescht, do muss d'Delegatioun gefrot ginn, ob se och d'accord ass; well dat ass jo kloer, duerfir hunn ech dat vir drun ugekënnegt. Well een 20% verléiert, muss een dat maachen.

Dat ass dann de Prinzip vun der Kuerzaarbecht. Wéi gesot, de Salaré kritt 80%. Mir bedeelegen eis un de Käschten, soe mer, elo ronn zur Halschent. Fir de Rescht ass et natierlech esou, dass de Betrib muss kënnen, an dat ass e Prinzip vum Fonctionnement vum Betrib, sech selwer organiséieren.

Dat heescht, mir approuvéieren net am Comité de conjuncture d'Schichteläng. De Betrib muss ebe vu Woch zu Woch kënnen kucken, an dat ass elo bei der Goodyear geschitt: Wéi si meng Stocken? Wéi si meng Commanden?

Wichtig ass fir eis, dass de Salaré net entlooss gëtt, dass en 80% vum Salaire kritt an dass mir eis zu deem doten Deel bedeelegen. Dat heescht, wat d'Goodyear elo decidéiert huet, fir ze soen, d'nächst Woch fueren ech guer net mat där Linn, dat ass kee Problem. Dat ass couvéiert vun där Décisioun Kuerzaarbecht, déi mer nach fir den November geholl hunn.

Wéi gesot, am Dezember wäerte mer d'nächst Woch communiquéieren. Wann ech elo dat heite kucken, da froen ech mech, ob mer net awer nach eng Kéier sollen - den Här Krecké an ech - eng Pressekonferenz maachen, an net nëmmen e Communiqué. Dat iwwerleee méier eis. Well ech effektiv d'Gefill hunn, dass nach vill iwwert déi dote Saachen ze communiquéieren ass.

Vollekswirtschaftlech ass dat doten eng gutt Saach, wëll ech lech soen. Well wa Leit géife massiv entlooss ginn, dat wär e Käschteläng fir de Fonds pour l'emploi, dee géif explosiv an d'Luucht goen. Hei bréinge mer et fäerdeg, dass de Betrib ka seng Leit halen, dass de Betrib dat kann iwwer e puer Méint maachen - well, ech soen lech dat direkt, et ass net nëmmen am Dezember, wou mer wäerten eng Partie Betriber an der Kuerzaarbecht hunn; ech ginn dovunner aus, am neie Joer geet dat och nach eng Kéier esou weider.

Mä mir hunn eng Gesetzgebung, déi an der Vergaangenheet eis gehollef huet, Betriber, notament Industriebetriber, iwwer schlecht Perioden erauszuehelen, Emploien ze retten, de Leit hir Salaren ze retten. Déi Leit bezuele Cotisations sociales, si bezuele Steieren. Si mussen wuel 20% bäleeden, mä ech mengen, dass et an deem Sënn eng gutt Législatioun ass an, wéi gesot, souwuel de Jeannot Krecké wéi ech wäerten och bereet sinn, an déi Spezialkommissioun ze kommen an do nach weider Froen ze beäntworten, wann nach weider Froen wäeren.

Ech hoffen, dass dat heiten elo e bëssen Opklärung ginn huet iwwert dat, wat zurzäit leeft.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Den Här Meisch huet elo d'Wuert zur Motioun.

## 5. Motion de M. Claude Meisch relative à la transformation de l'ADEM en établissement public et à l'établissement d'un projet de loi renforçant le rôle de l'ADEM dans le domaine de la formation des demandeurs d'emploi

» **M. Claude Meisch (DP), auteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Minister Franz Biltgen villmoos Merci soen, well en der Chamber an och dem Land hei elo eng Formation continue ginn huet, déi eigentlech net gefrot war, mä um Rand ass jo awer nach op déi eng oder aner Fro geäntwert ginn, an ech soen da Merci derfir.

Mir wëssen, dass mer zënter e puer Joer hei am Land iwwert d'Méiglechkeet vun der Émwandlung vun der Administration de l'Emploi an en Établissement public diskutéieren.

Mir wëssen, dass op jidde Fall d'Demokratesch Partei dat schonn des Öfteren hei proposéiert huet. Mir wëssen, dass de Minister François Biltgen op dëser Plaz schonn emol derfir respektiv schonn emol dergéint plädéiert huet. Mir wëssen och, dass den Ombudsman a sengem leschte Rapport jo awer daitlech noutwendeg Émstrukturierungen vun der Administration de l'Emploi gefuerdert huet.

Mir wëssen awer och zënter e puer Deeg, dass d'LSAP schéngt mat der Iddi d'accord ze sinn, fir d'ADEM an en Établissement public érmzewandelen. Dat op jidde Fall nodeems hire Generalsekretär, de Romain Schneider, dee jo eppes kennt vun der Administration de l'Emploi, deen een als Insider hei kéint bezeechnen, dat an engem „Tageblatt“-Interview esou proposéiert an esou duergestallt huet.

Mir mengen als Demokratesch Partei, dass mer méi Flexibilität brauche fir en Arbeitsamt, dass een déi Flexibilität net onbedéngt an der Verwaltungsstruktur kritt, dass een eng nei Struktur duerfir brauch. Mir mengen virun allem, dass een d'Personalgestioun vum Aarbechtsamt selwer aneschters misst kënnen organiséieren, wéi mat deenen dach méi rigide Regeln, wéi se an enger staatlecher Verwaltung elo momentan virgeschriwwen sinn.

Mir mengen och, dass een esou enger Agence, déi fir d'Aarbechtsvermittlung zoustänneg ass, nei Missiounen och muss ginn. Eng vun den zentrale Missiounen soll dobäi sinn d'Formation continue vun deene Leit, d'Weiterbildung vun deene Leit, déi op der Sich sinn no enger Aarbecht, fir se ebe fit ze maachen, fir um éischen Aarbechtsmaart eng Plaz ze fannen.

Mir wëllen awer och, dass mer eng Politik maachen, wou d'Leit och ugehale sinn, selwer Efforten ze maachen, sech selwer weiderzebilden, fir vun deenen diversen Offeren, déi bestinn an déi nach solle geschafe ginn, dann och ganz staark kënnen ze profitéieren.

Duerfir, well ech mengen, dass e Konsens kéint fonnt ginn an der Fro vun der Struktur vun engem Arbeitsamt, hunn ech dës Motioun nach eng Kéier hei abruucht, fir der Chamber d'Méiglechkeet ze ginn, sech dozou ze expriméieren, an d'Regierung ze invitéieren, dann endlech mat deenen noutwendige Reformen um Aarbechtsmaart a vun der ADEM unzefänken.

» **M. le Président.** - Merci, Här Meisch. Den Här Minister François Biltgen, wann ech gelift.

### Discussion générale

» **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Merci, Här President. Éischters ass et net esou, dass mer net



ugefaangen hätte mat Reformen. D'ADEM ass amgaang sech ze reforméieren. Dat erkläert och, dass et heiansdo zu Auseinandersetzungen an zu Reiwereie kënnt an zu grousser Nervosität op der ADEM. Mä et ass net, dass näischt géif geschéien, well fir net alles, wat ee muss op der ADEM reforméieren, brauch een e Gesetz.

Mir hunn, an ech hunn dat jo och nom Médiateur kommunizéiert, an der ADEM gesot, wat se soll maachen. Et sinn eng Partie gesetzlech Reformen, déi dat mussen ënnerstëtzen. Mä d'ADEM ka villen maachen. D'ADEM ass amgaangen dat ze maachen. Dofir gétt et dann och heiansdo Reiwereie op der ADEM selwer. Dat ass déi éischt Remarque.

Déi zweet ass déi zur Motioun. Do sinn ech e bëssen iwwerrascht, dass de Minister gefrot gétt, dozou Stellung ze huelen, ier dass d'Fraktiounen dozou Stellung geholl hunn. Dat wäert mech awer net hënneren, meng Meenung ze soen. Meng Meenung als Aarbechtsminister an da meng Meenung als Regierungsmember, well déi zwee kënnen gläich sinn. Ech weess awer net, ob se gläich sinn.

Als Aarbechtsminister plädéieren ech massiv - an ech plädéieren net derfir an dergéint, Här Meisch - selwer derfir, fir aus der ADEM en Etablissement public ze maachen. Well d'ADEM ass net eng Verwaltung wéi eng aner. Et ass eng Déngschtleeschungsbehörd. D'ADEM brauch méi Flexibilitéit.

Ech ginn lech e Beispill. D'ADEM ass elo vu Gewerkschaftssäit geschleeft ginn, well d'E301e fir d'franséisch Grenzgänger net mat Zäite konnte geholl ginn. Dat hat eenzeg an eleng domat ze dinn, dass zwee Beamten zur gläicher Zäit krank goufe respektiv ausgefall sinn. A soulaang d'ADEM eng Administration publique ass, kann een do guer näischt maachen.

Dat heescht, do huet dann d'ADEM de Minister ugeschriwwen. Deen huet dat selbstverständlech direkt weiderginn un d'C.E.R., fir ze soen: Elo brauche mer provisoersch zwee Employéen, déi dat maachen. Elo kréie mer déi geschwënn. Mä déi Zäit ass vergaangen.

Ech mengen nu wierklech, dass eng ADEM muss hire Budget kréien, hir Autonomie kréien, an der Sozialpartnerschaft d'Autonomie kréien, an dass se muss hir eege Verantwortung droen. Well et ass och heiansdo fir e Minister ëmmer frustrant, dass hie muss Virgabe ginn, an da seet d'ADEM, si huet och keen anere Choix, dat ze soen. Mir hu keng Gebailechkeeten; mir hu keng Leit an esou weider, well se eben net genuch Flexibilitéit huet, fir selwer derfir ze suergen, dass se kann hir Aarbecht maachen.

Dofir sinn ech als Aarbechtsminister décidéiert der Meenung vun der OCDE, der Meenung vum Médiateur. Dat Beschtt wär en Etablissement public, wou ech am léifsten hätt, dass am Conseil d'administration och d'Sozialpartner dra vertruete wäeren, wou déi och Verantwortung ze droen hunn. Et kann och net sinn, dass d'Sozialpartner sech ëmmer nëmmen iwwert d'Aarbechtsamt iergeren, et kritiséieren; net ëmmer zu Onrecht, dat ginn ech gären zou. Mä da solle se och Verantwortung iwwerhuelen. Da soll do, wéi an Däitschland zum Beispill, eng echt Sozialpartnerschaft kommen. Dat ass meng Meenung als Aarbechtsminister.

Meng Meenung als Regierungsmember ass e bësse méi komplizéiert. Well déi lescht Regierung, ënner dem Impuls vun där deemoleger Fonction-publique-s-Ministesch, dem Lydie Polfer, an dem deemolege Statssekretär, Jos Schaack, ofgemaach huet mat der CGFP, déi nun awer déi grouss Statsbeamtengewerkschaft ass, dass keng nei Etablissement-publicéi méi géife geschafe ginn.

#### (Interruption)

Déiselwecht DP, déi '99 d'Wahle gewonnen huet, mam Slogan „Pacta sunt servanda“! Do musst Der dach verstoen, wann Der gär eng Meenung vun der Regierung hätt, an net nëmmen d'Meenung vum Aarbechtsminister, dass den Aarbechtsminister muss an d'Regierung zrëckgoen an d'Regierung froen, ob se d'accord ass, fir op déi doten Décisiounen vun der deemoleger Regierung, zrëckzekommen.

Dat ass eng Fro, déi net einfach esou ze tranchéieren ass, well nämlech eng Kéier d'CGFP schonn e Prozess gefouert huet géint de Stat, opgrond vum Prinzip „Pacta sunt servanda“. Pro forma, ouni vill Suen ze kréien, mä pro forma huet deen dote Prinzip Recht krut. Esou dass dat eng Fro ass, déi ech net einfach kann hei décidéieren, ouni mat der Regierung geschwat ze hunn.

Ech hunn allerdéngs zesumme mam Fonction-publique-s-Minister vill Kontakter an där heiter Hisiicht. Mir hunn dat ofgemaach mat der CGFP. De Fonction-publique-s-Minister hat länger Gespréicher mat der CGFP. An ech wäert an deenen nächsten Deeg - soubal mäi Kalenner organiséiert ass, deen opgrond vun deene Saachen, vun deene mer virdu geschwat hunn, ëmmer méi komplizéiert gétt -, wa méiglech nach d'nächst Woch, e Rendez-vous hu mat der CGFP, fir hinnen och nach eng Kéier ze erklären, dass de Prinzip, fir géint Etablissement-publicen insgesamt ze sinn, vläicht aneschtens muss déclinéiert ginn, wann een iwwer eng Verwaltung schwätzt wéi d'Administration de l'Emploi.

Dat ass de Punkt, esou dass ech da géif vläicht bieden, dass ee géif deem Gespräch tèschent Aarbechtsminister a CGFP eng Chance ginn, well ech einfach net age-sinn, dass een hei och massiv géint eng Gewerkschaft virgeet, och wann een 100%eg där Meenung ass, déi ech hei gesot hunn, an dass ech natierlech opgrond vun deene Gespréicher mat der CGFP och kënnt an d'Regierung goen. Et ass nach ëmmer un lech, fir Är Motiounen ze stëmmen. Dat heiten ass elo e Wonsch vu mir. Wann Der eppes aneschtens décidéiert, décidéiert Der eppes aneschtens.

Ech wollt nach op ee leschte Punkt, Här President, agoe vum Här Meisch iwwer Weiterbildung. Dat ass jo ee vun de grouse Problemer vum Aarbechtsamt. Déi meeschte Leit - iwwer 50%, déi beim Aarbechtsamt ageschriwwen sinn - kënnen mer net weiderbilden, well si hu keng Initialbildung. Dat ass e grouse Problem.

Leit, an där sinn et der 1.500, déi weder Lëtzebuergesch, Däitsch, Franséisch nach Englesch verstinn a schwätzen. Do sinn der och derbäi, mat deene kann ee Weiterbildung maachen. Déi meescht hunn awer nëmmen d'Scolarité obligatoire gemaach. Fir elo mat deene Weiterbildung ze maachen, wou se keng Initialbildung haten, dat ass ein Ding der Unmöglichkeit vun der ADEM.

Do kann och iwwregens d'Schoul net ëmmer hëllefen. Well vun deene sinn der ganz vill, dat si Leit, déi kommen aus dem Ausland heihinner. Ech wëll och warnen: Mir wëllen an deem neie Gesetz, op deem mer amgaang sinn ze schaffen, mir wëllen elo waarden. Mir kënnen Etablissement public goen oder net. Wann net, da wëlle mer awer der Placeurs-Carrière an der ADEM méi Autonomie ginn, souwuel beim Rekrutement wéi bei der Formatioun wéi bei der Rémunération.

Mir wëllen och méi Leit hunn. Mir wëllen och der ADEM méi Méiglechkeete ginn, fir ganz einfach Formatiounen ze décidéieren. Ech soen nach eng Kéier: Bei enger ganzer Partie Leit - an dat sinn, fäerten ech, d'Haltschent vun de Leit - ass eng Weiterbildung onméiglech, well keng Initialbildung do ass. Dat ass e grouse Problem, dee mir um Aarbechtsmaart hunn.

Mir hu fir vill Leit keng Äntwert. Déi kommen awer heihinner. Dat ass eppes, wat och déi beschte Reform vun der ADEM net ka léisen. Dat wëllt net soen, dass mer déi Reform net solle maachen. Ech wäert derfir kämpfen, dass mer déi Reform hei nach an der Chamber hoffentlech diskutéieren, ier dass déi nächst Wahle kommen.

» M. le Président.- Merci, Här Minister. Jo, et ass d'Propos - wann ech dat richteg verstanen hunn -, fir déi Motioun hei zrëckzestellen.

#### (Interruption)

Jo. Här Schneider, wann ech gelift.

#### (Interruption)

» M. Romain Schneider (LSAP).- Här President, ech wollt eng Kéier kuerz Stellung huelen, well den Här Meisch mech och ugeschwat huet. Bon, ech gesi mech emol net als Expert, mä als een, deen 20 Joer Erfahrung huet an deem Beruff.

» M. le Président.- Bei enger Motioun huet all Grupp Zäit, fir hei d'Wuert ze ergräfen.

» Une voix.- Ech hat geduecht, mir wäere mat enger Motioun amgaang, Här President.

» M. le Président.- Jo, mä den Här Gibéryen freet mech hei, am Kader vu wéi enger Prozedur dass mer sinn. Mir sinn am Kader vun enger Prozedur, wou eng Motioun déposéiert ginn ass, a wou all Grupp, laut eisem Reglement, esou vill Zäit huet, fir op déi Motioun ze äntwerten. Duerfir ass et dem Här Schneider säin elementaart Recht, fir hei d'Wuert ze froen.

#### (Interruptions diverses)

» Une autre voix.- Weider, Här Schneider!

» Une voix.- Très bien!

» M. le Président.- Déi Motioun ass gëschter oder virgëschter u jiddferen ausgedeelt ginn. Wou ass dann de Problem? Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

» M. Romain Schneider (LSAP).- Ech soen lech Merci, Här President, fir Äert Versteedsdemech. Ech ginn eng Kéier kuerz drop an, well ech jo och selwer an där Motioun drop ugeschwat gi sinn an eigentlech och, wéi de Journalist mech ugeruff huet, opgrond vun den Aussoe vum Médiateur, well hien ebe just déi Elementer do erbäigezunn huet, wou ech mech bei mengen Äntwerte gestäipt hunn op d'Äntwert, déi de Minister dem Médiateur ginn huet, a wou hien och de Mëtteg nach eng Kéier eenzel Elementer doraus répétéiert huet.

Dat ass dat, wat den zweeten Deel vun Ärer Motioun betrëfft, dat am Moment d'Reform vun der ADEM amgaang ass ugepaakt ze ginn. Deen ee Volet gétt vu sengem Ministère selwer gemaach, an deen zweete Volet betrëfft de Ministère vun der Fonction publique, wat d'Formation continue vun deenen eenzelne Leit, déi beim Arbeitsamt schaffen - virun allem de Placeuren -, ugeet.

Duerfir kann ech hei d'Äntwert vum Minister nëmmen ënnerstëtzen.

Zweetens, wat den Etablissement public betrëfft, hunn ech selbstverständlech d'Ausso gemaach, dat eis Partei, eis Fraktioun op ass, fir Gespréicher ze féieren, fir deene Mësstänn ofzehëllefen, déi besti beim Arbeitsamt, wou ebe virun allem de Mësstand deen ass, dat e Personal-mangel do ass, well et schwéier ass, Personal ze rekrutéieren, sou dat ee sech do mat alle Partner, déi concernéiert sinn, um Terrain, awer och niewent dem Terrain, muss zesummesetzen, fir eng nei Forme juridique respektiv Méiglechkeeten ze fannen, fir ënner där Form, wéi de Moment d'Arbeitsamt besteet - wat mer awer schwierig schéngt ze sinn -, ze kucken no vir ze kommen, fir effektiv den Demandeurs d'emploi deen Encadrement ze ginn, dee se brauchen, awer virun allem och, fir d'Placeuren aus dem Kräizfeier ze huelen, déi ëmmer méi konfrontéiert gi mat enger grousser Mass vun Demandeuren, déi op se zoukommen, an déi net, wéi d'OCDE seet, 100 Leit ze betreiien hunn, mä an der Tëschenzäit 600 Leit ze betreiien hunn.

Duerfir ass eis Fraktioun selbstverständlech elo op fir Gespréicher, déi mer intern musse féieren, fir eng Léisung ze fannen. Mä de Moment kënnen mer nëmmen d'Ënnerstëtzung ginn zu den Aussoen, déi de Minister Biltgen gemaach huet.

Ech soe Merci.

» M. le Président.- Merci, Här Schneider. Ech froen den Här Meisch op Proposition vum Här Minister, fir déi Motioun hei zrëckzestellen, bis dass déi Diskussiounen ofgeschloss sinn.

» M. Claude Meisch (DP), auteur.- Merci, Här President. Ech wëll awer nach eng Kéier kuerz op dat agoen, wat de Minister gesot huet.

Ech mengen net, dat et e Präzedenzfall wär, wann eng staatlech Verwaltung oder Deeler vun enger staatlecher Verwaltung an en Etablissement public géifen iwwergelagert ginn. Ech selwer - dat war an der leschter Legislaturperiode - war Rapporteur vun op d'mannst engem Projet de loi, wou genau dat dote geschitt ass, an et ass zënterdeem wahrscheinlech och net manner oft geschitt.

Ech wëll och soen, fir dass dat kloer ass: D'Demokratesch Partei ass fir d'Ëmwandlung vun der Aarbechtsmaartverwaltung an en Etablissement public. A falls Dir dat net eleng mat der Majoritéit oder an der Regierung sollt ëmgasat kréien: Mir hëllefen lech dobäi ganz gären. Well mir hunn do eng kloer Positioun, an ech stelle mech net heihinner als een, deen als Parteipresident vläicht dat eent seet an als soss iergendeppes eng aner Meenung huet.

Mir sinn derfir, a mir hëllefen hei an der Chamber an do, wou mer kënnen, ganz

gären, fir d'Leit ze iwwerzeegen, fir dat doten ze maachen, a fir mat eise Stëmme dann och dozou bäizedroen.

Duerfir fannen ech et wichteg, dass dës Motioun hei zum Vote kënnt.

Dräi Fraktiounen respektiv Groupementer hu mer nach net héieren. Wann ech awer dem Här Schneider säin Exposé elo héieren, dann ass hie scho ferm amgaangen, erëm zrëckzerudderden hannert dee Courage, deen hien eigentlech hat, wéi hien dem „Tageblatt“ en Interview ginn huet, sou dass ech fäerten, dass wa mer dës Motioun elo hei zum Vote bréngen, mer en negative Vote kréien, an dass d'Thema dann erëm eng Kéier vum Ordre du jour verschwonnen ass.

Wann et der Saach déngt, Här President, da sinn ech domadder d'accord, fir der Regierung, dem Aarbechtsminister nach e bëssen Zäit ze ginn, déi Diskussiounen do ze féiere mat der Gewerkschaft, der CGFP, an dem Regierungsrat. Mir waarden dann op déi Konklusiounen, fir duerno dann nach eng Kéier hei kënnen iwwert déi Motioun ze schwätzen.

#### (Interruption)

» M. le Président.- Här Meisch, ech kann lech net d'Garantie ginn, dass et der Saach déngt. Ech kann nëmmen d'Propos hei maachen, d'Diskussiounen ofzewaarden.

Den Här Minister Biltgen huet d'Wuert nach eng Kéier.

#### (Interruption)

» M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.- Jo, Merci, Här President. Wann ech den Här Meisch hei héieren, da mengen ech, dass ech virdu muss nach ganz e bësse Formation continue awer maachen. Ech hat gemengt, den Här Meisch wësst et, mä well hien dat net schéngt ze wëssen, soen ech et derfir.

Et ass net nëmmen, dass mer an Diskussioun si mat der CGFP, mä d'CGFP ass am Litige mam Stat wéinst den Etablissements publics, well d'CGFP seet, Dir haalt lech net - pacta sunt servanda - un dat, wat Der ofgemaach hutt. An dat ass elo de schwierige Punkt. Dat heescht, et ass net nëmmen, dass mer diskutéieren, mä d'CGFP huet e Litige mam Stat ugemellt, dee leeft, wou d'CGFP seet, Dir haalt lech net un d'Ofmaachungen.

Ech kommen awer gären - an do muss ech dann dem Här Meisch Merci soen - op déi Offer zrëck, dass den Här Meisch seet, mir hëllefen lech.

Ech wär ganz frou, Här Meisch, wann Dir als Parteipresident mat deene Membere vun där viregter Regierung, déi awer nach ëmmer bei lech aktiv sinn, mol méi mol manner, mä ech mengen, si sinn nach ëmmer Member bei lech a gären, dass Dir géift eng Kéier mat der CGFP schwätzen an hinne just dat erklären, wat Der sot, dass nämlech de Fait, aus der ADEM en Etablissement public ze maachen, net bedeit, dass mer elo de ganze Stat géife privatiséieren. Wann Der mer dobäi géift hëllefe bei der CGFP, wär ech lech dankbar.

#### (Interruptions)

» Une voix.- Wat si mer awer esou gutt mateneen!

» M. le Président.- Mir mussen awer elo zum Schluss vun där Diskussioun hei kommen. Den Här Jaerling huet och nach d'Wuert gefrot.

Här Meisch, ee Saz nach. Mir sinn hei net am Kader vun enger Debatt. D'Zäite vum Minister sougutt wéi vun lech, Här Meisch, si längst ofgelaf, duerfir just ee Saz nach.

» M. Claude Meisch (DP), auteur.- Ech mengen net, Här President, dass ech meng fënnf Minutte schonn opgebraucht hunn.

» M. le Président.- Dach!

» M. Claude Meisch (DP), auteur.- Ech wëll dem Aarbechtsminister awer soen, dass mer déi lescht Jore regelméisseg Vertrieeder vun der CGFP gesinn hunn, dass deen Thema do ëmmer um Ordre du jour stoung an dass mer eis Meenung esou kloer an daitlech zum Ausdrock bruecht hunn, wéi ech dat heibanne gemaach hunn.

» M. le Président.- Dont acte. Den Här Jaerling huet d'Wuert nach.

» M. Aly Jaerling (Indépendant).- Här President, ech mengen, et gétt e bësse vergiess, dass déi Motioun hei zwee Elementer huet. Nämlech net nëmmen, dass d'ADEM soll Etablissement public ginn, mä ënnerdrënner steet och nach, dass e Gesetzesprojet soll deponéiert gi mat zwee Ele-



menter dran. Dat éischt ass d'Formatioun vun den Demandeurs d'emploi, woumadder een d'accord ka sinn.

Mä wat hannendru steet, dat ass: «...et à procéder à une définition des droits des chômeurs tenant compte des efforts propres déployés en matière de recherche d'emploi». Dat ass fir mech als Salariaatsverrieder e geféierleche Saz, deen an d'Richtung féiert, dass den Hannergedanken do ass, fir d'Rechter vun de Chômeuren eventuell ofzeschwächen.

Ech mengen, wann deen Abschnitt géif ewechgelooss ginn, da kéint ee mat deem zweeten Abschnitt vun der Motioun d'accord sinn, awer net, wann esou dosteet a schonn d'office gesot gétt, dass an engem Projet de loi direkt d'Rechter vun de Chômeuren op de Leeschtungsprinzip sollen opgebaut ginn. Domat kann ech awer net d'accord sinn.

»» M. le Président.- Ee Saz, Här Minister!

»» M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Jo. Ee Saz.

(*Interruption*)

...geäntwert, wat den Här Meisch gesot huet. Zu deenen zwee Sätz ass et esou, dass éischts elo schonn d'ADEM Formatioun ka maachen, an do gi mer am Gesetz méi wäit a gi méi Méiglechkeeten. Dat hunn ech virdu gesot.

Deen zweete Saz ass eigentlech iwwerflüssig, well d'Efforts propres hu mer zënter dem 5611, mat deem jo net jiddferree vun lech heibannen d'accord war, an d'Gesetz drageschriwwen. Dat heescht, just dee Punkt vun Efforts propres hu mer schonn zënter dem 5611.

»» M. le Président.- Merci, Här Minister. Ech hu verstanen, dass den Här Meisch domat d'accord ass, dass mer déi Motioun hei zrëckstellen. Dann ass déi Debatt och ofgeschloss.

Mir kommen zrëck zum Projet de loi vun der Madame Minister Jacobs. Et ass um nächste Riedner. Dat ass den honorabelen Här Berger.

## 6. 5754 - Projet de loi relatif à l'aide à l'enfance et à la famille (suite)

»» M. Eugène Berger (*DP*).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, haut ass den Internationalen Dag vun de Rechter vun de Kanner. Haut presentéiert och den Ombudscmité fir d'Rechter vun de Kanner säi Rapport. Ech mengen, et ass eng gewësse Symbolik, wa mer dann also och haut an der Chamber de Projet de loi iwwert d'Aide à l'enfance diskutéieren an dann och herno wäerten ofstëmmen.

Ech wëllt och dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Bericht.

Ech wëllt och kloer soen, dass d'DP d'Iddi begréisst vun der Schafung vun engem Office national de l'enfance. D'Iddi derhannert ass jo, dass ee soll évitéieren, dass déi Jonk, déi a Problemsituatioun sinn, direkt mat der Justiz konfrontéiert solle ginn, an dass och an engem gewëssene Sënn vläicht preventiv soll gewierkt ginn.

D'Situatioun hei zu Lëtzebuerg ass jo leider net esou erfreeslech, wann een d'Statistike kuckt. Ech referéiere mech elo op dat, wat ech haut a verschiddenen Zeitunge gelies hunn. Et ass esou, dass iwwer 850 Jugendliche a verschiddenen Instituter hei zu Lëtzebuerg respektiv och am Ausland a Strukturen ënnerbruecht sinn.

Fir d'DP ass et duerfir wichteg, dass d'Qualitéit vum Encadrement an d'Interesse vun deene Jonken, déi an Nout gerode sinn, müssen am Mëttelpunkt stoen. Jonk Leit, déi Problemer hunn, mussen fréi detektéiert ginn. Si mussen méi schnell geholfen kréien a si müssen adequat geholfen kréien.

Besounesch d'Ofsicht vun deemem Projet, dass d'Mesurë fir déi Jonk, déi an Nout gerode sinn, solle koordinéiert ginn, ass ervirzesträichen, well nëmmen da kënnen mer eppes maache géint den héije Pourcentage vu Selbstmorden, dee mer hei zu Lëtzebuerg awer leider bei Jugendlechen hunn. Nëmme da kënnen mer eppes maache géint d'Jugendkriminalitéit. Nëmme da kënnen mer insgesamt eppes maache fir d'Wuelbefanne vun eise Jonken hei am Land.

Eis schéngt eng Aart „case management“, fir dat emol esou ze nennen, wéi se dann am virleiende Projet als Iddi zugronn läit, déi

richteg Approche se sinn, fir dës Ziler ze errechen.

Mir brauchen e kontinuéierleche Suivi vun den Dossieren an eng Koordinatioun vun deene verschiddene Servicer, déi interwenéieren.

D'Fro awer ass, ob mer dës Ziler mat deem virleiende Projet wäerten errechen. An ech muss lech soen, dass ech awer do e bësse skeptesch bleiwen.

Firwat? Mir mussen feststellen, dass ee keng ganz kloer Opdeelung gesäit vun deene verschiddene Rollen an der Lëtzebuurger Landschaft vun der Jugendhëllef.

Wéi e Rôle genau iwwerhëlt an Zukunft den ONE? Beschränkt e sech op dat, wat ech „case management“ genannt hunn, dat heescht d'Koordinatioun vun der Aarbecht ronderëm déi Jonk, déi an Nout gerode sinn, oder - wat ee ka vermuten - wëllt en och méi wäit goen? Mä wéi wäit wëllt hien da goen?

Am Artikel 6 vum virleiende Projet steet, dass den ONE ënner anerem d'Aufgab hätt, d'Schwierigkeeten an d'Ressourcé vun engem Kand ze evaluéieren, e Projet d'intervention ze validéieren an de Suivi dovunner ze maachen. Dat ass relativ allgemeng gehalten.

Déi Fro, déi ech mir stellen, ass: Wat mécht den ONE dann eigentlech herno wierklech konkret?

Ech hu gemengt erauszehéieren, och scho bei menger Virriednerin an deemem Dossier, dass do och awer e kleng Fragezeichen am Raum kéint stoen. Den ONE soll also eng Diagnos entwéckelen, eng Therapie proposéieren, an dann de Suivi dovunner assuréieren, fir dat emol an de grouse Linnen ze ëmrisse.

De Risiko läit op der Hand, dass een domat de gesamte sozioéducative Secteur zu engem rengen Exekutant kann degradéieren, oder dass dann den ONE herno en dominante Service provider an deem ganze Beräich kéint ginn. Dat ass eng Suerg, déi ech net eleng deelen, well och de Statsrot hat a sengem Avis Folgendes geschriwwen, ech zitieren: «Aussi le Conseil d'État estime-t-il que la loi devra trouver un juste équilibre entre une approche où les prestataires privés auront fonction de simples exécutants et une optique respectant davantage l'autonomie du secteur d'aide à l'enfance, englobant les intervenants éducatifs, médicaux et sociaux comme partenaires de l'Etat. Si l'ONE veut contribuer à une plus grande flexibilité du secteur, ainsi qu'à une meilleure prise en charge des enfants en détresse au Luxembourg même, son rôle de coordinateur devra surtout être celui d'un promoteur et d'un facilitateur.»

Sécherlech brauche mer am ONE och Spezialisten aus dem sozialpädagogesche Beräich, déi eng éischt Analys kënnen maachen an déi da wëssen, wou se Jonker, déi en détresse sinn, kënnen weider higuideieren. Et kënn een et e bësse vergläichen, esou gesinn ech et, mat engem Service d'urgence an engem Spidol, wou e Generalist sëtzt, deen eng Kéier de Patient kuckt an en da weiderschéckt an déi spezialiséiert Servicer an net de Suivi mécht respektiv eventuell zum Schluss sech dann nach informéiert a kuckt, ob déi ganz Saach gutt ausgaangen ass.

De Risiko ass awer, dass mer hei, mat deem virleiende Projet, eng Struktur schafen, déi déi gesamten Hëllef fir d'Kanner an Nout net koordinéiert, mä ebe monopoliséiert, an dat dann ënner der direkter Tutelle vun dem Familljeministère. Dat dierft op alle Fall, a mengen Aen, net de Fall ginn. Dir héiert, ech schwätzen am Conditionnel, well mer kréie vläicht an Zukunft nach déi eng oder déi aner Elementer, déi eis berouege kënnen. Well wann dat nämlech de Fall wier, da wier awer do wierklech e Problem vun Transparenz a Kontroll vun den Décisiounen, déi do géifen an dem ONE geholl ginn.

Mir wësse jo, dass hei zu Lëtzebuerg d'ganz Erfahrung an och de ganzen Know-how bei den Träger vun deene verschiddene sozioéducative Servicer leien, a wa mer et net fäerdeg bréngen, dee ganzen Know-how an déi ganz Erfahrung, déi mer an deem Beräich hei zu Lëtzebuerg hunn, mat afléissen ze loossen, dann hu mer herno eist Zil verfeelt, da kréie mer keng Verbesserung vun der Situatioun, mä da kréie mer héchstens eng Verschlechterung.

Dee virleiende Gesetzestext wëllt deen Know-how an d'Erfahrung doduerjer an den ONE kréien, dass zum Beispill Persounen aus dem sozioéducative Secteur fir eng begrenzte Zäit an den ONE kënnen déchargéiert ginn. Ech gesinn dobäi verschidde Problemer.

Wa mer déi Leit vun den Instituter an den ONE huelen, da feelee se eis um Terrain. Bei

den Associatiounen an den Träger vum sozioéducative Beräich sinn dat dann oft nach déi gutt Leit, déi dann do wäerte feelen, an déi mussen sech also Neier sichen. Mataarbechter, déi aus deenen Instituter ofgezu ginn, behalen awer och eng gewëssen Dépendance vis-à-vis vun hirem Employeur: Ass dann de Mataarbechter vum ONE nach impartial, wann et dorëms geet, déi richteg Therapie an dee richteg Service ze fannen?

Ech wëll elo emol eng Kéier den Avocat du diable spillen. Mir wëssen, mir hunn hei zu Lëtzebuerg zwou, dräi grouss Organisations, déi ganz gutt Aarbecht an deem Service maachen - wéi gesot, ech spillen den Avocat du diable -, kéint do net de Risiko bestoen, wann do Leit vun deenen engen an deenen aneren dra wieren, dass do jiddferree géif e bësse säi Claim wëllen ofstiechen?

D'Mataarbechter sollen och nëmme fir eng begrenzte Zäit am ONE schaffen, fir Ermidlungerscheinnunge virzebeugen. Ech huelen awer och un, dass d'ëst vläicht gemaach gouf, fir d'Servicer aus dem sozioéducative Beräich net zousätzlech ze brückéieren, well soss hätte se och misse féierten, dass se hir beschte Leit definitiv ofgezu kréien. Wann dat dann elo nëmme provisoresch soll geschéien, da kann een déi Ängschten zwar ënnerbannen, mä op där anerer Säit ass d'Kontinuitéit vun dem gudden Service an deenen Instituter dann net méi onbedéngt garantéiert.

Et wier also fir mech wichteg, dass an dem ONE haaptsächlech, oder wa méiglech, nëmme Leit, och Fachleit natierlech, sollen engagéiert ginn, déi net aus de verschiddene Lëtzebuurger Instituter ofgezu ginn. An eisen Aen soll den ONE d'Koordinatioun an de Suivi vun deene verschiddene Mesuren assuréieren, an d'Entwécklung vun de spezifesche Plans d'intervention muss op der Ebene vun de spezialiséierte Servicer bleiwen.

Wann awer momentan am Text drasteet, dass d'Mataarbechter vum ONE de Plan d'intervention validéieren, dann ass dat a mengen Aen net kloer genuch. De Rôle vum Ministère a seng Implikatiounen am ONE sinn net kloer ëmraus an deem Text. Et steet dran, dass den ONE dem Ministère ënnersteet, an de Ministère bestëmmt den Direkter. Wou sinn do d'Grenzen, a wéi wäit kann dat goen?

Ech mengen et ass manifest, dass d'Gefor besteet vun enger Aflossnahme vum Ministère op Sachdiskussiounen herno, an deem Beräich oder bei dem ONE, an den Avis vun der Caritas ass jo do och relativ däitlech, ech zitieren: «On peut juste s'interroger quel va être le rôle du Ministère de la Famille lui-même, qui a jusqu'à présent assuré ces tâches, ou si ces missions sont simplement transmises à l'ONE, il faut s'interroger par rapport à son degré d'autonomie organisationnelle et décisionnelle dans un contexte structurel où le budget de l'État met une forte pression d'économie sur le secteur social dans son ensemble et où le ministère de tutelle est déjà actuellement l'acteur principal, notamment en signant les conventions de fonctionnement, en finançant les services et l'aménagement des infrastructures, en conférant les agréments et en contrôlant la qualité et le fonctionnement.»

Et gesäit een also, dass dee virleiende Projet Méfiancen ervirgeruff huet. Méfiancé vis-à-vis vun engem Familljeministère, deen haut den Organisateur, de Financier, de Finanzkontroller an den Evaluator vum sozioéducative Secteur hei zu Lëtzebuerg ass. Wann dat esou ass, da froen ech mech, firwat mer net higaange sinn a méi eng kloer Aufgabendeelung direkt am Text virgeholl hunn, firwat net kloer festgeluecht gétt, dass de Ministère sech wierklech nëmme op d'Governance, also op d'Kontroll an op d'Evaluatioun vun de Mesuren herno beschränkt?

Mir hunn och eng ähnlech Situatioun - an dat ass deen zweete wichtige Volet vun deemem Gesetz - bei der Analys iwwert d'Finanzmodeller. Wann ee mat den Träger aus dem sozioéducative Beräich schwätzt, da gesäit een, dass vill vun hinnen duerch aus prett sinn, fir nei Weeër ze goen, fir e Paradigmewissel matzedoen, well e leeschtungsbezunnenen Tarifsysteem kann och fir d'Träger selwer méi Transparenz a méi Planungssécherheet bedeuten, awer natierlech nëmme ënner der Bedéngung, dass d'Präisser, déi ausgedandelt ginn, och fair sinn.

De virleiende Gesetzestext dréckt sech och hei e bësse ronderëm déi Fro, wéi dës Präisser géife fixéiert ginn. Dat ass awer eng wesentlech Fro fir d'Acteuren um Terrain. Dës Fro soll dann an engem Règlement grand-ducal ofgehandelt ginn. Ech

mengen, och doduerjer sinn nei Méfiancé geschafte ginn, a letztendlech ass jo dann déi Iddi, déi au départ sécherlech gutt war, dorunner gescheitert, an dat ass och e bëssen ze bedauern. De sozioéducative Secteur war net bereet, mat op deen neie Wee ze goen, well se net genee gesot kruten, wou de Wee da géif hiféieren. Mir hunn elo an der Finanzéierung eng Zwitter-situatioun, déi op alle Fall net ganz zefridde stellend ass.

Här President, ech kommen elo zum Schluss. Ech wollt déi puer Remarquë maachen an och nach soen, dass mer déi grouss, ech géif soen, déi gutt Ofsichte vum Projet deelen, well se am Sënn vun enger besserer Ënnerstützung a Preventioun am Intérêt vun de Kanner an de Jugendleche geduecht sinn. Et gétt ähnlech Modeller am Ausland, déi hir Effizienz bewisen hunn, an duerfir wäerte mir och dese Projet stëmmen. Mir wëllen him eng Chance ginn.

De Problem ass awer deen, dass mer net ëmmer genee wëssen, wéi sech d'Exekutioun vum Gesetz an der Praxis herno wäert gestalten, besounesch op verschiddene kruziale Punkten, op déi ech elo kuerz agaang war. Et si jo och nach eng Rei Exekutiounsreglementer ze huelen, déi do méi Opschluss kënnen ginn an déi eis da kënnen berouegen, mä déi leie jo nach net vir.

Ech hunn awer duerfir eng Motioun preparéiert, déi ebe freeet, dass mer déi Reglementer, wa se do sinn, och an der Kommissioun presentéiert kréien, fir dass mer kënnen driwwer diskutéieren. Ech sinn och frou, dass all Parteien, déi hei am Parlament sinn, dat mat ënnerschriwwen hunn, esou dass mer dann also do och kënnen e Konsens fannen.

Voilà, ech géif déi dann déposéieren an ech soen lech Merci.

**Motion 1**

*La Chambre des Députés,*

- *considérant le projet de loi sur l'aide à l'enfance qui introduit comme nouveau mode de participation financière de l'État un système de financement sur base des services ou prestations offerts;*

- *considérant l'article 16 qui stipule que les modalités de fixation des forfaits, introduites dans le cadre de ce nouveau système, seront déterminées par règlement grand-ducal;*

- *conscient que ceci constitue un changement d'envergure pour le milieu des services socio-éducatifs;*

- *préoccupée du fait que ce nouveau système risque de porter préjudice au secteur concerné;*

*invite le Gouvernement*

- *à venir présenter les règlements grand-ducaux prévus par le projet de loi sur l'aide à l'enfance dans les plus brefs délais aux membres de la commission de la famille, de l'égalité des chances et de la jeunesse.*

(s.) Eugène Berger, Sylvie Andrich-Duval, Marie-Josée Frank, Gast Gibéryen, Viviane Loschetter, Vera Spautz.

»» **Plusieurs voix**.- Très bien!

»» M. le Président.- Merci, Här Berger. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Lydie Err.

Wollt Dir lech och aschreiwen, Här Bettel? Ech hat gemengt. Dann huet elo d'Madame Err d'Wuert.

»» **Mme Lydie Err (LSAP)**.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut de Mëtteg geet et ëm Kannerrechter, a Kannerrechter sinn, wéi Mënscherechter, theoretisch jiddefalls, universal. Wat awer bei Kanner speziell ass, ass, dass se Mënsche sinn, déi zwar méi kleng sinn, mä déi duerfir awer net manner Rechter sollen hu wéi déi Erwuessen. Au contraire ass et ëmmer esou, dass dat schwachste Glidd an der Gesellschaft, an dozou gehéiere sécherlech d'Kanner, am Fong déi meeschte Protektioun an eigentlech extra Rechter bräicht, fir seng schwächer Ausgangspositioun ze kompenséieren.

Duerfir gétt et am Beräich vun de Kannerrechter de Begrëff vum „intérêt supérieur de



l'enfant", iwwert dee scho Bicher geschriwwen gi sinn an dee relativ schlecht ze erklären ass, mä deen een op gutt Lëtzebuergesch kéint mat deem einfache Wuert ëmschreiwelen, am ureegenen Intérêt vun de Kanner soll eben dann dat Moossinstrument sinn, mat deem Texter a Praxissen analyséiert ginn, fir ze kucken, ob se Kannerrecht-gerecht sinn.

Haut ass den Dag vun de Kannerrechter. Dat ass schonn ugeklongen. An et ass vläicht interessant ze soen, wat zu deenen Haaptkannerrechter gehéiert.

Éischtens emol d'Recht op Nahrung an op en Daach, d'Recht op Gesondheet, op Schoul, d'Recht op Fräizäit, op Kultur, op Éischt Hëllef, géint Kannerarbecht, géint schlechten Traitement an d'Recht sech selwer auszdrécken.

Dat just als Aféierung, fir dann dorobber ze kommen, dass dat, wat mir haut maachen, sécherlech zu der Ausféierung vun all deene Kannerrechter, déi ech elo opgezielt hunn, soll bäidroen.

Eppes sécherlech ass ganz speziell an deem Gesetz an deeser Hisiicht z'ënnersträchen, an zwar, dass dëst Gesetz et nach eng Kéier ausdrécklech verbitt, d'Kanner ze schloen, och wann dat, Sondagen no, déi haut an der Press publizéiert ginn, nach ëmmer net esou unanime ugeholl ass.

Schloen ass, och bei Kanner, net eng Saach vu Respekt, a wa mer wëlle Gewalt géint Fraen a Gewalt en général bekämpfen, da muss mer fir d'éischt ufänken um Niveau vun de Kanner, hiert Recht op kierperlech Unversehrtheit duerchzesetzen. Eleng dofir schonn ass deesen Text ze begréissen. Och nach aus aneren Ursachen, vun deenen déi haaptsächlech d'Déjudiciarisation ass.

D'Déjudiciarisation, déi begréisst gëtt. Wann dat vun engem ass, deen aus dem Milieu vum Judiciaire kënnt, da weess een, dass ee sech domadder net beléift mécht. Dat ass awer sécherlech keng Ursach - et geet net op e Grapp voll un - fir net zu senger Meenung ze stoen. Mä et muss een awer trotzdeem ganz kloer maachen, wat dee schwierigen Term iwwerhaapt heescht.

Eppes ass kloer, ier ech op d'Definition kommen, dass dat Gesetz, wat haut gestëmmt gëtt, e Paradigmewissel ass par rapport zu deem, wat bis elo a puncto Kannerrechter zu Lëtzebuerg gang und gäbe war.

#### (M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Ech hu probéiert, déi „Déjudiciarisation“ op Lëtzebuergesch z'iwwersetzen an ech koom zum folgenden Saz fir ze soen: an d'Kanner solle vum Geriicht ewech, esou vill wéi méiglech, awer och net manner wéi néideg.

Dat heescht, an anere Wieder, dass, soulaang wéi ee preventiv aktiv ka si mat sozialen Aarbechten, mat sozioéducative Mesuren, soulaang soll een d'Kanner vum Geriicht ewechhalen. Well et evident ass, dass Kanner weder am Prision nach op de Geriichter eppes ze dinn hunn. Et sief dann, et wier unausweichlech noutwendeg.

Ech probéieren elo den Text auszédäitschen, well esou kloer ass den Text a mengen Aen net, fir kënnen dat doten alles doraus ze zéien. Ech hu jiddefalls elo probéiert Konklusionen doraus ze zéien, déi mir géifen an de Krom passen an déi méiglech sinn am Kader vun deem Gesetz esou z'interpretéieren, dass de Jugendriichter intervenéiere kéint, wann d'Servicer, déi vum ONE a vun anere vum ONE organiséiert a vun anere Servicer exekutéiert ginn, net zum Accord mat den Elteren a mat de Kanner kënnen kommen. An zweetens, wann d'Leit dat wëllen, Viraussetzung, dass eng Mediation stattfonnt huet, déi oni en Accord ausgaangen ass, dass dann d'Jugendgericht befaasst gëtt.

Dir, Madame Minister, kënnt mir dann herno soen, ob dat, wat ech aus deem Text erauslesen, esou einfach ausgedréckt och den Tatsachen entsprécht. Well den Text et net ëmmer ausgëtt.

Kloer ass et, an de Rapporteur huet et aganks gesot, dass am Rapport zu der Jeunesse en détresse - d'Konklusion, déi am Rapport selwer opgezielt ass - stoung, dass si sech géife wënschen, dat heescht

déi Spezialkommission, eng Instance de médiation, fir eben d'Kannerrechter duerchzesetzen.

Déi Instance de médiation ass an där Hisiicht, esou wéi se an deem anere Rapport ass, an deem Gesetz net mat dran. Mä mat guddem Wëllen, duerfir hunn ech eng Motioun gemaach, kann ee se zwëschepraafen, fir de Charakter vun der Déjudiciarisation nach e bësselchen z'ënnersträchen.

Ech wollt awer, ier ech op den Text selwer kommen - an dat maachen ech ganz kuerz, well déi meescht Saache gesot sinn -, nach zwou Begrëfferklärunge maachen. An zwar erklären, dass et Aide à l'enfance gëtt, déi een op Lëtzebuergesch Kanner- a Jugendhëllef nennt, an dass et Protection de l'enfance gëtt, dat ass da Kanner- a Jugendschutz.

Dass et evident ass, dass, wa mer vun Déjudiciarisation schwätzen, da schwätze mer évidemment nëmme vun der Jugendhëllef, well ee sech net ka virstellen, wéi dee Jugendschutz, dee beim Jugendriichter läit, soll déjudiciariséiert ginn.

D'Konklusion ass am Fong dann déi, dass ee soll probéieren, esou vill wéi méiglech um soziale Plang ze maachen, fir eventuell ze verhënneren, dass d'Jugendleche mat hiren Eltere mussen op d'Jugendgericht kommen. Esou dass et evident ass, dass nëmme deen Deel Jugendhëllef hei kann déjudiciariséiert ginn.

Dat bréngt och vläicht gewësse Klärungen an de Mesurë mat sech, well bis elo ass et esou, dass souguer am Virfeld, wéi vum Jugendriichter, eventuell déiselwecht Moossname konnte geschwat ginn, an dass, wann déiselwecht Mesurë kënnen preventiv geholl ginn, een net agesäit, firwat déi mussen dann iwwert d'Geriicht lafen.

Dat ongutt Gefill, wat ee bei der Judiciarisation - an dat wäert sech och net ännere mat deem Gesetz - huet, dat ass, dass et schéngt, wéi wann op därer Phas do ze vill Placemeter vu Kanner geschwat géife ginn. Et ass schwéier dat ze vergläiche mat Zuelen aus dem Ausland. Jiddefalls fannen ech et net normal, dass de Moment an de Foyere méi Sozialarbechter an Educateure schaffe wéi preventiv. Wa mer et mat deem Gesetz hei géife fäerdeg bréngen, déi Proportion ëmzënnern, dann, mengen ech, dass dat schonn ee Kritär wier, nodeem ee kéint soen, ob oder ob net dat Gesetz hei an der Praxis effektiv och e Succès gëtt.

Ech wollt dann am Fong zum Gesetz selwer an dräi Rubrike schwätzen; éischtens déi staark Punkten eraushuelen, dann déi manner staark, an drëtens déi, vun deenen ech méi eng nuancéiert Meenung hunn a vun deenen och vläicht net am Detail genuch dovunner kennen, fir mech do eranzeloossen.

Déi positiv Punkten hunn ech am Fong schonn ugeschwat. Dat ass dee vun der Preventioun a vun der Déjudiciarisation, déi u sech am Trend vun der Zäit leien, well och an eisen Nopeschlänner ass deen Trend vun der Déjudiciarisation sécherlech allgemeng ugeholl ginn. An Dänemark ass een zum Beispill esou wäit gaangen, dass do nëmme nach Kanner, Problemer op Gerichter kommen, wann et ëm d'Ewechhuele vun der Responsabilitéit vun den Eltere geet. Dat ass vläicht den Extremfall, op deen een net onbedéngt muss zrëckkommen.

Wat awer evident ass, dat ass, dass mat deem Gesetz hei, wat e Kadergesetz ass, soll probéiert ginn, en Deel vun deene villen Déplacemeter z'evitéieren, an dass soll probéiert ginn, am Fong am Virfeld an an eegener Verantwortung an an Eegeregion vun de Famillje mat de Kanner, d'Agrëff an d'Liewe vun der Famill op e Minimum ze beschränken an net d'Kanner vun de Familljen ze trennen.

Well och dat ass am Intérêt vun de Kanner e Mënschrecht, wat een nëmme däerf oder soll ewechhuelen, wann et wierklech net z'evitéieren ass.

Et ass och kloer, dass all Déplacement, wéi och ëmmer e mag justifiéiert sinn, eng Destabilisation vun der Famill a vum Kand mat sech bréngt. Awer virun allem och, an dat ass eppes, wat mer wierklech um Häerz läit, eng Déresponsabilisation vun den Elteren, besonnesch och doduerjer, dass bei engem Placement d'Autorité parentale, wéi se haut nach genannt gëtt, vun den Elteren ewech un déi drëtt Famill oder un de Centre de placement iwwerluecht gëtt, an domadder am Fong implizit oder formell d'Elteren aus hirer eegener Verantwortung fir hir Kanner dedouanéiert. An dat, mengen

ech, ass eigentlech dat Lescht, wat ee ka maachen.

Wat nach positiv dodrunner ass, dat ass, dass d'Kanner mat agebonne ginn an d'Léisung vun deene Problemer, déi duerch si oder mat hinnen oder duerch hir Elteren, wéi och ëmmer, an enger Famill entstinn.

Et kann net sinn, wa mer de Kanner hir Mënscherechter eescht huelen, dass mer weiderfuere iwwert si ze decidéieren, wéi wa si nëmme Objets de droit wieren an net selwer am Fong eng Perséinlechkeet hätten an d'Recht hätten, bei Décisionen, déi si selwer uginn, matzeschaffen.

Ech mengen, dass dat eng Fréierzéiung ass zu enger Autonomie, déi sech och an anere Situatiounen am Liewe ka fir si positiv auszdrécken.

Dofir ass d'Preventioun net nëmme gutt an där Hisiicht, dass et d'Elteren net aus hirer Verantwortung erausléisst, mä och well et d'Kanner abënn an d'Problemléisung an an d'Léisung vun hiren eegene Problemer an et hinnen am Fong hëlleft zu enger Autonomie an hirem eegene Liewen ze kommen, eventuell schonn am jonken Alter, déi et och eventuell méi einfach mécht, fir si herno zu mëndege Bierger an enger Gesellschaft ze maachen.

Den zweete gudden Punkt ass d'Kreatioun vum Office national de l'enfance - den ONE -, dee jo geduecht ass, esou wéi ech dat verstinn, als Mise en réseau an Interconnexioun vun deenen aneren Acteuren, déi am sozioéducative Beräich mat Kanner a mat Jugendleche schaffen. Dëse Volet ass a mengen Aen net schrecklech prezis. Mir hunn awer no deene Gespréicher an der Kommissioun gemengt dat doten esou erauszefannen.

Fir dass keen Zweifel soll dru bleiwen an der Interpretation vum Gesetz op deem Punkt, wollt ech eng Motioun eraginn, andeem ech probéieren d'Regierung opzefuerderen, fir wann elo dat Gesetz a Kraaft trëtt an déi Informatiounen iwwert déi wichteg Institutioun hei sollen erausgoen, dass soll kloergemaach ginn, dass Elteren a Kanner, déi Problemer an der Famill, an der Schoul oder wou och ëmmer hunn, sech solle prioritär an den ONE wenden, an vollste Vertrauen, dass se dann do un déi beschtméiglech Stell oder Associatioun weidergeleet ginn, fir hinne weiderzehliefen.

Esou dass een eventuell kéint soen, dass den ONE an där Hisiicht a mengen Aen esou eppes wéi e Guichet unique de l'enfance oder de la jeunesse wier, deen et am Fong da méi einfach misst maachen, d'Leit op déi wierklech beschte Plaz hin ze orientéieren. Da kann ee sécher sinn, dass dat och geschitt, well mer dann dovunner ausginn, dass jiddferen iwwert deeselwechte Leescht gezu gëtt, an dass an der Interconnexioun, dat heescht am Réseau geschaff gëtt. Wat elo zum Beispill net ëmmer de Fall ass a wat heiansdo derzou féiert, dass op ville Plazen e Fall traitéiert gëtt, oni dass déi Leit, déi sech ëm dee Fall bekëmmern, onbedéngt wëssen, wat op enger anerer Plaz mat deemselwechte Fall geschitt.

Duerfir froe mer ënner anere hei den ONE, eng «coopération institutionnalisée entre l'ONE et les autres organisations et acteurs œuvrant dans le domaine de l'aide à l'enfance au Luxembourg» anzeféieren. Déi Motioun ass ënnerschriwwen vun alle Fraktiounen, déi an der Chamber vertruede sinn, esou dass ech dovun ausginn, dass jiddferen agesäit, dass op deem Punkt op jidde Fall nach Klärungsbedarf ass.

#### Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse, dont l'objectif est le traitement des situations de détresse graves et urgentes par une intervention de la justice;

- considérant que le projet de loi 5754 relatif à l'aide à l'enfance vise une «déjudiciarisation» de l'aide à l'enfance en créant un cadre juridique pour la prise en charge précoce et diversifiée des situations de détresse dans lesquelles peuvent se trouver les enfants et leurs familles;

- considérant que le projet de loi prévoit la création de l'Office national de l'enfance (ONE), destiné à fonctionner comme relais indispensable pour l'organisation et la mise en œuvre de l'aide sociale de l'enfance au Luxembourg;

invite le Gouvernement

- à accompagner l'application de la nouvelle loi relative à l'aide à l'enfance d'une vaste campagne d'information et de sensibilisation auprès de tous les groupes de personnes et acteurs concernés - enfants et adolescents, parents, écoles, lycées,

professionnels des domaines scolaire, para- et périscolaire, social, médical, paramédical et judiciaire ainsi que les agents de police - afin de faire connaître le rôle et le fonctionnement de l'ONE ainsi que des autres acteurs du domaine de l'aide à l'enfance;

- à mettre, lors de la mise en place de l'ONE, l'accent sur son rôle coordinateur de l'aide à l'enfance au Luxembourg;

- à concevoir la création de l'ONE de façon à ce qu'il puisse assurer une fonction «guichet unique» de l'enfance, destiné à accueillir les cas de détresse d'enfants, d'adolescents et de leurs familles - à l'exception de celles ayant trait aux faits qui relèvent de la compétence du tribunal de la jeunesse - et de les orienter vers les acteurs les mieux adaptés à leur problématique particulière;

- à demander à l'ONE d'organiser une coopération institutionnalisée entre l'ONE et les autres organisations et acteurs œuvrant dans le domaine de l'aide à l'enfance au Luxembourg.

(s.) Lydie Err, Marc Angel, Eugène Berger, Marie-Josée Frank, Viviane Loschetter, Jean-Paul Schaaf.

Deen drëtte positive Punkt ass d'Responsabilisation vun den Elteren an d'Autonomiebestärkung vun de Kanner. Dat hunn ech uklänge gelooss a kann et am Fong dobäi beloossen.

Déi manner gutt Punkten hunn ech och scho gesträift, an zwar déi, dass et net an alle Fäll kloer ass. Virun allem ass et och nach net, am Text jiddefalls, kloer, wéi den Agencement vun de Kompetenzen, engersäits tëschent dem ONE an der Justiz, soll operéiert ginn. Wat ass zum Beispill e Fall fir d'Justiz? Wéi geet et zum Beispill, wa sech e Problem mat Kanner oder Jugendlechen direkt un d'Justiz wennt, während et am Fong fir d'éischt misst déi preventiv Stadien duerchlafen?

Kann de Jugendriichter decidéieren, dass an engem bestëmmte Fall d'Justiz nach ka waarden an d'Saach viruginn an den ONE? Oder géif een dee Moment dem Jugendgericht kënnen reprochéieren, sech dem Dossier wëllen ze entleedegen? Wéi ass et och an deem Fall mam Transfert vun den Informatiounen, Enquête-socialen an Ähnlechem?

Eng aner Fro, déi sech dorunner hänt: Wat ass de Rôle vum SCAS, wa mer dovun ausginn, dass déi vill Zort Aarbecht, déi de Moment am SCAS gemaach gëtt, dee mat ganz vill Enquêtë fir d'Jugendriichtere beschäftegt ass, jo am beschte Fall am SCAS misst ofhuelen? Ech huele jo un, dass déi Leit am SCAS och kënnen Familljen a Kanner suivéieren an dass se sech dann ebe besser kënnen op déi Aarbecht, déi e preventive Charakter huet, konzentréieren, amplaz sech mat Enquêtë ze befaassen, déi dann herno géifen um Geriicht als Informationsmaterial verschafft ginn.

Eng aner Inconnue souzesoen ass d'Zesummenaarbecht tëschent dem ONE an deenen aneren Acteuren, virun allem och wat d'Décisions- an d'Direktiounsgewalt ugeet. Et steet am Gesetz op e puer Plazen, dass net nëmme - an dat ass normal - deen ONE funktionnéiert ënnert der Tutelle vun der Familljeministesch an eisem Fall, mä an deemselwechten Artikel méi wäit steet och dran, dass ëmmer dann, wann den ONE Problemer auslagert u Servicer, déi net intern funktionnéieren, nach misst e speziellen Accord vun der Ministesch kommen. Dat fannen ech eigentlech net ganz korrekt.

Et kann net sinn, dass et am Haus selwer oder am Donstrees vum ONE déi Servicer net gëtt, an dass déi spezialiséiert Institutiounen eréischt all Kéiere kënnen befaasst ginn, wann d'Ministesch, déi jo net censéiert ass spezialiséiert an der Jugendaarbecht a Kannerarbecht ze sinn, nach muss hire perséinleche Seegen derzou ginn. Dat ass eng Fro, déi nach misst gekläert ginn.

Et ass ee sech och bewusst - an dat ass dee leschte Schwaachpunkt, deen ech wëll uschwätzen -, dass dat Gesetz hei, wat e Kadergesetz ass a wat sécherlech positiv Saache begräift, wou d'Basis dovunner souguer exzellent ass, an der Praxis esou gutt gëtt wéi den Direkter, deen dee Service do soll leeden.

Duerfir hoffe mer, well mer festgestallt hunn, dass virun allem déi finanziell Incitacion net enorm ass, fir Leit op esou e responsabele Poste wëllen ze kréien,...

#### (Interruption)

...dass mer eis do d'Moyenen awer wierklech ginn, fir an aller Transparenz, besonnesch och am Averstännis oder an der



Kooperatioun oder an der Diskussioun mat de Leit, mat deene soll um Terrain geschaff ginn, deen Direkter esou ze nennen, dass hie mat senger zukünftige Kolleegen iwwert d'Ronne kënn an net brauch perséinlech Problemer ze léisen, amplaz ze hëllef deé vun de Kanner aus der Welt ze schafen.

### (M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Eng allerlescht Remarque. Den ORK ass an dësem Projet am Fong nëmmen en marge ugeschwat. Et ass net genau prezisiéiert, wat seng Roll soll sinn. Et ass evident, dass den ORK elo net déi praktesch Aarbecht um Terrain mécht, wat hien net méi muss maachen, wat hie sécherlech haut och gemaach huet. Sécherlech ass en Deel vun der Aarbecht vun der Madame Rodesch elo vun hir ewechgeholl, well mer elo eben de Guichet unique de l'enfance um ONE hunn.

Wat geschitt mat deenen anere Kompetenzen vum ORK? Wier et net noutwendeg, eventuell un nei Kompetenzen ze denken, déi se implizit vläicht huet, mä explizit awer net. An zwar déi, fir ze kucken, ob et trotz ONE a Remise en raison vun allen Organisatiounen, déi mer zu Lëtzebuerg an der Kanner- a Jugendarbecht hunn, Plaz gëtt fir eng Stell, wou d'Diskriminatioun vun de Kanner kënn speziell traitéiert ginn.

Wier et net gutt, wann och am Kader vun der Législation antidiscrimination, dass den ORK kënn Affären initiéieren oder Kanner an Affäre begleeden, wou een eventuell feststellt, dass d'Kanner ebe wéinst hirem jonken Alter oder hirer Onerfuerenheet diskriminéiert gi si par rapport zu erwuessene Leit? Dat wier eng Méiglechkeet.

An deemselwechte Gedanken, wann dat sollt méiglech sinn, wier et sécherlech och vu Virdeel, wann den ORK, wann e scho bleift wéi en ass, wéinstens géif, gradesou wéi de Médiateur, bei der Chamber ugesiedelt ginn, fir dass d'Onofhängegkeet vum Ministère wierklech net nëmmen existéiert, mä och keen Doute kënn driwwer opkommen, dass deem esou ass.

Eng drëtt Kategorie vu Remarquen, déi ganz kuerz wäerte sinn, wollt ech maachen, déi de Finanzéierungsmodus uginn. Mir ass et kloer, dass dat e wichtege Sträitpunkt war zwëschen den Organisatiounen a sech. Ech wëll mech op déi finanziell Aspekter hei net aloossen. Ech kenne se net genuch.

Ech hoffe just, dass dëst Gesetz esou exekutéiert gëtt, dass et wäert déi verschidden Acteuren a Prestatairen encouragéieren, fir sech méi ze spezialiséieren. Esou dass d'Offer am Beräich vun der Kanner- a Jugendhëllef verbessert an diversifizéiert gëtt. An ech hoffen, dass d'Ängschte vu verschiddenen Associatiounen onberechtigt sinn, dass d'Servicer all Intérêt hunn, op manner experimentéiert Associatiounen zréckzegräifen, well déi méi bëllegt Personal hätten.

Dat kann, Kolleeginnen a Kolleegen, net de Fall sinn. Wann dat et soll sinn, dass finalement deen déi meeschten Affären ze traitéiere kritt, deen am mannste qualifizéiert ass, mä awer och am mannsten deier ass, da mengen ech huet dëst Kadergesetz säin Zweck verfeelt. Mä hei ass jo sécherlech ee Gebitt, wat eis wichtig genuch wäert sinn, fir net ze probéieren op der falscher Plaz Suen ze spueren an déi beschte Servicer unzebidde fir Problemer, déi d'Kanner an d'Jugendlech vun haut an eis Bierger vu muer betreffen.

Well dat Gesetz hei engersäits wichtig ass an anerersäits e Kadergesetz ass, wou net alles kloer ass, wou d'Reglementer nach ausstinn, denken ech och, dass et wichtig ass, eng Evaluatioun vun dësem Gesetz ze maachen. Mä et soll een et net dobäi beloossen, eng Evaluatioun ze maachen. Et muss een d'Evaluatioun diskutéieren, natierlech net nëmme mat den Acteuren um Terrain, mä och hei am Haus, an duerno an engem gewëssenen Délai - deen Délai hu mer op ee Joer laang gesat no der Diskussioun hei am Haus - eben dann och déi néideg Adaptatiounen, wa se dann noutwendeg wieren, virhuelen, fir dass déi Evaluatioun, déi mer froen, och effektiv ass.

Ech erënnere dorun - an dat ass u sech kee gudd Souvenir -, dass mer beim Gesetz iwwert d'Violence domestique eng super Evaluatioun hunn, déi en Heedegeld kascht huet, dass mer déi och schonn e puermol diskutéiert hunn, mä dass déi Émännerungen, déi an der Evaluatioun stinn, nach ëmmer net um Dësch leien.

Wa mer eis schonn eng Evaluatioun leeschten - ech fannen, dass dat wichtig ass bei esou Gesetze wéi deem heiten -, da muss mer eis och d'Moyenë ginn, fir d'Recommandatiounen aus där Evaluatioun ëmzesetzen.

### Motion 3

*La Chambre des Députés,*

- *considérant que le projet de loi 5754 relatif à l'aide à l'enfance met l'accent sur la prévention en offrant aux enfants et à leurs familles une aide, un encadrement et une éventuelle prise en charge familiale, socio-éducative et psychosociale afin d'éviter l'apparition de problèmes ou de situations de détresse graves et urgentes;*

- *considérant que le projet de loi 5754 relatif à l'aide à l'enfance vise une «déjudiciarisation» de l'aide à l'enfance en créant un cadre juridique pour la prise en charge précoce et diversifiée des situations de détresse dans lesquelles peuvent se trouver les enfants et leurs familles;*

- *considérant que cette «déjudiciarisation», la création de l'Office national de l'enfance et la mise en œuvre d'un nouveau système de financement pour les placements institutionnels reviennent à un changement de paradigme qui ne manquera pas de changer de fond en comble l'aide à l'enfance au Luxembourg;*

*invite le Gouvernement*

- *à procéder, après un délai de trois ans suite à l'application de la nouvelle loi, à une évaluation externe;*

- *à analyser et discuter les résultats de cette évaluation externe à la Chambre des Députés et d'en tirer les conclusions s'imposant le cas échéant;*

- *à adapter le cas échéant et dans un délai d'un an à partir de la discussion publique la loi relative à l'aide à l'enfance en fonction des conclusions à tirer de ladite évaluation.*

(s.) *Lydie Err, Marc Angel, Eugène Berger, Marie-Josée Frank, Viviane Loschetter, Jean-Paul Schaaf.*

Zur Konklusioun also wéi gesot nach ganz kuerz: Guddes, Onprezises an nach Besseres, wat ee muss am A behalen an evaluéieren. Mä virun allem awer och net vergiessen, dass mer hei schwätzen iwwer een Deel nëmmen, an zwar dee vun der Jugendhëllef, dass eist Gesetz iwwert de Jugendschutz vun 1992, wou net ka vun enger Déjudiciarisation Rieds goen, och verbesserungswierdeg ass.

Et kann net weidergoen, dass mer, mat deem Esprit, an deem dat heite Gesetz elo ass, virufueren, bei Placementer d'Autorité parentale vun den Eltere weider ewechzehuelen. Ech ka mer virstellen, wat d'Ministesch mer äntwert: Mir sinn amgang, dee ganze Volet Autorité parentale a Responsabilité parentale ëmzeänneren, a wa mer dat gemaach hunn, da komme mer vläicht och heirobber zréck.

Un eis soll et net leien, well am Kader vun der Sous-Kommissioun iwwert den Divorce si mer amgang, eis ënner anerem intensiv mat dem Volet Filiatioun a Responsabilité parentale ofzeginn, esou dass deemnächst keng Excuse méi dierft do sinn, fir am Fall vun engem Placement déi Responsabilité parentale do aneschtens ze traitéieren.

Et ass och wichtig, dass eng Zesummenaarbecht agefouert muss ginn zwëschen de Strukturen, wou d'Kand placéiert gëtt, an den Elteren. Och dat fonctionnéiert de Moment net genial, an et gëtt och iwwer Mesuren, déi am Kader vun engem Placement geholl ginn, net ëmmer déi noutwendeg Recoursen.

Wann e Congé zum Beispill gestrach gëtt, wann eng Aktivitéit verbuede gëtt, ass et schwéier, wann net onméiglech, während engem Placement déi Décisiounen unzepassen. Ech denken duerfir, dass et wichtig wier, och an där nächster Reform dorobber opzepasst.

Eng lescht Remarque an dësem Gesetz handelt vum Affekot vum Kand, wou d'Dispositiounen menger Meenung no largement ze wënschen iwwer loossen, well nach ëmmer vill Kanner ouni en Affekot mussen auskommen. Ganz oft - an dat ass déi lescht Remarque - géif de Juge de la jeunesse, wat jo e Juge unique ass, och dorunner gewannen, wann e sech entouréiere géif mat engem Expert, an eppes wéi eng paritétesch Kannergerichtsbarkeit ënner deene geschéie géif.

Da kënn mer allerlescht Remarque: Och d'Kanner solle gehéiert ginn am Huis clos, an net an öffentleche Sitzungen, well wann et richtig ass, dass d'Kanner solle gehéiert ginn, dann ass et awer gradesou wichtig, dass d'Kanner an aller Diskretioun gehéiert ginn, fir dass se net brauchen ze fäerten, fir bei deem engen oder deem aneren Elterendeel unzeecken wéinst eppes, wat se an enger öffentlecher Sitzung gesot hunn.

Eppes aneschtens, mä wat ganz no mat dësem Sujet zesummenhängt, Madame Ministesch: Et gëtt de Moment nach dräi

Konventioun vum Conseil de l'Europe, déi Lëtzebuerg am Beräich vun de Kanner- a Jugendrechter nach net ratifizéiert huet. Do ass eng ganz rezent derbäi, vun där wëlle mer net schwätzen, mä mäi Kolleeg, de Marc Angel, huet lech Froen doriwwer gestallt. Vlächcht kënn Dir him haut ënner anerem op déi Fro äntwerten iwwert déi zwou rezent Konventiounen vum Conseil de l'Europe vun 2003 a vun 2007, a mir vlächcht op déi, wat d'Ursaache sinn, firwat déi Konventioun iwwert den Exercice des droits de l'enfant, déi vun 1995 datéiert, nach net un d'Rei komm ass.

Déi huet och eppes mat der Autorité parentale ze dinn, oder stëmmt dat net?

Et gëtt déi Konventioun, déi net nëmmen ëm d'Kannerrechter geet, mä ëm den Exercice vun de Kannerrechter, zënter 1995, an eigentlech hätte mer elo 13 Joer Zäit gehat, fir déi ze iwwersetzen, a vu dass dat net geschitt ass, mengen ech, misste mer kucken, dass och dat esou schnell wéi méiglech géif passéieren.

Ech hunn hei déi lescht Motioun, déi ech awer schonn ugeschwat hunn, nach net ofginn. Ech ginn dovunner aus, dass keng aner Explikatiounen noutwendeg sinn, well och déi heite vun all Mënsch heibannen ënnerschriwwen ginn ass.

### Motion 4

*La Chambre des Députés,*

- *considérant que la Convention des droits de l'enfant, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989, énonce entre autres le droit de participation de l'enfant dans le contexte de l'action éducative;*

- *considérant que le projet de loi 5754 relatif à l'aide à l'enfance accorde une place prépondérante à la participation des personnes concernées, plus particulièrement des enfants et de leurs parents;*

- *considérant que lors du débat sur la jeunesse en détresse en 2003, la Commission spéciale «Jeunesse en détresse» avait recommandé le recours à une instance de médiation afin de régler des situations de crise familiale;*

- *considérant que selon l'article 4 du présent projet de loi les parents ou représentants légaux ainsi que l'enfant capable de discernement participent à l'élaboration du projet d'intervention socio-éducatif et psychosocial les concernant;*

- *considérant que ce projet ne prend effet que s'il est signé par les parents ou représentants légaux et l'enfant capable de discernement;*

- *considérant la proposition de loi 4969 portant introduction de la médiation civile et commerciale dans le Nouveau Code de Procédure Civile discutée et analysée dans le contexte de la réforme du divorce;*

- *considérant que le projet de loi 5867 relatif à la responsabilité parentale prévoit qu'afin «de faciliter la recherche par les parents d'un exercice consensuel de la responsabilité parentale, le juge peut leur proposer une mesure de médiation»;*

*invite le Gouvernement*

- *de prévoir qu'en cas de désaccord sur le projet d'intervention socio-éducatif et psychosocial la médiation sera proposée aux parties concernées.*

(s.) *Lydie Err, Marc Angel, Eugène Berger, Marie-Josée Frank, Viviane Loschetter, Jean-Paul Schaaf.*

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Err. Nächst Riednerin ass d'Madame Loschetter fir déi gréng Fraktioun.

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. A sengem Exposé des motifs beschreift den Auteur vun dësem Projet de loi op enge sëllege Säiten - an dat ass och gutt esou - eng Rei fundamental Mënscherechter a Kannerrechter an erkläert den ausdréckleche politesche Wëllen, fir des Rechter besser an och méi effizient ze ënnerstëtzen. Hie schwätzt och fir d'éischt vun engem Recht op Hëllef fir all Kand, Jugendlechen, an och seng oder hir Famili.

Ausdrécklech gëtt och de Stellewäert vun der Preventioun ënnerstrach am allgemenge socioéducativen an therapeutische Kontext. D'Participatioun an d'Matsproocherecht vum Kand gëtt och groussgeschriwwen, an et gëtt sech géint all Form vu Gewalt a méi prezis déi psychesch a physesch Gewalt formell ausgedréckt.

All dëst, denken ech, steet absolut net hei zur Diskussioun. Jiddferen huet dat hei

begrësst. Mir fannen och dës Deklaratiounen notament an onser Constitutioun erëm an an deene Konventiounen, déi da bis elo ënnerschriwwen gi sinn, an deenen, déi sécherlech och nach wäerten ënnerschriwwen ginn.

Och ass deen ursprüngeleche Leitmotiv vun dësem Projet de loi den absoluten an akute Besoin, fir ons Politik a Saache Kanner- a Jugendschutz ëmzepölen oder zousätzlech ze komplettéieren a Kanner- a Jugendrechter, an notament iwwert de Wee vun neie Méiglechkeeten un Offeren, déi laanscht d'Justiz an d'Gericht solle goen, oder déi éischer, besser ausgedréckt, virun der Justiz a virum Gericht solle sinn. Et geet also ëm déi sougenannte Déjudiciarisation. Et ass e schrecklecht Wuert, ech gebrauchen dat och elo net méi.

Zu dësem Wee sollt d'Aschalt vum enger reeller an och kompetenter Offer u Médiation, une instance de médiation, féieren. All dës Reflexiounen kommen awer net aus den Iwwerleeunge vum Auteur vum Projet de loi, mä si sinn en Deel vun den zréckbehalene Konklusiounen vun där deemoleger Spezialkommissioun «Jeunesse en détresse», déi vill Aarbecht geleescht huet an d'Majoritéit vun den Institutionen, déi um Terrain schaffen, och gehéiert huet.

All dës Institutionen hate sech deemools immens vill Aarbecht gemaach, hunn déi deemoleg Spezialkommissioun schrëftlech informéiert. Si hunn och eng ganz Rei vun noutwendige Reforme beschriwwen an d'Méiglechkeet ugedeit, fir am sozialen an am therapeutischen Domän kënn méi effikass a méi effizient ze schaffen. Dat alles natierlech am Sënn vum Kanner- a Jugendschutz an de Kanner- a Jugendrechter. Ech denken, si sinn och am beschten dofir géeegent, fir ons déi dote Recommendationen mat op de Wee ze ginn.

Effektiv, et ass och scho virun ugeklungen - awer ech wollt dat fir déi gréng Fraktioun och nach eng Kéier ënnersträichen -, hu mir zu Lëtzebuerg e Jugendschutzgesetz, wat éischer repressiv Auswierkungen huet, wéi datt et ëmmer als schützend an zevirkommend ugesi gëtt. Moosnamen aus dem Jugendschutz wierken oft strofend, souwuel fir d'Kanner an d'Jugendlech wéi och fir hir Elteren.

Et gëtt, fir e Beispill ze nennen, schlussendlech net onbedéngt als schützend ugesinn, wann e Jugendlechen op Dräibur sëtze kënn oder wa Kanner iwwer Nuecht placéiert ginn. Dëst sinn Noutléisungen, déi sécher an der Nout eng Léisung sinn, mä déi vlächcht net ëmmer eppes mat Kanner- a Jugendrechter au sens propre du terme ze dinn hunn.

Mir kënnen nëmme berouegt si mat deem aktuelle Jugendschutz, well déi Leit, déi an dësem Domän am Alldag um Terrain schaffen, dës gesetzlech geregelt Moosname mat esou vill pedagogesch, awer och therapeutische Kompetenze beräicheren, datt schlussendlech de Maximum fir déi concernéiert Kanner, Jugendlech a Famillje ka gemaach ginn.

Et sinn och déiselwecht Leit, déi de Besoin un zousätzleche Moosnamen nieft der Justiz gefuerdert hunn, déi Méiglechkeete vu Mediatioun gefrot hunn, déi eng Komplementaritéit zu där soi-disant Protection juridique gefrot hunn.

D'Zil wier et gewiescht, eng Justice négociée kënnen zu Lëtzebuerg anzeféieren, an der enker Kollaboratioun vun de verschiddenen Instanzen, an dëst an enger kloerer an transparenter Hierarchie. Dat wëllt net heeschen, datt mer eng zousätzlech, soi-disant décisiv Instanz solle schafen. Mir sinn der Meenung, datt mer mussen - an ech menge meng Virgängerin huet dat och gesot - eng kloer Hierarchie anhalen. Uewe stinn dann déi Justizmoosnamen, mä do ënnerdrenner aner Moosnamen, déi kënn virgräifen. Déi Hierarchie muss agehale ginn, mä mir dierfen et awer net, wéi bis elo ganz oft, eenzeg an eleng bei der Instanz vun der Justiz beloossen. Dëst ass elo am Projet de loi méi kloer formuléiert ginn, an dat begrësse mir.

Mir gesinn et e bëssen als eng verpasste Chance, datt mer net och zur gläicher Zäit d'Jugendschutzgesetz bilanzéiert an och do déi noutwendeg Adaptatiounen gemaach hunn. D'Jugendschutzgesetz bleift mat



senge strikten a restriktive Moosnamen, obwuel se noutwendeg sinn, eng dach awer repressiv Moosnam, well de Jugendriichter, an dat ass och scho gesot ginn, eigentlech nëmmen zwou Optiounen huet. Déi eng ass d'Kontroll vun der Famill ze iwwerhuelen, iwwer eng Assistance éducative, dat ass dem SCAS seng Aarbecht, oder, als zweet Optioun, de Placement vun engem Kand. Et ass e bèsse schued, datt dat do elo nach net um Ordre du jour ass, well et hätt eigentlech schéi parallell dobäi gepasst.

Unzuehuelen, datt mat der Kreatioun vun engem Office national de l'enfance, esou wéi en elo hei am Projet de loi skizzéiert ass, dës Lacuné Rechnung gedroe gëtt, ass illusoresch, well wat gefrot a wat och gebraucht gëtt, ass mat Sécherheet eng zentral Instanz, déi géréiert a koordinéiert. Hei, bei dëser Propos vum ONE, riskéiere mer awer eng zousätzlech Instanz ze kréien, e Genre Waasserkapp, wou alles a jiddfereer vertrauden ass, an déi virun allem ënnert der Regie vum Ministère placéiert ass.

Dës Mainmise vum Ministère ass, an onsen Aen, aus verschiddene Grënn onverständlech. Éischtens, an dat ass och scho virun uegklongen, si mir der Meenung, datt de Ministère vill a gutt Kompetenzen huet, mä net onbedéngt déi, fir och inhaltlech op dës schwierigen Domän anzewierken.

Et ass an onsen Aen onverständlech, wéi eng Neutralitéit ka garantéiert bleiwen an der Analys vun de Besoinen, wann ee weess, datt deeselwechte Ministère och de Portmonni huet, fir d'Besoinen ze finanzéieren oder och net ze finanzéieren.

En drëtte Punkt ass deen, datt mer eis froen, wou d'Vernetzung vun deem ass, wat gebraucht a gefrot gi war, nämlech d'Kollaboratioun oder d'Complémentaritéit tëschent de juristesche Moosnamen, sprich tëschent der Justiz an de soziotherapeutische Moosnamen, a wéi dat ka garantéiert ginn. Dat heescht, wéi schaffe se zesummen, d'Justiz engersäits, an den ONE, deen de Rescht vertritt, anerersäits? Dat heescht, wéi vernetze mer Jugendschutz, Kannerschutz, Jugendrechter, Kannerrechter mateneen?

Hei hu mer et vill méi, denke mir, mat enger zweeter Instanz ze dinn, déi riskéiert, e bèsse salopp ausgedréckt, als zweet Geriichtsinstantz considéiert ze ginn, vläicht vun den Elteren, vun de Jugendliche, vun der Famill, an domadder riskéiere mer en Niewenteneen am plaz e Mateneen. Mir hätten ons och tatsächlech virstelle kënnen, datt eng ganz Rei vun Aarbechten, Analysen, Evaluatiounen, a virun allem d'Médiatioun, an de bestehende Strukturen kënn assuréiert ginn, do wou d'Expérience an d'Kompetenz ass, a wahrscheinlech och de Kontakt mat deene concernéierte Kanner a Famillje scho besteet, an datt eng zentral Instanz, déi gebraucht gëtt, den ONE, déi éischter administrativ Aarbecht ofwéckelt.

Esou stelle mir ons den ONE vir, deen zum Beispill folgend Kompetenze kënn assuréieren: d'Analys an d'Evaluatioun eriwerginn an déi bestehend Strukturen, deenen den Optrag ginn, fir dat ze maachen, an duerno déi Analys, déi Evaluatioun, déi gemaach ginn ass, ze validéieren. Zweetens kënn den ONE eng Koordinatioun an eng Kollaboratioun tëschent de verschiddenen Intervenanten a Prestatairen, tëschent der Justiz an de Sozialinstanzen, de Gesondheitsinstanzen an och den éducativen Instanzen garantéieren. Ech weess, datt dat dra beinhalt ass, an dat ass e Punkt, dee mir och richteg fannen. Drëttens, eng richteg an eng produktiv interministeriell Kollaboratioun initiéieren. Dat wär emol eng Première hei zu Lëtzebuerg, an dat wär awer och eng batter noutwendeg Première. Dat heescht, datt Ministère-iwwergräifend mateneen a vernetzt...

» **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration.* - Dee Comité war virgesinn, Madame Loschetter, an de Conseil d'État huet en erausgeholl.

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Ech schwätze vun de Missiounen vun engem ONE, deen engersäits déi

verschidden Instanze ka garantéieren, déi meeschtens, net all, d'Verwaltunge jo, u verschiddene Ministères de tutelle rattachéiert sinn. Dat ass och haut esou, mä wat een haut mierkt, dat ass, datt deen ee Ministère schlussendlech net weess, wat deen anere Ministère mécht. Wann um Terrain, dat heescht a verschiddene Verwaltungen oder a verschiddenen Associatiounen, déi Leit net dach awer op fräiwëlleger Basis matenee kommunizéieren géifen a sech eegen a bénévolé Plattformen ageriicht hätten, da géif net esou vernetzt geschaff ginn, wéi de Moment um Terrain vernetzt geschaff gëtt, mä eng institutionaliséiert Plattform gëtt et net.

Déi ass och elo an enger Motioun vun de Sozialiste beschriwwen. Allerdéngs kënnen mir heibannen, à ce stade, vun der Beschreibung vun dësem Projet de loi ons keng definitiv Meenung maachen, wéi dat dann herno definéiert gëtt, well mer elementar Donnéeën net hunn. Wahrscheinlech wäerten déi Saachen iwwer Règlement grand-ducal nach eng Kéier beschriwwen ginn, well se net am Gesetz sinn, an dorënner fällt eben och de Fonctionnement vun Office national de l'enfance.

Här President, fir ons ass dat awer eng fundamental Informatioun. Dat ass och scho vu menge Virgänger a Virgängerinnen ënnerstrach ginn. Ech géif et méi allgemeng halen a soen, datt den ONE schlussendlech definéiert, ob mer an déi eng Richtung ginn oder an déi aner. Fir ons Gréng ass dat awer politesch net onwesentlech, well dat definéiert schlussendlech och herno, ob mir ons kënnen politesch erëmfanne mat där enger oder mat där aner Richtung, wéi den ONE da soll schaffen. Hei hu mir awer d'Gefill, datt mir fir eng zoue Këscht stëmmen, zum Deel ouni ze wëssen, wat dran ass. Anerer géifen dat eng Kaz am Sak nennen.

Am initiale Projet de loi war och eng ganz Rei vun zousätzleche Gruppe virgesinn, nieft dem ONE u sech, d'Commission consultative de l'ONE an de Conseil supérieur de l'enfance et de la famille. Gott sei Dank huet och do de Conseil d'État sech bedenkelech dozou geäussert, a mir hunn elo nieft dem ONE nach just ee Conseil supérieur, déi Instanz, déi den ONE, awer och d'Prestatairen denken ech, suivéiert, conselléiert. An dësem Conseil sinn déi sämtlech Ministère vertrauden, d'Prestatairen, dann awer och d'Associatiounen, déi d'Familljen, d'Elteren an déi Jugendleche verrieden. Déi ginn allerdéngs alleguete vum Ministère nomméiert. En typesch lëtzebuergesche Modell vun Effizienz a Participatioun. Mir hunn à ce stade ons Bedenken iwwert d'Effikasitéit vun esou engem Conseil, awer och iwwert de Stellwäert vun dëser participativer Virgoensweis.

Mä och do, Här President, woen ech mech net méi wäit ausgedrécken, well och de Fonctionnement vun deem Conseil supérieur gëtt herno am Detail iwwer e Règlement grand-ducal, denken ech, definéiert, an och do wësse mer da méi, wéi eng Handhab dee Conseil supérieur herno huet.

E weidere Règlement grand-ducal, wou ech mech awer net méi wëll vill domadder ophalen, ass dee vun den Indemnitéiten, dat heescht wéi déi definéiert ginn. Ech denken, dat ass een - wou de Conseil d'État och zu Recht drop higewisen huet, dat ass jo och seng Charge -, oder bal deen eenzege Règlement grand-ducal aus dësem Projet de loi, deen éischter technescher Natur ass.

Am Artikel 12 ginn d'Missiounen vun de Structures d'accueil um Gemengenniveau, notamment d'Maisons relais, d'Foyers scolaires, d'Crèches an esou weider, beschriwwen. Dat heescht, et gëtt gesot, datt de Stat an d'Gemengen derfir suergen, datt mer en Encadrement vun de Kanner hunn, via d'Structures d'accueil, an et ass vläicht e bessen eng Première, datt elo an esou engem Projet de loi drasteet, datt mer wëlle Vie professionnelle a Vie privée besser matenee vereinbaren an dofir ons do och an d'Flicht huelen. Esou steet et elo an deem Artikel 12 vun deem e bessen nei opgesate Projet de loi no deem éischten Avis vum Conseil d'État.

Elo kommen ech nach eng Kéier zréck op den Artikel 6 vum Projet de loi, deen definéiert jo och d'Initiativen, déi den Office national de l'enfance ka maachen. Et sinn eng ganz Rétsch vu Missiounen, déi den Office national de l'enfance huet, ouni eben ze wëssen, well dat jo nach kënn, wéi en déi applizéiert.

Mir wëssen awer elo schon, well dat ass jo och en deklaréierte politesche Wëlle vun der Regierung, datt mer um Niveau vun de Betreuungsstrukturen eng grouss Neiegekeet ab 1. Mäerz ugebuede kréie respektiv müssen ubidden, oder wëllen ubidden,

nämlech d'Chèques-services. An do meng Fro un d'Ministesch: Kann zum Beispill och herno en ONE enger Structure d'accueil intensiv recommandéiere voire verschreiwen, wéi e Kand da soll prioritär opgeholl ginn? Spillt den ONE och herno an där Prioritéitslëscht oder an där Waardelescht, déi vläicht awer op där enger oder anerer Plaz wäert zustane komme mat deem Aféiere vun de Chèques-services, an der Prioritéit vum Unhuele vun engem Kand eng Roll?

Ass an deem Artikel 12, deen d'Relatioun tëschent Stat a Gemenge par rapport zu de Structures d'accueil beschreift, och virgesinn, e Règlement grand-ducal dorausser ze déduiréieren, deen dee Fonctionnement oder déi Relatioun tëschent Stat a Gemenge méi kloer definéiert?

Hei stëmme mir - wann dat alles mat Jo beäntwert géif ginn - e Stéck wichteg Betreuungspolitik voire Preventiounspolitik, awer ouni ze wëssen, iwwer wat genee mer schwätzen. Wéi definéiere mer déi Relatioun, déi mer matenee kréien?

Eleng den éischten Deel vun dësem Projet de loi wier schon derwäert gewiescht, datt dës Regierung sech dëser Politik als eng richteg Prioritéit unhëlt, nämlech där vun de Kanner- a Jugendrechter. An ech soen, Här President, bewosst „Regierung“, well eescht gemengte Kanner- a Jugendrechtspolitik, wëssend, wat alles an de Konklusiounen vun der Spezialkommission «Jeunesse en détresse» vun där viregter Regierung steet, ass mat Sécherheet eng iwwerministeriell Ugeleehheet.

No de Konklusiounen vun där Spezialkommission, déi awer op kloer an och akut Mängel higewisen huet, zesumme mat den Institutiounen um Terrain, awer och mat verschiddene ganz engagéierte Persounen um Jugendgeriicht, hätt dës Regierung vläicht missen direkt am Ufank vun hirer Period de Problem upaken - vläicht ass dat geschitt -, mä net eréischt elo virun engem Joer den Dépôt vun dësem an onsen Aen awer e bèsse konfuse Projet de loi eranzerechen.

Den zweeten Deel vum Projet de loi befaasst sech mam Finanzéierungsmodus vun den Hëllefstellungen a promouvéiert och de Prinzip, net méi d'Institutioun u sech, dat heescht d'Plaz an enger Institutioun ze finanzéieren, mä de Prinzip ebe wou ech gemengt hat, awer e roude Fuedem an dësem Projet de loi ze gesi wou spezifische Besoin vun engem spezifische Kand oder vun engem prezise Kand an enger preziser Situatioun, déi temporär och kann evoluéieren, egal a wéi eng Richtung.

Orientéiert gëtt sech notamment, mä ech denken net eleng, um Prinzip, wéi en an der Assurance dépendance applizéiert gëtt. Vum Fong hier fanne mir déi Iddi och richteg. Well wa mer vu Recht op Hëllef schwätzen, musse mer se op d'Persoun achséieren an net op d'Institutioun.

Allerdéngs, an dat ass och schon hei genannt ginn, huet dës Prinzip fir Onrou an de concernéierte Secteure gesuergt. Onrouen, déi vläicht ze verstoe sinn, well net kloer viraussehbar ass, wat de finanziellen Impakt vun dësem Berechnungsprinzip kéint ausmaachen. An awer och zousätzlech, well eben dat Gremium, deen ONE ënnert der Mainmise vum Ministère, schlussendlech dat ass, denken ech, dat definéiert, wat den eenzelne Besoin ass, wat dee Besoin wäert ass, dat heescht, wat en och finanziell wäert ass, an domadder och d'Qualitéit vun engem Besoin schlussendlech definéiert; an da wiere mer séier bei der Diskussioun iwwer Qualitéit a Qualitätsstandarden ukomm.

Wie bitt dës Qualitätsstandard zu wéi engem Präis, respektiv dës Qualitätsstandard vun engem Besoin? Dee kascht eng Zomm xy. Mir denken awer och, Här President, datt dës Diskussiounen mussen an och solle gefouert ginn. Diskussiounen iwwer Qualitéit a Qualitätsstandarden am soziotherapeutische Secteur.

Si ginn awer och am Moment gefouert. E Règlement grand-ducal wäert och hei, denken ech, Forfaiten definéieren an de Modus vun der Präisnégociatioun. Hei keeft ee sech duerch dës Vote eppes, wou een allerdéngs de Präis nach net esou richteg dovunner kennt. A wéinst den Onrouen a puncto ebe Finanzement, déi opkomm waren, hunn d'Prestatairen dann och elo garantéiert kritt, datt se de Choix behalen tëschent - wéi d'Ministesch dat genannt hat - dem classesche System an deem neien, individuell op d'Persoun achséierte System. Ech mengen, et ass méi roueg ginn am Secteur doduerch. Dat ass richteg.

Meng Fro ass just, datt mir, Här President, net méi richteg verstinn, wat dann elo den intendéierte politesche Wëlle vun der Re-

gierung ass. Wann een den Auteur vum Projet de loi liest, da verst mer net méi esou richteg. Hu mer elo hei e politesche Wëlle fir ze soen, mir achséieren de Besoin elo op d'Persoun a mir garantéieren déi Suen, déi musse sinn, fir dee Besoin ze erfëllen? Oder soe mer, ma et kann ee sech et am Fong elo wiewe wéi ee wëllt?

Entweder kriss de eng Enveloppe oder du kriss et op de Besoin vum Kand.

Do verst mir de politesche Wëlle vun dëser Regierung an deem dote Punkt wierklech net méi ganz richteg.

An, Här President, mir kommen dann och wierklech net derlaanscht ze soen, datt dës Projet de loi iergendwou en „melting pot“ vu ville verschiddenen Elementer ass, déi wuel all eppes mateneen ze dinn hunn, awer net zesummen an een an an dësse Projet de loi passen. Ech erklären och meng Kritik.

An dësem Projet de loi ass zu der Demande, déi an de Konklusiounen vun där Spezialkommission «Jeunesse en détresse» stoung, als eenzeg Äntwert komm: d'Kreatioun vun engem ONE. Esou wéi en elo beschriwwen ass hei an dësem Projet de loi. Léist dat vill vun deene Problemer, déi an de Konklusiounen vun där Spezialkommission ernimmt gi sinn? Mir woen dat ze bezweifelen.

Zweet Kritik: Et ass net geduecht ginn, d'Jugendgesetz mateneen ze reforméieren an dat Ganzt - Jugendschutz a Kannerrecht a Kannerrecht a Jugendrecht - mateneen als ee Package ze verbannen.

Drëtt Kritik: Et gëtt keng Äntwert op den aktuelle Besoin um Terrain, d'Institutionen mateneen ze vernetzen, eng institutionaliséiert Plattform vu bestehende Strukturen ze schafen an hinnen d'Méiglechkeet an d'Logistik ze ginn, fir sech ze organiséieren.

Véiert Kritik: Et ass net dru geduecht ginn - dat ass och confirméiert gi vun der Regierung -, d'ASFT-Gesetz esou ze adaptéieren, fir d'Finanzéierung ze bestëmmen an deen Deel zumindest aus der Mainmise vum ONE erauszehuelen.

Fënneftens, an dat ass do, wou déi meescht Onkloerheet de Moment nach ass: D'Gemenge ginn iwwert de Bias vun dësem Projet de loi och an d'Flicht geholl, wat och net falsch ass. Allerdéngs wësse se, mengen ech, nach net vill dovunner.

Dësse Projet de loi ass tatsächlech en onkohärente Fourre-tout an domadder hu mer déi dach vill méi komplex Themen um Terrain net richteg ugepaakt. Dofir ass et ons als Gréng och ganz schwéier gewiescht, aktiv a kritesch an dësem Joer an deem Projet de loi matzeschaffen.

Ech denken, Här President, datt déi véier Motiounen, déi elo um Dësch leien, och beweisen, datt nach villes onkloer ass iwwert déi Propos vun deem Projet de loi, déi hei um Dësch ass, an ech wëll net drop zréckkommen, wéi meng Virgänger a Virgängerin, sief et Opposition oder Majoritéit, sech mëndlech dozou ausgedréckt hunn.

Mir froen eis, ob dat wierklech eng seriö parlamentaresch Aarbecht war, fir herno hei an e Plenum ze kommen, wou mer mussen iwwer eng Hällewull vu Motiounen ons assuréieren, datt mer dach awer eventuell op dee richtege Wee ginn.

Mir sinn der Meenung, datt verschiddene Gesetzer vläicht hätte misse gläichzäitig adaptéiert ginn.

» **Une voix.** - Dat ass awer net wouer.

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Dach, mir hunn an der Kommission iwwer Jugendschutz geschwat. Mir hunn och iwwert d'ASFT-Gesetz an der Kommission geschwat.

(**Interruption**)

Also, ech denken d'Regierung huet och kloer op déi Fro geäntwert. Si huet gesot: Et hätt een et och kënnen iwwert d'ASFT-Gesetz maachen. Mä mir hunn et elo virgezunn, et heiriwwer ze maachen. Dat war eng kloer Äntwert vun der Regierung.

(**Interruption**)

Dernieft wier d'Kreatioun vun enger richteger an onafhängeger Mediationsinstanz néideg. Et ka vläicht awer och nach kommen. Mir wëssen dat net. Et ka sech vläicht iwwert den ONE herno esou entwéckelen. Mä mir wëssen dat haut net. Et wär awer wichteg gewiescht, well dat och gefrot war.

Eng onafhängeg Mediationsinstanz, vläicht souguer an enger bestehender Instanz, déi Moyenen dozou kritt hätt, wär complémentaire zur Justiz noutwendeg gewiescht, fir zu enger effektiver Justice négociée ze kommen an ewech vun där



repressiver Konnotation vum aktuelle Jugendschutz zu Lëtzebuerg.

Natierlech zitt dat mat sech, dass och déi Institutionen, déi bestinn, an deem Kontext anescht gestallt musse ginn. Ech denken, do deele mir d'Suerg, déi och ëmmer répétéiert gëtt vun der Familljeministeschen.

Ech gi just e Beispill: Dräibur ass tatsächlech en Desaster. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir verletzen dach all Dag d'Kannerrechter hei zu Lëtzebuerg, schonn eleng duerch de Fait, dass mer Mannerjäreger nach ëmmer am Prisong setzen hunn.

Elo virun e puer Méint, virun zwee Méint ass gemengt ginn, dass mer sollen an deem Projet de loi an der Rubrik Preventioun de Suicide och ernimmen. Dat wär e wichtegt Thema an dat solle mer och nach an dee Projet de loi erasetzen.

Här President, de Suicide bei Jugendlechen ass esou eng dramatesch Ugeleeënheet, a mir sinn och zu Lëtzebuerg nawell betraff dovunner. Et weist op e Mal-être hin, wou mir mengen, dass et net ubruecht ass, dat nach einfach esou an e Projet de loi eranzesetzen, mä dass mer eis dann am Fong geholl hätte sollen Zäit huele fir dat Thema, wann et dann och soll an e Projet de loi erakommen.

Dofir, Här President, si mir net esou zouversichtlech wéi déi aner Parteien, mat allem Respekt fir d'Regierung, fir de Ministère a fir d'Ministesch. Mir wëllen esou e Projet de loi, wou mer net wëssen, a wéi eng Richtung dat an herno wëllt goen, net stëmmen; fir net herno reprochéiert ze kréien, mir hätten e Projet de loi gestëmmt, wou sech herno schlussendlech eng Richtung erausdefiniéiert, déi mir als Gréng net kënne matdroen. Dofir wäerte mir a musse mir géint dese Projet de loi stëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolaschteren.

**» M. le Président.** - Merci, Madame Loschetter. Den honorabelen Här Gibéryen huet elo d'Wuert.

**» M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll vun eiser Säit aus fir d'éischt dem Kolleeg Jean-Paul Schaaf Merci soe fir säi Rapport, de schrëftleche wéi de mëndlechen, deen hie gemaach huet.

Basis fir dese Projet, kann ee soen, ass zum Beispill een Deel d'Resultat vun der Spezialkommissioun «Jeunesse en détresse», där hir Aarbecht de 26. November 2003 duerch en Débat d'orientation hei am Haus ofgeschloss ginn ass. Haut, fënnf Joer méi spéit, hu mer dann e Projet de loi hei leien, dee wuel eng Zäit laang gebraucht huet, mä en ass awer haut hei an der Chamber ukomm.

De Rapporteur huet ganz explizit de Mëtteg d'Ziler vun deem Projet Artikel fir Artikel virgestallt, an dat hunn och meng Virriedner gemaach, esou dass een net méi brauch am Detail op de Projet de loi anzegoen.

De Kader, deen dëst Gesetz soll maachen, soll a priori fir d'Kanner an d'Jugendlecher en détresse sinn an, wéi de Statsrot et och wollt a wéi et am Titel derbäikomm ass, wou d'Famill och nach bäigesat ginn ass.

Déi aktuellsten Zuelen, déi bekannt sinn, wivill Kanner hei am Land am Abléck betraff sinn: Et sinn der 872 op den 1. Januar 2006. Dovunner sinn 173 Kanner am Ausland. Mir schwätzen also net vun näischt hei. Mir schwätze vun enger enorm grousser Zuel, déi eis Gesellschaft u Kanner huet, déi se am Stach gelooss huet.

Déi prinzipiell Meenung vun der ADR ass, dass ee muss, fir deem Fléau do entgéintzewierken, e globaalt Konzept hunn: d'Kand och a sengem globale Kontext considérieren, dat heescht an der Famill, an der Schoul, an der Structure d'accueil, do wou et also leeft, do wou et sech ophält; zweetens, all Situatiounen mat berücksichtigten, déi kënne un Ursprung stoen, souwuel vun de Problemer beim Jugendleche wéi bei der Famill; drëttens, adequat a generell Moosnamen huelen, fir all Kanner a Jugendlecher; véiertens, d'Rechter vum Jugendlechen an der Famill respektéieren, a fënneftens, e koordinéierten an effikasse Réseau opbauen. Dat sinn Ziler, op déi mer mengen, dass ee misst d'Politik am Interessi vum Jugendschutz oder Jugendrecht ausrichten.

Wichtig fir ons ass awer d'Preventioun. Mir géife souguer soen: Dass ass de wichtigste Deel, deen eis misst politesch engagéieren. D'Familljepolitik ass een enorm wichtegt Thema, dat des Öfteren heibannen diskutéiert gëtt, mä dat awer, wa mer d'Resultat kucken, nach hei am Land ëmmer zu engem gewësse Punkt e Stéifkand ass.

Gesond Famillje sinn de beschte Garant, fir dass mer déi dote Problemer net esou oft

kënnen erliewen. Gréisstendeels liewen eis Kanner an der Famill, an der Schoul oder an der Structure d'accueil. Et si virun allem des zwou Plazen, engersäits d'Famill an déi aner Säit déi schoulesch Infrastrukturen, wou d'Kanner sech am meeschten ophalen an déi dann och mussen zesummeschaffen. Well et ass hei op deem Niveau, wou ganz vill Problemer vun de Kanner un éischter Stell festgestallt ginn.

Et ass wichteg, dass d'Leier- an dat gesamt pedagogesch Personal esou geschoult ass oder muss ginn, fir eventuell Schwächen oder Problemer bei Kanner esou fréi wéi méiglech kënnen ze detektéieren. Duerfir, net nëmme bei der Integratioun, dem Précoce, dee mer virun enger Rei vu Joren agefouert hunn, mä och am Kader vun deser Campagne ass et wichteg, dass mer de Kanner esou fréi wéi méiglech kënnen mat geschoultem Léier- a pedagogeschem Personal am Précoce begéinen. Well wat d'Problemer méi fréi festgestallt ginn, wat éischter kann drop reagiert ginn.

Zerrappte Familljen hunn oft Konsequenzen, ënnert deenen d'Kanner am meeschten ze leiden hunn. A gescheete Famillje si ganz oft d'Kanner déi Leidtragend, déi do d'Konsequenzen ze droen hunn.

Eis Lëtzebuerger Schoul entléisst all Joer vill ze vill Jugendlecher aus der Schoul ouni Ofschloss. Dass ass d'Resultat awer och - musse mer soen - vun enger Schoulpolitik, déi iwwer Jorzéngte versot huet, well mer et net fäerdeg bruecht hunn, d'Schoul esou ze reforméieren, dass net op d'Schwächen, mä op d'Stärken vun de Kanner gesat ginn ass, an dass mer eis Kanner dohinner forméiert hunn, dass se wierklech herno an eiser Gesellschaft an um Aarbechtsmaart kënnen existéieren. Mäi Kolleeg Robert Mehlen huet virun zwee Deeg hei an der Chamber am Detail deen dote Volet entwéckelt.

D'Konsequenze fir déi Kanner, déi ouni Schoulofschloss erauskommen, si ganz dacks dramatesch, net nëmme wat den Aarbechtsmaart ubelaangt, mä si ginn och dacks sozial an aus der Gesellschaft ausgegrenzt, an da leien der leider och eng Partie vun hinnen op de Stroossen, well se keng Zukunftsperspektive gesinn.

D'Suicidë sinn hei zu Lëtzebuerg ganz héich. Mir leien an Europa wäit mat am Spëtzelot. Leider sinn et och ganz vill Jugendlecher, déi mat hirer Situatioun net fäerdeg ginn oder an der Famill, an der Schoul oder am Frëndeskrees.

D'ADR ass duerfir der Meenung, dass mer éischter prioritär eng Politik musse maachen, déi de Familljen hëllef, fir dass se eegestänneg an uerdentlech an eiser Gesellschaft kënnen fonctionnéieren; zweetens, dass awer bei Familljen oder Jugendlecher, wou Problemer bestinn, eist éischt Zil muss sinn, net prioritär Kanner a Strukturen ze placéieren, mä villméi deene Familljen ze hëllef, fir dass se wa méiglech zesumme kënnen hir Problemer doheem léisen. Mir brauchen awer déi Strukturen fir déi Fäll, wou mer keng Léisung fannen. Dass sinn der leider ze vill.

Mir sinn awer och der Meenung, an dat hunn eis vill Leit gesot, mat deene mer an der leschter Zäit geschwat hunn, dass se der Iwwerzeugung sinn, dass hei am Land d'Kanner vill ze vill séier vun den Elteren ewechgeholl ginn a vum Stat a Strukture placéiert ginn. Ee Beispill ass, wou eng Famill mat fënnf Kanner déi fënnf Kanner ewechgeholl kritt huet, well d'Mamm effektiv iwwerfuert war. Vill méi schlëmm war awer, dass déi fënnf Kanner a fënnf verschidde Strukturen placéiert si ginn, wat fir déi Kanner, fir jiddfer eenzelt, eng Katastroph war, an d'Mamm och dorophi komplett zesummegebrach ass.

Eiser Meenung no wier et méi wichteg, dass mer an esou Fäll net géifen d'Famill auseruerappen a se dann nach méi beaaschten, mä dass een och do géif - an dat hei Gesetz misst dat jo och elo zouloossen - Leit an d'Famill schécken, fir an der Famill ze hëllef, well wann esou eng Famill vläicht all Dag e puer Stonnen Hëllef kritt vu geschoulte Leit, déi hinne géifen do hëllef, wou Problemer sinn, an hinne géife weisen, wéi se aus de Problemer kéinten erauskommen, dann hätte mer wahrscheinlech méi geschafft. Wa mer eng Person an eng Famill géife schécken, fënnf oder aacht oder jee nodeem wéi vill Stonnen, dann hätte mer där Famill méi gehollé, mir hätten e bessert Resultat, an et wier sécherlech zum Schluss och nach méi bëlleeg.

**» Une voix.** - Très bien!

**» M. Gast Gibéryen (ADR).** - D'Aarmut ass en anere Problem, dee mer hei zu Lëtzebuerg kennen.

Quitte dass mir d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg d'selwecht definéieren, wéi se am Ausland definéiert gëtt, an doduerch eis Aarmutsgrenz, a Frangen oder an Euro ausgedréckt, vill méi héich läit, hu mer awer 14% vun de Kanner zu Lëtzebuerg, déi ënner oder ëm d'Aarmutsgrenz liewen. 40% vun deene Kanner hu Retarden an hirer Entwécklung. Et ass och d'Resultat vu politeschen Décisiounen, dass eise Solidaritéitsprinzip, vun deem mer esou dacks schwätzen, dach awer an den Hannergrond réckelt.

Mir mierken, dass mer och heibannen an den Diskussiounen, wann et ëm d'Ëmverdeele vun uewen no ënne geet, ganz dacks Problemer hunn. Mir hunn, wéi mer virun zwee Joer de Kannerbonus agefouert hunn, vu verschidde Säiten heibannen héieren, dass dunn d'Solidaritéit net méi esou grouss war.

Ech muss allerdéngs soen, dass déi Oppositiounen sech an der Zwëschenzäit geluecht hunn, well bei deenen neien Décisiounen, déi elo proposéiert si ginn, fir Crédits d'impôts anzeféieren, wat also eng Negativsteuer ass - also eng Ëmverdeelung vun uewen no ënnen -, sinn ech frou feststellen, dass déi an der Zwëschenzäit awer praktesch op kee Widerstand méi stoussen.

Dass ass eng Ëmverdeelung vun uewen no ënnen, an dat schéngt mer och wichteg ze sinn, dass mer also de Familljen, virun allem deenen, déi schwaach dostinn, méi zur Verfügung stellen, well d'Aarmut ass och ee vun de Problemer, ënnert deenen a priori d'Kanner leiden, an d'Aarmut ass och haut ëmmer méi, wann eis Informatiounen richteg sinn, eng vun den Ursaachen, déi um Ufank stinn, dass herno musse Kanner placéiert ginn.

Ech betounen also nach eng Kéier, dass et fir eis méi wichteg ass, dass mer d'Ursaache vun där Problematik uginn, dass mer an d'Bekämpfung vun der Aarmut investéieren, wéi wa mer herno mussen an d'Follege mat hiren dramatesche Konsequenzen investéieren.

Fir eis ass och d'Matsproocherecht vun de Kanner a vun den Eltere wichteg. Haut si mer jo um Internationalen Dag vun de Kannerrechter. Mir wieren och duerfir frou, wa mer géifen hei zu Lëtzebuerg - an ech mengen, d'Virriedner hunn dat och scho gesot - d'International Kannerrechtskonventioun oder déi vum Conseil de l'Europe esou séier wéi méiglech ëmsetzen, well déi eis dann och géifen an d'Gitt huelen, fir ze reagéieren, an eis an d'Flicht géifen huelen, fir dass verschidde Gesetzer géifen ëmgeännert ginn, fir konform zu deene Konventiounen ze ginn.

Et ass vläicht grad dat eng Ursaach, déi dat och dokumentéiert, well mer déi Konventiounen net ëmsetzen, well eben d'Politik, d'Regierung verschidde Saachen, déi an deene Konventiounen stinn, déi mer wuel als Land mat ënnerschriwwen hunn, awer nach net ëmgesat hunn, fäert oder deenen och net Rechnung droe wëllt an dann hei am Land och net déi eenzel Gesetzer a Bestëmmunge revidéiere wëllt.

Den ONE, Office national de l'enfance, deen elo hei agefouert gëtt duerch dëst Gesetz, ass vu menge Virriedner haut vu ville Säiten ugeschwat ginn, virun allem wat seng Roll, seng Kompetenzen a Fonctionnement ubelaangt.

Ass et eng zentral oder/an eng zousätzlech Instanz ënner engem Ministère? Wéi wäit gi seng Fräiheeten? Wéi wäit kann en de Fuederungen, déi mir an esou engem Gesetz stellen, gerecht ginn?

Am Projet ass virgesinn, dass d'Kanner an d'Famillje sech kënnen direkt un deen nei geschafenen ONE wenden. Et ass awer d'Fro, wann no de Propositionen vläicht keng Accorden zustane kommen, wann et dann eben do eng Décisioun gëtt a leschter Instanz vun dem Direkter, ob d'Familljen oder d'Kanner dann och eng Méiglechkeet hunn, do schonn e Recours ze maachen oder eng Contre-expertise ze verlaangen iwwert dat, wat iwwer si decidéiert ginn ass.

D'Rolle vum ONE an de Jugendgerichter sinn awer och eiser Meenung no net kloer definéiert. An ech hunn, mengen ech, aus de Wierder vun der Madame Err an der Madame Loschetter hei eraushéieren, dass déi, déi an der Kommissioun sinn, dat och esou gesinn. Well ech muss do soen, dass mir an deser Kommissioun net vertrauede sinn an duerfir der Meenung waren, dass mir als Netmembre vun där Kommissioun bei der Lecture vum Text dat vläicht net esou richteg géife verstoen. Mä mir hunn awer de Mëtteg hei confirméiert kritt, dass déi Leit, déi an där Kommissioun sinn, och ganz vill Problemer hu mat der Interpretatioun, wéi dann elo sollen den ONE respektiv

d'Jugendgericht zesummen oder niewenteneen oder matenee fonctionnéieren.

Prinzipiell si mer och der Meenung, dass d'Kanner net op d'Jugendgericht gehéieren, mä dass den ONE eng éischt Ulaftell soll sinn. D'Fro ass awer: Wann elo Instanzen oder Kanner sech um Gericht mellen, gëtt dann d'office dat weidergeleet un den ONE oder bleift dat dann um Gericht?

D'Fro stellt sech och, wann d'Kanner oder d'Eltere mat den Décisiounen vum ONE net averstane sinn, si mer dann erëm an der aler Prozedur dran, dass et dann automatesch erëm weider op d'Gericht geet?

Dat sinn eng Rei vu Froen, wou mer frou wieren, wa mer nach eng Äntwert op se kriteren.

D'Finanzéierung ass en anere wichtige Deel, deen an deemem Gesetz behandelt gëtt. Do ass am Gesetz eng nei Méiglechkeet niewent där aler, dat heescht, wou soss de Stat iwwert de Budget Poste fixéiert a finanzéiert, gëtt elo am Fong eng nei Variant geschaf, wou no Leeschtungen eng Facture ausgestallt gëtt, no Leeschtungen, déi op Stonnen oder Wochen oder Méint ausgedehnt ginn. Ähnlech, géif ech soe vläicht, wéi bei der Fleegeversécherung, wou mer och e System hunn, wou esou vill Stonnen zur Verfügung gestallt ginn oder Minutten, déi da vun der Fleegeversécherung bezuelt ginn.

De Problem mam Personal, wat fest agestallt ass, schéngt eis awer hei e seriöse Problem ze sinn. Duerfir sinn och vläicht déi gewëssen Onrouen am Secteur opkomm, well mir wësse jo, dass déi eenzel Etablissementer déi Leit mussen - an dat ass och richteg esou - mat engem feste Vertrag astellen. A wa se da finanzéiert ginn opgrond vu Kanner oder Jugendlechen, déi se bei sech ophuelen, an dofir dann d'Stonnen oder esou finanzéiert kréien, a si hunn zu engem gewëssenen Zäitpunkt net méi genuch Kanner an engem Haus, wat elo wëschenswäert wier, dann hu se awer hiert Personal fest agestallt. Dowéinst gesäit d'Gesetz zwar vir, dass fir déi doten eng gewëssen Iwwergangszäit kann do sinn, wou dann de Stat fir déi Leit eppes ka bezuelen.

Mä mir mierken, dass och am Kader vun der Fleegeversécherung déi Haiser, déi awer fest Personal agestallt hunn, ëmmer erëm kucken, fir och genuch Fleegefäll an hir Haiser eranzekréien, fir iwwert dee Wee dann och d'Käschte gedeckt ze kréie vun deem Personal, wat se definitiv agestallt hunn.

Mir fäerten, dass mer hei dann och kéinten an esou eng Situatioun kommen, déi zur Konsequenz hätt, dass herno am Fong géife Kanner placéiert ginn, well mer esou vill Leit beschäftegt hunn, deenen hir Paie musse bezuelt ginn an déi nëmme kënnen bezuelt ginn, wann och esou vill Kanner do betreit ginn. D'Realitéit kann déi sinn, an duerfir, och wann de System elo zouléisst, dass déi eenzel Leit de Choix kënnen hunn tëschent deem alen an deem neie System, fäerte mir awer, dass dat doten net onbedéngt positiv ausgeet.

Dann hu mer eng ganz Rei vu Reglementer ze huelen. Ech mengen, dass villes nach opsteet an deemem Projet, wat net beäntwert ass. Dass beweist einfach och, dass hei Motiounen deponéiert gi sinn, wou ebe gekuckt gëtt, dass d'Kommissioun oder d'Chamber nach informéiert gëtt, wat an de Reglementer steet. Et ass also nëmme e Kader, géif ech soen, mä d'Ausféierungsbestëmmungen, wéi et wierklech herno an der Praxis fonctionnéiert, sinn zu deemem Zäitpunkt net do.

Et ass also och net gewosst, wéi herno de Fonctionnement genau vum ONE oder vum Conseil supérieur ass. Mir wëssen net, wéi déi genau Zuel vu Personal ass. Et ass just opgezielt, wat fir eng Leit géifen dohinner kommen.

Gëtt dat elo all Joer iwwert d'Budgetgesetz oder gëtt dat vum Ministère festgeluecht? Wéi grouss kann dee Personalstand ginn?

Et ass och net opgefouert, och net an de Rapporten, wéi de Käschtepunkt géif ausgesi vun deem Ganzen.

Et sinn also eng ganz Rei vu Froen, déi op sinn, Här President, Dir Dammen an Dir



Hären, wat och net zouloosse wäert, datt mir als Partei dësem Projet kënnen zoustëmmen, et sief, datt d'Madame Ministesch eis op all déi Froen a Bedenken, déi mer hunn, elo géif eng kloer Äntwert ginn.

►► **Plusieurs voix.** - Très bien!

►► **M. le Président.** - Merci, Här Gibéryen. Dann huet nach den Här Jaerling d'Wuert.

►► **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Ech sinn net méi esou schnell. Dat Eenzezt, wat ech séier maachen, ech gi séier midd.

Merci, Här President. Och dem Här Rapporteur wollt ech Merci soe fir säin explizite Rapport, deen all déi Aarbechten, déi an der Kommissioun gemaach gi sinn, kloer opgezeechent huet. Ech wëll elo am Ufank net am Detail op de Projet agoen, mä einfach emol kloerstellen, em wat et geet.

Et geet em d'Kanner, a mir mussen eis bewusst sinn, dass d'Kannerzäit an d'Jugendzäit déi schéinsten Zäit vun engem Mënsch ass, normalerweis, wann en deementsprechend encadréiert gëtt. Dat kënnen natierlech déi net verstoen, déi direkt grouss op d'Welt komm sinn. D'Kanner ze schützen, fir hinne vun Ufank un eng schéi Kandheet a Jugend ze garantéieren, dat ass eis Pflicht. Mat dësem Projet, an deenen domadder agefuerten Institutioenen an Infrastrukturen, gëtt dës Méiglechkeet geschaf, och wann do hannendrun nach eng Rei Reglementer leien, fir d'Ausféierungsbestëmmunge méi kloer ze maachen. Déi Reglementer hunn de Virdeel, dass se méi flexibel sinn, esou dass net all Kéier muss um Gesetz nogebessert ginn.

Dat Gesetz hei hëlleft d'Kanner ze schützen, well et gëtt einfach näischt méi Verwerfleches a Schlëmmes, wéi wann eng Persoun, an déi e Kand Vertrauen huet, sech un him vergräift oder hir Autoritéit méissbraucht, fir hiren eegene Frust un engem Kand auszeloossen. Mä ech wëll awer soen, dass bei alle Schutzmoosname fir d'Kand, awer och net vergiess d'äerf ginn, dass d'Elteren nach ëmmer d'Autoritéit iwwert d'Kanner behale mussen, an dass et nach ëmmer hir Roll muss bleiwen, de Kanner schonn ab dem jéngsten Alter hir Grenzen ze weisen, fir se drop virzebeereeden, dass am Liewen net alles esou geet, wéi se dat wëllen, mä dass et ëmmer erëm eng bestëmmten Uerdnung ze respektéiere gëtt.

Kanner verspiere alles méi sensibel wéi Erwuessener, hunn awer och ganz oft d'Tendenz, viles, wat Erwuessener maachen, als normal ze ëmfannen. Oft reagéiere se dann eréischt ze spät, wa se bis mierken, wat wierklech mat hinne geschitt. Dofir mengen ech, dass de Volet vun der Preventioun, menger Usicht no, mat ee vun deene wichtegste Voleten an dësem Gesetz ass an dofir muss intensiv gefördert ginn.

Här President, elo zum Projet. Mir hate 14 Méint laang Zäit, fir an der Kommissioun dee Projet ze diskutéieren. Et si wuel eng Rei Iwwerleungen erabruecht ginn, fir Verschiddenes ze ännere respektiv ze verbesseren. Mä elo stellen ech fest, dass hei eng ganz Rei Kritiken ubruecht ginn a Motioune virleien, déi d'Gesetz am Nachhinein wëlle verbesseren, respektiv déi dorobber erauslafen, eng schnellstméiglech Evaluatioun dovun ze maachen.

Wann een och domat d'accord ka sinn, dass eng Evaluatioun vun deem Gesetz soll kommen - well et gëtt jo kee Gesetz, wat perfekt ass, an doriwwer eraus ass et jo kloer, dass een ëmmer soll kucken, ob dat, wat een agefuert huet, och dat ass, wat ee wierklech wollt -, hunn ech, trotz alle Kritiken, déi an der Kommissioun virbruecht gi sinn, och haut keng konkret Argumenter héieren, fir dat Gesetz besser ze maachen, an deem Sënn wéi Verschiddener dat hei gäit gehat hätten.

Et schéngt mer also, wéi wa Verschiddener 14 Méint laang an der Kommissioun geschlof hätten an elo hei, an der politescher Final, e bëssen erwächen, hei grouss optrieden an dat Gesetz praktesch ganz a Fro stellen. Dat ass eppes, wat ech net verstinn, a wou ech einfach soen, dass dat awer wierklech e schlechte politesche Stil ass,

well et kann een zu all Moment an der Kommissioun Amendementer erabrëngen. Amendementer, déi begrënnt oder fundéiert sinn, sinn och nach ni - souguer meng net, an dat wollt ech och emol op dëser Plaz gesot hunn - an enger Kommissioun op d'Säit geluecht ginn, wéi wa se näischt wäert wäeren, mä si sinn ëmmer diskutéiert ginn, an hir Valeur ass ëmmer apprécieert ginn.

Wann een also wierklech hätt wëllen dat Gesetz hei besser maachen, dann hätt ee 14 Méint laang Zäit gehat, fir seng Amendementer eranzebrëngen, an et hätt ee souguer haut nach Zäit gehat, fir Amendementer eranzebrëngen. Leider sinn där Amendementer keng komm. Ausserdem fannen ech, dass dat Gesetz awer nach guer net esou schlecht ass, wéi dat hei deelweis duergestallt ginn ass, an dofir wäert ech et och stëmmen.

(*Interruptions diverses*)

►► **M. le Président.** - Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo d'Regierung, d'Madame Minister Jacobs.

►► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif wëllen ufänke fir dem Här Rapporteur Jean-Paul Schaaf meng Félicitatioune a mäi Merci auszedreche fir säi gudde Rapport, deen en esougutt schrëftlech wéi och mëndlech gemaach huet.

Zweetens géif ech mech deene Wiederer vum Här Jaerling uschlëssen. 14 Méint hate mer Zäit fir Amendementer. Et ass eng Kommissioun, an där ech all Kéier do war, a wou all Kéier jiddferee gefrot gouf, wat en dozou ze soen hätt. Wann een dann näischt dozou ze soen huet, dann ass et vläicht awer e bësse bëlle, heihinner ze kommen an ze soen: Mir kënnen dat net stëmmen, well mer wëssen net, wat et heescht. Doriwwer muss jiddferee mat sengem Gewëssen eens ginn, ob en haut dat Richteg mécht vis-à-vis vun de Kanner, oder ob en dat net mécht. All Gesetz kann ëmmer verbessert ginn, kann all Dag verbessert ginn, mä wann een net wëllt, dat e Gesetz kënnt, da mengen ech awer, datt een domadder seng Pflicht net erfëllt huet.

Här President, ech hunn 20 Minutten Zäit, fir hei zu all deene Froe Stellung ze huelen a meng Kommentaren iwwert d'Gesetz ze maachen. Ech si frou, datt et den 20. November ass, datt et de Kannerrechtsdag ass, an och haut deen Dag ass, wou d'Madame Rodesch als Presidentin vum ORK hire Rapport presentéiert. Wann Der dee bis hutt - ech hunn en haut de Moie kritt, mat den Explikatioune derbäi -, da wäert Der gesinn, datt deen dëst Joer zu engem groussen Deel der Aarmut gewidmet ass. Ech denken, datt eng Partie vun de Kommentaren a Virschléi, déi do gemaach ginn, och heihinner passen, an datt et wichteg ass, datt mer dat maachen.

Am Artikel 2 vum Projet soe mer, datt mer déi grouss Prinzipien vun der Kannerrechtskonventioun wëllen ëmsetzen - de Respekt vum Kand, d'Gläichheet vun all Kand, d'Verbidde vun all Form vun Diskriminatioun, den Intérêt supérieur vum Kand -, dat heescht, datt d'Länner, d'Gemengen, d'Familljen, d'Schoulen, d'Spideeler, d'Maisons relais sech dozou engagéieren, fir d'alleréischt am Interessi vum Kand ze agéieren.

Mat dem Artikel 2 gëtt och all Form vu Gewalt géint Kanner verbueden, an ech wëll drop opmierksam maachen, datt extra an dësem Gesetz drasteet, datt mer eis och do dergéint wieren, datt Genitalverstümmelungen hei zu Lëtzebuerg d'äerfe virgeholl ginn.

Mat dësem neie Gesetz gi mer och an de Krees vun 18 aneren europäesche Länner opgeholl, déi sech, op Initiativ vum Europarat, per Gesetz fir eng Erziéung ouni Gewalt an de Familljen, an der Schoul an an der Gesellschaft setzen. An deem Kontext géif ech lech wëllen un eng Elterecampagne mat Broschüren a Plakaten erënnere, déi de Familljeministère fir de Familljendag, de 15. Mee dëst Joer, lancéiert hat. Iwwregens, wa mer am Gesetzesprojet vu Kanner schwätzen, dann iwwerhuele mer och Definitioune vun der Kannerrechtskonventioun, wou gemengt ass, datt e Meedercher a Jongen ënner 18 Joer sinn, wou d'Hëllef awer kënne virgoen, esou wéi dat och de Moment scho geschitt, wann d'Kanner méi wéi 18 Joer al sinn.

Haut de Mëtteg stinn d'Kanner, déi an eisem Land liewen an an Nout sinn, am Mëttelpunkt. Ech muss lech soen, datt déi Nout vill verschidde Facetten huet, an datt d'Ausmooss vum Misär fir mech ëmmer erëm erschreckend ass. Ech soen lech e puer Beispiller: Puppelcher, déi op d'Welt

kommen a schonns virun der Gebuert drogenofhängeg sinn; Meedercher a Jongen, déi vu klengem un doheem Affer gi si vu schlëmmster séilescher, kierperlecher a sexueller Gewalt; Jonker, déi u sech selwer, an hirer Situatioun verzweifelen an als eenzegene Auswee de Suicide gesinn; Jonker, déi als Kanner vill Gewalt erlieft hunn, an elo selwer op Gewalt zréckgräifen, fir sech duerchsetzen.

(*Mme Colette Flesch prend la Présidence*)

Dat, wat mir am Interessi vun dëse Kanner wëlle realiséieren, ass, an den Approché vum der Kannerrechtskonventioun, d'Protection de l'enfant, d'Prestation de services an d'Participatioun. Selbstverständlech brauche mer zu Lëtzebuerg net bei null unzefänken. Mir hunn eng ganz Rei vu Gesetzer a Reglementer, déi jo d'uerch dëst Gesetz net ausser Kraaft gesat ginn: weder d'Kannergeld nach d'Sécurité sociale nach d'Éducatioun nach d'Santé, Transport, Kultur oder Sport oder och d'ASFT-Gesetz.

Mir hunn iwwert d'Land verdeelt e ganz räicht Netz vu villen ënnerschiddleche Servicer, déi de Kanner an hire Familljen hëllef, wa se an Nout sinn. An all Joer ginn et erëm nei Servicer a spezialiséiert Servicer, déi entstinn, fir mat innovativen Konzepter op aktuell Noutsituatioune ze äntwerten. Dofir wëllt ech deene ville Fraen a Männer, déi sech heifir berufflech oder bénévolé engagéieren, mäi Respekt a mäi Merci soen. Mat dësem neie Gesetz wëlle mer hir Aarbecht encouragéieren an och nohalteg ënnerstëtzen.

De Projet de loi iwwert d'Aide à l'enfance schafft keng nei Servicer, mä en definéiert en neie Kader, an d'Elementer vun deem Kader sinn, datt eischtens d'Kand a seng Familljen d'Recht hunn, fir Hëllef ze froen. Si hunn d'Recht, datt hir Noutsituatioun ënnerstëtzt gëtt.

Zweetens, ob ee Kand Hëllef brauch a wat fir eng Hëllef néideg ass, soll eng onofhängeg a fachlech kompetent Instanz entscheeden, dat ass den Office national de l'enfance.

Drëttens, am Beräich vun der Aide à l'enfance gëtt de Prinzip vun der Participatioun vun de Kanner a vun hiren Eltere fest verankert an en Hëllefplang gëtt eréischt gëlt, wann d'Kanner an d'Eltere mateneen ënnerschriwwen hunn.

Véiertens, de Projet mécht d'Lëscht vu 26 ënnerschiddlechen Hëllef, déi vum ONE a vum Jugendgeriicht kënne proposéiert oder ordonnéiert ginn. Souwäit d'Prestatiounen disponibel sinn, engagéiert de Stat sech, iwwert de Wee vun enger forfaitaire Participatioun d'Käschten derfir ze droen. Domadder garantéiere mer, datt vill Kanner mat Problemer Hëllef kréien, wou haut entweder keng Kreditter oder keng konventionéiert Plazen zur Verfügung stinn.

Et ass de Mëtteg ewell méi dacks gesot ginn: Bis elo hu mer dat net a mir maachen dat och net a mir hunn och ni dru geduecht, d'Gesetz vum 10. August 1992 iwwert d'Protection de la jeunesse ofzeschaffen, mä et sinn awer eng Rei vun Ënnerscheeder, déi an deenen zwee Gesetzer dra sinn.

Wéi all Land ronderëm eis, wëlle mir daitlech ënnerscheeden zwëscht Jugendhëllef a Jugendschutz. Op där enger Säit steet eng Initiativ, déi all bedeelegt Partei froen an déi fräiwëlleg ass. Op där anerer Säit hu mer d'Agräife vum Stat iwwert den zoustännege Riichter, deen am Interessi vum Kand a fir d'Kand ze schützen alle Parteien eng Rei vu Mesuren, wann néideg, imposéiere kann.

Bis ewell hu mer hei zu Lëtzebuerg kee formelle Kader fir déi Décisioune, déi aussergeriichtlech kënne geholl ginn. Bei eis am Land ginn zurzäit ronn 80% vun de Kanner an de Foyeren an Heemer dohinner vum Riichter placéiert, a vill vun de betroffenen Famillje fille sech doduerch ofgestempelt, veruerteelt a vun der Erziéung vun hire Kanner ausgeschlossen. Et ass dacks e schlechten Ausgangspunkt fir eng gutt a sennvoll Elterenaarbecht. Esou eng Elterenaarbecht muss awer vun den Heemer zum Wuel vun hire Pensionnaire geleescht ginn.

Zu Recht krute mer op internationalem Plang de Virwurf gemaach, datt mer eis Hëllef fir Kanner a Jugendlech iwwerméisseg de Geriichter mat hiren Décisioune géifen iwwerloosen a Rieds geet vun enger iwwerfälliger Déjudiciarisation vun der Aide à l'enfance. Mir brauchen och déi aussergeriichtlech Instanzen, wéi se an eisen Nopeschlänner bestinn, d'Jugendamt an Däitschland, d'Direction départementale des affaires sanitaires et sociales a Frankräich, oder och den Office de la naissance et de l'enfance, deen och ONE an der Ofkierzung heescht, an der Communauté française bei de belschen Noperen.

Ech sinn och frou, datt mer an där jëtzege Versioun vum Gesetzesprojet all eventuell Mëssverständnisse aus dem Wee geraumt kruten an ech géif dofir wëllen eisem Expert, dem Här Jean Zermatten, villmoos Merci soen. Den Här Zermatten ass selwer e Schwäizer Jugendriichter gewiescht an ass haut de Vizepresident vum UNO-Comité fir d'Kannerrechter.

Am Artikel 5 steet, datt d'Jugendgeriicht all Kéier befaasst muss ginn, wann d'Kand a physescher oder séilescher Gefor ass, a wann ee Gesetz net respektéiert gouf. All Décisioun vum Riichter steet iwwer Propositioune, déi den ONE ausschafft. An all Fall, deen dem Jugendriichter virläit, kann den ONE just op formellem Wonsch vum Riichter agräifen.

Et ass also net den ëmgekéierte Wee, datt de Riichter dem ONE eppes muss ginn. E kann dat maachen. E muss dat awer net maachen. Mä wann den ONE gesäit, datt e Problem ass vun engem Kand an d'Elteren oder d'Kanner net domadder d'accord sinn, da muss e selbstverständlech dat virugi bei de Jugendriichter, fir d'Kand domadder och net an d'Gefor ze setzen.

Dat gesot, ass et selbstverständlech den ausdréckleche Wonsch, datt all betreffen Instanzen am Interessi vum Kand enk zesummeschaffen.

Den ONE huet net nëmme d'Missioun, fir mat den Elteren an de Kanner ze schaffen, op si ze lauschteren, hinne Rechnung ze droen a si ze motivéieren; et ass och seng Aufgab, fir all Prestatairë ronderëm een Dësch ze huelen an déi néideg Hëllefplang mat hinnen zesummen auszeschaffen.

Am Familljeministère hu mer um Beispill vu reelle Situatioune mat de Vertrieeder vun deenen ënnerschiddleche Gremien dat duerchgespillt, wéi déi Zesummenaarbecht mam ONE konkret kann ausgesinn. Fir déi oppen a fair Zesummenaarbecht geet mäi Merci un d'Mataarbechterinnen an d'Mataarbechter vun der Entente des gestionnaires des centres d'accueil, vun der Association des directeurs des centres d'accueil vum SCAS, vum CPOS an och vun der Ligue médico-sociale.

Dir gesitt also, datt dat net eppes ass, wat mer hei an d'Land setzen, mä wat mer och probéiert hunn ze kucken, ob et an der Realitéit kéint fonctionnéieren.

Deen neie Conseil supérieur ass fir mech e wichtege Garant vun oppener a kompetenter Zesummenaarbecht am Beräich vun der Aide à l'enfance et à la famille an an deem Gremium sinn déi implizéiert Ministèren, d'Gerichtsinstanzen, d'Prestataire an och déi professionell Acteuren aus deene verschiddene Beräicher vertritt. Dräi vun deene 16 Membere gi bestëmmt duerch déi Associatioune, déi d'Familljen, d'Elteren oder déi Jugendlech verrieden, an domat sëtze si och mat um Dësch, wou dann deen heite Projet mat ausgefuert gëtt.

(*M. Lucien Weiler reprend la Présidence*)

Den Office national de l'enfance ass onofhängeg. Dat heescht, hien ass selwer net Prestataire. An domat steet en och net a Konkurrenz mat all deene Servicer, déi ënnerschiddlech Moosnamen organiséieren.

Den ONE iwwerhëlt déi néideg Missioun vun der Concertatioun, der Vermëttlung an der Koordination. An en huet d'Aufgab, derfir ze surgen, datt fir e Kand an Nout en Hëllefplang opgestallt, ëmgesat a finanziéiert gëtt. Wéi gesot, déi Missioun huet zurzäit hei zu Lëtzebuerg keen anere Gremium.

De SCAS intervenéiert am Kader vun der Protection de la jeunesse, also vun der gerichtleche Mesuren, an d'Commission médico-psychopédagogique ass zoustännege fir de Schoulberäich.

Selbstverständlech muss den ONE mat allen Instanzen enk zesummeschaffen. Dat gëllt och fir seng Relatioune mat deene ville verschiddenen an ënnerschiddleche Servicer, déi an deene meeschte Fäll ewell Kontakt hate mat dem Kand an déi hir Situatioun méi oder manner gutt kennen; wat och de Mëtteg ewell hei gesot gouf.

Déi künfteg Mataarbechterinnen a Mataarbechter vum ONE brauchen eng grouss Kompetenz am Beräich vun Dialog an och vun der fairer Konfrontatioun. An ech si frou, datt mer konnt op de Wee goen, datt dës Mataarbechter op en innovativen Wee duerfe rekrutéiert ginn.

Wichtig ass och, datt den ONE vum Gesetz hier d'Méiglechkeet kritt, fir punktuell op d'Servicer vun ënnerschiddlechen Experten zréckzegräifen, well sécher net jiddfereen Expert a Spezialist an all Fro ka sinn. An op deem Wee kann, wann et néideg ass, d'Wëssen an d'Erfahrung aus deenen eegene Reie vergréissert ginn.



Selbstverständlich respektiere mer och d'Léiglatioun iwwert d'Protection des données.

Ee wichtegt Kapitel ass ouni Zweifel d'Preventioun. Wann een d'Geschicht vu villen ongléckleche Jugendlechen héiert, da muss ee bedauern, dass dacks vill ze spéit op d'Nout vun de Kanner reagiert gouf. Vill Misär wier de Kanner erspuert bliwwen, vill Placementer hätte kënne verhënnert ginn, wann éischer behandelt gi wier.

Mat deem Projet de loi setze mer en neien Akzent am Beräich vun deene ville Mesuren, déi am Virfeld vum Accueil am Foyer méiglech sinn. Do, wou et Sënn mécht, muss eng Famill esou séier an esou fréi wéi méiglech an op differenziert Aart a Weis gehollef kréien.

Ech verweise gären nach eng Kéier op déi ausféierlech Lëscht vum Artikel 12, an ech wëll just eng Rei interessant Beispiller zitieren, wéi zum Beispill d'Aide familiale - vun där och den Här Gibéryen elo grad geschwat huet -, Erzieungshëlfe, frühkindliche Förderung, psychomotorisch Hëllef, Reittherapie, Vakanzaktivitéiten, Mediatioun an esou virun. Beispiller, déi eppes gemeinsam hunn: Si ënnersträchen d'Wichtigkeet vun der Preventioun.

Ech wëll selbstverständlich och zu den Aussoen hei iwwert d'Maisons relais soen, well am Artikel 12 basiere mer op engem wesentleche Prinzip vun der Kannerrechtskonventioun, vun der Erziehung vun de Kanner, wou d'Elteren déi éischt an déi wichtegste Acteure sinn. Mä d'Famillje brauchen d'Ënnerstützung vum Stat a vun de Gemengen.

Den zweeten Abschnitt vum Artikel 12 nennt fënnf Ziler bei där Hëllef vu baussen:

- éischtens, Famill a Beruf kënnen ënner een Hutt ze bréngen;

- zweetens, d'Elteren an der Erziehung vun de Kanner stäipen a beroden; hinnen déi spezifesch Servicer vermëttelen, déi hir Kanner ënner Ëmstänn brauchen;

- drëttens, d'Kanner vu klengem un ze stimulieren, fir dass si hir Fäegkeete kënnen entwéckelen;

- véiertens, verhënnere, dass d'Kanner materiell, sozial a kulturell ausgeschloss ginn,

- a fënneftens, d'Kanner zu engagierten a responsabele Bierger ze erziehen. An eent vun deene wichtegsten Handlungsinstrumenter op deem Plang ass fir eis d'Maison relais, wou de Familljeministere zesumme mat bis elo alle Lëtzeburger Gemengen zënter zéng Joer amgang ass ze entwéckelen.

Den Artikel 12 ass dofir och déi legal Basis fir de Règlement grand-ducal iwwert d'Chèques-services, déi mer fir den 1. März 2009 hei zu Lëtzebuerg an enger éischer Etapp aféieren.

De Chèque-service huet zwou wichteg Zilsetzungen:

Éischtens, all Kanner solle finanziell gënschteg Konditiounen ausserhalb vun der Schoul an eng qualitativ gutt Betreuung kréien. Dobäi hunn d'Maisons relais d'Aufgab, fir op eng flexibel Manéier d'Famill, d'Schoul an d'Gemeinschaft als Erziehungspartner mateneen ze vernetzen. An d'Chèques-services sinn, esou wéi et elo grad hei gesot ginn ass, en Instrument am Kampf géint d'sozial Exklusivitéit.

Et ass néideg, dass mer alles maachen, fir déi transgeneratiounell Spirale vum Aarmut ze ënnerbriechen. Dat ass am Interessé vun de Kanner. Et ass awer och am Interessé vun eis alleguerten. An och wa Leit, déi den RMG kréien, hir Kanner kënnen an eng Maison relais kréien a schaffe kënne goen, dann denken ech, dass dat fir keen heibannen a sengem Interessé wier. Ech wëll do e Wuert soen iwwert d'Gestioun vun der Qualitéit.

Am Artikel 13 ass Rieds vun „quality management“ an de Servicer, déi de Kanner an hire Familljen hëlfe. D'ASFT-Gesetz regelt just den Aspekt iwwert d'Kritäre vun de Personalleffektiver a vun der Berufssqualifikatioun.

De Gesetzesprojet iwwert d'Aide à l'enfance geet méi wäit. D'Servicer kréien eng Rei vun zousätzlechen Oploen. Dozou gehéieren d'Obligatiounen vun enger Betriebsphilosophie an engem Règlement d'ordre interne. De Service muss weisen, dass e sech engagiert géint all Form vun Diskriminatioun, dass en d'Participatioun vun de Kanner eescht hält.

Op Initiativ vun der Familljekommissioun, wat beweist, dass, wa Propositione komm sinn, se dann och respektiert goun, huet d'Chamber Wäert drop geluecht, dass all Servicer sech engagiere géint Drogen a Gewalt an och aktiv matschaffe bei der

Preventioun vum Suicide. Wichtig ass dann nach, dass déi Servicer net nëmme sech selwer evaluieren, mä dobäi och op extern Spezialisten zréckgräife kënnen.

Ech denken, dass ech domadder eng ganz Partie vun deene Froe beäntwert hunn, déi haut de Mëtteg hei gestallt goufen. De Moment sinn 999 Kanner placéiert, am Ausland, am Inland, an de Familljen an an den Institutionen. Mir hunn an deene leschte Joren eng ganz Partie vun esou Servicer opgemaach a mir gesinn ëmmer erëm, dass et nach net duergeet. Mir hate kuerz d'Geleeënheet, fir am Centre hospitalier ze sinn, wou d'Doktere gesot hunn, dass se erëm eng Kéier eng Waardelëscht hätte vu Kanner, déi an der Maternité respektiv an der Kannerklinik sinn, wou se näischt verluer hunn. Well elo ass d'Haus Françoise-Dolto, wat mer d'lescht Joer opgemaach hunn, och ewell erëm iwwerfällt, a mir müssen also erëm kucken nei Strukturen ze schaffen, wou mer och ganz kleng Kanner kënne placéieren.

Dat beweist also, dass déi Angscht onberechtigt wier. Et wier am Fong schéin, wa mer et kéinte fäerdeg kréien, dass mer all déi Servicer manner bräichten. Mä leider kréie mer bewisen, dass et eigentlech just de Contraire ass.

Et ass gefrot gi vun der Madame Err, ob den ORK nei Kompetenze kéint kréien. Mir mussen gesinn, dass den ORK - dat ass den Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand, well mer ëmmer mat deenen Ofkierzungen do hantieren, an déi Leit, déi sech net all Dag domadder beschäftegen, dass vläicht net wëssen - virun allem e Kontrollorgan ass. E Kontrollorgan vun de staatlechen Instanzen, mä awer och fir ze kucken, ob fir de Rescht alles an der Rei ass. Ech kéint mer duerch aus virstellen, dass een och kéint iwwert d'Diskriminatioun vis-à-vis vun de Kanner sech iwwerleeën, awéiwäit een dem ORK och doranner kéint nei Kompetenze ginn.

Wéi héich ass d'Finanzierung? Do denken ech, dass dat eent am Fong net kontradiktorech zu deem aneren ass. Am Ufank hu mer ëmmer gesot kritt: Dir wëllt dem Gericht seng Stellung ofhuelen an Dir géift lech gären dorëmmer këmmere. Dofir ass eng ganz Partie vun deem, wat mer initial geplangt hunn, net méi am Projet dran. Och de Statsrot huet ganz gutt dorüber opgepasst, dass mer do net ze vill op d'Plateband getréppelt wieren, wou ech mengen, dass mer soss ee Schrëtt méi wäit komm wieren.

Mä och d'Finanzierung war en Thema, wou mer laang a vill driwwer diskutiert hunn. Et ass ni drëm gaangen - an ech wëll och wierklech hei, dass jiddereen dat zur Kenntnis hält -, dass mer heimat géifen ee Frang spueren. Well mir sinn eis duerch aus bewosst, dass all Frang, dee mer a Kanner investieren, all hallwen Centime, dee mer a Kanner investieren, déi e brauchen, gutt ugeluecht Geld ass. A wa mer et do net investieren, da kascht et herno d'Gesellschaft nach vill méi deier. Dofir ass et fir mech ganz kloer, dass mer mussen gesinn, awéiwäit dat mer och mat deene Finanzementer kommen, déi elo do sinn, a wat een nach zousätzleches doriwuer an der Zukunft ka maachen.

Ech si bereet, fir déi sämtlech Motiounen, déi hei déposéiert goun, unzehuelen. Wou eng Kéier gefrot gétt, fir dass d'Règlements grand-ducaux an der Familljekommissioun virgestallt ginn, gesinn ech net, dass dat e Problem géif stellen, well ech déi normalerweis ëmmer mat de Reglementer an der Chamberskommissioun ofginn a virstellen, wann ech se zur Verfügung hunn.

Datselwecht ass d'Fro, fir dass déi verschidden Acteuren a besonnesch och d'Kanner, d'Eltere selwer informéiert ginn, dass et en neie System gétt, awer och d'Schoulen informéiert gi vum ONE, fir also och dat kënnen ëmzesetzen.

Och déi drëtt Motioun, déi vun der Madame Err a vun anere Kolleegen hei déposéiert gouf, stellt fir mech kee Problem, fir ze soen: Mir evaluieren no dräi Joer, fir ze kucken, wat d'Problemer waren, wat gutt gaangen ass, wat schlecht gaangen ass. Et brauch een awer minimum dräi Joer. Mir hunn eng Partie vun Evaluatiounen gemaach, wou mer eis net genuch Zäit geholl hunn a wou dann och net déi richteg Konklusiounen erauskomm sinn. Mä ech kann domadder liewen, dass dat dräi Joer ass.

Ech wëll just soen, beim Délai vun engem Joer muss ee gesinn, ob dat machbar ass. Wann een da keen Avis hätt vun engem Conseil d'État, dann ass et natierlech schwierig, fir sech dorunner ze halen. Mä ech wëll awer och soen, dass am Fong de Problem net war, dass net wollt eppes gemaach ginn am Gesetz iwwert d'Gewalt, mä dass eigentlech d'Acteuren um Terrain sech do och net eens sinn, wat se gären hätten.

Dat soll changéiert ginn. Mä ech sinn och do bereet, nach eng Kéier an enger Kommissiounssetzung driwwer ze diskutieren an ze soen, wat mer an der Zukunft doriwuer zousätzleches kënne maachen.

Datselwecht géllt och fir déi véiert Motioun, wou et ëm d'Interventioun geet, fir och d'Mediatioun mat anzuschalten, wann d'Proposition vum ONE net ugeholl gétt. Och dass ass eppes, wat mer net contestieren. Mir hunn, ouni dass mer jo woussten, dass mer dat haut géife gefrot ginn, virgesinn, dass déi verschidde Servicer, déi Mediatioun maachen, och d'nächst Joer mat Personal opgestockt ginn.

Voilà! Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen, dass ech lech konnt eng Rei vun Explikatiounen ginn an eng Partie vu Kolleegen konnt iwwerzeegen, dass se dann och dat Gesetz hei kënnen stëmmen. Wéi gesot, et ass net a mengem, mä awer am Interessé vun de Kanner, a besonnesch vun deene Kanner, déi hei am Land an och soss net ganz vill Lobby hunn. Dofir soen ech all deenen e grouse Merci, déi haut dat Gesetz hei stëmmen.

Merci.

» Plusieus voix.- Très bien!

» M. le Président.- Merci, Madame Minister. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kommen zum Vote vun deem Projet de loi.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

De Projet de loi 5754, Madame Minister, ass ugeholl mat 53 Jo-Stëmmen, bei 7 Nee-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Christine Doerner), Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Clement), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Martine Stein-Mergen), Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par M. John Castegnaro), Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);*

*MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;*

*M. Aly Jaerling.*

*Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter.*

Gétt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Dann ass et esou decidéiert.

Mir huelen dann déi véier Motiounen, déi déposéiert gi sinn. Ech gesinn, dass déi vun alle Fraktiounen gedroe ginn. Duerfir denken ech, dass mer kënne par main levée iwwert déi Motiounen ofstëmmen.

**Motion 1**

Fir d'éischt d'Motioun 1, déi vum honorabelen Här Berger déposéiert ginn ass.

**Vote**

Wien d'accord ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Ech gesinn, dass ass eng ganz grouss Majoritéit fir des Motioun.

**Motion 2**

Dann d'Motioun 2 vun der Madame Err.

**Vote**

Wien ass d'accord mat där Motioun?

Unanimitéit. Dann ass déi och ugeholl.

**Motion 3**

Dann d'Motioun 3, och vun der Madame Err déposéiert.

**Vote**

Wien ass d'accord mat där Motioun?

Dann ass déi och eestëmmeg ugeholl.

**Motion 4**

Dann d'Motioun 4, déi och d'Madame Err déposéiert huet.

**Vote**

Wien d'accord ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Ech gesinn och do Unanimitéit.

Esou dass déi véier Motiounen ugeholl sinn, esou wéi se hei déposéiert waren.

D'Madame Loschetter huet d'Wuert nach gefrot fir den Dépôt vun enger weiderer Motioun.

**(Interruption)**

## 7. Dépôt d'une motion par Mme Viviane Loschetter

» Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).- Merci, Här President. Ech komme bei lech, da kann ech lech déi direkt ofginn.

**Motion**

*La Chambre des Députés,*

*- estimant que l'accord du Conseil des ministres du travail du 9 juin 2008 sur la directive révisée sur le temps de travail est décevant;*

*- estimant qu'une dérogation à la règle des 48 heures de travail hebdomadaire bafoue les bases de la politique sociale et de santé et ne peut donc être tolérée;*

*- partageant l'avis de la Confédération européenne des syndicats (CES) qui affirme que le niveau global de protection des employés européens serait considérablement atténué par rapport à la directive actuelle si la directive sur le temps de travail était révisée sur base de l'accord du Conseil;*

*- supportant la position du Parlement européen adoptée en première lecture qui met fin à l'Opt-out 36 mois après l'entrée en vigueur de la nouvelle directive;*

*- espérant que les députés luxembourgeois au Parlement européen se prononceront contre le principe de dérogation lors de la deuxième lecture du Parlement européen prévue pour décembre 2008;*

*invite le Gouvernement:*

*- à se rallier aux Gouvernements de la Belgique, de l'Espagne et de la Grèce et de se prononcer clairement contre ce principe de dérogation au niveau du Conseil.*

*(s.) Viviane Loschetter, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Jean Huss.*

De 17. Dezember wäert héchstwahrscheinlech an der zweeter Liesung d'Ofstëmmung vun der Aarbechtszäitdirektiv zu Stroosbuerg gestëmmt ginn. An deem Kontext wollte mer haut eng Motioun ofginn an lech bieden, Här President, déi Motioun bei enger nächster Séance op den Ordre du jour ze setzen, wou den Aarbechtsminister Biltgen ka präsent sinn.

Mir wësse jo, wat um Spill steet; den Opt-out, fir nëmmen deen ze nennen. Mir wollten am Fong geholl d'Regierung invitieren, sech un déi gutt Initiativ vun de Regierung vun der Belscht, Spuenien a Griichenland ze ralliieren a sech prinzipiell géint déi Derogatiounen um Niveau vum Conseil auszedecken.

Fir déi kënnen ze stëmmen, wéi gesot, Här President, biede mer lech, déi op den Ordre du jour vun enger nächster Séance ze setzen.

Ech soen lech Merci.

» M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Mir wäerten derfir suergen, dass déi op den Ordre du jour kënn.

Da komme mer zum Projet de loi, mat deem den Artikel 545 vum Code civil ofgeännert gétt. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Meyers.



## 8. 5894 - Projet de loi portant modification de l'article 545 du Code civil

Rapport de la Commission juridique

» **M. Paul-Henri Meyers** (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou wéi Der am Intitulé vun deem Projet kënn liesen, geet et drëm, fir den Artikel 545 vum Code civil ofzeänneren. Deen Artikel gesäit vir, dass keng Persoun kann enteegent ginn, wann net déi Enteeung am Intérêt vum öffentlechen Notzen ass an ënnert der Bedéngung, dass deen, deen enteegent gëtt, eng gerecht a préa-label Indemnitéit krit. Sënnge méiss seet den Artikel 545 vum Code civil datselwecht wéi den Artikel 16 vun der Verfassung.

Or, den Artikel 16 vun der Verfassung ass duerch d'Gesetz vum 24. Oktober 2007 ofgeännert ginn, no deenen zwee Voté vum 3. Juli an 10. Oktober vun der Chamber, esou wéi d'Verfassung dat virgesäit. An am Artikel 16 vun der Verfassung ass bei der Qualifikatioun vun der Indemnitéit den Ausdruck „préalable“ gestrach ginn.

D'Verfassung ass nun awer eng Norm, déi iwwert de Gesetzer steet, esou dass e Gesetz, wat net vereinbar ass mat dem Text vun der Verfassung, eigentlech géint d'Verfassung verstéisst. Duerfir ass et logesch, dass, wann een d'Verfassung ännert, een e Gesetz, wat datselwecht ausdréckt, och muss ofänneren, fir dass et mat der Verfassung vereinbar ass.

Aus där Ursaach huet den zoustännege Justizminister am Juni vun dësem Joer e Projet de loi eraginn, deen am Artikel 45 vum Code civil virgesäit, och do den Term „préalable“ bei der Indemnitéit ze sträichen, esou wéi mer dat scho beim Artikel 16 vun der Verfassung gemaach hunn am Joer 2007.

Selbstverständlech huet zu deem klengen Text hei de Conseil d'État säin Accord ginn. D'Commission juridique ass och mat deem Text d'accord, an ech géif d'Chamber bidden, och hir Zoustëmmung zu där doter Ofännerung ze ginn.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Meyers. Den Här Henckes huet d'Wuert.

(Brouhaha général)

» **Une voix.** - Très bien.

Discussion générale

» **M. Jacques-Yves Henckes** (ADR).- Här President, als ADR wäerte mir dëst Gesetz net stëmmen.

Woufir? Well mer verlaangt hate vun der Regierung, scho bei den Debatte bei der Constitutionsännerung, dass mer déi Gesetzgebung iwwert d'Expropriatioun sollte moderniséieren, méi demokratesch maachen an d'Prozeduren accélérieren, wat d'Indemnitéit ugeet. D'Regierung ass net bereet, op dee Wee do ze goen, esou dass hei d'Rechter vun de Bierger net garantéiert sinn. Duerfir hu mir deemools an zweeter Liesung géint den Text gestëmmt. Duerfir muss mer och a wäerte mer och an darselwechter Logik géint dësen Text stëmmen.

» **M. le Président.** - Voilà, domat ass dat kloer. Den Här Minister Wiseler huet d'Wuert.

» **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics.* - Ech wëll just dozou soen, dass, wéi mer d'Constitution geännert hunn, d'Regierung sech engagéiert hat, fir en Debriefing ze maachen, dann, wann eng Rei Prozeduren ofgelaf sinn, fir ze kucken, ob mer am Gesetz nach aner Ännerunge misste maachen.

Vu dass mer awer einstweilen nach keen neit Expropriatiounsuerdeel hunn, ass et selbstverständlech onméiglech, dovunner elo en Debriefing ze maachen. Wann der zwee oder dräi gemaach sinn, ass et evident, dass mer dann nach eng Kéier iwwert den Text kucken.

Ech deelen awer net d'Meenung, dass, wéi den Här Henckes gesot huet, d'Leit hei mat dësem Text Problemer hätten. Au contraire, mir hunn hei eng ofgesécherter Prozedur, déi d'Rechter vun de Leit respektéiert.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Da komme mer zum Vote vum Projet 5894.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5894 ass ugehall mat 54 Jo-Stëmmen, bei 4 Nee-Stëmmen an 1 Abstentiuon.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Paul-Henri Meyers), Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Clement), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Nancy Arendt), Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrigh-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par M. Ben Fayot), Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss, Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

S'est abstenu: M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Deen nächste Projet, dee mer zur Diskussioun hunn a vun deem den honorablen Här Santer Rapporteur ass, ass deen iwwert de Beruff vum Affekot. Här Santer, Dir hutt d'Wuert.

» **9. 5770 - Projet de loi transposant, pour la profession d'avocat, les dispositions de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et de la Directive 2006/100/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la libre circulation des personnes, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, et modifiant: 1. la loi du 10 août 1991 déterminant, pour la profession d'avocat, le système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans; 2. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 3. la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant: 1. modification de la loi modifiée**

**du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés; 3. la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service, au Grand-duché de Luxembourg, des avocats habilités à exercer leurs activités dans un autre État membre des Communautés européennes**

Rapport de la Commission juridique

» **M. Patrick Santer** (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mam Projet de loi 5770 setze mer zwou europäesch Direktiven ëm, déi sech mat der berufflecher Qualifikatioun vun den Affekoten an der Europäescher Unioun ofginn.

Et gëtt véier Méiglechkeeten, fir hei am Land enger Aktivitéit vun engem Affekot nozegoen. Dräi dovunner hu mat der Nidderloosung vun enger Persoun als Affekot ze dinn, déi véiert mat der zäitweileger Ausübung vun deem Beruff zu Lëtzebuerg. Déi véiert Méiglechkeet erlaabt et engem Affekot aus engem anere Memberstat, op Lëtzebuerg eng Affär plädéieren ze kommen.

Dës Aktivitéit, déi an engem Gesetz vum 29. Abrëll 1980 geregelt ass, gëtt op zwee Punkte geännert. Zum enge sinn och d'Affekoten aus Bulgarien a Rumänien nom Bättréit vun deene Länner an d'Europäescher Unioun elo mat betraff. Zum anere muss esou en Affekot zesumme mat engem Lëtzebuurger Affekot viru Geriicht optrieden nëmmen an deenen Affären, wou eist Gesetz d'Vertriedung duerch en Affekot erfuerdert. An anere Wieder, an deenen Affären, wou eng Partei selwer ka kloen oder sech verdeedegen, ouni duerch en Affekot vertrieden ze sinn, zum Beispill um Friddensgeriicht oder um Handelsgeriicht oder an de Strofaffären. An deenen Affären also kann en Affekot aus engem anere Memberstat eleng ouni Zesummenaarbecht mat engem Lëtzebuurger Affekot optrieden. Hei setze mer eng Jurisprudenz um europäeschen an um nationalen Niveau ëm.

Bei deenen dräi anere Méiglechkeeten dréint et sech ëm d'Recht, fir sech zu Lëtzebuerg als Affekot nidderselossen. Fir d'éischt kann eng Persoun, déi Droit studéiert huet, de Barreausexame maachen. Da kënn hien op d'Lëscht 2 vum Tableau. No der Stageperiod vun zwee Joer kënn hien dann nom Avouésexamen oder Examen de fin de stage judiciaire op d'Lëscht 1.

Eng zweet Méiglechkeet ass, dass en Affekot aus engem anere Memberstat op d'Lëscht 4 kann ageschriwwen ginn. Während enger Zäit muss hien dann awer als Avocat europäen, dat heescht ënner sengem Titel, deen hien a sengem Heemechtsland kruz, zum Beispill Rechtsanwält oder Solicitor, hei zu Lëtzebuerg schaffen, kann awer no zwee Joer op d'Lëscht 1 kommen, da gëtt hien och Avocat à la cour.

Schlussendlech kann awer och en Affekot, deen net op déi Lëscht 4 als Avocat europäen ageschriwwen wëllt ginn, och en Exame maachen, deen dem Avouésexame gläicht, awer mat manner Fächer. Da kënn hien direkt, wann hien deen Exame gepackt huet, op d'Lëscht 1 vum Tableau. Et ass ëm dës lescht Méiglechkeet, wou et an dësem Projet de loi haaptsächlech geet. Et geet hei ëm d'Unerkennung vun der berufflecher Ausbildung an Erfahrung, déi een a sengem Ursprungsland gesammelt huet.

D'Direktiv, déi mer hei ëmsetzen, geet vum folgende Prinzip aus: Wann eng Persoun an engem Land zu engem Beruff zougelooss gouf, da soll déi och an engem anere Memberstat zougelooss ginn zu deene selwechte Bedéngunge wéi d'Awunner vun deem Memberstat.

Et kann en zousätzlechen Exame gefuerdert ginn, awer nëmmen, wann d'Studienzäit ee Joer mindestens méi kuerz ass wéi déi,

mer zu Lëtzebuerg hunn, oder wann d'Ausbildung ëm ganz aner Matière wéi déi, déi hei zu Lëtzebuerg erfuerdert sinn, gehandelt huet.

De Projet de loi dréit dësem Prinzip Rechnung. Et ginn zwar keng grondleeënd Ännerungen zum heitege System gemaach. Et geet besonnesch ëm d'Matière, déi muss geléiert ginn, fir Avocat à la cour zu Lëtzebuerg ze sinn. Dat heescht: Zivil- a Stofrecht, Handelsrecht, zivilrechtlech a stofrechtlech Prozeduren, Verwaltungsrecht an Deontologie.

Par rapport zu dëser Matière gëllt et, d'Zäit vun de Studien an engem anere Land a berufflech Erfahrungen an deem Land no der Äquivalenz ze präwien. Dat ass d'Aufgab vun enger Kommissioun vu fënnf Leit, déi aus engem héijere Beamte vum Justizministerium, engem Riichter, engem Notär, engem Verrieder vum Parquet an engem Affekot besteet. Dës Kommissioun ënnersicht déi berufflech Erfahrung an d'Studien-dauer a gëtt dem Justizminister en Avis, an de Justizminister huet also duerno ze decidéieren, wat fir eng Fächer deen Demandeur muss nach nomaachen.

Et muss een awer nach ënnersträichen, dass an deene Fächer, déi mussen nogemaach ginn, eng «insuffisance caractérisant une différence substantielle» muss nogewise ginn. Dat heescht, et sinn net all Fächer betraff, wa se net alleguerten equivalent sinn. Et si just déi Fächer, wou wierklech eng grondleeënd fundamental Differenz ass zu deene Fächer, déi een hei muss hunn, fir Avocat à la cour ze ginn.

Schlussendlech gëtt d'Affekotegesetz vum 1991 dohigehend geännert, dass et deene leschten Ännerunge vum Accord iwwert den europäesche Wirtschaftsraum ugepasst gëtt. Besonnesch sinn hei betraff Affekoten aus der Schwäiz, Norwegen, Liechtenstein an aus Island.

Här President, de virleiende Projet hu mer an der Commission juridique duerchdiskutéiert. Mir hunn de Rapport och unanime ugehall. D'CSV wäert dëse Projet och stëmmen.

Ech wëll awer just nach eng Kéier soen, de Projet de loi, dee mer haut wäerte stëmmen, ass net dee wichtigste Projet de loi iwwert d'Affekotegesetz. Et gëtt nach en anere Projet de loi, de 5660 a besonnesch de 5660b. Deen dréint ëm d'Gesellschaften oder d'Ausübung vum Affekotberuff a Form vu Gesellschaften. Dorunner schaffe mer nach, an dee wäert och kommen, ech hoffen, mat darselwechter Unanimitéit wéi bei dësem.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Rapporteur. Wa kee méi d'Wuert freet zu dësem Projet, da soen ech dem Rapporteur an eisem Numm Merci, a mir kéimen zum Vote vum Projet, ausgehend dovun, dass d'Regierung selbstverständlech och domat d'accord ass.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5770 ass eestëmmeg ugehall mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Martine Stein-Mergen), Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Marc Spautz), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri (par M. Romain Schneider),

**Chamber TV**  
weist all öffentlech Sëtzung  
live an integral  
mat enger Rediffusioun  
all Sëtzungsdag  
vun 19:00 Auer un



Jos Scheuer (par Mme Claudia Dall'Agnol), Romain Schneider et Roland Schreiner;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par Mme Colette Flesch) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Dann ass et esou décidéiert.

Dann hu mer als nächste Projet en Ofkommes mat der Schwäiz géint d'Fraude. Den honorabelen Här Mosar ass heivun de Rapporteur. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

## 10. 5745 - Projet de loi portant approbation de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers

**Rapport de la Commission des Finances et du Budget**

»»» **M. Laurent Mosar (CSV)**, rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, deen ech lech de Mëtteg de Pléséier hu virstellen, besteet dodran, de Kooperatiounsaccord tëschent der Europäescher Communautéit, hire Memberstaten, an der Schwäiz, deen hei zu Lëtzebuerg de 26. Oktober 2004 ënnerschriww ginn ass, ze approuvéieren. Dësen Accord iwwert de Kampf géint d'Fraude schreift sech an eng zweet Serie vu bilateralen Accorden an, déi tëschent der Europäescher Unioun an der Schwäiz ofgeschloss gi sinn. Eng éischt Serie vun Accorden ass den 1. Juni 2002 a Kraaft getrueden.

Èm wat geet et an deenen Accorden? Fir d'alleréischte ëm d'libre Circulation, d'terrestreschen Transporter, d'Flugtransporter, d'Agrikultur, d'Recherche, an all déi technesch Obstacelen zum Commerce an den öffentlechen Ausschreiwungen. Deen Accord, dee mer haut sollen ëmsetzen, huet haaptsächlech fënnf Objektiv. Éischstens, e kloere Kader fir d'Repressioun vun der Fraude tëschent der Schwäiz an engem État membre ze schafen. Zweetens, op eng méiglechst effikass Manéier géint d'Fraude an all aneren Aktivitéite géint d'Finanzinteresse vun alle concernéierte Länner virzegoen. Drëttens, déi administrativ Assistance an deene verschiddene virgeschriwwenen Domänen ze verstärken. Véiertens, d'Entraide judiciaire op eng ganz Rei vu Frauden auszudehnen, ganz besonnesch am Schmuggel an an der Evasioun vun den indirekte Steieren. Fënneftens, a schlussendlech nach eng kéier, d'Wichtigkeet vum Kampf géint d'Wäisswäsche vu Suen unzegoen.

Här President, ech wëll elo net méi hei op den Detail vun allen Dispositiounen vun dësem Accord agoen. All déi, déi Loscht hunn, sech méi intensiv mat dësem Projet ze befaassen, kënnen dat a mengem schrëftleche Rapport respektiv am Exposé des motifs vum Regierungsprojet maachen.

An all deem ass den Objektiv, de Kampf géint all illegal Aktivitéiten am Finanzberäich, dee sech op de Fändel geschriww ginn ass an deen och eng ganz Rei vu signifikative Progrèsë beinhalte an eng Rei vu Beräicher, wéi zum Beispill d'Kooperatioun an der indirekter Besteuerung, d'Ausdehnung vum Uwendungsbereich vun der Entraide judiciaire, dann d'Méiglecheit, direkt Demanden tëschent de Justizautoritéite vun deene verschiddene Länner auszutauschen, a schlussendlech d'Unerkennung vum Prinzip vum Respekt vun der Autoritéit, déi déi Demande kritt, fir och d'Prozedurregelen an d'Délaien, wéi se vun deem Land gefrot ginn, dat d'Demande mécht. Schlussendlech, d'Limitatioun vun der Kontroll vun der duebeler Incriminatioun, an d'Obligatioun vun der Koope-

ratioun am Kontext vun de Bank- a Finanzinformatiounen.

Ech wëll awer direkt hei betounen, dass dësen Accord keen Afloss op d'Bankgeheimnis huet, well et jo hei nëmmen ëm den Austausch vun Informatiounen an den indirekte Steiere geet. De Projet de loi huet e positiven Avis vum Statsrot kritt, an ech géif lech dann och bieden, Är Zoustëmmung zu dësem Projet ze ginn. A fir mam gudde Beispill virzegoen, bréngen ech hei den Accord vu menger Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

»»» **Plusieurs voix**.- Très bien!

»»» **M. le Président**.- Ech gesinn, dass och all déi aner Fraktiounen mat den Ausféierunge vum Rapporteur d'accord sinn. Dann ass dat esou, an da stëmme mer och iwwert dëse Projet of.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

De Projet de loi 5745 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Christine Doerner), Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Clement), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Martine Stein-Mergen), Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Lydie Err), MM. Roger Negri (par M. Ben Fayot), Jos Scheuer (par M. Jean-Pierre Klein), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par Mme Colette Flesch) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Dann ass et esou décidéiert.

Da komme mer zum nächste Projet, dat ass de Projet de loi iwwert d'Eegeressourcë vun der Europäescher Gemeinschaft. De Rapporteur ass hei den honorabelen Här Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

## 11. 5815 - Projet de loi portant approbation de la décision 2007/436/CE, Euratom du Conseil du 7 juin 2007 relative au système des ressources propres des Communautés européennes

**Rapport de la Commission des Finances et du Budget**

»»» **M. Lucien Thiel (CSV)**, rapporteur.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Häre Ministeren, an deene leschte Woche schwamme mir an dësem Haus nëmmen esou an de Milliarden an an den Nullen. Milliarden Euro am Budget fir dat anert Joer, a Milliarden Euro fir eis systemesch Banken, an domat d'Aarbechtsplazen an d'Erspuernesser vun dausende vu Lëtzebuerger an Ausländer ze retten. Do rappt et dach kaum nach ee vum Stull, wann et elo drëm geet, deenen 864 Milliarden Euro de Segen ze ginn, déi d'Europäesch Unioun an der Zäit vun 2007, also mir si schon amgaang, bis 2013 ausgi soll, an déi, wann och net gläichméisseg, vun alle 27 Memberstaten opzebréngen sinn.

Dee Montant ass d'Resultat vu méintelaangem Gefocks tëschent den EU-Memberen, déi sech dann am Dezember d'viregt

Joer eens gi sinn, wéi vill si der Bréisseler Kommissioun zougestinn, fir hire Verpflichtungen nozekommen. Bal d'Halschent vun deenen nobäi 900 Milliarde gi fir d'Agropolitik drop, ronn 45% d'lescht Joer, a gutt en Drëttel fir déi sougenannt Kohesioun, also d'Transferten tëschent deene besser gestallten an deene manner verwinnnten EU-Staten. Fir sech selwer a fir hire Fonctionnement brauchen déi europäesch Administratiounen ronn 7% vun deem Milliardepak.

Wat mir haut hei ze maachen hunn, huet awer manner mat den Dépensë vun der EU ze dinn, wéi mat de Recetten, mat deenen déi Dépensen ofgedeckt solle ginn. Deen Dossier heescht „ressources propres“ an hält fest, iwwer wéi eng Mëttel d'EU-Zentral verfüge kann, fir hiren Engagementer nozekommen. Engagementer, déi, wuelgemierkt, vun deeneselwechte Staten décidéiert ginn, déi och dofir ze blechen hunn.

Déi grouss Prinzipië fir d'Opbréngung vun den Eegemëttele vun der Unioun goufe schon 1970 festgehalten a gëllen, mat e puer Korrekturen, nach haut. An den 80er Jore war et nawell héich hiergaangen, well den englesche Premier, déi redoutabel Madame Thatcher, fonnt huet, hiert Land misst ze vill bezuelen, a sech net ginn huet, bis si eng Extrawurscht - a Form vun engem Rabatt - gebrode krut, an där haut nach geknat gëtt.

Wéi gëtt elo dee Siwejoresbudget gefiddert? De Prinzip Nummer eent vun der EU-Finanzéierung hält fest, dass den Europabudget ausschliesslech aus de Ressourcen propres ze speisen ass. Den zweete Prinzip seet, dass déi Ressourcen aus dräi verschiddene Quelle kommen: déi traditionell Importtaxen, ënner anerem op Agrarprodukter, dann en Undeel un den TVA-Recetten, a schliesslech e Prozentsaz um nationale Bruttoakomes, dem RNB vun de Memberlänner.

Prinzip dräi seet, dass d'Bäitrag vun deenen eenzelne Memberlänner net d'äerfen iwwer 1,4% vun hirem jeeweilege Bruttoakomes erausgoen. Un all deem ännert déi EU-Décisioun, déi mer haut sollen an eis national Législatioun ëmsetzen, näischt. Nei ass nuren, dass zum engen elo den Undeel un der TVA eenheetlech op 0,3% festgesat gëtt, an domat déi al Forschet, déi vun 0,2 bis 0,5% gaangen ass, ofgeschaf gëtt, an dass zum aneren e weidere Schrëtt a Richtung Reduktioun vun deem ominéisen englesche Rabatt gemaach gëtt.

Säit 1984, wéi d'Margaret Thatcher hiren europäesche Kolleegen, an dem deemolege Kommissionspresident Gaston Thorn, esou laang op d'Nerve gaang ass, bis si England eppes ausgedoen haten, huet sech näischt un deem Zoustand geännert. Vun elo un awer gi verschidde Posten net méi bei der Berechnung vun der Reduktioun berücksichtegt. Domat ass dann d'Enn vum Sonnetraitement fir England ageleet, dat dann, wéi ofgemaach, um Enn vun dëser Period, also am Joer 2013, definitiv ausleeft. Bis dohinner bleiwen d'Modalitéite fir den englesche Rabatt onverännert, a véier EU-Memberen, Däitschland, Holland, Éisträich a Schweden, komme mat hire Bäitrag fir dat englescht Lach op, ginn awer dann, op där anerer Säit, doduerch entschiedegt, dass si reduziéiert Tauxé bei der TVA hunn.

Wéi wierkt sech dann elo dat Ganzt fir eis aus, fir Lëtzebuerg? Ofgesi vun de sougenannten traditionelle Ressourcen, also den Importtaxen, vun deenen dräi Véirels op Bréissel iwwerwise ginn, steiert Lëtzebuerg an deene siwe Joer ronn zwou Milliarden Euro fir Europa bäi. Dat sinn an der Moyenne 287 Milliounen pro Joer a 604 Euro pro Kapp, déi Europa eis Lëtzebuerger kascht. Elo erënnert esou munche sech heibannen nach un dat jorelaangt Gestreits doriwwer, ob Lëtzebuerg dann elo e sougenannt „Nettocontributeur“ fir Europa wier, oder ob mir méi aus Europa géifen erauszéien, wéi mer abezuelen.

Et ass eng interessant Fro, jee nodeem ob ee méi oder manner frou mat Europa ass, well sech aus der Äntwert op déi Fro eventuell politesch Kapital schloe léisst. Déi Äntwert fält allerdéngs ënnerschiddlech aus, jee nodeem ob a wéi een d'Retombéeë vun der Präsenz vun enger Rei vun EU-Institutiounen a Fonctionnären hei zu Lëtzebuerg an d'Rechnung stellt. Offiziell heescht et op alle Fall, dass mer e bësse manner aus der europäescher Keess erauskréien, wéi mer abezuelen, an dass mer zum Beispill d'viregt Joer exakt 0,11% vun eisem Bruttoakomes fir Europa hu missen afferen. Dat ass nun awer wierklech d'Geld net all, géif ech soen, a wuel iwwerhaupt net der Ried wäert, wann ee bedenkt, wat op där anerer Säit dëst Land deem Europa dach awer ze verdanken huet.

Duerfir ass d'Finanz- a Budgetkommissioun der Meenung, dass un dësem Ëmsetzungsgesetz nu wierklech näischt aussetzen ass, a recommandéiert dann och der Chamber et ze stëmmen.

Ech soen lech Merci.

»»» **Plusieurs voix**.- Très bien!

»»» **M. le Président**.- Merci, Här Thiel. D'Wuert huet nach gefrot den honorabelen Här Goerens. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

**Discussion générale**

»»» **M. Charles Goerens (DP)**.- Här President, ech maachen et extrem kuerz. Ech wollt dem Rapporteur bäiflichten - vläicht anescht formuléiere wéi hien - a soen, et geet net duer, dass een eng reng arithmetesch Approche huet zur Evaluatioun vun de Solden, déi an d'Europäesch Unioun, entweder positiv oder negativ, abezuelt ginn.

Vu dass d'Chamber jo prësséiert ass, fir un d'Enn vun hiren Aarbechten ze kommen, wollt ech just d'äerfelwechter recommandéieren, si soll eng Etüd liese vum „Le Cacheux“, deen do awer vill méi eng breet Analys mécht vun Phenomeen, an e gesäit, dass d'Länner alleguer - ob se Nettobeitragszueler sinn oder ob se Nettoempfänger sinn - an der renger arithmetescher Approche Gewënner sinn.

Wann ee gesäit, dass wat fir engem klenge Geescht eenzel Memberstaten un d'Analys vun där d'oter Diskussioun erugaange sinn, da kann een nëmmen hoffen, dass se elo méi Maturitéit un den Dag leeën, fir en eventuelen europäeschen „Plan de relance“ fir d'Ekonomie zustanen ze kréien.

»»» **M. le Président**.- Merci, Här Goerens. Wëllt nach een d'Wuert hunn? Dat ass net de Fall. Da komme mer zum Vote.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

De Projet de loi 5815 ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement (par M. Laurent Mosar), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Christine Doerner), Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Paul-Henri Meyers), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Martine Stein-Mergen), Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri (par M. John Castegnaro), Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par M. Claude Adam), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Dann ass et esou décidéiert.

Mir sinn domat um Enn vun eisen Aarbechte fir haut ukomm. Fir déi nächst Sitzung kritt Der eng schrëftlech Convocatioun.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 17.11 heures)**



Présidence: M. Lucien Weiler, Président

## Sommaire

1. Communications
  - M. le Président
2. 5960 - Proposition de loi portant modification des conditions d'admission à la fonction d'instituteur - modifiant l'article 30 de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire
  - Déclaration de recevabilité
3. Ordre du jour
  - M. le Président
4. Dépôt d'une motion par M. Charles Goerens
  - M. Charles Goerens
5. 5900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009
  - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Norbert Hauptert

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

### ]] M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Déi Häre Ministeren, Madame Minister, huet d'Regierung der Chamber Matdeelungen ze maachen?

]] Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.- Neen, Här President.

## 1. Communications

]] M. le Président.- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et la proposition de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

**5958** - Projet de loi ayant pour objet de modifier: 1) l'article 832-4 du code civil; 2) la loi du 9 juin 1964 concernant le travail agricole à salaire différé

Dépôt: Monsieur Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 19.11.2008

**5959** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 26.11.2008

**5960** - Proposition de loi portant modification des conditions d'admission à la fonction d'instituteur - modifiant l'article 30 de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire

Dépôt: Monsieur Claude Adam, le 26.11.2008

**5961** - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République portugaise concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 22 février 2008

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 26.11.2008

**5962** - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Croatie, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2008

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 26.11.2008

**5963** - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République d'Albanie, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2008

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 26.11.2008

## 2. 5960 - Proposition de loi portant modification des conditions d'admission à la fonction d'instituteur - modifiant l'article 30 de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire

### Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 27. November huet d'Presidentekonferenz sech fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition, déi ech virdu mentionnéiert hu vum honorabelen Här Adam iwwert d'Conditions d'admission zum Beruff vum Schoulmeeschter.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un?

### (Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

## 3. Ordre du jour

An hirer Réunioun och vum 27. November huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'éischt d'Présentatioun vum Rapport iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2009 vum honorabelen Här Norbert Hauptert.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi héiere mer d'Ausféierunge vum Stats- a Finanzminister souwéi vum Budgetminister iwwert de Statsbudget 2009, de Projet de loi 5855, an dann nach de Projet de loi 5898 iwwert de Bau vun engem Verwaltungsgebai zu Belval.

En Donneschdeg um hallwer dräi hu mer d'Visite an d'Deklaratioun vum President vun der Europäescher Kommissioun, dem Här José Manuel Barroso.

Dat war den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virgeschloen huet. Ech sinn awer konfrontéiert mat engem Bréif vum honorabelen Här Clement vun der Bautekommissioun. Seng Kommissioun freet, fir de Projet de loi 5898 vum Ordre du jour erofzehuelen an dësen zesumme mam Projet de loi iwwert de Bau vun enger Maison du savoir zu Belval an enger anerer Sitzung ze evakuéieren. Ech géif da proposéieren, dass mer d'Proposition vun der Presidentekonferenz an deem Sënn amendéieren, dass mer de Projet erofhuelen.

Ass d'Chamber d'accord mat dësem modifizéierten Ordre du jour?

### (Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Den honorabelen Här Charles Goerens freet d'Wuert fir den Dépôt vun enger Motioun.

## 4. Dépôt d'une motion par M. Charles Goerens

]] M. Charles Goerens (DP).- Här President, ech wollt d'Wuert froen, fir den Dépôt vun enger Motioun ze maachen, déi d'Regierung invitéiert, fir virum 31. März 2009 e Budget rectificié eranzerechen. Well mir an turbulenten Zäite liewen an all Dag nei Momenter kommen, hätte mer gär, wa mer dann en Dokument hätten, wat esou no wéi méiglech bei der Wierklechkeet läit.

### Motion

La Chambre des Députés,

- notant que le projet de budget, déposé en date du 1<sup>er</sup> octobre 2008 à la Chambre des Députés, table sur une croissance du PIB de trois pour cent pour l'année 2009 et un déficit budgétaire de un pour cent selon les normes européennes;

- constatant que devant la toile de fond de la crise économique et financière nombre d'organisations internationales ainsi que le Statac ont révisé leurs prévisions économiques pour les années 2009 et 2010 à la baisse au cours des dernières semaines;

- considérant qu'au vu des nouvelles prévisions économiques la croissance économique va fortement chuter en 2009 entraînant, par conséquent, des baisses de recettes fiscales et un déficit de l'Administration centrale;

- constatant que le projet de budget déposé par le Gouvernement ne répond dès lors plus au critère de la véracité budgétaire;

invite le Gouvernement

- à déposer au plus tard jusqu'au 31 mars 2009 un projet de budget rectificié pour l'exercice 2009 tenant compte des récentes prévisions avec leurs implications économiques, sociales et financières.

(s.) Charles Goerens.

]] M. le Président.- Ech ginn dem Här Goerens Akt vum Dépôt vun dëser Motioun. Ech géif proposéieren, dass mer dës Motioun muer de Mëtteg no den Deklaratioun vum Här Finanzminister a vum Här Budgetminister géifen diskutéieren an ofstëmmen.

Ass d'Chamber domadder d'accord?

### (Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zu deem eenzege Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg, de Rapport vun der Finanzkommissioun iwwert de Projet de loi vum Statsbudget fir d'nächst Joer, an dat esou wéi et am Artikel 109 vum Chambersreglement festgehalten ass. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Norbert Hauptert. Här Hauptert, wann ech gelift.

## 5. 5900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009

### Rapport de la Commission des Finances et du Budget

]] M. Norbert Hauptert (CSV), rapporteur.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegeen, wéi ech e klenge Bouf war an et ass mer emol eppes zougestouss, wou ech gemengt hunn, d'Welt géif fir mech zesummebréichen, dunn huet meng Mamm mech getréischt a gesot: Mäi Jong, mierk der eent, am Liewe kann der näischt geschéien, wat esou schlëmm ass, dat net dach nach eppes Guddes drun ass.

Fir vill Leit ass mat der Finanzkris eng Welt zesummegebrach. Ech denke besonnesch

un déi kleng Leit an Amerika, déi vun haut op muer hiert schwéier erschaffent Haus verluer hunn.

Wa mer et dann dach nach géife fäerdeg bréngen, dat an Zukunft d'Finanzmäert an d'Finanzinstitute op der ganzer Welt sech enger adequater Regulatioun an Iwwerwachung ënnerwerfe missten, an e Verhalenskodex opgestallt kéint ginn, fir ze verhënneren, datt d'Bänker exzessiv Risiken aginn, fir hir Profiter ze maximiséieren, fir datt esou d'Finanzinstitute sech erëm op hir Haaptaufgab besënne kënnen, déi dora besteet, Kreditter ze accordéieren, Verméigen ze géréieren a gesond Finanzberodung ze offréieren, da wier dach nach eppes Guddes un der Kris gewiescht, och wann dat de Leit, déi Hab a Gutt verluer hunn, wéineg bréngt.

Dëse Budgetsrapport geet net an d'Annale vun den normalen, den traditionelle Rapporten an, well e jo och net an eng normal Zäit erafällt. Dëse Rapport konnt net erstallt ginn, ouni de Kontext vun der Finanzkris, déi mëttlerweil d'Realwirtschaft agefaangen huet, ze betruachten. Et ass och am Hannergrond vun de viraussichtleche Konsequenze vun de Schwierigkeeten op den internationale Finanzmäert, datt d'Regierung d'Akzenter vun dësem Budget gestallt huet.

Dëse Budget soll:

- Éischtens, déi virsiichteg Finanzpolitik, déi vun de successive Regierungen an deene leschte Jore gefouert gouf, weiderféieren;

- zweetens, de Bierger an de Betriber hiert Vertrauen an d'Zukunft vun eiser Wirtschaft oprechterhalen a gegebenenfalls nach stäerken;

- drëttens, d'Kafkraaft, besonnesch vun de Leit mat niddregem Akommes, stäerken an déi öffentlech Investitiounen op engem héijen Niveau halen, fir datt déi Entrepreneuren, déi bei eis am Land hir Steiere bezuelen, weider schaffen an och esou weider Leit beschäftege kënnen,

- a véiertens, antizyklesch op eng sech bemierkbar maachend Rezessioun awierken.

A kuerze Wieder: Et ass e Budget vun der Virsiicht, vum Vertrauen, vun der politescher Responsabilitéit a vun der konjunktureller Vernunft.

Här President, ee Budgetsrapport ze erstellen, ass eng nobel, eng faszinant, eng beräichernd, awer och eng haart Aarbecht. Faszinant a beräichernd, well se dem Rapporteur iwwert de Wee vun enger voluminéiser Dokumentatioun a vun interessante Gespréicher mat Leit aus Regierung, de Verwaltungen, der Privatwirtschaft an der ziviler Gesellschaft d'Méiglechkeet bitt, fir a sämtlech Beräicher vun eiser politescher Aktivitéit en Abléck ze kréien.

Et ass keng liicht Aufgab, well se dem Rapporteur a kuerzer Zäit e regelrechte Marathon ofverlaangt. Dës Mammutaufgab besteet aus der Analys vun engem Gesetzesprojekt mat dräi Volumen an iwwer 700 Säiten, aus eelef Sëtzeunge vun der Finanza Budgetkommissioun, aus 28 Entrevuë mat de Verantwortlechen aus de Ministère, de Verwaltungen, der Privatwirtschaft an der Zivilgesellschaft, aus der Analys vun néng Avisé mat iwwer 600 Säite vun de Beruffschamberen, dem Statsrot, dem Rechnungshaff an der Zentralbank. An dat alles an engem Zäitraum vu sechs bis siwe Wochen.

Dernieft hat ech d'Initiativ ergraff, fir mech mat Schüler vun den ieweschte Klasse vu verschiddene Lycéeën aus dem Land iwwert de Budget ze ënnerhalen. D'Objektiv war, fir iwwert de Wee vum wichtigste Gesetzesprojekt vum Joer de Jongen a Meechercher aus eise Schoulen d'Problematik vun de Statsfinanzen ze erklären an hinnen doriwier d'Politik vun eisem Land e wéineg méi no ze bréngen. Ech muss gestoen, datt ech agréabel iwwerrascht war iwwert de groussen Interessi, op deen ech bei hinne gestouss sinn. Och dat war wierklech interessant.

Dës Aarbecht kann een awer net eleng a sechs Woche bewältegen. Et muss een op d'Informatiounen an d'Erklärunge vu ville Beamten zréckgräife kënnen a sech op d'Mathëllef vun de Mataarbechter aus der Chamber a besonnesch aus der Fraktioun verloosse kënnen. Och d'Kontributiounen vun de Kollegeen aus der Finanz- a Budgetkommissioun bei Geleeënheet vun eise ville Réuniounen ware mer eng grouss



Hëllef bei der Erstellung vu mengem Rapport.

Net ze vergiesse meng Fra, déi an där Zäit vill Versteesdemech huet missen opbrénge fir d'Hektik, an där ech mech beweegt hunn, an déi vill Sacrificer an Entbierungen an all där Zäit huet missen iwwer sech ergoe loosse.

Ech wëll hinnen all vun dëser Plaz aus en härerleche Merci soen. Ech si sécher iwwerzeegt, datt jiddferen, deen ech viséiert hunn, sech an de Mercien erëmfënt. E besonnesche Merci awer dem Fraktiounssekretär Frank Engel, dem Fraktiounsconseiller Nico Loes, an eise Mat-aarbechter Marc Reiter a Max Hengel, déi mer bei der Gestaltung an dem Iwwerschaffe vun dësem Rapport ganz staark zur Sait stoungen.

Här President, d'Kris, déi amgang ass sech ze globaliséieren, huet hiren Ursprung an der sougenannter „subprime crisis“ an Amerika fonnt, déi ufanks nëmmen de Finanzsektor beréiert huet. Iwwerdimensionéiert Hypothéikreditter ouni genügend Ofsécherungen hunn den amerikaneschen Immobiliemaart an deem Mooss emballéiert, datt jiddferen gemengt huet, et kéint ëmmer esou weidergoen. D'Banken hunn äifreg geléint an der Meenung, d'Immobiliepräisser géife permanent weider klammen, esou datt hir Hypothéik, déi ufanks bis zu 100% vum Uschafungspräis gereecht huet, sech lues a lues an normal Paragë géif zrëckbewegen.

Dat hätt kënne klappen, wann net iwwerschëlte Bierger op eemol mat dem Zrëckbezuere vun hirer Hypothéikschuld net méi nokomm wieren an de Banken, fir hir Hypothéik anzuléisen, d'Haiser hätte misse verkafen. Dat huet d'Präisser vun den Immobilien no ënne gedréckt, esou datt de Verkaufspräis net méi duergoung, fir d'Hypothéikreditter ze decken.

D'Banken, déi vill vun deene Kreditter accordéiert haten, stoungen mam Réckwiddert der Mauer, well se a Liquiditéitschwierigkeete komm sinn. Oft hate se hir Kreditter titriséiert, esou datt se an de Portefeuillé vun anere Banken an a Fongen ënnergetaucht sinn, an esou déi Banken, déi dës Fonge bei sech opgeluecht hunn, mat a Schwierigkeete gerappt hunn.

Dernieft huet de Finanzengineering, fir d'Geschäft nach méi rentabel ze gestalten, ëmmer erëm nei Finanzprodukter erfondt, déi sougenannten Derivaten, Futures an anerer méi, deenen hire Wäert total vun der Realwirtschaft lassgeléist ass, deenen hir Valeur notionnelle, wéi een esou schéi seet, a Fonctioun vum Wäert vun den ënnergeuerdnete Produkter evoluéiert.

Esou goufen d'lescht Joer op der Bourse Produkter am Wäert vu viermol dem wirkleche Wäert vun alle Gidder weltwäit gehandelt. A gudden Zäite stellt dat kee Problem duer, well déi Finanzprodukter op de Bourssen och meeschtens e gudden Echo fannen.

Wéi d'„subprime crisis“ sech manifestéiert huet, hunn d'Bourssen awer och reagiert. De Cours vun deenen Instrumenter ass séier an drastesch gefall. D'Banken, déi vill vun deene Produkter an hire Portefeuillen haten, hunn d'Vertraue vun den Investoren verluer an hire Cours ass och no ënne gefall. Déi kleng Spuerer hunn och d'Vetrauen an d'Banke verluer. Si hunn hir Erspuerner net méi sécher an de Banke geschat an hunn d'Suen zrëckgefrot. D'Liquiditéit vun de Banke goung lues a lues aus. Déi betraffe Banken hunn och d'Vetraue vun deenen anere Banke verluer, esou datt de Crédit interbancaire fir si net méi gespilt huet.

Si haten op eens net méi genuch Geld flësseg, fir der Nofro vun hire Klienten, déi hir Erspuerner wollten zrëckbezuelt kréien, nokommen ze kënnen. Si waren net méi solvabel an hätte se net vu Regierungssait finanziell Hëllef zougestane kritt, hätte si hir Schaltere missen zoumache, obschonn d'Gesamtsituatioun vun hirem Bilan emol net esou schlecht war.

Wann de Bankkredit net méi normal fonctionéiert a bei de Konsumente weltwäit Zweifel opkommen, da fänken d'Entreprise an un, hir Produktioun ze drosselen. D'Finanzkris schwappt op d'Realwirtschaft iwwer. Et ass dat, wat mer momentan erliewen.

Wéi dat Ganzt sech op déi national Wirtschaft an domat op de Budget vun 2009 wäert auswirken, kann ee mat Bestëmtheit net soen. Déi grouss Wirtschaftsexperte vum FMI, der OCDE an der Europäescher Kommissioun hunn hir Prognosen iwwert déi wichtegst Wirtschaftsparemetere staark no ënne reviséiert. Mir befannen eis a kengem Katastrophenzenario, awer, fir eise Statsminister ze zitieren: Mir liewen an

engem séier onsécheren Ëmfeld. An esou engem Fall ass Panikmacherei net ubruecht, dee Message läit och net an der Budgetsvirlag dran.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 2007 war nach en exzellent Joer fir eis Ekonomie, wann och net gradesou gutt wéi dat Joer virdrun. De Wirtschaftswuesstum louch bei 4,5%. De Chômage goung zrëck an d'Inflatioun huet sech a Grenze gehalten. Den Exercice huet mat engem Iwwerschoss vun iwwer 450 Milliounen ofgeschloss, während am Budget, deen d'Chamber gestëmmt hat, en Defizit vun 180 Milliounen virgesi war. D'Recettë louchen ëm 890 Milliounen Euro méi héich wéi am Budget ageschriwwen, wat op déi gutt Leeschtung vun eiser Wirtschaft zrëckzeféiere war.

Déi reell Dépensé sinn nëmmen ëm 55 Milliounen geklommen, wat d'Rigueur, mat där de Budget exekutéiert gouf, eemol méi ënnersträicht a wouzou een eise Budgetminister wierklech félicitéiere muss. Am Ganze konnten d'Spezialfonge mat 650 Milliounen méi dotéiert ginn, wéi dat am ursprüngeleche Budget virgesi war.

2008 wäert eis Wirtschaft dee Wuesstum net errechen, deen am Budget virgesi war. Amplaz vu 4,5% Wuesstum wäerte mer eis mat 2,5% zefridde misse ginn. Den Aarbechtsmaart wäert och net esou schnell wuesse wéi virgesinn, an d'Inflatioun wäert wesentlech méi héich leie wéi am Budget virgesinn, wat op déi héich Pétrols- an Agrarpräisser zrëckzeféieren ass.

Um 31. Oktober vun dësem Joer louchen d'Recetten ëm 6% méi héich wéi um selwechten Zäitpunkt dat Joer virdrun. Wann déi Tendenz sech géif bis zum Schluss vun Joer confirméieren, da kéinte mer dëst Joer erëm mat enger Plus-value vun ëm déi 500 Milliounen Euro rechnen. D'Cour des Comptes kënn mat hire Rechnungen op 603 Milliounen. Wa mer als Hypothees huelen, datt déi reell Statsausgaben an dësem Joer am selwechte Mooss wéi d'lescht Joer par rapport zum Budget wuessen, dat heescht ëm 0,7%, da kéime mer dëst Joer op en Iwwerschoss am Statsbudget vun ongeféier 420 Milliounen, an net op en Defizit vun 20 Milliounen, esou wéi et am Budget virgesinn ass.

Dësen Ëmstand ass deelweis op eng aussergewöhnlech Steigerung vun der TVA zrëckzeféieren, déi sech iwwer eng Steigerung vun interne Konsum erkläert. Deen erëm fënnst zum Deel seng Ursach an der Stärkung vun der Kafkraaft, déi mer iwwert de Budget duerch d'Upassung vum Steuerbarème an d'Aféiere vum Kannerbonus déclenchéiere wollten.

Et ass unzehuelen, datt den Iwwerschoss, dee mer dëst Joer wäerten ze verbuche kréien, ganz an d'Spezialfonge flësse wäert. De Projet zum Statsbudget ass opgrond vun de Wirtschaftsparemetere opgestallt ginn, déi der Regierung am Moment, wou de Budget opgestallt gouf, bekannt waren: e Wirtschaftswuesstum vun 3%, eng Croissance vun der Beschäftigung vun 2,7% an eng Inflatioun vun 2,4%.

An der Tëschenzäit hunn déi Parametere bestänneg geännert, esou datt et schwéier ass, nach iergendeng Pronostic ze woen. Sämtlech Prognose weisen awer an d'Richtung, datt weder de Wirtschaftswuesstum nach de Beschäftigungswuesstum kënnen erreicht ginn an datt d'Inflatioun par contre méi niddreg kéint ausfale wéi virgesinn.

An deem Fall ass et scho méiglech, datt déi Recetten, déi am Budget ageschriwwen sinn, schwéier ze realiséiere sinn. Et muss een awer ervirhewen, datt d'Recetten nach all Joer virsiichteg ageschat goufen, wat dann och all Kéier zu Plus-valué gefouert huet.

Et kéint een also, ganz optimisteschech betruecht, unzehuelen, datt mer dëst Joer vläicht dach nach mat enger Null-Plus-value rechnen kéinten an esou mat engem bloen A dovukéimen.

Well d'Recetten also schwéier genau anzuschätze sinn an den Ausgabebudget esou agencéiert ass, fir d'Kafkraaft vun de Ménagen an d'Investitiounscapacitéit vun de Betriber ze stäerken, fir esou dem Rezessionstrend entgéintzewirken an de Leit dobaussen hiert Vertrauen ze stäerken, huet d'Regierung mat der Chamber decidéiert, fir de Budget net ze änneren an en esou, wéi e projézéiert ass, der Chamber zum Vote ze presentéieren.

Dës Décisioun huet och d'Zoustëmmung vun alle Parteien an der Finanzkommissioun fonnt, an an allen Avisen, déi eis virgeluecht goufen, ass och dës Démarche begréisst ginn.

Déi wichtegst Mesuren, déi d'Regierung virschléit, fir d'Kafkraaft vun de Ménagen ze stäerken an d'Produktioun vun de Betriber

oprechtzeerhalen, sinn: d'Indexupassung vum Steuerbarème vun 9%, d'Aféiere vun engem Steierkredit fir Loun- a Rentenempfänger an Elengerzéier, d'Steiermoossname fir de Wunnengsbau, d'Aféiere vun engem Système chèque-crédit, d'Verduebele vun der Heizungszoulag, - déi an eng Deierechtzoulag ëmbeannt gëtt -, d'Erofsätze vun dem Taux vun der Kollektivitéitssteuer vun 22 op 21%, d'Ofschafe vum Droit d'apport, d'Erweidere vum Krees vun de Bénéficiairé vun der Exonération vun der Besteuerung vun den Dividenden.

D'Kollege Laurent Mosar a Lucien Thiel wäerte bei Geleeheneit vun der Diskussioun iwwert d'Gesetzesprojete betreffend d'Steierreformen hei an der Chamber am Detail op déi Mesuren agoen, esou datt ech se nëmme kuerz wäert belichten.

Wat déi physesch Persounen ubelaangt, esou gesäit d'Reform haaptsächlech d'Upassung vum Steuerbarème an d'Ersetze vun den Abattementer fir Loun- a Pensionsempfänger an Elengerzéier duerch e Steierkredit vir. Dës Moossname bedeierte fir de Stat eng supplementar Charge vu 440 Milliounen. D'Leit hunn also d'nächst Joer 440 Milliounen Euro méi ze verzieren, ze investéieren oder gegebenenfalls ze spueren. Iwwert d'Upassung vum Barème huet all Steierzueler am Joer 2009 tëscht 350 an 1.640 Euro méi Akommes, jee no der Héicht an der Zesummesetzung vu sengem Revenu, jee no der Kompositioun vu sengem Stot.

Déi Ménagen, déi keng Steiere bezuelen, an dat sinn der 38% bei eis am Land, kënnen awer vun esou enger Steiermoossnam net profitéieren. Dofir huet d'Regierung proposéiert, fir déi uewe genannten Abattementer a Steierkreditter ëmzënnieren. Déi Moossnam ass eng Nulloperatioun fir déi, déi bis elo deen Abatement steierlech konnte geltend maachen. Si bréngt de Leit, déi bis elo keng Steiere bezuelt hunn, en Avantage vun 300 Euro a fir den Elengerzéier 300 + 750, dat heescht 1.050 Euro Akommes méi am Joer. Fir d'Bezéier vum soziale Mindestloun mécht dat ab dem 1. Januar mat der Erhéijung vum Mindestloun vun 2% eng Verbesserung vun hirem Akommes tëscht 3,7 an 8,2% aus, jee nodeem a wellecher familiärer Situatioun ee sech befënt.

De System Chèques-services ass eng weider Measure, besonnesch zugonschte vun deene Ménagé mat klengem Akommes, am Sënn vun enger méi cibléierter Familjepolitik. De System soll d'Eltere finanziell bei der Betreierung vun hire Kanner an enger Crèche oder Maison relais ënnerstëtzen. Bis zu dräi Stonne soll all Kand gratis betreit ginn, egal wéi héich d'Akommes vun den Elteren ass. Doriwwer eraus ass d'Gratuitéit gestaffelt a Fonctioun vum Revenu vun den Elteren, bis zu 23 Stonnen, an doriwwer muss de vollen Tarif bezuelt ginn, dee maximum 7,5 Euro d'Stonn ausmécht. Dës Measure gëtt och vun de Gemenge begleet. De Käschtpunkt fir de Stat beleeft sech fir dat éischt Joer op 20 Milliounen.

D'Steiermoossnamen zugonschte vun den Entrepreneuren hunn als Haaptobjektiv, hir Kompetitivitéit ze verbesseren a Lëtzebuerg als Standuert fir den Ausbau vu bestehende Betriber an d'Installatiounen vun neien Entrepreneuren méi attraktiv ze gestalten.

Esou proposéiert d'Regierung, fir de Steiersaz vun der Kollektivitéitssteuer vun 22% op 21% erofzesetzen an d'Taxe d'abonnement ofzeschaffen. Si schléit Moossname vir, fir de Mécénat an d'Philanthropie hei am Land ze fördern. D'Philanthropie ass amgang sech zu engem spezifesche ekonomesche Sektor ze entwéckelen, dee sech un eng Finanzplaz richt, déi Kompetenzen a Facilitéiten um Niveau vun der Gestiou vun esou Fongen opweist. E Créneau, dee sech also exzellent fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg prêtéiere kéint. De Kollege Lucien Thiel wäert nach dorop zrëckkommen.

D'Regierung huet decidéiert, déi staatlech Investitiounen op engem héijen Niveau ze halen, fir datt de Carnet de commande vun de Betriber och fir d'nächst Joer uerdentlech ausgesäit, fir datt se weider schaffen a weider Leit beschäftege kënnen. D'öffentlech Hand gëtt d'nächst Joer 1,7 Milliarden Euro fir Investitiounen aus; dat sinn ëmgeréicht 70 Milliarden där aler Frang.

Dat sinn Investitiounen an d'Zukunft vun eisem Land, vun deenen déi kommend Generatiounen an de Stroossebau, an d'Eisenbunnsnetzer, an d'Datebanken, d'Informationsautobunnen, Investitiounen a Schoulen, Sportsinstallatiounen, Kulturzentren, Spideeler, Seniorenheime, Kläranlagen. Alles Investitiounen, fir d'Liewensqualität vun eise Bierger an d'wirtschaftlech Attraktivitéit vun eisem Land ze erhalen an

ze verbesseren, an eisem Intérêt, awer och am Intérêt vun eise Kanner a Kandskanner.

D'Regierung investéiert d'nächst Joer vill méi an d'Fuerschung an an d'Universitéit, fir domat eis Wirtschaft an Zukunft méi staark an d'Richtung Wëssensgesellschaft ze positionéieren. Esou huet se decidéiert, fir un engem grouse Projet am Beräich vun de Biotechnologien ze participéieren. De Käschtpunkt ass 140 Milliounen Euro iwwer fënnf Joer. D'Kreditter fir d'Universitéit klammen d'nächst Joer ëm 24%. Och eise Budget zugonschte vun deene ganz Aarmen op dëser Welt gesäit fir d'nächst Joer eng Steigerung vu 17% vir.

Här President, déi Investitiounen kënnen mer och a méi schwierigen Zäite wéi déi vun nächste Joer tätigen, well mer a gudden Zäiten d'Plus-valuen net iwwer en iwwerdriwwene Konsum ausginn hunn, mä op d'Sait geluecht hunn. Mir hu Reserven ugeluecht, fir an de schlechten Zäiten investéieren ze kënnen an eise Bäitrag zu enger antizyklescher Steigerung vun eiser Wirtschaft leeschten ze kënnen. Eng virsiichteg a wäitsichteg Finanzpolitik also.

Queesch duerch Europa annoncéieren d'Regierungen elo mat vill Gedäisch Ënnerstützungsmoossnamen zugonschte vun der Wirtschaft, fir der Rezessioun entgéintzestieren. Mir brauchen dat net. Mir haten esou Moossnamen a weiser Virausicht an eisem Budget anticipéiert. Dat nennt ee preventiv Konjunktursteigerungspolitik.

Viraussichtlech wäerten um 31. Dezember vun dësem Joer 1,7 Milliarden Euro an de Spezialfonge leien. Ze bemerken ass, datt dat net nëmmen déi Spezialfonge sinn. Dozou gehéieren och nach de Gemengefinanzierungsfong an de Beschäftigungsfong; fir nëmmen déi zwee ze nennen. Et sinn d'Fongen am grouse Ganze gesinn.

Sollte mer déi Plus-valuen opgrond vum heitege Stand vun der Exekutioun vum Budget vun dësem Joer erwaarde kënnen, da kéimen nach 420 Milliounen derbäi. D'Speisung vun de Fongen iwwert de Budget, Emprunten an direkt Recettë beleeft sech fir d'nächst Joer op 2,7 Milliarden. D'Dépensé sti mat 3,2 Milliarden zu Buch. Wann alles esou d'nächst Joer ofleeft, hu mer um Enn vun 2009 nach 1,2 Milliarden Euro an de Spezialfongen; also ëm déi 500 Milliounen manner wéi dëst Joer. Et gesäit een also, datt, wa mer d'Fongen net méi iwwer Plus-valué speise kënnen, se lues a lues ausdréchnen.

De Budgetsrapporteur fir d'Joer 2002, de Claude Wiseler, huet deemools geschriwwen, datt ouni supplementar Dotatiounen iwwert d'Plus-valuen d'Fongen 2008 épuiséiert wieren. Deemools waren d'Reserve liicht méi héich wéi haut. Si louche bei 1,4 Milliarden, géint 1,3 Milliarden haut. Fir de Verglach ze komplettéieren, muss een awer och ernimmen, datt d'Statsschuld sech deemools op 650 Milliounen Euro belaf huet, an de Rapporteur deemools gemengt huet, datt, wann de Stat seng Politik, wat d'Emprunten ubelaangt, an Zukunft esou géif weiderféieren, d'Statsschuld 2008 komplett zrëckbezuelt wier. Deem ass leider net esou.

Virun der Refinanzierungsoperatioun vu Fortis an Dexia huet d'Statsschuld ëm déi 800 Milliounen Euro ausgemaach, wouvun der 732 Milliounen fir d'Speisung vun de Spezialfonge getäht goufen. Eis Fonge sinn also net dréchen, awer eis Schold ass och net épurgéiert.

Mir wäerte mat der eventueller Dotatioun vun den dësjährege Plus-valuen 1,7 Milliarden Euro an de Fonge behalen. Wéi scho gesot, komme 732 Milliounen iwwert d'Emprunten, esou datt mer awer ronn eng Milliard méi gespuert hunn, wéi de Claude Wiseler dat 2001 konnt virausesinn.

Dës Situatioun ass selbstverständlech op déi gutt Evolutioun vun eiser Wirtschaft zrëckzeféieren, déi een deemools net an deem Mooss konnt virausesinn. Si ass awer och de Beweis vun enger konsequent virsiichteger a wäitsichteger Finanz- a Budgetpolitik vun eiser Regierung. Eis Statsschuld huet sech also Enn September vun dësem Joer op ronn 730 Milliounen Euro belaf, wat ronn 2% vum BIP ausmécht. Et sief bemierkt, datt no de Maastrichter Kritäre 60% erlaabt sinn.



Am Kader vun der Refinanzéierungsoperatioun vun deenen zwou systemesche Banken, der Dexia an der Fortis, huet d'Regierung 500 Milliounen iwwer Emprunté gezunn, déi schonn iwwer d'Budgetgesetzter vun 2006 an 2008 autoriséiert waren, an een zousätzlechen Emprunt vun 2 Milliarden opgeholl, esou datt eis Schold um Enn vun dësem Joer op 3,2 Milliarden Euro klëmmt. Deem géintwärt muss een awer d'Avoiren an d'Participatiounen stellen, déi de Stat a verschidde Gesellschaften an Institutiounen huet. Déi kann ee mat Recht als Contrepartie vun der Schold considérieren, souzeseo als Garantie fir d'Zréckbezuue vun der Schold.

Den Nominalwäert vun deenen Avoire war um 30. September vun dësem Joer 4,9 Milliarden Euro. Wann een den Nominalwäert vun de Participatiounen an de Privatgesellschaften duerch de Wäert, mat deem se op der Bourse cotéiert sinn, ersetzt, da kann ee roueg nach 1,2 Milliarden derbärechnen, esou datt een op ee Gesamtavoir vu ronn 6 Milliarden Euro kënnt, géintwärt enger Schold vun 3,2 Milliarden.

Dobäi dierf een net vergiessen, datt déi Schold vun 2,5 Milliarde fir d'Ënnerstëtzung vun deenen zwou systemesche Banke keng Schold am regelrechte Sënn vun Wuert duerstellt, well mer jo och eppes amplatz kréien, an zwar Aktien, déi een och erëm an Zukunft an eisen Avoire muss erëmfannen. D'Finanzsituatioun vum Stat ass also gesond, dat kann ee mat Sécherheet behaupten, an dat stellt eng gutt Viraussetzung duer, fir datt mer déi Schwierigkeiten, déi op eis zoukomme wäerten, och meeschtere kënnen.

Här President, bei der Analys vum Statsbudget muss een ënnerscheeden tëschent, éischters, dem traditionelle Statsbudget, esou wéi en no de Regele vun dem Kontabilitéitsgesetz vum Stat opgestallt ass - mir schwätzen an deem Fall vum traditionelle Statsbudget -, zweetens vum Budget, esou wéi en no de Maastrichter Kritären opgestallt ass - mir schwätzen an deem Fall vum Budget vum Zentralstat -, an drëtens de Budget, deen de Gesamtstat betrëfft, dat heescht den Zentralstat, d'Gemengen an d'Sécurité sociale, an deem Fall schwätze mer vum Budget vun der öffentlecher Verwaltung.

Vereinfacht duergestallt: Fir vum traditionelle Statsbudget op de Budget vum Zentralstat ze kommen, rechent een d'Ausgaben an déi eege Recettë vun den öffentlechen Etablissements, de Fondatiounen, de Statsservicer mat Gestion séparée an de Spezialfongen derbäi. Esou gesinn, schléisst den traditionelle Statsbudget mat engem lwwerschoss vun 13,2 Milliounen of, de Budget vum Zentralstat mat engem Defizit vu 704 Milliounen, an de Budget vun der Administration publique mat engem lwwerschoss vu 429 Milliounen. Den Defizit vu 704 Milliounen am Budget vum Zentralstat ass besonnesch op déi héich Investitiounen zréckzuführen, déi d'Regierung fir dat nächst Joer programméiert huet, am Sënn fir eiser Wirtschaft ee kräftegen „coup de pouce“ ze ginn.

Wat den traditionelle Statsbudget ubelaangt, esou muss ee Folgendes ervirhiewen: Éischters, wéi scho gesot, e schléisst mat engem lwwerschoss vun 13,2 Milliounen of. Zweetens, d'Ausgabe mat 6,9% wuesse manner schnell wéi d'Einnahme mat 7,3%. Drëtens, déi normal Fonctionnementskäschte vum Stat wuessen nëmmen ëm 3,8%. Véiertens, d'Kapitalausgabe sinn zu 92% vum lwwerschoss am lafende Budget gedeckt. A fënneftens, vergläicht een d'Ausgabe vum Budget 2009 mat de viraussichtlechen Ausgaben, déi 2008 wierklech gemaach wäerte ginn, da kënnt een op eng Progressioun vu knapp 1%, also wäit ënnert der Inflatoun.

De Statsbudget schléisst also mat engem lwwerschoss of, an dat trotz de Mesuren, déi geholl goufen, fir d'Kafkraaft vun de Ménagen an d'Investitiounsméiglechkeete vun de Betriber ze stäerken. Dat mécht ëmmerhi fir d'Upassung vun Steierbarème 342 Milliounen, fir d'Steierkreditte 98 Milliounen, fir de Chèque-service 20 Milliounen a fir d'Deierechtzoulag 8,9 Milliounen méi aus. Dat mécht zesumme ronn 469 Milliounen. Wann een d'Upassung vum Steierbarème vum leschte Joer an de Kanner-

bonus, dee jo och dëst Joer ausbezuelt gëtt, derbärechent, da kënnt een op 690 Milliounen, déi de Stat 2009 méi ausgëtt respektiv manner erakritt, wéi wann en déi Mesuren net geholl hätt. Dobäi hunn ech dem Ofschafe vum Droit d'apport an de Steiermoosnamen zugonschte vun de Betriber nach keng Rechnung gedroen. Dat ass en décke Pak, fir d'Kafkraaft vun eise Leit ze stäerken.

Här President, deen nevragesche Punkt vum Statsbudget fir dat kommend Joer stellen d'Recetten, a besonnesch d'Steierrecetten duer. D'Verwaltungen hunn hir Previsiounen opgrond vun hiren interne Berechnungen opgestallt, déi staark op Erfahrungswäerter opbauen, déi awer och den ekonomesche Parametere, déi fir de Budget zréckbehale goufen, Rechnung droen. Haut wësse mer, datt mer déi Parametere net erreche wäerten. Ob mer verschidde Steierrecettë wäerte realisieren oder net, hänkt awer net eleng vun dem wirtschaftleche Wuesstum of, mä och vun dem Verhale vun de Konsumenten, vun der Reaktioun vun de Betriber, a vun der Vitesse, mat där d'Verwaltungen d'Besteuerung vun den ofgeschlossene Jore kënnen duerchziehen.

Wann d'Mesurë fir d'Stäerkung vun der Kafkraaft gräifen, an d'Leit hir Suen hei am Land ausginn, da kënne mer déi Recetten iwwer d'TVA, déi virgesi sinn, och erakréien. Wann eis Betriber hir Avancen net ze vill erfrosetzen, an der Hoffnung vun enger schneller Relance, a wann d'Verwaltung versichert, déi Steiersolden, déi nach austinn, méi schnell wéi gewéinlech eranzedriewen, da kënne mer och mat de Steiere vun de Kollektivitéite rechnen, déi de Budget virgesäit. Wann d'Betriber, a besonnesch d'Banken, weider Leit astellen, fir dee strukturellen Defizit vun hirem Emploi, deen ëmmer erëm an d'Fenster gestallt gëtt, ze behiewen, da kréie mer och déi Lounsteuer eran, déi d'Verwaltung virgerechent huet, well jo da méi Leit eng Aarbecht hunn, oder wéinstens keng Leit entlooss ginn.

Jo, wann! Wann dat Wuert „wann“ net wier, da wiere mer all vill méi schlau!

Eent steet fest: Mir kommen net un de Betrag vun der Taxe d'abonnement erun, deen de Budget virgesäit, well déi direkt vun der Evolutioun vun der Bourse ofhänkt, an déi ass am Moment jo net op der gewonnener Säit. Schlussendlech muss ee soen, datt mer an deene leschte Joren d'Steierrecettë regelméisseg ëm eng hallef Milliard ënnerschat hunn. Wéinst all deenen Ongewësseheete schéngt et eis net noutwendeg ze sinn, en Aschnëtt an d'Recettë vum Budget virzuehuelen. Solt en Abroch an de Recettë wierklech kommen, da muss mer eis mat engem Defizit offannen, esou wéi dat vill aner Länner an Europa während Jore scho maachen, mat der Hoffnung verbonnen, selbstverständlech, datt aus dem konjunkturellen Defizit kee strukturellen entsteet.

Här President, nach e Wuert zur Ofhängegkeet vun eise Steierrecettë vis-à-vis vun der Finanzplatz. Wann een d'Moyenne vun de Recettë rechent, déi tëscht 2004 an 2007 an d'Statskeess gefloss sinn, iwwer d'Kollektivitéitssteuer, d'Lounsteuer, Kapitalakomessteier, d'Tantiëmesteier an d'Vermögenssteuer - all déi Steieren zesumme maachen ëmmerhi 84% vun den direkte Steieren aus -, wann een déi also zesummerechent, da stellt ee fest, datt iwwer 50% direkt aus de Betriber vum Finanzsecteur fléissen. Bei der Gewerbesteier mécht dat nach eng Käier 65% aus. Dat ënnersträicht ganz kloer d'Wichtigkeet vun deem Secteur an eiser Economie, an anerersäits awer och d'Ofhängegkeet vun eise Statsfinanze vun deem Secteur. Dat ass fir eis selbstverständlech eng grouss Suerg.

Här President, wat d'Statsausgaben ubelaangt, esou hunn ech a mengen Ausféierungen schonn op déi eng oder aner hiewisen, esou datt ech hei versichen, mech op dat Wesentlech ze beschränken. Wat déi zukunftsorientéiert Investitiounen am Sënn vun enger nohalteger Entwécklung ubelaangen, esou muss ee sämtlech Investitiounen an de Stroossebau, d'Schinnenetz, de Bau vu Kläranlagen, Schoulen an esou weider, ech hu se schonn ernimmt, awer besonnesch an d'Infrastrukture vun der Uni Lëtzebuerg, an de flächendeckenden Ausbau vun den Informatiouns- a Kommunikatiounsautobunnen, d'Investitiounen an d'Fuerschung an an nei Technologien ernimmen.

D'nächst Joer gëtt den nationale Plang fir eng nohalteger Entwécklung finaliséiert. D'Ënnerstëtzungskreditte fir ekologesch Steuerungsprojete ginn ëm 40% erhéicht. Ervirziewe bleiwen och nach d'Ënnerstëtzung un d'Gemenge fir de Finanzement vu konventionéierte Projeten am Beräich vun der Gestiou an dem Ënnerhalt vun der Natur, d'Erstellung vun Duerfentwécklungs-

pläng am ländleche Raum, d'Kreditte fir d'Förderung vun Alternativenenergien an d'Ausgabe fir den Ëmweltschutz.

Wat d'Ausgaben am Intérêt vun eiser Jugend ubelaangt, esou muss een am schoulesche Beräich besonnesch d'Augmentatioun vun de Kreditte fir d'Oriëntatioun vun de Schüler ernimmen, de Kredit, op héijem Niveau, vun de Subsidë fir d'Universitätsstudien, d'Kreditte un d'Privatschoulen an d'Ënnerstëtzung fir den Däitsch-Lëtzebuerg Lycée zu Schengen/Perl.

D'Ausgabe fir d'Kannerbetreieung hunn ech scho belicht. Et wier nach ze ënnersträichen, datt méi Plazen an de konventionéierte Crèches an an de Maisons relais geschaf ginn. Fir staatlech Kannerheemer si 5,6 Milliounen virgesinn, a fir de Service national de la jeunesse sti 6 Milliounen am Budget.

D'Ausgabe fir d'Animation culturelle ginn ëm 27% erhéicht, d'Participatioun vum Stat um Bau an Ënnerhalt vu regionale Kulturzentre gëtt weidergefouert, an e Programme-pilote fir den Encadrement vun de Jugendéquipes, am Kader vun der Promotioun vum Bénévolat, gëtt vum Sportsminister zesumme mat der Familljeministesch ausprobiert. Eng Enveloppe vun 11,5 Milliounen, am Kader vum achte Fënnfjoresplang am Sport, ass fir den Ausbau vun eise lokalen a regionale Sportsinstallatiounen virgesinn.

Am Beräich vun der sozialer Ofsécherung an der Solidaritéit muss ee besonnesch ervirhiewen, datt de Stat mat iwwer zwou Milliarden an de Pensiounskeesen an un der Kannergeldkeess participéiert. 0,92% vun eise Bruttonationalakomes si fir d'Kooperatioun an déi humanitär Hëllef virgesinn. Fir de Finanzement vun nationale Solidaritéitsfong stinn 212 Milliounen am Budget. Mat 27 Milliounen hëllef de Stat eng Mutualitéit fir d'Employeuren op d'Been ze stellen, déi am Kader vun der Aféierung vum Statut unique an d'Liewe geruff gouf. Eng „Agence immobilière sociale“ gëtt vum Wunnungsbauminister, zesumme mat der Familljeministesch, geschaf. D'Kreditte fir de soziale Wunnungsbaun an d'Hëllef bei dem Uschafe vun engem Eegeheim bleiwen op engem héijen Niveau.

Am Beräich vun der Beschäftegung fanne mer fir de Fonds de l'Emploi 170 Milliounen am Budget. Fir d'Gehälter vu Behënnerten an de protegéierten Ateliere oder soss anzwousch um Aarbechtsmaart sinn 21,6 Milliounen virgesinn a fir de Fonctionnement vun de protegéierten Ateliere nach eng Käier 10,8 Milliounen, an et sief nach besonnesch ervirgehewen, dass zu Biissen en neien Atelier protégé geschaf gëtt.

Am Beräich vun der Famill an der Alters- a Behënnertbetreieung hu mer d'Investitiounen an Altersheemer a Fleegeheemer schonn ernimmt. Fir d'Participatioun vun de Fonctionnementskäschte vun de Centres d'accueil fir Frae stinn 8,3 Milliounen am Budget. D'Kreditte fir de Congé pour raisons familiales klamme vun 3 op 4,5 Milliounen. D'Participatioun vun de Fonctionnementskäschte vu konventionéierte Servicer fir Behënnert klëmmt op 34 Milliounen, an d'Participatioun vun der Fleegeversécherung bleift op 140 Milliounen stoen. Besonnesch ernimmt sief hei nach déi substanzuell Erhéijung vun de Kreditte fir d'Formatioun am Beräich vun de Soins palliatifs a vun der Betreieung vun de Leit, déi en fin de vie sinn.

Am Beräich vun der Gesondheet si fir 2009 fir de Bau vu Spideeler 48 Milliounen am pluriannuelle Programm virgesinn a fir d'Mise à niveau vun de Spidolsinfrastrukture sti 70 Milliounen am ordinäre Budget. Den Nuetsdängscht fir d'Generaliste gëtt ausgebaut: plus 70% an de Kreditte. D'Kreditte fir Stagen am Kader vun enger speziellescher Formatioun am Beräich Médecine générale ginn erhéicht. D'Participatioun un den Dépensë vun de Krankeese belafe sech op 814 Milliounen an déi vun de Prestations de maternité op 136 Milliounen.

Am Beräich vun der öffentlecher Sécherheet sief besonnesch d'Verstäerkung vun den Effekter an der Police an an der Justiz ervirgehewen. Den zweete pluriannuelle Programm vun dem Rekrutement an der Justiz kënnt d'nächst Joer zum Enn. An deene leschten zéng Joer goufen iwwer déi zwee Programmer 110 nei Plazen am Beräich vun der Justiz geschaf.

De Programm fir d'Verstäerkung vun eise Polizeiapparat gesäit 500 nei Astellung bis d'Joer 2015 vir. Et wier besonnesch ze hoffen, datt déi Leit dobaussen an Asaz kommen an net an de Büroen ënnerstächen.

Wat d'Beräicher Wirtschaft, Energie, Landwirtschaft a Mëtzelstand betrëfft, esou kann

een ernimmen: d'Weiderféiere vun den Ënnerstëtzungsmoosnamen um Plang vun de jeeweilege Kadergesetzter, vum Fënnfjoresprogramm am Tourismus a besonnesch d'Participatioun un de Fonctionnementskäschte vun de Lëtzebuerg an internationalen Organismen am Beräich vun der Recherche, dem Développement an dem Transfert de technologie.

Wann ech dese Beräich fir de Schluss reservéiert hunn, dann net, well en déi mannste Kreditte verschlängt, mä besonnesch well seng Kontributioun zum PIB am gréissten ass. Ouni d'Revenuë vun eiser Wirtschaft kéinte mer keng Sozialpolitik maachen. Et muss nach ëmmer fir d'éischt verdéngt ginn, an dann eréischt kann ee verdeelen. Dat ass bei jiddferengem doheem de Fall an dat ass beim Stat och net vill aneschtens.

Et ass mathin e Budget vun der finanzieller Virsiicht a vun der politescher Responsabilitéit. Do, wou an Zukunft investéiert muss ginn, an do, wou de Stat seng Responsabilitéit um Plang vun der Ëmverdeelung ze huelen huet, do bleiwen d'Ausgaben op engem héijen Niveau. Do, wou agespuert konnt ginn, oni datt de Liewensnerv vun eiser Wirtschaft oder eiser Gesellschaft beréiert géif, do huet all Minister seng Responsabilitéit iwwerholl an Aschnëtter a sengem Budget akzeptéiert, fir datt déi Ziler, déi dese Budget viséiert, erreecht kënnen ginn.

Här President, léif Kolleegen a Kolleginnen, d'Fro, déi ech mer ëmmer scho méi laang stellen an déi sech besonnesch am heitege wirtschaftlechen Ëmfeld eemol méi opdrängt, ass déi, ze wëssen, wou mer hiwëllen: Welche Wuesstum brauche mer? Welche wëlle mer? A welche kënnen mer iwwerhaupt nach verdroen?

Duerfir wollt ech wëssen, wéi mer dosti bei eis heibannen an och besonnesch am internationale Vergläich.

De Statsrot huet a sengem Avis en interessante Vergläich opgestallt tëschent Lëtzebuerg a sengen direkten Noperen, wat d'Evolutioun vum PIB, der interner Beschäftegung an der Masse salariale brute iwwer déi lescht néng Joer ubelaangt.

De Statsrot stellt fest, datt an där Zäitspan eise PIB bal zweemol méi séier gewuess ass wéi an eisen Nopeschlänner, datt den Emploi tëschent véier- an zéngmol méi an d'Luucht goug, an datt d'Masse salariale brute bei eis ëm 72% zougeluecht huet, an Däitschland ëm 11%, an der Belsch ëm 37% an a Frankräich ëm 35%.

An enger Etüd vun der OCDE gesi mer, datt de Bruttoduerschneittsloun vun engem Jonggesell an Däitschland 94%, an der Belsch nach 85% an a Frankräich nëmme méi 71% vun deem duerstellt, wéi hei bei ons am Land verdéngt gëtt. Um Nettoloun maachen dat nëmme méi 76, 70 an 72% aus. D'Leit verdéngen also bei eis brutto nëmme licht méi wéi an den Nopeschlänner, kréien awer netto gesi vill méi eraus wéi bei eisen Noperen, well d'Sozial- an d'Steierlaaschte bei eis wesentlech méi niddreg sinn an d'Soziallaaschte jo och deelweis iwwer de Budget finanziéiert ginn.

Eng Berechnung, déi mer selwer an eiser Fraktioun opgrond vun den Donnéeën, déi mer vun der Steierverwaltung geliwwert kruten, opgestallt hunn, ergëtt, datt d'Kafkraaft bei eis am Land an deene leschten zéng Joer tëschent 37 a 49% zougeluecht huet, jee nodeem a welchem Zeenario ee sech befënt, deen eise Berechnungen zugronn louch.

Déi Ziffere beleeeën, datt et falsch ass, ze behaupten, d'Kafkraaft hätt an deene leschte Jore staark gelidden. Et geet eis allgemeng betruecht gitt, heiheem besser wéi virun zéng Joer, an am internationale Vergläich och vill besser, wéi de Leit an Däitschland, an der Belsch oder a Frankräich.

Wat wëlle mer da méi? Wéi vill wëlle mer nach wuessen? Wéi vill musse mer nach wuessen? A wéi vill kënnen mer iwwerhaupt nach wuessen? Dat si meng Froen.

D'Statistiken, déi mer all säit enger Zäit kennen, behaupten jo, datt mer eng Croissance vu mindestens 4% brächten, fir de Finanzement vun eise Sozialversécherungssystem an Zukunft ofzesécheren, datt déi Croissance awer dofir och vun engem Beschäftegungswuesstum an darselwechter Proportioun begleet misst ginn an datt mer eng Croissance vun der Beschäftegung vu 4,5% brächten, fir de Chômage erfrozesetzen.

Aus dem Statsrot sengem Tableau geet ervir, datt eis Croissance an de leschte Jore ganz aarbechtsintensiv war, wat vun de Leit, déi eng Aarbecht fonnt hunn, jo begréisst gëtt, wat awer fir de Verkéier bei eis am



Land laangfristeg gesinn e Problem wäert duerstellen.

Wa mer also un de Wuesstumskritäre festhalen, déi mer, fir de Statistiken ze gleewen, brauchen, da stinn eis zwou Alternative vir: Entweder mir schalten eis Ausgaben, an domadder och eis Sozialausgabe mat Mooss zréck, oder eist Land développéiert sech zu enger eenzeiger grousser Metropol, mat all deene Problemer, déi dat eleng um Plang vum Verkéier a vum öffentlechen Transport mat sech bréngt.

Ech si weder fir déi éischt a scho guer net fir déi zweet Alternativ. Duerfir solle mer de Wee vun der Zukunft vun eisem Land an engem Modell sichen, deen éischer op engem Wuesstum vu Plus-valuë wéi op engem aarbechtsintensive Wuesstum berout, deem Modell, dee scho meng Virgänger, d'Rapporteure Jeannot Krecké a Laurent Mosar, an hirem Bericht versicht hunn ze esquisseren.

Eng Pist kéint déi vun engem Wuesstum sinn, deen op der Fuerschung an der Innovatioun baséiert. Vill vun deenen Avisen, déi eis zougestallt gi sinn, weisen an déi Richtung.

Duerfir begréisste mer och dee groussen Effort, deen d'Regierung um Plang vun der Universiteit, vun der Recherche a vun der Innovatioun ënnerhëlt.

Här President, och de Conseil supérieur fir eng nohalteg Entwécklung, de CSDD, seet a senger Stellungnahme zur nohalteger Entwécklung vun de Statsfinanzen, datt déi zentral Erausforderunge fir d'Zukunft vun eisem Land dora leien:

1) fir d'Kompetitivitéit vun eisem Land iwwert de Wee vun nohaltegen Investitiounen ofzesécheren, an zwar Investitiounen an d'Innovatioun, an d'Effizienz an an d'Stabilitéit;

2) datt déi mat der demokratescher Entwécklung zesummenhängend strukturell Upassunge misste maîtresiert ginn,

3) dass eis Gewinnechten an eis Produktionssystemer un e moderéierte Verbrauch vun den natierleche Ressourcë missten ugepasst ginn.

Den CSDD werft zum Schluss eng Rei vun Themen op, iwwert déi hien d'Responsabilitéit vu Wirtschaft a Politik opfuert nozedanken. Ech ginn hei net op déi Stellungnahme vum CSDD an, well mer nach bei Geleeënheet vun der Interpellatioun, déi de Kolleeg Charles Goerens iwwert déi Stellungnahme un d'Regierung gerichtet huet, am Detail an deem Haus dorop wäerten zréckkommen.

Här President, wann een an d'Zukunft denkt, da kënn een net laanscht d'Entwécklung vun eisem Land. E Paradebeispill vun enger gelongener Rekonversioun vun enger Industriebrooch an hirer Integratioun an déi Regioun, an där se läit, an dat am Aklang mat der Regierungspolitik, wat d'Landes-

planung an déi wirtschaftlech Diversifikatioun ubelaangt, ass ouni Zweifel den Développement vum Site Esch/Belval.

Hei sinn duerch d'Ëmstrukturéierung vun der Stolindustrie Terraine vun enger Gesamtsurface vun 120 Hektar fräigestallt ginn, fir déi eng nei Destinatioun gesicht gouf. An enger éischer Phas gouf dru geduecht, fir de Site fir nei Industrieaktivitéiten ze reservéieren. Ënnert dem Impuls vum deemolegen zoustännege Minister fir den Aménagement du Territoire Michel Wolter gouf e Masterplang erstellt, nodeem de Site éischer eng urbanistesche Ausrichtung sollt kréien, am Sënn vun enger neier Konzeptioun vu Landesplanung nom Leitmotiv vun enger konzentréierter Dekonzentratioun.

Esch/Belval soll en neie sozioekonomeschen Zentrum als Pendant vun der Stad Lëtzebuerg ginn. D'Gesellschaft Agora gouf vum Stat zesumme mat der deemoleger ARBED gegrënnt, mam Optrag, den Terrain ze viabiliséieren a privat an öffentlech Promoteuren unzezéien, fir de Site mat wirtschaftlechen Aktivitéiten, kulturellen an administrativen Infrastrukturen a mat modernem Wunraum ze beliewen. De Fonds Belval gouf an d'Liewe geruff, fir déi öffentlech Investissementer ze realiséieren an ze koordinéieren. E flott Beispill also vun „public private partnership“.

De Projet huet awer eréischt richteg décolléiert, wéi d'Regierung decidéiert huet, een Deel vun der Uni Lëtzebuerg op Esch/Belval ze implantéieren. Déi nei Cité vun der Wëssenschaft, der Fuerschung an der Innovatioun sollt d'Kärstéck vun Esch/Belval ginn, ronderëm dat sech ekonomesch, kulturell, schoulesch a sportlech Fräizäitaktivitéiten développéiere sollen. Déi zwee Héichiewe sollen erhalte bleiwen a sech als Zeie vun der Entwécklung vun eisem Wuelstand an déi nei Struktur harmonesch integréieren.

Fir landeswäit en „modal split“ vu 25/75 realiséieren ze kënnen, ass envisagéiert, fir de Site optimal an den öffentlechen Transport ze integréieren, mat enger zweeter Eisebunnsliin a Richtung Findel via Lëtzebuerg, der Realisatioun vun engem Bus-Tram-Konzept fir den Noverkéier um a ronderëm de Site an dem Ausbau vum bestehende Stroossennetz iwwert d'A4 a Richtung Frankräich, mat der Liaison de Micheville.

Ëm déi 25.000 Aarbechtsplaze sollen hei geschaf ginn a Wunnenge fir 6 bis 8.000 Leit sollen um Site gebaut ginn. Esch/Belval soll, wéi scho gesot, de sozioekonomesche Pendant vun der Stad Lëtzebuerg am Süde ginn, esou wéi d'Nordstad enges Daags dee Rôle am Norde vun eisem Land iwwerhuele soll. Am Sënn vun enger neier Organisatioun vun eisem Land, vun enger Entlaaschtung vum Verkéier a Richtung Zentrum, nom Konzept, schaffen, wunnen a Fräizäit méi no mateneen ze verbannen.

Esch/Belval ass e Beispill vu moderner Landesplanungsentwécklung, vu réus-séierter Rekonversioun vun alen Industriebroochen a vun enger flotter regionaler a grenziwwerschreidender Integratioun. En Exemple à suivre.

Här President, ech kommen zur Konklusioun vu mengem Rapport.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi rezent Entwécklungen an der Wirtschaft weisen dorop hin, datt mer eis a Richtung vun enger Rezessioun bewegen, nodeems mer während Jorzéngten eng bestänneg Wuesstumssteigerung erlieft hunn. D'Finanzkris, déi sech an eng Wirtschaftskris entwéckelt huet, wäert och net ongeschuer iwwer eist Land ewechgoen. D'Finanzkris ass net bei eis entstanen an eis Finanzplatz huet och net zur Entwécklung vun der Kris bäigedroen.

Et mécht awer kee Sënn an et hëlleft eis och net, an och net deenen anere Leit, fir deem engen oder aneren d'Schold an dëser Kris an d'Schung ze schédden. Am Fong geholl si mer e bëssen alleguer schold drun, well d'Kris sech aus dem System eraus entwéckele konnt. E System, dee mer all, gewosst oder ongewosst, bewusst oder unbewusst, matgedroen hunn, well mer all gutt dervu gelieft hunn.

Déi eng hu vum System profitéiert, déi aner huet de System arrangéiert, an déi grouss Mass huet sech net dru gestéiert. Wéi schnell mer aus de Schwierigkeeten erauskommen, ka keen haut soen. Egal wéi schnell mer erauskommen, mir müssen eng Léier doraus zéien an eis seriö Gedanke maachen iwwert den zukünftegen Encadrement vun eiser Economie an iwwerstrukturell Ännerungen an eiser Gesellschaft. Soss huet schlussendlech d'Kris dach näischt Guddes bruecht, a meng Mamm géif an deem Fall eemol net Recht behalen.

Här President, d'Regierung huet iwwert de Wee vum Budget d'Moyenë geschaf, fir datt mer kënnen erauskommen. De Budget, dee mer hei virfannen, ass e Budget fir d'Rezessioun ze contrecarréieren an hir Auswirkungen ze amortiséieren an eis Economie ze relancéieren.

Mam Risque, mech ze widderhuelen: Et ass e Budget vun der Responsabilitéit a vum Vertrauen. Et ass elo un eis alleguer ze kucken, fir datt mer déi Moyenen, déi d'Regierung eis iwwert de Budget verschaaft, och esou notzen, fir datt se hir Objektivier net verfeelen. Et hënk dofir vun eis alleguer of, ob a wéi mer kënnen aus der Situatioun erauskommen.

Jo, mir kënnen, awer nëmme, wa jiddferen an eiser Gesellschaft Säint derzou bäidréit:

Wa mir heibannen drop oppassen, fir keng Texter ze verabschieden, déi der nohalteger Entwécklung vun eiser Wirtschaft onnëtz Knëppelen an de Wee leeën; wann d'Ve-

waltungen eis Gesetzer am Respekt vun den Texter mat der néideger Diligence an am Sënn vun enger gesonder an dynamescher Entwécklung vun eise Betriber ausféieren; wann eis Betriber vun de reglementareschen a fiskaleschen Avantagé vun eiser Législatioun profitéieren, fir hir Kompetitivitéit am Kader vun der Groussregioun ze stäerken; wann d'Banken hir Kreditbereitschaft fir Wunnengsbau a Betribsinvestitiounen elo just net verschäerfen; wann d'Loyere fir d'Geschäftslokaler keng Dimensiounen anhuelen, déi dem lokale Commerçant den Otem huelen, ier hie säi Geschäft emol opmëcht; a wa mer besonnesch a schwéieren Zäiten déi Betriber mat eiser Kafkraaft ënnerstëtzen, déi bei eis am Land hir Steiere bezuelen; wa mer d'Präisser vun den Immobilien esou an de Grëff kréien, fir datt eis Kanner sech nach bei eis am Land eng Wunneng kënnen leeschten; wa mer all vill manner egoistesche agéieren a virun allem méi un déi Leit denken, deenen et vill méi schlecht geet, an dat besonnesch dann, wa mer nei Fuerderungen un eis Gesellschaft stellen.

Jo, mir kënnen et schaffen, a mir müssen et schaffen. Mir müssen et, well mer et eisen Elteren, eise Grousselteren an Urgrousseltere schëlleg sinn, déi mat grousem Asaz an ënner schwéieren Aarbechtskonditiounen an ënner villen Entbierungen de Räichtum vun eisem Land geschaf hunn, deen eis Liewensqualität vun haut erméiglecht.

Mir müssen et, well mer eise Kanner a Kandskanner et schëlleg sinn, fir hinnen eng lerschaft ze hannerloossen, déi och hinnen eng akzeptabel Liewensqualität assuréiert. An Zukunft ass vun eis all méi Solidaritéit a manner Egoismus gefuert. Nëmme esou kënnen mer aus der Rezessioun eraus. Nëmme esou kënnen mer eise Modell vu sozialer Kohesioun an Zukunft assuréieren.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix**.- Très bien!

» **M. le Président**.- Merci, Här Rapporteur, fir deen ausféierleche Bericht.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn domat um Enn vun eisen Aarbechte fir haut ukomm. Muer de Mëtteg um hallwer dräi gesi mer eis erëm. Dann héiere mer d'Ausféierunge vum Stats- a Finanzminister a vum Budgetsminister.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(**Fin de la séance publique à 16.02 heures**)



Chambre  
des Députés  
L U X E M B O U R G

d'Chamber live  
**Chamber TV**  
och an der Rediffusioun  
all Sëtzungsdag  
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op  
**www.chd.lu**  
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live



Présidence: **M. Lucien Weiler, Président**  
**M. Jos Scheuer, Vice-Président**

## Sommaire

1. 5900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009 (suite)
  - *Exposé de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances*
2. Dépôt d'un projet de révision de la Constitution
  - *M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État*
3. 5900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009 (suite)
  - *Exposé de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget*
4. Motion de M. Charles Goerens relative au dépôt d'un projet de budget rectifié pour l'exercice 2009
  - *Discussion générale: M. Ben Fayot, M. Charles Goerens, M. Michel Wolter, M. Ben Fayot, M. François Bausch, M. Gast Gibéryen, M. Charles Goerens, M. Alex Bodry, M. Charles Goerens*
  - *Vote (motion rejetée)*
5. 5855 - Projet de loi
  - a) relatif aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs
  - b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets
    - *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Roger Negri*
    - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

**(Début de la séance publique à 14.33 heures)**

» **M. le Président.** - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Matdeelung ze maachen?

» **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.** - Si hätt, mä si mécht se net.

**(Hilarité)**

» **M. le Président.** - Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen direkt zum éischte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Dat ass den Exposé vum Här Stats- a Finanzminister Jean-Claude Juncker zum Statsbudget fir d'Joer 2009. Här Statsminister, Dir hutt d'Wuert.

## 1. 5900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009 (suite)

**Exposé de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances**

» **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Liewen ass wéi et ass, an dat, woumat ee sech ze beschäftegen hätt, ass net ëmmer dat, woumat ee sech beschäftege kann. An dat huet zur Konsequenz, dass déi Ried, op déi ech mech wollt seriö virbereeden, enger seriöser Virbereedung ënnerworf ginn ass, mä kenger preziser Redaktioun konnt ënnerworf ginn, well aner Evenementer een dovun ofgehalen hunn.

Ech wëll zwou oder dräi Virbemierkunge maachen, vun deenen eng ze kuerz ausfällt, zwou anerer vläicht ze vill breet geroden.

Déi éischt, déi ze kuerz ausfällt, ass, dee Respekt, deen ech dem Rapporteur vum Budget fir d'Joer 2009, dem Kolleeg Norbert Hauptert, wëll soen. Deem seng Ried ech net mat vornehmer Distanz, mä mat intensivem Interessi nogelauschert

hunn, obschonn ech parallell mat aneren Affären, déi ee kann als Statsaffäre bezeichnen, occupéiert war.

Ech wollt him just soen a mengem perséinlechen Numm, am Numm och vun der ganzer Regierung, dass mer fannen, dass en eng extraordinär wäertvoll Aarbecht hei am Parlament virgeluecht huet. Wat mech, well ech e scho méi laang kennen, net gewonnert a verwonnert huet. Mä wat awer déi analytesch Admiratioun vun deenen, déi fir d'Statsfinanzen a fir d'Regierungsgeschäfte zoustänneg sinn, no sech zitt.

Dat war eng extrem gutt Aarbecht, där ech mäi Respekt wëll zollen. Wéi ech iwwerhaapt fannen, dass een dem Parlament soll Respekt zollen, do, wou et ëm seng essenziell Attributione geet.

» **Plusieurs voix.** - Très bien! Merci!

» **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.** - Dat Zweet ass, dass ech leider Gottes an der Situatioun sinn, dass ech um hallwer véier den iredsche Premier muss empfänken - enfin, muss:...

**(Hilarité et interruptions)**

...wëll, soll an och däerf -, well e just mat engleschen, mat däitschen a mat franséische Spëtzeopolitiker dës Woch zesummentréift. An ech fannen, dass et gutt ass, wa mir als eent vun de klenge Länner vun der Europäescher Unioun och mam iredsche Premier schwätzen. Dat ass kalendaresch net anesch organisatiounell méiglech gewiescht. Mä Dir verstitt ganz gutt, dass ech mech dofir muss méi kuerzfaassen, wéi ech dat eigentlech wollt, mä dat soll an Ärem Interessi sinn.

Déi drëtt Remarque ass, dass mer iwwer alles dat, wat eist Land de Moment beweegt, an dat, wat d'Institutionen duerchleef, eis sollen op eis immédiate Aufgabe konzentréieren an déi net aus den Ae verléieren.

D'Geschicht gëtt enges Dags geschriwwen. Ech menge virauszegesinn, wéi se géif geschriwwen ginn. Mä d'Immédiatitéit vun den Evenementer verlaangt Äntwerten am Présent, an déi muss mer probéieren no Méiglechkeet zesummen an dësen Deeg ze ginn.

Mir sinn an enger aussergewéinlecher wirtschaftlecher a finanzieller an doraus resul-

téierender sozialer Situatioun. Mir hunn nach ni - ech weie meng Wieder -, zënter dem Ufank vun den 30er Joren, esou eng aussergewéinlech wirtschaftlech Situatioun duerchschréide mussen, wéi déi, déi mer de Moment duerchschréide mussen. Dat bënt déi wäertvollst Energië vun der Regierung, och déi talentéiertst Energië vun dësem Haus, an dorop hu mer eis de Moment ze konzentréieren.

D'Geschicht kann een ëmmer an d'Zukunft erschreiwen, mä d'Realitéit vum Moment verlaangt, well se Exigence vum Moment produzéiert, een Handelen am Moment. Dorop solle mer eis haut an an deenen nächsten Deeg konzentréieren.

Ech si wéi anerer der Meenung, dass een och siwen, aacht, néng Méint virun de Wahlen - ech zielen dat net an Deeg an och net a Méint -, ech sinn der Meenung, dass een och e puer Méint virun de Wahlen - do geet et ëm d'Wirtschaft, geet et ëm d'Finanzen - dem Lëtzebuerger Land an de Lëtzebuerger an och deenen aneren, déi bei eis wunnen, muss d'Wourecht soen, déi ganz Wourecht.

Et huet kee Sënn, obschonn ech Verständnis derfir hunn, lénifiant berouegend Kommentaren ofzeginn an engem Moment, wou een, dat muss ech zouginn, net am vollen Émfang weess, wéi ee sech richtig soll de Moment an an den nächste Méint behuelen.

Ech hu geléiert, obschonn ech ni Coursen doriwwer geholl hunn, dass et net gutt ass fir een, vun deem déi aner soen, e wier de Chef vun der Regierung - ech wëllt dat wier integral esou -, dass dee soll berouegend wierken.

Ech sinn och der Meenung, dass een net däerf hektesch sinn an enger Situatioun wéi an där, an där mer sinn. Mä ech hu keng Loscht, obschonn ech weess, dass et psychologesch ëmmer méi interessant ass d'Leit ze berouegen, d'Leit un der Nues ermëtzéieren. Dat mécht kee Sënn.

D'demokratesch Responsabilitéit verlaangt, dass ee seet, wat ee mengt ze wëssen.

Ech hunn och um Enn vun där leschter Legislativperiod, bei der Presentatioun vum Budget 2004 heibanne gesot, am Numm vun enger anerer Koalitioun - ech muss jo dauernd fir aner Gruppéierung schwätzen -, d'Joren 2005 an 2006 géife schwéier ginn. Deemools ass mer vun der deemoleger Opposition entgéintgehalte ginn, et soll een d'Leit net nervös maachen.

Haut, ënner ëmgedréintene Vir- an Nozeechen, gëtt mer vun der heiteger parlamentarescher Opposition ofverlaangt, déi ganz Wourecht ze soen. Ech halen dat fir eng gutt Démarche. D'Wourecht ass, dass mer an där déifster Wirtschaftskris stiechen zënter den 30er Joren. D'Wourecht ass, dass déi Wirtschaftskris, well se op eng Finanzkris zrëckgeet, haaptsächlech de Finanzsektor zu Lëtzebuerg touchéiert, an d'Wourecht ass, dass et kaum ee Land op der Welt gëtt, wat esou staark ofhängeg ass vun de Finanzdéngschtleeschunge wéi Lëtzebuerg.

D'Wourecht ass ergo, dass et kaum ee Land an Europa gëtt - obschonn d'Chifferen de Moment de Géigendeel weisen -, wat esou staark wäert impaktéiert gi vun de bleiwende Schläifspure vun där Finanz- a Wirtschaftskris.

Ech soe Schläifspuren, well Schläifspuren entstinn eréischt no Bremsmanövere respektiv no Opprallereien am Stroosseverkéier. Schläifspure sinn d'Resultat vun engem Accident, dee verhënnert ginn ass, oder vun engem Accident, dee stattfonnt huet. Duerfir wonnerech ech mech iwwer déi semantesch Ridiculiséierung vun där Expressioun Schläifspuren, déi ech viru Méint gebraucht hunn. Schläifspure sinn e Resultat, si sinn net den Ufank vun engem Prozess.

Mir sinn an enger Kris. Mir sinn an enger Kris, déi sech global nennt. Mir sinn an enger Kris, déi sech europäesch beschreiwe léisst, a mir sinn an enger Kris, déi Resultater zu Lëtzebuerg produzéiert, déi net positiver Natur sinn.

Ech sinn der Meenung, an déi Zuele vum prognostizéierte Wirtschaftswuesstum an der Eurozon an zu Lëtzebuerg weisen dat, dass Lëtzebuerg, e Land, wat nach net an der Rezessioun ass, ee Land riskéiert ze ginn, wat geschwënn an der Rezessioun wäert sinn. Loosse mer hei keng se-

mantesch Debatten iwwer d'Bedeitung an d'Significatioun vu Wieder féieren.

Mir wuessen dättelech méi lues am Joer 2009 wéi mer am Duerchschnëtt vun deene leschten 20 Joer gewuess sinn. Mir kréien dättelech manner Aarbechtsplaze bái an deem nächste Joer an am iwwernächste Joer wéi dat, wat mer an der Vergaangeneheet gewinnt waren. Mir kréien e Chömage, deen am Joer 2009 an 2010 dättelech méi héich wäert si wéi deen, dee mer an de leschte Jore gewinnt waren.

Fir dat ze verstoppem, mécht kee Sënn. Fir sech domat ofzefannen, mécht och kee Sënn. Fir dorop ze reagéieren, mécht all Sënn.

Mir wäerten am Joer 2009, contrairement - an dorop kommen ech nach am Detail zrëck, well dat eng seriö parlamentaresch Erausforderungsfro ass -, méi Defizit maache wéi deen Excédent, dee mer am Budgetsprojert fir d'Joer 2009 virgesinn hunn. Wéi vill, weess ech net. Wéi een e ka contenéieren, maïtriséieren, doriwwer hu mer bestëmmte Virstellungen.

Mir wäerte manner Wuesstum hunn am Joer 2009 wéi deen, dee mer ugeholl hunn, wéi mer am September, Oktober vun dësem Joer de Budget opgestallt hunn. Mir wäerten dättelech manner héich Uelechpräisser hu wéi déi, déi mer ugeholl hunn, wéi mer de Budget opgestallt hunn. Mir wäerten dättelech manner Inflatiou hu wéi déi, déi mer ugeholl hunn, wéi mer de Budget opgestallt hunn. Mir wäerten dättelech manner héich Zënse an der Eurozon hunn an domat och zu Lëtzebuerg wéi deen Zënssaz, dee mer ugeholl hunn, wéi mer de Budget opgestallt hunn.

Dee Budget, dee mer adoptéiert hunn an hei introduzéiert hunn den 1. Oktober 2008, ass e Budget, deen a senge fundamentalen Ausrichtungen no wéi vir Wourecht bleift, mä vun deem ee muss wëssen, dass seng Exekutioun am Detail starken Imponderabilien ënnerworf ass. Dat ass wouer fir eise Budget fir d'Joer 2009, dat ass wouer fir all aner Budgeten, déi an der Europäescher Unioun a virun allem an der Eurozon virgestallt gi sinn.

Et gëtt mer hei eppes gesot, wat ech mat engem gewësse Mooss vun Erstaune liesen. Ech héieren dat och an den Aussoe vun eenzelne Politiker, net nëmmer aus dem Oppositionslager: D'Regierung géif hei d'Wourecht net soen. D'Wourecht -mengen ech - iwwer d'wirtschaftlech an d'finanziell Situatioun.

Ech fannen dat eng Ënnerstellung, déi bis un de Rand vun der Beleidigung geet.

Däerf ech wann ech gelift rappeléieren, dass mer, wéi mir, den Här Minister Frieden - deen eng exzeptionell gutt Aarbecht an deene leschte Méint gelescht huet - an ech, hei de Rettungsplang fir d'Banke virgestallt hunn, gesot hunn: Ech géif mengen, déi Kris, an där mer wieren, déi wier méi schlëmm wéi d'Stokkris, déi mer an den 80er Joren haten?

Däerf ech lech drëm bidden - frëndlechst -, nozekucken, wat fir Reaktiounen dass déi Ausso provozéiert huet?

Panikmaacherei, systematesch Krisestëmmungsschürung, Krisestëmmungsschürung gedriwwen duerch de Wunsch, sozialen Ofbau zu Lëtzebuerg ze maachen. Dat war esou d'Generalitéit vun de Kommentaren, déi déi Ausso provozéiert huet.

Ass haut een heibannen, dee seet, dass déi Kris, an där mer wieren, manner schlëmm wier wéi déi Kris, an där mer waren am Gesamtzusammenhang vun der Stolrestrukturéierung?

Wann een esou heibanne wier, géif ech hien ëm eng direkt Wuertmeldung bidden.

Mir sinn also der Meenung, dass déi Kris, déi mer hunn...

**(Interruption)**

Pardon, Madame Flesch?

» **Mme Colette Flesch (DP).** - D'„Tageblatt“ ass net heibannen.

**(Hilarité)**

» **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances.** - D'„Tageblatt“ huet och ni richtig probéiert, richtig selwer heibannen ze sinn, well, fir heibannen ze sinn, muss ee gewielt ginn. Dat geléngt engem net, wann een net



an den Escher Gemengerot kënnt. Esou kënnt ee selbstverständlech och net an d'Lëtzebuerger Chamber vun den Deputéierten.

**(Hilarité et interruptions)**

» **Une voix** - Den Här Di Bartolomeo freet d'Wuert.

» **Une autre voix** - Här Di Bartolomeo, hutt Der eng Zwëschefro?

» **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances**.- Ech kann lech nëmme félicitéieren, dass Der dat fir e bessert Gremium verlooss hutt.

**(Hilarité)**

» **Une voix** - En ass nach net eraus.

» **M. Xavier Bettel (DP)**.- Dat ass ze diskutéieren.

**(Interruption)**

» **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances**.- Dir mengt, Här Bettel, d'„Tageblatt“ wier besser wéi d'Regierung?

» **M. Xavier Bettel (DP)**.- Neen, neen, op kee Fall!

» **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances**.- Dann hutt Der also einfach eppes wëlle soen?

**(Hilarité et applaudissements)**

» **M. Xavier Bettel (DP)**.- Et ass, just den Här Di Bartolomeo..., et kann een diskutéieren.

» **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances**.- Ech hunn den Här Di Bartolomeo, deen ech als Minister, als Kolleg an als Frënd schätzen, léiwer a menger Regierung wéi an enger Redaktioun, déi d'Regierungspolitik net am vollen Ëmfank positiv begleede kann.

**(Hilarité)**

Duerfir heescht et jo vum „Tageblatt“, et wier eng Zeitung, déi no bei der LSAP géif stoen, an duerfir kënnt Der all Dag am „Lëtzebuerger Wort“ liesen, wéi sou et wouer ass, dass d'„Lëtzebuerger Wort“ eng Zeitung ass, déi no bei der CSV wier... Déi eenzeg Parteizeitung, déi ech nach zu Lëtzebuerg kennen, ass de Journal vum Lëtzebuerger Vollek.

**(Hilarité)**

Onofhängeg vun deem, wat eis amüséierend ka Streckeweis auserneendriewen, muss mer wëssen, dass mer an enger exeptionell graver Wirtschaftssituatioun ukomm sinn.

Ech wëll hei net, well dat géif de Kader vun dëser Debatt a vu menger Riedezäit sprengen, d'Analys maachen, wéi sou a firwat dass dat geschitt ass. Déi Kris, déi Finanzkris ass an Amerika fortgaangen an deem Beräich, deen een haut, well all Mënsch weess, wourëm et sech do handelt - heiansdo froen ech mech zwar, ob dat wouer ass -, den „subprime“-Beräich nennt.

Mir hu laang gemengt an Europa - ech och -, déi „subprime crisis“, déi Verschëldungskris vun den amerikaneschen Haushalter, géif aner Deeler vun der amerikanescher Wirtschaft net errechen. Mir hu laang gemengt, nodeem déi Kris d'Realekonomie an Amerika erreicht hat, si géif Europa net errechen. Si huet Europa erreicht. Mir waren eigentlech voll geblose mat enger gewëssener Condescendance, déi doranner bestanen huet, fir ze mengen, den europäesche Wirtschaftszyklus wier definitiv déconnectéiert vum amerikanesche Wirtschaftszyklus. En ass et erkennbar net.

Wéi sou et zu där „subprime crisis“ komm ass, doriwwer sinn dausend Artikele geschriwwen ginn, virun allem vun deenen, déi déi Kris net virausgesinn hunn an elo beweisen, firwat dass dat huet missen esou kommen. Kloer ass, dass eng Finanzwirtschaftslogik, déi dorop opbaut, dass ee ka Sue verdéngen, ouni ze schaffen, an dass ee ka seng Sue schaffe loossen anstatt ze schaffen, fir méi räich ze ginn, definitiv gescheitert ass.

Ech liesen heiansdo, och d'Lëtzebuerger Politik hätt am Regulierungswiesener hir Aufgab net erfëllt.

Däerf ech drun erënneren, dass mer an Europa ëmmer zu deenen zréckhalende Kräfte gezielt hunn, ënnert där fréierer Regierung an ënnert dëser Regierung, wann et dorëm gaangen ass, deem blannen Deregulierungswahn eng fréi Bunn ze briechen?

Däerf ech un déi vill Rieden erënneren, déi ech mat ongläichméisseg verdeelter Zoustëmmung an dësem Haus gehalen hunn iwwert déi frenetesche Deregulierungspolitik an Europa, déi mir zu Lëtzebuerg ni esou matgemaach hunn?

Däerf ech drun erënneren, dass déi Deregulierungsphas an enger Period an Europa entstan ass, déi manifestement eng Regierungsmajoritéit de gauche hat, déi ganz oft deene puer, déi de droite waren, net nogelauschtert huet?

Däerf ech doraus d'Konklusioun zéien, dass ee keng primitiv parteipolitesch Schlussfolgerungen aus deem soll zéien, wat hei geschitt, ansonsten een emol historesch Rappeller kéint an d'Gesicht geschleiert kréien, mat deenen et schwierig wier, sech auserneenzesetzen?

D'Gauche ass net manner responsabel fir déi Kris wéi déi, déi normalerweis als Kräfte vum Zentrum oder vun der Droite beschriwwen ginn. Ech soen dat net. Ech kann dat duerch Praxis an duerch Erfahrung beweisen, dass dat esou war.

Et gëtt gesot, d'Regierung géif sech der Wourecht net stellen. D'Regierung mécht dat, well mer soen, dass mer am Joer 2009 ee Wirtschaftswuesstum wäerte kréien, dee sech - de Statec wäert dat an den nächsten Deeg publizéieren - tëschent minus 0,5 a plus 0,5% zu Lëtzebuerg wäert bewegen.

D'Regierung seet d'Wourecht, well ech lech haut scho soen, dass mam Datum vum 19. Februar d'Europäesch Kommissioun nei Wirtschaftszuelen iwwert d'europäescht an d'lëtzebuergesch Wuesstum wäert produzéieren, déi däitlech méi niddreg si wéi déi Zuelen, déi mer bis haut kennen.

Ech ginn also dovun aus - obschonn ech dat Wuert net extrem gär hunn an obscho mer am Joer 2008 manifestement net an esou enger Situatioun waren -, dass mer am Joer 2009 entweder an d'Rezessioun kommen oder an d'Lach vun der Rezessioun kucken. Doraus muss mer Schlussfolgerungen zéien.

Mir hunn hei, de Minister Frieden an ech selwer, de Budget fir d'Joer 2009 den 1. Oktober 2008 am Parlament abruucht. Et gehéiert zu deenen net kleng Méritéit vun eisem Budgetsrapporteur, dem Kolleg a Frënd Norbert Hauptert, dass hien un den Ufank vu sengem schrëftleche Bericht eng Zitatesammlung gestallt huet, déi sech zesummesetzt aus Deeler vu menger Interventioun hei den 1. Oktober 2008.

Dir hutt déi alleguer nogelies an Dir hutt festgestallt, dass d'Regierung zu kengem Moment Zweifel opkomme gelooss huet iwwert d'Gravititéit vun der Situatioun an iwwert d'Mutmaassung, dass d'Situatioun sech kéint wesentlech verschlechtere par rapport zu deenen Donnéeën, déi mer haten, wéi mer de Budget am September 2008 opgestallt hunn.

All Prognosen, de Wuesstum betreffend, sinn zënterhier drastesch no ënne revidéiert ginn. Dat ass wouer fir d'Europäesch Kommissioun. Dat ass wouer fir den Internationale Währungsfong. Dat ass wouer fir d'OECD. An dat ass wouer fir vill aner Expertisen.

Ech hunn d'Erfahrung gemaach an engem schonn - wéi et jo ville virkënt - ze laange politesche Liewen, dass ee kee blannt Vertrauen an d'Experten däerf hunn, well déi Konsensexpertise vun de leschte Joren d'Weltkommunautéit eigentlech a Richtungen ofgedriwwen huet, virun deenen ech heiansdo timiderweis heibanne gewart hunn, déi net gutt ware fir d'Mënschen.

Experten hin oder hier, ech brauch keng Experte fir feststellen, dass mer an der Kris sinn. Ech brauch keng Expertise, déi mech driwwer beléiert, dass d'Lëtzebuerger Ekonomie an der Kris ass. Et sinn iwwer 50 Betriber a Kuerzaarbecht. Et sinn iwwer 4.000 Leit, déi all Mount 20% manner verdéngen wéi dee Mount virun.

Wat virun allem déi sech emol solidaresch sollen iwwerleeën, déi eng geséichert Aarbechtsplaz hunn, wou Lounofbau emol net eng Anomalie ass, emol net eng Exceptioun ass, mä eng Exklusivitéit ass. Déi wëssen net, wéi et Leit ass, déi mat Mochwierien op d'Aarbecht ginn, well se fäerten hir Aarbecht ze verléieren, well se fäerte kuerzschaffen ze müssen, well se net wëssen, ob hire Betrib déi Kris hei iwwerlieft.

Ech bieden emol drëm, dass een e bësse Léift huet fir déi, déi net duerch d'Gesetz an de Statut protegéiert sinn. Anerer leide méi ënnert der Kris wéi déi eng. Ech hätt gären, dass déi eng Solidaritéitsgedanke genuch opbréngt fir déi aner, fir dass mer gemeinsam aus där Situatioun hei kënnen erauskommen.

Ech hunn den 1. Oktober heibanne gesot - de Rapporteur huet dat nätzlecherweis

rappeléiert -, dass d'Regierung net géif eng Politik maachen, déi géif waarden, dass eppes géif geschéien, mä dass d'Regierung eng Politik géif maachen, fir dass eppes geschitt.

Elo ass d'Fro - d'Regierung huet de Budget den 1. Oktober 2008 virgeluecht; zënterhier hu sech all Prognosen, wat de Wirtschaftswuesstum ubelaangt, verschlechtert -, ob d'Regierung déi falsch Äntwerten an hirem Budget fir d'Joer 2009 ginn huet.

Huele mer emol eng Sekonn un, eng Zéngtelsekonn, mir wiere bei der Praxis vun de leschte Jore bliwwen. Déi huet doranner bestanen, dass mer de Budget fir d'Joer duerno am Juli abruucht hunn; dat heescht, en am Mäerz, Abrëll, Mee virbereet hunn. Huele mer emol eng Sekonn un, mir hätten dee Budget einfach esou abruucht, ouni d'Investissementer staark an d'Luucht ze setzen, ouni d'Steiere staark erofzesetzen, ouni d'Solidaritéitsinstrumenter iwwert de Wee vun de Steierkreditter no uewen ze pushen. Da géif ech verstoen, wann een no der Eintrübung vum Weltkonjunkturklima, vum Eurokonjunkturklima a vum Lëtzebuerger Konjunkturklima - am September hätte mer en dann abruucht, nodeem mer en am Juli virgestallt hätten - verlaangt hätt: Dir musst dee Budget do upassen.

Hätte mer d'Investissementer net an d'Luucht gesat, hätte mer d'Steieren an där Situatioun beloozt, wou se sinn, da géifen d'Gesamtstatsfinanzen am Joer 2009 mat engem Iwwerschoss vun 3,8% vum Bruttoinlandsprodukt ofschléissen. Déi Propositionen, déi mer gemaach hunn, schléissen am Gesamtergebnis mat engem Iwwerschoss vun 1,1% aus. D'Europäesch Kommissioun mengt souguer an hirem leschte Statement iwwert d'Lëtzebuerger Statsfinanzen, et géifen 1,3% ginn.

Ech sinn der Meinung, dass et ee Minus gëtt am Joer 2009. Ech sinn der Meinung, dass mer een Defizit am Joer 2009 kréien. Ech wëll kengem Mënsch an der Chamber oder am Land dat verstoppen.

Mä huele mer emol un, mir hätten dat deemools esou gemaach. Wat wieren dann d'Fuerderungen haut? Da wieren d'Fuerderungen: Setzt d'Steieren erof! Setzt d'Investissementer an d'Luucht! Hëllef deene Leit, déi sozial schwach sinn! Baut d'Familljebetreiungsstrukturen aus! Maacht eppes a Richtung vu Betriber! Maacht eppes a Richtung vun Attraktivitéit a vun Attraktioun vun auslänneschen Aktivitéiten zu Lëtzebuerg! Setzt d'Besteuerung vun den Dividenden erof! Setzt d'Quellebesteuerung vun de Bausparverträge erof! Maacht eppes fir de Logement!

Elo wëll den Zoufall - mä war et een Zoufall? -, dass d'Regierung dat alles schonn an hirem Budget gemaach huet, dee se hei am Oktober abruucht huet. Firwat huet d'Regierung dat gemaach? Liest no, wann Der mer déi Frëndlechkeet wëllt erweisen, wat ech gesot hunn, wéi mer de Budget hei abruucht hunn. Dunn hu mer gesot: Mir ginn op eng Wirtschaftskris zou. A mir müssen elo, anstatt d'Hänn an de Schouss ze leeën an anstatt ofzewarden, wat geschitt, aktiv eppes maachen, fir dat Schlëmmst ze verhënneren.

Wann een also elo behaupt, d'Regierung hätt am Oktober déi falsch Äntwert ginn, obscho mer gesot hunn, firwat dass mer déi Äntwert géife ginn. An déi war inflatiounsbedéngt, wat d'Steierpolitik ubelaangt, wéinst der héijer Inflatiounsentwécklung am Joer '08, an déi war krisebédéngt wéinst dem sech ofzeechnenden Zesummeffall vun der europäescher Konjunktur.

Wann ee sech also domadder auserne géif setzen, ouni dass d'Regierung dat gemaach hätt, géif ech d'Reaktioun verstoen, déi een haut huet. Mä well d'Regierung awer eng adequat Äntwert formuléiert huet, kann ech net erkennen, firwat dass d'Regierung hir Äntwert elo soll ëmformuléieren.

Wann ee freet, fir spéitstens Mäerz ee Budget rectificéiert oder rectificatif, en Nobesserungsbudget ze maachen, hunn ech duerfir - wéi soll ech soen? - ee gewëssent wëssenschaftlech Verständnis. Ech halen dat fir keng exorbitant an total dernieft Forderung.

Ech weess och, wéi se entstan ass, déi Forderung. Wann de President vun der LSAP seet, de Budgetsminister géif dem Land d'Wourecht net soen, kann een net verlaangen, dass d'Oppositionsparteie soen: Dat do ass alles, wéi et soll sinn. Déi zwee ire sech fundamental, mä dat ass eng aner Saach. Ech hu mech an déi intern Reiwereien do net anzemeschen, interesséiere mech och emol net marginal derfir.

Mä wa mer elo géifen eis op de Wee maachen, fir ee rektifizéierte Budget fir d'Joer 2009 virzeleeën am Mäerz, da géif dat jo heeschen, dass mer dee Budget

spéitstens Enn Januar missten an d'Prozedur ginn. Well mir hätte jo gären, dass d'Berufschamberen, dass de Conseil d'État an alleguer déi aner sech dozou kënnen äusseren.

Ass een heibannen - wann en hei ass, soll e sech direkt erhiewen; ech sinn zu all Match bereet -, dee wierklech mengt, e géif den 18., 19., 20. Januar endgültig alles wëssen, wat en haut nach net weess?

Ech soen, bescheide wéi ech sinn - Dir kennt meng Modestie, déi spréchwierlech ass -: Ech weess et net.

**(Hilarité)**

Wann ee manner modeste heibannen ass, wann ee schonn alles weess vum Joer 2009, qu'il se lève et qu'il nous dise, wéi een da soll d'Zuelen ännere fir d'Joer 2009. Ech wësst net, hätt ech se haut ze änneren, wéi ee se ännere misst.

Ech ginn zou, dass ech dovun manner verstü wéi anerer. Mä wann déi, déi méi verstünn dovun wéi deen, deen hei schwätzt, méi wëssen, wier et gutt, wéinst der Evolutioun vun der kuerzfristeger Geschicht vum Land, wa se elo hei géifen opstoen a soen, de Wirtschaftswuesstum ass -0,28; d'Inflatioun ass 2,21; den Dollar steet 1,28; 29; de Pétrolspräis ass 52/48.

Wann een dat weess, an een, deen e Budget rectificéiert am Mäerz wëllt hunn, muss dat wëssen, da soll e mer déi Donnéeën haut ginn, fir dass mer eis dat kënnen iwwerleeën a fir dass mer dat kënnen an eis Iwwerleeunge konstruktiv fir d'Weiterféierung vun der Politik abauen.

Wa keen dat weess, ech géif mengen, kee wësst dat, well ech kenne keen an Europa - ech kennen der jo awer vill an Europa, als Obermufti vum Eurogroup -, deen déi Froe weess.

Firwat gëtt eigentlech vun der Lëtzebuerger Regierung a vu mir verlaangt, op Froen eng Äntwert ze hunn, op déi keen eng Äntwert huet? Firwat? Huet dat net vläicht domat ze dinn, dass mer am Géigesaz zu aneren ee Rendez-vous mat dem Vollek hunn am Juni, an dass een elo de Previsiounsheld wëllt spillen, ouni d'Previsiounsméiglechkeete voll ausschäffen ze kënnen, well keen dat de Moment kann?

Ech stelle just déi Fro, ech beäntwerte se net. Mä andeem ech se stellen, wollt ech se eigentlech gläichzäiteg beäntwerten. Ech muss soen, aacht oder néng Méint virun de Wahlen, ech weess net, wéi d'Joer 2009 sech am Detail ofspille wäert.

Ech weess just eppes: Mir kënnen...

**(Interruption)**

Wat gelift?

» **M. Aly Jaerling (Indépendant)**.- Ech weess et och net.

» **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances**.- Dir sidd jo onofhängeg, Här Jaerling, wat lech jo erlaabt, méi...

**(Hilarité)**

» **M. Aly Jaerling (Indépendant)**.- Dofir hunn ech awer vill Problemer manner.

» **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances**.- Enfin, dofir hutt Der awer vill Publicitéit méi. Dir hutt vläicht Problemer manner wéi déi aner, mä vu dass Der onofhängeg sidd, hutt Der jo eng Opmerksamkeet vun de Lëtzebuerger Medien, déi ech mer heiansdo wënschen, wann ech meng Gedanke virdroen.

Dat ass net ëmmer de Fall, mä vu dass ech ganz frou mat lech sinn, sinn ech natierlech frou, dass Dir déi Opmerksamkeet fannt, déi Der verdéngt.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant)**.- Oh, ech kann lech den Trick soen.

» **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances**.- Enfin!

**(Hilarité)**

Ech wëll lech just soen, Här Jaerling, wa jiddweree vun eis esou trickräich wier wéi Dir, da géif et kee Parlament méi



ginn, da géif et just nach 60 Deputéierte ginn.

Wann also jiddwereen esou wier wéi Dir - ech wéll awer net dem Här Gibéryen seng Ried hei halen; hien huet lech dat warscheinlech scho gesot; ech kämpfe jo och net fir dat permanent Iwwerliewe vun der ADR -....

» M. Aly Jaerling (*Indépendant*). - Ech lauschteren lech léiwer no wéi him.

(*Hilarité*)

» M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances*. - Dat kann ech och souguer ganz gutt verstoen!

...mä wa jiddwereen nëmmen dat mécht, wat hie selwer fir richtig fënnt, da fënnt d'Politik an dësem Land net méi statt.

D'Demokratie ass, de Wëlle vun der Majoritéit ze respektéieren an un der Wëllensbildung vun der Majoritéit deelzehuelen. Dat ass méi ustrendend, wéi fir sech eleng a sengem Eck de Ball ze spillen.

(*Interruption*)

Jo, wéssst Der, ech hu vill Sënn fir meng eegen Onofhängegkeet. A wann hei am Land alles géif esou goen, wéi ech et gären hätt, da géif viles anescht goen, mä da géif awer näischt méi goen. Da géif näischt méi goen!

Et muss ee bereet sinn als Demokrat, un der Wëllensbildung vun der Majoritéit deelzehuelen. Dat bedéngt ee grouse Verzicht op egozentresch Iwwerleeungskreesser, mä dat ass wat d'Force vun der Demokratie mécht: «Sans compromis, il n'y a pas de démocratie.»

» Une voix. - Très bien!

» M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances*. - Onofhängeg vun all deem, sinn ech der Meenung, dass d'Regierung an hirem Budgetsentswurf fir d'Joer '09 déi richtig Äntwerte formuléiert huet.

Wat maache mer an deem Budget 2009?

Och scho mat Bléck op d'Kris an obscho mer net déi total Déift vun där Kris virausgesinn hunn, wéi keen aneren an der Welt a wéi keen aneren an Europa: Mir soen, mir probéieren eng lëtzebuergesch Äntwert op d'Kris. Ech wéll zu där lëtzebuergescher Äntwert op d'Kris eppes soen.

Keen heibanne soll mengen, mir kéinten eng hausgemaachte Wuesstumspolitik an ee Wuesstumsresultat zu Lëtzebuerg produzéieren, wann de Rescht vun der Euro- a vun der Welteconomie sech réckleefeg entwéckelt. Een, dee mengt, mir kéinten zu Lëtzebuerg hausgemaachte Wuesstum produzéieren, während ronderëm eis alles zesummebrécht, deem iwwerschätzt d'Méiglechkeeten an d'Potenzialitéiten an d'Virtualitéiten an d'Energiebündelunge vun dësem Land.

Dat kënnen mer net. Ayons la modestie de l'avouer.

Mir kënnen keng Wuesstumspolitik eleng zu Lëtzebuerg entfachen, wann de Rescht vun der Welt de Kriibsgang - wirtschaftspolitesch betruucht - geet.

Mir kënnen zwou Saache maachen. Mir hunn, wat d'europäesch Makroökonomie ubelaangt, Influenz an den europäesche Gremien, besonnesch an deenen, déi d'Eurozon betreffen, dat heescht den Eurogroup.

Firwat mengt Dir, dass ech mech mat Energie derfir verwenden, dass mer eng europäesch Äntwert op d'Automobilkris mussen entwerfen?

Éischtens, well ech fannen, an dat ass meng Aufgab do, dass dat am Intérêt vun der europäescher Ekonomie ass. Zweetens, well ech fannen, dass dat am Intérêt vun der Lëtzebuergescher Ekonomie ass.

Mir hunn e puer Dose Betriber, déi der europäescher Automobilindustrie zouschaffen. Déi, déi schreiwen a soen, wa mer d'Vollindexierung géifen aféieren, da géifen d'Betriber zwar e bëssen am Ufank misse bezuelen, mä herno géifen d'Leit, déi jo méi Kafkraaft hätten, bei hinnen akafen, si jo vun enger Naivitéit beschloen, déi kee Wuert

vun deem, wat bis haut Agank an d'Ém-gankssprooch fonnt huet, genügend vun der Naivitéit hier ka beschreiwen.

Keeft ee Lëtzebuerg Blech? Keeft ee Lëtzebuerg Ersatzartikelen an Detailartikele fir d'Autoen? D'europäesch Automobilbranche keeft dat. Wat fir ee Lëtzebuerg huet fir d'lescht bei Husky akaaft?

Wat soll dee Blödsinn, esou ze maachen, wéi wa mir total lassgelaist wiere vun all deem, wat europäesch a weltwirtschaftsméiglech betruucht d'Realitéitslinne vun haut ausmaachen?

Mir kënnen also keen eegene Wuesstum produzéieren.

Mir kënnen eng Politik maachen, déi aus zwee Deeler besteet, oder dräi. Mir kënnen eng Politik maachen, déi, well se gescheit ass, well se zukunfts-perspektivesch orientéiert ass, d'Startchancé vun der Lëtzebuergescher Wirtschaft, d'Wuesstumspotenzialchancé vun der Lëtzebuergescher Wirtschaft no uewe korrigeiert; wann déi Wirtschaftskris hei - ech mengen, dass se laang dauert - enges Daags eriwuer ass a mer a bessere Startpositione kënnen fortlafen, wéi déi meescht vun deenen aneren, vläicht och wéi all déi aner.

Duerfir huet d'Regierung decidéiert, wat ech och schonn an der Finanzkommissioun explizéiert hat - wat erëm explizéiert, firwat dass eenzel politesch Parteien dat elo als Fuerderung presentéieren, wat ech deemools als Propositionen an der Chamberskommissioun avancéiert hat -, fir ee ganze Koup vun öffentlechen Investissementer no vir ze zéien.

Mir steigere d'öffentlech Investissementer par rapport zum leschte Joer. Mir steigere se ëm 30% par rapport zum Joer 2007. Mir si bereet, andeem mer an de Reserve schaffen, déi mer ugeluecht hunn, duerch eng contestéiert, mä nevertheless virsiichteg Politik vun de leschte Joren, Investissementer no vir ze zéien. Ech wéll lech soen, wat fir eng. Net am Detail.

Mir zéie vir am Joer 2009, alles, wat mer fir déi nächst dräi Joer virgesinn haten am Beräich vun der Renovatioun, am Beräich vun der Reparatioun, am Beräich vum Entretien. Firwat?

Dir kritt, wéi ech, vill Bréiwer, vläicht manner, mä awer och vu mittelstännege Betriber, deenen hire Carnet lues a lues eidel gëtt, déi riskéieren am Joer 2009 faillite ze maachen, déi riskéieren am Joer 2009 oder am Joer 2010 zouzemaachen. Wann ee klunge Betrib, e klunge Schlessereibetrib, e klungen Usträicherbetrib, e klunge Schräinerbetrib am Joer 2009 muss zoumaachen, well e keng Opträg méi huet, dann ass deen definitiv fort. Keen Usträicher, kee Schräiner, kee Schlessler, keen Installateur, keen aus dem Beräich vum Sanitär hält am Joer 2009 op a fänkt am Joer 2011 erëm un, wann d'Wirtschaft erëm duerchstart. Neen! Déi Betriber, déi fort sinn, déi sinn endgültig fort a si ginn ersat duerch Betriber, déi aus dem Ausland kommen.

Wat seet engem net d'Ordnungspolitik? Déi hëllef engem ni, wann et seriö gëtt. Net d'Iwwerzeegungen, déi hëllef engem nëmme wéineg, wann et seriö gëtt. Wat seet engem de gesunde Mënscheverstand? Mir mussen derfir suergen, dass déi klunge Betriber zu Lëtzebuerg erhale bleiwen, fir iwwert déi Duuschtstreck ewechzekommen, déi duerch d'Wirtschaftskris an Europa an an der Welt entsteet. Duerfir zéie mer all déi Aarbechte vir an d'Joer 2009, déi vu klunge Betriber kënnen gemaach ginn, vu klunge Betriber heiheem, vu klunge Betriber aus der Groussregioun, mä virun allem vu klunge Betriber heiheem, fir dass se hir Aarbechtsplaze kënnen halen.

Mir wëlle verhënneren - duerch eng aktiv, cibléiert Wirtschaftspolitik, duerch eng aktiv, cibléiert Baurenovéierungspolitik, duerch eng aktiv, cibléiert Energieersatzofferte par rapport zu deem, wat mer haut hunn, duerch eng cibléiert Reparatur- a Renovatiounspolitik -, dass Aarbechtsplatzvernichtung stattfënnt, an dass Betribsvernichtung stattfënnt zu Lëtzebuerg. Dat ass dat, wat mer kënnen maachen, fir eise Betriber ze hëllef, fir dass dat, wat normal ass an Zäite vu wirtschaftlech Réckgang, nämlech hir Disparitioun, net stattfënnt, well mer net akzeptéieren, politesch net akzeptéieren, wirtschaftlech net akzeptéieren, akommespolitesch net akzeptéieren, soziologesch net akzeptéieren, dass elo déi klunge Betriber déi Eischt sinn, déi an dëser Period vu Wirtschaftsreckgang verschwannen.

Well mer och wëssen, dass de Mëtzelstand besonnesch wirtschaftsdynamesch ass, besonnesch aarbechtsplazschafend ass, a well mer och wëssen, dass déi klunge Patronen, am Géigesaz zu deene groussen, wéi mer dës Deeg kënnen liesen, net als

éischte Reflex hunn, d'Leit erauszégeien, mä als éischte Reflex hunn, d'Leit dobannen ze behalen an hire Betriber, duerfir wëlle mer deene klunge Betriber zu Lëtzebuerg, déi téschent fënnef an zéng an 20 a 50 Leit sinn, d'Méiglechkeet ginn, iwwert d'Virzée vun öffentlechen Aarbechten a verschidenste Beräicher, Aarbechten ze hunn, déi hinnen et erlaben, normal kënnen ze schaffen, an déi hinnen et erlaben, hir Leit a Beschäftegung kënnen ze halen.

Dat Zweet, wat mer maachen, ass, dass mer d'Hëllef, déi d'Betriber kréien, wa se Leit astellen, déi aarbechtslos sinn, ganz staark an d'Luucht setzen. Haut kann een, stellt een ee Mënsch an, dee keng Aarbecht huet, als Betrib 10% vum Bruttoloun als staatlech Subventioun kréien. Keen anert Land huet iwwergens esou e System. Dat setze mer op 15% erop.

Firwat maache mer dat? Mä an der Erwaardung, dass déi Leit, déi entlooss ginn - well d'Wirtschaftskris déi ass, déi se ass, well d'Sozialkris déi ass, déi se ass -, séier an anere Betriber eng Aarbecht fannen, an dass déi Patronen, déi se astellen - well mer hinnen hir Aktivitéite jo erhalen duerch staatlech Interventioun an Investissementsinvestitioun -, déi Leit kënnen astellen, begleet vun enger staarker finanzieller Hëllef duerch d'öffentlech Hand.

Ass dat eng lëtzebuergesch Äntwert op d'Kris, dass elo all Betriber, déi, well se fäerten, si hätten net méi genuch Aarbecht, entloossen, dass ëmmer méi Leit an de Chômage kommen, dass ëmmer méi Leit an de Chômage partiel kommen, dass ëmmer méi Leit manner verdéngen, dass mer mengen, ëmmer méi Leit, déi manner verdéngen, géife gradesou vill konsuméieren, wéi wa se nach méi géife verdéngen, oder ass d'lëtzebuergesch Äntwert net déi Offerte vun der Regierung?

Mir hëllef dem Mëtzelstand, mir hëllef dem Handwierk, mir hëllef dem Commerce, fir dass se hir Aktivitéiten op d'mannst op deemselwechten Niveau kënnen halen. Mir hätt gären, dass se d'Leit net géifen entloossen, a wann et net anescht geet, hätt mer gären, dass anerer, déi virukommen, well de Stat hëllef, déi Leit, déi keng Aarbecht hunn, astellen, andeem se 15% Bruttolounbedeelegung vum Stat kréien. Ass dat net eng Offerte fir d'national Communautéit, fir hei net anzubriechen?

Ass et net noutwendeg a Momenter, wou et méi schwierig ass, ze soen, déi eng mussen e bësse verzichten, fir dass mer allegueren eng Aarbecht hunn, an déi, déi eng Aarbecht wëllen, mussen, well mer de Betriber Sue bäiginn, gehollef kréien eng Aarbecht ze kréien? Oder soe mer: Ech sinn ee fir mech, mech interesséiert net dat, wat ronderëm mech geschitt, mir ass alles egal, wat mam Land geschitt, mir ass et egal, ob aner Leit eng Aarbecht hunn? Oder ass net vläicht de Moment komm, well mer jo ëmmer gäre vu Solidaritéit schwätzen, Nationalfeiertag an op aneren Deeg, fir praktizéiert a praktizéierend Solidaritéit vun deenen enge par rapport zu deenen aneren ze üben? Ech menge schonn, dass dee Moment komm wier.

Mir setzen d'Steieren erof. Do kann ee laang driwwer streiden, ob dat eng Steierentlaaschtung oder eng Steierupassung ass. Wéssst Der, wann déi Däitsch - ech weess net, awéifern dass Dir dat parteipolitesch Liewen do verfollegt an den Nopeschlänner, ech menge schonn e bëssen, wann ech eenzel Bicher liesen, schéng mer jo do Influenzen an der Terminologie ze sinn - géifen haut, wat se net maachen, d'Steieren téschent néng an 11,5% erfesetzen, da géif jo e germaneschen „Uff“ duerch Europa goen a soen: Enfin huet eng Regierung bekäppt, wourëms et geet! Wann aner Regierungen an Europa dat géife maachen, da géif dee germaneschen zu engem kontinentalen „Uff“ ginn.

Ech presidéiere jo den Eurogroup ëmmer manner gär, mä et muss ee viles presidéieren, wat ee fréier léiwer hat wéi haut. All Regierungen sinn eigentlech dergéint, Steiererlichterungen ze maachen. Mir haten eng grouss Péng, den Här Krecke an ech, am Eurogroup de leschte Méindegend ze erklären, dass mir géife Steiererlichterungen zu Lëtzebuerg maachen. Déi soen: Anstatt Steiererlichterungen ze maachen, firwat verzicht Dir net dorobber an Dir maacht esou vill Investissementsausgabe méi, wat jo méi streckenföhrend ass an d'Zukunft? Do hu mer gesot, mir wieren der Meenung, dass een d'Kafkraaft misst staerken.

Mir haten am Mee heibannen ugekënnegt, dat wiere 6%. Mir hunn elo 9% Tarifadapta-tiounen ugekënnegt an 11,5% Gesamtsteierofsenkung. Dat ass ee beträchtliche Montant, dee mer Steierofsenkung

maachen. Ob dat elo Steiererlichterung heescht oder Steierupassung, dat ass mir relativ egal. De Leit iwwergens och. Dat sinn där Milliounen vill. Dat sinn e puer honnert Milliounen méi Kafkraaft fir d'Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, a fir d'Leit, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen. Mir hu se cibléiert gemaach.

Et gëtt ëmmer vun der Politik verlaangt, besonnesch wann et ëm d'Sozialpolitik geet, méi selektiv ze sinn. Ech fannen, dass, wann et ëm d'Steierpolitik geet - wat fir mech ee sozialen Émverdeelungsprozess ass, dat ass den Objet vun der Steierpolitik -, déi och selektiv gemaach muss ginn. Mir verwandelen den Arbeitnehmerfreibetrag an een Nettosteierkredit. 300 Euro d'Joer fir jiddwereen. Déi komme bei déi 922,5 Euro, déi elo monatlech ausbezuelt ginn, wat och wichteg ass, vum Kannerbonus derbäi. Dat mécht iwwer 1.200 Euro fir e Mindestlounbezéier, deen ee Kand huet.

Wa mer nëmme Steierpolitik maachen, wa mer der Steierpolitik kee sozialen Akzent ginn, hunn déi Leit dovun, vun alle Steiererlichterungen, guer näischt. Mat der Politik vun dëser Regierung a vun dëser Koalitioun kritt e Mindestlounbezéier am Joer 2009 1.200 Euro méi duerch sozial- a steierpolitesch Interventiounen. Derbäi kënt nach, dass de Mindestloun am Joer 2009 erhéicht gëtt, wat och ee ganz beträchtliche Montant a sengem Gesamtimpakt wäert ausmaachen, grad wéi d'Afféierung vun engem Rentnersteierkredit, dee 35 Milliounen kascht, dee vun de Mindestlounbezéier kascht 55 Milliounen Euro. All Mindestlounbezéier, all kleng Rentner kréien duerch d'Kombinatioun vun der Mindestlounerhéijung 2%, a vun dem Ajustement vun de Renten a Pensiounen 2% plus derbäi, duerch d'Steier- a Sozialpolitik, a mir staerken domat d'Kafkraaft vun deenen Deeler vun eiser Bevölkerung, déi méi een ausgeprägte Konsumhang hu wéi déi, deenen et besser geet wéi deenen, déi näischt hunn, quitte dass se sech onendlech méi bekloe wéi déi, déi näischt hunn, a leider Gottes heiansdo vill ze vill Gehéier fannen.

Wa mer also selwer keen hausgemaachtend Wuesstum kënnen produzéieren, wat ass dann d'Aufgab vum Budget a vun der staatlecher Politik?

Déi besteet doranner, fir an eisen internationale Kontakter - den Eurogroup ass do vu grousser Hëllef - fir eng europäesch Relance ze suergen, déi zum Gudden ass vun eisem Land.

Mir exportéieren 179% vun eisem Bruttoinlandsprodukt. Mir importéieren 140% vun eisem Bruttoinlandsprodukt. Mir exportéiere vun all deem, wat mer exportéieren, 86% an d'Eurozon. Et muss also d'Aufgab si vun der Lëtzebuergescher Politik, „Euro-Influenz“ ze hunn, fir dass do d'Saachen erëm an d'Gang an an d'Spur kommen. Dat muss mer maachen. An heiheem kann eis Aufgab nëmmen doranner bestoen, fir Investissementer ze maachen op engem staarken Niveau, déi eis et erlaben, besser duerchstarten ze kënnen, wann d'Kris eriwuer ass.

Duerfir och déi nei Investissementer am Breetbandberäich, am IT- an am E-Beräich, fir déi de Minister Schiltz zoustänneg ass; duerfir nei Investissementer am Beräich vun der Émwelt, fir déi de Kolleg Lux zoustänneg ass. Eng Émwelt, déi an der Rei ass, ass e Standuertvirdeel an deenen nächsten 20 Joer; eng Émwelt, déi net an der Rei ass, ass e Standuertnodeel an deenen nächsten 20 Joer.

Dohier eist Beméien, fir d'Recherche-kreditter, fir déi den Här Biltgen an d'Madame Modert zoustänneg sinn, massiv an d'Luucht ze setzen; dohier eist Beméien, fir d'Kreditter fir d'Universitéit massiv an d'Luucht ze setzen; dohier eist Beméien - d'Madame Jacobs ass en charge dovunner -, fir d'Kannerbetrieung staark auszubauen - dat ass jo an dëser Legislaturperiod am duebele Rhythmus geschitt wéi an der leschter Legislaturperiod - an déi Kannerbetrieung méi bëlleg fir jiddwereen ze maachen.

Alles dat zesumme weist, dass mer zukunftsorientéiert Wuesstumspolitik maachen. Woubäi ee sech zu Lëtzebuerg - ech widderhuele mech - d'Illusioun net därf maachen, mir kéinten hei eng eegestänneg hausgemaachte Wuesstumspolitik maachen.

Mir kënnen de Leit hëllef, dass déi Wirtschaftskris, an där mer sinn, hir individuell Liewensverhältnissen net op d'Kopp gehäit. Mir kënnen derfir suergen, dass hir Kafkraaft erhale bleift. Wann d'Leit gutt inspiréiert wieren, géife si och derfir suergen, dass hir Kafkraaft sech enner Form vun Ausgaben zu Lëtzebuerg weist, an net enner Form vun Ausgaben op anere Plazen an der Groussregioun an Europa.



Mir hunn dee Budget realisteschere weis esou gemaach, dass mer d'Akommessteier, d'Taxe d'abonnement an d'Lounsteier no ënne revidéiert hu par rapport zu de Recettëstänn vum Joer 2008.

Mir hätte gären, dass déi staatlech Investissementspolitik, déi mer no uewe revidéieren, och vun de Gemenge matgemaach gëtt. D'Gemenge solle wëssen, dass d'Joer 2009 e Joer ass, wou se méi Defizit kënnen maachen, wéi se dat normalerweis gewinnt sinn, ënner Berücksichtigung vun all deenen Defizitausgläichrechnungen, déi d'Gemengen ëmmer musse maachen.

Déi Investissementspolitik, déi muss ugekuerbelt gi wéinst der Augmentatioun vun den Zukunftschancen, ass net nëmme eng staatlech Aufgab, et ass och eng kommunal Aufgab. Den Innenminister wäert dat an den nächsten Deeg duerch eng diesbezüglech Circulaire ganz däitlech maachen.

Ech résuméieren: Mir kënnen d'Weltwirtschaftskris net annulléieren. Mir kënnen d'Eurowirtschaftskris net an hiert Géigendeel verkéieren. Mir kënnen derfir suergen, mir mussen derfir suergen, mir hunn derfir ze suergen, dass d'Repercussione vun der Wirtschaftskris op déi individuell Liewensverhältnisse vun de Lëtzebuurger keng negativ Konsequenze produzéieren, nämlech doduerch, dass mer hir Kafkraaft erhalten, nämlech doduerch, dass mer d'Solidaritätsinstrumenter verbreedere an versterken, nämlech doduerch, dass mer deene kleng Betriber zu Lëtzebuerg supplementar Opträg doduerch verschafen, dass staatlech Investissements- an Interventionspolitik méi däitlech cibléiert gëtt op déi kleng Betriber, mä net nëmme op déi, well mer och am Beräich vum Déifbau a vum groussen a vum héijen, vum extrem héijen Héichbau wëllen alleguer déi Projeten, déi mer fir déi nächst Jore programméiert hunn, op d'Joren 2009 an 2010 virzéien, esou zwar, dass d'Investissementer, déi mer am Joer 2009 maachen, wahrscheinlech tëschent 50 an 100 Milliounen Euro méi héich leien, wéi déi Investissementer,

deé mer am Budget vun der Administration publique ausweisen.

De Budget vun der Administration centrale verännert sech doduerch net, well mir brauche keng Dotatiounen an d'Luucht ze setzen. Mä vu dass duerch d'Maastricht-Theorie déi effektiv getätigt Dépense gekuckt ginn, vergréissere mer eisen Defizit selbstverständlech ëm deemspriechend Montanten. Dat muss ee kënnen akzeptéieren.

Firwat hu mer de Projet vum Budget fir d'Joer 2009 net geännert? Well ech spiere jo déi Kritik a ville Milieuen. Fir d'éischt seet jiddwereen, très bien, Investissementer, ganz gutt Steiererlicherungen, ganz gudden Ausbau vun de Solidaritätsinstrumenter, ganz gutt Ofsécherung vun Aktivitéiten an der Economie. An dann no dräi Woche seet jiddwereen: Ass dee Budget do nach richtig?

Ech soen lech hei, dee Budget ass net méi ganz richtig. Well d'Previsiounen fir d'Wirtschaftswuesstum zënter dem September 2008 bis géischer Owend néngmol geännert hunn, well d'Europäesch Kommissioun den 19. Januar nei Previsiounen, Wuesstumsprevisiounen fir d'Eurozon a fir Lëtzebuerg wäert maachen, déi net esou sinn, dass Lëtzebuerg 1,2% wäert wuessen, mä déi éischter bei deene Previsiounen vun der OECD tëschent -0,5 a +0,5% wäerte leien.

Wat ass dann d'Äntwert vun der Politik dodrop? Mir mussen dat jo seriö diskutéieren heibannen.

Solle mer d'Steieren net erofsetzen? Qu'on me le dise! Ech géif et entre-temps falsch fannen, fir se net erofzesetzen, mä ech stelle just fest, keen anert Land setzt se erof.

Solle mer d'Investissementer kierzen? Solle mer dee Supplément vun Investissementer, dee mer virzéien, net virzéien, mä einfach an de Joren 2011, 2012 loossen? Oder ass et net méi gescheit, se virzéien, se elo ze maachen, well eis Betriber keng Aarbecht hunn, a se dann an de Joren 2012 an 2013 net méi an deem Émfang ze hunn an domat also am Budget ze wannen? Obschonn eis da gesot wäert ginn, dass mer elo d'Investissementer - falls mer nach dobäi wieren, dat ass jo och nach net ganz sécher - erëm géifen erofsetzen.

Solle mer elo higoen an de Mindestloun net erhéijen? Well dat huet och Répercussione op de Budget. Vill Budgetsartikelen hänken um Mindestloun.

Solle mer de Renten- an de Pensiounsajustement net maachen? Villes am Budget hänkt dodrun.

Solle mer keen Accord salarial duerchéien? Mir hunn een ofgeschloss an der Fonction publique vu +1,5%.

Solle mer de Schoulmeeschteren, déi méi musse schaffen, hire Complément ënner Form vu Pai net ginn?

Solle mer - an dat ass en essenzielle Punkt - déi automatesch Stabilisateuren net spille loossen?

Mir sinn eis an der Eurozon eens, all Staten, déi Haushaltsmargen hunn; a Lëtzebuerg, opgrond vun den Tripartite-Décioune a Gesetzer, déi deelweis souguer eestëmmege heibanne gestëmmt gi sinn, an opgrond vun der virsichteger Budgets- a Finanzpolitik, huet Margen.

Solle mer déi elo net ausnotzen? Solle mer spueren an d'Kris eran? Oder solle mer an d'Kris eran investéieren, fir eis Startméiglechkeeten ze verbessere fir deen Dag, wou d'Kris eriwwe ass?

Solle mer d'Solidaritätswierk an d'Solidaritätsinstrumenter um Knéi zerbréchen, anstatt se viru wierken ze loossen?

Mir sinn eis eens, dass d'automatesch Stabilisateuren spillen. Kee Mënsch zu Lëtzebuerg weess, mengen ech, wat automatesch Stabilisateuren sinn.

Wat ass dat? Dat besteet doranner, wann d'Steieren zrëckgi wéinst der Konjunktur, d'Ausgaben normal lafen ze loossen, anstatt d'Ausgaben ze kierzen an domat weider konjunkturabriechend Effekter an der Gesamtpolitik ze provozéieren. Dat kann een, wann een Haushaltsmargen huet, a mir hunn där. Net am Statshaushalt, mä an de Gesamtfinanzen hu mer Margen zu Lëtzebuerg.

Ech ginn lech e Beispill. Mir hu jo enorm vill Leit elo am Chômage partiel. Ech fannen, dass et iwwerregens weineg Opreegung zu Lëtzebuerg provozéiert, dass mer elo 4.000 Leit hunn, déi all Mount 20% manner verdéngen. Déi meescht schaffen hei a wunnen net hei, duerfir ass dat e bësse méi mitigéiert. Déi kleng Fortis-Aktionäre suerge fir méi Opreegung wéi déi 4.000 Aarbechter, déi 20% manner Pai hunn.

(Interruption)

De Chômage partiel gëtt bezuelt vum Fonds pour l'Emploi. De Fonds pour l'Emploi gëtt dotéiert mat dem Impôt de solidarité a mat dem Produkt vum Impôt de solidarité. Esou kloer wéi d'Amen am Gebiet ass, wa mer manner Aarbechtsplaze schafen d'nächst Joer wéi d'Joer, kënn mer Impôt de solidarité eran, an d'Ausgabe vum Fonds pour l'Emploi, notament wat de Chômage partiel ubelaangt, ginn exponentiell an d'Luucht, vun 1 op 50 Milliounen Euro wahrscheinlich.

Automatesch Stabilisateuren heescht, ech akzeptéieren, dass d'Steieren zrëckginn, ech akzeptéieren, dass d'Dépenses an d'Luucht ginn. An ech kierzen d'Dépenses net, well ech soss grouse Schued am Wirtschafts- an am Sozialgefüge erbäiféieren an domat eigentlech wuesstumsbriechend sinn.

Wann een dat akzeptéiert, wann een akzeptéiert, dass déi sozial Solidaritätsinstrumenter méi deier ginn, well d'wirtschaftspolitesch Effizienz ofhëlt, muss een akzeptéieren, dass ee kann am Joer 2009 een Defizit kréien, obscho mer elo mengen, laut den Donnéeën vun der Kommissioun an eisen eegenen, dass mer géifen en Excédent réaliséieren. Wat ech entre-temps selbstverständlech net méi gleewen, well ech mengen, dass mer am Joer 2009 een Defizit hunn.

Wa mer déi automatesch Stabilisateuren awer net spille loossen, kierze mer d'Entscheidung vum Chômage partiel, kierze mer d'Indemnitéierung vun der Aarbechtslosegkeet, kierze mer eng Rei vu sozialen Transferten, kierze mer domat also och d'Kafkraaft vu Leit, déi souwisou schon ofgehol huet doduerch, dass se net méi hir voll Pai hunn, well se net méi kënnen voll schaffen.

Ergo geet alles a leschter Instanz ëmmer erëm ëm déi essenziell Notion vun der sozialer Solidaritéit an enger Gesellschaft. D'Regierung steet dozou: méi Investissementer fir besser duerchstarten ze kënnen, wa mer erëm an d'Fassung kommen; Steiererlicherungen, fir d'Kafkraaft op d'mannst ze stabiliséieren, wann net souguer ze vergréisseren - si ass an deene leschte puer Joer gekommen, géint deem, wat aner soen -; derfir suergen, dass déi Steierzueler, déi keng Steierzueler sinn, well se net genuch verdéngen, gläichzäitig déiselwech Steieravantages an Nettoform kréie wéi déi, déi méi verdéngen.

Elo gëtt gesot: Budget rectifié. Ech mengen net, dass dat eng gutt Iddi wier. Mä ech mengen, dass d'Parlament awer ee Recht drop huet, am Laf vum Joer 2009 Zuelen ze kréien, déi vérifiabel sinn, insofern se kënnen vérifiabel si bis zu deem Moment. An duerfir meng Proposition. Mä well ech muss fortgoen, well den iresche Premier kënn, wäert den Här Frieden dat - ech soen him dat elo hei - aktiv verteidegen. Meng Proposition wier - ech soen och dem Charles Goerens dat als Chef vun der liberaler Fraktioun -, fir iwwert de Stabilitätsprogramm, wann d'Regierung deen zu Bréissel areecht, eng parlamentaresch Debatt ze féieren.

Mir musse bis un d'Enn vum Joer, Mëtt Januar, een Addendum zum Stabilitätsprogramm virleeën. Dat ass nei. Dat hu mer dës Woch am Eurogroup decidéiert. D'Kommissioun begutachtet deen, mécht den 19. Januar nei Previsiounen iwwert de Wirtschaftswuesstum zu Lëtzebuerg a mécht am Mäerz Recommandatioune fir Lëtzebuerg, wat déi zukünfteg Féierung vun de Statsfinanzen ubelaangt.

Ass et net méi sënnavoll, anstatt ee legislative Prozess a Gang ze setzen, dee kee Resultat ka produzéieren, well mir mussen en Enn Januar a Gang setzen, iwwert d'Zuelen ze diskutéieren an iwwert d'Reaktioun vun der Kommissioun a vun den europäesche Finanzministere, an op déi Zuelen hei am Mäerz, Abrëll anzegoen, well ech där Debatt net wëll aus de Féiss goen? De Budget gëtt mat Sécherheet net esou ofgeschloss, wéi en elo gestëmmt gëtt, well mer d'automatesch Stabilisateuren spille loossen a well mer d'Investissementer no virzéien. Solle mer dat dann net hei am Mäerz, Abrëll diskutéieren? Dat muss mer dann zesumme kucken.

Ech sinn insgesamt der Meinung, dass d'Regierung, wann d'Parlament deem zustëmmt, hei e groussen Honnerte-Milliounen-Programm zur Verfügung stellt: fir méi Investissementer; fir Steiererlicherungen, déi d'Kafkraaft stabiliséieren respektiv stärkeren; fir déi absolut Stärkung vun der Kafkraaft vun deenen akommeschwache Kategorie vun der Bevölkerung; fir eng Verbëlleegung vum Logement, well mer do op 20 Milliounen Steiereinnahme verzichten; fir eng Verbesserung vun der Kompetitivitéit vun eise Betriber.

Well mer d'Kierperschaftssteuer erofsetzen, well mer d'Dividendbesteuerung erof-

setzen, well mer duerch d'Erhéijung vum Mindestloun - déi mécht 38 Milliounen Euro aus - an d'Erhéijung vun de Renten a Pensiounen - dat mécht 51,7 Milliounen Euro aus - ee Gesamtpak, deen ech hei net wëll chiffréieren, well ech den Zuele weineg Charme kann ofgewannen, op den Dësch leeën, deen eng Interventioun staatlecher Natur an d'Wirtschafts- an an d'Sozialgeschéie produzéiert am Endresultat, déi däitlech iwwer 2% vum Bruttoinlandsprodukt läit, déi sozialen Zouschnëtt huet, déi responsablen Zouschnëtt huet, well se wirtschaftspolitesche Considéatiounen ënnerworf ass, déi eigentlech der sozialer Maartwirtschaft erëm hiert Recht erëmgëtt an dem politesch normative Prozess d'Prioritéit erëmgëtt; während d'Moud vun der Zäit jo war, fir der Politik d'Recht ofzesprechen, nach an der Wirtschaft an am Sozialgefüge kënnen ze intervenéieren.

Ech sinn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fundamental dervun iwwerzeegt: a) dass mir d'Wirtschaftskris an der Welt an an Europa net kënnen behiewen, b) dass mer eis Influenz an Europa musse geltend maachen, fir derzu bäizedroen, dass d'Wirtschaftsgefüge erëm zolid gëtt an dass d'Wirtschaftsdynamik erëm zouhëlt, c) fir derfir ze suergen, dass d'Konsequenze vun der Wirtschaftskris an Europa, vun der Rezessioun, déi op Lëtzebuerg zoukënn, déi individuell Liewensverhältnisse vun de Lëtzebuurger net negativ beaflossen, a fir d) derfir ze suergen, dass dës Kris och heiheem als eng Chance begraff gëtt, fir eis Startméiglechkeeten den Dag vun der Reprise wesentlech ze verbessere, fir eist Wuesstumspotenzial ze augmentéieren a fir d'Chancë vun eise Land méi grouss ze maachen.

Dës Kris, Här President, déi werft eis zrëck. Et ass d'Aufgab vun der Regierung, och vum Parlament a vun all deenen aneren, déi hei am Land wëlle matschwätzen, derfir ze suergen, dass, och wann déi Kris eis zrëckwerft, déi Kris eis net ëmwerft.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech ginn dem Här Stats- a Finanzminister Akt vu senger Déklaratioun. D'Wuert huet elo nach eng Kéier de Statsminister.

## 2. Dépôt d'un projet de révision de la Constitution

» **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, de Grand-Duc huet mech haut autoriséiert, ee Projet de révision vum Artikel 34 vun eiser Verfassung hei am Parlament anzebréngen, deen däitlech mécht, dass de Grand-Duc d'Gesetzer a Kraaft setzt, mä dass hie sech net méi muss mam Inhalt vun de Gesetzer averstanen erklären.

5967 - *Projet de révision de l'article 34 de la Constitution*

» **M. le Président.** - Ech ginn dem Här Statsminister Akt vum Dépôt vun dësem Projet, deen un déi zoustänneg Kommissioun weidergeleet gëtt. Här Minister Frieden, Dir hutt d'Wuert.

## 3. 5900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009 (suite)

*Exposé de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget*

» **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, d'Zil vun der Politik, och a vläicht virun allem vun der Finanzpolitik, muss et sinn, de Wuelstand an d'Liewensqualität vun de Leit ze verbessere, net nëmme elo, mä och iwwert déi nächst Joren. Duerfir ass de Budget vun engem Joer ëmmer och d'Grundlag vu ganz ville Politike vun deene Joren duerno.

## Chamber TV

weist all  
öffentlech Sëtzung  
live an integral

An der Gemeng Bartreng  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer  
um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biwer an zu Wecker  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng um  
Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech  
um Kanal S19 / 287.25 Mhz

Zu Iermsdref  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen um Kanal  
S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech um Kanal  
S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschhaff),  
Keespelt, Meespelt,  
Ollem a Nospelt  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer um Kanal  
S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach um  
Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach um  
Kanal S40 / 455.25 Mhz



De Budget fir d'Joer 2009 - e Budget, dee matzen an eng schwéier wirtschaftlech Zäit fällt - huet d'Zukunftsgestaltung vun eisem Land, d'Erhalen an d'Verbessere vum Wuelstand vun de Mënschen zu Lëtzebuerg am Bléck. An ech mengen, dass et grad an der Kris géllt, net pessimistesche de Kapp no ënnen hänken ze loossen, mä e Bléck an d'Zukunft ze werfen, e kloere Bléck och op déi Zäit no der Kris ze werfen.

Et bréngt eis net wäit, wa mer eis, wa mer d'Statsfinanze kucken a kommentéieren, ausschlieslech mat der Kris beschäftegen, well d'Statsfinanze sinn ëmmer e pluri-annuellen Exercice. Duerfir mengen ech och, dass et gutt wär, dass mer de Mëtteg géifen zesummen, esou wéi d'Finanzkommissioun et an deene leschte Méint gemaach huet, iwwert d'Gesamtausrichtung vum Budget, mä och iwwert d'Statsfinanzen, pluriannuel gekuckt, an iwwert déi grouss Politikfelder, déi mer wëllen duerch d'Finanzpolitik bedéngen, goen.

Déi Aarbecht ass an der Kommissioun ënnert der Presidentschaft vun Laurent Mosar gemaach ginn. Ech wëll him a senger Kollege villmoos Merci soen, a besonnesch natierlech och dem honorabelen Deputéierten Norbert Haupter, deen a viller Aarbecht an a ville Gespréicher, och mat eis selwer, versicht huet, aus dem parlamentaresche Bléck op d'Statsfinanzen ze kucken an och ni de Bléck op d'Zäit no der Kris verluer huet. Si ass wuel esou wichteg, fir haut d'Zukunft ze preparéieren, wéi nëmmen eis ëm haut ze bekëmmere. Mä natierlech muss mer eis och ëm haut bekëmmere; also ëm dass Joer 2009.

Dee Budget, deen d'Regierung der Chamber virgeluecht huet, ass e Budget, dee sech duerch eng extrem Budgetdisziplin charakteriséiert. Ech wëll drop hiweisen, dass de Budget a sengen Dépensé fir d'Joer 2009 manner wéi 1% wiisst par rapport zum realiséierte Budget 2008. An den Nopeschlänner nämlech gétt de Budget ëmmer presentéiert a senger Croissance par rapport zum realiséierte Budget, an net zu deem Budget, wéi e gestëmmt ginn ass.

Eng Croissance vu manner wéi 1% ass e ganz räsonnabelen, streng disziplinéierte Budget.

Och d'Dépenses de fonctionnement vum Stat wuessen am Budget vum nächste Joer, no der aktueller Aschätzung, ëm 3,8%; wat also manner ass fir de Gesamtweesstem vum Budget. An och dat beweist, dass mat de Budgetsausgaben net egal wat gemaach gétt, mä dass gekuckt gétt, sech op déi Dépenses ze konzentréieren, déi eng méi strukturell an och laangfristeg Ausrichtung op de Stat hunn.

#### (M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Et ka sinn effektiv, an ech mengen et ass och aus deenen Ausféierung vu virdrun ervirgaangen, dass verschidden Dépenses d'nächst Joer anescht evoluéieren. Och verschidde Recetten. Mä ass dat esou anescht wéi an deenen anere Joren?

Kee weess zu kengem Moment, wann een e Budget opstellt, wéi staark dann de Wirtschaftswesstem ass, oder wéi vill nei Aarbechtsplazen dat Joer duerno geschafe ginn. Wa méi Aarbechtsplaze geschafe ginn, ginn zum Beispill d'Transferte vum Budget un d'Sécurité sociale erop. Wann d'nächst Joer manner Aarbechtsplazen op eemol géife geschafe ginn, géifen och eng Rei Dépenses, nämlech d'Transferten an d'Krankekeess an un d'Pensionskeessen erofgoen.

Et ass also schwierig, mat allerleschter Präzisioun déi Dépenses anzuschätzen. Et kënnen also héchstens op der Dépensésäit verschidden Transferte vun Dépensé kommen, mä déi net grondsätzlech de Budget aus dem Équiliber rappen.

Ech mengen et ass wichteg, dass de Stat d'nächst Joer consomméiert, dass de Stat d'nächst Joer investéiert an dass en d'Prioritéiten esou setzt, dass mer déi Betriber geroden, déi am séierste kéinte Schwierigkeiten hunn an op déi mer direkt kënnen Afloss hunn.

Och op der Recettésäit gétt et grouss Onsécherheeten. Mä ech wëll awer och drop hiweisen, dass mer deenen Onsécherheete schonn zum Deel Rechnung gedroen hunn.

Et ass nun eemol e Fakt, an deen huet wéineg Opmierksamkeet fonnt, dass d'Recetten am Budget 2009 op enger ganzer Rei vu Kategorië manner héich agesat gi sinn, wéi dat am Budget 2008 de Fall war. Et ass also net esou wéi wa mir d'Kris entdecken hätten nom Dépôt vum Budget.

Et ass jo och esou, dass mer den Dépôt vum Budget awer och matzen an där fir Lëtzebuerg eemoleger Bankekris gemaach hunn. A mir hunn d'Aschätzung zum Beispill vun der Kierperschaftssteier net wéi déi Jore virdrun no uewe gesat, mä mir hu se um nämlechten Niveau voire llicht drënner gehalen. Datselwecht géllt iwwerens fir aner Steieren, wéi zum Beispill d'Gehältersteier, och wéinst dem Effet vun der Steierreduktioun.

An der Kris, mengen ech, ass et méi wéi jee wichteg, dass ee sech net op ee Joer Budget konzentréiert, mä dass een de Budget an enger pluriannueller Perspektiv kuckt. Ech stelle fest, dass mer iwwert déi lescht Jore gekuckt eist Resultat vun den öffentleche Finanzen all Joer verbessert hunn.

Dat schlechteste Joer an deene leschten zéng Joer, an deem ech d'Verantwortung fir d'Budgetpolitik hunn, war d'Joer 2004, wat zur Halschent vun enger CSV/DP-Regierung an zur Halschent vun enger CSV/LSAP-Regierung geleet ginn ass. An deem Joer hate mer bei den öffentleche Finanzen en Defizit vu -1,2%.

Duerno, an duerch eng Rei Moosnamen, déi mer geholl hunn, an duerch eng besser Konjunktur, ass et zu enger positiver Evolution vun de Statsfinanze komm.

Mir hatten 2005 nach en Defizit, hunn awer dunn an de Joren '06, '07 an '08 en lwwerschoss kritt; an dat ass awer eng Evolution, déi een net soll verkennen.

Déi gefällt all deenen net, déi gäre Pessimismus maachen, déi gären nëmmen d'Zukunft vum Land kucken duerch d'Kritik, esou wéi an deene leschte Wochen deen een oder deen aneren et gemaach huet.

Ech hätt gären, dass een an deem Zukunftsbild de Fuedem net verléiert. An de Fuedem fir d'Zukunft verléiert een net, wann een déi Politik, déi mer déi lescht Jore gemaach hunn, konsequent viruféiert.

De Budget fir d'Joer 2008 - dat ass also dee vum lafende Joer - hu mer der Chamber d'lescht Joer virgeluecht a mir hu gemengt, dass d'öffentlech Finanzen géife mat engem lwwerschoss vun 0,8% ofschléissen.

Mir vergiesse ganz séier, well mer och an enger héich mediatiséierter Zäit liewen, wou déi schlecht Nouvelen een iwwerrumpelen, an d'Nouvelen, déi eis errechen, si jo net schéin, dass mer déi éischt puer Méint vun deem Joer en exceptionell gutt Joer hatten. Dass d'Steierrecetten am Ufank vum Joer 2008 gutt waren an dass no de Previsiounen, esou wéi ech dat haut gesinn - d'Joer ass jo nach net ganz eriwuer; de Budget hält jo och net den 31. Dezember op, mä eng ganz Rei Dépensé ginn nach gebucht, déi uganks des Joers kommen -, mengen ech, d'Resultat vum Joer 2008, den lwwerschoss vun den öffentleche Finanzen am Joer 2008 méi héich wäert si wéi deen, dee mer der Chamber d'lescht Joer virgeluecht hatten.

Dat ass also eng gutt Nouvelle. An ech hunn also och déi ferm Intention, fir konform zu deem, wat de Statsminister elo grad am Numm vun der Regierung gesot huet iwwer eng Rei vun Aarbechten, déi mer virzéien, fir déi lwwerschoss, déi d'Joer kommen, direkt, dass heescht nach dem Joer, un déi eenzel Fongen ze transferéieren, mat deenen déi Renovationsaarbechte finan-

zéiert ginn, sief dat de Fong vun de Renovatiounen beim Bauteminister, sief dat de Fong vun de Monuments historiques bei der Kulturministerin oder sief dat de Fonds du rail bei dem Transportminister fir Entretien-aarbechte vun enger Rei vu Garen.

Well dat grad déi Betriber sinn, also d'Handwierk zu Lëtzebuerg, déi mer wëllen duerch virgezunnen Investitiounen ënnerstëtzen. Déi Suen also, déi mer d'Joer méi eraakréien, kann ech direkt a wëll ech direkt, dass heescht nach d'ese Mount, un déi Fongen do transferéieren, esou dass déi Aarbechten och kënnen direkt finanzéiert ginn.

D'Joer 2008 wäert also besser gi wéi dat, wat mer gemengt hatten. Mä d'Joer 2009 gétt héchstwahrscheinlech méi schlecht. Well et ass kloer, dass eng Rei vu Steiereinnahmen, besonnesch an deenen éischte Méint vum Joer 2009, wäerte manner gutt sinn.

D'Aschätze vun de Steieren ass ëmmer eng schwierig Saach. Ech si jo bekanntermoossen elo jorelaang fir de Budget zoustänneg an all Joer krut ech Kritik wéinst der Aschätzung vun de Recetten.

Ech wëll lech just soen, dass mer versichen, d'Recetten esou gutt wéi méiglech anzuschätzen, mä et ass immens schwierig bei zum Beispill enger Steuer wéi d'Taxe d'abonnement, déi bezuelt gétt vun den Investmentfongen, déi zesummenhängt mat de Boursségeschäfte, fir déi millimetergenau festzelleen.

Eng Rei vun Experte soen, am zweeten Hallejoer 2009 wäert et erëm besser goen. Ech weess net, ob dat de Fall ass. Ech hoffen, dass dat de Fall ass. Da geet déi Steuer och erëm erop. Et ass kloer, dass déi Steuer an deenen éischte Méint vum Joer 2009 wäert ganz niddreg sinn.

Ech wëll dat just soen, fir drop hinzeweisen, wéi schwierig et ass, nei Chifferen och op der Recettésäit ze setzen. Mir proposéieren öffentlech Finanzen, wou mer mengen, dass déi d'Joer 2009 1,1% am Plus ofschléissen.

Dir wésst, dass nom Stabilitéitspakt ee kann en Defizit hu vu -3% wat d'Administration publique ubelaangt. Tëschent +1,1% a -3% ass e groussen, wäite Wee. Mir wäerten deen net gebrauchen.

Mä eng Verschlechterung vun de Recetten, déi en Impakt hätt op den Équiliber vum Budget, erlaabt eis nach ëmmer am Respekt vum Stabilitéitspakt ze sinn. An ech kann lech soen, dass egal wat fir eng Ännerung mir maachen, d'Regierung drop hale wäert, dass mer de Respekt vum Stabilitéitsprogramm an allen Hypothese wäerten hunn, well dat ass d'Garantie fir gesond Statsfinanzen och an der Zukunft ze halen.

Déi Chifferen vum Joer 2009 wäeren nach vill besser, wa mer net Steierreduktioun gemaach hätten. Ech wëll lech hei rappeléieren, dass d'Steierreduktiounen fir d'Bereiber a privat Leit en Impakt vun 1,2% vum Bruttoinlandsprodukt hunn. Et muss een also wëssen, wann een déi Steierreduktioun net gemaach hätt, hätt een e vill bessert Resultat.

Mir mengen awer, aus deene Grënn, déi och virdrun de Statsminister rappeliert huet, op déi ech net zrëckkommen, dass mer dat an deem Moment net solle maachen.

Mir ginn also méi Suen aus duerch lwwerschoss vun deem Joer, déi mer an déi Fongen do setzen, fir kënnen déi Aarbechte virzéien. Mir wëllen, dass mer net méi Suen ausgi wéi déi, déi mer vum Stabilitéitsprogramm hier, och mam Spille vun de Stabilisateurs économiques kënnen ausginn. Mir maachen also eppes fir d'Ekonomie, mä mir maachen, näischt, wat d'Statsfinanzen aus dem Équiliber werft. Natierlech, wann d'Kris undauert, muss mer strukturell Ännerunge vun den Dépensé maachen, mä da muss mer déi a Rou diskutéieren. Déi mécht een net no zwou Wochen oder zwee Méint Kris, déi mécht een, wann ee mierkt, dass d'Kris eng duerabel, laangfristeg Kris ass.

Dat gesot, ass et gutt, dass mer eis am Laf vum nächste Joer regelméisseg téscht der

Regierung an der Chamber gesinn, fir iwwert d'Exekutioun vum Budget ze schwätzen. Ech deelen, a wëll dat ausdrécklech ënnersträichen, déi Meinung, déi de Statsminister elo grad am Numm vun der Regierung gesot huet, dass et kee Sënn mécht, am Ufank vum Joer en neie Budget ze schreiwen. Souguer a gudde Jore kann ech lech soen, dass déi dräi, véier éischt Méint vum Joer d'Recetten iwwerhaupt näischt Richteges aussoen, well d'Recetten eréischt am Fong am Laf vum Joer kënnen jugéiert ginn.

Verschidde Recetté ginn och eréischt no enger gewëssener Zäit bezuelt. D'Taxe d'abonnement gétt net all Dag bezuelt. Och aner Steiere gesäit een eréischt no enger gewëssener Zäit. Ech wëll mech also heizou engagéieren, dass mer am Laf vum nächste Joer regelméisseg, all Mount, all zwee Méint, an d'Finanzkommissioun vun der Chamber kommen an do dann och zesummen kucken, wou mer mam Budget dru sinn, mä am Ufank kann ee ganz schwierig Konklusiounen zéien.

Par ailleurs ass et de Wëlle vun der Regierung, fir am Januar eng Tripartite anzeberufen, fir iwwert d'Konsequenze vun der Wirtschaftskris ze beroden. Ech mengen, dass dat en Zäitpunkt ass, wou mer da schonn d'Kris eng Rei Méint hanner eis hunn a besser iwwert dat nächste Joer kënnen kucken. Duerfir wäert de Statsminister fir de Mount Januar, wéi gesot, déi Tripartite aberufen. Wann een Investitiounen mécht, a mir wëllen Investitiounen maachen, wann een och Investitiounen virzitt, da kënnen mir dat zu Lëtzebuerg maachen, contrairement zu deenen anere Länner.

Wat maachen déi aner Länner? Déi maache genau dat, wat déi Politik ass, géint déi ech mech zënter Jore wieren. Dat ass, dass een einfach Sue léine geet an da méi ausgëtt. Mir maachen dat net, well mir hu Reserven an deene leschte Jore constituéiert. Mir hu Reserve constituéiert, déi wéineg Opmierksamkeet dobausse fannen, mä déi eis awer a schwéieren Zäiten hëllefen, déi Projeten, déi mer geplangt hunn, och duerchezéien, och wann d'Recetté manner héich ginn.

Déi Chifferen, déi Dir an der Chamber fir de Rapport vum Budget hat, déi géif ech gären hei nach compléieren. D'Reserven um 31. Dezember, d'Avoire vun de Spezialfongen um 31. Dezember 2007, hu sech op 1,7 Milliarden Euro belaf. Déi Reserven hunn déi Mehreinnahme vum Exercice 2007, déi mer am Laf vum Joer 2008 festgestallt hunn, nach net berücksichtegt. Mir hunn, wéi mer de Budget opgestallt hunn, décidéiert, d'Mehreinnahme vum Joer 2007 an d'Avoire vun deene Fonge bäizesetzen. Dat huet zum Effet, dass mer fir de Moment d'Avoire vun deene Fongen, mat deene mer d'Investitiounen bezuelen, net bei 1,7 Milliarden leien hunn, mä bei 2,1 Milliarden Euro. Et ass also mat deenen, wou mer déi Investitiounen kënnen tätegen, plus déi Mehreinnahme vum Joer 2008, vun deene mer virdu geschwat hunn.

Wann een also d'Finanzpolitik kuckt, beuerteelt, da soll een och kucken, wéi déi Avoiren an deene leschte Joren ausgesinn hunn. Wa mer elo ronn zwou Milliarden Avoiren hunn, da sinn dat der méi wéi ech der 1999, zum Ufank vun der Legislaturperiode 99/2004 virfonnt hunn, an da sinn dat der och méi wéi um Ufank vun d'erer Legislaturperiode.

Dat beweist, dass d'Regierung d'Suen net einfach zur Fënster erausgehait huet, mä dass se se op d'Säit gesat huet an ausginn huet, fir Investitiounen ze tätegen an domadder der Lëtzeburger Ekonomie ze profitéieren, an domat d'Zukunft vun deem Land op eng konsequent Aart a Weis virzubereeden. D'Zukunft vum Land fänkt net 2009 un, d'Zukunft vum Land huet virun e puer Joer ugefaangen, wann een eng konsequent Finanzpolitik mécht, mat engem kloeren Zil virun Aen, déi gesond Statsfinanzen, also och héich Reserve constituéiert.

Well ech soen, dass mer keng Schold maachen, fir dat ze finanzéieren, contrai-

# Chamber TV

an der Stad: um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)

zu Esch: um Kanal S40 (455.25 MHz)

zu Déifferdeng: um Kanal S 29

zu Diddeleng: um Kanal S 32

an der Gemeng Nidderaanven: um Kanal S 29



rement zu deem, wat am Ausland gemaach gétt, géif ech gären e Wuert iwwert d'Evolutioun vun der Schold soen.

Déi Schold an den Tableaue reflektéiert net d'Realitéit vun der Schold an den Nopeschlänner. Mir hunn, virun de Rettungsoperatiounen vun de Banken, eng Statsschold, eng öffentlech Schold gehat vu ronn 7% vum Bruttoinlandsprodukt, eng öffentlech Schold, an där also och d'Schold vun de Gemenge mat dran ass. Mir kommen no deem Emprunt, dee mer lancéiert hunn, fir d'Rekapitalisatioun vun zwou grouse Banken ze maachen, op eng Statsschold vun 13,9% vum Bruttoinlandsprodukt. Déi Schold ass awer nëmmen temporär an ass net ze vergläiche mat där anerer Schold, well de Remboursement vun där Schold geschitt natierlech duerch d'Vente vun eise Participatiounen an deenen zwou respektiv dräi Lëtzebuurger Banken. Dee Moment, wou mer aus deene Banken erausklammen, dee Moment, wou mer Dividenden a Mehrwäert vun dem Verkauf encaisséieren, kënnen mer och, ouni d'Statsfinanzen ze belaauchten, deen Emprunt rembourseren, an dann erëm vun 13% op 7% oder eppes do ronderëm zrëckkommen.

### (M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

En direkten Impakt op de Statsbudget huet natierlech d'Bezuele vun den Zënse, déi mer op deem Emprunt muss bezuelen. Och dat wäerte mer duerch eng direkt Dotatioun vun dem Exercice 2008 un de Fonds de la dette maachen, fir datt déi 70 Milliounen, déi mer d'nächst Joer schonn hunn, an engem Moment wou mer vläicht nach net Dividende vun eise Participatiounen hunn, ouni de Budget direkt vum Joer 2009 ze belaauchten, och kënnen de Remboursement vun där Zënslaascht maachen.

Ech wëll lech just soen, datt de Fait, datt mir souguer e Fonds de la dette hunn, relativ eenzegaarteg an Europa ass. Mir wëllen dee Fong och weider dotéieren. Am Budget fir d'nächst Joer sinn 90 Milliounen fir de spéidere Remboursement vun der Dette virgesinn. Ech wëll am Laf vum Joer nach eng ähnlech héich Zomm direkt an dee Fonds de la dette ginn, fir de Remboursement vun der Zënslaascht, deen aus dem Emprunt public vun deene leschten Deeg, dee massiv vum Lëtzebuurger Vollek souscrivéiert ginn ass, kënnen ze täegen.

D'Budgetpolitik muss, wéi gesot, d'Instrument sinn, fir d'Kris ze bremsen an d'Zukunft opzebauen. Ech mengen, datt d'Finanzpolitik deem gerecht gétt. Ouni déi zolidd Finanzpolitik vun de leschte Joren, ouni déi Korrekturen, déi mer maachen, fir d'Entreprises zu Lëtzebuerg ze ënnerstëtzen, déi, déi virun allem vum Lëtzebuurger Maart ofhänken, wär dat Zil do net ze erreechen.

An deem Budget, an dat ass jo e bëssen dat Schwieregt an der Kommunikatioun iwwert de Budget, ginn am Fong déi sëllege Dépenses, déi doranner sinn, verluer. Déi Dépenses, mat deenen d'Zukunft vum Land preparéiert gétt.

Wie weess dann, datt mer ronn 80 Milliounen a Schoulbauten am nächste Joer stiechen, datt mer bal 400 Milliounen an d'Schinnennetz an an nei Garen investéieren, an der Stad, zu Belval, d'Netz op de Kierchbiert an op Péiteng maachen? Datt mer an d'öffentlech Fuerschung - déi Zukunftsinvestissementer, déi een net direkt spiert, mä déi awer an e puer Joer d'Leit spieren - 200 Milliounen ginn? Dat sinn 19% méi wéi am Joer virun. Datt mer an d'Universitéit ronn 70 Milliounen investéieren, wou mer d'Leit forméieren, mä och eis zousätzlech nei Aktivitéite schafen? Datt mer an de Kulturbereich 115 Milliounen investéieren, dovunner ronn 100 Milliounen a lafend Ausgaben a 17 Milliounen a Kapitalausgaben, also Neibauten oder Aarbechten, déi an d'Infrastrukture ginn?

Datt mer eng 40 Milliounen an de Sport investéieren? Och do ronn d'Halschent a Kapitalausgaben, also Infrastrukturen, an d'Halschent a lafend Dépenses. Alles dat geet natierlech an enger schneller Lecture vum Budget, och bedéngt duerch d'Wirtschaftskris, verluer.

An deem Budget ass ganz viles, wat och fir d'Mënschen a fir d'Zukunft vun eisem Land wichteg ass. A wie Sport seet, denkt och un d'Gesondheet, well Sport ass Spaass, mä Sport ass och Gesondheet. Mir gesinn am Budget vum nächste Joer bal 20 Milliounen méi vir fir de Fonds hospitalier, well eng Rei grouss Projeten, wéi de Centre hospitalier, d'Escher Spidol oder Kolpech, virgesi sinn. Dépenses, déi direkt de Mënschen zegutt kommen, mä och all deene Betriber, déi selbstverständlech déi Renovationsaarbechte maachen. Mir kënnen also en Zil erreechen an der Sozialpolitik an zugläch d'Wirtschaft, d'Betriber zu Lëtzebuerg an an

der Ëmgegend domadder staark ënnerstëtzen.

Mir ginn 80 Milliounen, 15% méi fir Kläranlagen. Mir ginn an de Kyoto-Ausgaben, Ëmweltausgaben 20% méi aus wéi am Joer 2008, nämlech 120 Milliounen. Mir ginn 110 Milliounen fir Kannerbetriebsstrukturen aus, dat si 45% méi wéi dat Joer virun.

Elo kann een natierlech ëmmer méi fuerderen. Mä ech hätt emol gären, datt mer dat dote verschafft kréien, datt mer dat doten ëmgesat kréien, dann hu mer d'Liewe vu ville Mënsche scho geännert.

Duerfir wär ech frou, wann all déi, déi méi fuerderen, och emol fir d'éischt géife kucken, wat dann 2007, 2008 an 2009 geschitt ass an am Budget fir d'nächst Joer virgesinn ass. An dann eréischt kënnen mer d'Fro beäntweren: Wat fir e Land wëlle mer? Wat fir e Land brauche mer opgrond vum Budget, dee mer hunn?

Et kann ee viles wënschen, och am Beräich vun de Recetten. Et muss een nach ëmmer fir d'éischt emol kucken, wou een iwwerhaupt déi Sue kann hierkréien, well, och wa mer eng staark Sozialpolitik an deenen nächste Jore wëllen hunn, Sozialpolitik am breede Sënn vum Wuert, da musse mer e ganz besonnescht Amooss an deenen nächste Wochen a Méint, méi wéi an der Vergaangenheet, op d'Recettésait werfen.

Niewent deem, wat de Statsminister virdu gesot huet iwwert d'Virzëie vu Projeten, fir de Mëttelstand zu Lëtzebuerg ze ënnerstëtzen, musse mer eis op d>Weiderstärkung vun deem wichtigste Pilier vun der Lëtzebuurger Ekonomie konzentréieren, an dat ass d'Finanzplaz.

Jo, mir sinn eis alleguerten eens, datt mer eng Diversifikatioun vun der Ekonomie brauchen. Eng Diversifikatioun heescht awer net en Ersatz zu deem wichtigste Pilier vun eiser Ekonomie. Dat ass e Complément zu den Aktivitéite vun der Finanzplaz, an duerfir muss een och weider d'Finanzplaz stäerker an ausbauen.

Et ass och an deem Sënn, wou mer an deene leschte Joren tätég waren a wou mer och nach méi tätég musse sinn an der Zukunft. Duerfir maache mer déi sëllege Promotionsmissiounen am Ausland. Jo, mir mussen eist Land ëmmer erëm erklären, erklären, wat mer sinn, wat mer unzebidden hunn, firwat mer mengen, datt mer verschidde Saachen unzebidden hunn, déi déi aner net hunn.

Mir hunn eng gutt Renommee, an déi solle mer och net all Kéiers nëmmen duerch de Bléck vun deem engen oder aneren Televisionsreportage gesinn.

Ech kann lech soen, datt bei rezente Reesen, déi ech gemaach hu fir d'Promotioun vun der Finanzplaz, sief dat an de Golfstater, sief dat a China oder sief dat an Indien, do eise Ruff ganz gutt ass.

Mir hu schlussendlech et fäerdeg bruecht an deene leschte Wochen a Méint, fir kënnen a China Lëtzebuurger Investitionsfongen ze verkafen, well mer mat de Chineesen négociéiert hunn. Dat ware schwiereg Verhandlungen. Dee leschten Akt vun deene Verhandlungen ass eréischt viru 14 Deeg zu Peking gesat ginn.

Mir hunn an de Golfstate Kontakter geschloss, well déi Leit sichen eng geographesch Diversifikatioun an déi sinn interesséiert un Investissementer. Et ass un eis, ze kucken, datt déi Investissementer net nëmmen zu Genève an zu London landen, mä och bei eis. Duerfir sinn déi Efforté verstäerkt weiderzeféieren, gradesou wéi déi Efforten, déi de Wirtschaftsminister mécht, wann hie Promotionsmissiounen mécht fir den net Finanzdeel vun der Lëtzebuurger Ekonomie. Dat eent an dat anert geet zesummen, an deen een an deen anere Minister schaffen och an der Strategie fir d'Promotioun vun eiser Ekonomie enk zesummen.

Et ass och aus deem Kontext, wou et enorm wichteg war an ass, datt mer de Finanzsystem grad zu Lëtzebuerg ënnerstëtzt hunn. Et ass duerfir, datt mer déi Rettungsoperatiounen vun zwou grouse Bankinstuturer gemaach hunn. Jo, déi Rettungsoperatiounen waren net evident. Well et gouf der vill, och an eisem direkten Ëmfeld, déi gesot hunn, dat kënn Der net maachen, dat kënn Der elo net maachen, dat dierft Dir net fir esou vill Sue maachen.

Ech mengen, datt et wichteg war, datt mer dat gemaach hunn. Sécherlech kann een ëmmer, esou wéi ech et an der Zeitung gelies hunn, datt et och déser Deeg op enger Pressekonferenz vun der DP gemaach ginn ass, a Fro stellen, wat gemaach ginn ass, oder soen, do wäeren Onkloerheete gewiescht.

Ech wëll lech soen, datt d'Lëtzebuurger Regierung net mat engem Angebot um

éischte Weekend vun der Fortis-Operatioun vun der BNP Paribas konfrontéiert war an net bis haut ze doen hat mat enger Offer vun der Deutschen Bank. Ech wëll dat hei kloer an daitlech soen, well ech opgrond vun där Pressekonferenz x-mol elo schonn déi Fro gestallt kritt hunn.

Ech wëll hei rappeléieren, datt ech op der Televisioun um éischte Weekend vun de Fortis-Operatiounen gesot hunn, datt d'Lëtzebuurger Regierung eng Privatléisung géif virzëien. Wann also eng Entreprise Schwieeregkeeten huet, an en internationale Finanzgrupp kënn, a wann deen dee Sonndeg gesot hätt, mir kafen déi Bank ganz och zum Deel, da wär d'Lëtzebuurger Regierung nëmmen méi wéi frou gewiescht, well dann hätt d'Lëtzebuurger Regierung net bräichen an d'Kapital vun där Bank eranzegeen.

Mir hunn also versicht, dat Schlëmmst ze évitéieren, andeem mer wollte Vertraue schafen. Wéi mer festgestallt hunn, datt kee privaten Acquéreur do war op deem éischte Weekend, hu mer also versicht, duerch déi Rekapitaliséierung d'Vetrauen ze halen, an dat Vertrauen hu mer och geschafte kritt, well no deenen Operatiounen d'Clienté bei deenen zwou grouse Lëtzebuurger Privatbanken net méi fortgaange sinn.

Dat war eist Zil. Dat hu mer erreecht. Ech akzeptéiere ganz gären, datt een doriwwer eng aner Meenung huet. Ech akzeptéieren och gären, datt een dat am Réckbléck och kritesch kuckt an datt dat net ass nëmmen, fir ze soen, dat ass gutt a richtig.

Ech hätt just gären, datt mer iwwer Fakten diskutéieren, an duerfir muss och eng Kéier de Moment kommen, wou mer am Detail doriwwer schwätzen. Et ass de Mëtteg net d'Plaz, well och déi Riede soss ze laang ginn. Mä mir mussen nach eng Kéier am Detail soen, firwat mer dat dote gemaach hunn. Dat waren historesch Operatiounen, iwwert déi ech gären zu all Moment schrëftlech a mëndlech, och iwwert déi nächst Joren eraus, Ried an Äntwert stinn, well et och en Deel vun der Wirtschaftsgeschicht vun eisem Land ass. Dat war déi gréisste Bankekris, déi Lëtzebuerg zënter 80 Joer hat. Do hu mer intervenéiert. Mir hunn et gemaach op eng Fassong, wou ech, och wann ech haut zrëckkucken, mengen, datt et dee richtige Wee war. Mä d'Geschicht wäert eis soen, ob dat dee richtige Wee war.

Jo, mir hu Risqué geholl. Jo, mir hunn extrem Risqué geholl. Mä et muss ee sech ëmmer d'Fro stellen, wat geschitt wär, wa mer déi Risquen net geholl hätten oder wa mer nach zwou Woche gewaart hätten.

Ech wëll awer gradesou daitlech nach eng Kéier soen, och, well dat eppes mat der Finanzpolitik ze doen huet, datt déi Interventiounen, déi mer gemaach hunn, temporär an exzeptionell musse sinn. De Stat kann net laangfristeg am Kapital vun dräi grouse Lëtzebuurger Banke sinn. Mir bleiwen esou laang dodranner, wéi dat noutwendeg ass, fir déi Banken a fir iwwerhaupt d'Finanzen, de Finanzmaart ze stabiliséieren, esou wéi dat déi aner Regierungen no eis gemaach hunn, well eis Kris hat zwou Wochen éischer ugefaange wéi déi an den Nopeschlänner.

Mir hunn et gemaach, well et eis geschéngt huet, noutwendeg ze sinn, a mir hunn et schnell gemaach, well wa mer gewaart hätten, wär d'Vetrauenskris enorm grouss ginn. A Krise muss ee schnell handelen. Datt vläicht deen een oder deen aneren d'Saach herno anescht gemaach hätt, dat schéngt mer richtig. Dat kann een och kritesch begutachten, mä et muss een dann och soen, wéi een et anescht gemaach hätt, ëmmer ënnert deene Circonstancen, well et sinn d'Circonstancen, déi exzeptionell waren an déi och zu exzeptionellen an net einfachen Décisiounen geféiert hunn.

Mä generell bleift, datt mer fir d'Zäit no der Kris an och an der Kris eng wirtschaftsfrëndlech Politik zu Lëtzebuerg musse maachen. Dat maache mer duerch d'Steierpolitik. Dat musse mer maachen, andeem mer d'Kompetitivitéit vun eise Betriber op eng zolidd Aart a Weis ëmmer erëm ënnert d'Lupp huelen. Och dozou kann d'Tripartite, déi am Januar stattfënn, hëllefen. Ech mengen, datt et noutwendeg ass, datt mer d'ekonomesch Entwécklung ënnerstëtzen.

Nëmmen eng zolidd wirtschaftsfrëndlech Politik kann zu enger staarker Sozialpolitik féieren. Mir si fir eng wirtschaftsfrëndlech Politik, duerfir d'Steierreduktioun. Mir si fir eng Politik vu Solidaritéit, duerfir dee staarke sozialen Aschlag an eisem Budget.

Mir kréien net all Aarbechtsplaz an eisem Land gemoolt. Mir mussen also heiansdo bereet sinn, och Kompromësser ze maachen tëschent Politiken, déi heiansdo kontradiktoresch sinn. Mir brauche schnell

Décisiounen, mir brauchen en Ëmfeld, wat kloer ass, wat sécher ass, sécher an all senger Dimensionen. An da mengen ech, komme mer virun.

Mir brauchen och eng europafrëndlech Attitüd. Kee Land profitéiert méi vun Europa wéi mir, well grad mir déi oppe Mäert brauchen, fir eis Produkter, eis Déngschtleeschungen no baussen ze verkafen a fir kënnen de Mënschen, déi ronderëm eis Grenze wunnen, Saachen ze verkafen. Dat ass eng Dimensioun, déi oft vergiess gétt, wa mer léiwer dat Nationaalt kucken.

Ech mengen, datt eng Wirtschaftspolitik, mä och generell eng Lëtzebuurger Politik nëmmen da kann Erfolleg hunn, och an der Finanzpolitik, wa mer eis abetten an eng europäesch Politik. Duerfir d'Wichtigkeet och vum europäesche Stabilitéitspakt. Et ass en fait de bon sens, mir maachen déi gesond Statsfinanzen, well mer dru gleewen. Mir maache se och weinst dem Stabilitéitsprogramm. Wann déi aner se awer net géife maachen, a mir géife se eleng maachen, dann hätte mer e Problem an der Eurozon. Well mir hunn eng gemeinsam Währung mat deenen anere Länner, an duerfir muss een dat eent an dat anert zesumme gesinn. Ech plädéieren also och an der Finanzpolitik fir eng staark europäesch Orientatioun.

Europa nervt heiansdo op deem engen oder anere Punkt. Mä wa mer alles op eng Wo leeën, hu mer och grad an der Finanzplaz eng riseg Chance, fir eis kënnen ze erweideren. Den europäesche Pass, deen d'Finanzdängschtleeschunge kritt hunn, ass d'Chance gewiescht fir d'Entwécklung vun der Finanzplaz. Duerfir musse mer weider kämpfe fir dat Europa. Duerfir sinn ech och frou, datt déi rezent Propositionen vun der Europäescher Kommissioun, déi iwwert d'Zënbesteuerung ginn, eis net ze vill Schwieeregkeete maachen, mä datt mer déi kënnen op eng konstruktiv Aart a Weis am Conseil vun de Finanzministere diskutéieren.

Ech hätt gär, datt zu Lëtzebuerg op der Finanzwelt och an Zukunft souwuel d'Fongegeschäft wéi de Private banking op eng staark Aart a Weis kënnen ausgebaut ginn an esou ausgebaut ginn, datt mer dat och kënnen am Ausland uerdentlech erklären. Duerfir muss ee vläicht déi eng oder déi aner Ännerung maachen, mä d'Kursrichtung stëmmt. Ech begréissen, datt d'Europäesch Kommissioun net einfach mat engem Fiederstréch dat, wat mer zënter Joren opgebaut hunn am Beräich vun der Gestion de patrimoine, gestrach huet.

Och d'Europäesch Kommissioun ass also sensibel fir eng Rei vun ekonomeschen Argumenter. Dat huet se och haut bewisen, andeem se eng Rei vun deene Restrukturationsoperatiounen, déi ech virun ugeschwat hunn am Bankesektor, och schéngt de Moien approuvéiert ze hunn. Wat also och en Zeechen ass, datt d'Kommissioun en application vun hirem Traité awer och fir wirtschaftlech Iwwerleeungen op ass, déi mer versicht hunn, esou gutt wéi mer konnten an deene leschte Wochen ze maachen.

Här President, et wär zum Budget viles ze soen. Den Här Statsminister wollt 20 Minutte schwätzen an ech wollt mech dann un déi nämlech Zäit halen. Weder hien nach ech hunn eis un déi 20 Minutte gehalten.

Ech mengen, datt et gutt wär, wann een iwwert de Budget méi géif diskutéieren. Duerfir begréissen ech och ausdrécklech, datt de Budgetsrapporteur, den Här Haupt, och op ongewinnete Plazen, nämlech an d'Schoulen, a verschidde Schoulen, gaangen ass, fir iwwert de Budget ze schwätzen. De Budget ass d'Grundlag vun esou muncher Politik. An et wier gutt, wann d'Leit sech géife mat de grouse Parametere, mä och mam Detail vum Budget auserreesetzen.

Wann ee wëllt e Land gutt féieren, dann dierf een net hektesch Kurskorrektur maachen. Da muss een ëmmer d'Zukunftsobjektiver virun Aen halen. De Budget 2009 ass engersäits en Antikrisebudget, mä anerersäits mécht en och d'Preparatioun vun der Zukunft. E mécht méi Investissementer. E gétt méi Kafkraaft, ouni awer d'Budgetdisziplin an d'Soliditéit vun eise Statsfinanze mëttelfristeg opzeginn.



Eist Land huet et op eng beandrockend Aart a Weis an deene leschte Jorzéngte fäerdeg bruecht, sech och a méi schwiegege Momenter weiderzeentwéckelen. Dat hunn eis Eltere gemaach nom Krich, dat hu vill vun lech gemaach an der Stolkris, an dat wëlle mir och an der Finanz- an an der Wirtschaftskris maachen. Dat ass eng global Kris. Mir kënnen net alles eleng maachen, wéi de Statsminister dat och virduen ënnerstrach huet, mä do, wou mer zoustänneg sinn, do wëlle mer eist Beschtt maachen, mä iwwert d'Kris eraus och an d'Zukunft kucken.

Wa mer also elo zesammenhalen, wa mer déi richteg Prioritéite setzen - an ech wäert ganz genee kucken, wat an deenen nächste Wochen, besonnesch d'nächst Woch, vun Alternativen op der Dépense- a Recetté-säit proposéiert gëtt -, wa mer dat „nice to have“ vum Noutwendegen trennen, mä virun allem och, wa mer net panikéieren, mä d'Zukunft och duerch de Budget opbauen, wa mer also keng Abenteuer aginn an deenen nächste Méint a Joren, mä och bereet sinn, op dat eent oder op dat anert ze verzichten, an eis Erfahrung vun deene leschte Joren, d'Resultat vun eiser Finanzpolitik vun deene leschte Jore kucken, dann erreeche mer dat Zil, wat muss sinn, fir e modernt, attraktivt, familljefrëndlecht Land opzebauen.

Mir sollten opgrond vun de Resultater vun deene leschte Joren an der Finanzpolitik keng brutal Kurskorrektur virhuelen, mä keng Spréng maachen, déi mer herno regrettéieren. Ech sinn dervun iwwerzeegt, datt eist Land och no der Kris eng gutt, eng grouss Zukunft huet. Dozou dréit de Budget fir d'Joer 2009 bäi.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Minister Frieden Merci fir seng Deklaratioun. Domat ass dese Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss.

Mir hunn als nächste Punkt, dat hate mer gëschter arrétéiert, d'Motioun vum honora-belen Här Goerens iwwert den Dépôt vun engem Budget rectificié fir den Exercice 2009.

#### 4. Motion de M. Charles Goerens relative au dépôt d'un projet de budget rectificié pour l'exercice 2009

Ass et de Wonsch nach vun der Chamber, esou wéi dat gëschter de Fall war, dass mer elo déi Motioun diskutéieren?

Här Fayot, wann ech gelift.

##### Discussion générale

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, wann d'DP-Fraktioun drop hält, fir se ofzestëmmen, kënnen mer dat maachen. Mä et ass awer Usus an der Budgetsdebatt, dass mer Motiounen, déi erakommen, mam Budget stëmmen. Dat heescht, dass mer fir d'éischt eng Diskussioun hunn, jiddweree presentéiert dat, wat hie wëllt, an dann, wa mer Motiounen doleien hunn, da stëmme mer se. Mir hunn awer kee Problem, fir direkt ofzestëmmen.

Mä meng Meenung wär, wann elo nach aner Motiounen kommen, dass mer dat sollen dann zesumme beim Budgetsvote maachen.

» **M. le Président.** - Merci, Här Fayot. Wie freet nach d'Wuert?

Här Goerens, wann ech gelift.

» **M. Charles Goerens (DP).** - Här President, mir si selbstverständlech à la disposition vun der Chamber. Mir mengen allerdéngs opgrond vun den zwou Presentatiounen vun de Regierungsmemberen, vum Statsminister a vum Budgetsminister, déi sech mam Inhalt vun der Motioun ausernee-gesat hunn, ouni datt mir d'Méiglechkeet haten, fir se ze presentéieren, misste mer awer zumindest d'Geleeënheet kréien, fir haut ze soen, firwat datt mer déi Motioun deposéiert hunn, an d'Tenants an d'Abou-tissants vun där Démarche do erklären.

##### (Interruption)

Dann huet d'Chamber duerno decidéiert, wat mer maachen. Mir mussen haut net votéieren. Mir kënnen awer opgrond vun der Diskussioun, esou wéi et sech ergëtt, kucken, wat fir ee Sort mer där Motioun reservéieren.

» **M. le Président.** - Jo. Also, ech géif zwar mengen, et kann een déi Motioun, esou wéi den Här Fayot proposéiert, d'nächst Woch beim Budget huelen. Et kann ee se awer och elo huelen, esou wéi den Här Goerens proposéiert. Mä da gëtt se elo geholl, da gëtt se diskutéiert an et gëtt driwwer decidéiert.

» **M. Charles Goerens (DP).** - Jo.

» **M. le Président.** - Voilà! Gutt. Här Goerens, dann hutt Dir d'Wuert.

» **M. Charles Goerens (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, meng Fraktioun huet ugekënnegt, mir sollten eng Motioun dës Woch deposéieren, wou mer d'Regierung géifen opfuere, eppes zimlech Ongewinntes, fir net ze soen Aussergeweinlechtes ze maachen, nämlech fir um Enn vum nächsten Trimester d'nächst Joer e Budget rectificié hei an der Chamber ze presentéieren.

Mir ginn och dovun aus, datt e gewësse Grad vu Pertinenz erreicht ginn ass iwwer eis Reien eraus, wat déi Motioun do ubelaangt. Well och de Statsminister sot, et wier net déi hirverbranntesten Iddi, mat där hie sech bis elo auserneenzesetze gehat hätt. Dat just niewebäi.

Firwat verlaange mer dës Prozedur? Mä mir sinn an enger aussergeweinlecher Zäit. Ech erënnere drun, datt mer scho virun e puer Joer decidéiert hunn, fir de Budget méi spéit ze presentéieren, well een dann am Besëtz ass vu méi rezenten a fiabelen Donnéeën, déi och erlaben, manner riskant Prognose fir dat Joer, iwwert dat de Budget portéiert, ze maachen.

Wa mer dat dote maachen, da soe mer den 31. März. Dat ass sechs Méint méi spéit wéi den Dépôt vum eigentleche Budget, dee mer wëlle rectificéieren. Sechs Méint an dëser Zäit bréngen een zu ganz neien Erkenntnisser. Wa mer gesinn eleng, wat an de leschten dräi Méint alles passéiert ass, da muss mer awer honnêtement uner-kennen, datt mer haut méi kloer gesinn, ergo datt d'Marge, fir sech ze iren, méi kleng ass haut uganks Dezember, wéi dat nach uganks Oktober beim Dépôt vum aktuelle Budgetsprojéit, dee mer d'nächst Woch diskutéieren, de Fall war.

En halleft Joer méi spéit weess ee scho méi iwwert d'Recetten. Ech erënnere drun zum Beispill, wéi et an der Finanzkommissioun ëm d'Ofschätzung vun den TVAs-Recetté gesot ginn ass, datt besonnesch déi dräi éischte Méint ee ganz ufilement kënnen reiseignéieren iwwert den Trend wéi e sech bis zum 31. Dezember vun deemselwechte Joer fortsetzt. Mir hunn also do scho bei där wichtegster Steierquell wesentlech méi Fiabilitéit den 31. März, wéi dat elo de Fall ass.

En halleft Joer méi spéit wësse mer och méi iwwert d'Dépense. Dat dote bleift jo net ouni Konsequenzen op den Aarbechtsmaart. Heiriwwer ass geschwat ginn. Am Fong wëlle mer dat haut net diskutéieren, mä mir wëllen nëmme just soen, datt dat doten, wat elo amgang ass ze kommen, a wat amgang ass ze passéieren a puncto Verschlechterung, déi Dépense-Posten net onberéiert léisst.

Mir wëssen och Enn März méi iwwert d'Absorptionsméiglechkeet vun eisen Administratiounen an och vun de Marchés publics dobaussen, iwwert déi Investitiounsprojeten, déi geplangt sinn. Mir wësse méi iwwert de Fortgank vun de Prozeduren an der praktescher Machbarkeet vun eenzelne Projeten.

Déi Motioun hei, an ech hunn deenen zwee Regierungsmemberen nogelauschert, gëtt kee Wäerterteel iwwert de Budget of. Déi Motioun hei wëllt nëmme just Suerg droen, datt d'Chamber, där hir Haaptprerogativ et jo awer ass, fir all Joer e Budget ze stëmmen, an där hire Rôle et also ass, fir sech mat de Chifferen auserneenzesetzen, an där hire Rôle et bestëmmt och ass - wéi den Här Bodry géif soen, hie formuléiert dat méi gescheit wéi ech dat soen -, fir der Wahrhaftegkeet vun de Chifferen méi gerecht ze ginn, dat och maache kann.

Wa mir dat hei maachen, hätt mer gär eppes, wat mer vun allen Acteuren, déi an där Kris hei implizéiert sinn, verlaangen. Mir hätt gär méi Transparenz. Mir hätt gär, datt d'Ratingsagencen eis méi fiabel Donnéeën ginn. Mir hätt gär, datt d'Banken eis méi Chifferen ginn, déi méi no bei der

Realitéit leien. Mir hätt also och gär, datt de Stat mam gudden Beispill virgeet an eis esou no wéi méiglech un der Realitéit orientéiert.

Elo ass et esou, an esou nei si mer jo net am Geschäft, oder jiddefalls ech net, datt mer net verkennen, datt mer et am Budget mat enger ganzer Partie Posten ze dinn hunn, wou een a gudden wéi a schlechten Zäiten, a rouege wéi an onrouegen Zäiten net all Dépense am Viraus ka festleeën.

A fortiori ass an aussergeweinlechen Zäite mat gréisseren Écarten ze rechnen, a wa mer eis hei an Écarté bewegen, déi ënner Émstänn 3 bis 4% vum PIB kënnen ausmaachen, ass dat d'Differenz, déi een huet téschent engem équilibréierte Budget an där Zon, an déi een erakënn, wou ee vu Bréissel e bloe Bréif kritt, well ee géint d'Maastricht-Kritäre verstéisst.

Duerfir si mer der Meenung, datt ee soll där Motioun hei hir Chance ginn. Et soll een ofwaarden, wéi d'Situatioun sech entwéckelt. An et soll ee virun allem der Tatsaach Rechnung droen, datt een no sechs Méint méi weess, wéi een elo wosst.

Net méi an net manner gëtt hei gefrot.

Mir hu gemengt, et wier utile, wann een den 31. März géif kënnen dee Budget rectificié deposéieren, fir datt dës Chamber en och nach ka virun de Wahle stëmmen.

En anere Grond ass deen, datt mer och wëlle mat engem ganz prezisen, oder esou prezis wéi méiglechen Ist-Zoustand an d'Analys vun der wirtschaftlecher a finanzieller Situatioun vum Lëtzebuurger Land erakucken. Duerfir hu mer déi Motioun hei deposéiert.

Mir si ganz gär bereet, déi elo zur Diskussioun ze bréngen an och ze kucken, wat fir ee Sort mer no der Diskussioun wëllen darselwechter reservéieren.

Voilà, Här President, ech hunn nach e puer Minutten duerno fir eventuell ze reagéieren op dat, wat meng Kollege soen, an ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Goerens. Wëllt nach een d'Wuert ergräifen?

Den Här Wolter, duerno den Här Fayot an dann den Här Bausch. Här Goerens, et missten nach Ennerschrëften op déi Motioun kommen.

» **M. Charles Goerens (DP).** - Eis Fraktioun dréit se. Wann anerer se wëllen ennerschreien, da kënnen se et ennerschreien, Här President. Mir si ganz gär bereet. Mir maache keng parteipolitesch Differenz.

» **M. le Président.** - Jo, jo, et geet net dodrëm.

##### (Interruptions)

» **M. Charles Goerens (DP).** - Eis Fraktioun dréit se.

» **M. le Président.** - Här Wolter, wann ech gelift.

» **M. Michel Wolter (CSV).** - Här President, Merci fir d'Wuert.

De Statsminister huet de Mëtteg eng Rei Saachen an der Chamber gesot, déi an hirer Däitlechkeet net z'iwwertreffe sinn. En huet notament vun der schwiergerster Situatioun a sengen Ae säit den 30er Jore geschwat, vun der Méiglechkeet, dass eist Land an en negative Wuesstum géif eragoen.

Dat ass an der Linn vun deem, wat d'Regierung och scho beim Dépôt vum Budget am Hierscht gesot huet, wéi se gesinn huet, dass eng Kris géif op d'Lëtzebuurger Land duerkommen.

Mir hunn als CSV-Fraktioun an engem éischte Kommentar no dem Dépôt vum Budget gesot, dass mir eis bewosst wären, dass et e voluntaristesche Budget wier, dee geziilt géint eng Rei Saache géif goen an deen och eng Rei vu Parametere opgebaut huet, notament fir dass mer um Niveau vun der Inflation, dem Wuesstum, dem Schafe vun der Aarbechtsplaz géifen déi Ziler erreechen, déi dem Budget géifen ennerleien, an dass mer eis bewosst wieren, dass, wann dat net géif geschéien, d'Exekutioun vum Budget schwierger wier.

Dat zum Sujet, ob oder ob net um Niveau vum 1. Oktober beim Dépôt vum Budget scho gewosst war oder geahnt ginn ass, dass d'Zuele fir 2009 géife schwierger ginn.

Mir hunn an der Chamber an och an der Budgetskommissioun eis intensivt drëm bekëmmert an och beroden, ob mer oder ob mer net géifen de Budget änneren. A mir

sinn à l'unanimité - à l'unanimité, betounen ech - zur Konkusioun komm, dass mer de Budget net sollen änneren, well mer e wëllten esou exekutéieren, wéi en erakomm ass.

Mir sinn awer och, hunn ech d'Impressioun, säit dem Ufank vun der Kris mat enger Zort vun Aktivismus e bësse beschäftigt. Mir hunn am Oktober eng Interpellatioun kritt, eng Demande d'interpellation vun der Demokratescher Partei vum Här Goerens, fir eis iwwert den Développement durable des finances publiques z'ënnerhalen. Mir hunn duerno vun darselwechter DP eng Demande kritt, fir eng Commission spéciale ze grënnen, déi sech mat den Auswierkunge vun der Kris soll beschäftegen. Elo kréie mer d'Demande fir e Budget rectificié ze maachen.

Ech mengen, et muss ee sech iergendwann eng Kéier eens ginn, wat ee gären hätt. D'Regierung kënn vum Ufank Oktober a regelméissegen Ofstänn an d'Chamber a mécht Rapport. Während enger ganzer Zäit ass dat an der Finanzkommissioun gutt gaangen. All 14 Deeg. Et ass also net noutwendeg, mengen ech, esou wéi de Statsminister et gesot huet, fir d'Bereetschaft vun der Regierung nach eng Kéier z'erklären, fir regelméissegen bei d'Chamber ze kommen, well d'Regierung regelméissegen säit dem Ufank vun der Kris, vum Oktober u quasi all 14 Deeg bei d'Chamber kënn, fir an deene Chamberskommissiounen, déi dofir zoustänneg sinn, de Rapport ze maache vun deem, wat geschitt.

Ech mengen, dass mer eis eng Kéier sollen eens ginn. Mir ass et egal, Här Goerens, wou mer dat diskutéieren. Mä ech mengen, dass an engem Parlament vu 60 Leit, an ech hunn et deemools scho gesot, wéi mer decidéiert hunn, déi Commission spéciale anzerechen, an deem 70% vun de Leit zu 70% haaptsächlech mat hire gemenge-politeschen Aufgabe beschäftigt sinn, mir eis de Luxus net kënnen leeschten, eis a sechs, siwen oder aacht verschiddene Gremien ëmmer mat deeneselwechte Leit erëmzugesinn, fir datselwecht ze diskutéieren.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Michel Wolter (CSV).** - Hu mer eng Kris: De grâce, traitéiere mer se an der Commission spéciale, traitéiere mer se an der Finanzkommissioun, traitéiere mer se an der Ekonomieskommissioun, traitéiere mer se wou och ëmmer!

Mä kommt, mir ginn eis driwwer eens, wéi mer d'Behandlung dovunner maachen. Well ech stelle fest, dass ëmmer déiselwecht Leit dosëtzen, an Dir gehéiert derzou, an dass ganz oft aner Leit net dosëtzen. Dozou gehéiert notament Ären Noper zu Ärer lénker; fir an Ärer Partei ze bleiwen.

Et geet net duer, fir Pressekonferenzen ze maachen, fir Krise wëllen ze kommentéieren an de Medien. Et muss een och Präsenz markéieren dann, wann a parlamentar-escher Aarbecht déi Kris traitéiert gëtt.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Michel Wolter (CSV).** - An dat ass notament an deene leschte Wochen an der Finanzkommissioun de Fall gewiescht. Wou Dir ëmmer präsent waart a wou, pour le reste, Är Fraktioun ganz weingepäsent war, wéi mer am Konkreten do iwwert d'Finanzkris, hir méiglech Répercussiounen an hir Usätz vu Solutiounen diskutéiert hunn.

Dofir mengen ech, dass een déi Motioun hei soll oflehnen. Net, well ech net gesinn, dass een net regelméissegen soll diskutéieren. Mä well mer eis sollen eens driwwer ginn, och an deene Méint, déi elo kommen, déi net einfach sinn, wou dee Gremium ass, dee mer an der Chamber domadder beoptragen, fir d'Behandlung vun deem Ganzen ze maachen.

De Mëtteg si mer gewuer ginn, dass d'Tripartite fir de Januar géif zesummegeruff ginn. Ech muss soen, an dat soen ech wierklech a mengem Numm: Wann d'Chamber un der Léising vun der Kris soll participéieren, a wann et eescht gemengt ass mat all deem, wat ech déi lescht Wochen héieren hunn, da stellen ech mer d'Fro, ob d'Chamber net an der Persoun vun deene véier Fraktiounspräsidenten an deenen Aarbechte soll associéiert ginn.

Wéi kënnen mer, wéi wëlle mer de Lien maachen téschent enger méiglecher Commissioun, Commission spéciale? Wéi kënnen mer, wéi wëlle mer de Lien maachen zu der Commission des Finances oder zur Commission de l'Économie? Wéi kënnen mer am Parlament eng Behandlung maachen, eng seriö politesch Behandlung, mam Wëssensstand, deen noutwendeg ass, fir eng seriö politesch Behandlung ze



maachen, wa mer a) net derbäi sinn, wann d'Musek leeft, a b) mer eis selwer permanent an neie Gremien, an neie Kompositiounen verzettelen, ouni dass mer eis parlamentaresch Aarbecht kënne maachen?

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Wolter. Den Här Fayot huet d'Wuert elo.

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, ech sinn eigentlech duerch an duerch determinéiert, fir meng parlamentaresch Aarbecht esou gutt wéi méiglech an deenen normale Kaderen ze maachen, déi mer ons hei an der Chamber ginn hunn. Déi normal Kaderen, dat ass d'Kommissiounsaarbecht, dat ass déi perséinlech Aarbecht, déi d'Deputéierte maachen, eng parlamentaresch Aarbecht, déi net ëmmer esou sexy ass, wéi dat vläicht vun de Medien dobausse wouergeholl gëtt, oder och vu verschiddene vun onse Kolleegen, déi gäre méi Attentioun hätten.

Ech sinn awer der Meenung, dass d'Qualitéit vun der parlamentarescher Aarbecht hei zu Lëtzebuerg, grad wéi an anere Länner, dovunner ofhänkt, wéi seriö mer an deenen normale Gremien, op deenen normale Plaze schaffen, an duerfir kann ech dem Michel Wolter nëmmen zoustëmmen, dass mer déi normal parlamentaresch Kadere solle maximal ausschäffen. Duerfir kann ech och mat enger gewëssener, wéi soll ech soen, Retizienz déi Commission spéciale approuvéiert, well ech eigentlech och net weess, wat e weidere Gremium ons soll als Plus-value bréngen. Mir hunn déi gestëmmt, da muss mer elo kucken, wéi mer domat eens ginn.

Dat also zum allgemenge Kontext. Duerfir weess ech och net, éierlech gesot, mat allem Respekt fir ons Kolleeg vum der DP, déi sech Méi ginn, fir och Saachen auszedenken, Prozeduren auszedenken, wat e Budget rectificié, dee mer jo dann Enn Mäerz oder iergendwann am Mäerz géife virgeluecht kréien, dee mer am Abrëll, Mee héchstwahrscheinlech géifen diskutieren an dann iergendwann eng Kéier missten ofstëmmen, an dëser wichteger Zilsetzung vun dem Kampf géint d'Kris, beim Versuch, d'Kris ze maistréieren a wirtschaftlech Problemer vun onser Bevëlkerung ewechzehalen, kéint doranner bréngen.

D'Considéranten, déi den Här Goerens hei duergeluecht huet, déi och vun der Regierung de Mëtteg duergeluecht gi sinn, nämlech dass säit dem 1. Oktober vill Waasser d'Uelzecht erfogelaf ass, dass de Rapport vun der Finanzkommissioun sécher eng ganz Partie vun deenen Incertituden duergeluecht huet, dass och de ganzen Environnement économique et financier amgaangen ass sech rasant ze änneren, dass d'Previsiounen jo ufänken elo lues a lues determinéiert ze ginn - ech huelen un, dass de Statec elo dës Woch oder d'nächst Woch mat senge leschte Previsiounen kënnt, an da wësse mer ongeféier, wéi et sech wäert développéieren -, mat all deene Saachen, all deene Présupposéé kann ee selbstverständlech d'accord sinn. Mä meng Fraktioun ass op jidde Fall net bereet, fir op de Wee vun engem Budget rectificié ze goen.

Wichtig ass, dass mer intensiv accompagnéieren, wat d'Exekutioun vum Budget ugeet, dass mer, wa mer elo zum Beispill d'Recetten Enn Dezember oder am Januar kréien, wat mer fir 2008 erakrut hunn - de Mëtteg ass jo schonn eng Indikatioun vum Statsminister komm, dass mer dat permanent virgeluecht kréien -, och vun der Regierung gesot kréien, wat mat deene Sue geschitt.

D'Plus-valuen, do hu mer de Mëtteg gehéiert, wat domat geschitt. Wa Moins-valué kommen, wann nei Ausgabe kommen, fir de Chômage ze bekämpfen, wann nei Ausgabe mussen kommen, fir soss Problemer ze bekämpfen, muss mer dat hei an deenen zoustänneg Kommissiounen kréien, an ech mengen, mat där normaler parlamentarescher Prozedur, déi mer an dëser Chamber hunn, kënne mer onsen Apport zu der Maîtrise vun der Crise économique et financière leeschten.

Duerfir proposéieren ech, déi Motioun vun der DP ofzelehnen.

» **M. le Président.** - Merci, Här Fayot. Den Här Bausch huet d'Wuert fir déi Gréng.

» **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, grondsätzlech ass d'Approche vum Budget rectificié mer sympathesch. Ech wär och e Gelungenen, wann ech eppes aneschters géif soen, well do, wou ech eng aner Responsabilitéit hunn, do gëtt mat der Prozedur vum Budget rectificié geschafft, an ech fannen, dass och d'Erfahrungen, déi iwwert

de Budget rectificié gemaach ginn, net déi allerschlechtst sinn.

Ech wëll och soen, dass déi Diskussioun, ob een dat um staatlechen Niveau maache soll, net nei ass. Mir hu viru sechs, siwe Joer, wa meng Erënnerung ganz gutt ass, eng Diskussioun - et ass souguer scho méi laang hier - hei am Parlament gefouert, ronderëm d'Affektatiounen zum Beispill vun de Plus-valuen a wéi déi solle gemaach ginn. Mir hunn deemools och d'Iddi vum Budget rectificié hei diskutéiert, ob et net méi sénnvoll wär, wann de Stat datselwecht géif maache wéi d'Gemengen an all Joer e Budget rectificié géif maachen, dass dann d'Plus-valuen zum Beispill och iwwert de Budget rectificié géifen affektéiert ginn an doduerjer eng legal, eng juristes Basis kréieren. Dee Wee ass deemools net gewielt ginn. Do huet d'Regierung decidéiert, wa Plus-valuen ufalen, déi iwwer e Gesetz festzeleeën, an net de Wee vum Budget rectificié anzeschloen.

Mir mussen och wëssen, dass de Budget rectificié eng kontabel Operatioun ass. Dat ass näischt, wat een elo als Instrument notze kann, fir wäit an d'Zukunft ze kucken. Ganz sécherlech net. Well de Budget rectificié, dee bréngt et knapps fäerdeg, och um Niveau vun de Gemengen, d'Vergaangeneheet ze determinéieren. An dat ass och de Problem: Wa mer zum Beispill am Mäerz hei géifen e Budget rectificié vun der Regierung déposéiert kréien, da kéint d'Regierung net vill draschreien, well beschtefalls huet se am Mäerz - beschtefalls, soen ech - d'Konten vum Joer 2008, mä si huet nach net schrecklech vill iwwert d'Recetté vun 2009.

Mä, virun allem, an dat ass awer de spréngende Punkt, mécht de Budget rectificié jo nëmmen e Sënn, fir ze kucken, ob de Budget, esou wéi d'Regierung en elo gesäit a wéi mer en hei diskutéieren, och an där Form exekutéiert gëtt oder ka ginn.

Do spillen natierlech d'Dépensésäiten eng immens grouss Roll, a virun allem déi grouss Investissementsprojeten. Do muss ech awer och soen, an dat weess ech aus menger eegener Erfahrung, an dat ass beim Stat net anescht, dass et ganz schwierig ass, fir déi héich Investitionsausgaben, och wann ee ganz volontaristes ass, ëmmer zu 100% ëmzesetzen. Ech wëll soen, dass an där Gemeng, wou ech selwer responsabel sinn, mer et 2008 op engem ganz gudden Niveau fäerdeg bréngen, mä dass dat awer éischer exzeptionell ass. Wat awer ganz sécher ass, ass, dass een am Mäerz nach iwwerhaapt näischt kann doriwwer soen, wat een am Laf vum Joer 2009 vun engem Budget kann oder wäert exekutéieren.

Wa mer also elo géifen am Mäerz hei e Budget rectificié déposéiert kréien an doriwwer diskutéieren, da kéint et sinn, dass mer ganz falsch Saache géifen decidéieren, eventuell zum Beispill Projeten en masse sträiche goen, an da géife mer herno feststellen, dass doriwwer eraus d'Exekutioun ganz schlecht wär, an am Endeffekt hätte mer da souguer an engem Joer, wou mer all der Meenung wäeren, dass bei de Recetten d'Lag net gutt wär, dass mer souguer eng Plus-value kritt hunn, well mer falsch gestrach hätten. Et kann ee beim beschte Wëllen am Mäerz net iwwert dat kontabel Instrument Budget rectificié, wat ech e gutt oder a sech kee schlecht Instrument fannen, eppes aussoe ronderëm de Budget fir dat lafend Joer.

Duerfir, wann an där Motioun hei zum Beispill géif drastoent «à déposer au plus tard jusqu'au 30 septembre 2009» e Budget rectificié, da kéinte mir als Fraktioun domadder d'accord sinn, well dann hu mer sécherlech schonn e besseren Iwwerbléck iwwert dat, wat reell vum Budget kann exekutéiert ginn, haaptsächlech op der Dépensésäit am lafende Joer. Wann d'Demokratesch Partei awer wëllt um 31. Mäerz 2009 festhalen, dann deet et mer leed, da muss mer eis enthalen, well mir mengen net, dass dat eis schrecklech vill Neies wäert bréngen par rapport zu der Situatioun vum Kenntnisstand, dee mer haut hunn, par rapport zum Budget, dee mer elo zur Diskussioun hunn.

Also, wéi gesot, mir soe Jo zum Budget rectificié, mir sinn do derfir, mir fannen dat e gutt Instrument, mä awer mat dem Datum, menge mer, esou wéi et hei presentéiert ass, bréngt et eis net schrecklech vill, kënne mer net derfir stëmmen.

» **M. le Président.** - Merci. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Ech muss soen, dass mir där Motioun, déi vun der Demokratescher Partei hei erabruucht ginn ass, éischer positiv vis-à-vis stinn. Ech mengen, mir wëssen alleguer, dass den Budget, wéi en deponéiert ginn ass den 1. Oktober - an de Statsminister huet dat jo och haut nach eng Kéier

confirméiert -, net méi vill mat der Realitéit wäert ze dinn hunn.

Et ass richtig, dass an deene leschten zwee Méint d'Chiffere permanent geännert hunn, leider meeschtens an eng negativ Richtung. Et ass och de Mëtteg hei vum Statsminister gesot ginn, dass hien och sécher ass, dass dee Budget vun 2009 wäert en defizitäre Budget ginn. En huet dat formuléiert a sot, deen Defizit wier an där Héicht, wéi mer elo am Fong e Benefiss virgesinn haten. Dat wier da jo awer schonn e substanzialen Defizit, deen dee Budget krit.

Vun deenen Donnéeën, déi mer regelméisseg elo wäerte kréien, fäerte mer, dass déi weiderhi wäerten eng negativ Tendenz hunn. Duerfir menge mer, dass et scho wichtig ass, dass d'Parlament, d'Finanzkommissioun géif elo permanent - permanent, dat heescht och elo am Dezember, Januar, Februar - iwwert d'Evolution vum de Statsrecetten oder -dépenses informéiert ginn.

Ech sinn hei net ganz d'accord mat mengem Virriedner, dem François Bausch, fir ze soen, dass d'Regierung de Mäerz keng Donnéeën huet. Ech sinn iwwerzeegt, dass d'Steierverwaltung, dass den Enregistrement all Mount ka genau soen, wat erakomm ass, an e Verglach kann opstellen, wat dëst Joer 2008 oder 2009 am Januar oder am Februar erakomm ass, esou dass ee permanent vu Mount zu Mount ka gesinn, wéi d'Evolution vum de Recetten ass vis-à-vis vun deene Jore virdrun a vis-à-vis vun deem, wat och am Budget virgesinn ass.

Zweetens huet den Här Statsminister haut de Mëtteg hei deklaréiert, dass 2009 géifen d'Dépensé vun 2009, 2010, 2011 an 2012 virgezu ginn...

» **M. le Président.** - Här Gibéryen!

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo?

» **M. le Président.** - Är Zäit ass eriwuer.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...virgezu ginn, fir ebe schonn d'nächst Joer 2009 investéiert ze ginn. Dat bedeit jo och eng Prozedur, déi d'Parlament heibanne muss stëmmen. Also soe mer, dass et net kann esou sinn, dass d'Regierung elo hei e Budget déposéiert, a refuséiert - an ech soen et kloer -, fir virun dem 7. Juni, virun de Wahlen hei Furf ze bekennen.

Et ass scho wichtig, dass mer eis Gedanke maachen. Ob dat elo den 31. Mäerz oder 14 Deeg méi spéit oder 14 Deeg méi fréi ass, spillt keng Roll. Wichtig ass, dass d'Parlament ëmmer informéiert gëtt an dass mer reagéieren, an duerfir ënnerstëtze mir dës Motioun.

» **M. le Président.** - Merci, Här Gibéryen. Den Här Goerens huet d'Wuert.

» **M. Charles Goerens (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen et ass gutt, dass emol een dem aneren nolauschert heibannen. Ech hu ganz andächtig nogelautschert, wat meng Virriedner gesot hunn, an ech wollt dozou véier Remarqué maachen.

Déi éischt iwwert d'Method. Et stëmmt, dass d'Demokratesch Partei, esou wéi d'Gesetz et virgesinn huet, och verlaangt huet, dass den nationalen Nohaltegkeetsrot eng utile Aarbecht géif maachen. Duerfir hu mer e Rapport gemaach iwwert d'Evolution vum den öffentleche Finanzen, gekuckt duerch de Prisma vun der Nohaltegkeet, a mir si frou, dass mer dee Rapport hunn. An dee solle mer och hei an der Chamber diskutéieren.

Zweetens stëmmt et och, dass mer an deem Zesammenhang eng Interpellatioun ugefrot hunn. Dat ass dat elementairst Recht vun den Deputéierten. Et kritt een also eppes virgeworf, wann een eppes mécht. A wann een dat net mécht, da kritt ee virgeworf, et géif een näischt maachen.

Mir hunn also Schwierigkeeten, fir déi richtig Kritären zrëckzebehalen, no deene mer den Apport vun deenen eenzelne Leit hei an der Chamber miessen.

Ech wëll awer eppes ganz kloer soen: Ech défiéiere jiddwereen heibannen, sech auserneenzenetze mat deene konstruktive Virschléi, déi mir als Fraktioun an deene verschiddene Gremien, déi hei ugesprach goufen, gemaach hunn!

Ech mengen, mir brauchen eis dofir net ze schummen, an et kann och keen eis Politique politicienne an deenen doten Ausenansetzung virwerfen. Mir si geplot vun der Suerg, wat mat dësem Land geschitt 2009. Mir sinn net déi Eenzeg, mä och mir därefer eis doriwwer Suerge maachen, an och mir därefer eis doriwwer eis Gedanke maachen, no wat fir enger Method mer déi Problemer uginn.

Da kommen ech bei déi drëtt Bemierkung. De Budget gehéiert zu den Hauptprerogative vun engem Parlament. An all gewielten Deputéierten däre doriwwer seng Meenung soen an däre sech och eppes afale loosse iwwert d'Manéier, wéi een un déi Problemer eruegt.

Derbäi kënnt, dass de Budget keng exakt Wëssenschaft ass. A well et keng exakt Wëssenschaft ass, soll ee kucken, dass een d'Marge d'erreur, déi ee brauch an der politescher Appréciation, fir sech mat Problemer auserneenzenetze, esou kleng wéi méiglech hält. An dat ass am Fong déi Suerg, déi eis hei dreift.

Et ass och déi Suerg, déi den Här Bodry dreift, deen an dëser Debatt bis elo éischer duerch Diskretioun opgefall ass. En huet sech awer duerch déi Absence d'activisme kee Reproche vum Här Wolter misse gefale loosse. Mä dat kënnt vläicht nach.

Ech wollt och am Fong soen, wann een déi Marge d'erreur esou kleng wéi méiglech wëllt halen, weess een an onsécheren Zäite sechs Méint méi spéit vill méi wéi sechs Méint virdrun. Dat ass eng Lapalissade, mä heiansdo kënnt een nëmmen just duerch d'Referenz op eenzel Lapalissaden an der Diskussioun weider.

Wa mer eis da kënne dorobber eenegen, da wollt ech dach der Chamber rappéléieren, dass nieft deenen aussergewéinlechen Elementer, déi d'Joer 2009 charakteriséieren, nach eent derbäikënnt, wat an der Natur vun eiser Demokratie läit: De Mee gëtt d'Chamber opgeléist.

Ab dem Mee steet d'Regierung also net méi ënner dem Contrôle vun der Chamber. De Juni gi mer vielen. De Juni sinn och keng öffentlech Sitzungen hei. Dat ass den zweete Mount, wou d'Regierung net ënner dem Contrôle vun der Chamber ass. De Juli ginn d'Koalitionsverhandlungen un.

D'Regierung kënnt also net heihinner sech mat der Chamber auserneenzenetze iwwer eppes, well nach keng regierungsfäeg Majoritéit do ass, fir d'Land ze regéieren.

Den August ass en traditionelle Vakanzmount. Am September ass d'Chamber bis elo nach ni duerch exzessiven Aktivismus opgefall, jiddefalls net an der Plénière.

Mir hunn also d'nächst Joer bei all deene Schwierigkeeten dobäi och nach dee Problem, deen ech alle Kolleegen ze bedenke wëll ginn, déi hei mengen, den 31. Mäerz wier ze fréi.

Ech wëll deene just soen, et ass vläicht deen eenzeggen utilen Datum, dee mer nach kënne fannen, fir eis ze rectificéieren. D'nächst Joer hu mer fënnf Méint, wou d'Regierung ënner engem ganz approximativem, fir net ze soe ganz absenté Contrôle vun der Chamber steet.

Duerfir eis Suerg, fir mat mat engem Recul vu sechs Méint aktualiséierte Chiffren dem Lëtzebuerg Land klore Wäin anzuschenken iwwert d'öffentlech Finanzen. Domat hunn ech kee Procès d'intention gemaach, mä ebe just d'Suerg ausgedréckt, dass d'Chamber esou no wéi méiglech un der Realitéit dru läit, esou wéi mer dat och maachen an eise Forderung vis-à-vis vun de Ratingsagencen, vis-à-vis vun de Banken, vis-à-vis vu Bilanzen, déi presentéiert ginn. Mir sollen esou no wéi méiglech un d'Realitéit erukommen. Ni plus ni moins. Dat ass d'Suerg, déi eis animéiert.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Goerens. Den Här Bodry huet d'Wuert.

» **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ganz kuerz vläicht, well den Här Goerens esou léif war, mech hei unzeschwätzen. Ech mengen, d'Debatt iwwert de Budget kënnt nach, an ech wäert mech selbstverständlech an där Debatt do zu Wuert mellen an in extenso meng Virstellung zum Budget a meng Aart a Weis, fir un d'Budgetpolitik erunzegoen, duerleeën, déi, mengen ech, och schonn hei bekannt ass. Et ass net déi éische Kéier, wou ech zum Budget schwätzen. Déi Virstellung huet och net fundamental geännert, ob ech an der Oppositioun oder an der Majoritéit sinn.



Ech mengen, dass et effektiv e wichtege Moment ass, wat och d'Prerogative vum Parlament ugeet.

Fir mech ass et och wichtege gewiescht, haut vum Premier notament ze héieren, dass d'Chamber wäert, méi wéi dat bis elo de Fall war, agebonne ginn an d'Exekutioun vum Budget, well déi essenziell Fro wäert sech stellen net nëmmen déi éischt dräi Méint, si wäert sech dat ganz Joer 2009 a vläicht nach vill méi staark 2010 stellen, wéi d'Exekutioun vum Budget passéiert.

#### (Interruption)

Et ass immens wichtig, dass mer dat ronbréngen, sief et iwwer eng Spezialkommissioun, sief et iwwer en anere Wee.

#### (Coups de cloche de la Présidence)

Dat schéngt mer de wichtege Punkt ze sinn. Fir de Rescht sinn ech net der Meenung, dass e Budget rectificié no dräi Méint dat richteg Instrument ass, fir déi dooten Zilsetzung ze errechen. Dat géif heeschen, op hallwem Wee stoen ze bleiwen. Ech sinn éischer derfir, e permanent Instrument ze schafen, Prozeduren ze schafen, wou mer iwwer dat ganz Joer déi dote Supervisioun vun der Aarbecht vun der Regierung maachen, an dat geschitt net iwwer de Wee vum engem Budget rectificié.

#### » M. le Président. - Merci, Här Bodry.

Elo komme mer zum Vote.

#### (Interruption)

Mir sinn awer hei an enger Prozedur. D'Zäit vun de Fraktiounen alleguerten ass längst ofgelaf. Här Goerens, dat sot nach schnell eppes!

» M. Charles Goerens (DP). - Ech wollt den Här Bodry froen, ob en nach der Meenung ass, datt den Här Frieden no den Explikatiounen vun elo keen Zauberer méi ass.

#### (Interruptions diverses)

» M. le Président. - Kënne mer par main levée ofstëmmen?

#### (Négation)

De Vote électronique ass verlaangt.

#### Vote

D'Motioun ass net ugeholl ginn: Mir hunn 38 Nee-Stëmmen, géint 14 Jo-Stëmmen a 6 Abstentiuonen.

*Ont voté oui: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Eugène Berger), Alexandre Krieps (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner;*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.*

*Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marcel Oberweis), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Laurent Mosar), Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Christine Doerner), Mme Martine Stein-Mergen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner).*

*Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira (par M. François Bausch), Jean Huss et Mme Viviane Loschetter (par M. Jean Huss).*

Dir Dammen an Dir Hären, domat ass dee Punkt ofgeschloss. Mir kommen zum

leschte Punkt vum eisem Ordre du jour, dat ass de Projet de loi 5855. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Negri.

#### 5. 5855 - Projet de loi

##### a) relatif aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs

##### b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets

#### Rapport de la Commission de l'Environnement

» M. Roger Negri (LSAP), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Projet de loi geet et ëm zwee Ziler: 1. wéi vill Komponenten u Schwéiermetaller a Batterien, Akkuen an Autosbatterien nach an Zukunft zougelooss ginn; 2. dass vun dese Batterien, Akkuen an Autosbatterien, déi op de Marché kommen, dann awer esou vill wéi méiglech recycléiert ginn, fir déi no Punkt 1 zougeloosse Schwéiermetaller erëm ze recupérieren, an dat no de beschtméiglechen Technologien - „meilleures techniques possibles“ ass d'Terminologie consacrée - a fir domat d'Gesondheet vum Mënsch an d'Ëmwelt beschtméiglech ze schützen.

Heifir gëtt d'EU-Direktiv 2006/66/CE a Lëtzebuurger Recht ëmgesat an domat déi fréier Direktiv 91/157/CE abrogéiert.

All Joer ginn an der Europäescher Unioun honnertausenden - „plusieurs centaines de milliers de tonnes“, esou steet et am Exposé des motifs vum Gesetz - vun Tonne Batterien an Accumulateuren op de Maart bruecht, déi déi verschiddenst Schwéiermetaller wéi Quecksëlwer, Bläi, Kadmium, Néckel, Zénk, Koffer, Mangan oder Lithium enthalen. Vun deenen déi meescht engersäits präislech wäertvoll, anerersäits awer och héich géfteg kënne sinn.

Hei ass vun elo d'Responsabilitéit vum Producteur a Vendeur verlaangt, fir sech selwer Strukturen ze gi respektiv iwwer de Wee vun agréierten Organisme sech drëm ze bekëmmern, wat mat de Batterien an Akkue geschitt, wa se bis verkaaft sinn.

Schwéiermetaller, déi onkontrolléiert an d'Ëmwelt fräigesat ginn, léise sech mat der Zäit net vum selwen op, mä si sammelen sech am Buedem an am Waasser un a kommen esou an eis Nahrungsmittelketten eran.

Fir d'Gesondheet vum Mënsch a fir d'Ëmwelt sinn dës Stoffe enorm schiedlech, dofir muss mer gewëssenhaft déi al Batterien, al Akkuen an al Autosbatterien asammelen a recycléieren.

Här President, hei zu Lëtzebuerg hu mir an deene leschte Joren ënnert dem Stéchwuert „SuperDrecksKëscht“ schon eng gewësse Recyclingskultur am positive Sënn entwéckelt. Dofir ginn ech elo net méi weider op déi Aspekter vun der EU-Direktiv an dem Gesetz vun haut an.

Et bleift awer nach esou munches ze dinn. Virun allem muss mir eis vun enger bis elo voluntaristischer Approche op e kontrolléierbare Monitoring mat konkreten Zilvorgaben hi bewegen.

An Zuelen ausgedréckt heescht dat, dass an Zukunft, éischens wat d'Komponente vu Schwéiermetaller ugeet, all Batterien an Akkue verbuede sinn, déi méi wéi 0,005 Promille Quecksëlwer enthalen, an all portable Batterien an Akkue verbuede sinn, déi méi wéi 0,02 Promille Kadmium enthalen.

Erlaabt bleiwen e puer Ausnahmen am Beräich vu Sécherheits- a medezineschen Anlagen.

Des Weidere muss et en ëmweltperformant Zil sinn, an Zukunft ëmmer méi Batterien an Akkuen op de Marché ze bréngen, déi kee Quecksëlwer, kee Kadmium a kee Bläi méi enthalen.

Zweetens, wat d'Asammelen an d'Recycléiere vun alle Batterien an Akkuen ugeet, déi op de Marché kommen, mussen no der Direktiv 2006/66/CE vum 26. September 2006 bis de 26. September 2012 mindestens 25%, a véier Joer méi spéit bis de 26. September 2016 mindestens 45% erëm agesammelt a recycléiert ginn.

Dësen Undeel u Kollekte gëtt all Joer kontrolléiert an no der Direktiv fir d'éischt am Joer 2008, also dëst Joer schon.

D'Producteur respektiv déi spezialiséiert Betriber, déi de Recyclinge bedriewen,

mussen deemno all Joer Informatiounen un d'Ëmweltverwaltung liwweren, iwwer d'Quantitéiten, déi verkaaft gi sinn, wéi vill der recycléiert gi sinn a wéi vill der exportéiert goufen, fir domat den „Taux de recyclage effectif“ kontrolléieren ze kënnen.

Dësen Taux ergëtt sech aus engem Vergleich vun den ugesammelte Quantitéiten, aus dem Referenzjoer mat der Moyenne vun de Quantitéiten, déi an dem Referenzjoer, plus deenen zwee Joer vu virdrun, verkaaft goufen.

D'Tatsaach, dass dës Mesuren iwwer eng EU-Direktiv geregelt ginn, verhënnert Wettbewerbsverzerrungen tëschent de verschiddene Länner an der EU.

Här President, vun elo un ass et definitiv verbuede, Batterien an Akkuen op eng Deponie oder an eng Verbrennungsanlag wéi op de SIDOR ze bréngen.

Et bleiwen awer nom Recycling vun de Batterien an Akkuen nach Offäll, déi net weiderverwäert kënne ginn.

Fir dës Résiduen erlaabt d'EU-Direktiv, dass se verbrannt oder op enger Deponie gelagert ginn.

D'Batterien an Akkue mussen och speziell markéiert sinn, mat enger duerckräizter Poubelle, am Prinzip vun der Gréisst vu 5 op 5 cm. Fir Batterien, déi méi kleng si wéi 5 x 5 mm, muss dat Symbol um Emballage stoen a mindestens 1 op 1 cm grouss sinn.

Fir de Leit et méi einfach ze maachen, mussen op ville Plazen öffentlech Behälter stoen, wou ee Batterien entsuerge kann.

All Distributeur muss Batterien an Akkue gratis zrëckhuelen, wa se verbraucht sinn. Den Distributeur huet dann d'Recht, de gesammelten Offall un de Produzent zrëckzeginn, deen d'Onkäscht fir d'Asammelen an d'Recycléieren droe muss.

D'Aktivitéit vun der Collecte vu Batterien an Akkuen ënnerleien ebefalls den Dispositiounen vum Gesetz vum 17. Juni 1994 iwwer d'Preventioun an d'Gestioun vun den Offäll.

Bis spéitens de 26. September 2009 mussen d'Hiersteller vu Batterien an Akkue sech esou équipéieren, dass si selwer, oder an hirem Optrag spezialiséiert Betriber, hiren Offall vu Batterien an Akkuen no de beschtméiglechen Techniken recycléieren, déi am Moment zur Verfügung stinn.

An der Direktiv stinn nach e puer méi administrativ Dispositiounen, déi virschreiw, wéi d'Hiersteller vu Batterien oder Akkue sech registréieren mussen an ënner wat fir Bedéngunge se en Agrément kréien.

Hei wëll ech just erausgräifen, dass de Kontraktant eng spezifesch Assurance ofschléisse muss.

Den Agrément gëllt fir eng Lafzäit vu fënnf Joer a ka verlängert ginn.

All dës Mesurë gi suivéiert a kontrolléiert vun enger Commission de suivi pluripartite, fir den Ëmweltminister an der Exekutioun vun der Tâche vun dësem Gesetz ze begleeden. D'Membere gi fir eng Dauer vun dräi Joer genannt an hiert Mandat ass erneierbar.

Hält en Exploitant sech net un d'Oplagen, kritt e vum Minister den Agrément gekënnegt, an dat an engem Délai vu spéitens zwee Joer.

Här President, wat elo de Projet de loi vum 18. März 2008 selwer ugeet, sief drop higewisen, dass d'Regierung am Ufank dru geduecht huet, d'EU-Direktiv 2006/66/CE iwwer e Règlement grand-ducal ëmsetzen, wat sech op d'Gesetz vum 17. Juni 1994 iwwer d'Preventioun an d'Gestioun vun den Offäll bezunn hätt.

De Statsrot huet dogéint Asproch geholl, well net all Dispositiounen an der Direktiv an eng Relatioun mat deem Gesetz gesat konnte ginn. De Statsrot huet dofir virgeschloen, en eegent Gesetz fir d'Ëmsetzung vun der Direktiv 2006/66/CE auszeschaffen, wat jo heimat geschitt ass.

Nom éischten Avis vum Statsrot vum 17. Juni an dem Avis complémentaire vum 21. Oktober 2008 konnt eng Opposition formelle definitiv aus der Welt geschafe ginn. An zwar gesäit d'Direktiv als Instrument, fir ze definéieren, wéi verschidden Dispositiounen exekutiert solle ginn, vir, dass tëschent dem Stat an deene betraffene Wirtschaftssektoren Ëmweltschutzziler, sougenannten „Accords environnementaux“ ofgeschloss ginn.

De Statsrot verweist drop, dass dëst Instrument an eiser Verfassung net virgesinn ass an dass d'Ëmsetzung vun der Direktiv just iwwer d'Gesetz an d'Exekutioun iwwer groussherzoglech Reglemente gemaach ka ginn. Deem huet d'Ëmweltkommissioun am Endeffekt Rechnung gedroen.

Här President, wéi gesäit de Moment d'Situatioun zu Lëtzebuerg aus?

Zënter 1985 gëtt et zu Lëtzebuerg d'SuperDrecksKëscht, déi vun Ufank u Batterien an hirer Sammelpalette hat an déi haut dat wichtegst Instrument fir d'Asammlung vun de portable Batterien ass.

Dem Bierger stinn am Kader vun der SuperDrecksKëscht verschidde Sammelopatiounen zur Verfügung. Dat sinn haaptsächlech engersäits déi mobil Sammlunge vun der SuperDrecksKëscht, op d'mannst véiermol am Joer an all Gemeng; zweetens d'Sammelplaze vun der SuperDrecksKëscht an de Recyclingzentren; an drëttes d'Sammelbehälter, déi an Zesummenaarbecht mat dem Handel an deene verschiddene Geschäfte, Supermarchéen, Tankstellen an esou weider opgestallt sinn.

Am Joer 2007 goufen 1.162 Tonne Bläiakkuen zu Lëtzebuerg offiziell agesammelt an eng Verwäertungsfilière bruecht. Bezunn op dat, wat an deemselwechte Joer verkaaft gouf, entsprécht dëst engem Taux de collecte vun 61%.

Enger recenter Étude de marché no, déi vun ECOTREL gemaach gouf, gouf festgehalten, dass am Joer 2007 214.100 kg Dréchebatterien op de Maart gesat goufen. Setzt een dat a Relatioun mat deenen 124 Tonnen al Batterien, déi am selwechte Joer agesammelt goufen, da kritt een e Sammeltaux vu 57,9% eraus.

Lëtzebuerg huet also domat schonns en zimlech dicht Netz vu Sammelinfrastrukturen, wat fir d'Ëmsetzung vun der Direktiv 2006/66/CE a ganz besonnesch fir d'Erreeche vun den Asammeltauxë wichtege ass.

Well 2007 awer eréischt dat éischt Joer ass, wou verlässlech Donnéeë virleien, wat de Verkauf vun Dréchebatterien ugeet, kann een den aktuellen Taux de collecte, entsprechend der Methodologie vun der Europäescher Commissioun, esou wéi se fir d'nächst Joer virgeschriwwen ass, nach net berechnen.

Den Ëmweltminister Lucien Lux huet am Kader vun der SuperDrecksKëscht ufanks 2007 d'Aktioun „clever akafen“ lancéiert. Heifir wëll ech eisen Ëmweltminister, fir säi virausschauend an anticipatiivt Virgoen am Kader vun dësem Gesetz, extra luewen.

#### » Plusieurs voix. - Très bien!

» M. Roger Negri (LSAP), rapporteur. - Hei gi ganz bewosst Produkter an de Geschäfte promovéiert, déi zur Offallvermeidung bäidroen. Zu dese Produkter gehéieren och déi nees opluedbar Batterien. Berücksichtegt een, dass esou en Akku bis zu e puer 100-mol nees opgeluede ka ginn, muss a soll de Verkauf vun opluedbare Batterien nach weider promovéiert ginn.

Här President, als Konklusioun, a fir zum Schluss ze kommen, ware mer eis an der Ëmweltkommissioun eens, dass mer eis net sollen dermat zefridde ginn, EU-Mindestnormen ze erfüllen.

Wa mer haut ronn d'Halschent vun alle Batterien an Akkuen asammelen, déi verbraucht ginn, heescht dat och, dass nach ëmmer bal d'Halschent einfach an d'DrecksKëscht flitt. Dat ass souwuel vum ekologesche wéi och vum ekonomesche Standpunkt aus net ze verrieden.

D'Tatsaach, dass mer elo all Joer gesinn, wéi sech den Taux de collecte entwéckelt, erméiglecht et, de Succès oder den Échec vum virgesinnenen Ëmweltmanagement a vun de respektive Sensibilisierungscampagnen objektive ze moossen.

A mir sollten eis eréischt dann zefridde ginn, wann de Kreeslaf zou ass a keng Schwéiermetaller méi fräigesat ginn, well se eis Gesondheet belaaschten an d'Ëmwelt kontaminéieren.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

#### » Plusieurs voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Här Rapporteur. Ech gesinn, dass all déi aner Fraktiounen sech den Ausféierung vum Rapporteur uschlëssen. Da kënne mer deemspriechend zur Ofstëmmung vum Projet kommen.

#### (Interruption)

Här Gibéryen, wollt Dir nach op d'Tribün kommen?

#### (Interruption)

Et ass an der Rei. Passt elo op, dass mer de Vote hei korrekt iwwer d'Bühn kréien.

» M. Gast Gibéryen (ADR). - Mäi léiwen Här President, doranner si mir Spezialist!



### » M. le Président. - Elo zum Vote!

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5855 ass mat 54 Jo-Stëmmen uegheoll.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Laurent Mosar), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par M. Norbert Hauptert), Marcel Sauber

(par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Paul-Henri Meyers), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. John Castegnaro), Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Jean Huss) et Jean Huss;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten. Mir gesinn eis muer erëm um hallwer dräi fir de President Barroso ze emfänken.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.07 heures)

## Jeudi, 4 décembre 2008

Présidence: M. Lucien Weiler, Président

### Sommaire

1. Allocution de bienvenue de M. le Président de la Chambre des Députés
2. Déclaration de M. José Manuel Durão Barroso, Président de la Commission européenne
3. Séance de questions et de réponses:
  1. Question posée par le groupe parlementaire CSV
    - M. Michel Wolter - M. José Manuel Durão Barroso
  2. Question posée par le groupe parlementaire LSAP
    - M. Ben Fayot - M. José Manuel Durão Barroso
  3. Question posée par le groupe parlementaire DP
    - Mme Colette Flesch - M. José Manuel Durão Barroso
  4. Question posée par le groupe parlementaire Déi Gréng
    - M. François Bausch - M. José Manuel Durão Barroso
  5. Question posée par la sensibilité politique ADR
    - M. Gast Gibéryen - M. José Manuel Durão Barroso
  6. Question posée par un député indépendant
    - M. Aly Jaerling - M. José Manuel Durão Barroso

Au banc du Gouvernement ont pris place: M. José Manuel Durão Barroso, Président de la Commission européenne; M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué, Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.35 heures)

### » M. le Président. - La séance publique est ouverte.

#### 1. Allocution de bienvenue de M. le Président de la Chambre des Députés

Monsieur le Président, c'est pour moi un grand honneur et un réel plaisir de vous souhaiter, au nom de tous les députés de la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg, une très cordiale bienvenue au Parlement luxembourgeois. Un parlement que vous connaissez d'ailleurs, puisque vous étiez déjà ici notre hôte en 2003 en votre qualité de Premier Ministre du Portugal.

Je voudrais étendre mes souhaits de bienvenue à toute votre délégation et en particulier à Madame Viviane Reding, membre de votre Commission qui, permettez-moi de le dire, a mené maintes batailles politiques en cette enceinte, ainsi qu'à Monsieur Moutschen, votre représentant à Luxembourg si dynamique, qui est toujours prêt à nous prêter main-forte. Et je voudrais saluer enfin très cordialement Monsieur Jacques Santer, Premier Ministre honoraire du Grand-Duché de Luxembourg et ancien Président de la Commission, qui a passé pas mal de grands moments de sa carrière politique dans cette enceinte.

Monsieur le Président, depuis des années votre Commission soigne les relations avec les parlements nationaux. C'est sous votre impulsion que les parlements obtiennent directement communication des documents publiés par la Commission et se voient

transmettre même une liste hebdomadaire des documents communiqués par la Commission aux autres institutions. Cette initiative constitue assurément une aide précieuse pour les parlements nationaux qui partagent tous le souci de suivre de près les affaires européennes.

Au-delà des efforts d'information, la Commission européenne cherche le dialogue sur le terrain. Elle va à la rencontre des élus nationaux, et votre présence aujourd'hui en est le meilleur exemple.

Au courant des deux dernières années, le Parlement luxembourgeois, à lui seul, a accueilli pas moins de six membres de votre Commission et a d'ailleurs pu faire une visite à Bruxelles en 2007; visite au cours de laquelle les députés ont pu procéder à des échanges avec quatre de vos commissaires ainsi qu'avec plusieurs hauts fonctionnaires.

Soyez assuré, Monsieur le Président, que ces opportunités ont été fort appréciées par les députés luxembourgeois.

Je tiens aussi à préciser que la Chambre des Députés s'est dotée, il y a quelques années, de structures qui lui permettent d'assurer le suivi des affaires européennes. Elle est néanmoins consciente des progrès qui restent à accomplir, par exemple pour combler les retards dans la transposition des directives, pour rédiger plus souvent des avis ou pour renforcer davantage le dialogue avec le public.

Nous convenons tous que le contact continu avec les citoyens, et en particulier avec les jeunes, est une des voies clés pour amplifier la confiance et l'adhésion de nos citoyens à l'Europe. Avec une ardeur opiniâtre, notre parlement a ainsi soigné le

dialogue - si j'ose dire - «européen», en organisant notamment des auditions avec des élèves et des étudiants, une convention des jeunes sur le Traité constitutionnel, sans parler des maintes auditions publiques lors du référendum sur le Traité constitutionnel.

Monsieur le Président, vous êtes notre hôte à un moment où des crises financières et économiques fulminantes secouent le monde entier. La crise financière internationale n'épargne aucune économie imbriquée dans les circuits boursiers de la planète.

La petite économie ouverte du Luxembourg en pâtit au point que nous frôlons la première récession depuis des décennies.

Avant de se faire sentir dans ce que nous appelons «l'économie réelle du pays», la crise a affecté de manière bouleversante deux banques systémiques de notre place financière.

Notre gouvernement a dû agir vite. Il l'a fait de l'accord de tous les groupes parlementaires et des partenaires sociaux.

Mais ce ne fut qu'une étape. D'autres acteurs économiques, financiers ou non, auront besoin d'aide des pouvoirs publics au Luxembourg et en Europe.

Votre Commission aussi, Monsieur le Président, a agi en présentant un plan de relance pour l'économie européenne en difficulté. Ce paquet qui constitue aux yeux des Ministres des Finances de l'Union un «stimulus significatif pour nos économies» est le bon signe au bon moment.

La Commission européenne s'est montrée à la hauteur des attentes des citoyens et de l'économie continentales.

Il peut sembler étrange, Monsieur le Président, que la Commission, gardienne des règles de concurrence et souvent rétive à l'égard d'aides publiques à l'économie, devienne elle-même un acteur significatif dans le mouvement qui dispense des fonds publics aux acteurs du marché. Mais comme vous l'avez dit à juste titre: «Les périodes exceptionnelles appellent des mesures exceptionnelles. Les emplois et le bien-être de nos citoyens sont en jeu.»

Soucieux de s'impliquer et de prendre ses responsabilités, notre parlement vient d'ailleurs d'instaurer une commission spéciale destinée à suivre régulièrement tous les aspects relatifs à la crise financière et au ralentissement économique de façon globale.

Monsieur le Président, devant cette toile de fond, je suis convaincu que les sujets que nous allons aborder aujourd'hui ensemble dans cette enceinte ne nous manqueront pas.

Soyez assuré que nous savons apprécier à sa juste valeur votre geste envers la Chambre des Députés d'avoir accepté de prendre la parole en séance plénière et de répondre tout à l'heure aux questions des députés.

Je vous remercie de votre attention et je donne la parole au Président de la Commission européenne, Monsieur José Manuel Durão Barroso.

## SÉANCE 13

### 2. Déclaration de M. José Manuel Durão Barroso, Président de la Commission européenne

» M. José Manuel Durão Barroso, Président de la Commission européenne. - Monsieur le Président de la Chambre des Députés, Mesdames et Messieurs les Députés, Monsieur le Premier Ministre, Monsieur le Ministre, Monsieur le Ministre d'État honoraire, Madame le Commissaire, c'est avec un très grand plaisir que j'ai répondu à votre invitation aujourd'hui, dans la capitale du Grand-Duché, et je tiens tout d'abord à vous remercier, Monsieur le Président, pour vos paroles si aimables à mon égard et à l'égard de la Commission européenne.

Je suis heureux de venir débattre avec la représentation nationale d'un pays qui est non seulement fondateur de l'Europe, mais à l'avant-garde de l'Europe. En pleine Seconde Guerre mondiale, en 1944, alors que le gouvernement luxembourgeois était en exil, vous avez créé avec la Belgique et les Pays-Bas le premier embryon d'Europe, l'union douanière du Benelux. Autant dire que votre pays n'a pas besoin d'un brevet d'esprit européen!

Cet après-midi je participerai aussi à l'inauguration du nouveau Palais de la Cour de Justice européenne. Là non plus, il n'y a pas à démontrer le lien indissoluble qu'unit la vocation européenne du Grand-Duché et le droit communautaire.

Un de mes illustres prédécesseurs à la tête de la Commission européenne, votre compatriote Gaston Thorn, expliquait que l'Europe était pour le Luxembourg un choix vital. Je le cite: «Je suis toujours irrité lorsqu'on m'objecte que l'adhésion à la construction européenne relève de l'idéalisme. Bien au contraire! Pour nous, Luxembourgeois, c'est notre seule assurance contre le fléau dont nous avons été victimes pendant des siècles. L'Europe n'est nullement un nuage rose, mais une garantie de survie.»

Je viens moi aussi, vous le savez, d'un pays relativement petit, et pour moi, du temps de la dictature portugaise, l'Europe était un nuage plus que rose! C'était l'idéalisme de la liberté et de la démocratie.

Pour moi, pour ma génération, dans mon pays, et je crois dans beaucoup d'autres pays en Europe - en Espagne, en Grèce -, mais d'une autre façon dans les nouveaux États membres, l'Europe, c'est aussi la démocratie et la liberté. Nous faisons cette équation entre Europe, démocratie, liberté et solidarité.

C'était l'idéalisme de la liberté et de la démocratie.

Ça veut dire que l'Europe peut être à la fois un choix de la raison et aussi un choix du cœur. Quelle que soit la diversité de nos motivations initiales, nous sommes tous rassemblés dans l'adhésion profonde à une communauté, à un projet et à une ambition politiques. C'est ce que l'on appelle l'esprit



européen. Et l'Europe sait qu'elle peut compter sur l'esprit profondément européen de votre pays, c'est-à-dire de ses dirigeants politiques et de son peuple.

Mesdames et Messieurs les Députés, nous nous rencontrons à quelques jours d'un Conseil européen décisif. Une des questions essentielles qu'il examinera sera évidemment l'état des lieux du Traité de Lisbonne. Vous êtes naturellement concernés puisque ce Traité, s'il est ratifié, renforcera la démocratie européenne et la subsidiarité, et donc les pouvoirs du Parlement européen et des parlements nationaux.

Nous verrons la semaine prochaine la solution que l'Irlande proposera à ses citoyens et à ses partenaires européens.

En ce qui concerne la République tchèque, je suis heureux que la Cour suprême tchèque ait déclaré le Traité conforme à la constitution du pays. C'est une très bonne nouvelle. Je sais qu'il y a encore beaucoup d'obstacles politiques à surmonter avant la ratification du Traité, mais à quelques jours de la présidence tchèque du Conseil, je suis confiant.

Dans quelques jours, le Conseil européen va faire d'autres choix déterminants pour notre avenir. Ces deux grands dossiers politiques sont liés: le plan de relance économique et le paquet «énergie et climat». Nous sommes dans un contexte de crise sans précédent et à la veille d'une vague de propagation de la débâcle financière, il a fallu agir d'urgence. L'Union s'est unie et a déployé les grands moyens pour faire face.

Au niveau mondial l'Europe a joué un rôle de locomotive dans la «prise en charge internationale de la crise». C'est l'initiative de l'Union qui a fait émerger le consensus du G20 sur la nécessité d'apporter une réponse mondiale à une crise mondiale.

Les idées sur lesquelles le G20 s'est mis d'accord portent le label «made in Europe». Vous me permettez de le dire avec fierté: c'est bien la Commission européenne qui a présenté la première ébauche de plan pour dépasser la gestion de la crise des marchés financiers et s'atteler aux défis économiques.

À l'intérieur, l'Europe est parvenue à réagir et à se mettre d'accord très vite sur une réponse coordonnée de l'Union. Depuis le début de cette crise, la Commission européenne est dans la cabine de pilotage. Elle est au centre de l'initiative. Elle doit conduire 27 États membres sur un terrain très accidenté et extrêmement difficile. Je peux vous dire que dans ces situations, vous êtes concentrés sur l'action, vous n'avez pas de temps pour les gesticulations.

Bien sûr, toutes les mesures que nous avons mises en place, nous les avons définies dans une concertation étroite entre la Commission et la présidence du Conseil, avec la collaboration constante du Parlement européen. Je le dis sans ambiguïté: le jugement politique et la conviction européenne du Président Sarkozy ont été un formidable atout dans cette situation particulière. Je le dis tout aussi clairement: le jugement politique et la conviction européenne de votre Premier Ministre et Président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, ont été un formidable atout dans cette situation particulière.

Et je crois qu'il faut souligner combien il est important dans ces moments d'avoir une concertation entre les différentes institutions: bien sûr la Commission européenne, le Conseil européen, le Parlement européen, mais aussi l'Eurogroupe, et - j'ajouterais aussi - la Banque centrale à laquelle je veux aussi faire mon hommage dans la personne de Jean-Claude Trichet.

Toute l'Europe devrait avoir intérêt à avoir une présidence forte du Conseil, un Parlement européen fort et une Commission forte. Une présidence du Conseil exercée par un grand pays ne réduit pas le rôle de la Commission européenne au détriment des petits pays.

Pour moi, une présidence forte, c'est une présidence animée d'un esprit européen fort. Cela n'a rien à voir avec la taille du pays. Les présidences luxembourgeoises

du Conseil ont toujours été des présidences fortes. Non seulement vous avez les convictions européennes dont j'ai parlé. Mais vous avez des dirigeants politiques très expérimentés et parmi les plus écoutés en Europe, et à juste titre!

Encore une fois je tiens à faire mon hommage à votre Premier Ministre Jean-Claude Juncker et à tous les Luxembourgeois et Luxembourgeoises qui servent et ont servi l'Europe. Permettez-moi un mot spécial pour ma collègue de la Commission, Viviane Reding.

De la même manière, il faut naturellement une Commission forte. Là aussi, soyons clairs. Qu'est-ce qui fait la force de la Commission? C'est d'une part qu'elle est un point stable et qu'elle est là pour assurer la continuité et la cohérence stratégique de l'action européenne. Au fil des présidences du Conseil et quels que soient les changements nationaux de couleur politique, c'est bien la Commission qui veille avec constance à ce que le navire garde son cap, et elle le fera bien au-delà de la présidence française.

Tous les six mois nous avons un nouveau Président du Conseil. Mais la Commission reste et la Commission donne cette cohérence stratégique, cette vision de continuité. Bien sûr elle doit le faire de façon discrète parce que la Commission n'est pas en concurrence politique avec les différentes présidences. Je travaillais main dans la main avec le Président Jean-Claude Juncker, quand il était Président du Conseil, avec la Chancelière Merkel, avec le Premier Ministre Tony Blair, maintenant avec le Président Sarkozy. Mais la Commission européenne doit garantir en fait cette continuité et cette capacité à forger des consensus.

Aujourd'hui surtout cela est de plus en plus important, car nous sommes dans une situation où nous avons 27 États membres, où le rôle de la Commission n'est pas seulement, comme c'était le cas traditionnellement, surtout de faire des propositions, mais d'être sûre que ces propositions ont une chance d'être approuvées et mises en pratique.

La force de la Commission, c'est aussi qu'en défendant le droit communautaire et l'intérêt général européen, elle garantit l'équité et l'égalité de tous les États membres sans exception. C'est sa raison d'être: l'esprit communautaire, l'intérêt général européen.

En dernière analyse, plus la coopération politique est étroite et constructive entre toutes les institutions européennes, plus l'Europe avance.

Or, nous avons vraiment besoin d'avancer! Face à la crise qui commence à miner l'économie réelle, il faut déployer notre «plan d'attaque» pour réunir les conditions d'une relance, pour limiter l'impact de la crise sur les citoyens et pour rétablir la confiance.

Ma grande préoccupation était que le plan de relance européen soit assez ambitieux et audacieux pour avoir un effet à court terme, mais en même temps assez stratégique et durable pour transformer la crise en tremplin pour l'avenir à plus long terme. C'est-à-dire en assurant qu'il n'y a pas de contradictions entre le besoin du court terme de la relance par le stimulus budgétaire et la soutenabilité à moyen et à long terme, et la compatibilité pleine entre les mesures de court terme et le besoin des réformes structurelles qui pourront garantir à l'Europe cette capacité de compétitivité sur le plan global.

Le plan de relance qu'au nom de la Commission j'ai présenté la semaine dernière définit deux grands volets d'action et fixe un principe fondamental: stimulation budgétaire et investissement dans les secteurs d'avenir, d'un côté, en assurant cette compatibilité entre mesures de court terme et nos réformes à moyen et long terme, et, d'un autre côté, solidarité et justice sociale. J'y reviendrai.

À crise exceptionnelle, moyens exceptionnels. L'heure n'est ni aux tabous idéologiques ni aux réflexes dogmatiques. Quand je vois la gravité de la crise, je n'ai pas d'états d'âme. Ma seule préoccupation est que le plan marche. Il faut fournir un immense effort coordonné pour notre bien collectif.

Notre plan de relance doit donc mobiliser tous les leviers disponibles - budgétaires, structurels ou réglementaires - tant au niveau européen qu'au niveau national. Et je peux ajouter bien sûr, à part le levier budgétaire ou structurel, le levier monétaire. Nous venons d'apprendre les mesures que la Banque centrale européenne a annoncées, comme c'est sa compétence, et je crois qu'elles contribueront aussi à cet effort de relance au niveau européen.

Je crois que nous sommes parvenus à un bon équilibre de la charge entre efforts nationaux et engagement de l'Europe. La Commission européenne occupe une place particulière qui lui permet d'aider les États membres à collaborer, tout en évitant les solutions uniformisées. Tous les États membres auront besoin d'un fortifiant, mais à chacun sa posologie!

Nous avons des situations très différentes en Europe. Nous avons des pays qui auront 4% de croissance, des pays en récession, nous avons des pays dans la zone Euro, des pays qui ne sont pas dans la zone Euro, nous avons des pays qui sont sous des programmes d'ajustement du Fonds monétaire international, et donc nous avons des situations différentes. Il faut donc coordonner. Mais coordination ne peut pas vouloir dire uniformisation.

Le plan fixe un cadre clair à la fois pour la stimulation budgétaire, mais aussi pour le retour à la stabilité budgétaire à moyen terme. Relancer la dépense à court terme sans réformes structurelles et sans stratégie d'investissement ou sans stratégie de désendettement, c'est prendre le risque d'activer la spirale de la dette et du chômage.

Je l'ai dit, la Commission va appliquer le pacte de stabilité de façon judicieuse. Le pacte prévoit déjà des marges de manœuvre pour faire face à des circonstances exceptionnelles. Le pacte le prévoit depuis sa dernière révision que d'ailleurs la Commission a, comme vous le savez, proposée et appuyée. Il serait totalement absurde de ne pas tenir compte d'une crise sans précédent dans la façon dont on applique le pacte.

Pour autant, souplesse ne veut pas dire irresponsabilité politique. La Commission reste la gardienne des traités. Celui de Maastricht n'est pas mort et enterré! Il n'est pas question pour la Commission d'accorder sa bénédiction à tous les dérapages ou à toutes les dérives. Pour une question de principe et de respect du droit, que je n'ai pas besoin de développer. Mais aussi pour une raison politique: parce que l'idée que nous défendons, c'est de transformer la mauvaise passe de la crise en tremplin pour la suite et de nous positionner aussi pour l'après-crise. Ce n'est pas de se charger de boulets trop lourds à porter au moment du rebond!

Parce que nous devons aussi défendre l'euro. L'euro l'a démontré: l'euro, c'est la grande protection des Européens, quand on voit la situation à laquelle font face certains des pays qui n'ont pas encore ou qui ne sont pas encore dans l'euro.

On ne peut pas avoir un euro stable et un pacte instable. Nous devons défendre donc le pacte de stabilité et de croissance, non pas par dogmatisme, mais parce que c'est évidemment la garantie aussi d'un des grands succès de la construction européenne qu'est l'Union économique et monétaire avec la monnaie qui sera bientôt la monnaie de 16 de nos pays.

C'est pourquoi il faut en même temps et absolument accélérer les réformes structurelles de la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi. La crise justifie plus que jamais de tenir la ligne de cette stratégie et de faire de l'Europe une économie du XXI<sup>e</sup> siècle, branchée sur l'économie du savoir et sobre en carbone.

Les deux volets sont indissociables. Voilà comment les dossiers sur lesquels le Conseil européen se prononcera la semaine prochaine convergent. Et précisément je crois que c'est là le secret du succès du Conseil européen la semaine prochaine: comprendre que les deux dossiers peuvent contribuer au même objectif.

L'Europe doit investir dans la croissance intelligente et écologique. Investir dans les gens, dans les entreprises, dans l'économie verte, c'est-à-dire dans les compétences, l'efficacité énergétique, les infrastructures, l'innovation, les technologies propres. Voilà pourquoi le plan de relance prévoit par exemple un soutien de cinq milliards d'euros pour les voitures «vertes».

Donc nous ne disons pas aux États membres: Dépensez! Dépensez! Dépensez! Nous ne pensons pas qu'arroser les problèmes avec de l'argent soit la solution. Ce que nous disons, c'est: utiliser le besoin de stimuler la demande et de renforcer l'investissement public dans les investissements qui feront l'économie de l'avenir pour renforcer ce qui est la compétitivité de l'Europe dans l'économie du savoir. Faire d'une pierre deux coups, c'est finalement l'idée qui préside à notre plan.

L'Europe doit donc résolument continuer à mettre le cap sur une nouvelle politique européenne énergétique et climatique.

Nous avons besoin de ce facteur fondamental de compétitivité future.

Je sais que ce sera difficile. Mais notre ambition peut déclencher une véritable révolution industrielle. L'Agence internationale de l'Énergie estime les besoins mondiaux d'investissement dans le secteur de l'énergie à 400 milliards de dollars par an.

Nous sommes en bonne voie pour obtenir un accord global sur le paquet «climat et énergie» en décembre. Nous serions alors en position de force pour obtenir un autre accord international, ambitieux lui aussi, à Copenhague en 2009. Les négociations sont arrivées à leur phase décisive et finale, mais la plupart des États membres acceptent l'architecture de notre paquet législatif. Je crois que nous trouverons un point de compromis, qu'un accord est à portée de notre main et que nous arriverons à cet accord la semaine prochaine. J'en suis convaincu.

Je voudrais maintenant aborder l'autre axe capital du plan de relance européen: la réponse aux préoccupations sociales et la solidarité avec les citoyens. Le chômage va frapper l'Europe dans les mois à venir. Nous ne le nions pas. Votre pays d'ailleurs vient de connaître certaines nouvelles qui confirment malheureusement cette tendance. Nous devons absolument faire un effort important pour atténuer les conséquences de la crise pour les plus vulnérables.

Sur le plan national, le plan de relance propose aux gouvernements des pistes d'action comme celle d'accroître les transferts sociaux aux foyers modestes ou d'allonger temporairement la durée des allocations de chômage. Il y a aussi une panoplie de mesures fiscales possibles. Vous en serez les codécideurs.

Sur le plan politique européen, il faut que la stimulation budgétaire contribue à l'intégration sur le marché de l'emploi. Nous allons proposer toute une série de mesures pour faciliter l'accès des jeunes à l'emploi et encourager la formation et la reconversion.

En parallèle, le soutien budgétaire doit travailler à une croissance durable, créer les emplois de demain et irriguer toute l'économie. Il faut donc investir plus massivement dans l'innovation, la recherche et le développement, l'interconnectivité et l'économie verte, pour réduire les coûts administratifs des entreprises, mais aussi pour libérer le potentiel des entreprises, en particulier celui des PME.

Je crois que notre priorité dans ce paquet, c'est de prendre en même temps des mesures qui se justifient davantage en termes économiques, mais aussi en termes de justice et de solidarité sociale. Ce n'est pas contradictoire. Au contraire, je crois que l'une renforce l'autre.

Pour une partie des financements que nous proposons sur le plan européen, la Commission propose d'accélérer le déblocage de 6,3 milliards d'euros des fonds régionaux et du Fonds social européen 2009. Nous proposons aussi de permettre au Fonds européen d'ajustement à la mondialisation d'intervenir plus rapidement dans certains secteurs qui risquent d'être plus durement touchés par la crise et le chômage que d'autres.

Ces jours-ci vous entendrez peut-être comme moi ce refrain: les États-Unis vont lancer un plan bien plus ambitieux. L'Europe se contente de 200 «petits» milliards d'euros. On oublie peut-être un détail. Les États-Unis ne connaissent pas le principe de l'État providence. Devant l'ampleur de la crise actuelle, ils doivent donc prévoir une intervention sociale plus considérable.

Ils ne connaissent pas comme nous ce qu'on appelle normalement l'effet dans cette question des stabilisateurs automatiques, car l'Europe, elle, est une économie sociale de marché. Elle a déjà et depuis toujours des systèmes de sécurité sociale et des politiques sociales. Alors ne confondons pas les choses. Voyons ce que nous pouvons faire avec nos instruments et avec notre modèle européen.

Je crois, je crois franchement - et d'ailleurs la dernière crise n'a fait que le montrer - que le modèle européen est bien plus fort et bien plus capable de répondre à la situation actuelle que certains modèles de l'autre côté de l'Atlantique.

Mesdames, Messieurs les Députés, à la veille de décisions déterminantes pour notre avenir commun, je voudrais conclure en disant que les événements récents nous rappellent que notre meilleure chance de réussite, c'est l'union. Retenons la leçon! Plus nous serons solidaires dans la crise, plus nous le serons dans la sortie de crise.



Il nous faut donc plus d'Europe, pas moins d'Europe.

Et je crois franchement que cette crise va démontrer au-delà - au-delà - de la question économique, qui est en elle-même très importante, si les dirigeants européens sont à la mesure de la dimension de cette crise. S'ils comprennent qu'ils sont devant un véritable test, celui de voir que nous avons là aussi derrière cette crise une grande chance pour l'Europe et que l'Europe pourra sortir renforcée si nous avons une réponse cohérente, une réponse sans précédent à une crise sans précédent qui exige davantage de volonté politique, davantage d'esprit européen.

Merci pour votre attention!

#### (Applaudissements)

» **M. le Président.** - Monsieur le Président, je voudrais vous remercier pour votre discours très engagé, très déterminé. Et je voudrais vous dire que j'ai particulièrement apprécié lorsque vous avez réclamé «un effort considérable pour atténuer les conséquences de la crise pour les plus vulnérables». Vous avez raison, Monsieur le Président, et je crois que vous avez l'appui de toute la Chambre lorsque vous essayez de tracer des contours plus visibles d'une Europe sociale et d'une Europe plus solidaire.

Ceci dit, je vous propose de passer au deuxième volet de cette séance, c'est-à-dire les questions des députés auxquelles vous voulez bien répondre, Monsieur le Président. Nous allons commencer par Monsieur Michel Wolter, le Président du groupe du Parti chrétien-social. Monsieur Wolter, vous avez la parole.

### 3. Séance de questions et de réponses

#### 1. Question posée par le groupe parlementaire CSV

» **M. Michel Wolter (CSV).** - Monsieur le Président, vous venez de nous confirmer que tous les pays membres de l'Union européenne sont touchés d'une manière inquiétante par la crise financière internationale dont les retombées sur l'économie réelle européenne deviennent de plus en plus patentes, et avec elles les risques sur l'avenir de centaines de milliers de personnes à l'intérieur de cette Union européenne.

Vous avez en tant que Commission européenne piloté tout récemment la mise en place d'un paquet de relance conjoncturelle d'un volume de 200 milliards d'euros. Il fut très intéressant d'entendre de votre bouche quels sont les objectifs poursuivis par la mise à disposition de ce paquet et quels opérateurs économiques devraient en profiter prioritairement.

J'aimerais, au nom de mon groupe, vous poser une question en trois sous-parties.

1) Est-ce que vous croyez que la démarche actuelle sera suffisante pour contrer les effets les plus visibles de la crise sur l'économie de l'Union, et au-delà de l'aspect financier, surtout son industrie?

2) Existe-t-il un ou des scénarios d'accompagnement de la crise, au-delà de la mise à disposition à court terme de ce paquet très important d'argent?

3) Est-ce que la Commission est en train de concevoir un scénario par lequel l'exécutif européen contribuerait à rendre l'économie européenne durablement plus résistante contre des crises qui sont largement importées d'ailleurs?

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Monsieur Wolter. Monsieur le Président!

» **M. José Manuel Durão Barroso, Président de la Commission européenne.** - Merci, Monsieur le Député, pour les, en fait, trois questions.

Première question: Le paquet, sera-t-il suffisant?

Dans l'état actuel des choses, oui, mais je n'exclus pas des révisions en cours de route, l'année prochaine notamment. C'est pourquoi il faut assurer le suivi. Dans l'état actuel des choses, je pense que notre plan est à la fois ambitieux et réaliste.

Soyons clairs. Il serait facile pour la Commission de proposer beaucoup plus. Mais nous savons aussi que les conditions, la possibilité que ce serait approuvé serait presque zéro. En vérité, notre plan a déjà été bien accueilli, en termes généraux, mais

il y a encore des gouvernements qui disent que c'est trop.

Nous avons présenté un chiffre qui n'est pas mathématiquement précis, c'est un ordre de grandeur qui combine ce que les États membres peuvent faire par le biais de la stimulation budgétaire, avec ce que nous pouvons faire en termes européens avec le financement communautaire, soit le budget que la Commission a la responsabilité de gérer, soit la Banque européenne d'investissement.

D'ailleurs nous avons proposé une augmentation du capital, 60 milliards d'euros, pour la Banque européenne d'investissement, et hier ou avant-hier, les Ministres des Finances ont approuvé cette initiative. Et je m'en réjouis.

Bon, c'est un ordre de grandeur, 1,5% du produit intérieur brut communautaire; certains gouvernements parlaient de 1%. Il n'y a pas là une science exacte, soyons clairs.

Je crois que cette crise a démontré, je le dis à mes amis économistes, que l'économie est plutôt un art qu'une science. Mais nous avons quand même la conviction, d'après les différents scénarios macroéconomiques avec lesquels nous travaillons, que ce sera suffisant dans cette phase.

Mais la situation économique - ça, c'est la vérité - est très volatile. Elle change beaucoup.

Donc on ne peut pas exclure l'année prochaine une révision. Ce qui est important, c'est maintenant d'assurer - là, je crois que je réponds déjà à votre deuxième et troisième questions - un accompagnement.

Et nous avons des instruments. C'est le pacte de stabilité et de croissance. Nous allons demander d'ailleurs au sein de l'Eurogroupe et en général que les pays nous présentent des programmes révisés de convergence, en ayant précisément l'horizon du moyen terme, et nous avons la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi.

Demain je serai à Paris avec tous les coordinateurs nationaux, et en plus votre coordinateur national, et avec la présidence du Conseil, pour voir comment, dans le cas de la stratégie de Lisbonne, on peut accompagner l'implication, la mise en œuvre de ce plan de relance. Donc là, je crois effectivement que nous avons les instruments, que l'euro donne cette garantie et que nous avons des instruments pour garantir la mise en œuvre et, si besoin en est, pour revoir en cours de route certains des objectifs.

Pour l'industrie, je tiens à vous dire que c'est très important de garder l'industrie en Europe. Je tiens à rassurer certains qui parfois posent la question de l'industrie comme, disons, l'autre pôle par rapport à ce qu'on appelle l'agenda climatique.

Je trouve qu'il y a là effectivement une grande opportunité pour l'industrie européenne. La façon de défendre l'industrie n'est pas d'avoir recours à la vieille politique industrielle avec les subventions pour un secteur. Dans une vision protectionniste, disons isolationniste. Et là, nous avons véritablement un danger dans le monde à l'heure actuelle. Et on voit ici et là quelques-uns annoncer des plans de soutien pour le secteur industriel. Ça veut dire parfois, maintenir artificiellement des industries qui ne sont plus compétitives.

Non, la solution, c'est d'avoir des programmes ciblés pour la modernisation de notre industrie, notamment en prenant en considération aussi des objectifs à caractère environnemental. La modernisation, le «upgrading» de notre industrie.

Et c'est ce que nous proposons aux États membres de faire, en ayant des programmes horizontaux qui ne seraient pas des programmes nationaux ou alors des programmes nationaux qui seraient compatibles avec les programmes horizontaux, que ce soit pour l'efficacité énergétique, par exemple pour les voitures. L'industrie automobile est une industrie très importante en Europe, surtout sur le plan de l'emploi.

Donc on veut garder cette industrie en Europe. On ne veut pas qu'elle se déplace ailleurs, mais il faut en même temps l'appuyer par des mesures qui permettent cette transition. Donc nous voulons une industrie et nous pensons que l'agenda du changement climatique, ou contre le changement climatique, est un agenda aussi pour le développement de l'économie européenne par la création de nouveaux emplois.

» **M. le Président.** - Merci, Monsieur le Président. Monsieur Fayot, Président du groupe socialiste, a la parole.

#### 2. Question posée par le groupe parlementaire LSAP

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Merci, Monsieur le Président.

Je vous remercie de votre discours intéressant qui a été un discours de synthèse fort et courageux. Vous êtes Président de la Commission et il est naturel que vous ayez souligné le rôle de la Commission dans ces plans de lutte contre la crise financière et la crise économique. Nous sommes d'accord avec vous pour dire que la Commission est un organe important, surtout pour les États qui ne sont pas de grands États. Je ne parle pas de petits États, je parle d'États qui ne sont pas de grands États.

Donc nous voulons vraiment une Commission forte dans le jeu politique européen. Je voudrais dire que nous avons quand même - et là j'en viens à ma question de politique institutionnelle - introduit dans le Traité de Lisbonne un Président du Conseil européen permanent. Je me rappelle qu'à la Convention, c'était un débat très dur entre les grands États et les États qui ne sont pas grands.

Je rappelle que le Luxembourg, dans le cadre du Benelux, n'était pas pour un Président du Conseil européen; maintenant le Président du Conseil européen est dans le Traité de Lisbonne.

Peut-être que si le Traité de Lisbonne est ratifié dans tous les autres États membres, il y a de l'espoir que les Irlandais vont voter. On observe d'ailleurs dès à présent que la crise va peut-être les amener à voter une deuxième fois, et cette fois positivement.

Quant au Président du Conseil européen permanent, certains signes avant-coureurs nous montrent que ce Président du Conseil européen va certainement concurrencer la Commission. Nous avons vu le Président Sarkozy demander un Président permanent d'un Conseil européen économique pour lutter contre la crise économique.

Je ne sais pas ce qu'il fera après avoir terminé sa présidence. Toujours est-il que pour nous qui ne sommes pas à l'intérieur de la Commission - vous le voyez peut-être autrement -, dans le jeu politique entre les institutions, toujours est-il qu'on a l'impression, vu du dehors, que la Commission est concurrencée dans sa fonction stratégique, comme vous l'avez appelée, par les États membres, surtout par les grands États membres, à une époque de crise économique et financière où les intérêts nationaux reprennent de l'importance par rapport à la stratégie européenne commune.

Alors ma question, Monsieur le Président: Est-ce que vous sentez, je ne dirais pas ces dérives, mais ces tendances? Est-ce que vous pensez qu'il y a un problème, peut-être pas maintenant, mais à terme entre la Commission et des formations de grands États qui voudront reprendre du pouvoir dans l'Union européenne?

» **M. le Président.** - Monsieur le Président, s'il vous plaît!

» **M. José Manuel Durão Barroso, Président de la Commission européenne.** - Merci, Monsieur le Député, pour votre question fort intéressante. C'est un sujet qui me passionne, je pourrais vous faire toute une conférence là-dessus, mais c'est une menace que je ne vais pas mettre en œuvre. Deux questions peut-être plus générales dans votre question: d'une part, la question «grands pays et pays pas si grands», d'autre part, la question Président du Conseil vis-à-vis Commission.

Tout d'abord je tiens à vous dire que je partage entièrement cette préoccupation que vous avez ici au Luxembourg par rapport au principe d'égalité entre les États. Les États membres ont tous la même dignité. Si vous me permettez de parler personnellement, j'étais dans cette conspiration avec Jean-Claude Juncker, on nous a appelés parfois les sept nains. Moi, j'étais un des Premiers Ministres qui étaient opposés, opposés au début des négociations, à la création du Président du Conseil. J'étais un de ceux qui étaient contre cela.

Pourquoi? Parce que j'ai vu parfaitement que derrière la proposition, pour certains ce serait une façon de réduire le rôle communautaire et de faire une sorte de directoire des grands pays. Donc, je vais même plus loin.

Et moi, je n'aime pas les directoires. Je n'aime pas les directoires! C'est pourquoi nous avons été contre cette proposition. C'est pourquoi après, on a négocié énormément pour qu'on puisse trouver quelque chose de plus équilibré. Notamment avec l'introduction dans le Traité constitutionnel - comme il s'appelait à l'époque - de la figure

du Ministre des Affaires étrangères, c'est comme ça qu'il s'appelait, comme vice-président de la Commission. C'était une des conditions pour l'accord final.

Pour vous dire tout d'abord que nous n'en voulons pas, et en tout cas moi-même, qui viens d'un pays qui est un grand pays pour son histoire et pour son peuple, mais qui n'est pas un grand pays démographiquement ou géographiquement, je n'aime pas l'idée d'un directoire.

Ceci dit, nous devons comprendre une chose évidente: notre intérêt et l'intérêt de tous les États membres, y inclus ceux qui n'ont pas la plus grande dimension, c'est que l'Union marche. Et effectivement avoir un Président du Conseil qui change tous les six mois, ce n'est pas raisonnable. C'est absurde!

Le Président Poutine a rencontré 16 différents Présidents du Conseil! Moi, j'ai rencontré le Président Poutine, je crois avec Jean-Claude Juncker, mais aussi avec Merkel, avec Schüssel, avec Blair, avec Janša. Bon, je crois que quand j'y étais avec Janša, Medvedev était déjà le Président. C'est une confusion.

En tout cas, ce n'est pas normal, une institution qui change chaque six mois de président. Donc il nous faut, je crois, une présidence stable du Conseil européen, et c'est vrai que cette crise a mis plus en relief le besoin de cette cohérence.

Donc, je crois que - quand on me demande, vous êtes préoccupé parce que la présidence va être plus visible, il y aura une concurrence - tout d'abord nous ne devons pas être jaloux. Ce qui m'intéresse, c'est le succès de l'Europe. Et l'Europe a besoin d'une Commission forte qui est gardienne des traités, qui est indépendante des États membres, mais en même temps elle a besoin d'une présidence du Conseil forte qui assure la cohérence de la volonté, de la stabilité du Conseil européen, qui est aussi une institution importante.

Bien sûr, le Président du Conseil devra être quelqu'un qui est vraiment engagé pour l'Europe. Qui ne vient pas avec une vision souverainiste - dans le sens négatif du terme - contre l'Europe. Qui accepte la méthode communautaire. Et si c'est quelqu'un d'intelligent, il va comprendre tout de suite que c'est impossible de faire avancer l'agenda européen s'il n'y a pas un tandem entre Conseil et Commission. C'est impossible!

Maintenant j'ai l'expérience de quatre ans où chaque jour j'ai travaillé directement avec différentes présidences. La Commission ne peut pas avoir de succès si après les États membres n'appuient pas nos propositions. C'est évident. Ça ne sert à rien de faire des propositions qui sont apparemment très géniales et qui après n'ont aucune chance d'être traduites dans la pratique. Donc il nous faut après l'appui des États membres et du Parlement européen. Mais le Conseil européen ne peut pas non plus avoir de succès s'il n'y a pas la coopération et la force d'initiative, la garantie que donne la Commission pour tout ce qui est l'acquis communautaire par exemple.

Donc c'est vraiment un tandem. Et dans cette relation, on ne doit pas oublier bien sûr le Parlement européen.

Je crois sincèrement que c'est une bonne innovation du Traité de Lisbonne. D'ailleurs déjà dans le Traité constitutionnel apparaissait l'idée d'une présidence stable.

Je crois que là nous ne devrions pas être jaloux. Je dis parfois, à la Commission nous préférons être le pilote plutôt que l'amiral. Le pilote, c'est celui qui montre le chemin. Nous sommes une puissance civile, la Commission n'a pas d'armées, et quand on est aux commandes, on ne peut pas gesticuler. La Commission doit faire un travail plutôt discret.

Je vous dis avec fierté que nous l'avons fait pendant toute cette crise, en excellente coopération, main dans la main, avec le Président du Conseil, Monsieur Sarkozy, avec la Présidence française, avec la Présidence de l'Eurogroupe. Et je ne le dis ici pas simplement parce que je suis proche de Jean-Claude Juncker, mon ami, mais parce que c'est vrai. Il a fait un travail remarquable, qui est extrêmement difficile.



Parce que pour répondre de façon tout à fait honnête à votre question: c'est vrai qu'il y a des pressions nationales. C'est vrai qu'il y a des égoïsmes nationaux. Pas seulement dans les grands pays, je dois vous dire d'ailleurs. C'est vrai qu'il y a ces pressions. Et c'est pourquoi nous devons renforcer les institutions européennes pour donner plus de cohérence. Et le Conseil européen, c'est aussi une institution européenne. Et si nous avons, comme je l'espère, le Traité de Lisbonne, je crois au fond qu'il y aura une certaine sagesse, les chefs d'État et de gouvernement choisiront quelqu'un qui aura un engagement européen, et que la Commission et le Président de la Commission sauront travailler main dans la main avec le Président du Conseil pour faire avancer notre idée de l'Europe.

» **M. le Président.** - Merci, Monsieur le Président. Le tour est maintenant à Madame Colette Flesch, représentant le groupe libéral.

### 3. Question posée par le groupe parlementaire DP

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Merci, Monsieur le Président. Monsieur le Président de la Commission, merci de votre message qui est véritablement un message d'espoir.

Il est vrai que dans le passé la Communauté européenne, l'Union européenne a connu beaucoup de crises et que très souvent elle a su sortir de la crise renforcée. Il n'en reste pas moins que la crise à laquelle nous sommes confrontés actuellement et seront confrontés à l'avenir est d'une ampleur qui dépasse sans doute ce que nous avons connu dans le passé.

C'est certainement actuellement pour le parlement d'un pays comme le nôtre, qui est une économie de petit espace, ouverte plus que n'importe quel autre pays sur le monde, le souci primordial.

Nous devons donc songer à ce qui nous attend et je crains que cette crise ne nous accompagne pendant un certain temps. Nous devons non seulement penser au court terme, mais au long terme - au moyen terme certainement, et de là au plus long terme.

Compte tenu de ce que vous nous avez déjà dit, Monsieur le Président, les éléments que vous nous avez fournis sur les propositions et les idées de la Commission m'amènent d'une certaine façon à reformuler quelque peu la question que nous avons l'intention de vous poser, sans nous en écarter. Et je voudrais me concentrer sur le moyen terme.

Pouvez-vous, Monsieur le Président, préciser ce que dans le domaine économique et social la Commission croit pouvoir être le remède sur le moyen terme en matière de lutte contre le chômage? Et ce que devrait être de l'avis de la Commission la nature des mesures fiscales à appliquer par les États membres?

Merci, Monsieur le Président.

» **M. José Manuel Durão Barroso, Président de la Commission européenne.** - Madame le Député Colette Flesch, notre document présente de façon plus méthodique que je ne pourrai le faire maintenant dans une réponse orale l'ensemble des mesures.

Mais je vous remercie pour la question, parce que ça va me permettre d'éclaircir quelques aspects qui n'ont d'ailleurs pas toujours été présentés publiquement de la façon la plus adéquate à mon avis.

Tout d'abord en matière fiscale, les États membres ont des positions de départ très différentes. Nous ne pouvons pas avoir une solution homogène pour tous les pays. C'est évident. Car le point de départ est très différent. Il y a des pays avec de grands déficits, il y a des pays qui ont une bonne situation d'un point de vue budgétaire.

Ceci dit, il y a encore d'autres différences. Il y a ce que les économistes appellent la propension à la consommation qui est différente. Il y a des études empiriques qui montrent que le Royaume-Uni est différent de l'Allemagne. Si vous faites une réduction des impôts en Allemagne et au Royaume-

Uni, les résultats en termes de «pattern» de consommation ne seront pas les mêmes probablement. C'est en tout cas ce que les études économiques montrent.

Donc, nous avons rejeté l'idée qui a été présentée par certains économistes d'une réduction homogène et générale de la TVA en Europe. Nous l'avons rejetée. Nous l'avons conservée dans notre document comme possibilité pour les pays qui pourraient le faire. Jusqu'à présent je crois qu'il y a eu un pays qui l'a fait simplement, c'est le Royaume-Uni précisément. Mais nous maintenons la proposition d'avoir la réduction de la TVA pour les produits verts en général, donc une discrimination positive pour certains produits plus écologiques, et pour les activités intensives en main-d'œuvre, intensives en travail, n'est-ce pas?

Nous continuons à maintenir cette proposition. Malheureusement je crois qu'elle continue à rencontrer certaines oppositions.

Après, nous présentons quelques mesures en terme de réduction des charges sociales pour les entreprises, notamment pour les revenus les plus bas. Nous pensons que c'est possible de créer plus de travail en Europe s'il y a moins de fiscalité dans certaines catégories.

D'ailleurs là, c'est un des domaines où nous pensons que les États-Unis peuvent être une inspiration. Pas dans tous les domaines! Dans d'autres domaines, ils ne sont pas du tout une inspiration; je crois qu'on devrait faire exactement le contraire, d'ailleurs, de ce qu'ils ont fait! Mais dans ce domaine-là, nous pensons que c'est important. Si on réduisait la fiscalité sur les revenus les plus bas et les charges sociales des entreprises, il y aurait la possibilité de créer beaucoup d'emplois dans beaucoup de secteurs de l'activité où actuellement en Europe il n'y a pas assez de gens à occuper.

À court terme, nous avons proposé plusieurs mesures, notamment du Fonds social européen; le „front load“ de ce fonds est de mesure. Et nous avons proposé quelques mesures aux États membres à moyen terme; parce que c'était votre question. Nous pensons qu'à moyen terme la réponse, ce sont évidemment les réformes structurelles, les réformes pour la compétitivité en Europe. N'ayons pas de doute là-dessus. C'est ça la solution.

On ne peut pas maintenir artificiellement des entreprises qui ne sont plus compétitives. On ne peut pas! On peut d'un point de vue par exemple concret immédiat anticiper - ce que nous avons proposé aussi - les paiements des Fonds structurels, des Fonds de cohésion, concentrer davantage en 2009 ou en 2010 des dépenses qui normalement ne pourraient se faire qu'en 2010, 2011 ou 2013.

Mais maintenir la stratégie de Lisbonne, maintenir le cap, l'innovation, l'économie plus flexible qui s'adapte plus vite aux conditions de la concurrence, c'est ça qui peut garantir l'emploi en Europe, et en même temps en investissant particulièrement dans certains secteurs porteurs d'avenir, comme les industries plus amies de l'environnement, l'efficacité énergétique.

Nous avons présenté un plan pour l'Internet à haut débit, des plans d'infrastructure avec des partenariats publics privés en Europe, soit pour le transport et pour l'énergie. Ce sont des secteurs qui peuvent créer de l'emploi, où nous proposons d'ailleurs une chose simple, laquelle n'a malheureusement pas encore reçu l'appui des États membres - je dois le dire -, qui est d'utiliser les fonds que nous avons dans le budget et qui ne sont pas encore utilisés. N'est-ce pas mieux d'utiliser l'argent non dépensé - cette année ce sont environ cinq milliards d'euros -, au lieu que ça retourne dans les coffres des États membres, pour qu'on puisse avoir des programmes européens pour ces grands projets d'interconnexion en termes européens?

Donc, là c'est le court terme, mais c'est un court terme qui est compatible dans notre point de vue avec le moyen terme pour créer plus d'emplois.

» **M. le Président.** - Merci, Monsieur le Président.

Monsieur François Bausch a la parole pour le groupe des Verts.

### 4. Question posée par le groupe parlementaire Déi Gréng

» **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président de la Commission, vous avez évidemment beaucoup parlé dans votre discours de la crise actuelle dans laquelle on se trouve. Et je crois que

vous pourriez être d'accord avec moi de faire le constat et de tirer la leçon que la fameuse main invisible du marché ne fonctionne pas ou n'a pas fonctionné ou certainement ne fonctionnera jamais.

Je crois aussi qu'il faut tirer la conclusion évidente de cette crise que, d'un côté, trop de régulation tue le marché, mais pas de régulation ou pas assez de régulation tue le marché aussi.

Moi-même, j'étais perplexe et étonné de voir combien de personnes, de gens du monde politique, qui jusqu'à présent ont cru bon de dire qu'il faudrait réduire en fait l'influence de l'État et des services publics au minimum et laisser faire le marché, font maintenant appel à l'État, aux instances publiques, pour qu'on procure des programmes gigantesques d'aide à l'économie!

Si je fais cette analyse, c'est justement parce que je sais que jusqu'à présent la Commission européenne a aussi défendu la libéralisation des marchés européens et cela, mon Dieu, dans de nombreux domaines: électricité, gaz, télécommunications, services postaux, transports aérien et ferroviaire, agriculture, finances et commerce en général. C'est-à-dire que les services publics dans tous ces domaines ont été beaucoup réduits.

Je crois qu'à la lumière de la crise dans laquelle on se trouve actuellement, de tout ce qu'on analyse sur l'échec en fait du marché et l'échec en fait de cette main invisible du marché, il faudrait revoir cette stratégie.

Je vous demande alors: Est-ce que vous partagez cette analyse de l'importance primordiale du pouvoir public et de la politique en général? Et dans l'affirmative, est-ce que vous estimez que la Commission européenne doit changer son approche politique en matière de libéralisation?

» **M. José Manuel Durão Barroso, Président de la Commission européenne.** - Merci, Monsieur le Député. Merci pour votre question parce qu'elle va me permettre de corriger certaines caricatures, que - je le sais - parfois on fait de la Commission et de moi-même.

En tant que quelqu'un qui a été élu pour la première fois dans son parlement national à 29 ans, qui a été leader de l'opposition, Premier Ministre et maintenant Président de la Commission, je crois bien sûr au pouvoir de la politique et à la démocratie. Je crois que dans mon hiérarchie des valeurs la démocratie vient bien au-dessus du marché. Ce n'est pas le contraire. Et vous ne trouverez jamais de déclarations de ma part disant qu'il faut réduire l'État ou qu'il faut réduire les services publics. Jamais je ne l'ai dit.

Je dis ça parce que je sais très bien que dans certains milieux on a fait la caricature du néolibéralisme de la Commission ou de moi-même. C'est faux. Je viens du Portugal, un pays où beaucoup de gens qui n'avaient pas le minimum pour vivre ont dû aller à l'étranger, notamment ici, où ils ont été très bien accueillis parce qu'ils étaient des gens extrêmement pauvres.

Donc, s'il y a quelqu'un qui connaît le besoin de la justice sociale, des politiques actives sociales, c'est précisément quelqu'un qui était Premier Ministre d'un pays comme le mien, quelqu'un qui a toujours appuyé plus de solidarité au niveau européen, plus de fonds pour la cohésion économique et sociale, plus de fonds structurels, qui a créé le Fonds d'ajustement à la mondialisation, donc quelqu'un qui a une conviction sociale profonde!

Merci donc pour votre question. J'aimerais l'utiliser ici, dans la maison mère de la démocratie au Luxembourg, pour vous dire cela les yeux dans les yeux.

J'ai une conviction sociale profonde. Je crois que c'est impossible pour quelqu'un qui a connu ce que j'ai connu dans mon pays de ne pas l'avoir. Peut-être vous ne le savez pas. Et la directive pour les tacheurs, les travailleurs en Europe, a été créée suite à l'expérience de mes compatriotes aux Pays-Bas, qui n'avaient pas le minimum de conditions sociales. Et c'est là qu'au niveau européen on a avancé avec une directive qui protège les travailleurs qui sont dans d'autres pays. Donc, ça pour vous dire avec mon cœur ce que je ressens sur cette question.

Maintenant sur la Commission et la libéralisation générale. La Commission n'a pas de préjugés, en terme de propriété, si c'est le secteur public ou le secteur privé. La Commission a une conviction profonde bien au-delà de ce Président: C'est la défense du marché intérieur en Europe.

Nous avons un marché de presque 500 millions de personnes, qui est notre atout. Nous ne pouvons pas avoir du protectionnisme à l'intérieur de l'Europe. Et donc nous défendons la libéralisation, oui, mais la libéralisation ne veut pas dire la privatisation. Ça veut dire des règles communes qu'on doit respecter dans les différents secteurs et qui permettent à la concurrence de se faire de façon équitable, qui permettent par exemple à une entreprise luxembourgeoise ne pas être dans une position de désavantage par rapport à une entreprise française ou allemande ou britannique. C'est ça ce que nous défendons.

Donc, cette crise - vous l'avez dit à juste titre - a montré les limites du marché. C'était la démonstration que le marché n'est pas suffisant. Mais c'était aussi la démonstration que l'État n'a pas toujours agi de la meilleure façon. Il y a eu des erreurs graves de manque de réglementation et des erreurs graves aussi de supervision. C'était aussi dans une certaine mesure la faille de certains modèles d'État.

Nous devons donc comprendre les leçons. Nous devons faire une révision de ce qui s'est mal passé, pas en mettant en cause le marché ou l'ouverture, mais au contraire, en étendant au niveau si possible global des règles et des principes. Et là maintenant - je tiens à dire cela, parce que parfois dans ces crises, on sait bien que le pendule va d'un extrême à l'autre -, on pourrait avoir l'idée, comme cette crise est née d'un problème de l'intégration des marchés, qu'on devrait supprimer l'intégration des marchés, qu'on devrait mettre en cause l'ouverture. Je trouve que ce serait là une grande erreur.

Ce que nous devons faire, ce n'est pas du tout nous fermer à nouveau, nous replier sur nous-mêmes, l'Europe vis-à-vis du reste du monde, ou chacun de nos pays vis-à-vis des autres pays en Europe.

Au contraire, ce que nous devons faire, c'est appliquer la bonne doctrine européenne, l'économie sociale de marché, et en maintenant les marchés aussi ouverts que possible et aussi compétitifs que possible, étendre les règles et les principes communs en Europe, en défendant par exemple les règles de concurrence, en défendant les régimes des aides d'État, en défendant le pacte de stabilité et de croissance et, si possible, en ayant ces règles - au moins quelques-unes de ces règles - à l'échelle plus globale.

Et je crois que c'est possible. Je crois que les Américains sont en train - même encore l'administration qui part - d'apprendre qu'effectivement la main invisible, ça peut donner certains résultats comme ceux que nous avons vus. Je crois que nous Européens, nous sommes dans une situation extraordinaire, pas pour imposer, mais pour proposer des règles au niveau mondial pour avoir une économie qui reste ouverte, mais avec les principes de cohésion et de solidarité qui sont les principes européens.

» **M. le Président.** - Merci, Monsieur le Président.

Le tour est maintenant à Monsieur Gibéryen qui représente le parti démocratique réformateur.

### 5. Question posée par la sensibilité politique ADR

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Monsieur le Président, de nombreux citoyens européens sont gagnés par l'euro-scepticisme. Ils l'ont notamment exprimé à travers les référendums aux Pays-Bas, en France et plus récemment en Irlande. Même au Luxembourg, pays fondateur de la Communauté européenne, plus de 43% des votants - et une majorité de jeunes - se sont opposés au Traité constitutionnel.

Un grand nombre de citoyens européens ont le sentiment que l'Union européenne s'est construite essentiellement en faveur des multinationales, libres de délocaliser dans les pays pratiquant le moins-disant social. Ils constatent par ailleurs que les Institutions européennes sont très peu actives pour défendre, préserver voire améliorer les acquis sociaux des Européens. Ce constat est valable à l'intérieur de l'Union européenne, mais également dans le cadre de la mondialisation qui tend à tirer les standards sociaux vers le bas.

Permettez-moi, Monsieur le Président, de me faire le porte-parole de ces citoyens et de vous poser les questions suivantes:

1) Est-ce que la Commission européenne va s'engager davantage dans la construction d'une Europe sociale, notamment par l'établissement de standards sociaux minima - par exemple un salaire social minimal - définis en fonction des seuils éco-



nomiques actuels des différents États membres?

2) Si oui, ces standards sociaux seront-ils appelés vers une convergence vers le haut à moyen terme?

3) De tels standards sociaux européens, mais également des standards écologiques, pourront-ils être intégrés comme élément de discussion dans les négociations à l'échelle mondiale telles que celles portant sur le commerce international?

Merci.

» **M. José Manuel Durão Barroso, Président de la Commission européenne.** - Merci, Monsieur le Député.

Tout d'abord vos observations concernant le scepticisme à l'égard de l'Europe: je partage vos préoccupations. Pour vous dire que ce n'est pas simplement sur l'Europe, malheureusement peut-être, mais je crois que c'est un phénomène plus profond que nous constatons maintenant. Nous étudions cela de façon très rigoureuse.

La vérité, c'est que, en général, dans les démocraties, il y a aujourd'hui un scepticisme à l'égard du politique. Pas simplement à l'égard de l'Europe. Nous faisons depuis beaucoup d'années des enquêtes dans tous les pays européens, et aussi dans d'autres pays qui sont proches de nous, avec la même batterie de questions. Et nous voyons qu'il y a effectivement une tendance à un plus grand scepticisme à l'égard de la politique et qu'il y a - dans les sondages - une plus grande distance entre nous, le peuple, le petit peuple, et eux, les politiciens, que ce soit au niveau européen ou au niveau national.

Et d'ailleurs dans les réponses, c'est très curieux de voir qu'il y a, en général en Europe, plus de confiance dans les Institutions européennes que dans les partis politiques nationaux, et très souvent même dans les gouvernements ou parlements nationaux. Ça, c'est la vérité. Si on voit la question d'une façon rigoureuse.

C'est un problème auquel nous tous, responsables politiques, que ce soit au niveau régional, local, national ou international, devons faire face. Parce que nous avons été élus - moi-même j'ai été élu au moins pour le Parlement européen, avant j'ai été élu dans une élection nationale, mais vous avez tous été élus pour un mandat -, et je crois qu'on doit s'inquiéter de cette distance qu'on constate entre électeur et élu et de l'existence de ce malaise.

Donc, je partage entièrement votre préoccupation. Mais alors là, je vous demande votre soutien et votre aide. Car, effectivement, ne demandez pas à l'Europe ce que l'Europe ne peut pas donner!

Les États membres, et parmi eux les plus importants, nous disent toujours, à nous, Commission européenne: N'entrez pas dans notre domaine! La politique sociale, c'est nous. C'est du niveau de l'État. Le système national de santé, le système national d'éducation, le système de sécurité sociale sont des systèmes nationaux. Vous ne pouvez pas imaginer quelles difficultés j'ai eues pour convaincre les gouvernements européens à accepter une proposition relativement modeste comme celle d'un Fonds d'ajustement à la mondialisation, 500 millions d'euros par an, pour aider les travailleurs qui pourraient être mis comme excédentaires à cause de certains impacts négatifs de la mondialisation.

Parce que certains gouvernements m'ont dit: Écoutez, ça, c'est notre affaire. Vous Commission, c'est la concurrence, vous Commission, c'est le marché intérieur, c'est encore quelques autres choses, mais la politique sociale, pour l'essentiel, c'est le domaine national.

Et vous savez très bien que maintenant, je parle ici sous le contrôle de Jean-Claude Juncker, qui est lui-même - si je crois bien le savoir - un défenseur du salaire minimum européen, la possibilité d'avoir cette proposition aujourd'hui en Europe, c'est zéro. Zéro!

Il y a plusieurs gouvernements qui diraient immédiatement: «Pas de chance! Pas d'harmonisation!» - Comme par exemple certains gouvernements: «Harmonisation fiscale: possibilité - c'est zéro. Pas d'harmonisation fiscale!»

C'est la vérité.

Je vous mets devant la réalité. Donc, ne demandez pas à la Commission ce que la Commission ne peut pas vous donner.

La Commission et moi-même, si vous nous demandez: «Vous êtes pour qu'on harmonise vers le haut ou vers le bas?», nous répondons bien sûr que nous sommes pour l'harmonisation vers le haut. Personne n'est pour l'harmonisation vers le bas. Mais en même temps, je dois défendre un principe qui est très important en Europe, c'est le principe de la libre circulation des travailleurs. Ça oui.

Je pense que le débat qu'il y a eu en France sur le plombier polonais a fait très mal à l'Europe. Très mal à l'Europe. L'idée que quelqu'un d'un pays plus pauvre ne peut pas venir dans un pays plus riche, quand nous sommes dans un espace intégré, je crois que c'est très négatif pour l'Europe, cette idée. Je vous le dis très franchement.

Si nous sommes une communauté où il y a la liberté de circulation des capitaux, il faut accepter la liberté de circulation des travailleurs. Ça, je vous le dis aussi avec la même franchise.

Donc, bien sûr, nous sommes pour l'harmonisation. Pour l'harmonisation vers le haut de tout ce qu'on peut faire ensemble en Europe, mais il faut avoir le consensus au niveau européen. Et c'est un domaine des plus difficiles.

Je peux vous dire que parfois, des forces politiques, qu'on ne pensait pas qu'elles le feraient, s'opposent à des choses très simples. Je peux vous dire que récemment, j'ai proposé au Conseil européen l'augmentation de l'aide alimentaire en Europe. Il y a des pauvres en Europe. Il y a des gens en Europe qui ne mangent pas à leur faim. J'ai demandé, parce qu'il y a des crédits, qu'on puisse augmenter ces crédits, au niveau du Conseil européen.

Et bien, un gouvernement, et ce n'était pas une force politique de droite libérale, exactement le contraire, a dit non, non, non. Subsidiarité. La politique sociale, c'est nous qui la faisons. Ce n'est pas la Commission ni l'Union européenne.

Ça, c'est la vérité. Et c'est très important de voir ça. Et est-ce qu'on accepte ou pas qu'au niveau européen il y ait aussi un effet de redistribution au-delà des fonds structurels et de la politique de cohésion?

Moi, je ne serai jamais contre cela. Je peux vous le dire. Mais je vous dis aussi avec la même franchise: difficilement on va l'obtenir, au moins dans l'avenir prévisible. Mais je crois en tout cas qu'on peut continuer à travailler pour certaines, disons, garanties.

D'ailleurs, dans le Traité de Lisbonne, la charte européenne des droits fondamentaux, nous avons des avancées qui vont dans ce que je considère être la bonne direction. C'est-à-dire l'économie sociale de marché et le respect, notamment les garanties pour les droits des travailleurs, et d'autres aspects qui sont importants. Mais voilà le tableau réaliste, la situation en Europe et pourquoi, parfois, les Institutions européennes ont une réputation qu'elles ne méritent pas.

» **M. le Président.** - Merci, Monsieur le Président.

La dernière question est posée par le député indépendant, Monsieur Aly Jaerling.

**6. Question posée par un député indépendant**

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Merci, Monsieur le Président, de ma part. Je crois que vous avez bien fait de venir, parce qu'avec votre discours engagé et vos réponses explicites vous venez de me persuader de certaines dispositions nécessaires pour le bon fonctionnement de l'Europe, ce que mes collègues ici n'ont jamais réussi à faire.

**(Hilarité)**

Pour ma part, il n'y a pas seulement la crise économique, la crise financière et les problèmes institutionnels de l'Europe, mais je pense qu'il ne faut pas non plus perdre de vue les crises humanitaires dans le monde. Je crois que vous en êtes conscient.

Dans ce contexte, je voudrais attirer votre attention plus particulièrement sur l'Afrique, une Afrique dont les problèmes seront bientôt les nôtres, s'ils ne le sont pas déjà, surtout dans l'Est de la République démocratique du Congo, dans la région du Kivu et du Goma, où une crise humanitaire est en train de prendre une envergure intolérable et devant laquelle on ne peut plus fermer les yeux.

Il ne s'agit plus, depuis un bon bout de temps déjà, d'un conflit ethnique entre Hutu

et Tutsi, mais les conflits sont plutôt provoqués par des mercenaires à la solde de puissances économiques étrangères, voulant juste s'approprier les richesses du pays. Il s'agit là de faits que j'ai eu la chance ou le malheur de pouvoir constater de mes propres yeux. J'aimerais savoir de quelle façon l'Union européenne pourrait intervenir sur le plan diplomatique pour calmer cette situation, puisque certains pays de l'Europe refusent une intervention autre que diplomatique et ont du mal à s'en mêler.

La deuxième question concerne également l'Afrique centrale. D'un côté, il existe, d'après mes informations, des permis pour le déboisement de plus de 20 millions d'hectares de bois tropique, qui ont été établis au profit d'entreprises européennes pour la région des Grands Lacs en Afrique centrale par le gouvernement du Congo. D'un autre côté, la Banque mondiale accorde d'importantes subventions au gouvernement de la République démocratique du Congo, justement pour la sauvegarde de ce patrimoine écologique. Il y a donc une contradiction et il faut intervenir. Je voudrais dès lors savoir ce que l'Union européenne peut faire pour éviter ce déboisement qui risque de provoquer, à côté de la crise humanitaire, aussi une crise écologique, ce qui serait également intolérable, non seulement pour l'Afrique mais pour le reste du monde.

Je vous remercie.

» **M. José Manuel Durão Barroso, Président de la Commission européenne.** - Merci, Monsieur le Député, pour votre question et votre engagement pour le développement.

D'ailleurs, je tiens à féliciter le Luxembourg. Vous êtes un des pays qui, en termes relatifs, dépensent le plus pour l'aide au développement, et je tiens à exprimer ma reconnaissance pour cela ici au parlement luxembourgeois. Récemment j'ai fait une proposition qui a, encore une fois, rencontré pas mal de résistance, mais finalement nous l'avons fait approuver. Il s'agissait d'un milliard d'euros destiné à l'aide au développement de l'agriculture dans les pays en voie de développement, notamment en Afrique.

Notre idée était très simple. Il s'agissait d'argent qui n'avait pas été dépensé pour la politique agricole commune, parce que les prix sont montés et qu'il y avait ainsi des excédents. Enfin, on n'a pas dépensé cet argent et on a voulu, en termes de solidarité, employer cet argent pour aider les pays en voie de développement à se nourrir eux-mêmes et à développer la production de denrées alimentaires destinées à la vente, parce que l'Afrique peut nous aider à résoudre les problèmes de sécurité alimentaire.

Le Conseil, certains gouvernements, n'ont pas accepté la proposition parce qu'ils désapprouvent l'idée que l'argent qui n'est pas dépensé peut être dépensé pour d'autres objectifs. Finalement cela a été approuvé, il y a deux semaines, et je m'en félicite. Voilà encore une mesure qui montre que l'idée de solidarité n'est pas simplement quelque chose qu'on doit faire entre nous, mais qu'il faut surtout l'appliquer en faveur des plus pauvres de la planète, pour les plus pauvres parmi les pauvres.

En ce qui concerne la question concrète du Congo, c'est une question très délicate, et je dois me servir de mes notes pour être complètement précis. Nous suivons de près et avec préoccupation la situation humanitaire, notamment dans le Kivu, et les évolutions qui ont suivi la reprise des opérations militaires depuis fin août. La Commission européenne compte déjà parmi des donateurs les plus importants en matière d'aide humanitaire en RDC, avec un budget qui, pendant les dernières années, se situait autour de 50 millions d'euros par an. Une contribution globale additionnelle de 45,6 millions d'euros pour le Kivu a pu être dégagée, dont 6.600.000 euros en provenance du budget de la Commission, ce qui permettra de couvrir à l'heure actuelle les besoins primaires. Nous adapterons bien sûr notre réponse aux besoins qui seront constatés sur place.

En ce qui concerne les moyens d'intervention, nous pensons que l'option militaire n'est pas une solution viable et que poursuivre dans cette voie ne ferait qu'entraîner de souffrances additionnelles pour la population. Nous estimons que seule une solution politique globale, sur base du dialogue, peut mettre fin à la crise. Cette opinion est

partagée par le Secrétaire général des Nations Unies dans son dernier rapport au Conseil de Sécurité. D'ailleurs, je viens d'en parler avec le Secrétaire général des Nations Unies, le weekend passé à Doha. Lors de la conférence des Nations Unies pour le financement du développement, on en a parlé, et le Secrétaire général a eu des mots de remerciements pour l'action de l'Union européenne dans ce domaine.

Vous savez que le conflit s'explique en grande partie par la présence de forces rebelles étrangères sur le sol congolais, par la frustration des communautés locales et bien entendu par l'exploitation illégale des ressources naturelles, ce qui soutient l'économie de guerre et dont tous les acteurs du conflit bénéficient. Dans ce contexte, l'Union participe activement dans toutes les initiatives internationales qui visent à ramener la paix dans la région.

Nous faisons partie de la facilitation internationale, qui a contribué à la mise en place de mécanismes de dialogue. Nous appuyons une plus grande implication de la diplomatie africaine, ce qui a eu comme conséquence la réalisation d'un sommet régional des pays des Grands Lacs pour discuter la crise, le 7 novembre à Nairobi, ainsi que la nomination de deux facilitateurs médiateurs et la mise en place de mécanismes de monitoring impliquant les chefs d'États régionaux eux-mêmes. Nous avons aussi souligné le rôle stabilisateur de la MONUC, pour cette raison nous nous réjouissons de l'adoption de la résolution du Conseil de Sécurité qui va octroyer des ressources supplémentaires à la mission.

En termes généraux, en ce qui concerne maintenant la question de la gestion durable des écosystèmes, problème auquel vous avez fait référence à la dernière partie de votre question, nous sommes parmi les principaux acteurs en matière de gestion durable et de préservation des écosystèmes en Afrique centrale. Nous déployons, en tant que Commission, une coopération de longue durée en Afrique centrale, sur base d'une approche régionale, qui s'appuie sur deux piliers complémentaires: soutien à l'émergence, consultation de la gouvernance en matière de gestion durable des ressources forestières et des écosystèmes. Nous allouons à l'Afrique centrale, y inclus la RDC, quelque 25 millions d'euros, seulement pour cet objectif, et nous avons aussi des programmes d'appui à la conservation des écosystèmes au niveau régional, y inclus la RDC. Nous allouons actuellement 50 millions d'euros dans le cadre de nos programmes, ce qui permet la protection d'environ 150.000 km<sup>2</sup> d'aires protégées, y compris dans les zones de conflit, dans la RDC, le Tchad et la République Centrafricaine.

Je pourrais encore vous détailler d'autres plans d'appui à certains parcs naturels. Comme vous le savez, les conditions sont effectivement extrêmement difficiles. L'Union européenne, et plus particulièrement la Commission, a toutefois mis en place des programmes pour le soutien aux écosystèmes et à la préservation des meilleures conditions environnementales dans une région qui souffre énormément des problèmes qui ont été créés, non pas par la nature, mais par les hommes.

» **M. le Président.** - Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, chers invités d'honneur, les ambassadeurs accrédités au Luxembourg qui sont tous présents ici, nous sommes arrivés à la fin de cette séance et, si j'ose dire, de cette heure de questions. Je voudrais vous remercier encore une fois, Monsieur le Président, d'avoir été notre hôte, d'avoir prononcé un discours très engagé, très déterminé et d'avoir répondu de façon claire et précise aux questions des députés. Je vous propose de rejoindre maintenant la Commission des Affaires étrangères et européennes pour continuer nos discussions.

Merci encore une fois!

La séance est levée.

**(Fin de la séance publique à 15.54 heures)**



Présidence: **M. Lucien Weiler, Président**  
**M. Jos Scheuer, Vice-Président • M. Laurent Mosar, Vice-Président**

## Sommaire

1. Communications  
- M. le Président
2. Ordre du jour  
- M. le Président
3. Dépôt d'une motion par M. Aly Jaerling  
- M. Aly Jaerling
4. Dépôt d'une proposition de loi  
- M. Carlo Wagner
5. 5900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009 (suite)  
- Discussion générale: M. Michel Wolter, M. Claude Meisch (à qui M. Aly Jaerling pose une question), M. Ben Fayot, M. François Bausch (répondant à M. Aly Jaerling)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

]] M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, d'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

]] Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.- Neen, Här President.

]] M. le Président.- Merci, Madame Jacobs.

## 1. Communications

Ech hu folgend Matdeelungen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

5964 - Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif à la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen ainsi que de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 25 juillet 2007

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 26.11.2008

5965 - Projet de règlement grand-ducal portant abrogation du règlement grand-ducal due 1<sup>er</sup> décembre 1993 relatif à des modalités d'application et à la sanction du règlement (CEE) N°793/93 du Conseil du 23 mars 1993 concernant l'évaluation et le contrôle des risques présentés par les substances existantes

Dépôt, à la demande de Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 01.12.2008

5966 - Projet de règlement grand-ducal portant abrogation du règlement grand-ducal modifié du 22 janvier 1996 concernant la liste des lois et règlements visés à l'article 13, point 1 cinquième tiret de la loi du 15 juin 1994 - relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses - modifiant la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses

Dépôt, à la demande de Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 01.12.2008

5967 - Projet de révision de l'article 34 de la Constitution

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 03.12.2008

5968 - Projet de loi autorisant la reconstruction du passage supérieur situé au point kilométrique 0,858 de la ligne de Luxembourg à Kleinbettingen et amendant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 04.12.2008

5969 - Projet de règlement abrogeant le règlement grand-ducal du 28 mai 2004 portant certaines modalités d'application du règlement (CE) N°304/2003 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux

Dépôt, à la demande de Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 05.12.2008

3) En date du 3 décembre 2008, l'Association pour le Droit de Mourir en Dignité (ADMD-L) et Sokrates.lu ont remis la pétition N°291 pour la dépénalisation de l'euthanasie.

4) En date du 4 décembre 2008, le Collectif pour la Vie, association informelle de citoyens, a remis la pétition N°292 relative à l'opposition à la dépénalisation de l'euthanasie.

5) Du 14 au 18 novembre 2008, s'est tenue la 54<sup>e</sup> Session de Printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN) à Berlin. La Chambre des Députés y était représentée par M. Marc Spautz, Président de la délégation luxembourgeoise, M. Marc Angel, Vice-Président, Mme Colette Flesch, M. Fred Sunnen, Mme Lydia Mutsch et M. Claude Adam, Membres.

À l'ordre du jour figuraient notamment un débat général sur le conflit entre la Géorgie et la Russie, l'élection des dirigeants de l'Assemblée et la présentation des activités en 2009.

M. Jaap de Hoop Scheffer, Secrétaire général de l'OTAN, M. José Lello, Président de l'AP-OTAN, M. Mikheil Saakachvili, Président de la Géorgie, le général Bantz John Craddock, Commandant suprême des forces alliées en Europe, ont tenu des discours.

La Session de Printemps se tiendra du 22 au 26 mai 2009 à Oslo et la 55<sup>e</sup> Session de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN se tiendra du 13 au 17 novembre 2009 à Edimbourg.

## 2. Ordre du jour

An hirer Réunionum vum 4. Dezember huet d'Presidentekonferenz, Dir Dammen an Dir Hären, folgenden Ordre du jour fir dës Woch virgeschloen:

Haut de Mëtteg fëiere mer d'Budgetsdebatten. Déi gi muer de Moien um néng Auer weidergefouert.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi ass den eventuellen Ofschluss vun de Budgetsdebatten, wann dat bis dohinner net sollt

geschitt sinn; dann de Projet de loi 5862, en Ofkommes géint d'Duebelbesteuerung mat Hongkong; duerno de Projet de loi iwwert de Bau vun enger Maison du Savoir zu Belval, an de Projet iwwert de Bau vun engem Verwaltungsgebai och zu Belval.

En Donneschdeg de Moien um néng Auer de Projet 5695, dat heescht dat sougenanntent Waassergesetz; an en Donneschdeg um hallwer dräi de Projet de révision 5967, d'Ofännerung vum Artikel 34 vun der Verfassung.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Den Här Jaerling huet d'Wuert gefrot, an den Här Wagner.

## 3. Dépôt d'une motion par M. Aly Jaerling

]] M. Aly Jaerling (Indépendant).- Merci, Här President. Meng Motioun kéint opgrond vun deenen Evenementer, déi an der leschter Zäit waren, a well de Grand-Duc sech opgrond vum Artikel 34 vun der Verfassung geweigert huet, d'Gesetz iwwert d'Stierhëllef ze ënnerschreiwien - wat säi gutt Recht ass -, an opgrond vun deem, dass elo an engem Turboverfahren soll den Artikel 34 vun der Verfassung geännert ginn, a sech och scho Stëmme héiere gelooss hunn, fir d'Verfassung esou ze änneren, dass dem Grand-Duc nach just solo representativ Rechter zougestane ginn, woumat jo heibanne jiddwereen d'accord ass, dat ass net de Problem.

Mä wou ech awer de Problem gesinn, dat ass, dass dat eng Fro ass, déi sämtlech Bierger hei am Land betrëfft. Dofir wëll ech hei eng Motioun deponéieren, fir dass d'Regierung soll e Referendum organisieren, mat der kloerer Fro, ob d'Bierger d'accord sinn, jo oder neen, fir dass de Grand-Duc nach just representativ Rechter kriit, an ob d'Verfassung an deem Sënn soll geännert ginn.

Motion

D'Deputéiertechamber, am Bewosstsënn,

- dass d'Fraktiounen, de Grupp an d'Sensibilitéit der Meenung sinn, dass de Grand-Duc seng Kompetenzen iwwerschritt huet, wéi hie matgedeeelt huet, dass hien d'Gesetzesproposition 4909 iwwert d'Stierhëllef net wëllt ënnerschreiwien, och wann et an zweeter Liesung vun der Chamber gestëmmt ass;

- dass awer den Artikel 34 vun der Verfassung dem Grand-Duc dat Recht zougesteet, och wann dat bis elo ni ugewannt ginn ass, dësse Pouvoir awer och net duerch Jurisprudence begrenzt gëtt;

- dass, wann e gestëmmt Gesetz net innerhalb vun dräi Méint ënnerschriwwen a publizéiert ass, dëst Gesetz net a Kraaft triede kann;

- dass dës Situatioun vill Konfusioun ënnert de Bierger provozéiert huet;

- dass elo den Artikel 34 vun der Verfassung soll kuerzfristeg geännert ginn, fir dem Grand-Duc d'Recht vun der Verweigerung vun der Ënnerschreift zu engem Gesetz ofzeschwätzen;

- dass dëst awer net duergeet, an ee misst déi ganz Kompetenze vum Grand-Duc iwwerdenken a verfassungsrechtlich reforméieren;

- dass dëst awer eng Fro ass, déi all Bierger hei am Land ugeet an net nëmme 60 Deputéierten;

fuerdert d'Regierung op

- e Referendum ënner alle Bierger hei am Land ze organisieren mat där kloerer Fro, ob se d'accord sinn, dass de Grand-Duc nach just solo representativ Kompetenze kriien, an dass eng Reform vun der Verfassung an deem Sënn soll ageleet ginn.

(s.) Aly Jaerling.

Ech soen lech Merci.

]] M. le Président.- Ech ginn dem Här Jaerling Akt vum Dépôt vun där Motioun, déi un d'Presidentekonferenz weidergeleet gëtt. Den Här Wagner huet d'Wuert gefrot.

## 4. Dépôt d'une proposition de loi

]] M. Carlo Wagner (DP).- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll hei den Dépôt maache vun enger Proposition de loi portant modification de l'article 355 du Code des Assurances sociales.

Just ganz kuerz, Här President, wann Der erlaabt als Erklärung. Den Artikel 355, dee seet, dass d'Assurance dépendance d'Cotisatione fir Pensiounen iwwerhëlt vun deene Leit, déi doheem eng fleeegebëdurfteg Persoun betreien an net selwer eng Pensioun hunn.

Den Artikel 336 vum Code des Assurances huet en Délai de prescription vu fënnf Joer. Elo ass et esou, dass eng Rei vu Leit deen Délai leider verpasst hunn, wat mat sech bréngt, dass se nëmme deelweis oder guer net kënnen hiert Recht ausüben. Dofir ass meng Proposition, fir ze kucken, dass déi dote Leit net sanktionéiert ginn, dass mer am Artikel 355 deen Artikel 336 änneren op enger Period vun zéng Joer; dat heescht genau zéng Joer vum Ulaaf vun der Assurance dépendance u bis d'Joer 2009.

5971 - Proposition de loi portant modification de l'article 355 du Code des Assurances sociales.

Merci.

]] Une voix.- Très bien!

]] M. le Président.- Ech ginn dem Här Wagner Akt vum Dépôt vun dëser Proposition de loi. Et gëtt no deenen übleche Prozedure verfuert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zu den Debatten iwwert de Statsbudget fir d'nächst Joer. D'Riedezäit ass bekanntlech nom Modell 6 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Wolter, Meisch, Fayot, Bausch, Gibéryen an den Här Jaerling, dann den Här Mosar, d'Madame Mutsch, den Här Thiel, den Här Bodry, den Här Clement an den Här Schneider. D'Wuert huet elo den éischte Riedner, den honorebelen Här Michel Wolter. Här Wolter, wann ech gelift.

## 5. 5900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009 (suite)

Discussion générale

]] M. Michel Wolter (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegen, et si schonn extraordinär Zäiten, déi mer amgaange si ze erliewen. De Budget, dee mer elo sollen diskutieren fir d'Joer 2009 an dee sech an engem ganz schwieere wirtschaftlechen Ëmfeld erëmfinden, riskéiert manner Beuechtung ze fanne wéi aner Diskussiounen, déi dëser Deeg op der Place publique stattfannen.

En éischt Opfer dovunner ass leider mäi Fraktiounskolleeg Norbert Hauptert d'lescht Woch ginn, deen no dräi Méint excellenter Viraarbecht, vun där op d'mannst déi, déi an der Kommissioun waren, sech konnten iwwerzeegen, dee souwuel a sengem schrëftleche wéi virun allem och a sengem mündleche Rapport déi lescht Woch kloer an daitlech drop higewisen huet, a wat fir engem Ëmfeld mer sinn, wat d'Risiko sinn a wat och d'Potenzialitéit sinn, déi sech doraus erginn.

De Budgetsrapport ze maachen ass ee wichtige Moment an der politescher Carrière vun engem Deputéierten, well et engem iwwert dräi Méint erlaabt, sech an engem Mooss an en Dossier anzuschaffen, wou ee soss als Deputéierte kaum d'Méiglechkeet huet ze maachen. Ech hu festgestallt, dass den Norbert mat ganz vill Elan, mat ganz vill Freed a mat ganz vill Engagement deen Challenge ugaangen ass.

Hien ass zum Deel nei Weeër gaangen, wéi hien décidéiert huet, fir déi eng oder déi aner Schoul opzesichen, fir do mat Studenten iwwert de Budget ze diskutieren. Och, Norbert, wann däi Rapport vläicht de leschten Dëschdeg an der Mass vun anere



Saachen ënnergaangen ass, esou bleift et, dass du eng ganz gutt Aarbecht gemaach hues, fir déi ech der ausdrécklech am Numm vun eiser Fraktioun wëll félicitéieren.

►►► **Plusieurs voix.** - Très bien!

►►► **M. Michel Wolter** (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi wirtschaftlech Situatioun, an där mer eis befannen, mécht d'Budgetsdebatten dëst Joer besonnesch schwierig. Wuel iwwerall, wou uechter Europa an doriwwe eraus Regierungen a Parlamenten sech an dësen Deeg mam Budget vun nächste Joer beschäftegen, herrschen Onsicherheit a Beonrouegung iwwer déi wirtschaftlech Perspektive fir 2009.

De Kader ass gesat a seng Formulatioun léisst keen Zweifel driwwer zou, dass d'Lag esocht ass. De Weltwährungsfond geet vun enger globaler Rezessioun fir 2009 aus. D'Europäescher Kommissioun huet fir déi ganz Unioun an och fir d'Eurozon Wuesstemszuelen ermëttelt, déi net wäit iwwer null wäerten erausgoen. D'OECD warnt zënter e puer Deeg virun enger weltwäiter Deflatioun, engem allgemenge Präisverfall uechter d'Welt, deem seng Konsequenzen nach vill méi dramatesch wiere wéi déi vun der Finanz- a Wirtschaftskris, där hir Parametere mir bis elo kennen.

D'Previsiounen vun deenen, déi sech mat der Entwécklung vun der Lëtzebuurger Wirtschaft beschäftegen, hu sech am Laf vun deene leschte Méint drastesch no ënne korrigéiert. Am Mee huet de Statec e Wuesstem vu 4% fir 2009 prognostizéiert. Dës Zuel war d'Grundlag vun der Regierung hirer Virbereedungsaarbecht vum Budget.

Wéi se hire Projet den 1. Oktober virgeluecht huet, huet se virsiichtegerweis an deem Moment mat engem Wuesstem vun 3% gerechent. Eng méi niddreg Aschätzung, wéi de Statec hir mat op de Wee ginn huet. Eng wirtschaftlech Entwécklung vun 3%, e Wuesstem vum Aarbechtsmaart vun 2,7% an eng Inflatoun vun net méi wéi 2,4%: Dat waren d'Eckdaten, op déi d'Basis vum Budgetsprojert vu 2009 opgestallt gouf.

Ech ka mech nach ganz gutt drun erënnere, dass ech am Numm vun der CSV-Fraktioun den 1. Oktober an och e puer Deeg duerno op der Rentrées-Pressekonferenz vu menger Fraktioun drop higewisen hunn, dass et sech ëm e voluntaristesche opgestallte Budget géif dréinen, deen nëmme kéint opgoen, wann dës grondleeënd Parametere sech och géife realiséieren.

Vun Ufank Oktober u gong et allerdéngs stramm biergof mat de Previsiounen. FMI, Kommissioun, OECD an och Statec hu bis elo - an zwar bis gëschter eran - hir Estimatioun vun der Lëtzebuurger Wirtschaftsentwécklung op 1% erfolgeschrauft; dunn an eng Forschett tëschent - 05 a + 05%. Dat ass kee Wuesstem méi.

De Statsminister huet op dëser Tribün de leschte Mëttwoch d'Wuert ausgeschwatt, wat esou eng Entwécklung géif charakteriséieren, wa se sollt antrieden: Et ass eng Rezessioun. Et éiert de Statsminister, dass hien unni ze blimmelen oder ze verschéinere d'Realitéit vun der Situatioun an hir Erausforderungen uschwätzt, och wann dat sech Méint viru Wahlen ass, och wa sech d'Noutwendegkeet géif erweisen, an deene sechs Méint géigenzesteieren, wann et sech deemno esou géif entwéckelen.

Zu de schlechten Entwécklungsprognose kënn derbäi, dass mer eis wahrscheinlech mussen drop astellen, dass den Aarbechtsmaart 2009 net esou wiest wéi mer et gären hätten an dass de Chômage zu Lëtzebuerg ëm e puer 1.000 Leit an d'Luucht kéint goen. Dat bedeit zousätzlech Belaaschtung fir de Budget, manner Recetten, wann et esou kënn.

Dat eenzegt vun deenen dräi Parametere, wat zurzäit d'Strooss hält - iwweregens d'Suergekand vu viru sechs Méint -, ass d'Inflatoun. Déi huet sech zurzäit ëm 2% agependelt mat eventuell, jee nodeem wéi d'Pétrolspräisser sech wäerten entwéckelen, enger weiderer Tendenz no ënnen.

D'Wirtschaftsperspektive fir 2009 sinn elo esou, dass mer eigentlech net wëssen, wéi se sinn. Mir wëssen et net fir 2009 a mir wëssen et scho guer net doriwwe eraus. All Projektiounen, déi am Moment fir 2010, '11, '12 gemaach sinn, muss ee wuel beschtefalls als gutt gemengt Previsiounen betruechten. Tatsaach ass - an och widderhuelen hei nees dat, wat de Statsminister d'lescht Woch sot -, dass mer net gesinn, wéi dat soll d'nächst Joer goen.

E puer Saache wësse mer allerdéngs. Mir wëssen, an zwar net säit gëschter, dass mer zu Lëtzebuerg 4% Wuesstem brauchen, fir de laangfristige Finanzement vun eise

Pensiounen an eiser Sécurité sociale ze assuréieren. Mir wëssen, dass et zu Lëtzebuerg eng statistesch Wourecht gëtt, no där de Chômage eréischt beim selwechte Wuesstem net klëmmt. A mir wëssen, dass mer déi 4% dëst Joer net wäerte kréien - well et wäerte grad emol 2% Croissance nach ginn, wat ganz gutt ass am europäeschen Ëmfeld -, dass mer se d'nächst Joer net wäerten errechen an dass just e Wonner eis kéint derzou bréngen, 2010 dohinner ze kommen. Hannendru wëllen ze kucken, schéngt mer an dësen Zäiten e surrealisteschen Exercice.

All dës Parametere sinn am Fong dozou géegent, fir driwwer nozedenken, ob de Budget fir 2009, esou wéi e virgeluecht gouf, kann opgoen. Doriwwe nodenken ass u sech näischt Schlechtes. An dat hu mer och gemaach an deenen eenzelne Fraktiounen an och an där zoustänneger Chamberskommissioun.

Mir sinn all zesummen - all d'Fraktiounen an der Chamber an där zoustänneger Kommissioun, souwäit se da vertruede waren - zum Resultat komm, dass mer beschloss hunn, keng Ännerungen zu dësem Moment virzehuelen. Mir wëssen net, wéi d'Recett vum Stat sech wäerten am Laf vun deenen nächste Méint duerstellen. Mir wëssen net, ob an a wat fir engem Mooss eng weider Verschlechterung vun der Economie an domat um Aarbechtsmaart asetzt. A mir wëssen net, wat déi steierlech a budgetär Konsequenzen dovunner sinn, wann et esou kënn, wéi verschidde Leit dat mengen. Ënner esou Ëmstänn kann an däréi een de Budget fir 2009 an eisen Aen net änneren.

Dass e wuel mat engem Defizit ofschléisst, ass ze erwaarden. Mä dat ass u sech weder en Drama nach e Grund, fir en op d'Kopp ze geheien. Et ass ze vill dran, wat mir brauchen, fir dass d'Wirtschaft an d'Haushalter stabil kënn plangen. An e beinhalt a mengen Aen an an den Ae vu menger Fraktioun bal alles, wat een an enger klenger, bal exklusiv no baussen ugeluechter Wirtschaft a schwierigen Zäite ka maachen, fir positiv op d'Situatioun kënnen anzewierken.

De Budget fir 2009 ass esou konzipéiert, dass e virun allem zwee Ziler verfolgegt: Éischtens stäerkt en d'Kafkraaft vun de Leit iwwer steierlech Mechanismen an deenen hir Verlängerung um Niveau vu Steierkreditte; an zweetens comportéiert en en enorme Volumen u Mëttelen, déi an d'öffentlech Investitiounen solle fléissen an déi esou direkt derzou ugedoe sinn, d'Wirtschaft zu Lëtzebuerg ze stäipen.

Dat sinn Akzenter, déi an enger Zäit wéi där heiter wichteg sinn. Si sinn eigentlech onverzichtbar, wann ee wëllt verhënnere, dass déi wirtschaftlech Kris nach méi déif an nach méi breet gëtt wéi dat souwou de Fall schon ass. D'Viraussetzung a gläichzäitig awer och d'Limite dovun ass, dass ee se ka setzen als natierlech Belaaschtbarkeet vum Budget an den öffentleche Finanzen an enger mëttelfristeger Perspektiv.

Grad elo stellt sech op eng beandroekend Aart a Weis eraus, wéi richtig et war, an deene besseren Zäiten d'Finanze vum Stat net aus dem Rudder lafen ze loossen. Ech erënnere u d'Diskussiounen, déi mer am Hierscht 2005 hei an der Chamber haten, wou mer vun enger Rei vu Säiten opgefuerdert gi sinn, nach méi aus der Keess eraus ze ginn.

An d'Géigesteierung, déi mer deemools als Parlament, an och an der Tripartite eis Regierung, mat de Sozialpartner fäerdeg bruecht hunn, fir eis Richtung 2009 Maastricht-konform an eng Situatioun ze setzen, dass, wann eng Kris géif asetzen, mer d'Méiglechkeeten hätten, op d'mannst op finanzpolitescher Aart a Weis, do dergéint ze steieren.

Antizyklus Politik huet jo zwee Aspekter. Si fënnst statt zu zwee Momenter, déi ganz verschidde Charakteren hunn. An héich konjunkturelle Periode muss Mooss gehale ginn a Reserven ugeluecht ginn. Dat kënn meeschtens net besonnesch gutt un, speziell dann net, wann et net ee Joer esou geet, mä e puer Joer hannereneen.

Mir erënnere eis alleguerde ganz gutt u d'Zäiten, wou op gewëssene Plazen d'Meenung ausgedréckt gouf, dass de Stat elo emol sollt de Krunn wäit opdréinen, well en um Geld vun de Leit géif sézen. Fréier oder spéider - an déi lescht Méint hunn eis et gewisen - kommen dann nees aner Zäiten, déif konjunkturell Perioden, an dësem konkrete Fall d'Krisejoer 2009. Da kann aus deem Krunn just dat erauslaf, wat een net virdu scho verbraucht huet.

A manner gudden Zäite muss dee Krunn kënnen opgedréint ginn, fir dass d'Bierger

an d'Beriber zousätzlech Mëttelen an d'Hand kréien, fir d'Rad vun der Economie dréien ze loossen. Nëmme da kann den Ofschwung opgefaange ginn. A genee dat probéiere mer mam Budget fir 2009 hinze kréien. Et gëtt iwweregens jo och vu Sozialpartner a vu Beriber gefrot.

Wat den Detail vun de budgetären Ausriichtunge fir dat nächst Joer ubelaangt, wëll ech net widderhuelen, wat hei scho gesot gouf. De Budgetsrapporteur huet et ausféierlech skizzéiert. De Finanz- an de Budgetsminister hunn et nach eng Kéier aus der Perspektiv vun den Auteuren vum Budget explizéiert.

Et ass e Budget vum verstännege Wuesstem, vun den Ausgaben, déi prioritär duer orientéiert ginn, wou se am néidegste gebraucht ginn: op d'Dépenses a wichtigen Domänen fir d'Zukunft vun eisem Land a senger Wirtschaft. Domat mengen ech: Schoul an Héichschoul; Fuerschung; Vereenbarkeet vu Famill a Beruff; soziale Wunnengsbau; öffentlechen Transport; Stroossen a Verbindungen, déi mer brauchen, fir errechbar ze bleiwen.

Ech wäert Deeler vun deem dote behandelten. Dräi vu menge Kolleegen aus der Fraktioun wäerten op eenzel Aspekter agoen: de Lucien Thiel op den Aspekt vun der Finanzkris an de méigleche Lösungsansatz fir eis Finanzwelt; de Lucien Clement op d'Situatioun vun de mëttelstännege Beriber an der Kafkraaft, an de Laurent Mosar iwwer den demographesche Wandel a Pensiounen, Implikatioun vun de Gemengen an d'gesamt Wirtschaft eran.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, wa mer d'Eckdate vum Budget fir 2009 betrueden, da stelle mer fest, dass et ee fir normal Zäite völeg normale Budget wier. Just sinn d'Zäiten net méi esou normal, an deen normale Budget, deen am Summer 2008 fir d'nächst Joer opgestallt gouf, riskéiert an der Anomalie vun der Zäit, an där mer eis befannen, aneschtens iwwer d'Bühn ze goe wéi dat geduecht war.

De Plang war, dass de Budget 2009 sollt an engem lichte lwwerschoss vun 13 Milliounen ofschléissen. Dat nodeem en am Volume par rapport zum Laf vun de Joren ëm 7% géif steigen, wat an Zäite vun 3 bis 4% Inflatoun eng absolut verstännege Progressioun duerstellt. D'Inflatoun, wéi et haut ausgesäit, wäert sech éischer bei ënner 2% am nächste Joer situéieren, also ronn 1% ënner deem, wat an der Budgetplanung zugronn louch.

Déi Steigerung vum Budgetsvolume, déi virgesinn ass, reflektéiert esou vill méi haut d'Noutwendegkeet vun héijen Investisements wéi eng Progressioun am Aklang mat der erwaarter Inflatoun. Den Équiliber vun de Statsfinanzen ass am Budgetsprojert 2009 gewährleescht, och wann den Zentralstat selwer defizitär bleift.

De globalen lwwerschoss gëtt weider wéi déi lescht Jore vun der sozialer Sécherheet bestridden. Déi soll 2,7% vum PIB excédentaire sinn. Ob dat géllt, hängk natierlech an erhieflechem Mooss vun der Dynamik um Aarbechtsmaart of. Tatsaach ass, soulaang Aarbechtsplaz bäkommen, soulaang also netto keen Aarbechtsplazofbau stattfënn, gëtt de kuerzfristegen Excédent vun der sozialer Sécherheet net a Fro gestallt.

D'Previsiounen fir dat nächst Joer, déi méi rezent, gi vun enger méi lichter, bis haut awer nach reeller Expansioun vum Aarbechtsmaart aus. Deemo wäert sech d'Zeeche virun der Bilanz zuel vun der Sécurité sociale net vun engem Plus an e Minus dréinen. D'Zuel selwer kann natierlech méi oder manner wäit ënner deene viséierten 2,7% leien, a Fonctioun vun der Evolutioun, déi mer d'nächst Joer wäerte kennen.

De Gesamtstat soll en lwwerschoss vun engem gudden Prozentpunkt am Joer 2009 virweisen. Elo muss mer dovun ausgoen, dass, wa souwuel d'Zuele vum Zentralstat wéi och déi vun der sozialer Sécherheet ënner deenen uviséierte leien, et näischt mat dem gesamtstaatlechen lwwerschoss gëtt. Mir kënnen awer an dësem Moment deen Ausfall net prezis berechnen, well mer net am Detail gesinn, wéi d'Joer 2009 sech wäert bei Steieren, Aarbechtsplazen a Cotisatiounen artikuléieren.

Mir hunn, an och mengen, dass dat wichteg ass, Sputt fir d'Exekutioun vum Budget 2009. Zwëschent engem gesamtstaatlechen lwwerschoss vun engem Punkt an engem an der Logik vum Eurostabilitéitspakt maximalen Defizit vun 3% leie véier Punkt PIB. Dat sinn, a Geld ausgedréckt, annerhalfe Milliarden Euro. Mir missten deemno an der Exekutioun vum Budget annerhalfe Milliarde Fehlbetrag hunn, fir un d'Grenz vun der europäescher Zoulasseng-

keet ze kommen. Dat ass eng substanzuell Zomm. Dat wier esou, wéi wann am nächste Joer iwwerhaapt keng Kollektivitéitssteuer géif erakommen. Et schéngt vun haut aus gekuckt net wahrscheinlech, dass esou e Fall am Joer 2009 géif antrieden.

Dass et awer en Defizit gëtt, zentralstaatleche a gesamtstaatleche, muss mer unhuelen. D'Defizitwahrscheinlechkeet gëtt doduerch verstärkt, dass mer wëllen, neen, dass mer müssen un där ganz ambitiéiser Investissementspolitik festhalen, déi fir d'nächst Joer virgesinn ass. Alles an allem soll ronn eng dräi Véierel Milliard an öffentlech Investisements fléissen. Ganz dovun ofgesinn, dass mer déi Projeten objektiv brauchen - Telekommunikatioun, Schinnen, Stroossen, Schoulen, Opfangstrukturen an esou weider -, stellen d'Investitiounen vum Stat eng besonnesch relevant Fördermoossnam fir eis Lëtzebuurger Beriber duer.

Meng Fraktioun begréisst an deem Kontext ausdrécklech de Wëlle vun der Regierung, all Méiglechkeeten auszuloten, fir Projete méi séier, esou séier wéi méiglech un d'Goen ze kréien an entsprechend och méi séier virunzecommen. Esou kréien d'Beriber déi Opträg erbäi, déi se brauchen, fir d'Leit kënnen a Beschäftigung ze halen, a selwer iwwer déi Dueschtstreck ze kommen, déi virun eis läit.

Am nächste Joer, Dir Dammen an Hären, ass en Investitiounsvolume virgesinn, dee 4,5% vun eiser Wirtschaftsleeschtung ausmécht: 1,75 Milliarden Euro, déi mer am Géigesaz zum vergaangene Joer net wëllen oder net kënn strecken a manner séier engagéieren, wa sech Enkpäss géife bilden, mä déi mer am Géigendeel wëlle ganz ausschäffen, wann et geet, an hir Platzierung beschleunegen. Dat ass en aneren Émgang mat den Investisements wéi bis elo.

An et bedeit nach eppes. Et bedeit, dass d'Avoiren an den Investitiounsfongen am Laf vum Joer 2009 wäerten ufänken, zimlech séier ze schmëlzen. Si wäerte schmëlzen, unni dass mer kënnen op d'Plus-valuen aus dem lafende Joer zrückgräifen, fir dat Schmëlzen opzefänken. Am Joer 2010 riskéiere mer esou, dass eng Partie vun de Fongen zimlech un d'Grenz vun deem kommen, wat mat reguläre Budgetsdotatioune méiglech ass. Fir déi mëttelfristeg Investissementsplanung ass et e Parameter, deen een a senger Wichtigkeet net däréi ënnerschätzen.

Zu de Steieren an de Steierrecetté muss een de Moment ganz einfach soen, dass et exzessiv schwierig ass, iwwer en Dag eraus kloer ze gesinn. Mir hu Grond unzuehuelen, dass d'Berechnunge fir 2009 virsiichteg Berechnunge waren, ausser vläicht bei der Taxe d'abonnement, wou awer déi relativ gutt Tenue vun der Lëtzebuurger Bourse, wat eng zimlech reguléiert Bourse ass, undeit, dass net alles muss d'nächst Joer schlecht ausgesinn.

Bei den direkte Steiere klëmmt d'Lounsteuer soulaang wéi den Aarbechtsmaart expandéiert, an dat misst dee maachen, wann och vläicht manner wéi geplangt. D'Kollektivitéitssteuer wäert d'Joer 2009 zimlech onbeschuet iwwerstoen, well dat eng Steuer ass, déi mat Verzoch op Verännerunge vun hirer Bemessungsgrundlag reagéiert. D'Konsumsteieren hirersäits sinn héich ugesat. Mä iwwer déi steierlech Mechanismen, déi an den nächste Budget agepaakt gi sinn, wëlle mer jo grad just den interne Konsum op engem héijen Niveau hale respektiv en do hiewen.

Alles an allem hunn ech d'Gefill, dass d'Zäit eleng eis wäert soen, wéi mer mat de geplangte Steierrecetten duerch dat nächst Joer wäerte kommen. Selbstverständlech wäert d'Regierung, an datselwecht géllt fir d'Chamber, als iwwerwachend Institutioun net ronderëm kommen, d'Exekutioun vum Budget 2009 enger minutiöser Beobachtung ze ënnerzéien, fir dass mer zesumme kënn reagéieren, wa misst reagéiert ginn.

Vun der Exekutioun vum nächste Budget hängk villes of. Duerfir wëll ech mech virun allem nach e bësse mat Phenomeener beschäftegen, déi dëst wäerte konditionéieren. Well eent ass sécher: Vun dëser Exekutioun hängk et of, wou mer finanziell um Enn vum nächste Joer stinn.



Do vir drun awer nach vläicht deen een oder deen aneren Aspekt iwwert d'Aart a Weis, wéi an deene leschten Deeg mam Budget ëmgaangen ass. Ech mengen, et hëlleft net, et hëlleft guer net, mat ville Pressekonferenzen an ouni konsequent Participatioun un der parlamentarescher Aarbecht iwwer Sënn an Onsënn vun der aktueller Wirtschaftslag ze kommunizéieren.

Et ass dach iwwerhaupt am Fong e remarquabele Virgang, dass ee mengt, alles an der Press iwwert de Budget zielen ze missen, wat een esou ze soen huet, ier mer hei am Haus an der Budgetsdebatt beienee kommen!

Dat ass a mengen Ae rengen Zirkus. Dat ass ëmsou méi Zirkus, wann een an dësen an no dëse Pressekonferenzen an de Medië ganz couragéiert Aussoen zum Budget héiert, déi een an enger Dose Sitzung vum der Finanzkommissioun ni zu Ouere krut.

Wa mir selwer weiderfuere als Chamber, eis an d'Chamber net seriö ze huelen, da froen ech mech, ob et net am Fong besser wär, mir géifen d'Budgetsdebatt hei am Haus komplett aneschtens organiséieren: Mir loosse den Rapporteur säi Rapport vir droen, mir loosse d'Regierung dorobber äntwerten. Mir convoquéieren dräi bis véier Pressekonferenzen, eng pro Fraktioun, a mir kommen dann heihin zum Ofstëmmen iwwert de Budget.

Meng Fraktioun an ech selwer hunn de Besoin net verspiert - wat mer d'ailleurs och an de Medië virgeworf gëtt -, fir Pressekonferenzen zu deem Sujet an deene leschte Wochen ofzehen. Mir sinn a mir bleiwen der Meenung, dass d'Plaz fir déi politesch Auseinandersetzung iwwert de Budget d'Chamber ass. Wann een awer muss feststellen, dass dat net méi esou ass, dass d'Chamber déi Roll net méi spillt, dass d'Parlament sech selwer mengt nëmme nach an de Medië missen ze artikuléieren, widdersetze mir an eis Fraktioun eis net dergéint, fir d'internt Reglement vun der Chamber an deem Mooss ëmzeänneren. Just hei fir d'Galerie ze diskutéieren, ouni dass et nach e reelle politeschen Input huet, gëtt engem ze iwwerleeën.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat kann 2009 op eis duerkommen, wat de Budget mat sengen Elementer kéint aus dem Gläichgewicht werfen, net nëmme de Budget, mä och den Zesummenhalt vun eiser Gesellschaft an d'Aart a Weis, wéi mer zu Lëtzebuerg mateneen ëmginn?

Et sinn d'Auswierkung vum der Finanz- a Wirtschaftskris, déi eis kënnen d'Liewe wesentlech méi schwéier maachen, wéi mer dat an deene leschte Jore gewinnt waren. Mir sti virun enger Zäit mat mander Wuesstem a mander Aarbechtsplazen. Doraus ergi sech Konsequenzen.

Den Haaptproblem, dee mer 2009 wäerte missen an d'A faassen, wann déi aktuell Previsiounen zoutreffen, ass d'Aarbechtslosegkeet. Sollt et zu engem Ustieg op 7% oder méi kommen, wéi mer dat an deene leschten Deeg prognostizéiert kruten, da bedeit dat an absoluten Zuelen, dass mer 6.000, 7.000, 8.000 Leit méi an der Aarbechtslosegkeet hu wéi haut. Deemno wieren da 16, 17, 18.000 Leit zu Lëtzebuerg ouni Aarbecht. An hir Perspektiven, fir kuerzfristeg eng nei Plaz ze fannen, wieren net roseg. Well net nëmme ginn an esou enger Situatioun objektiv vill manner nei Plaze geschaf, mä et ginn der reell och ofgebaut.

D'Ufuerderungen un d'Demandeurs d'emploi steigen dann nach weider, a besonnesch déi manner qualifizéiert Leit um Aarbechtsmaart oder am Chômage kréien et nach méi schwéier, fir sech berufflech nei ze orientéieren. Et ass eng Situatioun, wéi mer se zu Lëtzebuerg an deem Mooss laang net méi kann hunn.

Esou eng Situatioun bedeit awer net nëmme ganz problematesch Aschnëtter an d'Liewenswierklechkeet vun deene befräffte Leit. Si bedeit och, dass déi Instrumenter, mat deene mer d'Aarbechtslosegkeet versichen ze bekämpfen a mat deene mer se finanzéieren, erheblech méi staark wäerte belaascht gi wéi haut.

Esou muss mer wëssen, dass de Chômagefong, aus deem d'Indemnitéit vun de Leit am Chômage bezuelt ginn, an de Joren

2008 an 2009 reell a geplangten Dépense vu ronn 400 Milliounen Euro ausweist. Mat 7% Chômage an dausende méi Leit, deenen hir Indemnitéit misst bezuelt ginn, riskéieren d'Ausgabe vum Fong ëm 250 bis 300 Milliounen Euro ze klammen. Déi mussen dann aus dem Budget bestridde ginn, well de Fong vum Budget gespeist gëtt.

Déi zousätzlech Ausgabe vum Beschäftigungsfong sinn elo nach net virausgesinn. Mir mussen eis deemno drop virbereeden, dass am Laf vum nächste Joer, wann et esou kënn, wéi mer et propheet kréien, dem Fong muss weider Mëttel zougefouert ginn, déi onweigerlech am Équiliber vum Budget hiert Gewiicht wäerten hunn.

De Beschäftigungsfong ass awer a Saache Chômagebekämpfung net alles. Och d'ADEM, där hir Aufgab et ass, d'Leit ze erfassen, déi eng Aarbecht sichen, a se no Méiglechkeet an eng Aarbecht ze vermëttelen, hält bei e puer dausend Chômeure méi mat drastesch aneren Eerausfuierungen ze kämpfen.

Ech beliichten dat net elo bis an all Eck eran. Mä ech wëll soen, dass et fir d'ADEM wuel nach méi schwéier wäert ginn an deem Zeenario, fir Leit ze placéieren. Hoffe mer, dass am Verlaf vun deenen nächste Méint d'Zesummenaarbecht téschent hir a virun allem de Betriber sech positiv weiderentwickelt a sech kontinuierlech verbessert. Nëmme an esou enger Configuratioun kann d'Aarbechtsmaart iwwerhaupt an d'Lag versat ginn, am nächste Joer senger Aufgab nozekommen.

Elo hunn ech vun Zuelen a budgetären an administrativen Eerausfuierungen geschwat. Do hannendru leie Schicksaler vun de Leit, déi vun Aarbechtslosegkeet betraff ginn - där finanzieller, där logemementsrelevanter, där mënschlecher. Fir all déi Leit, déi hir Aarbecht géife verléieren, bedeit dat en Abroch an hir Liewensplanung, wéi se sech se virgestallt hunn. Et bedeit, dass se zum Deel Marginaliséierung an der Gesellschaft riskéieren. Et bedeit, dass se ënner Ëmstänn Aarmut riskéieren, wa se net an d'Beschäftigung zréckfannen.

An dat bedeit fir eis Gesellschaft, wat eng ganz kleng Gesellschaft ass, dass den Zesummenhalt, d'Kohesioun op eng echt Prouf gestallt ginn. Domat muss d'Politik, domat mussen awer och d'Sozialpartner sech au fur et à mesure beschäftegen, wa se gesinn, wéi d'Lag sech entwéckelt.

Mir stinn all an der Flicht, déi Matbierger, déi elo keng Aarbecht hunn a keng kréien, an déi, déi an den nächste Méint vläicht hir Aarbecht verléieren an net esou séier eng nei Schaff fannen, net am Ree stoen ze loosse. Si brauchen d'Ënnerstëtzung vun der Politik a vun der Sozialpartnerschaft méi néideg wéi jee.

Dës Politik ass net esou muechtlos a virun allem net esou ontäteg, wéi gewësse Leit dat mengen. D'Regierung a besonnesch den Aarbechtsminister bedreiwen zënter Joren eng voluntaristesche Politik fir Beschäftigung. An zwar op ville Fronten.

Beschäftigungspolitik wierkt beim Schafe vun neie Plazen, beim Encouragement vun der Wirtschaft, fir Chômeuren anzustellen, bei der Zesummenaarbecht mat Betriber a Sozialpartner, bei ville Formatiouns- a Réinsertionsinitiatiiven, déi mer an eisem Chômagebekämpfungarsenal hunn.

Mä all dat wierkt ouni Wuesstem net esou, wéi et misst. All dat gräift ouni Optimismus, Vertrauen an Zouversicht an d'Wirtschaft net esou, wéi mer et gären hätten. A Wuesstem an Optimismus si rar Gidder an enger Zäit, an där haut scho ronn 50 Betriber Kuerzaarbecht ugemellt hunn.

Dës ass eng Situatioun, Dir Dammen an Dir Hären, wou Betriber op besonnesch intensiv Manéier virun hir sozial Verantwortung gestallt ginn. D'Betriber existéieren a mengen Aen net fir sech selwer a just fir de Gewënn vu Patronen an Aktionären. Si existéieren och fir d'Leit, fir d'Gesellschaft, fir dass déi Gidder produzéiert an déi Services ugebuede ginn, déi d'Mënschen an hirer sozialer Organisatioun brauchen.

Si existéieren och, fir dass hir Mataarbechter iwwer hir Aarbecht a Beschäftigung Dignitéit an Erfëllung an der Gesellschaft fannen. Ech hoffen, dass et net wäert esou sinn, dass Betriber vun der Kris profitéieren, fir op relativ onverfänglech Manéier Mataarbechter op d'Strooss ze setzen. Leider schéngt et awer do där enger an och där anerer ze ginn.

Et gëtt déi, an där kenne mer, déi zwar Kuerzaarbecht ufroen an och accordéiert kréien a kruten, well se objektiv Grënn hunn, awer d'Gestioun vun hirem Problem an Zesummenaarbecht mat de Personalver-

trieder maachen an och zesumme mat hinnen déi Décisiounen huelen, déi sech imposéieren.

An da gëtt et déi, déi no knapps zwee Méint Kris prophylaktesch schon emol ukënnegen, si misste Leit entloossen. Vill Leit an eenzelne Fäll. Déi Fäll, an dat ass eng Eerausfuierung vun der Politik, mussen mer an deenen nächste Méint prezis ënnert d'Lupp huelen, fir ze verhënnere, dass sech eng Dynamik vu Plazenofbau astellt, just well d'Konjunktur fir esou eng Démarche gënschteg erschéngt.

Ee Fall ass a mengen Aen e besonnesch graven. E groussen traditionelle Lëtzeburger Industriebetrieb, deen am drëtten Trimester 2008 nach 8,6 Milliarden Dollar Ëmsatz an 3,8 Milliarde Benefiss gemaach huet - e gutt Stéck méi iwwregens wéi am selwechten Zäitraum vum Joer 2007 -, beschléisst dann elo, dass en eng Milliard Dollar a sougenannten net produktiven Domänen vu senger Aktivitéit muss spueren. Duerfir sollen 9.000 Leit, dat sinn der bal esou vill wéi der zu Lëtzebuerg keng Aarbecht hunn, entlooss ginn.

Et freet sech dach, ob d'Politik esou eng Haltung ouni Weideres kann hinhuelen. 9.000 Mënsche sinn 9.000 Mënschen, produktiv oder net. E Betrib mat iwwer 300.000 Mataarbechter brauch och eng Verwaltung, dofir sinn d'Leit agehallt.

De franséische Statssekretär fir d'Beschäftigung huet gesot: «On ne laissera pas faire n'importe quoi.» Hien huet a mengen Ae Recht.

Wann e grouse Betrib an dauerhaft eescht Schwierigkeete kënn, muss en handelen. Da kann et sinn, dass Leit mussen entlooss ginn, fir dass net iergendeng Kéier d'Faillite vum Betrib jiddwereen op d'Strooss setzt. Dat ass haart fir déi, déi et trëfft, mä virun der Perspektiv vum Dépôt vum Bilan kann et sinn, dass keng aner Alternativ fir e Betrib besteet.

Dat ass awer a mengen Aen net de Fall, wann am plaz zéng Milliarden Dollar Benefiss der just nach néng, aacht oder siwe sollen erwirtschaft ginn. Dann ouni Nout Leit ze entloossen, ass a mengen Aen en Akt vu Rücksichtslosegkeet. Et ass de Versuch, eng „Hire-and-fire-Politik“ à l'américaine bei eis an Europa duerchzesetzen.

Et ass och en Akt vu Verantwortungslosegkeet. Eng Zort vu Verantwortungslosegkeet, déi net op Lëtzebuerg a bei Lëtzebuerg passt, déi net an de Lëtzeburger Modell vu Sozialpartnerschaft a sozialer Responsabilitéit vun der Economie passt. An et passt virun allem net an eng Zäit eran, wou déi, déi nach Sputt hunn, déi nach Benefisser weider schreiwen, déi sollen notzen, fir d'Effetë vun der Kris ofzefiederer. Besonnesch dann, wann ee während Jorzéngten ëmmer erëm vum Stat an domat vun de Leit ënnert d'Äerm gegräff krut. Wa genee déi Acteure vun der Wirtschaft d'Kris um Aarbechtsmaart hei zu Lëtzebuerg, an Europa an och doriwwer eraus nach verschäerfen, da packt d'Politik eleng d'Gestioun vu méi schwéieren Zäiten net méi.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen awer, dass e grouse budgetäre Problem eréischt e gutt Stéck méi spéit wäert op eis duerkommen. 2009 kënne mer an den Defizit geroden, mä mir hunn e Stéck Sputt am Kader vun der flexibeler Uwendung vum europäesche Stabilitéitspakt a Krisenzäiten a vum Stabilitéitspakt u sech an opgrond vun der Politik, wéi mer se zu Lëtzebuerg an deene leschte Jore bedriwwen hunn.

Ech hunn et ufanks scho gesot: Bis mer 3% Defizit am Gesamtstat géifen errechen, missten eis annerhalfe Milliard geplangte Recetten ewechfalen. E puer honnert Milliounen Defizit eng Kéier si keen Drama.

Deen eigentleche Problem kéim dann, wa mer fir de Budget 2010, vläicht och 2011 géife mieren, dass déi steierlech Nowéien aus dem Joer 2008 an 2009 esou wieren, dass mer misste spierbar Aschneidunge virhuelen. Op Dauer kënne mer eis massiv Defiziter nämlech net leeschen. Si géife besonnesch déi finanziell Beweegungsraum vum Stat fir d'Zukunft op onzoumuttbar Aart a Weis aschränken.

Et ass denkbar, dass d'Budgete fir 2010 an 2011 wesentlech méi komplizéiert gi wéi dee vun 2009. Nach hu mer lwwerhäng aus gudde Joren, nach konnte mer d'Investitionsfonge mat Mehreinnahmen no-reschten, nach kënne mer bei den öffentlichen Investitiounen aus dem Volle schaffen an d'Kafkraaft vun de Leit steigern. Dat ass an enger mëttelfristeger Perspektiv an engem klengen Land awer net méiglech. Et geet souwisou nëmme gutt, wann net op emol de Stat misst déi eng oder déi aner riseg Zousazdepense

tätegen, wéi mer dat an deene leschte Wochen zum Deel scho kann hunn.

Emol virausgesat, dat wier net néideg, da komme mer Enn 2009 nawell an eng Situatioun, wou d'Fong manner räich agedeckt ginn a wou de steierleche Spillraum zugongscht vu Betriber a Bierger méi enk gëtt. Dorop mussen mer eis virbereeden.

Dat Joer, wat virun eis läit, wäert keen einfach Joer ginn. Mä et gëtt net fir eis eleng net einfach. All Länner uechtert d'Welt, ouni Ausnahm, deenen hir Economien an déi global Stréim vun Handel a Kapital agebonne sinn, fanne sech an ähnleche Situatiounen erëm. Verschiddener vun hinne kréien et nach vill méi schwéier wéi mir, well hir Ausgangspositioun manner gutt ass. Wann een d'Gestioun vun der aktueller Kris virum Hannergrond vu souwisou schon héijen Defiziter, exorbitanter Statsverschuldung an erhieflechem Chômage ugeet, da verfügt een iwwer manner Handlungsspillraum, wéi mir zu Lëtzebuerg en hunn. Lëtzebuerg kann am Arsenal vun de politeschen Instrumenter - op deene budgetären - zur Bewältigung vun der Kris nach aus dem Volle schaffen.

Duerfir mussen mer eis op eis Stärkte besënnen an dat Besch aus der Situatioun maachen. Mir hunn eng kompetitiv Wirtschaft, besonnesch bei den Dëngschteeschtungen. Mir hunn e Sozialmodell, deen an esou Zäite belaaschtbar ass an och villes droe kann. Mir hu jonk Leit, déi net esou schlecht ausgebilt sinn, wéi mer eis dat heiansdo selwer wëllen arieden, an déi am Regelfall méi Sproche schwätze wéi déi Meesche vun eisen Noperen a vun eisen europäesche Partner. Dat sinn Atoutë vun engem Land an enger Zäit, wou mer mussen resolut op dat bauen, wat mer anere virus sinn, fir eis nach selwer kënnen ze verbesseren.

Et wäert wuel esou sinn, dass gréisser Länner an deenen nächste Méint wäerte versichen, deene méi klengen hiren Aktionsradius anzueschränken. Do, wou jiddweree muss kucken, wou e bleift, do entsteet natierlech den Drang, fir sech selwer déi gréissten, déi schéinsten an déi beschte Stécker aus engem méi klengen Kuch erauszuschneiden. Do mussen mer als Lëtzebuerg oppassen, dass mer gutt opgestallt sinn, fir och eist Stéck vun deem Kuch ze verdeedegen.

Mir hunn zu Lëtzebuerg an deene leschte Jore vill geschafft, fir d'Land fit ze maache fir d'Zukunft. Deen Effort muss virgoen. E muss virgoen an Domänen vun der wirtschaftlecher Diversifikatioun, beim Erschleisse vun neien Nischen, beim Ausschaffe vun zousätzlechen Handlungsméiglechkeeten a moderne Wirtschaftssektoren.

Mir sinn amgaangen Akzenter ze setzen an der Logistik, am Beräich vun der Kommunikatioun a vun der Dateniwerrdung an an der Fuerschung. Mir wëlle resolut eis Schoul erneieren. Doraus ergi sech nei Aktivitéiten, op déi mer mussen setzen. Dass mer dat kënnen, hu mer an der Vergaangenheet scho bewisen. Et kann op en Neits bewise ginn.

De Kapp an de Sand stieche bréngt nאיםcht. Dat huet Lëtzebuerg och net gemaach, wéi d'Stolindustrie ufanks den 80er Jore lues awer sécher hir prédominant Roll an der Economie agebeisst huet a mer aner Standbeen hu misse sichen. Mir hu se fonnt. Ech sinn iwwerzeegt, dass mer se och an Zukunft wäerte fannen, wa mer eis bescht Kompetenz beienee wäerte bündelen.

Fir mat der Kris an deenen nächste Méint ëmzogen, setze mer hei am Haus eng parlamentaresch Spezialkommissioun an. Dat ass en Exercice, deen an ähnlecher Form an den 80er Jore schon eng Kéier gemaach gouf an deen och prinzipiell dee richtegen Usaz duerstellt. Mir mussen just - a mir stinn an der Verantwortung - d'Aarbecht esou organiséieren, dass d'Chamber eng reell Plus-value zu den Aarbechte vun der Regierung an eventuell vun der Tripartite kann erbäifeieren.

D'Tripartite wäert sech vum Ufank vum nächste Joer u mat der Kris misse beschäftegen. Et wier gutt, a mir mussen et fäerdeg bréngen, dass d'Tripartite an d'Spezialkommissioun net laanschtenee schaffen, mä matenee schaffen, fir de richtegen Usaz an déi richteg Perspektiv ze fannen, fir gemeinsam Solutiounen kënnen ze entwéckelen, fir d'Zukunft vun eisem Land ze gestalten.

Do kann ee sech virstellen, dass zum Beispill d'parlamentaresch Verrieder an der Tripartite sollen derbäi sinn, no engem Statut, deen ee kann definéieren. Et kann ee sech awer och virstellen, dass de Comité de coordination tripartite als solchen der



Kommissioun seng Ureegungen zoudroe léisst, esou wéi et an den 80er Jore gemaach ginn ass.

Wéi gesot, et wier an eisen Ae wëschenswäert, wann déi zwou Enceintë géife koordinéiert virgoen, well et ass wichtig genuch, dass mer hei net ausereindriften an der Aschätzung vun de Léisungsproposen an dass mer eis och net duerch d'Noheet vun de Wahlen dovunner ofhale loosse, gemeinsam iwwert den Tellerrand ewech Solutiounen ze proposéieren.

Wa mer dat zesummeleeën, wat mer zesumme kënnen, da fanne mer och e Wee duerch dës Kris. A wa mer eis am Laf vun deenen nächsten a kommende Méint esou opstellen, wéi mer et zesumme kënnen fäerdeg bréngen, da si mer och duerno gutt positionéiert, fir dass et nees biergop geet.

De Budget 2009, Dir Dammen an Dir Hären, ass an eisen Aen en éischte Schrëtt an déi Richtung.

Ech soen lech Merci.

►►► **Plusieurs voix.** - Très bien!

►►► **M. le Président.** - Merci, Här Wolter. Nächste Riedner ass den honorablen Här Meisch fir d'DP-Fraktioun. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

►►► **M. Claude Meisch (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech net all de Wieder vu mengem Virriedner uschléissen. Ech ka mech awer deene Wieder uschléissen, déi hien iwwert de Budgetsrapporteur vun dësem Joer verluer huet, iwwert den Norbert Haupt, deen, wéi esou munch anere Budgetsrapporteur virun him, eng Flässaarbecht gemaach huet a vill Äifer un den Dag geluecht huet, fir munch Iwwerleeung emol erëm eng Kéier aneschtlers ze formuléieren, munch Iwwerleeung och méi mat Distanz zur alldeeglecher Politik ze formuléieren, dee vill d'Ouer opgespaant huet hei am Haus, awer och doruechter, dobaussen am Land.

Et ass effektiv schued, dass d'Aktualitéit vun der leschter Woch deem Rapport net déi néideg Opmierksamkeit konnt iwwer loossen. Dat soll awer elo net évitéieren, dass mer en hei diskutéieren, do, wou mer kënnen zoustëmmen, awer och da vläicht do, wou mir - déi eenzel Riedner hei - et vläicht aneschtlers geschriwwen hätten.

Op jidde Fall, Norbert Haupt, Félicitatione fir déi Aarbecht als Budgetsrapporteur vum Budget 2009!

►►► **Plusieurs voix.** - Très bien!

►►► **M. Claude Meisch (DP).** - Ech wëll och soen, dass ech net d'Impressioun hunn, dass ech momentan hei géif fir d'Galerie schwätzen, esou wéi mäi Virriedner et gemengt huet. Ech hunn och net gemengt, dass hien hei géif fir d'Galerie schwätzen. Mir schwätzen heibannen am Haus, an der Chamber. Mir loosse eis awer och vu kengem aneren d'Wuert verbidden, wann et doréms geet, dobaussen ze schwätze mat de Leit am Land. An dat mécht een nun eben emol iwwert de Wee vun der Press, well et leider schwéier ass, mat jiddwer Eenzelnen am Land kënnen ze diskutéieren iwwert d'Problemer, déi en huet, esou wéi mir se gesinn an esou wéi mir menge se da kënnen ze léisen.

Ech wëll och nach eng Kéier drop hiweisen, dass mer bis ewell eng ganz Rei vun Initiativen déi lescht Woche geholl hunn, parlamentaresch Initiativen, fir grad an där Wirtschaftskris, an där mer dra sinn, als Fraktioun eis net heihinner ze setzen, zréckzelehnen an ze waarden, bis d'Regierung mat Propositione kënn, mä fir als Fraktioun heihinner ze kommen an en aktive Rôle ze spillen.

Duerfir hu mer déi Spezialkommissioun gefrot. Duerfir wollt mer och der Regierung eng Chance ginn, fir e Budget rectificié bis uganks d'nächst Joer kënnen opstellen. Duerfir déi sëllegen Initiative vun eiser Fraktioun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt war d'Bankekrise, elo ass d'Wirtschaftskris. A béides ass verursaacht duerch eng déif gräifend Vertrauenskrise. Et gétt real Ursaache fir déi Vertrauenskrise. Et ass fir d'alleréischte d'Iwwerbewäertung vun enger ganzer Rei vu Valeuren an d'Ennerbewäertung vun enger ganzer Rei vu Risiken, déi derzou gefouert hunn, dass munches d'Ennescht d'Iwweschts gaangen ass déi lescht Méint.

Firwat ass et esou schlëmm komm? Firwat huet dat, wat oft wäit ewech vun hei seng Initialzündung hat, esou global Ausmoosse kritt an ass wéi eng grouss Well iwwert de Planéit an och iwwer Lëtzebuerg ewechkomm?

Et ass kee Vertraue méi do. Et ass kee Vertraue méi do tëschent de Banken; dat hu mer erlieft. Et ass kee Vertrauen do tëschent den Entrepreneuren; dat kenne mer. Et ass net onbedéngt Vertrauen tëschent dem Konsument an dem Produzent. An et gétt mat Sécherheet och e Mangel u Vertrauen tëschent dem Bierger an der Politik.

Ee Beispill: D'Automobilindustrie ass jo net zesummegebrach oder huet net hir Produktion misse stoppen, well mer alleguerten zesummen decidéiert hätten, an Zukunft just ze Fouss ze goen. Mir hunn och emol net eigentlech decidéiert, dass mer eis de Luxus net méi wëllen erlaben, all dräi Joer en neien Auto ze kafen, mä dat elo just all véier, all fénnef Joer ze maachen.

Neen, dat war et net. Mä d'Leit traue sech net. Si traue sech momentan net, gréisser Acquisitiounen ze maachen, en Haus ze kafen, ze renovéieren oder dann ebe sech en neien Auto unzeschaffen. Si wëssen net, wat d'Zukunft konkret bréngt, wat se fir si perséinlech, privat fir d'Famill reservéiert huet. Duerfir si se virsiichteg a si sinn och emol heiansdo iwwervirsiichteg.

Einfach gutt zourieden, geet do mat Sécherheet net duer. Dat geet net duer vun der Politik. Dat geet net duer vun der Sait vun der Wëssenschaft. Et geet net duer vun der Sait vun den Entrepreneuren.

Fir neit Vertrauen ze schafen, dat brauch Zäit. Ech mengen och, dass et Kohärenz brauch tëschent deem, wat ee seet, an deem, wat ee mécht. An et brauch Eierlecheit. Zäit; et muss ee wëssen, dass mer eréischt zwee Méint amgaange sinn. D'Auswirkung maache sech ëmmer méi bemierkbar. Mir spiere se. D'Leit fänken u se ze spieren. A wéi vill Zäit dat mer hunn, fir richtig ze reagéieren, wësse mer eigentlech net.

U Kohärenz, fannen ech, dass et feelt. De Premierminister huet hei op dëser Plaz d'lescht Woch gesot, et misst een d'Wourecht soen, näischt wéi d'Wourecht. De Budgetminister, de Luc Frieden, seet, dass de Budget op Vertrauen an op Zouversicht géif baséieren. De President vun op d'mannst enger vun de Majoritéitsparteie seet awer, deeselwechte Luc Frieden wär en Zaubermeeschter a sai Budget géif net dem Prinzip vun der Véracitéit entsprechen.

(Interruption)

D'Auswirkung vun der Kris gi gradesou ënnerschiedlech kommentéiert. Vu Verharmlosung bis vu Katastrophenszenarien, déi eropbeschweue ginn, alles war bis ewell ze héieren. D'Diskussioun, ob a wéini a fir wéi laang mer dann elo an enger Rezessioun sinn a wéini eng Rezessioun da Rezessioun d'äerf genannt ginn, huet Hiert zur Verwirrung bägedroen.

D'Analys vum Jean-Claude Juncker mécht eis bestierzt - et kann ee se deelen -, dass mer momentan amgaange sinn, déi schlëmmste Wirtschaftskris zënter dem Ufank vun den 30er Jore vum leschte Jorhonnert ze erliewen. A mir wëssen, wat dat heescht, well mir haten zënterdeem eng Rei vu militäresche Krisen, soziale Krisen, Wirtschaftskrisen, déi mer ëmmer hu misse meeschteren.

Wa mer awer kucken, wat d'Reaktioun op deen doten Zeenario ass, da fällt déi dach séier moer aus. De Budget bleibt onverännert, esou wéi en am Summer ausgeschafft ginn ass, esou wéi en am freien Hierscht hei déposéiert gouf. D'Politik leet éischter d'Hänn an de Schouss, virun allem, wann een dat mam Ausland vergläicht, wou awer keen Dag vergeet, ouni dass déi national Regierungen eng nei politesch Initiative fir d'Stäipe vun der Economie ukënnegen.

2009 wär also en Anti-Krise-Budget, ouni dass duerch d'Kris dorunner ee Jota geännert gi wär. Déi Opriff vum Premierminister, wou hien de Leit seet, si sollen dach wann ech gelift elo consomméieren, nëmmen esou géife mer aus der Situatioun erauskommen; déi Opriff och, fir de Leit ze soen an der Bankekris, d'Leit sollen hiert Geld bei de Banke stoe loosse; dat hëlleft net fir nei Zouversicht ze schafen. Et kléngt éischter no Hëlleflosegkeet a ganz vill no Zweckoptimismus. Déi Inkohärenzen do, déi sinn et, déi kee Vertraue wuesse loosse bei de Bierger vun dësem Land. Vertrauen, dat mer awer esou dréngend bräichten.

Wa mer da kucken, awéiwäit mer bis ewell de Leit d'Wourecht gesot hunn, a mer dat net wëlle maachen, da muss ech nach eng Kéier drop zréckkommen, dass mer am Laf vun der leschter Woch hei eng Motioun als DP erabruucht hunn, fir e Budget rectificié virzeleeën. Deen hätt kënnen méi Kloorheit bréngen an hätt viles aus dem Niwwel eraus an d'Liicht kënnen stellen an de Leit kënnen soen, wéi d'Statsfinanzen dann 2009 méi richtig wäerten ausgesinn a wat dat fir Konsequenzen hätt.

D'Regierung freet d'Chamber hei e Budget ze stëmmen, wou mer haut alleguerte scho wëssen, dass deen der Realitéit net wäert entsprechen. Wou mer haut alleguerte scho vill méi wäit sinn am Wëssensstand wéi dat, wat mer dee Moment wussten, wou dee Budget do opgestallt ginn ass.

An dann dorop ze verweisen, dass mer jo am Ufank vum nächste Joer e Stabilitéitsprogramm hei misse diskutéieren, dat ass gutt. Dat geet awer net duer, well et ass nun eben emol e fundamentaalt Recht vun enger Chamber, fir der Regierung hire Budget ze autoriséieren. A wa mer hei e Budget stëmmen, wou mer elo scho wëssen, dass en net richtig ass, da gétt déi Chamber hei eigentlech net méi fir eescht geholl. Si gétt vun der Regierung net eescht geholl. Mä dës Chamber hëlt sech selwer net eescht, wa mer dee Budget do esou stëmmen.

De Projet vum Budget 2009 baséiert op enger Croissance vun 3%. E baséiert op enger Annahm, dass mer d'nächst Joer méi Aarbechtsplazen am Land hunn. E baséiert op der Prognos, dass de Chômage fir 2009 soll stabil bleiwen.

Nun, haut ginn d'Prognose fir d'Wirtschafts-croissance vun 2009 wäit ausereneen. Emol eng Kéier e Minus vun 0,5% bis zu engem knappe Plus vun 0,5%. Aarbechtsplazen - dat héiere mer - ginn ofgebaut. An de Chômage soll 2009 an doriwier eraus op fir Lëtzebuerg ni bekannten Héichte klammen. 2009: 6,5%.

Haut schonn hu mer Kuerzzäitarbecht a ville Betriber. Vill Mënschen am Land sinn doduerch betraff. De Chômage wäert derzou féieren, dass mer méi Misär am Land hunn, dass d'Leit Angscht hunn hir Plaz ze verléieren. Et wäert perséinlech Schicksaler ginn. Mä mir wëssen awer och, dass dat eng Répercussiou op de Statsbudget huet. Well och dat doten, dass muss finanzéiert ginn.

De Budgetminister, de Luc Frieden, seet an der „Revue“: „Die durch Kurzarbeit und Arbeitslosenunterstützung entstandenen Mehrausgaben werden mittelfristig durch weniger laufende Ausgaben zu kompensieren sein.“ Ech liesen also do eraus, dass d'Solidaritätssteuer net soll eropgesat ginn, mä dass een op där anerer Sait duerch lafend Käschten, déi agespuert ginn, wëllt déi Méiausgabe kompenséieren. Et wär dann awer interessant ze wësse vum Budgetminister, duerch wat fir eng Aspuegung bei de lafenden Ausgaben dat doten da soll geschéien; wat fir e Montant dass do soll zesummekommen.

Éierlech sinn, dass heescht och, déi ganz Wourecht soen. Zu där ganzer Wourecht gehéiert och, dass Provisione momentan bei de Banke gemaach ginn. Dat wäert derzou féieren - vläicht nach net esou staark 2009; mat Sécherheit méi staark nach 2010 an duerno -, dass mer manner Recetten iwwert d'Betriebsbesteuerung wäerten eraukréien.

De Konsum an där Vertrauenskrise, an där mer dra sinn, wäert net op deem Niveau bleiwen. Schwätzt emol eng Kéier mat de Garagisten. Schwätzt emol eng Kéier mat den Eenzelhändler. Dat heescht, dass mer net déi TVA wäerten eraukréien, déi am Budgetsprojekt virgesinn ass.

Zënter Enn September ass d'Welt nun emol eben eng aner. Ech verstinn, dass keen en Hellscher ass, an et ka keen haut soen, wat d'Realitéit d'nächst Joer ass. Kee weess, wéi laang déi Rezessioun do wäert daueren. Kee weess, wéi staark d'Auswirkungen op d'Economie zu Lëtzebuerg wäerte sinn, wéi schnell dass se sech bemierkbar maachen a wat dat alles konkret heescht fir eise Statsapparat an d'Statsfinanzen. Kee weess eppes Geneeës. Duerfir bleibt d'Regierung einfach emol derbäi, fir e falsche Budget hei zum Vote ze bréngen.

Wie gewéint mat esou enger Budgetpolitik, mat esou enger Finanzpolitik neit Vertrauen? Ech mengen, keen.

Recetten a munch Dépensé baséieren ëmmer op enger Schätzung. Wann de Budget opgestallt gétt, an normalen Zäiten an och a Krisenzäite wéi elo, da gétt gekuckt: Vu wat fir enger Wirtschaftscroissance kann een ausgoen? Wéi entwéckelt sech den Emploi? A ganz vill aner Eckdate fléissen do eran.

Déi al Schätzung si sécher falsch. Neier wäert mat Sécherheit awer méi richtig. An et schéngt der ze ginn. De President vun der lëtzebuergescher Zentralbank huet viru kuerzem an engem Interview gesot, dass ee wahrscheinlech d'nächst Joer 2009 mat engem Defizit vun 3% vum PIB misst rechnen.

D'DP huet duerfir e Budget rectificié bis Enn Mäerz gefrot, fir eben déi nei Donnéeën an

net nëmmen de Stand vun haut, mä de Stand vun deenen nächsten dräi Méint kënnen do mat afléissen ze loosse an net einfach um Stand vun deene leschten dräi Méint stoen ze bleiwen. D'Regierung wär dem Parlament dat dote schëlleg, d'Regierung wär och de Bierger hei am Land dat dote schëlleg.

De Budget 2009, deen haut hei diskutéiert gétt an d'nächst Woch gestëmmt wäert ginn, ass eppes wéi e Wantermärchen. E Mäerchen awer och, dass virun enger Rei vu Jore schonn ugefaangen huet.

Mir erënneren eis un déi Tripartite, déi eigentlech Léisunge just fonnt huet bis 2009, bis also d'nächst Joer; well do viles ausleeft, wat do diskutéiert an decidéiert ginn ass. Deemools hu mer eis schonn iwwer Automatismen beklot, deemools gouf scho vu strukturelle Problemer, och bei de Statsfinanzen, geschwat.

D'Tripartite huet da gehollef de Budget éischter ze équilibréieren, mä déi Automatismen lafe weider, déi strukturell Problemer bestinn nach ëmmer. Dat fanne mer jo och erëm am Avis vun Conseil supérieur du développement durable, deen d'ailleurs ganz interessant ass, mä deen eis och do näischt Neies gesot huet.

D'Regierung huet an deene gudde Joren eng ganz Rei vu waarmen Eisen net ugepaakt, an et kann een drun zweifelen, ob se dann elo fäeg sinn, dass an deenen nächste Méint ze maachen.

De Statsminister huet d'lescht Woch dann och heibanne gefrot, wat um Statsbudget sollt geännert ginn. Elo weess ech, dass de Statsminister dat, wat d'Demokratesch Partei seet, ganz genee suivéiert, an da misst en eigentlech wëssen, wat eis Haltung dozou ass.

D'Demokratesch Partei wëllt, dass mer d'Recetté fir 2009 realistesch um Wëssensstand vun haut kënnen schätzen an net um Wëssensstand vum Juli/August 2008. Mir wëllen, dass mer d'Dépenses do upassen, wou mer dovunner ausgoe kënnen, dass se méi héich sinn, wéi zum Beispill beim Fonds pour l'Emploi. Mir wëllen och, dass mer Dépenses ëmschichten, fir se schneller kënnen ze tätigen, fir se do kënnen ze exekutéieren, wou Projete fäerdeg sinn, wou een d'Geld éischter ënnert d'Leit ka bréngen.

Mir wëlle fir 2009 keng Kierzungen, well - an do deele mer déi grondsätzlech Approche vun der Regierung - wa mer ee Feeler kënnen maachen, dann ass et elo, an enger Situatioun, wou de private Konsum abrécht, wou d'Investitiounen vun de Betriber erofginn, dann och nach den öffentleche Konsum an déi öffentlech Investitiounen ze reduzéieren. E Feeler, hunn ech mer soe gelooss, deen 1929 an an de Joren duerno gemaach ginn ass an deen zu deene schlëmmen Konsequenzen, déi mer alleguerte kennen, gefouert huet.

Mir sollen awer éierlech sinn an dann och deen ze erwaardenden Defizit berechnen an en ausweisen. Well déi dote Politik wäert et net zum Nulltarif ginn, esou en Defizit, dee mer elo wäerte kréien. Dat heescht, dass mer eis wäerte verschëlden. Dat ass och justifiéiert. Well wa mer et net géife maachen, da wär et herno vill méi schwierig, nach aus der Situatioun erauszekommen, aus där ekonomescher Situatioun an awer och aus der budgetärer Situatioun vum Stat. Et ass awer eng Situatioun, déi natierlech net ka vun Dauer sinn.

Wa mer géife wëssen, wéi héich de Statsdefizit 2009 géif ginn, da kéinte mer eis och Gedanken maachen, wéi mer en duerno 2010 an 2011 - an eventuell doriwier eraus - dann och erëm géife reduzéieren. Déi Situatioun, déi mer elo hunn, ass bedéngt duerch eng konjunkturell Kris, awer duerch déi strukturell Schifflage an eise Statsfinanzen, zum Beispill d'Ofhängegkeet vun de Recetté vun der Aktivitéit op der Bankplaz, sinn eng ganz Rei och vu strukturelle Reformen noutwendeg.

Hei hu mer - bis ewell op jidde Fall - näischt Konkretes héieren an deene leschte Joren, an och net an deene leschte Wochen, vun de Majoritéitsparteien.

Mir brauchen eng éierlech Diagnos virun de Wahlen, fir duerno kënnen ze wëssen, wat fir eng déi richtig Medezin ass. Muncher gi



mer allerdéngs hei d'Impressioun, wéi wa mer et mat engem Patient ze dinn hätten, deen nëmmen Angscht hätt bei den Dokter ze goen, well en déi richteg Diagnos fäert.

Mir sollen awer de Mënschen d'Wourecht soen, an d'Mënschen - dorunner gleewen ech fest - akzeptéieren och, datt mer eng Rei vu Reforme musse maachen. Reformen och vläicht, déi net wäerten einfach ginn, mä si akzeptéieren et éischer, wa se de Problem verstinn, wa se d'Situatioun erkennen. Mä duerfir musse mer d'Situatioun fir d'allérischt emol hei op den Dësch bréngen.

Esou ee Budget ass dann och net just en Zueleiwirk, mä et kënt virun allem drop un, wéi d'Exekutioun gemaach gëtt. An do ass et wichteg, datt d'Regierung déi richteg Approche huet. Et geet virun allem - 2009 - ëm Tempo, ëm Schnelligkeet, a mir gleeuwen net esou richteg dorunner, datt der Regierung dat ka geléngen.

Munch Prozeduren hunn eis kloe geden, hunn d'Gemengepolitik kloe geden, hunn d'Beriber an och d'Bierger vun dësem Land déi lescht Jore kloe geden. Deen, dee wëllt investéieren, muss elo kënnen investéieren, ënner kloere Regeln. Dat betrëfft d'öffentlech Hand, et betrëfft och de Privatsécteur an et betrëfft zum Deel d'Regierung selwer.

D'Regierung huet do awer déi lescht Jore näischt ronnbruecht, fir zu enger administrativer Vereinfachung bäizetroen, fir investéieren hei zu Lëtzebuerg méi einfach kënnen ze maachen a méi schnell ze maachen, an d'Regierung muss elo weisen, datt se dat doten an der Kris hikritt.

Ech héieren eenzel Regierungsmemberen, déi hätten et gären. Dann hoffen ech, datt dat eng kollektiv Virstellung vun der Regierung an e kollektive Wonsch vun der Regierung ass. Ech sinn allerdéngs skeptesch.

Dës Legislaturperiod ass ugaange mat enger grousser Diskussioun iwwert d'Flächennotzungsgesetz. Dës Legislaturperiod geet op en Enn, ouni datt déi Diskussioun do ofgeschloss ass, well mir waarden nach ëmmer, vum Innenminister, op de Projet de loi, fir d'Gesetz iwwert den Aménagement communal dann elo definitiv kënnen ofzeänneren.

Et ginn Diskussiounen ëm Naturschutzautorisationen, an et wär wichteg, datt mer Situatiounen évitéieren, wou een, deen e Projet wëllt realiséieren, de ganze Parcours mécht an da fënnel Minutte vir zwielf d'rout Kaart gewise kritt.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Claude Meisch (DP).** - Mir wëssen, datt mer bei der ITM och munches kënnen ëmdeken. Mir wëssen, datt bei der Landesplanung eng Rei vu grundsätzleche Regele mussen a Fro gestallt ginn, fir ebe méi Planungssécherheet ze ginn an datt deen, dee wëllt investéieren, weess, ob en dat kann oder ob en et net ka maachen.

Wa mer dat net hikréien, da wäert munch Investitioun net hei am Land, mä éischer am Ausland geschéien, well vill Leit, déi dat gemaach hunn, soe mer, datt et do awer finalement oft méi einfach geet. De Stat blockéiert sech heimadder och selwer.

Et ass hei net nëmmen e Problem vum Privatsécteur, dee keng Autorisation kritt. Et ass hei och e Problem, an dat héiere mer, wann zum Beispill eenzel Ministère froen, si hätte gären eppes, si hätte gären eng Autorisation vun engem anere Ministerkolleeg, mä déi schéngt sech allerdéngs do d'Oueren zouzehalen bis ewell.

Domat muss Schluss sinn, grad elo an esou enger ekonomescher Situatioun wéi mer se hei hunn. Mir brauchen Décisionen, a wann et muss sinn, da mussen och déi concernéiert Departementer, déi concernéiert Verwaltungen an och déi concernéiert Membere vun der Regierung do politesch Décisionen finalement huelen.

Mir froen eis dann och, wéi laang mer eis nach hei zu Lëtzebuerg de Luxus wëllen erlaben, d'Geschäfte dann zouzemaachen, wann d'Leit wëllen akafe goen.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Claude Meisch (DP).** - Waarde mer do bis de Chômage op 6%, op 7%, op 8% oder op 9% gestigen ass, bis mer dann do eng Kéier ëmdeken? Ech hoffen net!

(**Interruptions**)

En Defizit ze maachen an deen ze annonciéieren, dat geet net duer. Et muss geschafft ginn. Et muss schnell geschafft ginn. Duerfir hunn ech gesot, mir brauchen Autorisationen. Mir brauchen awer vläicht och Émschichtungen an deene budgetäre Moyenen, fir ebe méi an déi Richtung kënnen ze goen, do wou mer e Projet, dee fäerdeg ass, kënnen exekutéieren.

Mir brauche virun allem, Dir Dammen an Dir Hären, eng Ënnerstützung fir de Mëtzelstand hei am Land. Mir brauchen Opträg fir kleng a mëttel Betriber.

Ech erënneren dorunner, a muncher heibanne kënnen sech mat Sécherheet besser drun erënneren wéi ech, datt während der Stokris et grad de Mëtzelstand war, deen d'Land iwwer eng Duuschtstreck ewechbruecht huet. Well et do war, wou Aarbechtsplazen erhale bliwwen sinn, neier geschafte gi sinn. Well et déi Betriber waren, déi Steieren an enger ganz schwiereger Situatioun geschafene hunn.

Mir dierfen elo net de Feeler maachen, mëttelstänneg Betriber duerch dës kuerzfristeg Situatioun futti ze maachen. Well ee Betrieb, deen zomécht an dëser Situatioun, dee mécht duerno seng Diere mat Sécherheet net méi op. Duerfir musse mer alles drusetzen, de Betriber iwwert déi heiten Duuschtstreck kënnen ewechzehëllefen.

Den Här Juncker gesäit dat d'selwecht. Ech hoffen, datt et net just bei enger Intentioun bleift. Ech hoffen, datt déi ugekënnegt Politik do sech konkret a Musek wäert ëmsetzen.

Et ass déi lescht Woche ganz vill vun antizyklescher Politik geschwat ginn, hei am Land, och op anere Plazen. Et mierkt een allerdéngs, datt antizyklesch Politik net ëmmer gläich antizyklesch Politik ass. Fir eis geet et drëms, datt d'Geld schnell an de Circuit zréckkëent. Duerfir brauche mer eng Straffung vun der Planung, vun de Prozeduren. Mir musse schnell an d'Aus-schreiwunge kommen.

Ech hoffen do, datt mer da wirklech déi administrativ Hürde gradesou schnell këppen, wéi mer reagiert hunn an der Bankekris, oder fir aner Gesetze ganz schnell kënnen duerchzekréien. Et geet net nëmmen duer, en Optrag ze ginn un e Betrib, mir mussen en och, wann de Betrib deen Optrag ausgefouert huet, bezuelen. An do sinn och vill kleng Betriber, virun allem, déi mer soen, datt se nach vill Geld, och vum Stat, ausstoen hunn. Et kann net sinn, datt déi kleng Patronen, an esou schwiereger Situatiounen wéi elo hei, dem Stat och nach musse Geld léinen.

Wa mer investéieren, da solle mer sénnvoll investéieren. Antizyklesch Politik ass fir eis net, datt mer einfach probéiere Geld auszeginn. Antizyklesch Politik muss sénnvoll Investitiounen tätigen do, wou se noutwendeg sinn, wou mer se souwisou hätte misse maachen, wou mer se vläicht just e bësselche méi spéit gemaach hätten. Mir sollen investéieren do, wou d'Ekonomie ënnerstëtzt gëtt: an d'Infrastrukturen, an Aktivitéitszonen, an d'Uni, an d'Fuerschung, an d'Mobilitéit.

Mir sollen och an de Klimaschutz investéieren, well dat ass eng grouss Erausforderung, laanscht déi mer esou oder esou net kommen. Wa mer dës Kris notzen, fir zum Beispill eis al Gebaier, öffentlecher an och privater, ze renovéieren, dann hu mer e bleiwenden Effet, well da wäerte mer an Zukunft mat manner Energie gradesou gutt kënnen liewen.

Déi privat Investitiounen an de Klimaschutz gi jo zum Deel nach ëmmer duerch eng Subsidépolitik ugereegt. Ech wëll do nach eng Kéier ze bedenke ginn, datt dat eleng net duergeet. Dat eleng geet net duer, fir jiddwereen ze iwwerzeegen, säin Haus elo ze renovéieren, ze isoléiere respektiv an erneierbar Energien ze investéieren, well deen, dee vläicht en Drëttel bäigeluecht kritt, muss nach ëmmer d'Moyenen hunn, déi aner zwee Drëttel ze finanzéieren, an et si virun allem déi Biergerinnen a Bierger hei am Land mat deene kleng Revenuen, déi an deene schlecht isoléierten Haiser sëtzen, déi do onbedéngt misse gehollef kréien.

Duerfir brauche mer intelligent Mechanismen, Virfinanzierungsmechanismen, wou mer Banke mat abezéien, wou mer vläicht eng Klimabank schafen, esou wéi mir dat als DP gefuerdert hunn, fir de Leit kënnen déi Investitiounen do hëllef virzefinanzéieren, wou se herno dovunner profitéieren. Well wa mer dat dote géifen hikréien, da profitéiert jiddwereen. D'Hand-

wierk profitéiert an dëser schwiereger Situatioun, well se Aarbecht kréien. D'Leit profitéieren, well se sech mat manner Energiekäschten duerno deeselwechte Confort kënnen assuréieren. D'Banke kréien nei Klienten, an de Stat geet och als Gewënner doraus eraus, well mer wäerten eis CO<sub>2</sub>-Emissiounen doduerjer nohaltege reduzéieren an dann och manner an d'Kyotodéppe mussen abezuelen.

Déi doten Diskussioun iwwert de Klimaschutz dierfe mer elo net op d'Säit leeën. De Pétrol gëtt zwar elo méi bëlleg, mä mir musse wëssen, datt dat, soubal d'Ekonomie erëm eng Kéier bis unzitt, an déi aner Richtung wäert goen. Mir sollen net mengen, datt déi Belaaschtung, déi mer déi lescht Méint duerch en héije Pétrolspräis kann hunn, elo iwwer wär an net méi géif erëmkommen. Klimaschutz muss eng Prioritéit vun der Politik hei zu Lëtzebuerg bleiwen.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Gemenge maache sech Gedanken. D'Gemenge maache sech Gedanken, wéi si kéinten dozou bäidroen, d'Politik ze ënnerstëtzen, eng Gesamtpolitik fir eis Betriber ze ënnerstëtzen. D'Gemenge sinn allerdéngs och am Onkloeren, virun allem iwwert d'Recetté fir déi nächst Jore. D'Gemengen hu munches gesot kritt, wat se kënnen als Recetten erwaarden. D'Gemenge gleewen dat awer och net esou richteg, a wann een nofreet, da kritt ee gesot, gitt dat Geld do aus, a gläichzäiteg kritt ee gesot - an dat war hei an enger Chamberskommission -, datt ee soll virsichteg domadder ëmgoen a vläicht nach e bësschen op d'Säit leeën. Esou vill zu deem, wat een ëmmer Sënnvolles hei a muncher Sitzung gesot kritt!

D'Gemenge wëllen investéieren. D'Gemenge mussen dann awer och wëssen, wéi se déi ugefaangen Investitiounen op en Enn kënnen féieren a wat se vu Recetté fir déi nächst Jore erwaarde kënnen. Mir hätten eis gewënscht, datt den Innenminister d'Initiativ geholl hätt an d'Gemenge beienee geruff hätt, fir gemeinsam e Pak ze maachen, e Paquet ze schnüren an eng Antikrisepolitik vun de Gemengen op d'Schinn ze setzen. Ech hunn awer héieren a gelies, datt munch Gemengen op deen dote Wee gaange sinn. Et sinn oft net déi klengsten am Land, wat ze begrëssen ass, mä zesummen hätte mer mat Sécherheet do nach villes méi erreecht.

Och eng Gemeng kann nämlech hir Politik, hire Budget geziilt op dës Wirtschaftskris ausrichten. Si ka kucken, datt se relativ kleng Opträg, direkt am Ufank vum Joer, u lokal oder regional Betriber erausgi kann, kleng Renovatiounsarbechten, déi bestëmmt a ville Gemengen un den Infrastrukturen nach noutwendeg sinn. Si ka grouss Infrastrukturprojeten op den Instanzewe an an de Chantier bréngen. Dat huet virun allem dee positiven Effet, datt et eng gewëss Planungssécherheet fir d'Entreprises, fir d'Konstruktionsbranche, fir d'Handwerker gëtt, well se wëssen, datt se do oft eng Rei vu Joren drun ze schaffen hunn.

D'Gemenge kënnen d'Bierger encouragéieren, esou wéi de Stat et ka maachen, mä heiansdo kënnen si et besser, well se méi no bei de Bierger sinn, fir der Energiefial ze entkommen. Zesumme wäeren d'Gemenge méi staark gewiescht, mä do hu mer den Initiativgeescht vum Innenminister vermësst.

D'Regierung, d'Majoritéitspartei soen dann, hire Budget, de Budget 2009, dee mer hei diskutéieren, wär en Anti-Krise-Budget. D'Regierung wosst also scho virum Summer, wéi se dee Budget opgestallt huet, wat d'nächst Joer géif kommen. Da freet ee sech just, firwat se op esou munch Situatiounen dann net besser preparéiert war, an da gläichzäiteg esou mécht, wéi wa se dat doten awer net gesinn hätt kommen.

Dëst ass an eisen Ae keen Anti-Krise-Budget, well e reagiert net op déi Kris. Et ass an eisen Ae e geduechene Wahlbudget, well mer d'nächst Joer eng Wahlchéance virun eis stoen hunn, a well d'CSV an LSAP gesinn hunn, datt se a munchen Punkten de Bou dach iwwerspaant hunn. D'Steierzueler sinn ze vill belaascht ginn déi lescht Jore. D'Mëttschichten huelen d'Been an de Grapp a verloossen eis Land; et sollen der 15.000 iwwert déi lescht Jore gewiescht sinn, déi sech an der Grenzregioun niddergelooos hunn.

De Kafkraaftverloscht ass reell. Ech wëll nach eng Kéier un dat Beispill erënneren, wat ech hei am Mee virgerechent hat: Enger lëtzebuergescher Duerchschnëttsfamill mat zwee Kanner - wann een dat ofrechent, wat fir wunnen, fir Kannerbetreierung, fir ze liewen, fir ze hëtzen, fir den Auto an esou weider muss opbruecht ginn - bleiwen nach 700 Euro, déi net den Éische vum Mount

verplangt sinn. De Kafkraaftverloscht an och d'Suited vum där moderater Lounpolitik, déi an der Tripartite décidéiert ginn ass, sinn nach verstärkt ginn, amplaz datt se ofgefiedert gi si vun der Regierungspolitik, duerch eng Akommessteier, déi schlächend an d'Luucht gaangen ass, well se ni komplett un d'Inflatioun ugepasst ginn ass, duerch eng Autosteier, eng Fleegeversécherungserhéijung. Se si verstärkt ginn duerch de Kyotocent, duerch Augmentatiounen bei der Kannerbetreierung an esou weider.

Duerfir sollen d'Bierger elo, sechs Méint virun de Wahlen, en Deel, e Brochdeel vun deem Geld, wat se déi lescht Jore méi bezuelt hunn, erëmkréien. Duerfir elo eng 9%eg Inflatiounsberengegung vum Steiertarif, amplaz 6%, wéi nach am Mee ugekënnegt. Ech erënneren och hei drun, datt déi 6% eis net duergaange sinn, a muncher een hei am Haus, virun allem aus de Reie vun der Majoritéit, eis belächelt huet an eis als onseriö duerstelle wollt, well mer méi wollten hunn, well mer méi Steierentlaaschtung bei der Akommessteier wollten hunn. Nun elo, an enger Situatioun, déi jo awer ekonomesch vill méi schwiereg ass, wou mer wëssen, datt de Spillraum méi enk gëtt, mécht d'Regierung, mécht d'Majoritéit dat, wat mer gefrot hunn. Eis Iwwerleumung schéngen also net komplett nieft dem Dill geleëen ze hunn.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. Claude Meisch (DP).** - Den Aarmutsrisiko ass geklommen, dat héiert een, et liest een et an de Statistiken. Dat ass och eng vun de Suidéit vun der CSV/LSAP-Politik. Dat gëtt ofgefiedert duerch déi Steierkredite, déi elo amplaz vun den Abatementen agefouert ginn. Déi schéngen eis noutwendeg an dëser Situatioun. Ech wëll awer nach emol drun erënneren, datt et net ka sinn, datt mer just iwwer sozial Transferten dorobber reagéieren, datt mer och eng aner Sozialpolitik musse maachen, eng aktivéierend Sozialpolitik musse maachen. Dëst Land - virun allem a budgetär méi schwéieren Zäiten - kann net existéieren, wa finalement 40% vu senger Bierger duerch sozial Transferten um Liewen erhale ginn an eigentlech duerch hir eegen Aarbecht net méi kënnen fir hiren Ënnerhalt suergen.

(**M. Laurent Mosar prend la Présidence**)

Et gëtt gesot, datt deen Anti-Krise-Budget hei d'Kafkraaft stärke soll, d'Bierger géife jo entlaascht ginn. Dat stëmmt, si ginn zum Deel entlaascht. Si ginn awer wäit aus maner entlaascht, wéi se déi Jore viru belaauscht gi sinn, an dat ass dann och d'Ursaach, firwat déi Entlaaschtung do net wäert dozou féieren, datt d'Lëtzebuergereinen an d'Lëtzebuergere elo massiv an d'Geschäfte lafen an engem Kaufrausch verfale wäerten.

Zum Thema Kafkraaft war ech awer och erstaunt, wou ech de Passage aus dem Norbert Hauptert sengem Budgetrapport gelies hunn, wou jo glat behaupt gëtt, d'Kafkraaft wär déi lescht Jore an d'Luucht gaangen! Unhand vun enger Rei vu Grafiken a Statistiken soll dann do kloergemaach ginn, d'Leit hätte kee Problem mat der Kafkraaft hei zu Lëtzebuerg, well mer géife jo alleguerten ëmmer méi verdéngen.

D'Akommes ass geklommen, dat stëmmt, mä awer gläichzäiteg sinn eng ganz Rei vu Belaaschtungen geklommen: D'Steierbelaaschtung ass an d'Luucht gaangen, d'Käschte fir Kannerbetreierung sinn an d'Luucht gaangen, Wunnen ass hei zu Lëtzebuerg däitlech méi deier ginn déi lescht Jore, Hëtzes ass méi deier ginn, den Auto brauch méi Sprit an deen ass och méi deier ginn, mir haten eng Inflatioun. Dat steet néierens!

Dat erkennen d'Politiker vun dëser Majoritéit net un, datt et, wa mer iwwer Kafkraaft schwätzen, net nëmmen duergeet, wéivill datt ee verdéngt an datt een e bësse méi verdéngt, mä et muss een eben och kucken, wat déi aner Belaaschtungen ausmaachen, sief se duerch d'Politik verursaacht - et wäeren der eng Rei duerch d'Politik verursaacht -, sief se duerch déi ekonomesch Situatioun verursaacht.

D'Demokratesch Partei huet dann am Fréjoer vun dësem Joer 2008 e Sondage bei TNS ILReS an Optrag ginn, an dee weist, wéi d'Leit hir Kafkraaft gesinn. Do sinn net manner wéi 76% vun de Leit, déi gesot hunn, d'Kafkraaft wier generell erfogaangen. 44% vun de Leit sot, datt hir perséinlech Kafkraaft erfogaange wär am Laf vun deene leschte Jore. 35% hunn dat éischer neutral gesinn, an 22% hu gemengt, se wär eropgaangen. Dat an enger Situatioun, wou et hei zu Lëtzebuerg boomt huet. Dat an enger Situatioun, wou mer 5 bis 6% Wirtschaftscroissance haten.



Wa mer do d'Resultat hunn, dass d'Kafkraaft bei deene Meeschten erofgaangen ass, amplaz dass se eropgeet, da freet ee sech, wien eppes falsch gemaach huet. Nun, mir mengen, dass dat doten e Stéck vum Bilan vun der Politik ass vun der CSV/LSAP-Regierung.

De Budget 2009 ännert dann och nëmme marginal dorunner eppes. Offiziell verschléissen nach ëmmer d'CSV an d'LSAP d'Ae virun der Realitéit am Land, nämlech dass d'Kafkraaft erofgaangen ass am Laf vun deene leschte Joren.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Claude Meisch (DP).** - Eng Auswirkung vun der Kris, déi net nëmme sech direkt am Budget bemierkbar mécht, mä déi d'Leit hei am Land wäerte mierken, dat ass natierlech de Chômage. An dee Chômage, deen eis vun der OECD prognostizéiert ginn ass, dass ass keng Fatalitéit, déi mer esou mussen hinuelen: 6,5% fir 2009, 7% sollen et 2010 ginn. Chifferen, déi mer hei zu Lëtzebuerg net kann hunn, egal a wat fir enge Situatiounen dass ee virdu kucke geet. Bis virun e puer Woche gutt fonctionnéierend Betriber wéi ArcelorMittal baue 400 Plazen of. D'Regierung hält dat dann einfach emol esou hin.

Natierlech hätte mer missen éischer higoen an d'Administration de l'emploi reforméieren. Dat ass eppes, wat jo vun eis scho laang gesot ginn ass a wat mëttlerweil bal jiddwereen am Land seet. Den Ombudsmann huet et kloer an däitlech geschriwwen. An déi Betreffen, déi op der Sich sinn no enger Aarbecht, soen et bei all Erfahrung, déi se mat der ADEM maachen. Grad esou d'Betriber.

De Fränz Biltgen allerdéngs, den Aarbechtsminister, verstoppt sech hannert jiddwerengem an erkläert, firwat hien déi Reform vun der ADEM bis ewell net konnt ugoen. Eng Kéier sinn d'Gewerkschafte schold, eng Kéier de Koalitionspartner, eng Kéier ass et d'Oppositoun, déi anscheinend net esou richtig mat wëllt zéien, an dann op eemol soll et Accorden a vieregte Regierunge gi sinn, déi him elo d'Hänn géife bannen.

De Fränz Biltgen ass néng Joer Aarbechtsminister zu Lëtzebuerg. Zënter néng Joer gétt iwwert d'Arbeitsamt diskutéiert, zënter néng Joer hu mer keng reell Reform vun Arbeitsamt op de Wee kritt. Den Här Minister erkläert de Chômage, firwat dass en an d'Luucht geet, firwat eenzel Leit am Chômage sinn. Den Här Minister erkläert dat elo an dëser Situatioun. Dat stëmmt och. Seng Analys ass meeschtens richtig, mä hie bleift ebe bei der Analys stoen.

Mir vermësse virun allem och elo an dëser Situatioun, dass mer eis dergéint stäipen, géint déi prognostizéiert Chômagezuelen do. Ech mengen, do wär eppes ze maachen, a mir sollen et net einfach esou hinuelen.

Deen natierlechen Ofbau, vun deem da geschwat gétt bei ArcelorMittal, wou mer risikéieren, dass dat sech widderhëlt bei anere Betriber, deen huet Répercussiouen. Et geet net duer, ze soen, et ass en natierlechen Ofbau vun Aarbechtsplazen an d'Leit gi fräiwëlleg. Déi Leit, déi gi jo meeschtens net an d'Pensioun. Déi Leit kommen zrëck op den Aarbechtsmaart, hunn eng Berufserfahrung, déi se kënnen en valeur setzen. Dat heescht, et wäerte méi Leit um Aarbechtsmaart tätég sinn. Dat bei steigendem Chômage. Et wäerte méi Leit op der Sich sinn no enger Aarbecht, an dat mécht et deenen, déi op der Sich sinn an enger Situatioun, wou natierlech d'Betriber manner gären astellen, nach emol vill méi schwéier.

Wat geschitt mat deene Jonken? Déi Jonk, déi d'nächst Joer hir Léier fäerdeg hunn, déi Jonk, déi hiren Diplom gemaach hunn? Déi Jonk, déi studéiere gaange sinn an zrëckkommen an der Hoffnung elo eng Aarbecht ze fannen, der Aarbecht ze kréien? Och si wäerten en aneren Aarbechtsmaart virfannen 2009 an 2010, wéi dat geduecht war vun hinnen an och wéi muncher hinnen et an Aussicht gestallt hunn.

Solle mer net higoen a vläicht probéieren, déi Jonk dann nach op d'mannst méi laang an der Schoul ze halen, bei der Orientéierung vun de Studente kënnen ze hëllefen, bei eise Regeln, wéi mer Préten a Bourssé ginn, fir weider kënnen ze studéieren, fir dass deen, deen e Bachelor gemaach huet, vläicht e Master mécht, fir dass deen, deen e Master gemaach huet, vläicht nach en drëtten Zyklus hannendrun hänkt?

Misste mer net och kucken, bei deene Leit, déi elo an de Chômage kommen, an et wäerten der e puer dausend méi si wéi gewinnt, dass mer do déi Zäit notzen, wou se net kënnen placéiert ginn, fir Weiterbildung mat hinnen ze maachen, dass se fit sinn

herno fir d'Relance, dann, wann den Aarbechtsmaart erëm méi aktiv gétt, dann, wann d'Betriber nees méi astellen?

Ech erënnere nach eemol un eng Propos, déi d'DP schonn 2006 gemaach huet, fir systematesch méi Weiterbildung um Arbeitsamt kënnen unzibidden, dass mer d'Arbeitsamt vun enger Verwaltung souwisou a Richtung Agence, a Richtung Weiterbildungsgence kënnen transforméieren, dass mer zu deem, deen no dräi Méint - bis ewell war et esou, dass déi Allermeeschten no dräi Méint nees eng Aarbecht fonnt hunn - nach keng Aarbecht fonnt huet, soen, du muss elo eng Formation continue maachen, a wann dat net geet, well et geet wahrscheinlech net bei jiddwerengem, wann et net gewollt ass, dass een dann och seet, da muss een eng Aarbecht am öffentlechen Interesse maachen.

Déi doten Instrumenter géifen eis haut hëllefen, iwwert déi Kris ewechzekommen a géint de Chômage unzegoen. Mir mussen eis fit maache fir d'Zäit no der Kris a mer däreife virun allem, wat de Chômage ubelaangt, d'Hänn net an de Schouss leeën.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Claude Meisch (DP).** - D'Wirtschaftskris ass dann och kee Grund, fir munch aner noutwendeg Reformen elo net unzegoen. Am Géigendeel menge mer, grad a Krisensituatiounen muss ee munches a Fro stellen.

Ech hu grad erkläert, wat ee misst an der Aarbechtsmaartpolitik änneren, wéi mer d'Administration de l'emploi missten opstellen.

Mir mussen och méi eng intelligent Klimapolitik maachen, wou mer net nëmme Subsidé ginn, mä wou mer och hëllefen, dass de Rescht, deen de Stat nach net bäileet, ka privat virfinanzéiert ginn. Duerch esou intelligent Finanzéierungsmechanisme ka jiddweree gewonnen.

Et ass net fir d'éischt, dass ech heibanne soen, mir brauchen e Paradigmewissel an der Familljepolitik, fir och de kenne Famill a Beruff besser enner een Hutt ze kréien. Dat hëlleft och der Economie. Dat hëlleft och de Patronen.

Mir brauche méi Betreuungsplazen a mir mussen se méi schnell schafen, wéi dat an der Vergaangenheet geschitt ass. Mir brauchen eng qualitativ wäertvoll Betreuung, well wa mer iwwer Vertraue schwätzen, da geet et och do ëm Vertrauen, dat d'Eltere mussen hunn an déi Betreuungsdéngschtleeschtung, déi ugebuede gétt. Dat hëlleft ganz konkret, d'Liewen ze organiséieren. Dat belount awer och déi, déi schaffe ginn, déi wëlle schaffe goen, déi selwer wëllen hiren eegene Liewensënnerhalt bestreiden a fir sech selwer an hir Famill wëllen opkommen.

Duerfir brauche mer och eng bezuelbar Betreuung. Dat ass wouer. An et ass net fir d'éischt, wou ech et heibanne priedegen, an duerfir ware mer net d'accord mat där Politik, déi vun der CSV an der LSAP déi lescht Jore gemaach ginn ass, fir d'Betreuungskäschte konstant an d'Luucht ze setzen.

Elo sollen dann ongedeckte Schecken ausgestallt ginn, de Chèque-service, deen de Leit Hoffnung mécht op eng Betreuungsplaz, op deelweis eng gratis Betreuung, wou mer awer wëssen, dass doduerjer déi Offerte, déi besteet a jo komplett absorbiert ass, déi komplett genotzt gétt momentan, eng zousätzlech Demande eigentlech net wäert packen.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Claude Meisch (DP).** - Ech erënnere och an deem Zesammenhang un déi Motioun, déi ech virun e puer Wochen hei abruucht hunn, déi mer am Kontext vun der Budgetsdebatte jo och kënnen mat evakuéieren.

Ech wëll nach eng Kéier drun erënnere, dass et fir eis net ka sinn, dass mer an de Betreuungsstrukturen, an de Crèchen, an de Maisons relais deene Kanner eng Prioritéit ginn, deenen hir Elteren RMG-Bezéier sinn an domadder jo an der Regel net schaffen an eigentlech disponibel sinn,...

**(Interruption)**

...fir hir Kanner selwer kënnen doheem ze erzéien.

Dat heescht, wann dat doten esou ëmgesat gétt, wéi et geplangt gétt, gi ganz vill aner Kanner refuséiert ab dem nächste Joer, déi elo eng Plaz hunn, an deenen hir Eltere sech elo dorop verlossen, dass hir Kanner betreit sinn, deenen hir Eltere ganz oft beruffstätég sinn an déi doduerjer risikéieren hir Beruffstätégkeet mussen a Fro ze stellen.

Ech hoffe wierklech, dass deen Unfug do aus deem Projet erauskënn. Duerfir hu mer och déi Motioun - enner anerem duerfir, et gétt nach vill aner Grënn - abruucht, fir dee Projet Chèque-service de strächen an da gläichzäitig op där anerer Säit hinzegoen an d'Betreuungskäschten en Deel ze kieren.

» **M. le Président.** - Här Meisch, erlaabt Der, dass den Här Jaerling lech eng Fro stellt?

» **M. Claude Meisch (DP).** - Selbstverständlich.

» **M. le Président.** - Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Här Meisch, wéi kommt Der dorop, dass Der kënn soen, dass d'Kanner vun den RMG-Bezéier eng Prioritéit kréien?

Dat stëmmt dach guer net!

An zweetens ass et och net esou, dass d'RMG-Bezéier net schaffen. Déi mussen sech och um Arbeitsamt umellen an déi ginn och zu Aarbechten erugezunn. Do ass et also esou, dass déi Leit an darselwechter Situatioun si wéi aner Familljen an och keng Prioritéit hunn.

Dat, wat Dir elo gesot hutt, et deet mer leed, dass dat stëmmt net.

» **M. Claude Meisch (DP).** - Dach, dass stëmmt. Ech si jo gutt placéiert als Buergermeeschter, fir ze wëssen, wéi de Chèque-service soll agefouert ginn. An et ass dat, wat mer als Gemenge bis elo gesot kritt hunn, obscho mer wéineg gesot kritt hunn, mä dat doten hunn ech wuel verstanen.

An ech hunn och a menger Duerstellung hei nuanciéiert geschwat, well ech weess hoerenee, dass net all RMG-Bezéier doheem sézt. Mä et gétt der awer och, déi doheem sézen an eigentlech d'Zäit hätten an disponibel wäeren, fir hir Kanner selwer ze betreien.

Mir hu bei esou enger Politik wierklech net nëmme d'Impressioun, dass deen, dee schafft, finalement deen Dommen ass, an et ass net bei deem dote Projet eleng, bei de Chèques-services, wou een dat gesäit.

Ech hunn d'lescht Joer op dëser Plaz drop higewisen, dass dee vun esou munchem geluefte Projet vun Kannerbonus derzou féiert, dass quasi exklusiv Famillje kënnen dovunner Gebrauch maachen, wou nëmme ee schafft. Well wann een zweemol de Mindestloun verdéngt als Koppel an et huet een ee Kand, dann ass de Kannerbonus quasi neutral. Wann een awer e bësse méi wéi zweemol de Mindestloun kritt, wat fir vill Leit, déi zu zwee schaffe ginn, jo awer de Fall ass, dann ass et beim Kannerbonus fir ee Kand esou, dass ee gradesou vill aus där enger Täscher ausgedreht wéi een an déi aner Täscher erakritt.

Dat heescht, de Kannerbonus ass eigentlech eppes, wou d'Leit kënnen dervu profitéieren, wa se net zu zwee schaffen. Mä wa se zu zwee schaffen, ass dat op jidde Fall bei engem Kand schonn net méi méiglech.

Mir wëssen och, dass mer nach ëmmer e Steiersplitting hunn, deen eigentlech déi Koppel am meeschte bevirdelegt, wou just ee schaffe geet an deen zweete guer net schaffe geet. Mir wëssen, dass mer d'Steierlaascht fir d'Mëttelschicht, also fir déi schaffend Leit, kontinuéierlech an d'Luucht gesat hunn déi lescht Joren. Mir wëssen, dass doduerch och ëmmer méi Leit drop ugewise sinn, hei am Land op sozial Transferten zrëckzegräifen.

Mir hätte gären eng aner Politik, déi soll aneschtens ausgerichtet sinn, an zwar dass d'Leeschtung, den Effort vun deem, dee schafft, besser unerkannt gétt, amplaz dass et deen ass, dee sech als Leschten an d'Rei soll stellen.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Claude Meisch (DP).** - Vum Export vu Familljeleeschungen, en anere Paradigmewissel, dee mer e puermol ugeschwat hunn, wësse mer, dass dat fir d'Juncker-Regierung en Tabuthema ass. Mir froen eis eigentlech, firwat, well mer déi Erklärungen, déi mer kritt hunn, net verstanen hunn an esou net wëllen akzeptéieren. Mir wäerten a méi enger schwiereger budgetärer Situatioun mat Sécherheet fréier oder spéider nach emol dorop zrëck misse kommen.

Och grad an deenen nächste Jore mussen mer déi Subventiounspolitik - muncher soen, de Subventiounsdschungel - duerchforsten, analyséieren, wat mer brauchen, wat mer vläicht net brauchen. Prinzipiell soll een éischer a Richtung goen, wéi zum Beispill am Klimaschutz vun eis proposéiert, dass een e Subsidé gétt, wann een en aféiert,

dass ee seet, e leeft bis e gewëssent Joer an duerno gétt en entweder successiv reduzéiert oder e leeft aus an e gétt ersat, zum Beispill duerch méi eng héich Besteuerung.

Dat hätt ee jo zum Beispill bei der Autosteier esou kënnen maachen. Amplaz dass deen, dee viru sechs Méint en Auto kaaft huet, och géif méi héich besteiert ginn. Op munch Gebidder wësse mer och, dass et do net de steierlechen Ureiz wäert sinn, mä dass et ganz einfach och eng Obligatioun wäert misse sinn, déi definéiert gétt.

Dat virun allem géif net nëmme dem Stat Geld spueren hëllefen, et géif op där anerer Säit och ganz kloer en Ureiz schafe fir de Bierger, fir sech mat Zäiten aneschtens ze behuelen. Et géif och Planungssécherheet schafe fir de Bierger a fir munch Entreprise hei am Land.

Mir wëssen - an och dat mussen mer elo an enger ekonomescher Situatioun diskutéieren, déi aneschtens ass wéi déi lescht Jore virdrun -, dass mer eng Ofhängegkeet vun de Statsfinanze par rapport zu enger Rei vu Recetten hunn. D'Ofhängegkeet par rapport zur Aktivitéit vum Finanzsektor hunn ech beschriwwen; déi par rapport zum Tanktourismus kenne mer alleguerten.

Dat dote si Sujeten, déi Joer fir Joer hei diskutéiert ginn, déi an d'Fenster gestallt ginn, wou Rapporten driwwer gemaach ginn. Dee leschten ass de Rapport vun nationalen Nohaltegkeetsrot, wou mer awer bis ewell nach keng Konklusiounen draus gezunn hunn. Och elo an dëser ekonomescher Situatioun soll et kee Grund ginn, fir eis drun ze hënneren, laangfristeg ze denken an ze kucken, wou mer wëllen histerieren.

Mir mussen eis och d'Fro stellen, ob et richtig war, de Rapport frontalier anzubalsaméieren an en net méi erauszehuelen. Well munches, wat och doranner stoung, hätt eis gehollef, fir vläicht iwwer méi schwiereng ekonomesch Zäiten ewechzekommen.

An deene gudde Joren hu mer et vermësst oder versäumt, eng Rei vu Strukturformen ze maachen, déi noutwendeg gewiescht wäeren. Mir hunn eng gemaach, et ass de Statut unique. Haut muss nach eng Kéier ee mir erklären, wat de Statut unique eis dann elo bréngt an der jëtzege ekonomescher Situatioun. Wat hëlleft en eis? Wat hëlleft en de Betriber? Wat hëlleft en deem Einzelnen?

En trëtt den 1. Januar a Kraaft, mä vill Betriber, vill Beschäftegter wëssen eigentlech nach net richtig wou se dru sinn. Wat ännert den 1. Januar? E bréngt Käschte fir déi allermeeschte Patronen mat sech. Mir wëssen och, dass e Käschte fir de Steierzueler mat sech bréngt, déi op de Budget ofgewälzt ginn. Eng Belaaschtung, déi mer eis an der jëtzege Kris hätte kënnen spueren, mä se ass awer elo Realitéit.

Mir wäerten och mierken, dass dat wäert antrieden, wat ech ëmmer gesot hunn, dass duerch de Statut unique de Chômage risikéiert an d'Luucht ze goen, dass Leit, déi méi schwaach sinn, déi méi al sinn, déi de Patron risikéieren op eemol Geld ze kaschten, aus dem Betrib erausgedrängt ginn. An dat an enger Situatioun, wou d'ADEM elo schonn iwwerfuert ass, fir mam steigende Chômage eens ze ginn.

Et gétt also gutt Grënn, kee Vertrauen an d'Politik vun CSV an LSAP ze hunn, genuch Grënn och fir dëse Budget net ze stëmmen. Een dovunner ass ganz einfach, dass en net véridique ass, dass en net den aktualiséierte Prognosen entsprécht. Et ass dat e grundsätzlech Recht vun der Lëtzebuerger Chamber, fir eben de Budget kënnen ze definéieren, mat deem d'Regierung duerno ka schaffen. Dat Recht solle mer net aus der Hand ginn. Een, deen Chamber freet, deen dote Budget ze stëmmen, dee mécht de Geck mat dësem héijen Haus.

Datt d'Recetté bāi Wäitem ënnerschat sinn, wësse mer. Dass munch Dépensé wäerten an d'Luucht goen, och dat wësse mer haut schonn. Dorobber brauche mer net bis Mëtt d'nächst Joer ze waarden.

Mir hunn d'Problemer vu ville Mënschen ignoréiert déi lescht Joren. Och dëse Budget mécht dat an engem Mooss, wéi et net sollt sinn. Ech hunn nach eng Kéier erkläert, dass de Kafkraaftverloscht reell ass, dass d'Leit e spieren hei am Land an dass eng theoretesch Diskussioun iwwer eng Aug-



mentatioun vun de Salairen, déi jo hei gefouert gëtt, kengem reell weiderhëllef.

De Budget dréit der wirtschaftlecher Realitéit vun haut, an där, déi mer eis kënne fir d'nächst Joer ausmolen, net Rechnung. E Krisenmanagement ass kaum siichtbar, well dëse Budget der Kris jo net Rechnung dréit, well en eben net ofgeännert ginn ass a well en och net méi ofgeännert soll ginn.

Mir schwätzen zënter Joren iwwer noutwendeg Reformen um Aarbechtsmaart. Mir wëlle méi Betreuungsplazen. Mir wëlle Famill a Beruff besser ënner en Hutt kréien. Zënter Jore si mer eis och eens, datt et u Chancëgläichheet mangelt an der Schoul, datt mer sozial Problemer hei am Land besonnesch staark weiderverierwen, datt mer net genuch Wunnenge bauen, datt eis Prozeduren ze schwéierfällg sinn.

Lëtzebuerg brauch a villen Domäner eng nei Politik, fir al Problemer ze léisen. CSV an LSAP hunn déi dote Problemer bis ewell net geléist. Si hunn et net fäerdeg bruecht, an ech woen d'Prognos, datt se et och an noer Zukunft net wäerte fäerdeg bréngen.

Mir dierfe bei villem net an der Analys stoe bleiwen. Mir mussen de Courage hunn, fir e Schrëtt no vir ze goen. Mir mussen awer och de Courage hunn, fir éierlech mat de Bierger ze sinn an e realistesch Bild vun der Situatioun ze zeechen. A mir mussen de Bierger Courage maachen. Dat kënne mer nëmme mat enger staarker Portioun Eierlechkeet. Courage, fir néideg Reformen dermat unzegeen. Nëmme esou ka Lëtzebuerg sech erneieren an an der Zukunft mat Zouversicht no vir kucken.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. Claude Meisch (DP).** - Här President, Dir hutt et héieren, d'Demokratesch Partei wäert och dës Kéier de Budget net kënne stëmmen.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Meisch Merci. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, ech wëll uganks menger Ried dem Budgetsrapporteur Norbert Hauptert Merci soe fir säi Bericht. Hien huet op eng objektive Manéier d'Finanz- an d'Wirtschaftssituatioun vun Land duergestallt. Hien huet dobäi eng Qualitéit gewisen, déi wichteg ass an der allgemenger Hektik vun dësem Deeg. Hien huet nämlech Rou behalen, war prezis a senger Beschreibung an huet dobäi den Escht vun der wirtschaftlecher a sozialer Situatioun net verkannt.

Här President, esou hate mer ons dat net virgestallt, wéi de Budgetsprojert den 1. Oktober 2008 hei déposéiert gouf. Mir haten ons op de leschte Budget vun der Legislatur agestallt. Mir wollten der nächster Regierung e Budget mat engem Iwwerschoss hannerloossen, net ouni d'Steierlaascht erlichtert an eng sozial cibléiert Redistributioun grad wéi d'Investitioun verstärkt ze hunn. Knapps hate mer d'Aarbechten an der Finanzkommissioun ugefaangen, huet sech gewisen, dass d'Previsiounen vum Wuesstem drastesch erofgeschraaft hu misse ginn.

De Statec huet dat gëschter mat senger Previsiounen fir 2009 ënnerluecht. D'Steierakommes, no der Entwécklung vun 2008 geschat, wäert net erreecht ginn. En Defizit ass net ausgeschloss. An der Zwëschenzäit ass d'Finanz- an d'Wirtschaftswelt an d'Kris agetratt. Zwou systemesch grouss Banken zu Lëtzebuerg hu misse mat massivem öffentlechen Asaz an de Weekender vum 29. September an dem 5. Oktober gerett ginn. Déi Operatiounen goufen elo vun der Kommissioun approvéiert.

Dräi islännesch Banken zu Lëtzebuerg, dovunner eng grouss, waren no bei der Faillite, grad ewéi den Inselstat selwer. 50 Lëtzebuergesche Betriber hunn an de leschte Woche Kuerzaarbecht ugefrot a krut.

ArcelorMittal huet seng Produktioun drastesch erofgefuer a baut 400 Leit zu Lëtzebuerg of. D'Firma kënnt net, zwou Wochen am Dezember an am Januar zouzemaachen. 1.500 Leit sinn dovunner betraff.

Wat d'Sacrificer sinn, déi vun deene Leit gefrot ginn, ass fir den Abléck nach net kloer. Et gëtt gefaart, dass de Chômage zu Lëtzebuerg vu 4,5 op jidde Fall iwwer 5%, wann net weider, an de Joren 2009 an 2010 klëmmt.

De Lëtzebuergesche Stat ass also gefuerdert wéi soss iwwerall. Kee rufft méi no engem schlanke Stat, mä all ruffe se no dem Asaz vun Stat bei der sozialer Offiederung an der Fuerderung no engem wirtschaftspoliteschen Impuls, wann net Agrëff.

Fir d'LSAP muss de Stat méi wéi jee seng sozial Verantwortung iwwerhuelen an an d'Wirtschaft agräifen.

Och um Plang vun der Europäescher Unioun ruffen d'Europäer no enger concertierter Aktioun.

D'Europäesch Unioun hirersäits - erënnere mer ons drun, dat sinn déi national Regierungen; et ass net iergendee Wiesen iwwert en; dat sinn déi national Regierungen - huet e Pak vu Finanzregelungen decidéiert, déi amgang sinn ausgeschafft ze ginn. Spuerer an Aktionäre mussen geschützt an entschidegt ginn, wann d'Hasardeuren hiert Geld verspilt hunn, an och déi mussen zur Verantwortung gezu ginn.

Zu den neie Regele gehéiert d'Bankgarantie fir Dépöten, déi zu Lëtzebuerg op 100.000 Euro eropgesat gëtt. Mä dozou gehéiert och, dass déi enorm a krisendriwend Revenue vum de Bankmanager strikt reguléiert ginn.

Am Kampf géint d'Wirtschaftsrezessioun huet d'Kommissioun d'viregt Woch e Pak vun 200 Milliarden Euro ausgeschafft, dat heescht 170 vun de Memberlänner an 30 vun der Unioun selwer. Vun den 170 sinn -menger Informatioun no - bis elo 113 Milliarde vun de grouss Länner geplangt, wat zwëschent 1 bis 1,2% vum europäesche PIB ausmécht. Munches ass dobäi fir d'Autoindustrie, fir d'Hëllef un d'PMEen, fir Bähëllef fir kleng Revenuen, fir Investissemer am Wunnensbau.

Mä nach wësse mer, dass et zwëschent Frankräich an Däitschland keen Accord gëtt, wéi staark d'öffentlech Hand agräife soll. Et kann een nëmme hoffen, dass vum EU-Sommet dës Woch e kloert Zeeche vun enger koordinierter a konvergenter Antikrisepolitik a ganz Europa kënnt.

Leschten Donneschdeg huet d'Europäesch Zentralbank an enger historiescher Decisioun d'Zënsen am Euroraum ëm 0,75% erofgesat an domat hir Verantwortung am Kampf géint d'Wirtschaftskris geholl. Ofgesinn dovunner gesi mer, dass den Euro mat senger Stabilitéit Währungsturbulenze verhënnert an domat gehollef huet ons Wirtschaft ze stäipen.

Här President, wann een d'Entwécklung vun de leschte Woche kuckt, muss ee sech froen, wat de Sënn vun onse Budgetsdebatt soll sinn a wat esou e Budgetsprojert kann.

Eng Gewëssheet hu mer: Mir brauchen e Budgetgesetz fir 2009.

D'Fro stellt sech, ob mer de Budgetsprojert, wéi en den 1. Oktober déposéiert gouf, an déi nei Donnéeën upasse mussen. Et ass jo keen Zweifel, dass mer anstatt e Boni vun 1% en Defizit wäerte kréien. Och wäert d'Regierung am Laf vum Joer misse Mesuren ergräifen, fir der Kris Meeschter ze ginn.

Ech mengen awer, dass mer de Budget esou loossen, wéi en déposéiert gouf.

Firwat?

Zwou Ursache gesinn ech.

De Budget ass op der Ausgabesäit antizyklesch, well en nei a méi cibléiert Kafkraaft schafft, well en héich Investissemerter enthält.

A Frankräich diskutéiere se, ob se Schecke vun 200 Euro solle verdeele fir d'Kafkraaft ze stützen. An Däitschland freet d'SPD Ähnlech. Mir zu Lëtzebuerg brauchen dat net, well mer zejoert de Kannerbonus geschafen an de Steierbarème eng éischte Kéier ëm 6% ugepasst hunn, dës Joer eng erhéichten Deierechtzoulag virgesinn, dat heescht fir 2009 Fräibeträg a Steierkreditte ëmänneren an d'Akommessteier erofsetzen a Chèques-services fir d'Kanner aféieren. Dat mécht, Här President, eng hallf Milliard nei Kafkraaft, méi Kafkraaft fir 2009, prezis cibléiert fir déi Leit a Familljen, déi se am meeschte brauchen.

Soll ee bei de Recettë vun 2009 eppes änneren? Kee weess genee wat. Ech hunn hei nach keng prezis Proposition dofir gehéiert. En drastesch Erfosette vun de Recettë hätt fir d'éischt emol eng negativ Signalwirkung.

Dobäi soe mer, dass mer bereet sinn, en Defizit mat a Kaf ze huelen.

Brauche mer e Budget rectificé? Ech gesinn dat héchstens fir den Hierscht, wéi dat iwwregens regelméisseg jo och an de Gemenge gemaach gëtt, wa se hire Projert vun deem Joer duerno virleeën.

Wat allerdéngs komme muss, wann d'Schätzungen net fiabel sinn, dat ass de permanente Suivi vun der Autorité budgétaire, dat heescht vum Parlament, duerch regelméisseg a prezis Informatiounen iwwert d'Evolution vun de Recettë, vun den uerdentlechen Dépensen an och vun den Engagementer bei den Investissemerter.

Nëmme esou kann d'Transparenz vun den öffentleche Finanzen garantéiert ginn. Nëmme esou kann de Leit dobausse kloere Wäin ageschëtt ginn. Mir brauchen dobäi weder Schönfärberei nach Demagogie, mir brauchen Eierlechkeet a Kloerheet iwwert d'tatsächlech Situatioun.

Här President, nach e Wuert zur Commission spéciale, déi mer ons gestëmmt hunn. Ech war eigentlech net waarm derfir, well mer domat déi normal Aktivitéit vun de Chamberskommissiounen un budgetären a wirtschaftleche Gebitt court-circuitéieren.

Wat sollen nun d'Missioune vun där Commission spéciale sinn?

Et ass sécher fir e Maximum vun Informatioun ze sammelen, ze analyséieren a Konklusiounen ze zéien. Doriwwer eraus muss déi Aarbecht sech als Zil ginn, Virschléi ze maachen, fir d'Kris ze bekämpfen.

Fir d'LSAP kënne déi Virschléi nëmme si fir d'Zukunft ze preparéieren, fir also nei Perspektive fir dës Land opzemaachen, zum Beispill ons Schoul an d'Déift ze renovéieren, ons Fuerschung an ons Uni auszebauen, nei Aktivitéiten zu Lëtzebuerg ze developéieren, ons Mobilitéit ze verbesseren, ons fir ons Ëmwelt ze suergen oder ons Energieversuergung ofzesécheren.

Eng aner Fro betrëfft d'Roll vun der Chamber, wann am Januar eng national Tripartite zesumme kënnt. D'Chamber akzeptéiert net, nëmme nozekucken, wann an deem Gremium wichteg Decisiounen géife falen.

Wann déi Tripartite allerdéngs eng Bestandsopnahm vun der wirtschaftlecher a sozialer Situatioun mécht, geschitt dat natierlech duerch den Échange zwëschent der Regierung an de Sozialpartner. D'Chamber muss op jidde Fall dann op deemselwechte Wëssensstand sinn.

Wann awer net nëmme Informatiounen échangéiert ginn, wann Decisiounen ausgeschafft ginn, déi herno a Form vu Gesetz gekleet mussen ginn, da kann ech mer net virstellen, besonnesch net an dëser Situatioun wou mer sinn, dass d'Chamber net dobäi matschwätzt, éier déi Gesetzer an d'Chamber kommen, dat heescht éier déi Gesetzer politesch ofgeseent sinn.

Här President, um wirtschaftleche Plang heescht et, fir d'éischt d'Kris duerchzestoen. Dobäi ass Solidaritéit gefuerdert, besonnesch mat deenen Arbeitnehmer, déi duerch déi wirtschaftlech Konjunktur direkt betraff sinn, déi hir Aarbecht oder e Stéck vun hirem Akommes verléieren, also hire Liewensniveau erofsetze mussen. Dobäi mussen mer onse ganzen Arsenal géint de Chômage, fir de Maintien dans l'emploi, fir Kuerzaarbecht, bref alles dat, wat mer an de leschte Jorzéngten opgebaut hunn, fir d'Solidaritéit mat de schaffende Leit vun onser Gesellschaft ze realiséieren, asetzen.

Da muss déi antizyklesch Politik, déi vum Stat, de Gemengen an den Établissements publics gemaach ka ginn, effikass sinn. Wann de Stat esou eng Politik mécht, sollen och d'Gemenge matmaachen. Dann ass et kontraproduktiv, wann den Innenminister d'Gemenge warnt, nëmme keng Schold ze maachen.

De Statsminister an de Budgetsminister hunn d'lescht Woch hei probéiert déi antizyklesch Politik ze cibléieren. Engersäits sollen Investissemerter, déi schon decidéiert sinn, virgezu ginn. Anersäits solle besonnesch där Investissemerter direkt decidéiert ginn, déi klengen a méttlere Betriber aus dem Land zoukommen, am Bau, an der Renovatioun, an de Reparaturen.

De Budgetsminister huet d'lescht Woch hei an Aussicht gestallt, dass Enn 2008 mat engem zolitten Iwwerschoss an de Recettë vun 2008 ze rechnen ass. Hien huet keng Zuel genannt. D'Cour des Comptes schwätzt an hirem Budgetsbericht vu 600 Milliounen. En Deel dovunner, huet de Budgetsminister gesot, sollen direkt fir Investissemerter nach elo am Dezember agesat ginn. D'Chamber ass natierlech interesséiert ze wëssen, wéi a wou a wéini dat geschitt.

Aner Investissemerter am Héich- an am Déifbau kënne wuel net esou virgezu ginn. Mir hu schrecklech laang Prozeduren. Mir brauche fir eng Schoul ze bauen, eng zo-

lidd Schoul ze bauen, aacht Joer, am Duerchschnëtt. Wann een awer gesäit, wéi schnell mer eng Verfassungsreform fäerdeg bréngen, muss ee sech iwwerleeën, ob een net en ähnlechen - ech gebrauchen dat englescht Wuert, ech fannen dat e flott Wuert - „fast track“ fir wirtschaftspolitesch Agrëff iwwert d'Investissemerter an enger schwiereger Zäit siche sollt.

En „fast track“, ech fannen dat e flott Wuert, well et wierklech genee seet, wat ee wëllt, wann d'Prozeduren ze laang sinn. Dat ass an Europa probéiert ginn, den Här Frieden weess dat, an de Finanzregeln, an ech mengen, an esou enger Situatioun, wéi mer hei sinn, solle mer - an ech si frou, dass den Här Minister Wiseler dat mathéiert - ons emol vläicht Gedanken doriwwer maachen, fir ze kucken, wat een do ka maachen. Wann déi Investissemerter da méi schnell drukommen, mussen se natierlech och züggerealiséert ginn.

Ech froen d'Regierung ganz konkret, Här President, ob se déi Investissemerter, déi virgezu solle ginn a vun deene jo scho geschwat ginn ass, scho bestëmmt huet. Munches ass jo scho vun der Chamber decidéiert, sief et als Erlaabnis fir en Avantprojert auszeschaffen, sief et iwwer e fäerdeg ofgestëmmte Projert. Wa mer ons antizyklesch Investissementspolitik schnell ulafe wëlle loosse, misst d'Viraarbecht dozou eigentlech och direkt ulafen, a mir wësse jo, dass et vill Gebidder gëtt, wou mer ze schaffen hunn, ob dat den öffentlechen Transport ass, ob et de Logement ass selbstverständlech, ob et d'Uni ass, besonnesch déi Gebaier op Belval, déi mer fir d'Uni brauchen, ob et an der Kultur oder och am Sport ass.

Wesentlech ass och, Här President, dass d'Regierung sech mat de Gemenge koordinéiert, dat heescht, dass d'Investitiounstategkeet vun der öffentlecher Hand insgesamt openeen ofgestëmmt gëtt. Ech mengen, do muss e gemeinsame Wëlle bestoen, op jidde Fall zwëschent deene grouss Gemengen an der Regierung, fir op dee Wee ze goen.

Här President, et besteet d'Bereitschaft, 2009 en Defizit a Kaf ze huelen. Mir si prett, déi sougenannt Stabilisateurs automatiques anzesetzen, dat heescht, ons net zu Doud ze spueren. Dobäi si mer ons jo wuel eens, dass mer keng Schold ophuelen, fir ordinär Dépensen ze decken, mä nëmme fir Investissemerter. Dat heescht, dass mer déi ordinär Dépensen am Grëff hale mussen, dat heescht, dass Stat a Gemengen an Établissements publics méi produktiv a méi effikass mussen schaffen. Och dat ka fir nei Investissemerter vu baussen e wichtige Standuertvirdeel fir Lëtzebuerg sinn.

D'Maîtrise vun den uerdentlechen öffentlechen Ausgaben hänkt enk zesumme mat deem, wat mer säit e puer Joer, a besonnesch säit dem Roger Negri sengem Budgetsrapport vun 2006, hei diskutéieren, nämlech eng Opstellung vun den öffentlechen Finanzen, déi net eng Opstellung no Ministèren a Verwaltungen ass, mä no Ziler, déi d'öffentlech Hand sech setzt.

Dat gëtt et iwwregens schonn an onsem Stat. Ech denken un d'Contrats de performance an der Recherche. Dat ass genee dat. Ech denken un d'Kreditter fir d'Uni, déi un engem Véierjoresplang hänken, an och un enger Evaluatioun duerno. Dat heescht, am Virfeld, wann d'Uni Sue kritt, muss se e Véierjoresplang weisen, an herno, wann den eriwuer ass, muss evaluéiert ginn, wat geschitt ass.

Ech denken och un d'Kreditter fir d'Établissements publics an d'Fondatiounen, déi net fir eng Verwaltung bestëmmt sinn, mä fir prezis Zilsetzungen. Dat dréckt sech och op engem anere Plang aus, an der Autonomie, déi mer de Schoule ginn, an der Gestion séparée, déi mer zum Beispill de Muséeën zougestinn. D'Iddi ass iwwerall do, öffentlech Gelder u méi oder wéineger prezis Objektivier ze bannen.

Wa mer da vu Performance schwätzen, dann heescht dat net Profitdenken, mä dann heescht dat, besser öffentlech Dëngescher, méiglechst kuerz Weeër, méi Produktivitéit an den öffentlechen Dëngescher, manner Bürokratie. Och hei ass an dëser Regierungszäit munches geschitt, an d'Informatik mécht och villes méiglech.

Ech denken un déi sougenannt Guichets uniques, wou all Formalitéiten zesummen erleedegt kënne ginn. D'Signature électronique mécht déi elektronesch Kommunikatioun mat ville Verwaltungen méiglech. Mir hunn d'nächst Woch hei e Projert op der Dagesuednung, fir d'Zesummenaarbecht zwëschent de Finanzverwaltungen ze verbesseren, woubäi ech mech perséinlech nach ëmmer froen, firwat mer dräi Verwaltungen brauchen, amplaz nëmme eng.



Ech bedauern, Här President, dass mer nach ëmmer net systematesch op dee Wee vu méi Rationalitéit ginn. Dat gëtt a mengen Aen ëmsou méi noutwendeg, wéi de Stat- a Gemengenapparat, nieft Etablissements publics an ähnleche Gebilden, sech ëmmer weider ausdehnt. Et ass jo e wäit verbreete Glawen an dësem Land, dass all Kéier, wann en neie Problem entsteet, dofir eng nei Verwaltung, eng nei Struktur, op d'mannst e Comité mat engem Sekretariat entsteet, an da wär de Problem wéinstens schonn zur Halschent geléist.

Dat markantst Beispill aus der rezenter politischer Geschicht vu Lëtzebuerg ass fir mech de viel gepriesene Schouldirekter, vun deem en etlech heibannen an do-bausse mengen, dee géif all déi Problemer es fonctions léisen, déi mer an der Schoul hunn. A well dee Glawen an d'Verwaltung esou déif ass, mussen op d'mannst all deenen alen an neien Organismen d'Zilsetzung vu Performance virgeschriwwen ginn an déi Performance dann och regelméisseg evaluéiert ginn. Och dat ass a Krisenzäite wichteg, dass een déi Suen, déi een huet, zweemol ëmdréint ier ee se ausgëtt.

Här President, kee weess haut, ob elo d'Kris méi oder wéineger laang dauert. Jiddwieren hofft insgeheim, dass se kuerz gëtt an alles wéi bis elo virugeet. Dat ass mënschlech an ze verstoen. Mä et héiert een och de Sproch, d'Kris kënn eng Chance sinn. Wat kann dat heeschen?

Fir mech geet et net duer, sech kuerzfristeg op d'Kris anzustellen. Lëtzebuerg huet säit de 60er Jore mat engem Wirtschaftsmodell gelieft, deem extrem gutt funktionéiert huet. Engersäits mat Investissementer, déi ons vu bausse bruecht goufen, zum Beispill an der Industrie. Déi ware fir den europäesche Bannemaart bestëmmt, dofir si se bei ons komm. Ons zentral Situatioun an Europa, gekoppelt mat materiellen Incitatiounen um Plang vun de Steieren an de Soziallaaschten, huet déi Investissementer gefördert.

Anerersäits hu mer Créneauen am Finanzsecteur fonnt, déi mer ons duerch eng liberal Légitimation an d'Umsatze vu reglementareschen a fiskaleschen Avantagen ausgebaut hunn. Dobäi koumen am Laf vun der Zäit interessant nei Initiativen am Kommunikatiounswiesen, wéi zum Beispill mat der Satellitengesellschaft SES. Dat war en éierbaart an erfolgräich Rezept fir ons Wirtschaft ze entwéckelen, bei deem och vill Ausländer ons matgeholfen hunn.

Et muss ee sech froen, ob dat Rezept haut nach duergeet. En Hauptproblem dovunner ass, dass et extrem ofhängeg vun der internationaler Konjunktur a Konkurrenz ass. Vill Industriebetriber, déi direkt oder indirekt Zoulieferante vun der Automobilindustrie sinn, plus dat Transportwiesen, wat ee brauch, sinn, ouni hir Schold an obscho se héich performant an héich produktiv sinn, direkt an d'Kris geschliddert, wéi d'Automobilindustrie dorëmmer an der Welt a Schwierigkeete kouw.

De Finanzsecteur als Déngschtleeschungsbetrieb ass och e Créneau, deem enger weltwäiter Konkurrenz ausgesat ass. Ech wëll net soen, dass den Entwécklungsmodell vun de leschte Jorzéngten eriwuer ass. Mä ech mengen, Lëtzebuerg misst fir sech e Modell mat anere Standbeener ausdenken, déi manner ofhängeg vun der internationaler Konjunktur sinn.

An dëser Legislatur ass vill fir d'erneierbar Energie geschitt. De Projet vun der biomedezinescher Fuerschung gehéiert och dozou. Den Ausbau vun enger Fuerschungsuniversitéit gëtt ons den intellektuelle Potenzial, fir nei Weeër ze goen. Zu deem Modell gehéiert bestëmmt de Secteur vun de klengen a mëttlere Betriber, well en trotz der Kris stabil bleift an interessant Aarbechtsplaze bitt. Déi Plaze si méi stabil wéi an enger globaler Entreprise, wou d'Strategie no reng finanzielle Kritären an iergendengem Headquarter ouni Rücksicht op lokal Donnéeë festgeluecht gëtt.

Dat neit Gesetz iwwert d'Berufsausbildung kënn deem Secteur entgéint. Ech hu viru kuerzem mat Vertrieber vun der Fédération des travailleurs indépendants geschwat, déi vill héich qualifizéiert an héich produktiv onofhängeg kleng Betriber vertritt. Si produzieren eng héich Valeur ajoutée, bidde stabil Plazen an hu vill Potenzial och fir den Export. Esou e Secteur verdéngt ons ganz Opmierksamkeet.

Dat geet net ouni voll Ausnutzung vun den intellektuelle Fäegkeete vun de Kanner a jonke Leit an onsem Land. D'Schoulreformen, déi elo kuerz virum Ofschluss sinn, mussen all eezelne Kand seng Fäegkeete fördern. Matière grise doärf keng méi verluer ginn. Échecë mussen verhënnert ginn.

An de CAPE wéi an der Uni a Fuerschungszentren entstinn nei Perspektive fir innovativ kleng Betriber. D'Hëllef fir sougenannt Start-ups gëtt et. D'Fuerschung gëtt vun der Regierung massiv ënnerstëtzt. D'Uni kritt all déi Suen, déi se brauch. Et ass ze hoffen, dass a Krisenzäiten esou d'Méiglechkeete voll ausgenutzt ginn.

#### (M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Enk domat zesummen hänkt och de kulturelle Secteur. Engersäits entstinn do vill interessant spezialiséiert Aarbechtsplazen, déi besonnesch jonk Leit unzéien. Kulturell Animatioun wéi Produktioun hunn eng sozial Funktioun fir d'Kohesioun vun der Gesellschaft. Si hunn och eng wirtschaftlech Funktioun. Anerersäits schaaft d'kulturell Kreatioun e Klima fir Innovatioun an Originalitéit.

D'Kreatioun ass fir mech op deemselwechten Niveau wéi d'wëssenschaftlech Recherche, wann et dorëm geet, eng Gesellschaft nei opzemeschen. Wann d'Zäit vun de schnellen a liichte Profitter eriwuer ass, kann eng nei a spannend Zäit ugoen. Si ass vläicht méi ustrengend, mä och méi originell a méi interessant.

Duerfir hunn ech perséinlech dee Pacte culturel mat ënnerschriwwen, deem eng Partie Animeuren aus dem Kulturliewe virgeschloen hunn, well en d'Richtung fir eng nei Gesellschaft vu Wëssen a vu Kultur weist. Kreatioun an Innovatioun muss een op alle Pläng erfëmfannen. Dat gëllt fir d'Schoul, fir d'Betriber, fir d'öffentlech Servicer.

Ech sinn iwwerzeegt, dass mer zu Lëtzebuerg duerch ons Offenheet, duerch de Kulturaustausch, duerch déi vill Kontaktméiglechkeete mam Ausland, duerch onse Sproochepotenzial riseg Méiglechkeeten hunn. Ech géif mer wënschen, dass dës strategesch Dimensioun endlech seriö a Betracht gezu gëtt.

Här President, d'LSAP dréit d'Politik vun der Regierung, fir déi schwierig Kris ze meeschten. Si stëmmt de Budget 2009 esou, wéi e virgeluecht gouf. Ons dreift fir d'éischt d'Suerg, fir de Leit, déi géint Loun schaffen, ze hëllef, wa se an der dramatescher Situatioun vu Chômage oder Kuerzaarbecht sinn.

Ons Suerg ass och, der Ekonomie nei Perspektiven zu Lëtzebuerg mat cibléierten Investissementer opzemaachen. Mir wëllen onse Stat esou opstellen, dass en de Mënschen all Hëllef a Solidaritéit bitt, déi se an der Krisenzäit brauchen. A mir wëllen d'Zukunft vun Land preparéieren duerch all déi Reformen, déi mer um soziale Plang, an der Schoul, an der Kultur, an der Fuerschung ugepaakt hunn an amgang sinn ofzuschléissen.

Mir hunn e gudden Grond, mir hunn eng gutt Ausgangsbasis, fir d'Kris ze meeschten, a si staark genuch, fir an der Zukunft gutt erauszekommen.

Ech soen lech Merci.

#### » Plusieus voix. - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Fayot. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Bausch agedroen. Duerno wäerte mer mat eisen Aarbechten ophalen a muer de Moie virufieren.

» **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och vu menger Fraktioun aus dem Här Haupt soen, dass en eis dëst Joer e bësse leed gedoen huet. An dat aus zwee Grënn. Den éischte Grond ass, dass et extrem schwierig war, déi Aarbecht, déi vill Aarbecht, déi e gemaach huet bannent deene leschte Méint, ze maachen, wann d'Zuele quasi all Dag änneren.

An zweetens huet en dann och nach - loosse mer soen - dat traureg Schicksal erlidden, wéi e seng vill Aarbecht fäerdeg hat, dass eigentlech duerch extraterrestresch Émstänn - loosse mer et emol esou ausdrécken - du seng Aarbecht e bësse ënnergang ass a buede gaangen ass an aneren Evenementer. Mä dat ännert näischt dorun, dass mer him wëlle félicitéieren fir seng Aarbecht a fir seng Gedold, déi en hat, fir d'Nerven ze behalen an deene leschte Méint. A mir sinn och frou, dass mer kënnen iwwer säi Rapport diskutéieren, dee wéi ëmmer all Budgetsrapport jo am Fong eng Grondbasis soll sinn, eng Analys, déi gemaach gëtt, opgrond vun där mer hei diskutéieren, sou dass mer dat och kënnen maachen.

Här President, ech hat gesot, wéi de Budget déposéiert ginn ass am Oktober, dass ech der Iwwerzeegung wär - dass war meng éischt Reaktioun bei der Press -, dass dat heiten déi spannendst Budgetsdebatten zënter Jorzéngte géife ginn an dësem Parlament. Ech mengen, ech hu Recht behalen, well si si spannend ginn, net nëmmer,

well d'Zuelen andauernd geännert gi sinn oder hu misse geännert ginn, mä och virun allem, well eigentlech iwwert dee Budget hei oder iwwert déi Budgetsdebatten hei jiddweree sech muss positionéieren net nëmme par rapport zu deenen Zuelen, déi hei drastinn, mä par rapport zu der Zukunft vun dësem Land, respektiv mussen mer hei eng Diskussioun féieren, déi eigentlech wäit iwwert dat Joer 2009 erausgeet oder muss goen.

Mir wëssen et all an och kee vun der Majoritéit bestreit et méi hei - egal ob ee fir oder géint de Budget wäert stëmmen -, dass mir eigentlech hei e virtuelle Budget diskutéieren. Kee weess, wéi et um Enn vum Joer 2009 wäert ausgesinn, wéi héich den Defizit vum Budget wäert sinn. Dass et ee wäert ginn, ech mengen, dass ass wahrscheinlech deen eenzege Punkt, wou mer alleguerten heibanne wäerten eens sinn, mä wou mer genau wäerte landen, wësse mer am Moment nach net.

Wa mer duerfir iwwer e virtuelle Budget hei diskutéieren an deen och leider mussen zur Ofstëmmung virgeluecht kréien, da kënn et desto méi dorop un, dass een e Bléck werft iwwert d'Joer 2009 eraus, well déi eigentlech Schwierigkeete wäerte mer mat Sécherheet finanztechnesch an och wirtschaftlech gesinn net kréien am Laf vum Joer 2009, mä virun allem déi Joren duerno.

Et gëtt duerfir eng Debatt iwwert d'Zukunft vun Land, an déi muss een eigentlech ufänken, andeem een emol erëm eng Kéier analyséiert, wat wirtschaftleche Wuesstum ass. Ech hunn dat scho méi wéi eng Kéier hei op der Tribün versicht, bis elo ëmmer mat ganz wéineg Erfolleg.

Wat ass eigentlech wirtschaftleche Wuesstum? Wat ass héije Wuesstum? Wat ass e mëttlere Wuesstum? Wat ass kee Wuesstum méi?

Dat ass jo och eng semantesch Diskussioun, déi elo entbrannt ass, ob - 0,5% Rezessioun ass oder + 0,5 och scho Rezessioun ass oder net. Ech mengen, dass ass och net ganz relevant. Et ass méi wichteg, dass een emol eng Kéier erëm d'Auere richtig dréint an einfach seet, wat eigentlech e gudden Wuesstum ass an e mëttlere Wuesstum ass.

Ech hunn dat scho méi wéi eng Kéier hei gemaach. Wéi gesot mat wéineg Succès. Et ass bal ëmmer hei vun alle Bänken - mat Ausnahm vun der grénger Bänk, géif ech soen - geschwat ginn, dass Wuesstumszuele vu 4, 4,5; 5; 6% fir Lëtzebuerg d'Norm wäeren. Eigentlech wär 4% fir eis schonn de Minimum - esou hu mer ëmmer geschwat. An duerfir wär Lëtzebuerg nëmme gutt positionéiert, wa mer 5, 6, 7% Wuesstum hätten.

Ech hunn dat ëmmer contestéiert. Ech hunn ëmmer gesot, 4% ass schonn eigentlech e ganz héije Wuesstum. Wann ee sech d'Moyenne, europäesch gesinn, ukuckt, wat aner Länner hunn, da sinn déi scho méi wéi zefridden, wa se bei 2, 2,5; 3% Wuesstum leien, da fanne se dat schonn eng ganz beneidenswäert Situatioun.

Wann ech elo kucken, wat eis passéiert ass respektiv wäert passéieren, da stelle mer net nëmme fest, dass mer effektiv hei zu Lëtzebuerg e bësse de Buedem ënnert de Féiss verluer haten, wa mer iwwer wirtschaftleche Wuesstum diskutéiert hunn, mä da stelle mer och dat fest, wat ech schonn e puermol versicht hunn, hei ze erklären an deene leschte Joren, virun allem och nom Platze vun der Bulle Internet 2001: Dass besonnesch Lëtzebuerg deen iwwerméisseg Wuesstum, deem et kennt, ganz séier lass ass, a souguer riskéiert ënnert d'Norm ze fale vun allen anere Länner, wou et och schlecht geet, duerch déi Ofhängegkeet, déi mer hu vum Finanzsecteur. Dat heescht duerch déi Verletzbarkeet, déi mer dann hunn doduerjer, dass mer vun deem eenzege Secteur ofhängeg sinn.

Wann ech elo d'Pronosticë kucke vun der OECD fir d'nächst Joer an d'iwwernächst Joer, da stelle mer fest, dass fir de Masterschüler Lëtzebuerg d'OECD eis elo e Minus vun 0,5 prognostizéiert. De Statec seet, et gëtt téschent - 0,5 a + 0,5%. Wéi gesot, dass ass net relevant, mä kommt mir ginn emol vun den Zuele vun der OECD aus: - 0,5% Wuesstum. Frankräich kritt - 0,4% virusgesot, an d'Belsch, eisen direkten Noper hei, - 0,1%.

Dat heescht, wat ass geschitt? Lëtzebuerg, dat an der Regel, wann et boomt, ganz uewe steet, fällt, wann et eescht gëtt, wann et bis richtig schlecht geet, direkt ganz déif erof.

Wann ech elo hannert dem Komma déi 0,5 oder - 0,5 oder - 0,4 oder - 0,1 kucken, da sinn déi Zuelen hannert dem Komma par rapport zu deene vun eisen Noperen net relevant, mä wat relevant ass, dass ass, vu wou mer hierkommen. Nämlech vun engem

Wuesstum virdrun, dee bei 5 a 6% louch, stierze mer of op e Minuswuesstum, deem dann direkt méi héich ass wéi den Nopeschlänner hiren. An déi aner, déi fale vu + 1,2 + 2 op e klenge Minus. Dat heescht, de Verloscht fir Lëtzebuerg an och fir d'Lëtzebuurger Finanzen ass eigentlech fir eis bedeitend méi grouss.

Et ass wichteg, dass ee sech dat virun Ae féiert, wann ee wëllt diskutéieren iwwert eise Budget an och iwwert de Budget vun den nächste Joren. Well wat relativ kloer ass - och, wa mer all hoffen, dass mer no där Tal-fahrt, déi de Moment amgang ass, iergendwann eng Kéier ënnen ukommen an dass deen Niveau ënnen net allze laang unhält, dass mer séier d'Kéier kréien, fir erëm eropzekommen -, dass ass, dass et sécherlech esou wäert sinn, dass duerch déi Dramatik, déi dës Kris huet, an och virun allem duerch de Secteur, deem dovunner betraff ass, nämlech de Finanzsecteur mat all deem, wat hannendru wäert komme vun neie Reglementatiounen um internationale Plang, fir esou Krisen an Zukunft ze évitéieren, mer Nische wäerte verléieren hei zu Lëtzebuerg, Souveränitéitsnischen, vun deene mer bis haut profitéiert hunn.

Da wäert et relativ kloer sinn, dass mer eis mussen dorop astellen, dass déi fantastesch Zuelen, déi mer haten téschent 1996 an 2007 mat där klenger Ennerbriechung 2002 bis 2004, net méi esou séier wäerten erreecht ginn. Dat heescht, dass mer zréckgestuut ginn op eigentlech en normal Mooss vu Wuesstum, wat een als gudden Wuesstum da bezeechent, wann d'Konjunktur erëm eng Kéier wäert unzéien. Dee Wuesstum wäert dann éischer och zu Lëtzebuerg téschent 1 a beschtefalls 4% leien, wann et da ganz gutt dosteet.

Dat huet awer ganz vill Inzidenzen op eis Statsfinanzen an op verschidde Beräicher vun eiser Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg. Ech kommen herno op verschidde Aspekter dovunner zréck.

En zweete Volet, deem ee muss berücksichtigen an deen eis ganz vill Suerge mécht, well en de Moment an der Diskussioun quasi verschwonnen ass, dass ass d'Problematik vun der Energieknappheet, haaptsächlech vun der Knappheet vun de fossilen Energieträger.

D'Inflatioun ass zwar carrément vun engem ganz héijen Niveau op e ganz déiwen erofgepurzelt, an doriwwer si mer alleguerten happy. Dat huet och dann der Europäescher Zentralbank et erlaabt, relativ séier ganz, ganz substanzuell Zënssaiss virzehuelen, well d'Suerg vun der Inflatioun net méi do ass.

Firwat ass dat geschitt? Firwat ass d'Inflatioun esou rapid erogaangen?

Mä et ass ganz einfach: Si ass esou rapid erogaang, well d'Energiepräisser ëm ronn 70% bannent dräi Méint an de Keller gaange sinn. An un den Energiepräisser hänge jo ganz vill aner Saachen drun, wéi d'Liewensméttelpräisser an e ganze Koup aner Saachen. Haaptsächlech handelt et sech natierlech ëm de Pétrolspräis, dee vum Summer bis elo ëm ronn 70% gefall ass.

Elo si mer wéi gesot alleguerten doriwwer happy, mä mir mussen awer och gesinn, dass dat doten eng ganz geféierlech Situatioun ass, well eigentlech ass de Pétrolsmarché de Moment symptomatesch dofir, wéi d'Bourssé funktionéieren a wéi eng falsch Signaler se entre-temps ginn, dass heescht, wéi d'Bourssé Signaler ginn, déi eigentlech mat der reeller Ekonomie nëmme ganz kuerzfristeg méi eppes ze dinn hunn, an eigentlech mëttel- oder laangfristeg Considératiounen an de Bourssévaleuren - loosse mer esou soen: net Präisser, mä Valeuren - net méi berücksichtegt sinn. Dat hu mer festgestallt bei de Produits financiers. Duerfir hu mer jo och do esou eng op de Bak kritt, wéi et bis schifgaang ass, well e ganze Koup Saache mega iwwerbewäert gi sinn.

Da stelle mer awer elo fest, bei der Realekonomie, dass mutwëlleg e ganze Koup ekonomesch Secteuren, déi eigentlech guer net an enger Kris sinn, wou och Ofsazmäert waren, duerno mat an de Keller gerappt gi sinn. Dat stelle mer och virun allem hei fest bei de Pétrolspräisser, wou trotz dem Fait, dass all international Experten entre-temps



confirméieren, dass mer beim Pétrol op dem Punkt ukomm sinn, dass déi maximal Fördermengen 2006, 2007 erreicht gi waren, dass heescht, wou mer op de Wee ginn, dass dat eng Ressource rare gëtt. A wann ee seet Ressources rares, dann ass et eng, déi normalerweis misst als Signal hunn op dem Marché, dass se éischer méi deier gëtt.

Hei gi mer e ganz falscht Signal, well do ausschliesslech kuerzfristeg iwwerluecht gëtt am Sënn, d'Konjunktur ass ofgebremst, an doduerjer gëtt manner Pétrol kuerzfristeg gebraucht, an da geet de Präis iwwerdimensionéiert an de Keller erof.

Donc, wat geschitt? Oder wat wäert geschéien, wann dat geschitt, wat mer alleguerten hoffen, nämlech, dass d'Konjunktur erëm unzitt?

Da wäert Der gesinn, dass déi Präisser, déi elo e Rekordniveau no ënnen erreicht hunn, genausou séier wäerten erëm uewe sinn, wéi se erofgefall sinn. Elo huet dat als Konsequenz - de Statec huet selwer Mechanismen, déi dat kënne berechnen -, dass e gudde Deel vun der Croissance, déi ee kritt, awer erëm, wann d'Energiepräisser esou klamme wéi dat doten op ee Coup, direkt duerch déi méi héich Energiepräisser erëm opgefress gëtt.

Dat Zweet ass natierlech, dass dann d'Inflation genau sou séier wäert erëm e Schub kréien no uewen a mer dann an en Däiwelskrees erageroden, wou d'Europäesch Zentralbank an iwwerhaapt d'Zentralbanken an eng schwierig Situatioun geroden, well se sech dann erëm musse méi op de Kampf géint d'Inflation konzentrieren. Doduerjer misste se d'Zënsätz eigentlech erëm hiewen. Si kënne se awer net hiewe goen, well se dann erëm soss jo dat am Keim erstécken, wat se wëlle bewierke mat der Zënsbaisse, déi se de Moment virgeholl hunn.

Dat heescht, mir sinn duerch déi Ofhängegkeet vun de fossilen Energieträger a well mer eng Economie hunn, déi total dorop baséiert, an deem Däiwelskrees, virun deem mir als Gréng zënter Laangem warnen. An et gëtt net einfach, doraus erauszekommen. Et gëtt awer Weeër, fir doraus erauszekommen. Mä et gëtt net einfach.

Mä de Fait ass, dass bei deene Krisendiskussionen, déi de Moment gefouert ginn, déi dote Problematik ignoréiert gëtt. Zum Beispill ass eng Warnung nach virun dräi Woche komm vun der Internationaler Energieagentur. Dass ass jo eng Instanz, déi net onbedéngt am Verdacht steet, dass se besonnesch kritesch ass par rapport zu de fossilen Energieträger, well si huet oft éischer Gefällegkeetsgutachte gemaach a Richtung vun der Pétrolindustrie. Déi Agentur huet eng schäerfste Warnung erausgi virun dräi Woche par rapport zu deem dote Phänomeen. Dass gëtt einfach magistralement ignoréiert a schéngt eigentlech hei de Moment keen esou richteg ze interesséieren.

D'Geforen, déi sech awer hannendru verstoppen, si bái Wäitem méi grous - behaapten ech - wéi d'Geforen, déi bei der Finanzkris hannendru waren, well dat hei ass eng Dynamik, déi net einfach an de Grëff ze kréien ass duerch kuerzfristeg Aktiounen, déi mer kënne ënnerhuelen, wéi elo bei der Finanzkris. Hei muss ee laangfristeg usetzen, fir Léisungen an d'Weeër ze lee-den. A si kënne eigentlech nëmmen an d'Richtung goen, dass mer eng Kéier op de Punkt kommen, dass mer vun där Ofhängegkeet vun eiser Economie vun deenen doten Energieträger lasskommen.

Dodru koppelt sech natierlech d'Klimaproblematik. Och dozou huet deejéinegen, deen der englescher Regierung en ekonomesche Rapport gemaach huet virun zwee Joer, den Här Stern, virun dräi Wochen eng Stellungnahm erausginn, an där hien dovir gewarnt huet, dass elo am Kontext vun där Kris hei d'Klimaproblematik géif vergiess ginn.

Hien huet gesot, dass am Fong d'Finanzkris an hir Konsequenzen näischt dogéint sinn. Hien huet gesot, wa mer nach weider Zäit verléieren a waarden an elo mengen, mir missten d'Léisungsvirschléi, fir géint de Klimawandel virzegoen, op d'laang Bänk schieben an do näischt ënnerhuelen, dass dat fatal wier fir eis Economie an dass dat Konsequenzen hätt, wéi gesot, déi vill méi dramatesch nach wiere wéi déi, déi aus dëser Finanzkris ervirginn.

Dat sinn alles Elementer, déi brauen e Cock-

tail zesummen, deen héchst geféierlech ass. Et geet mer och net hei dorëms, wann ech dat soen, fir elo Panik ze maachen oder Angscht ze maachen. Wéi gesot, et gëtt Zeenarien, fir dass mer dee Cocktail do entschäerft kréien, mä et muss een et awer haut soen, fir dass mer eis deem bewosst sinn an dass mer verstinn, dass mer déi Kris, déi vill méi déif ass, wéi mer et eigentlech mengen, op deenen eenzelnen Terrainë geschlossen a gemeinsam mussen ugoen, well nëmmen da kënne mer doraus erauskommen.

Déi ganz Zeenarien do hu ganz vill Impakter op d'öffentlech Finanzen. Ech fänken emol bei de Recetten un. Et ass jo schonn erstaunlech, dass elo op eemol erëm jiddweree vun antizyklescher Budgetpolitik schwätzt, vun antizyklescher Wirtschaftspolitik. Dee gudder Keynes, deen an de Späichere verstëbt war an deene leschte Joren, huet eng wundersame Auferstehung erlieft de Moment, iwwert déi ee wierklech nëmme ka staunen. Mir als Gréng waren nach ëmmer Unhänger vun e ganze Koup Theorien, déi den Här Keynes vertrauden huet. Mir hunn dat oft och bei de Budgetdebatten hei gesot.

Wann ech d'Recettë kucken an elo héieren, dass gesot gëtt, dës Regierung mécht elo an dësem Budget eng antizyklesch Politik, sougutt um Niveau vun den Investitiionsaufgabe wéi de Steieren, da muss een dat emol fir d'éischt analyséieren, well et ass jo net nëmmen d'Budgetsjoer 2009, wat mer esou musse gesinn.

Dir wäert jo net mengen, dass mer déi Kris hei an d'Konsequenzen dovun mat engem Budgetsjoer wäerten ewechgewëscht kréien an d'Problemer duerno geléist sinn. Mir mussen och nach Eisen hunn, fir an d'Feier ze maachen, oder Kuelen, fir an d'Feier ze geheien, fir déi Joren duerno. An do gesäit et awer vill méi schlecht aus.

Firwat? Fir eis war et nach ëmmer esou, dass, wann ech bei de Steiere bleiwen, eng antizyklesch Steierpolitik heescht, dass, wann et gutt geet an der Gesellschaft, dass heescht, wann d'allgemeng Revenuen an der Gesellschaft souwiso héich sinn, da soll een eng Steierpolitik maachen, net am Sënn, dass mer de Leit onnëtz Suen aus der Täsch huelen, mä zumindest d'Steieren op engem gewëssenen Niveau loosse, fir dass de Stat da Recetten huet. An déi Recettë sollen net geholl ginn, fir an de Konsum ze stiechen, mä fir an d'Zukunft ze investéieren. Dat heescht, fir ze kucken, do, wou mer Strukturschwierigkeeten hunn, fir déi ze combléieren, also fir déi ze verbesseren, respektiv fir nei Investissemter ze maachen, déi eis Zukunft ofsécheren.

Wat stelle mer awer fest tëschent 1995 an 2002 an 2003 - dass ass am Fong schonn 1991, 1992 ugaangen, mä haaptsächlech tëschent 1995 an 2002 an 2003? Do ass dat doten net respektéiert ginn.

Och op den Héichpunkte vun der Konjunktur, dass heescht, wou d'Statsfinanzen natierlech héich waren, mä wou och souwiso de Wuelstand insgesamt scho ganz héich war, hu mer eng Politik bedriwwen, wou mer ganz vill Suen allgemeng verdeelt hunn, sougutt iwwert d'Transferts sociaux wéi awer och virun allem iwwert d'Steierpolitik.

Dat heescht, mir hu psychologesch gesinn, zu engem Zäitpunkt, wou et eigentlech net an deem Ausmooss néideg war, du scho vill Spillraum verginn an dee verdeelt. Et ass awer esou, dass mer dee Spillraum grad elo bräichten. Well bei der ganzer Fiskalpolitik spillt vill Psychologie mat, well mir schwätze jo och elo haut duerfir alleguer dervunner. Et wär duerfir desto méi noutwendig, wa mer elo nach vill Spillraum hätten a mer zum Beispill net nëmmen 2009 kéinten d'Steiere senken, mä och 2010 an 2011 eventuell kéinten d'Steiere senken.

Dat schafft eis elo awer eng ganz Rei Problemer. Dee Spillraum, dee mer nach hunn, dass ass deen, deen d'Regierung zrëckgehalen huet déi lescht Joren, nämlech dee vun der Steierupassung vun der Tabell un d'Inflation. Déi maache mer och elo d'nächst Joer. Selbstverständlech ass déi elo d'nächst Joer berechtigt, a mir sinn och der Meinung, dass een dat soll d'nächst Joer maachen.

Mä dann hu mer eise Spillraum scho plus ou moins aus der Hand ginn, well wann ech op där anerer Säit kucken, wat fir eng Chargen de Budget huet a wat mer jo alles wëlle maachen, kann ech mer schlecht virstellen, dass mer duerno nach vill kënne maachen. Dass ass psychologesch awer e groussen Nodeel. Well et wär grad elo méi effikass, wa mer elo kéinten Zeeche setzen, fir d'Steieren ze reduzéieren an deenen nächste Joren, sief et fir physesch Persounen, sief et och fir Betriber.

Dat heescht, mir hunn am Fong - an dat ass am Fong d'Konklusioun, déi ech nach eng Kéier wëll zéien, déi hu mer scho méi wéi eng Kéier hei gezunn - a gudde Joren an dësem Land d'Finanzcapacitéit vum Stat relativ staark erofgesat. An duerch de Fait, dass mer a gudde Jore schonn d'Finanzcapacitéit relativ staark erofgesat hunn, bleift eis natierlech elo manner Spillraum. Ech wëll net soe keen, mä vill manner Spillraum an Zäiten, wou mer e besonnesch brauchen.

Mir hunn ëmmer erkläert kritt déi Zäit: Dass kënne mer maachen, well Dir wäert gesinn, duerch dat, wat mer do maachen doduerch, dass mer d'Economie ganz schnell ukuerbeelen, wäerte mer herno méi eng héich Recetten hu wéi virun, well de Wuesstum, deen dann duerno erëmkënt an dee méi héich wäert si wéi dee virun, dee wäert eis dat an de Recetten erëm kompenséieren.

Ech hunn ëmmer gesot, dass richteg bei kuerzen Abréich. Mä wa mer eng Kéier an eng Phas kommen, wou mer eng Wirtschaftskris kréien, déi méi laang wäert undauern, geet dat net. An dat hei wäert eng laang Kris ginn.

Mir kënne eis hei elo esou vill virmaachen, wéi mer wëllen. Et ka selbstverständlech kee soen, wéi laang dass dat dauert a wéi schlëmm et wäert ginn, mä d'Kris wäert sécherlech méi laang daueren. Et brauch ee jo awer nëmmen e bëssen ze kucken, wat ronderëm eis geschitt. Dann ass et relativ kloer, dass déi Iwwerleeung net méi wäert wouer sinn, an da wäerte mer bei de Recetten net nëmmen een oder zwee Joer, mä wahrscheinlech éischer dräi, véier oder souguer fénnef Joer, vläicht souguer méi Joren - jee nodeem wéi laang et dauert, dat wësse mer net -, Lächer an de Budget kréien, an da wäert et schwierig ginn, eng Rei Saachen ze finanzéieren.

Elo kënnt nach eppes derbái, wat de Budgetsrapporteur jo och gutt analyséiert a sengem Rapport. An engem ganze Kapitel beschäftegt hie sech vill - an zu Recht dës Joer, fannen ech - mat der öffentlecher Schold engersäits, a mat den Avoiren an den Investissementsfongen anerersäits.

Hie stellt éischters emol fest, dass d'öffentlech Schold natierlech zu Lëtzebuerg nach niddreg ass, do, wou mer elo starten. Mir louche bis elo Enn 2008 bei 7% vum PIB. Mir verduebelen dat awer elo emol schonn d'nächst Joer duerch déi Rettungsaktiounen, déi mer à ce stade musse maachen, haaptsächlech bei de Banken. Doduerch gi mer vu 7 op 14% d'nächst Joer erop.

An da kënnt awer en anere Facteur derbái, dass ass deen, wou hie seet, dass een dat natierlech muss gekoppelt kucke mat den Investitiionsausgaben, déi mer wëllen tätegen déi nächst Joren. Mir wëllen eng ganz Rei Saachen nach virzéien, a bei de Reserven, déi mer an de Fongen nach hunn, musse mer wëssen, dass vun deene schonn en Deel jo nëmmen do sinn, well mer schonn Emprunten decidéiert hunn an der nach eng Rei wäerte maachen.

De Rapporteur versicht erauszefannen, wou mer do wäerte landen, a kënnt zur Konklusioun, dass mer 2012 fäerdeg sinn, dass heescht, déi Suen dann opgebraucht sinn.

Da kann een natierlech elo d'Konklusioun zéien a soen, bis dohinner, tëschent 2009 an 2012, hu mer d'Kéier kritt, dass zitt alles erëm un, an da wäerte Plus-valuen an eisem Statsbudget erëm derfir suergen, dass déi Fongen erëm kënne fonctionnéieren. Dass bezweifele mir awer ganz staark.

Mä et kënnt nach en anere Punkt derbái. An och déi Analys mécht en hei zu Recht. Hie seet, dass déi doten Zeenarien, esou wéi se de Moment am Budget stinn a wéi hie se och richteg analyséiert huet, ofhänge vun engem ganz Rei Facteuren.

Een dovunner ass zum Beispill - seet hien - selbstverständlech d'Croissance, mä virun allem d'Entwécklung vum Emploi insgesamt am Land; dass heescht, wéi vill nei Aarbechtsplazen engersäits mer nach iwwerhaapt déi nächst Jore schafen a wéi vill Prozent, an zweetens, d'Entwécklung vum Chômage. Hie seet, dass déi zwee Facteuren eng immens Inzidenz hunn oder kënne hunn op de Budget. Dass ass richteg.

Mä wann een elo kuckt, wat d'Zuele vun der OECD eis viraussoen, da kann een eigentlech d'Äntwert dorobber scho ginn. Och wa mer elo géifen haut soen, d'Zuele vun der OECD wäeren ze vill pessimistesesch, muss een awer feststellen, dass de Statec elo a senger leschte revidéierten Zuelen net wäit ewech läit vun deem, wat d'OECD eis virausseet.

Da komme mer an eng Situatioun, dass mer mat grousser Wahrscheinlechkeet Enn 2009 zu Lëtzebuerg e Chômage wäerten hu vun ongeféier 6%, a mat grousser Wahrscheinlechkeet 2010 vun 6%.

Vun deenen Zuele muss ee sech emol wierklech rappeléieren, wat déi heeschen. Dass heescht, dass mer an der nächster Legislaturperiode deen héchste Chômage kréien zu Lëtzebuerg zënter Jorzéngten, well souguer op dem Héichpunkt vun der Stokris war de Chômage - wann dat antrëtt, wat d'OECD eis seet - ni esou héich wéi dat doten. Dass ass déi eng Saach.

Da kënnt deen zweete Phänomeen nach, dass ass, wann dann och nach d'Croissance vum Emploi den Houscht kritt, an och dass seet d'OECD eis virus an och de Statec. Dee geet zwar nach fir d'nächst Joer dovun aus, dass eng Création d'emplois kënnt, mä do, wou nach Aarbechtsplazen géife geschafe ginn, seet de Statec, dass ass wahrscheinlech an öffentlecher Secteur, mä net am Privatsecteur. Dovunner geet hien emol aus. Mä da kann ee sech virstellen, dass mer och an en Zeenario wäerte kommen, 2009, 2010, wou mer net méi, wéi mer dat elo déi lescht Joren haten, tëschent 8 an 12.000 a souguer méi Aarbechtsplazen d'Joer nei geschafen hunn - netto néier, dass heescht, e Plus haten -, mä dass mer éischer wäerten Aarbechtsplazen verléieren.

Déi doten Zuelen, déi baséieren natierlech virun allem och nach op enger Situatioun, wéi se haut ass. Do kënne nach all Dag nei Donnéeën derbäikommen. Do kommen nach Facteuren derbái, déi mat eraspillen, och an d'öffentlech Finanzen, wéi d'Kuerzaarbecht, déi mat eraspillt, an déi en héije Käschtepunkt kënne fir de Stat ginn. Et kënne och nach aner Facteur mat bäikommen, dass zum Beispill eenzel Entrepreneuren eis an deenen nächste Méint a Joren ewechbriechen. Alles dat verbessert déi doten Zuelen natierlech net, mä verschlechtert se nach weider.

Den Här Wolter huet gesot, fir de Fonds de chômage wäeren d'nächst Joer 400 Millioune virgesinn. Wann déi Zuelen, déi d'OECD eis virausseet, géifen antreffen, dann ass et relativ kloer, dass dee Fonds de chômage herno net wäert 400 Millioune kaschten, mä éischer 6, 7 oder vläicht 800 Millioune, eleng schonn 2009.

Wann ech dann nach, wéi gesot, esou Facteuren derbärechne wéi Kuerzaarbecht iwwer länger Zäit, da kann een dovun ausgehen, dass dat och nach eng Kéier en zousätzleche Käschtepunkt wäert ginn. Dass cumuléiert natierlech den Defizit, dee mer herno, um Enn vum Joer, wäerten hunn, an dee répercutéiert sech natierlech och op déi Joren duerno, emol d'office, a wäert och nach eng Kéier 2010 respektiv 2011 zousätzlech Konsequenzen hunn.

Da kënnt nach en anere Facteur derbái. Den Här Di Bartolomeo - hien ass elo leider fortgaangen, vläicht ass hien nach iergendwou an der Géigend - hat gëschter eng interessant Pressekonferenz iwwer e Volet vun der Sécurité sociale, deen eis hei och nach en zousätzleche Stréch duerch d'Rechnung maache kann. Ech hunn dass schonn an der Finanzkommission gesot, dass seng Analysen, déi hien ëmmer mécht, natierlech stëmmen, mä si stëmmen nëmmen, well hien einfach ëmmer zwou Saachen ewechléist bei senger Analys. Ech kann dat zwar verstoen, vu dass de 7. Juni d'nächst Joer Wahle sinn, dass een déi Analys do esou mécht, mä d'Realitéit ass awer eng aner.

Firwat? Majo, wann een iwwert d'Sécurité sociale schwätzt, da muss een dräi Facteuren iwwerleeën.

Deen éischten ass, an dee gëtt emol schonn direkt ewechgelos bei deenen Zuelen, dass mer zu Lëtzebuerg an enger Situatioun sinn, wann ech zum Beispill de Pensionsystem huelen, da muss mer wëssen, dass d'office een Drëttel vun de Recettë fiskal Recettë sinn. Dass heescht, dass si Gelder, déi kommen direkt aus dem Statsbudget. Dass heescht, wa mer haut esou héich Reserven an de Pensionskeesen hunn, dann ass dat, well mer do en einmalege System zu Lëtzebuerg hunn, wou d'office een Drëttel fiskaliséiert ass. Elo kann ee soen: „Majo, dass ass jo eng fei Saach. Mir si jo alleguer frou doriwwer, duerfir hu mer jo dann och déi Reserven, an duerfir ass jo da kee Problem.“

Wann et awer an de Statsfinanzen enk gëtt an deenen nächste Joren, virun allem wann et méi eng laang Zäit méi enk gëtt - an all déi Zuelen, déi Ingrédiénte vun Zuelen, déi mer entre-temps virleien hunn, déi deiten éischer dorop hin, dass et een, zwee, dräi oder vläicht véier Joer méi enk gëtt duerno -, da muss ee sech d'Fro stellen, wou een deen Drëttel hierhëlt, deen een direkt eriwirwtransferéiert an d'Sécurité sociale. Oder et muss ee mer soen, wann ech deen Drëttel einfach ouni dës Zuele wëll eriwirwuelen, wou ech da sträiche ginn op anere Posten. Entweder bei den öffentlechen Investitiionsausgaben oder soss iergendwou? Entweder et ass een en Hexe-



meeschter, oder et bréngt een et net fäerdeg - menger Meenung no ass dat Zweet éischer richteg -, fir dat doten alles ënnerdaach ze kréien.

De Problem, dee sech do wäert stellen, ass deen, wéi gesot, datt de Stat ganz séier Schwierigkeete wäert kréien, fir sengen Obligatiounen nozokommen, fir deem Deel Fiskaliséierung vun der Sécurité sociale kënne Rechnung ze droen, wann d'Recetten op där anerer Säit net méi do sinn. Dann huet een net vill Méiglechkeeten. Entweder huet een dann d'Méiglechkeet, fir nei Recettë sichen ze goen, fir déi Obligatiounen kënne oprechtzuerhalen, oder et muss een op anere Plaze sträiche goen.

» **M. le Président** - Här Bausch, erlaabt Der eng Tëschefro vum honorabelen Här Jaerling?

» **M. François Bausch (DÉI GRÉNG)** - Selbstverständlech.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant)** - Här Bausch, Dir hutt elo vun deem Drëttel geschwat, dee vum Stat an d'Pensiounskeese geet. Dir wësst jo awer sécherlech, wou deen Drëttel hierkënt. Dat ass net einfach esou en Drëttel, dat sinn Obligatiounen, wou de Stat 30 Milliarde Statsschulde bei de Pensiounskeesen hat, déi gestrach gi sinn, an dohier kënt déi Participatioun vum Stat. Dat si Gelder, déi souwisou de Pensiounskeese gehéiert hunn.

» **M. François Bausch (DÉI GRÉNG)** - Also, Här Jaerling, onofhängeg emol dovunner, ob dat elo richteg oder falsch ass, dat ännert näischt um Fong vu menger Ausso. Souguer wann dat esou wär, wou ech awer net mengen, datt et esou ass wéi Dir et sot, mä souguer wann dat esou wär, ännert dat näischt an der Tatsaach, datt de Stat deen Drëttel all Joer opbréche muss. Dat ass jo ënnert dem Stréch kif-kif, ob dat elo op deem dote Wee zustane komm ass, iwwer een Accord, oder ob de Stat dat vu sech selwer aus decidéiert huet.

Ech muss lech soen, datt et jo och Länner gëtt, wou d'staatelech Bedeelegung un der Sécurité sociale souwisou nach méi héich ass. Do muss een dann ëmmer dobäi soen, datt do de Spëtzesteiersaz och e bësse méi héich ass wéi zu Lëtzebuerg. Déi gi sech dann hir Recettë jo iergendwou sichen. Fait ass, datt de Stat en Engagement huet - an et ass jo egal, vu wou en dann hierkënt - vun engem Drëttel zum Beispill an d'Pensiounskeesen anzebezuelen, a wann d'Recetten net méi do sinn, op där enger Säit, an et geet een dann net op aner Plaze bei den Dépensé strächen, dann hu mer e Problem. Dat ass eng Fro, där mer eis musse stellen.

Deen zweete Volet ass dee vun der Croissance de l'emploi. Mir wësse ganz genau, datt och e gudden Deel vun deenen héije Reserven, déi mer haut hunn, dohier kënt, well mer zu Lëtzebuerg eng exzeptionell héich Croissance vum Emploi haten an deene leschte Joren, fir net ze soe Jorzéngten. Wann elo déi Croissance de l'emploi net méi kënt respektiv wa se souguer negativ géif ginn, iwwer méi wéi ee Joer, dann ass et relativ kloer, datt mer an de Krankesenen an an de Pensiounskeese relativ séier e Problem kréien.

D'Banque centrale huet eis an der Finanzkommissioun gesot, si géif scho fir d'nächst Joer dovun ausgoen, doduerjer, datt déi Croissance vum Emploi net kënt, datt d'Transferts sociaux an d'Sécurité sociale 110 Milliounen méi héich misste sinn, wéi se de Moment am Budget stinn. 110 Milliounen Euro! D'nächst Joer schon! Dat heescht, wa mer dat iwwer e puer Joer weiderschreien, musse mer dovun ausgoen, och do, datt dat e Problem gëtt fir de Statsbudget.

D'Banque centrale seet an hirem Avis zum Budget, menger Meenung no zu Recht, datt mer do en héije Risiko lafen, an datt mer Enn des Joers bei 14% Schold par rapport zum PIB sinn, mä datt mer relativ séier risquéieren, jee nodeem wéi d'Entwécklung weidergeet an den nächste Joren, op déi 60% Limite ze stoussen, Verschuldung par rapport zum PIB, déi erlaabt sinn duerch d'Maastrichter Kritären. Dat heescht, och do hu mer en enormen Onsicherheitsfacteur am Budget, deen och virun allem sozial gesinn zu extreme Konsequenze féiere kann.

Meng Partei huet nach ëmmer gesot, datt si zum Émlageverfahren an zum Generatiounevertrag steet. Meng Partei war nach ni fir de Kapitaldeckungsverfahren, am Pensiounssystem zum Beispill, mä schon zënter Jore gi mer net midd fir ze soen, datt mer gären hätten, datt mer ons erëm eng Kéier zesummesetzen, fir iwwer eng Rei strukturell Problemer, déi mer am System hunn, ze schwätzen. Dat betrëfft éischtens de Finanzement.

Mir wëssen, datt mer duerch déi dräifach Opdeelung, een Drëttel Stat, een Drëttel Salarie, een Drëttel Patron, also Arbeitgeber, an enger Situatioun sinn, datt natierlech nëmmen aarbechtsintensiv Betriber, zum Beispill, hire Bättrag leeschte bei de Pensiounskeesen. Mir mengen, datt et awer och aner Betriber gëtt an där Gesellschaft hei, déi oft vill méi Benefisser maache wéi déi, déi aarbechtsintensiv sinn, an duerfir misst een endlech eng Kéier doriwwer schwätzen, wéi een déi mat abezitt, zum Beispill an de Finanzement vun der sozialer Sécherheet. Dat ass ee Punkt. Et gëtt awer och nach aner Pisten.

Déi zweet Saach ass, datt mer sécherlech mussen doriwwer schwätzen, net iwwer eng Erhéijung vum Pensiounsalter, mä iwwer d'Fro vun de 40 Joer, datt ee muss 40 Joer obligatoresch cotiséiere fir eng Pensioun ze kréien. Dat ass e wichtege Facteur, fir datt de System nach ka fonctionnéieren. Et gëtt sécherlech nach eng ganz Rei aner Pisten, a mir bedauern et wierklech, datt erëm eng Kéier fënnef Joer verluer gaange sinn, ouni datt mer iwwer déi Saachen do diskutéiert hunn.

Firwat bedauere mer dat? Ma, well mer ganz genau wëssen, datt mer genau an deenen dote Systemer net kënne kuerzfristeg wierksam Saache veränneren. Mir sinn hei an engem Generatiounevertrag, an et kann een net bannent enger Generatioun grob Ännerunge maachen, well ee soss natierlech d'Spillregele bannent der Generatioun einfach emol verännere geet an de Leit och keng Chance gëtt, fir sech op nei Situatiounen anzustellen. Dat ass dat Eent. An zweetens gëtt et och esou kuerzfristeg net wierksam.

Et muss een esou Reformen also laangfristeg ugoen. Hei schiibt dës Regierung alt erëm eng Kéier där nächster Generatioun ee Ball zou, ee ganz vergëfene, deen eng Kéier wäert zolidd Konsequenzen hunn. Ech kann nëmme staunen, datt - trotz allen Avisen, déi mer ëmmer erëm zu deem dote Thema kréien - mer an deem Land hei net fäeg sinn, sachlech an a Rou iwwer deen Dossier do ze diskutéieren. Mir wäerte gesinn, datt - ech hoffe wierklech a mir wënschen eis alleguer, datt et net geschitt -, wann déi Kris hei par malheur méi laang dauert wéi et eis léif ass, wéi séier datt mer do wäerten a Schwierigkeete geroden. Deenen Aspekter huet dës Regierung, wéi gesot, bis elo net ganz vill Rechnung gedroen.

Een drëtte Punkt, Här President, wa mer dann iwwer déi Saachen hei diskutéieren, iwwer de Budget an iwwer d'Prioritéit an héich öffentlech Investissementer, dann ass et och wichteg, datt een iwwer Prioritéite schwätzt, well et ass jo net méi alles méiglech an deenen nächste Joren.

Mir menge ganz kloer, datt d'Prioritéite musse a véier grouse Beräicher leien. An zu deem éischte gehéiert nach ee Sous-Beräich, dee ganz enk mat deem verstréckt ass. Deen éischten ass dee vun der Schoul an der Fuerschung, an dodrunner hänkt dee ganze Volet vun der Kannerbetreiung. Dat ass ee vun den zentrale Punkten, wou mer Schwächen hunn zu Lëtzebuerg, wou mer och dës Legislaturperiod net schrecklech vill weiderkomm sinn, fir net ze soe guer net weiderkomm sinn.

Mir wäerten elo, wann alles gutt geet, dann nach e Schoulgesetz bâcléieren un Schluss, wat awer vill Inkohärenzen huet a sécherlech net dee grouse Worf wäert ginn, dee mer brächten, fir datt mer dës Schoul fit maache fir d'Zukunft.

An der Fuerschung hu mer Efforté gemaach, effektiv. Mir hu vill Ustrengungen an deem leschte Budget gemaach. Allerdéngs feelt et eis do un enger kloer Strategie. Mir haten eng Debatt hei an dëser Chamber, eng Interpellatioun zu der Fuerschung. Mir hunn do eng ganz Rei Saachen diskutéiert. Mir vermessen nach ëmmer de kloer Strategiepabeier, wat mer da wëlle förderen an der Fuerschung, well dat ass jo net onwichtig. Zumools och, wa mer effektiv wëllen dee ganze Fuerschungsaspekt verbanne mat enger Neiausrichtung vun eiser Ekonomie, mat enger Diversifiéierung vun eiser Ekonomie, fir datt mer net méi esou ofhängeg si vun engem eenzege Secteur.

Wéi gesot, dee ganze Volet Kannerbetreiung hänkt do hannendrun. An och do ass net vill geschitt. Do wäert mer dann elo och um Enn vun der Legislaturperiod dee Chèque-service bâcléieren, deen an der Praxis wahrscheinlech doduerjer, datt en esou séier duerchgebaatscht gëtt, an och well déi Acteuren, déi en haaptsächlech mussen ëmsetzen, nach laang net wäerte prett sinn, well se och ni gehollef kritt hunn an deem Beräich - dat muss ee soen - vum Stat, nämlech d'Gemengen, wäert éischer nach zu Roserie bei eenzelne Leit féieren,

wéi datt et zu effikasse Leeschtunge wäert féieren. Mä och do, wéi gesot, hu mer erëm eng Kéier fënnef Joer Zäit verluer.

Zweete Punkt - deen hänkt dorunner -, dat ass de Logement. Mä net nëmmen de Logement am Sënn vun erschwénglechem Wunnraum, mä alles, wat an de Beräich vum Logement gehéiert. Dat heescht och dee ganze Volet vu Sanéierung, Albausanéierung. Ech kommen nach an deem drëtte Punkt dorop zrëck, firwat ech dat esou gesinn. An deem ganze Volet do si mer och net schrecklech vill weiderkomm. Mir hunn zwar e Pacte Logement duerch d'Parlament geboxt, deen och net ganz kohärent ass, éischtens, an zweetens fir déi grouss Erausforderung, déi sech hannendru verstoppt, sécherlech keng Äntwerte gëtt.

En drëtte Punkt ass d'Energieeffizienz an dee ganze Volet vun den alternativen Energien. Do hu mer awer och laang Joren Zäit verluer. Mir hunn e ganze Secteur an der Ongewëssheet gelooss, ier mer nei Reglementer geschaf hunn. Mir hunn och do eréischt un Schluss vun der Legislaturperiod et fäerdeg bruecht, ze légiféieren. Och do wéi gesot si mer hannendran entretemps par rapport zu ville Länner.

Elo wäert Der gesinn, datt duerch déi ganz Problematik an och doduerch, wéi se wäert diskutéiert ginn, och elo no dem Wiessel, deen an de Vereenegte State wäert kommen, mer international eng onheemlech Dynamik wäerte kréien an deem dote Beräich.

Ech wëll lech just soen, datt de Bureau international du travail eng wëssenschaftlech Studië maache gelooss huet, déi ass am September dëst Joer publizéiert ginn, wou festgehal ginn ass, datt eleng an deenen nächste zéng Joer an deem dote Beräich zwou Milliounen nei Aarbechtsplaze wäerte geschaf ginn, an datt och de Benefiss an deem Beräich, wann een dohinner investéiert, x-fach méi héich ass wéi an allen anere Beräicher. Dat heescht, et leien entretemps ganz detailléiert seriö Studien um Dësch, déi dat alles beleeden.

Mir hunn et fäerdeg bruecht zu Lëtzebuerg, och do den Zuch ze verpassen.

An dee véierte Volet, Här President, dee fir eis absolut Prioritéit huet, dat ass dee ganze Beräich vun der Mobilitéit an awer hei virun allem den öffentlechen Transport. Mir hu kolossal Retarden opgebaut iwwer Jorzéngten an deem Beräich, well mer ausschliesselech op eng Form vu Mobilitéit gesat hunn an déi aner staark vernoléisseggt hunn, an déi leeft där anerer elo staark hannendrun.

Do wäerte mer elo missen Ustrengunge maachen, well dat doten huet net nëmme Konsequenzen am Kontext vum Energiepuere respektiv CO<sub>2</sub>-Emissiounen, mä et huet och Konsequenze wat d'Entwécklung vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg insgesamt ubelaangt.

Mir wäerten, wa mer esou weiderfuere, wéi mer de Moment zu Lëtzebuerg fuere - dat wäert relativ kloer sinn -, a wa mer nach vill Wuesstum dann an Zukunft sollte kréien, déi Mobilitéit net méi esou organiséiert kréien. Mir hunn enorm Retarden awer do, an et wäert schwierig ginn, déi séier opzeschaffen, d'autant plus datt wéi gesot d'Finanzen och elo nach méi enk ginn.

Dat sinn déi Prioritéiten, déi mir gesinn. Dat heescht am Kloertext, hei an deene Beräicher, menge mir, misst als Allerlescht gestrach ginn, an all anerer missten deenen eiser Meenung no ënnergeuerdnet ginn. Mä deen Exercice musse mer awer emol maachen.

Et ass eigentlech och schued, datt mer an der Budgets- a Finanzkommissioun, wou mer jo woussten, datt mer bei de Recettë géifé virtuell diskutéieren, et net fäerdeg bruecht hunn, elo schon am Hiersch konkret iwwer déi dote Froen, iwwer d'Prioritéitesetzungen ze schwätzen. Ech hoffen, datt mer deen Exercice mindestens am Parlament fäerdeg bréngen, wa mer dann elo an där Spezialkommissioun diskutéieren nach bis de März oder Abrëll oder soulaang wéi d'Legislaturperiod dauert, fir iwwer déi Prioritéitesetzung ze schwätzen.

Véierte Punkt, Här President, dat ass: Et gëtt gesot, mir missten elo, wat richteg ass, héich öffentlech Investitionsausgaben tätigen, an de Stat géif do mam gudden Beispill virgoen.

Ech wëll dorop hiweisen, datt 43% vun den öffentlechen Investitionsausgabe vun de Gemenge kommen. 43%, also bal d'Halschent kënt vun de Gemengen. Elo ass et awer esou, datt et nach laang net evident ass oder wäert sinn an den nächste Jore fir d'Gemengen, fir domadder eens ze ginn.

» **Une voix** - Très bien!

» **M. François Bausch (DÉI GRÉNG)** - Et gëtt der, déi sti besser do wéi anerer, an

et gëtt der, déi si méi oder manner verscholt wéi anerer. Wa mer gären hätten, datt d'Gemengen deen Défi do och kënnen opheelen, da muss de Stat hinnen och hëllefen. Da geet et net duer, datt de Finanzminister seet, den Innenminister wäert elo an deenen nächste zwou Wochen eng nei Circulaire budgétaire erausgi vum Intérieur eraus un d'Gemengen, wou hie seet, hei, léif Leit, passt op, maacht och elo emol hei e bëssen duer an zitt Projete vir.

Mä da muss den Intérieur endlech eng aner Roll spillen! Da muss d'Regierung iwwer de Ministère de l'Intérieur deene ville Gemengen am Land, déi jo eigentlech guer net kënnen dee Rôle do erfüllen am Moment, well se guer net d'Capacités an d'Méiglechkeeten derfir hunn, och zur Säit stoen an där doter Situatioun.

Eng Stad Lëtzebuerg oder aner grouss Uertschaften oder Stied, déi kënnen dat nach maachen. Déi hu jo och éischtens emol den administrativen Apparat, fir et kënne schnell ze maachen. Mä all aner Gemenge kënnen dat jo aus eegener Kraaft net maachen. An do geet eng Circulaire vun engem Minister sécherlech net duer. Do muss den Intérieur ganz anescht aktiv ginn.

Ech mengen och, datt mer mussen eis iwwerleeën, ob mer net iwwer de Statsbudget eng Méiglechkeet fannen, fir ze évitéieren, datt d'Gemenge sech elo enorm verschëlden...

(**Interruption**)

...an haaptsächlech och nach dann, wann déi Kris dann eng Kéier eriwuer ass, Joren a Jore mussen Zënsen zrëckbezuelen.

Dat heescht, et muss ee sech iwwerleeën, ob et net eng Méiglechkeet vläicht gëtt. Ech weess net, ob dat machbar ass, mä dat ass op alle Fall eppes, wat mir wëllen als Iddi emol lancéieren, datt de Stat e Fong géif schafen, wou en zum Beispill de Gemengen zënslos kéint Sue léien, déi d'Gemengen dem Stat géifen zrëckbezuelen, fir verschidde Projeten, déi se da wëlte virzéien, och kënnen ze finanzéieren.

Wa mer net esou Instrumenter notzen, da wäert dat Ganz bei de Gemenge Lettre morte bliwen. Dat heescht, da wäert et bei deenen 43%, bei der Halschent vun deem groussen Investitionsprogramm sécherlech net kënne fonctionnéieren. Och do vermësse mer ganz kloer eng Visioun, eng Virgab vun dëser Regierung.

Här President, ech wëll elo e bëssen zrëckkucken. Et deet mer leed, et muss een dat jo awer maachen, well dës Regierung an dës Majoritéit si jo 2004 ugetratt mat engem Virschoss a mat engem héijen Usproch, an da muss een och awer kënnen um Enn - a mir sinn um Enn vun der Legislaturperiod - beim Budget e Bilan doriwwer zéien, zumools an dësem Kontext.

Dës Regierung ass ugetratt, do war de Chômage bei ongeféier 4%. Si wäert d'Land iwwerginn, 2009 no de Wahlen, mat engem Chômage, deen an der Héicht éischer vu 6% läit.

Dës Regierung ass ugetratt, do hate mer hei am Land eng Moyenne vu Création d'emplois nette tëschent 8 an 12.000 Aarbechtsplazen d'Joer. Si gëtt 2009 den Zepter of, andeem mer wahrscheinlech éischer an engem Zeenario vu Suppression d'emplois leie wéi Création d'emplois.

Dës Regierung, Här President, ass ugetratt mat enger Croissance vum PIB, dee louch ongeféier tëschent 3 a 4% an der Moyenne. Si gëtt d'Land zrëck mat enger Rezessioun Enn vun der Legislaturperiod.

Dës Regierung, Här President, ass ugetratt mat enger öffentlecher Schold, mat där mer de Musterschüler waren an der Europäescher Unioun; si gëtt d'Land of mat enger Schold, déi elo 14% par rapport zum PIB läit, mä mat ganz héijem Risiko behaft ass, datt mer ganz séier méi héich wäerte steigen an deenen nächste Joren.

(**M. Jos Scheuer prend la Présidence**)

Dës Regierung, Här President, ass ugetratt mam Versprechen, datt se géif a fënnef Joer eng nei Dynamik schafen. Et war eng Partei, déi huet geschwat vun engem Sommet de la relance an deenen éischte sechs Méint vun der Legislaturperiod.



**(Interruption)**

Dausenden nei Aarbechtsplaze sollte geschafte ginn, x nei Secteure sollte geschafte ginn.

**(Interruption)**

Si wäert awer ofschléissen, Här President, mat héijem Chômage, mat engem neie Rekord u Kuerzaarbecht, déi mer am Land wäerten hunn, mat Schléissung vun Entreprises.

**»»» Une voix.** - Katastroph!

**»»» M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Här President, wann ech dat soen, da soen ech dat net, well ech an dat nämlecht Spillverfahre verfallen, wéi dës Regierung et nawell gäre mécht mat aneren zesummen, andeem ech der Meenung sinn, dass dës Regierung un all deem Misär, dee mer elo hunn, eleng schold ass. Sécherlech ass et richtig, dass villes dovunner d'Resultat ass vun der Wirtschaftskris, an där mer elo dra sinn.

Mä, Här President, dës Regierung huet nawell gäre gezielt um Ufank vun der Legislaturperiode, wéi et gedréint ass 2006 an 2007, dass déi gutt Situation eenzeg an eleng hire Mérite wär an d'Recetten haaptsächlech do wäeren, well si esou gutt géif schaffen an esou gutt géif wirtschaften.

Or, Här President, et kann een net hierkommen a sech virun d'Land stellen a soen, wann et gutt geet, ass et eise Mérite, a wann et schlecht geet, sinn all déi aner schold.

**»»» Une voix.** - Voilà!**»»» Une autre voix.** - Très bien!

**»»» M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Mir sinn duerfir der Iwwerzeegung, Här President, och wann déi Wirtschaftskris sécherlech d'Regierung esou iwwerrascht huet wéi verschidden anerer, esou muss een awer

soen, dass dës Regierung déi lescht fénnef Joer deem Usproch gerecht ginn ass, mat deem se ugetratt ass, an esou wéi se och gekennzeechent ginn ass vum Parteipresident vun enger vun deene grouse Koalitionsparteien, nämlech d'Regierung vun der arithmetescher Vernunft, dat heescht d'Regierung vun der banaler Gestuon.

Virausschauend Saache si keng geschitt. Mir hu fénnef Joer Zäit verluer. Dat fannen ech dramatesch.

Duerfir, et ass net dës Regierung, déi schold ass vun dëser Kris, mä et ass dës Regierung, Här President, déi schold dorun ass, dass mer fénnef Joer Zäit verluer hunn. An duerfir, dass mer elo schlecht preparéiert sinn um Ufank vun dëser Kris, dorunner...

**»»» Une voix.** - Voilà!

**»»» M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - ...huet se ganz sécherlech eng Responsabilitéit.

Dat ass fir mech evident. Ech wëll nëmmen e puer Saachen opzielen: Reform vun der ADEM, d'Schafe wéi gesot vun neie Wirtschaftssectoren, falsch Aschätzung vu verschiddene Facteuren, Netupake vun der Problematik vun der Sécurité sociale. Alles dat si Saachen, déi eis wäerten an deenen nächste Jore méi Schwierigkeeten nach maachen, wéi an deenen Zäiten, wou et gutt gaangen ass, well dës Regierung et net ugepaakt huet.

Dir verstitt och, Här President, dass et fir eis als Gréng als Konklusioun kloer ass, dass mer dës Budget net kënnen stëmmen.

Här President, de séchere Wee, dee stelle mir eis aneschtens vir. An, Här President, Neel mat Käpp gesinn och aneschtens aus. Duerfir ass et kloer, dass mir dës Budget net wäerte stëmmen.

**»»» Plusieurs voix.** - Très bien!

**»»» M. le Président.** - Merci, Här Bausch. Den Här Bausch war de leschte Riedner fir haut. Muer de Moien um néng Auer fuere mer viru mat de Budgetsdebatten.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 17.54 heures)**

## Sommaire des séances publiques

### N<sup>os</sup> 10, 11, 12, 13 et 14

Dépôt d'une motion par M. Claude Meisch	page 124
Ordre du jour	page 124
5754 - Projet de loi relatif à l'aide à l'enfance et à la famille	pages 124-126 pages 129-135
Question urgente N°2980 de M. Claude Meisch relative à l'arrêt de la production auprès de Goodyear	pages 126-127
Motion de M. Claude Meisch relative à la transformation de l'ADEM en établissement public et à l'élaboration d'un projet de loi renforçant le rôle de l'ADEM dans le domaine de la formation des demandeurs d'emploi	pages 127-129
Dépôt d'une motion par Mme Viviane Loschetter	page 135
5894 - Projet de loi portant modification de l'article 545 du Code civil	page 136
5770 - Projet de loi transposant, pour la profession d'avocat, les dispositions de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et de la Directive 2006/100/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la libre circulation des personnes, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, et modifiant: 1. la loi du 10 août 1991 déterminant, pour la profession d'avocat, le système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans; 2. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 3. la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant: 1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés; 3. la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service, au Grand-duché de Luxembourg, des avocats habilités à exercer leurs activités dans un autre État membre des Communautés européennes	pages 136-137
5745 - Projet de loi portant approbation de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers	page 137
5815 - Projet de loi portant approbation de la décision 2007/436/CE, Euratom du Conseil du 7 juin 2007 relative au système des ressources propres des Communautés européennes	page 137
Communications	page 138
5960 - Proposition de loi portant modification des conditions d'admission à la fonction d'instituteur - modifiant l'article 30 de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire	page 138
Ordre du jour	page 138
Dépôt d'une motion par M. Charles Goerens	page 138
5900 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009	
- Rapport de la Commission des Finances et du Budget	pages 138-141
- Exposé de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances	pages 142-145
- Exposé de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget	pages 145-148
- Discussion générale	pages 156-166
Dépôt d'un projet de révision de la Constitution	page 145
Motion de M. Charles Goerens relative au dépôt d'un projet de budget rectifié pour l'exercice 2009	pages 148-150
5855 - Projet de loi	
a) relatif aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs	
b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets	pages 150-151
Allocution de bienvenue de M. le Président de la Chambre des Députés	page 151
Déclaration de M. José Manuel Durão Barroso, Président de la Commission européenne	pages 151-153
Séance de questions et de réponses:	
- Question posée par le groupe parlementaire CSV	page 153
- Question posée par le groupe parlementaire LSAP	page 153
- Question posée par le groupe parlementaire DP	page 154
- Question posée par le groupe parlementaire Déi Gréng	page 154
- Question posée par la sensibilité politique ADR	pages 154-155
- Question posée par un député indépendant	page 155
Communications	page 156
Ordre du jour	page 156
Dépôt d'une motion par M. Aly Jaerling	page 156
Dépôt d'une proposition de loi	page 156

## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

#### Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

#### Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

#### Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

#### Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

## Chamber TV

### an der Stad

um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)

### zu Esch

um Kanal S40 (455.25 MHz)

### zu Déifferdeng

um Kanal S 29

### zu Diddeleng

um Kanal S 32

### an der Gemeng Nidderaanwen

um Kanal S 29



## Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2558	M. Félix Braz	Position du Luxembourg concernant l'élaboration par la Commission européenne d'une directive cadre pour la lutte contre la discrimination des minorités
2737	M. Xavier Bettel	Service de santé de l'armée
2749	Mme Viviane Loschetter et M. Henri Kox	Participation parentale dans les maisons relais pour enfants, les crèches et les foyers de jour
2857	M. Roland Schreiner	Ligne d'autobus Vilavil entre Thionville et la ville de Luxembourg
2875	M. Jean-Paul Schaaf	Contournement d'Ettelbruck/Feulen
2914	M. Marc Spautz	Poids des cartables
2922	M. Gast Gibéryen	Syringomyélie
2925	M. Gilles Roth	«Scanner corporel»
2928	M. Félix Braz	Juridictions de la sécurité sociale
2929	M. Marc Spautz	Politique de prévention du cancer du côlon
2935	M. Claude Meisch	Usines luxembourgeoises du groupe ArcelorMittal
2936	M. Marc Spautz	Mise en œuvre du pacte logement
2937	M. Marc Angel	Convention 192 du Conseil de l'Europe sur les relations personnelles concernant les enfants et Convention 201 du Conseil de l'Europe pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels
2939	M. Aly Jaerling	Évaluation des hôpitaux
2940	M. Aly Jaerling	Journée de la commémoration
2942	M. Marc Spautz	Entreprises formatrices de la zone industrielle Dudelange/Bettembourg
2944	M. Claude Meisch	Stratégie de la compagnie aérienne «Luxair»
2946	M. Gilles Roth	Drogue «Strawberry Quick»
2947	M. Marcel Oberweis	Opportunité à mettre en œuvre une politique d'achats publics de produits à base de bois certifié
2949	M. Marc Spautz	Pratique des appels à témoins
2950	M. Robert Mehlen	Neuroleptique
2951	Mme Viviane Loschetter et M. Félix Braz	Programme «accueil et intégration» de l'Union européenne
2954	M. Robert Mehlen	Coutume des Îles Féroé
2957	M. Aly Jaerling	Autorisation de séjour et permis de travail
2958	M. Marc Spautz	Système de contrôle et d'information du trafic sur les autoroutes
2962	M. Félix Braz	Campagne d'information et de sensibilisation à l'attention des étrangers en vue de leur inscription sur les listes électorales
2964	M. Gilles Roth	Baisse du taux directeur de la Banque Centrale Européenne (BCE)
2965	M. Aly Jaerling	Immatriculation
2966	M. Marcel Oberweis	Restructuration de l'Agence de l'Énergie
2969	M. Robert Mehlen	Subventions agricoles
2970	M. Camille Gira	Heures d'ouverture des stations de service pour automoteurs
2971	M. John Castegnaro	Directive sur l'aménagement du temps de travail
2972	M. Gilles Roth	Dépenses publiques
2973	M. Aly Jaerling	Laboratoires privés
2976	M. Marc Spautz	Procès-verbaux d'élections des délégations du personnel
2978	M. Claude Meisch	Reprise du groupe Fortis par la Deutsche Bank
2984	Mme Claudia Dall'Agnol	Audition de mineurs par les instances judiciaires
2985	Mme Claudia Dall'Agnol	Adoptions internationales
2989	M. Marcel Oberweis	Culture de la luzerne
2993	M. Carlo Wagner	Laboratoire National de Santé à Dudelange
2999	M. Claude Meisch	Affaire «Bommeleeër» - Pièces à conviction
3000	M. Xavier Bettel	Réintégration de détenus du Centre Pénitentiaire de Givenich (CPG)
3002 urgente	M. Aly Jaerling	Commission nationale de Contrôle et d'Évaluation
3013	Mme Vera Spautz	Fixation du tarif des huissiers de justice
3025	Mme Colette Flesch	Conséquences pour la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE) résultant de la faillite de Lehman Brothers

**Question 2558** (22.5.2008) de **M. Félix Braz** (DÉI GRÉNG) concernant la **position du Luxembourg concernant l'élaboration par la Commission européenne d'une directive cadre pour la lutte contre la discrimination des minorités**:

Avec l'adoption avant-hier du rapport Lynne sur la lutte contre la

discrimination, le Parlement européen a revendiqué à une grande majorité que la Commission européenne s'oriente vers l'élaboration d'une directive cadre pour la lutte contre la discrimination des minorités. Le président de la Commission européenne Barroso avait annoncé lors de son investiture en 2004 que la Commission allait prendre cette initiative sur base de l'article 13 du traité CE qui précise que «le Conseil (...) peut prendre les mesures nécessaires en vue de combattre toute discrimination fondée sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle, etc.». Le projet de cette directive était d'ailleurs

prévu dans le programme de travail de la Commission européenne pour 2008 mais risque maintenant d'être simplement écarté sous pression de certains États membres.

Une directive cadre comblerait certainement les lacunes existantes en matière de discrimination de minorités. En effet, les directives européennes existantes se limitent presque exclusivement à la lutte contre les discriminations au travail. Seules les directives contre les discriminations sur base de l'origine ethnique et du sexe concernent des aspects plus globaux de la société. Dès lors, certaines personnes, en l'oc-

currence les handicapées, les personnes âgées, les homosexuelles ou encore les personnes ayant une confession religieuse déterminée, ne sont pas protégées en dehors du domaine du travail.

Selon la presse, la Commission européenne devrait d'ailleurs soumettre une proposition le 26 juin prochain après avoir consulté les États membres. Dans ce contexte, et conformément au règlement de la Chambre des Députés, je me permets de poser les questions parlementaires suivantes au Ministre de la Justice:

- Le Ministre de la Justice est-il d'avis que la Commission devrait élaborer une proposition de directive visant à lutter pleinement contre les discriminations en vertu de l'article 13 du traité CE et de la proposer comme prévu en 2008?

- Le Ministre va-t-il supporter la requête de certains États membres, notamment le Royaume-Uni, la Finlande et la Suède, auprès de la Commission européenne?

**Réponse** (8.12.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

La question de savoir si la Commission européenne devrait élaborer une proposition de directive visant à lutter pleinement contre les discriminations en vertu de l'article 13 du Traité CE et de la proposer comme prévu en 2008 n'est plus à l'ordre du jour, dans la mesure où la Commission a adopté le 2 juillet 2008 une proposition de directive (COM(2008) 426 final) visant la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes, sans distinction de religion ou de convictions, de handicap, d'âge ou d'orientation sexuelle, en dehors du marché de travail.

Elle a défini ainsi un cadre général pour l'interdiction de toute discrimination fondée sur ces motifs et a établi un niveau de protection minimal uniforme à l'intérieur de l'espace européen pour les personnes victimes de telles discriminations et a complété ainsi le cadre juridique communautaire existant (Directive 2000/43/CE du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique et la directive 2000/78/CE du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail).

Le Luxembourg appuie la proposition de directive visée à la condition que les obligations qui en découleront y soient énoncées le plus clairement possible.

**Question 2737** (1.8.2008) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant le **service de santé de l'armée**:

Dans leur réponse conjointe à une question parlementaire afférente, Messieurs les Ministres ont déclaré que l'infirmier gradué du service de santé de l'armée se trouvait actuellement en congé sans traitement. Il me revient toutefois que ce congé a pris fin au mois de mai et que la personne en question n'a ensuite plus été réintégré dans le service de santé.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations?

- Pour quelles raisons l'engagement de la personne n'a-t-il pas été prolongé, alors que le cadre légal prévoit expressément un infirmier gradué au sein du service de santé de l'armée?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire s'il est prévu d'engager un nouvel infirmier gradué? Si oui,

dans quels délais? Dans la négative, quels seraient les motifs d'une telle décision?

**Réponse commune** (17.12.2008) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative* et de **M. Jean-Louis Schiltz**, *Ministre de la Défense*:

En réponse aux questions posées par l'honorable Député, il y a tout d'abord lieu de relever qu'il doit être permis de penser que le domaine de la «question parlementaire» n'est peut-être pas le meilleur terrain pour traiter de cas individuels de fonctionnaires.

Ensuite et sous le bénéfice de cette observation, l'on peut retenir les éléments suivants:

1. Un congé sans traitement pour raisons professionnelles a été accordé à la personne visée pour la période du 1<sup>er</sup> juin 2006 au 31 mai 2008. Lors de sa demande, l'intéressé avait notamment fait valoir par écrit qu'il désirait changer d'emploi et s'orienter «vers une activité professionnelle (lui) permettant d'éviter toute une série de stressés»; il ajoute qu'il «voit mal comment éviter ces situations potentiellement traumatisantes au sein du SvMed (lisez: service médical) de l'armée».

2. La loi militaire - définissant entre autres le cadre théorique de l'armée - prévoit la possibilité d'avoir dans le cadre de l'armée un infirmier gradué. L'honorable Député n'est cependant pas sans ignorer que pour procéder effectivement à un recrutement ou à une réintégration, il faut qu'il y ait d'un point de vue formel une vacance de poste budgétaire (ceci abstraction faite des considérations de fond reprises sub 1); toujours d'un point de vue formel, l'intéressé se trouve aujourd'hui dans la situation visée par l'article 30 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État le quel dispose que: «Lorsqu'une vacance de poste fait défaut dans la même carrière ou dans la même administration, le congé est prolongé jusqu'à la survenance de la première vacance de poste budgétaire, sans préjudice de la possibilité pour le fonctionnaire de se faire changer d'administration conformément aux dispositions de la loi modifiée du 27 mars 1986...».

3. Suite à l'expiration le 31 mai 2008 de la période de congé sans traitement initiale, le congé a été prolongé à défaut de vacance de poste budgétaire et en application du texte de loi mentionné ci-avant.

4. Afin d'être complet, il échet d'ajouter que pour les besoins de l'armée le poste d'infirmier gradué (occupé par l'intéressé avant son congé) a été converti courant 2007 en un poste d'infirmier diplômé, ceci correspondant mieux aux besoins de l'armée et un infirmier diplômé a été recruté pour janvier 2008.

**Question 2749** (5.8.2008) de **Mme Viviane Loschetter** et **M. Henri Kox** (DÉI GRÉNG) concernant la **participation parentale dans les maisons relais pour enfants, les crèches et les foyers de jour**:

Par lettre du 25 juillet 2008, Madame la Ministre de la Famille s'est adressée aux communes en relation avec la participation parentale dans les maisons relais pour enfants, les crèches et les foyers de jour en vue de l'introduction des chèques-services pour le 1<sup>er</sup> janvier 2009. Par cette lettre, les administrations communales sont invitées à «reporter les décisions concernant la fixation des tarifs dans les maisons relais pour qu'elles soient en mesure de considérer les décisions que le Gouver-



nement prendra en automne en rapport avec l'introduction des chèques-services».

La lettre de Madame la Ministre aux communes laisse des questions pertinentes sans réponse - entre autres en relation avec l'élaboration des budgets communaux pour 2009 - questions que nous aimerions poser à Madame et Monsieur les Ministres:

- Quel est le rapport direct entre la fixation des tarifs des différentes institutions (maisons relais, crèches, foyers de jour) et les chèques-services ou, en d'autres mots, est-ce que les différents types d'institutions devront fonctionner à tarif unique après le 1<sup>er</sup> janvier 2009?

- Quel est le planning exact du Gouvernement concernant l'introduction des chèques-repas?

- Est-ce que le Ministère de l'Intérieur pourra donner des informations exactes sur la participation des communes à l'accueil éducatif dans sa circulaire budgétaire pour l'élaboration des budgets pour 2009?

- Quelles recommandations en relation avec les tarifs sont données aux communes et aux responsables des établissements qui commenceront leurs activités en septembre 2008?

**Réponse** (22.12.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:**

Dans le cadre de la mise en place des «chèques-services» à partir du 1<sup>er</sup> mars 2009, le Ministère de la Famille et de l'Intégration, en collaboration avec le Syvicol, a invité les responsables communaux à des réunions d'information sur le système du «chèque-service», ainsi que sur les missions qui, dans ce contexte, incombent aux communes.

Ces réunions se sont déroulées:

- à Steinsel, le 25 novembre 2008,

- à Ettelbruck, le 8 décembre 2008,

- à Mondrange, le 15 décembre 2008.

Le document remis à cette occasion aux responsables communaux précise les objectifs du système, les bénéficiaires, les modalités de fonctionnement ainsi que les aspects financiers liés au crédit système.

Ce document est annexé à la présente et fournira tous les éléments nécessaires aux réponses des honorables Députés.

(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)

**Question 2857** (25.9.2008) de **M. Roland Schreiner (LSAP)** concernant la **ligne d'autobus Vilavil entre Thionville et la Ville de Luxembourg:**

Depuis le 2 mai 2008, la ligne d'autobus 300 Vilavil circule entre Thionville et la Ville de Luxembourg. Selon un article de presse paru récemment dans «Le Républicain Lorrain», ce service vient d'être renforcé, le Ministère des Transports luxembourgeois supportant les frais.

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette information? Dans l'affirmative, en quoi consiste exactement le renforcement de ce service? Quel est le bilan tracé par le Ministère des Transports concernant l'acceptation des utilisateurs de cette nouvelle offre au cours des cinq derniers mois?

**Réponse** (17.12.2008) de **M. Lucien Lux, Ministre des Transports:**

La nouvelle ligne d'autobus 300, reliant Luxembourg à Thionville et Hayange dans un rythme de chaque demi-heure, a connu un succès énorme dès le premier

mois, où déjà 800 passagers par jour ont été comptés dans les dix autobus mis en service.

Ce nombre est en évolution permanente (2.100 en septembre) ce qui a rendu nécessaire un renfort des capacités des bus aux heures de pointe.

Depuis le 1<sup>er</sup> novembre quatre des dix autobus à 50 places assises ont été échangés par des véhicules à 70 places.

Onze courses d'autobus ont été intercalées dans les deux sens de la circulation, ce qui fait remonter le nombre d'autobus en service sur la ligne 300 de dix à 13.

Ces améliorations indispensables pour le bon fonctionnement du service sont prises en charge par mon département, qui en vue du grand succès de la ligne parvient à réaliser une couverture des frais d'exploitation par les recettes provenant de la vente des titres de transport, allant de 40 à 45% du total de ces frais.

**Question 2875** (3.10.2008) de **M. Jean-Paul Schaaf (CSV)** concernant le **contournement d'Ettelbruck/Feulen:**

Le contournement de Niederfeulen et le contournement sud-ouest de la Ville d'Ettelbruck permettront le raccordement de la N15 venant de la région de Bastogne (B) et de Wiltz (L) à la Route du Nord.

La jonction avec la B7 est prévue à la hauteur de l'échangeur d'Ettelbruck. Le contournement sud-ouest d'Ettelbruck rejoindra la N15/route de Bastogne entre Ettelbruck et Feulen, jonction qui constituera le point de départ du contournement de Feulen.

Les objectifs de cette nouvelle liaison se résument comme suit: drainage efficace du trafic en provenance de la N15 (Feulen) vers la B7; délestage du centre-ville d'Ettelbruck et du point névralgique giratoire «Deich», un giratoire qui atteint déjà aujourd'hui ses limites de capacité, déclassement en hiérarchie et apaisement de la N15/route de Bastogne à Ettelbruck, diminution considérable du risque d'accident pour poids lourds engagés à partir de Heiderscheid dans une pente qui se termine en plein centre d'Ettelbruck et qui a dans le passé déjà connu deux accidents mortels. Devant le constat d'une croissance en emplois et habitants dans la Nordstad et ses alentours, ce contournement est vital pour tout développement futur.

Vu les considérations ci-dessus, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres concernés:

- Le contournement Ettelbruck/Feulen est-il considéré et poursuivi comme un projet prioritaire par le Gouvernement?

- Le Gouvernement peut-il me confirmer que le projet susmentionné n'est pas en conflit avec le plan sectoriel «Grands ensembles paysagers»?

- Dans le cas contraire, quelles sont les conséquences que le Gouvernement entend en tirer afin que le projet du contournement ne soit pas retardé de manière considérable?

**Réponse commune** (8.12.2008) de **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire**, de **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics** et de **M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement:**

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Monsieur Jean-Paul Schaaf, il y a lieu de préciser que le Gouvernement considère le projet de contournement Ettelbruck/Feulen comme un projet prioritaire, en raison justement des objectifs de

cette nouvelle route, objectifs bien définis par l'honorable Député dans sa question parlementaire. Cette nouvelle route constitue en effet l'épine dorsale pour la mise en valeur du centre d'Ettelbruck et pour l'augmentation de la qualité de vie dans cette ville.

Bien que le plan sectoriel «Grands ensembles paysagers» n'existe pas encore, les avant-projets des deux plans sectoriels «Paysages» et «Transports» confirment que le contournement d'Ettelbruck est en conflit avec le plan sectoriel «Grands ensembles paysagers».

Pour ne pas retarder inutilement le projet de construction du contournement d'Ettelbruck, l'Administration des Ponts et Chaussées fait analyser, dans le cadre de la notice d'impact sur l'environnement, des sous-variantes au tracé actuel de cette route, dans le but de minimiser l'impact de ce projet important sur l'environnement naturel. Le dossier ainsi complété sera transmis par voie hiérarchique au Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pour être soumis à l'avis de la commission chargée de l'examen de l'impact des grands projets sur l'environnement humain et naturel (directive 97/11).

**Question 2914** (20.10.2008) de **M. Marc Spautz (CSV)** concernant le **poids des cartables:**

En 2006, le Ministère de la Santé, le Ministère de la Famille, le Ministère de l'Éducation nationale et le Département Ministériel des Sports ont conçu et initié un plan d'action pour la promotion de l'alimentation saine et de l'activité physique chez les enfants et les jeunes. Ce plan a comme but de promouvoir des modes de vie sains et actifs.

Si les différentes actions entreprises dans les écoles et lycées sont certes louables, aucune initiative n'a cependant été prise afin de lutter contre le poids du cartable des élèves qui s'est alourdi au cours des dernières années. Selon certains médecins, les problèmes de dos rencontrés par de nombreux enfants, notamment à l'adolescence, sont dus au poids jugé trop lourd de leurs cartables. Les élèves d'école primaire ou du secondaire doivent souvent transporter du matériel scolaire dépassant 10% de leurs poids. Le port d'un cartable surchargé peut favoriser à la longue des douleurs dorsales chroniques.

Or, il existe aujourd'hui de nouvelles techniques d'enseignement basées sur une documentation photocopiée, audiovisuelle ou informatique qui allègent considérablement le poids du cartable mais qui ne sont pas encore utilisées systématiquement à travers tout le système scolaire luxembourgeois.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Le Gouvernement peut-il me confirmer ces informations et partager-t-il mes préoccupations?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement n'estime-t-il pas nécessaire d'informer le corps enseignant et les parents des risques pour la santé liés à un cartable surchargé et/ou lancer une campagne de sensibilisation?

**Réponse commune** (11.12.2008) de **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle** et de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

D'après les recommandations des médecins orthopédistes, le poids du cartable ne devrait pas dépasser 10% du poids corporel de

l'élève pour éviter des répercussions négatives sur la santé de l'enfant et de l'adolescent. Il s'agit d'un thème régulièrement traité au début de chaque année scolaire dans la presse écrite.

Une petite enquête avait été effectuée au cours de l'année scolaire 2005/2006 dans un lycée luxembourgeois, à l'initiative du SPOS et en collaboration avec l'équipe médico-scolaire, à des fins de sensibilisation et d'action auprès des enseignants, des élèves et des parents.

Les résultats de cette enquête qui concernait un échantillon d'élèves, pesés le matin à l'entrée du bâtiment scolaire, avaient montré qu'en moyenne 61% des élèves avaient porté des cartables dont le poids s'élevait à plus de 10% de leur poids corporel et chaque dixième élève avait au moins une charge correspondant à 20% de son poids corporel.

Dans une même classe, il y avait toutefois d'importantes différences concernant le poids des cartables. Ces différences dépendaient de ce que les élèves avaient jugé important d'emporter.

Les élèves des cycles moyen et supérieur étaient moins affectés par ce problème. La plupart de leurs cartables ne dépassaient pas 10% du poids corporel.

Dans les classes de 7<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup>, le problème était le plus important avec 81% de cartables qui dépassaient 10% du poids de l'élève.

Selon les résultats d'une étude française, le poids moyen du cartable des collégiens se situait autour de 8 kg avec un écart type important, le poids pouvant varier considérablement d'un élève à un autre.

Le poids global des cartables se compose du poids du cartable lui-même (entre 2 et 3 kg), du poids des manuels scolaires (entre 3 et 4,5 kg), du poids des fournitures scolaires (environ 2 kg) auquel viennent s'ajouter, le cas échéant, les affaires de sport qui varient entre 1,5 et 2,5 kg).

Des études scientifiques ont montré qu'il existe une corrélation entre la présence du mal de dos et la façon dont le sac à dos est porté.

Des douleurs lombaires et thoraciques ainsi que des douleurs au niveau des jambes ont été signalées. D'importants changements dans la façon de se déplacer et dans la position du tronc ont pu être observés quand la charge augmentait à 20% du poids corporel.

Le port d'un cartable trop lourd diminue la mobilité de l'enfant, agit sur l'équilibre et peut favoriser les risques de chute. Même le sac à roulettes doit être porté à certains moments pour vaincre les obstacles ou monter des escaliers.

Le poids du cartable est certes une préoccupation de santé publique, mais il n'est pas le seul responsable des problèmes de dos. D'autres facteurs peuvent être en cause: la position assise prolongée (devant la télévision, les jeux vidéo, l'ordinateur), l'absence de mobilité et d'activités physiques régulières, le mobilier scolaire inadapté et peu ergonomique, le soulèvement incorrect de charges etc...

Il ne faudra pas oublier que la meilleure prévention de douleurs du dos restera une musculation forte. Des récréations actives, l'éducation physique et sportive et beaucoup de mobilité pendant les temps de loisirs constituent une excellente protection des enfants contre les douleurs de dos.

D'un côté il est important d'informer et de sensibiliser aux risques liés au port de cartables trop lourds, d'un autre côté faudra-t-il proposer des solutions pertinentes et réalistes pour pouvoir remédier à cette situation.

Le poids du cartable est à l'évidence aussi une préoccupation du Ministère de l'Éducation nationale.

1) Il œuvre pour l'achat de cartables aussi légers que possible pour les enfants.

2) Depuis plusieurs années déjà, il recommande l'emploi de manuels imprimés sur papier léger.

3) Il s'avère inopportun et d'ailleurs peu probable que les écoliers ramènent quotidiennement à leur domicile l'ensemble de leurs manuels et cahiers, d'autant plus qu'en règle générale, dans les salles de classe des écoles primaires, les enfants disposent d'une case pour y placer les affaires scolaires qu'ils n'ont pas besoin d'emporter à la maison.

En cas de besoin, le dialogue entre enseignants et parents est à encourager pour permettre de trouver des solutions satisfaisantes en la matière dans l'intérêt bien compris des écoliers et sans recourir à une réglementation supplémentaire.

Une campagne de sensibilisation relative à la problématique en question, et à l'attention à la fois des enseignants et des parents d'élèves, pourrait contribuer à parer à tout excès en la matière.

4) Pour l'enseignement secondaire et secondaire technique, aucun problème n'a toutefois été signalé.

**Question 2922** (21.10.2008) de **M. Gast Gibéryen (ADR)** concernant la **syringomyélie:**

Hannert dem Numm Syringomyelie verstoppt sech eng seelen Erkrankung vum Réckemuerch op déi an de leschte Wochen a Méint eng nei Selbsthilfegrupp opmierksam mécht, déi sech énnert dem Daachverband vun der Alan, der «Association luxembourgeoise d'aide pour les personnes atteintes de maladies neuromusculaires et de maladies rares» organiséiert huet. Et gëtt geschat, datt tëscht siwen an néng vun 100.000 Mënsche vun dëser seltener Krankheet beträff sinn, woubäi d'Donkelziffer wuel méi héich läit. Hei zu Lëtzebuerg muss een, mengen Informatiounen no, mat ongeféier 30 Syringomyelie-Beträffene rechnen.

Dës Krankheet ass zwar net ze heelen, mä hir Symptomer kënnen awer gelindert ginn, deelweis duerch Medikamenter an awer och duerch alternativ Behandlungsmethoden ewéi Akupunktur, Cranio, Aquagym, Yoga, Meditatioun, PM Jacobson an esou weider. Experté soen allerdéngs an der Tëschenzäit, datt d'Medikamenter (zum Beispill Lyrica) sech esouguer negativ op dës Krankheet auswierke kënnen. Doriwwer eraus schiedegen déi héich Medikamendosen, déi verschidde Syringomyelie-Patienten huele mussen, d'Liewer an aner Organer. Alternativ Behandlungsmethoden versprechen dogéint eng manner schiedlech Linderung vun de Symptomer, well doduerch och d'Medikamentendosis drastesch erofgesat gi kann. Während d'Medikamenter vun der Krankekeess zrëckbezuelt ginn ass dat net de Fall fir déi genannten Alternativmethoden.

An dësem Zesammenhang géif ech gäre vum Här Gesondheitsminister wëssen:

1) Mengt Der net, datt, am Fall vun enger Krankheet ewéi der Syringomyelie a wann erwisen ass, datt alternativ Methoden e gudden Deel zur Linderung vun de Symptomer an zum Wuelbefanne vun Patient bäidroen, et ubruucht wier, fir datt d'Krankekeess d'Käschte fir dës



alternativ Behandlungsmethoden iwwerhëlt?

2) Onofhängeg vun der Fro no der allgemenger Unerkennung vun alternativen Heelungsmethoden (Bsp. Homöopathie, Akupunktur, Osteopathie asw.), wier et net ubruecht fir dës Heelungsmethoden op d'mannst fir selte Krankheitsbiller unzeerkennen, wann hir Wierksamkeet, ewéi am Fall vun der Syringomyelie, erwisen ass?

3) Wier et net méiglech mat der Union vun de Krankekeesen eng lwwergangs- respektiv Ausnahmeléisung fir esou selte Krankheeten ze fannen, fir datt dës Heelungsmethode rembourséiert kënnen ginn?

4) Wou ass de Moment den Dossier vun der allgemenger Unerkennung vun de véier Disziplinen Homöopathie, Akupunktur, Osteopathie a Chiropraktik respektiv vun aneren alternativen Behandlungsmethoden drun?

**Réponse** (5.12.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

Bien que l'honorable Parlementaire ait rédigé sa question en langue luxembourgeoise, je me permettrai de lui répondre en langue française, compte tenu de la technicité de la matière.

La syringomyélie constitue une maladie, ou plutôt un «syndrome» pathologique rare, d'une prévalence qui touche entre sept à neuf personnes sur 100.000. Elle se caractérise par la présence, au niveau de la moelle épinière, d'une ou de plusieurs cavités remplies de liquide rachidien tendant à comprimer et à détruire progressivement la substance grise puis la substance blanche.

La syringomyélie peut entraîner une interruption des connexions nerveuses dans la moelle épinière et provoquer des déficits neurologiques. Toujours est-il que 50% des patients atteints de syringomyélie n'ont aucune gêne, voire uniquement un handicap mineur.

Le terme «syringomyélie» regroupe un ensemble d'affections qui peuvent être très différentes les unes des autres, notamment au regard de leurs symptômes et de leur évolution individuelle. Alors que certaines syringomyélias ne vont poser que très peu de problèmes tout au long de la vie de la personne concernée, d'autres syringomyélias peuvent par contre générer des handicaps d'expressions très variables, tant par des manifestations neurologiques diverses que par des douleurs chroniques.

La prise en charge de cette maladie consiste en un suivi à long terme et, pour le cas d'une dégradation neurologique progressive, en une intervention chirurgicale.

Étant donné qu'il n'existe pas de «traitement type» pour les syringomyélias, la prise en charge devra répondre d'une manière spécifique aux besoins individuels de chaque patient.

Le traitement des douleurs chroniques répondra ainsi aux meilleurs critères de qualité de sa spécialité et des besoins physiopathologiques du patient.

Dès lors, même si certaines méthodes alternatives évoquées par l'honorable Député, peuvent, le cas échéant, avoir certains effets bénéfiques, force est de souligner que les indications restent toujours très individuelles, et de surcroît différentes d'un patient à l'autre. Par conséquent, le recours systématique à des interventions alternatives offertes de façon indistincte à toute personne atteinte d'une syringomyélie ne me semble pas être approprié. À cela s'ajoute

qu'indépendamment de la difficulté consistant à pouvoir définir de façon précise le contenu d'une telle prestation, de telles méthodes alternatives ne sauraient par ailleurs être reconnues en l'absence de toute qualification professionnelle uniformément reconnue.

En ce qui concerne les prestations dont la prise en charge par l'assurance maladie peut être sollicitée, elles sont énumérées à l'article 17 du Code des assurances sociales. En vertu du principe retenu à l'article 19 dudit code, «la prise en charge est limitée aux actes, services et fournitures inscrits dans la nomenclature ou les listes prévues par les lois, règlements, conventions et statuts, et dispensés par des personnes ou des institutions admises à exercer leur art, leur profession ou leur industrie sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg».

Toujours est-il que le même code prévoit que «lorsqu'une personne protégée présente une pathologie inhabituelle justifiant un acte ne figurant pas dans les nomenclatures pour les médecins et pour les médecins dentistes, l'acte en cause peut être pris en charge dans le cadre de l'assurance maladie sur avis favorable du contrôle médical de la sécurité sociale. L'avis est émis au cas par cas sur présentation d'un certificat circonstancié du médecin traitant et assimile l'acte exceptionnel à un autre acte de même importance en vue de la fixation du tarif».

Cela étant dit, le système d'assurance maladie luxembourgeois est un système de prise en charge d'actes et de services prestés par des professionnels de la santé qui disposent des autorisations requises par le Ministère de la Santé pour prêter les actes qui relèvent de leur compétence. Ce système n'opère pas en principe d'exceptions en fonction de la pathologie dont souffre le patient.

Afin de pouvoir évaluer et aviser les besoins, les thérapies ainsi que les traitements particuliers qui ne figurent pas dans la nomenclature générale de l'Union des Caisses de Maladie ou de l'assurance dépendance, le groupe de travail consacré aux maladies rares et qui est mis en place au Ministère de la Santé, planifie la création d'une commission médicale.

En ce qui concerne finalement les dossiers relatifs à l'ostéopathie et à la chiropraxie, je voudrais informer l'honorable Parlementaire que suite à la motion adoptée en date du 29 janvier 2004 par le Parlement dans le cadre du débat d'orientation concernant la réglementation de certaines formes de médecines complémentaires ou non conventionnelles, mes services avaient élaboré un avant-projet de règlement grand-ducal portant création de la profession d'ostéopathe. Étant toutefois donné que les organismes consultés avaient exprimé une position plutôt défavorable par rapport au texte, j'avais pris la décision de consulter la Chambre des Députés, auteur de la motion. Toutefois, avant de pouvoir se prononcer, la commission parlementaire a estimé opportun d'attendre la publication, prévue pour cette année, d'une étude par l'Organisation Mondiale de la Santé. Ladite étude, réalisée à l'échelle mondiale, portera sur le statut futur de l'ostéopathie dans le cadre général des systèmes de santé, tant en ce qui concerne la formation que les modalités de la reconnaissance de la profession. Pour le volet relatif à la chiropraxie, le projet de texte n'a pas encore pu être finalisé.

Par contre, les médecins autorisés à exercer leur profession au Luxembourg peuvent pratiquer l'acupuncture ou l'homéopathie à condition d'être titulaires d'un diplôme, certificat ou autre titre qui leur confère le droit d'exercer de telles pratiques dans l'État membre de l'Union européenne respectivement

de l'Espace économique européen où ils ont acquis leur formation. En effet, sur base de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin dentiste et de médecin vétérinaire, le soussigné accorde, sur avis du collège médical, l'autorisation de faire usage du titre licite de formation en acupuncture respectivement en homéopathie.

**Question 2925** (23.10.2008) de **M. Gilles Roth (CSV)** concernant le **scanner corporel:**

En matière de contrôle des passagers dans les aéroports de l'Union européenne, la Commission européenne a proposé d'introduire les scanners corporels dans les aéroports. Ces appareils permettent de déceler des objets qui ne peuvent être détectés par les rayons X traditionnels. Ils ont recours à une nouvelle technologie qui permet cependant également la visualisation des voyageurs sous la forme d'une image nue extrêmement détaillée. Ce fait pose inévitablement la question du respect de la vie privée et de la dignité de l'individu respectivement de la protection des données.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Transports.

- Quelle est la position du Gouvernement quant à la proposition de la Commission européenne d'introduire des scanners corporels sur les aéroports européens?

**Réponse** (5.12.2008) de **M. Lucien Lux, Ministre des Transports:**

L'honorable Député s'enquiert sur la position du Gouvernement quant à la proposition de la Commission européenne d'introduire des scanners corporels permettant la visualisation des passagers sous la forme d'une image «nue» dans les aéroports européens.

Alors même que la réglementation européenne en matière d'équipements techniques utilisés pour l'inspection et le filtrage de voyageurs et de personnel travaillant aux aéroports prévoit un ensemble de moyens pouvant être employés à cette fin par les États membres, le scanner corporel ne devenant à ce titre qu'un moyen supplémentaire pouvant être utilisé par les autorités d'un État membre, la position du Gouvernement luxembourgeois est claire en ce qu'il n'envisage pas l'introduction de ce moyen d'inspection-filtrage des personnes. Par ailleurs, le Luxembourg exigera, pour des raisons tenant au respect de la vie privée de la dignité et de l'intimité des individus, à ce qu'aux aéroports des États qui introduisent le scanner corporel, les voyageurs devront avoir le choix entre le scanner corporel et le contrôle classique, les parties intimes du corps devront impérativement être voilées par l'informatique et il ne devra pas y avoir de stockage d'images voire de données.

**Question 2928** (23.10.2008) de **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG)** concernant les **juridictions de la sécurité sociale:**

Le portail Justice, actuellement en voie d'élaboration, explique sur sa page d'accueil que:

«(...) la Justice entre également au même moment dans l'âge de la communication moderne en inaugurant un portail Internet englobant tant les juridictions ordinaires, civiles, commerciales et pénales, que les juridictions administratives, Cour et Tribunal administratif. Ce portail entend à terme offrir au justiciable, sans pour autant vouloir

concurrer les conseils juridiques, des informations pratiques relatives non seulement à son fonctionnement proprement dit, mais encore à des questions fréquemment posées, ainsi que des actualités quant à son travail et, finalement, un accès aux jurisprudences rendues».

- Monsieur le Ministre a-t-il l'intention de proposer le même service en ce qui concerne les juridictions de la sécurité sociale, c'est-à-dire pour le Conseil arbitral des assurances sociales et pour le Conseil supérieur des assurances sociales?

**Réponse** (10.12.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

En réponse à sa question concernant la création d'un portail Internet pour les juridictions de sécurité sociale, j'informe l'honorable Député qu'un portail Internet offrant tous les services décrits, y compris le téléchargement des principaux formulaires nécessaires pour l'obtention des prestations dans le domaine de l'assurance maladie, de l'assurance pension, de l'affiliation et de l'assurance dépendance etc., fonctionne actuellement à l'adresse www.secu.lu. Ce site est entretenu par les services de l'Office des assurances sociales.

Le site présente également un volet «Jurisprudence» où sont publiés les arrêts rendus par le Conseil arbitral des assurances sociales et le Conseil supérieur des assurances sociales. À l'heure actuelle, n'est disponible que la juridiction concernant les domaines de l'assurance accident, de l'assurance pension et des procédures. Comme le serveur est en construction permanente, les arrêts concernant les autres domaines seront ajoutés au fur et à mesure.

**Question 2929** (23.10.2008) de **M. Marc Spautz (CSV)** concernant la **politique de prévention du côlon:**

Le cancer du côlon est la deuxième cause de cancer chez la femme après le cancer du sein et la troisième cause de cancer chez l'homme après le cancer des poumons et de la prostate. Lorsqu'il est diagnostiqué tôt, ce type de cancer est guérissable. Or, malheureusement plus de la moitié des personnes atteintes de ce type de cancer décèdent des suites de cette maladie, faute de dépistage précoce. S'il est vrai qu'il n'est pas aisé de détecter le cancer du côlon en raison de son caractère souvent asymptomatique, force est de reconnaître que les possibilités de dépistage qui existent actuellement, telles que par exemple le test Hémocult, ne sont pas suffisamment utilisées. De même que le dépistage de masse tarde à venir, les nouvelles méthodes de dépistage ne sont guère proposées par les médecins. Il en est ainsi de la colonoscopie virtuelle, une approche diagnostique non invasive et hautement précise, qui, au vœu de nombreux experts, est appelée à prendre une place prépondérante dans le dépistage des lésions coloscopiques voire à remplacer la coloscopie classique.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

- Le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'il soit nécessaire de mettre en place un programme spécifique pour le cancer du côlon à l'instar du programme mammographie pour le cancer du sein?

- Ne serait-il pas judicieux de proposer systématiquement aux personnes âgées de 50 ans et plus voire dès l'âge de 40 ans des tests Hémocult qui, bien qu'ils ne

soient pas à 100% fiables, permettent au moins une orientation?

- Ne faudrait-il pas investir davantage dans les nouvelles méthodes de dépistage des lésions colorectales telles que la colonoscopie en attendant que les experts mettent au point un test sanguin permettant de dépister de manière précoce le cancer du côlon?

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas nécessaire d'engager en la matière une large campagne d'information et de sensibilisation tant du public que des médecins?

- En tout état de cause, quelles sont les mesures que le Gouvernement envisage de prendre en matière de prévention du cancer du côlon?

**Réponse** (9.12.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

Ma réponse aux questions posées par l'honorable Parlementaire en rapport avec la politique de prévention du cancer du côlon comportera ci-après un rappel des activités passées, une projection sur les activités futures ainsi qu'une justification pour la non-prise en considération de la coloscopie virtuelle dans l'état actuel de la science.

1. Activités passées dans le domaine de la détection précoce du cancer colorectal:

En 1999 un groupe multidisciplinaire, regroupant des représentants de la Direction de la Santé, du Laboratoire National de Santé, des professionnels de la santé, de l'Union des Caisses de Maladie, de la Ligue Luxembourgeoise contre le Cancer, a élaboré, sur base de recommandations internationales, un document de stratégie concernant la promotion de la détection précoce du cancer colorectal. Depuis lors différentes actions ont été initiées.

Les points majeurs de cette stratégie sont les suivants:

- Sensibilisation du grand public pour la prévention de ce type de cancer avec promotion de modes de vie sains (alimentation saine, activité physique...).

- Sensibilisation des professionnels de santé et particulièrement des médecins généralistes, comme intervenants primordiaux pour l'information de la population cible pour des mesures de détection précoce et pour l'identification précoce des personnes et des familles à risque spécifiques pour le développement de cancers du côlon et l'orientation vers les spécialistes pour une prise en charge adaptée et continue.

- Mobilisation de la population à partir de 50 ans pour profiter de l'examen médical obligatoire pour le renouvellement du permis de conduire dans le but de:

- aborder la détection précoce du cancer du côlon avec le médecin

- réaliser un examen de détection précoce du cancer colorectal:

- de préférence une coloscopie totale pour identification et ablation d'adénomes polypeux, précurseurs potentiels des cancers colorectaux

- détection de cancers colorectaux à des stades précoces

- si les personnes n'optent pas pour une coloscopie préventive, réaliser des tests «Hémocult» annuels pour la détection de pertes occultes de sang, indices de lésions (pré)-cancéreuses du gros intestin.

Depuis 1999 plusieurs campagnes de sensibilisation «Grand Public» ont été réalisées, dont la dernière en 2007:

- Édition de brochures de sensibilisation

- Campagne «Affiche»

- Conférences à travers le pays.



Au niveau des professionnels de la santé toute une série de conférences et de séances d'information ont eu lieu.

À la suite de la dernière campagne le nombre de coloscopies a sensiblement augmenté. Le soussigné a suivi l'exemple et se permet de recommander à la population-cible d'en faire de même.

#### 2. Activités futures

Le groupe interdisciplinaire «Cancer Colorectal» est en train de travailler sur un projet pilote national de dépistage systématique du cancer colorectal par coloscopie. Un accent particulier sera mis sur l'assurance qualité de la colonoscopie; population cible: 50 ans et plus.

Les objectifs sont:

- l'augmentation du nombre de lésions colorectales précancéreuses détectées,

- l'augmentation du nombre des cancers colorectaux précoces détectés,

- la diminution du nombre des cancers diagnostiqués à un stade avancé,

- l'augmentation des taux de guérison et de survie des personnes atteintes par un cancer colorectal,

- à long terme la diminution du taux de mortalité pour cette maladie.

#### 3. Quant à la coloscopie virtuelle

Les actions prises au niveau national quant aux mesures de prévention se basent sur les évidences scientifiques et les recommandations des autorités internationales compétentes. L'OMS a émis en 1968 des critères, constamment mis à jour, pour le dépistage du cancer. Dans l'état actuel de la science la coloscopie virtuelle ne répond pas encore à des critères de qualité notamment en ce qui concerne la performance, la sensibilité, la spécificité et le coût.

#### Question 2935 (28.10.2008) de M. Claude Meisch (DP) concernant les usines luxembourgeoises du groupe Arcelor-Mittal:

Ces dernières semaines l'on a constaté que des usines luxembourgeoises du groupe Arcelor-Mittal ont été à l'arrêt.

Ainsi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance de l'arrêt des usines luxembourgeoises du groupe Arcelor-Mittal? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons de cet arrêt?

- En 2004 avant la fusion des groupes Arcelor et Mittal, le groupe Arcelor avait informé la tripartite sidérurgique sur sa stratégie d'investissements concernant les sites luxembourgeois. Lors de la fusion des deux groupes il a été confirmé que ces investissements seraient réalisés. Il me revient que toutes les livraisons de fournisseurs auraient été arrêtées ainsi que tous les investissements prévus. Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations? Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire s'il a des informations sur le sort que l'on réserve aux usines luxembourgeoises et si oui lesquelles?

**Réponse** (5.12.2008) de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

Le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur est informé du plan d'arrêt des usines sidérurgiques luxembourgeoises du groupe ArcelorMittal. Ces arrêts sont répartis, de façon sélective,

sur les semaines 43 à 52 de l'année 2008 et la première semaine de l'année 2009.

Pendant les semaines 51 et 52 de 2008 et la semaine 1 de 2009, toutes les installations sidérurgiques luxembourgeoises sont à l'arrêt. Ceci est toutefois traditionnellement le cas, les semaines de fin d'année étant utilisées pour des travaux de maintenance des installations.

La période d'arrêt plus étendue est due à la réduction de la demande apparente pour la plupart des produits longs fabriqués au Luxembourg (sauf les palplanches - train 2 de Belval), réduction qu'Arcelor-Mittal doit répercuter au niveau de la charge de production de ses installations.

Quant aux investissements dans les usines luxembourgeoises, il peut être confirmé que le montant des investissements prévu au plan LUX 2006 pour les années 2003-2006 a été dépassé.

Par ailleurs, des investissements supplémentaires ont été réalisés ou sont prévus en 2007-2008 pour un montant de 212 millions d'euros sur les sites de Belval, Differdange, Rodange et Schifflange, dont 175 millions sont réalisés à fin octobre 2008. Les projets en cours seront en principe achevés alors que les projets non encore décidés sont soumis à un réexamen.

Un plan industriel 2009-2011 pour les usines luxembourgeoises prévoit un plan d'investissements supplémentaires.

#### Question 2936 (28.10.2008) de M. Marc Spautz (CSV) concernant la mise en œuvre du pacte logement:

La loi du 22 octobre 2008 dite loi «Pacte logement» a apporté une série de modifications importantes et attendues notamment au niveau de la loi du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation. Elle a plus particulièrement modifié l'article 11 de ladite loi de 2002 en baissant la durée d'occupation obligatoire pour bénéficier définitivement du crédit d'impôt qui passe de cinq à deux ans. Cette disposition vaut pour les acquisitions d'immeubles documentées par acte notarié daté à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008. Il s'ensuit que les acquisitions d'immeubles effectuées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2008 tombent sous les dispositions de la loi de 2002. Partant celui ou celle qui a acquis un immeuble avant le 1<sup>er</sup> janvier 2008 et qui a bénéficié du crédit d'impôt lors de cette opération immobilière, doit habiter cet immeuble pendant cinq ans au moins sinon il ou elle devra rembourser intégralement l'abattement accordé.

Tant la loi de 2002 que la nouvelle loi du 22 octobre 2008 prévoient la possibilité pour le Directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines d'accorder des dispenses dans un certain nombre de cas. Il en est ainsi en cas de maladie de l'acquéreur rendant nécessaire la cession de l'immeuble ou en cas de décès du conjoint ou de divorce.

Or, force est de constater que la loi prend expressément en considération le changement dans la vie familiale lorsque celui-ci implique un aspect négatif, telle qu'une séparation, mais non lorsqu'il implique un aspect positif, tel qu'un mariage, une naissance ou encore une communauté de vie. Il est vrai que les exemples cités dans les différents textes ne sont pas exhaustifs.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et

du Logement et de Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle est la pratique de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines en la matière?

- Dispense-t-elle le ou les bénéficiaires du crédit d'impôt du respect de la durée d'occupation en cas de mariage, de la survenue d'un enfant, de communauté de vie?

- Dans la négative, n'envisage-t-elle pas d'accorder à l'avenir de telles dispenses? Ne faudrait-il pas les accorder au moins à ceux et celles qui ne peuvent profiter des nouvelles dispositions faute d'avoir acheté leur immeuble avant le 1<sup>er</sup> janvier 2008 lorsque leur situation familiale le justifie?

**Réponse** (5.12.2008) de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances:

En réponse aux questions de l'honorable Député, voici les éléments suivants:

1. L'article 11 de la loi modifiée du 30 juillet 2002 prévoit que le directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines peut dispenser de cette condition dans les cas où celle-ci ne peut être respectée pour des raisons de force majeure ou à la suite d'une situation telle que:

- la maladie de l'acquéreur rendant impossible l'occupation de l'immeuble, dûment constatée par certificat médical;

- la vente forcée de l'immeuble;

- l'expropriation pour cause d'utilité publique;

- le décès du conjoint;

- le divorce ou la dissolution du partenariat légal.

Toute décision de l'administration devant se baser sur des motifs légaux, respectivement un cas de force majeure, une dispense d'occupation ne peut être accordée pour les demandes de dispense invoquant comme argument un changement dans la vie familiale suite à un événement tel que le mariage, la naissance d'un enfant ou la création d'une communauté de vie. L'acquéreur est tenu au remboursement total du crédit d'impôt et au paiement des intérêts légaux à partir du jour de l'octroi.

2. N'étant pas prévue par la loi, une dispense ne peut être accordée dans ces cas. D'autre part, il ne s'agit pas d'événements imprévisibles et irrésistibles qui proviennent d'une cause extérieure au demandeur.

3. Le principe de légalité s'oppose à une telle pratique.

4. L'administration ne saurait faire de distinction là où la loi n'en prévoit pas. Cependant, la réduction du délai d'occupation à deux ans apporte des allègements considérables pour les administrés.

#### Question 2937 (29.10.2008) de M. Marc Angel (LSAP) concernant la Convention 192 du Conseil de l'Europe sur les relations personnelles concernant les enfants et la Convention 201 du Conseil de l'Europe pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels:

Au fil des dernières années, le Conseil de l'Europe a mené une série de travaux portant sur les droits des enfants et de la famille. Ainsi, le 15 mai 2003, la Convention 192 sur les relations personnelles concernant les enfants a été ouverte à signature. Cette Convention, qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2005, a pour objet de définir les principes généraux à appliquer aux décisions relatives aux relations personnelles concernant les enfants et de l'encadrement des restrictions

éventuelles à ces relations - lorsqu'elles sont nécessaires, dans l'intérêt supérieur de l'enfant.

Plus récemment, le 25 octobre 2007, la Convention 201 du Conseil de l'Europe pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels a été ouverte à signature. Cette Convention est le premier instrument à ériger en infraction pénale les abus sexuels envers les enfants, y compris lorsqu'ils ont lieu à la maison ou au sein de la famille, en faisant usage de la force, de la contrainte ou de menaces. Outre les infractions plus généralement rencontrées dans ce domaine - abus sexuels, prostitution infantine, pornographie infantine, participation forcée d'enfants à des spectacles pornographiques -, le texte traite aussi de la mise en confiance d'enfants à des fins sexuelles («grooming») et du «tourisme sexuel».

Contrairement à la plupart des autres pays membres du Conseil de l'Europe, le Luxembourg n'a signé aucune des deux Conventions. Dans ce contexte, j'aimerais demander à Madame la Ministre pourquoi elles n'ont pas encore été signées. Le Gouvernement compte-t-il les signer dans un avenir proche?

**Réponse** (23.12.2008) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

Il est envisagé de signer et d'approuver la Convention 192 du Conseil de l'Europe sur les relations personnelles concernant les enfants après le vote du projet de loi N°5848 portant modification: 1° de l'article 37-1 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2° du Livre premier, Titre X, Chapitre 1<sup>er</sup> du Code civil; 3° de l'article 1046 du Nouveau Code de procédure civile qui a été déposé à la Chambre des Députés le 13 mars 2008.

Le projet de loi adapte plusieurs articles du Code civil et rend la législation luxembourgeoise conforme à plusieurs dispositions de la Convention précitée du Conseil de l'Europe.

En ce qui concerne la Convention N°201 du Conseil de l'Europe pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, les travaux d'élaboration d'un projet de loi portant approbation de cette Convention sont actuellement engagés au sein de mon département. Une signature de la Convention est envisagée sous peu.

#### Question 2939 (29.10.2008) de M. Aly Jaerling (Indépendant) concernant l'évaluation des hôpitaux:

An engem Interview, deen den Här Gesondheetsminister de 15. am Wäimout 2007 fir d'Lëtzebuurger Land ginn huet (Titel: «Wir müssen noch besser werden»), gouf hien och ugeschwat op d'Leeschungs-fäegkeet vun eise Gesondheetsstrukturen.

Hien huet zouginn, datt mer nach besser gi müssen, awer och bemierkt, dass mer haut schonns vill positiv Aspekte virweise kënnen.

Allerdéngs kéinte mer de Moment eis Resultater nach net oder nëmmen onzouereechend moossen.

Mir hätten nëmmen ee Gefill vun der Leeschtungs-fäegkeet vun eisem System.

Dat géif virun allem de Spidolsberäich betreffen.

An Aussicht gouf gestallt, dass sech an Zukunft d'Spideeler ënner sech vergläiche kënten, a woufir net, gouf weider ugeduecht, och mat Haiser am Ausland.

An der kuerzer Debatt iwwert den neie Spidolsplang den 12. De-

zember 2008 an der Chamber, huet de Spriecher vun der grénger Fraktioun gemengt: «Les hôpitaux luxembourgeois ne sont pas moins bons que ceux des régions avoisinantes» (ze liesen an engem Artikel vum Quotidien vum 23. Oktober 2008).

Ech géif esou eng Ausso, wa se sech objektiv noweise léisst, gären deelen.

Kann den Här Gesondheetsminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

- 1) Gett et mëttlerweil objektiv a wëssentlech gefouert Etüden, déi de Verglach vu Spideeler zu Lëtzebuerg erlaben, zum Besipill a Saache Qualitéit oder och Resultater vu Behandlungen?

- 2) Gëtt et Fortschreitter an de ministeriellen Aarbechte fir d'Leeschungs-fäegkeet vun de Spideeler ze bewäerten?

- 3) A wéi engem Zäitplang kënnen d'Bierger/Patienten och zu Lëtzebuerg esou Indicateure vu Qualitéit a Leeschtungs-fäegkeet vu Gesondheetsstrukturen eng Kéier agesinn, was se sech fir dat eent oder aner Spidol entscheiden, fir eng geplangten Interventioun oder Behandlung maachen ze loosse?

- 4) Ass eventuell virgesinn, nach virun den nächste Wahlen, déi an der leschter gemaachten ILRES-Zefriddenheetsetüd (Réf.: La satisfaction des usagers avec les hôpitaux au Grand-Duché 2201/ Sondage ILRES auprès de la population publié le 18 juin 2002) vun de Lëtzebuurger Spideeler ze widderhuelen an ze publizéieren?

**Réponse** (8.12.2008) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

ler ech dem honorablen Députéierte seng Froe beäntwerten, wëll ech virausschécken, datt bis elo international Vergläicher vun de Spideeler sech op eng Serie vun indirekte Resultater, wéi d'Zuel vun de Better/1.000 Awunner, d'Längt vun de Verweildauern an d'Zuel vu verschiddene Prozeduren an Equipementer reduzéiert hunn.

Dat maach zu Recht fir d'Leit wéineg zefriddestellend sinn, mä dat ass haaptsächlech drop zréckzeféieren, datt et bis elo keng besser international offiziell unerkannt spezifesch Instrumenter ginn huet fir d'Leeschungs-fäegkeet, d'Qualitéit an d'Resultater vun de Behandlungen an de Spideeler ze moossen.

Ofgesinn dovun, datt mer an deene bis dato bestehende Vergläicher net ze schlecht ofgeschneiden hunn, huet d'OCDE awer elo ugefaangen esou en Instrument auszeschaffen, a Lëtzebuerg mécht och an deem Aarbechtsgrupp mat.

Den europäesche Büro vun der OMS hat och scho virun e puer Joer esou e Versuch gestart. Dat Instrument (PATH, Performance Assessment Tool for quality improvement in Hospitals), ass awer bis elo nach ëmmer an enger Testphas. Doriwier eraus gëtt et als spezifesch Instrument den IQIP (International Quality Indicator Project), deen 1995 am Maryland déelopéiert ginn ass, a wou an der Tëschenzäit uechter d'Welt 500 Spideeler sech op fräiwëlleger Basis op engem oder méi Kritäre vergläichen. Luwenswäerterweis mécht och ee Spidol hei aus Lëtzebuerg säit kuerzem do mat, no-tamant am Beräich vun der Psychiatrie, mä déi aner hunn och, am Kader vun der plate-forme psychiatrique, hiren accord de principe dozou ginn.

Soss gëtt et eigentlech nëmmen national Vergläicher doruechter, déi méi oder manner gutt a méi oder manner public sinn. Mir hunn



eis och mat esou Vergläichsins-  
trumenter ausernanergesat a sinn  
notamment am Kontakt mat den  
Auteure vum däitschen Instrument  
QSR (Qualitätssicherung mit Rou-  
tinedaten) fir ze kucken a wéi wäit  
mer dat och fir Lëtzebuerg kënnten  
applizéieren.

D'Schwieregkeet um internatio-  
nalen Niveau, an och bei eis, ass  
haaptsächlech déi, datt et niewent  
der internationaler Diagnoseklas-  
sifizierung (ICD 10) déi mir och  
uwenden, et meeschtens nëmmen  
national Prozedurkodéierung gëtt  
(OPS an Däitschland, CCAM a  
Frankräich, ICM 9 CM an der  
Belsch, an d'Nomenclature bei eis)  
an datt doriwwer eraus et net  
evident ass un déi jeeweileg na-  
tional Vergläichsdonnéeën ze  
kommen. Mir wäerten awer och hei  
am Kader vun der Aféierung  
vum elektronische Patienten-  
dossier am Spidol geschwënn  
Décisiounen huelen, déi eis et  
erlabe valid an international Ver-  
gläicher ze maachen.

Als Fazit muss ee soen, datt dat  
Instrument wat bis elo nach am  
meeschten hiergëtt eis carte sani-  
taire ass, obwuel ech sécher gären  
zouginn, datt se an hirer aktueller  
Form net ausgeluecht ass, fir datt  
Laie sech lücht domat kënnen  
ausernaner setzen.

Kuckt ee se awer duerch e méi  
spezialiséierte Brëll, fënnt een an  
deene méigleche Vergläichs-  
resultater, datt mer iwweill ganz  
gutt am Verglach mat eisen No-  
peschlänner do sinn.

Dat gëtt jo och zum Beispill vun de  
Resultater vun den Enquête vun  
Health-Consumer Powerhouse be-  
stätegt.

Doriwwer eraus muss ech awer  
och soen, datt, am Kader vun den  
incitants qualité, eng Konvention  
tëschent der UCM an der EHL, op  
fräiwëlleger Basis, den EFQM  
Modell (European Foundation  
of Quality Management) age-  
fouert ginn ass, dee wuel net  
spezifesch fir d'Spideeler ass, mä  
eis awer valid Qualitéitsmies-  
sungen erlaabt.

Vum nächste Joer u gëtt och am  
Kader vun därselwechter Konven-  
tion eng systematesch Patienten-  
zefriddenheetenquëte op Basis  
vun engem a méi Länner uge-  
wannete Questionnaire zesumme  
mat deem international renom-  
méierte Picker-Institute ageféiert.

Aus all deem mengen ech, datt ee  
mat rouegem Gewësse ka  
schléissen, datt et a leschter Zäit  
vill Fortschreter ginn huet fir  
d'Leeschungsfäegkeet vun eise  
Spideeler ze bewäerten an datt ee  
sech schonn haut op de beste-  
henden Instrumenter kann orien-  
téieren, fir sech bei geplangene  
Leeschunge fir oder géint dat  
eent oder anert Spidol ze ent-  
scheiden, obwuel ee muss  
wëssen, datt ni d'Spidol operéiert  
mä en Dokter.

Ech si mer awer och bewusst, datt  
et nach eng Zäitchen, déi ech ëm  
3-5 Joer schätzen, wäert daueren,  
bis mer de Leit e méi verständlech  
a fiabelt Entscheidungsinstrument  
kënnen presentéieren, mä et ass  
ganz kloer, datt mir dat Uleies als  
eng wichteg Aufgab um Häerz läit,  
a mer och als Land all Intérêt hunn,  
fir notamment och am Zesammen-  
hang mat der Directive «soins  
transfrontaliers» esou séier ewéi  
méiglech iwweill esou en Instrument  
verfügen ze kënnen.

Kuerzfristeg erwaarden ech nach  
d'Resultater vun enger ILRES  
Zefriddenheetsetüd vun de Lëtze-  
buenger mat hirem Gesondheets-  
system, déi ech am Hierscht an  
Optrag ginn hunn, an déi och  
Vergläicher mat anere Länner  
(Däitschland, Holland, Kanada,  
etc.) erlaabt.

## Question 2940 (29.10.2008) de M. Aly Jaerling (Indépendant) concernant la journée de la commémoration:

Viru kuerzem huet Lëtzebuerg den  
nationale Kommemorationsdag  
gefeiert an ënner anerem un d'Affe-  
r vun enger ganzer Generatioun vu  
jonke Lëtzebuenger geduecht, déi  
si iwweill d'Zwangsrekrutéierung  
hu missen erdroen.

D'Leed vun enger ganzer Gene-  
ratioun vu Lëtzebuenger Jongen  
huet deemools säi Laf geholl.

Mat Reichsarbeitsdienst, Déngscht  
an der Wehrmacht, déi eng hunn  
hiert Heel an der Desertion ge-  
sicht, si verstoppt ginn oder sinn  
an de Maquis an d'Resistenz gaan-  
gen, anerer koumen un d'Front,  
duerno an d'Gefaangenschaft, d'KZ,  
goufen Affe vun Exekutiounen,  
alles Etappen um Leidenswee vun  
dëse Jonken.

Vill Jonge sinn net méi Heem  
komm vun der Front, vill vun hinne  
sinn a Gefaangenschaft ge-  
stuerwen.

Fir déi Jongen, déi nees Heem  
koumen, war domadder an der  
Fräiheet de Leidenswee leider  
nach net eriwweill. Vill vun hinne  
sinn nom Krich fréi gestuerwen.

Kann den Här Staatsminister mer  
duerfir dës Froe beäntweren:

1) Opgrond vun der Zuel vun eise  
Jongen, déi am Krich zwangs-  
rekrutéiert goufen, ass et méiglech  
gewuer ze ginn, wivill vun hinne  
haut nach liewen, an ënner eis  
sinn?

2) Ass et méiglech haut unhand  
vun Zuelen (Statistiken), déi eis zur

Zwangsrekrutéiert Jongen (Joergäng 1920-1927):	10.211	
- dovunner sinn der am Krich gefall:	1.764	17,27%
- et ginn der vermësst:	1.084	10,61%
- Total vun de Gefalenen an de Vermëssten:	2.848	27,89%
Zwangsrekrutéiert Meedercher (Joergäng 1920-1927):	3.614	
- dovunner sinn der am Krich gestuerwen:	46	1,27%
- et ginn der vermësst:	12	0,33%
- Total vun de Gefalenen an de Vermëssten:	58	1,60%

Am Total sinn also 2.906 jonk Lët-  
zebuenger direkt Affe vun der  
Zwangsrekrutéierung ginn. Dat ass  
1% vun der Gesamtbevölkerung.

Ad 3) E Verglach a puncto  
Liewenserwaardung tëschent  
Zwangsrekrutéierten a Leit, déi net  
zwangsrekrutéiert waren, kann ee  
beim aktuelle Stand vun den Er-  
kenntnisser net maachen. Zu  
Lëtzebuerg stécht d'Recherche,  
déi eng sozioqualitativ Approche  
a Saache Geschicht vum Zweete  
Weltkrich als Sujet huet nach an de  
Kannerschong. Et existéiert also  
nach keng Etüd an där Richtung.

Ad 4) Ech verweisen op d'Änt-  
werten op d'Froen 1 an 3.

Ad 5) Aktuell ginn et keng Schoul-  
bicher oder pedagogesch Fasci-  
culen, déi exklusiv d'Geschicht vu  
Lëtzebuerg am Zweete Weltkrich,  
a besonnesch d'Geschicht vun der  
Zwangsrekrutéierung, zum Thema  
hunn. Verschidde Schoulbicher,  
déi zu Lëtzebuerg an de Schoulen  
um Programm stinn, wéi zum Bei-  
spill d'Bicher vum Cycle moyen  
vun Régime technique, vum  
Régime de technicien an d'Ge-  
schichtsbuch vun der 9<sup>e</sup>, behan-  
delen awer dëse Sujet. D'Équipe  
vum Centre de Documentation et  
de Recherche sur l'Enrôlement  
forcé denkt awer driwwer no, fir  
sou e Fascicule ze realiséieren.

Verfügung stinn, ze quantifizéieren,  
wat d'Affe vun dëser Generatioun  
vu Jonge fir d'Fäiheet vu Lëtze-  
buerg gewiescht ass?

3) Wann ee sech d'Liewens-  
erwaardung vun enger Vergläichs-  
grupp aus der normaler Krichs-  
bevölkerung ukuckt, wéi steet dann  
de Grupp vun den Zwangsre-  
krutéierten do?

4) Wat war schlussendlech hir  
Liewenserwaardung bis haut ge-  
wiescht?

5) Ginn esou Zuelen eventuell als  
Fakten an eise Geschichtsbicher a  
Schoulbicher iwweill?

Réponse (15.12.2008) de **M.  
Jean-Claude Juncker, Premier  
Ministre, Ministre d'Etat:**

A senger parlamentarescher Ufro  
géif den honorablen Députéierte  
gären d'Auswierkung vun der  
Zwangsrekrutéierung op déi be-  
traffte Joergäng vu jonke Lëtze-  
buenger gewuer ginn.

Fir d'alleréischt wëll ech kloer-  
stellen, datt vum Phenomeen  
Zwangsrekrutéierung net nëmmen  
d'Jongen aus de Joergäng 1920  
bis 1927 betraff waren, mä datt och  
d'Meedercher aus dëse Joergäng,  
déi an de Reichsarbeitsdienst ge-  
zwonge goufen, dorënner gelidden  
hunn.

Ad 1) Eng genee Ausso wivill vun  
den zwangsrekrutéierte Jongen a  
Meedercher haut nach liewen ass  
net ze maachen. Et kann een dës  
Zuel héchstens estiméieren, an-  
deems een d'Donnéen, déi  
d'Fédération des Victimes du  
Nazisme an de Service des  
Dommages de guerre corporels  
hunn, géif matenee vergläichen.  
Dës Aarbecht ass nach net ge-  
maach.

Ad 2) D'Zuelen, déi eis virleien,  
ergi folgend Bild:

trices de la zone industrielle  
Dudelange/Bettembourg?

- Quel est le nombre total de  
postes d'apprentissage non occu-  
pés dans ces entreprises?

- Existe-t-il des candidats à l'ap-  
prentissage qui n'ont pas été en-  
gagés par les entreprises et le cas  
échéant quelles en ont été les  
raisons principales?

- Comment Monsieur le Ministre  
des Transports entend-il régler la  
problématique des transports  
publics qui se pose pour les gens  
en travail posté au niveau de la  
zone industrielle susmentionnée?

Réponse commune (23.12.2008)  
de **M. Lucien Lux, Ministre des  
Transports** et de **M. François  
Biltgen, Ministre du Travail et de  
l'Emploi:**

Ad 1:

La région Dudelange/Bettembourg  
comprend quatre zones indus-  
trielles, à savoir Riedgen, Scheleck  
1, Scheleck 2 et Wolser. Les entre-  
prises, qui sont établies dans ces  
quatre zones industrielles, pro-  
posent des contrats d'appren-  
tissage dans les métiers/pro-  
fessions suivantes: vendeur, infor-  
maticien, mécanicien d'usinage,  
magasinier dans l'industrie, em-  
ployé administratif et commercial,  
mécanicien industriel de mainte-  
nance, mécatronicien, gestionnaire  
qualifié en logistique, serrurier,  
carreleur, couvreur et vendeur-  
magasinier.

À la date du 31 octobre 2008, 31  
jeunes et/ou adultes sont engagés  
sous contrat d'apprentissage.

Ad 2:

À la même date, cinq postes d'ap-  
prentissage sont encore déclarés  
vacants par les entreprises forma-  
trices en question.

Ad 3:

À la même date, 15 demandeurs  
en vue d'un poste d'apprentissage  
et ressortissant des communes de  
Dudelange, Bettembourg et  
Frisange, sont encore inscrits au  
Service d'Orientation profes-  
sionnelle.

En ce qui concerne les raisons  
pour lesquelles des personnes à la  
recherche d'un poste d'appren-  
tissage ne sont pas engagées par  
les entreprises formatrices, le Ser-  
vice d'Orientation professionnelle  
ne peut que spéculer. En fait, ni les  
personnes à la recherche d'un  
poste d'apprentissage, ni les  
employeurs formateurs ne sont  
tenus à fournir des explications au  
sujet des refus d'engagements.

Ad 4:

La zone industrielle Dudelange/  
Bettembourg étant située aux  
abords immédiats du réseau ferro-  
viaire, le Ministre des Transports a  
demandé à la Direction des CFL  
d'analyser les moyens de commu-  
nication à réaliser par trains à partir  
de la gare de Bettembourg.

Une nouvelle offre de transport  
public devra pouvoir être adaptée  
aux besoins des travailleurs aussi  
bien du point de vue des capacités  
que de celui des horaires de travail  
en vigueur auprès des entreprises  
concernées.

Une enquête y relative devra être  
entamée prochainement.

Question 2944 (30.10.2008) de  
**M. Claude Meisch (DP)** con-  
cernant la **stratégie de la com-  
pagnie aérienne Luxair:**

Ces derniers jours a été présenté  
le nouvel horaire hivernal de la  
compagnie aérienne nationale.  
Selon les déclarations afférentes  
des responsables de la com-  
pagnie, une orientation renforcée  
du réseau vers des destinations en  
Europe centrale ainsi qu'une  
coopération avec les aéroports de  
la Grande Région constituent les  
éléments principaux de cet horaire.

Dans ce contexte, je souhaiterais  
poser les questions suivantes à  
Monsieur le Ministre des Trans-  
ports:

- Monsieur le Ministre peut-il me  
dire quels sont les motifs expli-  
quant une coopération renforcée  
avec les aéroports de la Grande  
Région alors que la nouvelle aéro-  
gare vient d'être mise en service il  
y a quelques mois seulement?

- L'élargissement du réseau vers  
l'Europe centrale avec des relais  
en Allemagne et en Autriche est-  
elle à considérer comme une dé-  
cision en faveur d'un éventuel futur  
partenaire stratégique?

Réponse (5.12.2008) de **M.  
Lucien Lux, Ministre des Trans-  
ports:**

L'honorable Député s'enquiert sur  
les motifs justifiant une coopération  
renforcée de la compagnie aé-  
rienne nationale Luxair avec l'Aéro-  
port de Sarrebruck et un élargis-  
sissement de son réseau vers l'Eu-  
rope centrale.

Dans le cadre de la présentation  
du nouvel horaire d'hiver de Luxair  
lors d'une récente conférence de  
presse, les responsables de la  
compagnie aérienne ont dévoilé  
les lignes directrices de la stratégie  
2008-2011 de l'Airline.

Cette stratégie se base sur plu-  
sieurs piliers, dont une coopération  
renforcée avec l'Aéroport de Sarre-  
bruck, une orientation plus pous-  
sée vers les destinations en Europe  
centrale et de l'Est ainsi que le  
développement d'accords de  
coopération avec d'autres compa-  
gnies aériennes.

En effet, Luxair doit assurer une  
croissance continue de ses activi-  
tés pour perdurer dans un en-  
vironnement de plus en plus com-  
pétitif et concurrentiel. Ceci vaut  
surtout à un moment où l'industrie  
de l'aviation traverse une période  
très difficile qui met les consoli-  
dations à l'ordre du jour et ne laisse  
que peu de place aux compagnies  
aériennes régionales comme  
Luxair.

Vu l'implantation de compagnies  
aériennes concurrentes desser-  
vant des destinations similaires à  
celles offertes à partir de l'Aéroport  
de Luxembourg dans d'autres  
aéroports voisins, la zone de  
chalandise naturelle de Luxair est  
limitée, consistant au maximum  
dans la population vivant dans un  
rayon éloigné de deux heures de  
route de l'Aéroport de Luxem-  
bourg.

Pour néanmoins assurer sa crois-  
sance, Luxair a décidé en 2007 de  
développer sa présence à l'Aéro-  
port de Sarrebruck afin de des-  
servir des marchés complémentaires.  
Si en 2007, Munich était la  
seule destination opérée via Sarre-  
bruck, Luxair offre à l'heure ac-  
tuelle depuis Sarrebruck des vols  
vers les destinations suivantes:  
Munich, Berlin, Hambourg et  
Prague.

Cette politique de coopération  
avec l'Aéroport de Sarrebruck  
permet à Luxair de développer son  
réseau de destinations et de  
fréquences, tout en maintenant le  
centre de ses activités au Luxem-  
bourg qui constitue son marché de  
prédilection.

Par ailleurs, le Luxembourg profite  
directement et indirectement de  
cette politique, étant donné que,  
d'un côté, tous les vols sous ré-  
férence sont opérés depuis ou via  
Luxembourg, offrant un choix plus  
important de destinations à partir  
de l'Aéroport de Luxembourg (par  
exemple les routes Luxembourg-  
Hambourg et Luxembourg-Berlin  
ne possèdent pas le potentiel  
nécessaire pour les opérer de  
façon viable en vol direct. Par  
l'opération via Sarrebruck, le  
potentiel nécessaire pour une opé-  
ration économiquement viable est  
donné) et, d'un autre côté, le  
Luxembourg bénéficie des  
revenus engendrés sur ces  
marchés.



La stratégie de Luxair de se développer dans la Grande Région n'a donc pas comme conséquence d'affaiblir la position de l'Aéroport de Luxembourg, mais a bien au contraire comme but déclaré de renforcer et la position de l'Aéroport de Luxembourg et celle de Luxair dans cette même Grande Région pour autant qu'un marché complémentaire exploitable y existe.

La présence et le positionnement de Luxair comme compagnie aérienne de référence à Sarrebruck contribuent par ailleurs notablement à affirmer le rôle de force motrice du Luxembourg dans l'économie de la Grande Région.

Pour ce qui est du développement du réseau Luxair vers des destinations de l'Europe centrale et de l'Est, il s'agit des marchés qui connaissent le potentiel de croissance le plus important en Europe. Luxair doit donc s'y positionner pour le futur. À l'heure actuelle, étant donné que les flux vers ces destinations ne permettent pas des opérations directes, Luxair poursuit une stratégie de coopération avec d'autres compagnies aériennes. Cette stratégie permet de proposer des vols de connexion optimisés vers Varsovie (en coopération avec LOT Polish Airlines via Berlin), Cracovie (en coopération avec LOT Polish Airlines via Vienne) et bientôt Budapest et Bucarest (en coopération avec Austrian Airlines via Vienne).

En ce qui concerne le futur partenaire stratégique mentionné dans ma réponse à la question parlementaire N°2701 du 15 juillet 2008 de l'honorable Député Alexandre Krieps, le résultat des discussions afférentes n'est pas encore formalisé et sera communiqué en temps utile (cf. *compte rendu N°1/2008-2009*). Il convient cependant de noter que Luxair poursuit sa stratégie de coopération engagée depuis plusieurs années avec d'autres opérateurs aériens sur base d'accords conclus avec Lufthansa, Air France-KLM, Alitalia, Austrian Airlines et LOT Polish Airlines.

**Question 2946** (30.10.2008) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **drogue «Strawberry Quick»**:

Récemment de nombreuses personnes au Luxembourg ont reçu des mails et SMS informant qu'une nouvelle drogue aurait fait son apparition. Appelée «Strawberry Quick» ou «Strawberry Met» cette drogue à base de christalmétamphétamin aurait la forme d'un bonbon à l'odeur de fraise et serait distribuée aux enfants dans les cours d'école. Ce mail a même été propagé par des responsables de la section Stupéfiants de la Police grand-ducale. Or, selon le bulletin de presse du 30 octobre 2008 de la Police grand-ducale, le contenu de ce mail s'avère faux.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Est-ce que le Gouvernement peut confirmer ces informations?

- N'estime-t-il pas utile que les services de la police doivent vérifier au préalable le degré de véracité des informations reçues avant de les diffuser au grand public?

- Quels moyens le Gouvernement entend-il déployer afin d'éviter à l'avenir de telles désinformations du grand public?

**Réponse** (8.12.2008) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

Le Gouvernement confirme que des informations erronées ont circulé sur l'apparition d'une nouvelle drogue. La police, par communiqué de presse a confirmé qu'au stade actuel, le «christalmétamphétamin», sous la forme décrite,

n'a pas apparu ni à Luxembourg, ni dans les régions frontalières.

Toute communication officielle de la police est publiée, après vérification, par le seul Service Communication Presse de la police.

**Question 2947** (30.10.2008) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant **l'opportunité à mettre en œuvre une politique d'achats publics de produits à base de bois certifié**:

La conservation des forêts mondiales constitue un élément-clé dans la lutte contre le changement climatique. En effet, le rôle des forêts dans le cycle du carbone est mieux connu aujourd'hui. La déforestation ne représente pas moins de 20% des émissions de gaz à effet de serre de la planète, soit davantage que les transports et presque autant que les États-Unis. Car si une forêt joue le rôle de «puits de carbone» en absorbant du CO<sub>2</sub>, le fait de la couper ou de la brûler en rejette dans l'atmosphère. Or, chaque année, 8 à 13 millions d'hectares de forêts disparaissent dans le monde soit deux à trois fois la taille de la Suisse.

Devant cette situation alarmante, il est primordial de s'engager dans la préservation de la richesse des écosystèmes forestiers en promouvant entre autres une gestion durable des forêts grâce à la certification des forêts. Tout en sachant que la demande publique représente une part importante dans la consommation nationale de bois, le Gouvernement luxembourgeois pourrait endosser ses responsabilités en ce qui concerne la préservation des forêts mondiales en mettant en œuvre une politique d'achats publics de produits à base de bois certifié.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- En tenant compte du fait que la demande publique représente une partie importante dans la consommation nationale de bois, Monsieur le Ministre des Travaux publics n'envisage-t-il pas de mettre en œuvre une politique d'achat, de location ou de leasing de produits contenant du bois qui stimule l'utilisation de bois provenant des forêts gérées durablement?

- Dans l'affirmative, dans quel laps de temps une telle politique d'achat pourrait-elle être mise en œuvre?

**Réponse** (22.12.2008) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics*:

L'honorable Député Marcel Oberweis souhaite avoir quelques informations sur l'opportunité à mettre en œuvre une politique d'achats publics de produits à base de bois certifié.

À préciser préalablement que le Ministère des Travaux publics est conscient de l'opportunité d'utiliser dans les bâtiments publics du bois certifié issu des forêts gérées durablement.

À cet effet, il faudrait prescrire, par une disposition à insérer dans le texte des cahiers des charges des soumissions publiques, du bois certifié, par exemple pour les lots de la menuiserie intérieure en bois. Une reformulation des textes dans ce sens a déjà été proposée par le Ministère de l'Environnement après une large consultation avec tous les services concernés. Ainsi, les critères des systèmes de certification et des chaînes de contrôle à insérer dans les bordereaux sont clairement définis dans cette proposition.

Or, pour permettre la mise en œuvre de ces critères à l'occasion des soumissions, il faut élaborer d'abord des procédures de vérification et de contrôle, procédures

qui sont actuellement inexistantes. En effet, il faudrait que les soumissionnaires remettent avec leur offre des certificats pour permettre au pouvoir adjudicateur de vérifier, de façon exacte et non équivoque, la conformité du bois offert afin d'éviter toute contestation.

L'Administration des Eaux et Forêts a proposé de nommer à cet effet un comité d'experts qui devrait élaborer une liste des certificats conformes et qui établirait une définition exacte de ces certificats. Ce comité serait composé d'un représentant du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, d'un représentant du Ministère de l'Environnement, d'un représentant de l'Administration des Eaux et Forêts et d'un représentant du Ministère des Travaux publics. Ce comité doit impérativement être opérationnel avant de demander l'utilisation de bois certifié à l'occasion des soumissions publiques.

Le Gouvernement en Conseil sera prochainement saisi de l'institution de ce comité. Ce n'est qu'à partir du moment où ledit comité sera en mesure d'assurer sa mission que l'Administration des Bâtiments publics pourra prescrire du bois certifié dans ses soumissions.

**Question 2949** (30.10.2008) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **pratique des appels à témoins**:

La Police grand-ducale a souvent recours au procédé de l'appel à témoin pour élucider tant les accidents de circulation que les infractions. Les personnes, qui font suite à cet appel et qui sont partant prêtes à remplir leurs obligations de citoyen et citoyenne, sont souvent sommées de se présenter à une date et une heure fixes sans qu'il soit tenu compte de leur disponibilité. Le soussigné est récemment venu à connaissance d'au moins une affaire où la Police grand-ducale s'est montrée inflexible. À noter que lorsque des personnes sont appelées à témoigner devant nos juridictions, elles sont informées plusieurs semaines à l'avance, ce qui leur permet de s'organiser afin d'être disponibles pour leur audition. Il n'en est pas de même en cas d'appel à témoin suite à un accident routier ou une quelconque infraction. Aux gens de se débrouiller et de trouver en l'espace de quelques heures par exemple une personne qui puisse garder leurs enfants ou de négocier un congé avec leur employeur.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Si le Gouvernement est au courant de ces pratiques?

2. S'il ne pense pas qu'une administration comme la Police grand-ducale, qui est - ne l'oublions pas - au service du citoyen, devrait se montrer plus flexible et proposer d'office plusieurs dates et plusieurs horaires aux personnes voire ne devrait-elle pas laisser, dans l'hypothèse qui nous intéresse, le choix de la date et de l'horaire au témoin lui-même?

3. Si le Gouvernement ne peut pas s'imaginer que ce soit la police qui se déplace pour auditionner le témoin plutôt que le témoin?

4. En tout état de cause, quelles sont les mesures que le Gouvernement entend proposer pour que la Police grand-ducale prête à l'avenir plus d'attention aux obligations professionnelles et familiales des éventuels témoins?

**Réponse** (8.12.2008) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

Les dépositions des témoins sont un élément important de l'enquête judiciaire et suivant les éléments de l'enquête, des témoignages

rapides et sur-le-champ peuvent s'avérer indispensables.

Le Code d'instruction criminelle prescrit, en son article 12, l'obligation d'informer sans délai le procureur d'État des infractions dont l'officier de police judiciaire a connaissance. Le policier est par conséquent tenu à des délais contraignants de dénonciation et donc également de rédaction de procès-verbaux.

Les instructions de service de la police prévoient que le témoin est invité soit directement sur place, soit par téléphone, email ou lettre de convocation. Le cas échéant, la police envoie la convocation par lettre recommandée. Je souhaite qu'il soit tenu compte, dans des limites raisonnables, des obligations personnelles, familiales et professionnelles du témoin.

En général, dans un souci d'optimisation des moyens disponibles ainsi que pour des raisons d'organisation du travail, les témoins sont convoqués au commissariat de police. Dans des cas particuliers, la police se déplace pour les auditions de témoins.

**Question 2950** (30.10.2008) de **M. Robert Mehlen** (ADR) concernant les **neuroleptiques**:

Wéi et schéngt, gëtt ëmmer méi op de Gebrauch vun «Neuroleptika» zréckgegraff, fir Kanner, déi «verhalensopfälleg» sinn, ze behandlen respektiv roueg ze stellen. Dëst ass kierzlech aus enger Emis-sioun op enger auslännescher Televisiounschäine ervirgaangen.

Hei hunn engersäits Doktere sech deelweis positiv iwwert d'Resultater geäußert, déi se mat deene Medikamenter géifen erreechen, anersäits hu Wëssenschaftler viru schweieren Niewewierkunge gewarnt a gesot, datt Kanner grondsätzlech net sollte mat esou Mëttele behandelt ginn.

An deem Kontext géif ech gär den Hënnerschminister richten:

1. Hutt Dir fiabel Donnéeën iwwert de Gebrauch vun Neuroleptika bei Kanner zu Lëtzebuerg? Wéi ass gegebenfalls d'Évolutioun vun deem Verbrauch?

2. Wéi ass d'Applikatioun vun Neuroleptika bei Kanner a Jugendleche bei eis geregelt?

3. Wat soen d'Experienzen iwwert d'Applikatioun vun Neuroleptika bei Kanner a Jugendlechen, a besteet eventuell Handlungsbedarf? Wa jo, wat sinn Är Intentionen an dëser Matière?

**Réponse** (10.12.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

D'Datebank vun der Union des Caisses de Maladie gëtt Op-schloss iwwert de Gebrauch vun Neuroleptika bei Kanner.

Am Joer 1996 hunn an der Altersklass vun de Jugendlechen bis zu 19 Joer 2,69 Jugendlecher vun 1.000 op d'mannst eng Verschreibung vun Neuroleptika kritt. An de Joren dono ass déi Verschreibung konstant zréckgaangen a louch am Joer 2000 bei 1,85 Jugendlecher vun 1.000. Dono ass déi Zuel awer nees an d'Luucht gaangen a louch 2006 bei 2,67. Och 2007 ass déi Zuel weider an d'Luucht gaangen.

An der Altersklass vun 0 bis 4 Joer ass d'Veerschreibung am niddregsten, geet dann an d'Luucht fir hire Maximum an der Altersklass tëschent 10 a 14 Joer ze erreechen. An allen Altersklasse kréien d'Jonge méi Neuroleptika verschriwwen ewéi d'Meedercher.

Et gëtt néierens internationaalt Vergläichsmaterial. Dëst Joer ass eng hollännesch Etüd veröffentlecht ginn, laut där an deem Land d'Veerschreibung vun Neuroleptika vun 1995 bis 2005 sech méi ewéi verduebelt huet (vun 3 pro 1.000 op 6,8 pro 1.000). Déi Zifferen leien och wäit iwwert de Virschreibungen zu Lëtzebuerg.

D'Neuroleptika si rezeptpflichteg. Dës Medikamenter hunn, wéi all Medikamenter, een Uwendungsberäich, deem am «résumé des caractéristiques du produit», esou ewéi en an der «autorisation de mise sur le marché bestëmmt gëtt», festgehalte gëtt. Den Dokter muss sech dorunner halen. Allerdéngs ass den Uwendungsberäich vun den Neuroleptika zimlech wäitgefächert. Dës Medikamenter gi souwuel symptomatesch bei kuerzen Agitationszoustänn a Verhalensstéierungen, wéi och bei méi laangwierige psychesche Problemer ugewannt.

D'Veantwortung vun der Verschreibung läit beim Dokter. Zesumme mat dem «Conseil scientifique» an der zukünfteger Gesondheitskeess setzt de Minister sech fir de richtige Gebrauch vun de Medikamenter allgemeng an de Neuroleptika am Besonneschen an. Zesumme mat der Gesondheitskeess wäert mer all signifikant Ofwäichungen am A behalen a gegebenenfalls dorop reageren.

**Question 2951** (30.10.2008) de **Mme Viviane Loschetter** et **M. Félix Braz** (DÉI GRÉNG) concernant le **programme «accueil et intégration» de l'Union européenne**:

L'organisation Caritas Luxembourg devra peut-être bientôt se séparer de certains de ses collaborateurs suite à la suppression par l'Union européenne de subventions permettant de financer un projet de son programme «accueil et intégration», programme dans lequel des réfugiés et des migrants sont temporairement occupés. Le Ministère de la Famille et de l'Intégration cofinance normalement pour moitié ce projet pour autant que le projet reçoive l'approbation de financement par l'UE.

Sachant que ce programme occupe de nombreux migrants et demandeurs d'asile, nous aimerions poser, conformément à notre règlement interne, une question parlementaire à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Madame la Ministre juge-t-elle que l'on puisse renoncer à ce projet d'intégration et de formation? Dans l'affirmative, pourquoi? Dans la négative, le Ministère va-t-il proposer d'autres options à cette organisation afin qu'elle puisse conserver ce projet?

**Réponse** (8.12.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Il faut reconnaître les mérites d'un projet qui vise l'accueil, la formation et l'intégration, surtout des jeunes parmi les demandeurs d'asile et réfugiés, public cible du Fonds européen pour les Réfugiés et non les jeunes migrants.

Il est souhaitable qu'au moins certains volets du projet puissent être reconduits, au-delà du cofinancement par le Fonds européen pour les Réfugiés, et que le projet puisse s'ouvrir également aux jeunes issus de l'immigration, toutes nationalités confondues.

Le Ministère de la Famille et de l'Intégration est en train d'étudier la possibilité d'un tel financement par le biais de son budget.



**Question 2954** (30.10.2008) de **M. Robert Mehlen** (ADR) concernant la **coutume des îles de Féroé**:

An enger Dokumentatioun, déi de Moment um Internet verbreet gëtt, gëtt op e Massaker un Delphinen opmierksam gemaach, dee wéi et schéngt, all Joer op en Neits bei de Färöer-Inselen, déi zu Dänemark gehéieren, geschitt. Hannergrond vun dësem schreckleche Gemetzel ass wéi et schéngt en histoirescht Ritual, wou jonk Männer mat dësem Massaker un deene mënschfrëndlechen Déieren bewiese sollen, datt se erwuesse gi sinn (!!!). Um Schluss steet d'Feststellung, datt dat schlëmmst vun allen Déieren op eisem Planéit wuel de Mënsch ass. Ech schécken lech dëst Dokument iwwer courrier électronique mat.

(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)

An dësem Zesammenhang géif ech gären déi heite Froen un déi zoustänneg Ministere riichten:

1. Ass an europäesche Gremie schonn iwwert dës Barbarei geschat ginn, a wa jo, wat war d'Positioun vu Lëtzebuerg an dëser Fro?

2. Ass dës Tierquälerei iwwerhaupt mat der europäescher Gesetzgebung vereinbar? Wann neen, wéi ass dann nach net dergéint ageschratt ginn, respektiv wat fir Schrëtt mussen ënnerholl ginn, fir dës schännerlecher Saach en Enn ze maachen?

3. Sidd Dir bereet, fir lech dofir anzesetzen, datt dësem alljährleche Gemetzel en Enn bereet gëtt, a wa jo, op wat fir eng Manéier?

**Réponse commune** (15.12.2008) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement* et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

Je partage la consternation de l'honorable Député Mehlen devant la barbarie indéniable que représente l'abattage annuel d'environ un millier de baleines pilotes aux îles Féroé. Il s'agit d'une activité non commerciale traditionnelle, organisée par des communautés locales, lors de laquelle ces animaux, appartenant à la famille des dauphins, sont poussés par des embarcations à échouer sur la plage, pour être tués à l'aide de couteaux.

En ce qui concerne la compatibilité de ces pratiques avec la législation européenne en matière de protection de la nature, il importe de noter que les îles Féroé ne font pas partie de l'Union européenne. Le fait que toutes les espèces de cétacés figurent à l'annexe IV de la directive 92/43/CE concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore et bénéficient ainsi d'un statut de protection stricte au niveau européen, ne s'applique donc pas aux îles Féroé.

La commission baleinière internationale considère qu'en vue d'un effectif total du Globicéphales estimé à environ 100.000 individus autour des îles Féroé, les quotas en vigueur ne portent pas atteinte à l'état de conservation de l'espèce. Par ailleurs cette commission, à laquelle le Luxembourg a adhéré en 2005, n'a pas de mandat direct pour imposer une limitation ou l'interdiction de la chasse d'espèces de la famille des dauphins. Il va de soi que le Luxembourg s'est invariablement engagé pour un régime de conservation stricte des baleines et des dauphins lors de votes de la commission baleinière et continuera à se rallier aux votes des opposants à la chasse aux baleines à l'avenir.

**Question 2957** (3.11.2008) de **M. Aly Jaerling** (Indépendant) concernant l'**autorisation de séjour et le permis de travail**:

Säit dem 1. am Wäimount 2008 ass d'Gesetz a Kraaft laut deem den Immigratiounsminister esouwuel d'Aarbechts- wéi och d'Openthaltsgenehmegungen accordéiere soll.

De Betreffene muss seng Demande selwer beim Immigratiounsminister areechechen.

Vun do u soll dann den Dossier un d'Aarbechtsamt weidergeleet ginn, fir d'Demande am Kontext mam Arbechtsmaart ze analyséieren.

Da geet den Dossier erëm zréck un den Immigratiounsministère.

Déi Servicer sollen zwar vu Méindes bis Freides vun 08.30 bis 10.30 Auer zur Verfügung stoen, leider gesäit d'Praxis ganz anescht aus an d'Demandeure stinn oft virun zouen Diere an och telefonesch ass et praktesch onméiglech duerchzekommen.

Och ass et esou, datt wann een nofreet, wéi de neie System an der Praxis soll funktionéieren, op deenen zoustänneg Servicer keen eng Äntwert weess, an d'Dossiere leie bliewen, well op «Instruktioune vun uewen» gewaart gëtt, wéi et soll weidergoen.

Och sollen d'Computerprogrammer nach net op déi nei Situatioun agestallt sinn!

Kann den zoustännegen Här Minister mer duerfir folgend Froen beäntweren:

1) Sinn dem Här Immigratiounsminister déi Problemer bekannt?

2) Wourunner läit et, datt déi Dispositiounen, déi laut Gesetz ab dem 1. Oktober 2008 a Kraaft sinn, an der Praxis net ëmgesat gi kënnen?

3) Feelt et an deenen zoustänneg Servicer u Personal respektiv un informateschem Material fir déi agerechten Dossieren an engem zefriddestellenden Zäitraum ze traitéieren?

**Réponse** (23.12.2008) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*:

Wéi bei all grousser Reform, an ech géif mengen kënnen ze soen, dass dat neit Immigratiounsgesetz esou eng Reform duerstellt, ass et oft nun emol esou, dass d'Ëmstellung vun engem Dag op deen aneren eng Rei vun administrative Schwieregkeete mat sech bréngt.

D'Immigratiounsgesetz, dat den 9. Juli 2008 vun der Chamber gestëmmt ginn ass, ass den 1. Oktober a Kraaft getrueden. Et ass also net richtig ze soen, dass d'Dispositiounen aus deem Gesetz net ëmgesat ginn.

Et ass versicht ginn de Friemeservice vum Ministère während där Zäit esou ëmzestellen, fir dass alles sollt fir de Stéichdatum vum 1. Oktober prett sinn.

Dräi Punkte wëll ech do haaptsächlech ervirsträchen:

- Et stëmmt, déi nei Computerprogrammer, déi jo hu missen op d'Konditioun vum neie Gesetz passen, waren net zur Zäit fäerdeg. Nun, d'Gesetz vun 1972 hat ronn 40 Artikelen, dat vun 2008 huet der eleng 160, oni déi vun den 9 Rëglementen d'executioun derbäizeziel. Entre-temps klappt dat mat der Informatik awer.

- Wéi den Här Deputéierte richtig seet, eng Demande op en Openthaltsstitel als Arbechter gëtt elo vum Betreffene selwer beim Immigratiounsminister gemaach, an duerno gëtt d'Aarbechtsamt eréischt ageschalt. Dat bedéngt awer, dass d'Demande, déi erageechecht gëtt, komplett muss sinn ier d'ADEM ëm hiren Avis ka gefrot ginn an ier d'«Commission consul-

tative pour travailleurs salariés» kann zesumme kommen.

- No deem neie Gesetz wenden d'Drëttstatsausländer sech och direkt mat hiren Demanden un de Ministère, an net méi un d'Gemengen. Wat bedéngt, dass déi Arbecht, déi virdu vun 116 Gemenge gemaach gouf, elo direkt vum Ministère gemaach gëtt. Wat och bedéngt, dass déi Leit, déi sech virdu un 116 Populationsbüroen adresséiert hunn, sech elo un déi aktuell 2 Guichete vum Ministère wenden, wat Problemer mat sech bruecht huet. Mä och an deem Beräich wëlle mer, notamment mat engem Ëmbau am Haus, 2009 besser Konditiounen fir den Accueil vun de Leit schafen.

Trotz dem Appel un all concernéiert Leit, hir komplett Demande mat der Post un de Ministère ze schécken, a sech net selwer an d'Stad ze déplacéieren just nëmme fir eng Demande oder en Dokument ofzeginn, geschitt dat oft net, wat dann Engpäss beim Accueil mat sech bréngt. D'Populationsbüroen vun de Gemengen hu sech bei zwou Réuniounen, déi meng Servicer mat hinnen haten, bereet erkläert de Leit dobäi ze hëllefen, déi sech u si wenden, och wann dat net méi an hirer Kompetenz ass. Och ass eng administrativ Verstärkung ugefrot, fir déi duerch déi beschriwwen Emstänn entstane Retarden opzeschaffen. An ech hoffen, datt dann d'Applikatour vum Gesetz, dat jo soll d'Prozedure vereinfachen an accélérieren, korrekt wäert sinn.

**Question 2958** (4.11.2008) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **système de contrôle et d'information du trafic sur les autoroutes**:

Le système de contrôle et d'information du trafic sur les autoroutes (CITA) a été élaboré pour faire face à des perturbations de la circulation routière et mieux informer les conducteurs avant et surtout pendant leur déplacement.

Or, ceci n'est vrai que pour les automobilistes qui circulent déjà sur l'autoroute. Ces derniers sont informés par le biais de panneaux à messages variables et peuvent, en cas d'incident, vite décider de quitter l'autoroute et ainsi éviter un embouteillage.

Les automobilistes qui sont cependant en train d'accéder à l'autoroute sont privés de toute information et ne peuvent dès lors éviter un bouchon éventuel.

Un autre problème persiste au niveau de la coopération transfrontalière vu que les différents systèmes de contrôle et d'information du trafic ne semblent pas être harmonisés. En effet, on peut être immobilisé plusieurs centaines de mètres après la frontière luxembourgeoise alors que l'on venait de passer en France sous un panneau indiquant que la circulation était fluide.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'équiper les accès aux autoroutes par une signalisation adéquate pour informer les automobilistes des problèmes qui peuvent persister sur le réseau autoroutier?

- Est-il envisagé de collaborer plus étroitement avec les services d'informations des pays frontaliers en vue d'une meilleure propagation de l'information vers les automobilistes?

- Une harmonisation des systèmes d'informations au niveau transfrontalier est-elle envisagée respectivement réalisable?

**Réponse** (5.12.2008) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, il y a lieu de préciser que pour le premier volet de la question parlementaire de l'honorable Député, concernant des dispositifs d'information aux entrées sur l'autoroute, l'Administration des Ponts et Chaussées a réalisé une étude de faisabilité pour l'installation de divers équipements au droit des bretelles d'entrée. Il s'agit en l'occurrence de prévoir un contrôle du gabarit, un comptage du trafic, une surveillance vidéo et justement un panneau d'information.

Il est un fait que peu d'installations de ce type sont opérationnelles sur les entrées d'autoroutes européennes. On trouve de plus en plus de sites équipés d'un dispositif de contrôle d'accès (rampmètering) consistant en l'installation de feux tricolores en fin de bretelle, destinés à réguler l'accès sur autoroute au compte-goutte, de manière à éviter des ralentissements dus aux manœuvres d'insertion des véhicules. Rares sont les dispositifs d'information, et encore faut-il décider quel type de message doit être diffusé: événements en aval sur l'autoroute, niveau de service ou temps de parcours, respectivement des recommandations d'itinéraires alternatifs. En fonction du type d'information fournie, l'emplacement des panneaux peut varier, et ils devront éventuellement être installés à une certaine distance du carrefour. Il faut donc réaliser une étude spécifique pour chaque site.

L'Administration des Ponts et Chaussées a prévu d'intégrer ce type d'équipements dans divers projets en cours comme l'élargissement des autoroutes A3 et A6 et l'échangeur de Pontpierre.

Cernant le deuxième volet de la question parlementaire, à savoir la collaboration transfrontalière dans le domaine de l'information routière, il y a lieu de noter qu'une collaboration existe en cas d'événement grave ou exceptionnel nécessitant la mise en place de déviations à grande échelle. Elle se fait via le «Plan de Gestion de Trafic (PGT) Bruxelles-Beaune» dont la validation officielle est prévue en décembre de cette année. En ce qui concerne les bouchons, il n'y a pas d'échanges systématiques d'informations entre les divers exploitants, sauf en cas de bouchon exceptionnel, dû par exemple à un accident grave ou un contrôle de poids lourds.

Une harmonisation des services d'information au niveau européen serait difficile, car chaque pays a sa propre manière d'organiser l'information routière et les moyens, équipements et dispositifs utilisés sont souvent très différents. Sur certains itinéraires transfrontaliers ont effectivement été mis en place des systèmes coordonnés, mais ces sites concernent essentiellement des parties du réseau autoroutier entre grandes agglomérations où existent plusieurs itinéraires alternatifs, ce qui n'est pas le cas au Luxembourg.

**Question 2962** (5.11.2008) de **M. Félix Braz** (DÉI GRÉNG) concernant la **campagne d'information et de sensibilisation à l'attention des étrangers en vue de leur inscription sur les listes électorales**:

Le budget 2008 de votre Ministère prévoit un article de 100.000 euros pour l'organisation d'une cam-

pagne d'information et de sensibilisation à l'attention des étrangers en vue de leur inscription sur les listes électorales.

- Si cette campagne a déjà eu lieu, quels ont été les moyens utilisés, qui était impliqué dans l'élaboration de la campagne et quels en sont les effets?

- Si cette campagne n'a pas encore eu lieu, pour quand est-elle prévue?

- Sachant que le 7 juin 2009 sont programmées les élections pour la Chambre des Députés et pour le Parlement européen, tiendrez-vous compte du projet de loi portant réforme des délais d'inscription sur les listes électorales qui devrait permettre en 2009 l'inscription jusqu'à 13 semaines avant les élections?

**Réponse** (11.12.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Dans le cadre de la campagne d'information et de sensibilisation à mener en vue de favoriser l'inscription des étrangers sur les listes électorales, le Commissariat du Gouvernement aux Étrangers prévoit diverses actions à court terme, tel que souhaité par la Chambre des Députés et tel que revendiqué par plusieurs organisations oeuvrant en faveur des étrangers, à savoir:

- la production d'un spot vidéo à diffuser dans les salles de cinéma,

- des conférences,

- l'élaboration et l'impression d'un dépliant, d'affiches et de sous-verres diffusés au grand public en langue française, allemande, anglaise, portugaise et italienne,

- une campagne visant particulièrement les jeunes, diffusion de badges et de bics,

- l'organisation d'un festival touchant aussi bien les adultes que les jeunes, avec des stands d'information des associations oeuvrant en faveur des étrangers et d'un concert d'un groupe étranger.

En effet, il sera tenu compte du projet de loi portant réforme des délais d'inscription sur les listes électorales. Voilà pourquoi la diffusion du spot et des dépliants en question ne saura être lancée qu'après le vote de ladite réforme.

**Question 2964** (6.11.2008) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **baisse du taux directeur de la Banque Centrale Européenne (BCE)**:

La BCE vient d'annoncer une baisse de 0,5% de son taux directeur.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget:

- Est-ce que le Gouvernement entend faire répercuter l'intégralité de cette baisse du taux directeur au niveau des prêts accordés par les banques dans lesquelles l'État détient le capital respectivement dans lesquelles l'État est récemment intervenu dans le cadre des opérations de recapitalisation?

**Réponse** (20.11.2008) de **M. Luc Frieden**, *Ministre du Trésor et du Budget*:

J'ai l'honneur d'informer l'honorable Député que la BCE a décidé, avec mon approbation, de répercuter intégralement la baisse répétée des taux d'intérêt de la BCE. Les taux de la Banque de l'État diminueront ainsi une deuxième fois endéans un mois au 1<sup>er</sup> décembre 2008.

Le Gouvernement a invité les autres banques à suivre ce mouvement dans l'intérêt de l'économie et du pouvoir d'achat des ménages.





**Question 2965** (7.11.2008) de **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*) concernant l'immatriculation:

Den 1. am Wantermount sinn nei Regelen iwwert d'Immatriculation vun den Autoen a Kraaft getratt, esou ewéi dat op der Internetsäit vum SNCT an engem Communiqué duergeluecht gouf.

Wéi och an der Press nozeliess war, gétt et jo dann eng Vereinfachung bei der Umeldung vu gebrauchten Autoen, déi aus engem aneren EU-Land importéiert ginn.

Bis elo, sou gétt bericht, huet jo missen een Auszug aus dem Handelsregister vum auslännesche Gebrauchtwonhändler virgeluecht ginn.

Laut enger Entscheidung vum EU-Gerichtshaff ass et elo akzeptéiert, datt bei der Umeldung vun dem betreffenden Auto bei der SNCT nëmmen als Beleg d'TVA-Nummer vun dem auslänneschen Autohändler virgeluecht muss ginn.

Vill Länner hunn hir Handelsregisteren um Internet publizéiert an et kann een zu jidder Zäit an engem Händler seng Detailer akucken.

Dofir meng Froen:

1) A wéi enger Form muss dës TVA-Nummer virgeluecht ginn?

2) Muss et a Form vun enger legalisierter «copie conforme» an als originalen Auszug aus engem auslänneschen Register sinn?

3) Geet et ënner Ëmstänn duer, wann op der Rechnung vun dem auslänneschen Händler seng TVA-Nummer dropsteet?

4) Sinn Dokumenter, déi vum Internet erofgeluede goufen, vun der Kontrollstation akzeptéiert?

5) Wann d'TVA-Nummer der SNCT matgedeelt gouf, wéi kontrolléiert d'Administratioun dann d'Richtigkeet vun deenen Informatiounen, a wéi laang kann esou eng Iwwerprüfungsdauer daueren?

6) Wéi gétt d'Situatioun gehandhaabt, wann een Handel tëschent engem privaten auslänneschen Verkeefer an engem private Lëtzebuerger Verkeefer ofgeschloss gétt?

7) Ass et ënner Ëmstänn méiglech, datt op der Internetsäit vun der SNCT déi ganz Prozedur, déi vum 1. November 2008 ugewannt gétt, am Detail explizéiert gétt, an och matgedeelt gétt, wéi eng Informatiounen, wéi eng Dokumenter mat offiziellem Charakter virgeluecht mussen ginn?

**Réponse** (4.12.2008) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

A senger parlamentarescher Ufrop freet den honorabelen Deputéierten Einzelheeten iwwert d'Veinfachung bei der Immatriculation vu gebrauchten Autoen, déi aus engem aneren EU-Land importéiert ginn.

Fir unzefänken wëll ech ënnersträichen, dass d'TVA-Nummer, déi fir d'Umeldung vun engem Gefier muss presentéiert ginn, dat bei engem Gebrauchtwonhändler kaaft ginn ass, prinzipiell déi intracommunautaire TVA-Nummer ass. Dës intracommunautaire TVA-Nummer muss kloer an däitlech op der Rechnung stoen, déi de Verkaufer vum Gefier dokumentéiert.

Wann d'Geltgeeket vun enger TVA-Nummer duerch d'«Société Nationale de Contrôle Technique» (SNCT) kann iwwerpréift ginn, brauch dës Nummer net méi anescht dokumentéiert ze ginn. An dësem Fall geet et duer, wann op der Rechnung d'TVA-Nummer mentionéiert ass. Sou eng Iwwerprüfung ass méiglech fir TVA-Nummeren, déi aus engem Land kommen, wou déi zoustänneg Verwaltung e Register mat den TVA-Nummere mat de betreffende Sociéiteiten um Internet öffentlech zougänglech mécht.

Wann d'Geltgeeket vun enger TVA-Nummer net vun der SNCT kann iwwerpréift ginn, muss si duerch ee betreffenden Certifica dokumentéiert ginn, deen entweder als Original oder als «Copie certifiée conforme à l'original» ze presentéieren ass.

Als alternativ Method fir déi legal Situatioun vun engem professionellen Verkeefer ze dokumentéieren besteet weiderhin d'Méiglechkeet, der SNCT een Certifica virzeleeën, deen nowest, dass de Verkeefer a sengem Nidderloosungsland autoriséiert ass fir Gefierer ze verkaufen.

An eenzelne Fäll akzeptéiert d'SNCT Dokumenter, déi vum Internet erofgeluede goufen, ënner der Bedéngung, dass

- dee betreffenden Internetsite dokumentéiert an eendeitig traçabel ass;

- d'SNCT selwer kann d'Existenz an den Inhalt vun deem Site präiwen;

- den Eeigentümer vun deem Site deen ass, dee kompetent an autoriséiert ass, fir d'Informatiounen vun dem betreffenden Dokument ze géréieren an ze publizéieren.

Fir d'Geltgeeket vun enger TVA-Nummer ze präiwe benotzt d'SNCT all Mëttel, dat hir zur Verfügung steet, a besonnesch den Internet.

An der Hypothees vum drëtten Abschnitt kann et vun e puer Sekonnen bis zu e puer Minutten daueren, bis dass d'Geltgeeket vun enger TVA-Nummer iwwerpréift ass. An der Hypothees vun véierten Abschnitt muss de Client vun der SNCT selwer déi néideg Schrëtt ënnerhuelen, fir de Beweis vun der Geltgeeket vun der TVA-Nummer ze bréngen, sou dass d'Zäit, déi heifer gebraucht gétt, net méi ënner d'Responsabilitéit vun der SNCT fällt.

Wann e Gefier vun enger Privatpersoun un eng aner Privatpersoun verkaaft gétt, bleiwen déi al Dispositiounen vun den Artikelen 92 bis 94 vum Code de la Route applikabel. D'Eigentumsrecht vun deem neie Besëtzer op d'Gefier,

wat soll immatrikuléiert ginn, kann, wéi an der Vergaangenheet, einfach dokumentéiert ginn duerch ee Verkafskontrakt, deen de Prescriptioun vum Code de la Route entsprécht.

Den Internetsite vun der SNCT ([www.snct.lu](http://www.snct.lu)) renseignéiert haut schon iwwert d'Dokumenter déi mussen fir d'Immatriculation vun engem Gefier presentéiert ginn an ënnerscheet dobäi tëscht engem neie Gefier an engem gebrauchte Gefier respektiv tëscht engem Gefier, dat zu Lëtzebuerg kaaft an engem, dat am Ausland kaaft ginn ass.

Dat kommend Joer geet ee neien Internetsite vun der SNCT online, deen den eService fir d'Clienten weider optiméiert.

**Question 2966** (10.11.2008) de **M. Marcel Oberweis** (*CSV*) concernant la restructuration de l'Agence de l'Énergie:

Le 9 avril, le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur ainsi que le Ministre de l'Environnement ont présenté la réorganisation et la restructuration de l'Agence de l'Énergie.

Cette dernière fut créée en 1991 par l'État luxembourgeois, CEGEDEL S.A. et SEO S.A.. Les missions de l'Agence de l'Énergie sont l'utilisation rationnelle de l'Énergie ainsi que la valorisation des sources d'énergies renouvelables afin d'assurer le développement durable de l'approvisionnement en énergie au Luxembourg.

Dans le cadre de la restructuration et réorganisation de l'Agence de l'Énergie, il est envisagé de créer un groupement d'intérêt économique qui portera le nom «myenergy Lëtzebuerg» et qui sera composé de l'Agence de l'Énergie S.A. et de l'État luxembourgeois.

Cette nouvelle structure aura comme mission des prestations dites «publiques» qui concernent des services de base dans le domaine de l'information, du conseil et de la formation en matière d'efficacité énergétique et des énergies renouvelables. Ces prestations s'adresseront notamment aux citoyens et aux communes.

L'Agence de l'Énergie S.A. prendra la dénomination «Energieagence Lëtzebuerg» et continuera à exercer ses activités dans le domaine des prestations dites «marché» qui sont également offertes par d'autres acteurs privés et qui se situent notamment dans le domaine des conseils détaillés, le passeport énergétique et les audits énergétiques.

La restructuration envisagée devrait permettre une meilleure couverture des besoins en information, conseil et formation en matière d'économies d'énergie et des énergies renouvelables et s'intégrera dans la multitude de politiques actuellement entreprises

dans le domaine de la protection du climat, de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer la date à partir de laquelle la restructuration de l'Agence de l'Énergie prendra effet?

- Quelle sera la composition du personnel de «myenergy Lëtzebuerg» et de «Energieagence Lëtzebuerg» et quel sera le statut futur du personnel actuellement employé au sein de la structure existante?

- Quel sera le statut exact de «Energieagence Lëtzebuerg»?

- Est-ce que d'autres partenaires se sont proposés afin d'en diversifier l'actionariat?

**Réponse** (15.12.2008) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

En réponse à la question de l'honorable Député Marcel Oberweis concernant la restructuration de l'Agence de l'Énergie, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Par acte notarié du 22 mai 2008, acte enregistré à Luxembourg le 30 mai 2008 et déposé le 1<sup>er</sup> août 2008 au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, il a été procédé à la constitution d'un groupement d'intérêt économique sous la dénomination «My Energy GIE» dont les membres sont l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Agence de l'Énergie S.A.. «My Energy GIE» a pour objet social les activités suivantes:

- de promouvoir les énergies durables et renouvelables;

- de sensibiliser et d'informer le public et les entreprises à l'utilisation d'énergies durables ou renouvelables;

- d'éduquer et d'informer le public et les entreprises aux économies d'énergie et à une utilisation plus rationnelle de l'énergie;

- d'assurer des formations spécifiques et la formation continue dans le domaine de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables; et

- de participer à des études dans le secteur des énergies durables et de l'utilisation plus rationnelle de l'énergie;

- de réaliser des projets au niveau national ou européen dans le secteur des énergies renouvelables et de l'utilisation rationnelle de l'énergie;

- de créer un pôle de compétences dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique».

Le groupement d'intérêt économique opérera à l'avenir sous l'enseigne «myenergy Luxembourg» et l'Agence de l'Énergie S.A. opérera sous l'enseigne «Energieagence Lëtzebuerg» et

gardera le statut d'une société anonyme.

Le statut du personnel de «Energieagence Lëtzebuerg» restera inchangé et celui de «myenergy Luxembourg» sera identique et par conséquent celui de l'employé privé.

Le personnel de «myenergy Luxembourg» sera constitué par une partie du personnel de l'Agence de l'Énergie S.A. qui sera transféré avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2009 ainsi que par du personnel nouvellement embauché au cours de l'année 2009.

Complémentairement, le personnel de «Energieagence Lëtzebuerg» sera constitué par une partie du personnel de l'actuelle Agence de l'Énergie S.A. ainsi que par du personnel nouvellement embauché au cours de l'année 2009.

En ce qui concerne les activités de «Energieagence Lëtzebuerg», il n'y a point de changements au niveau de l'objet social, les activités visent principalement l'offre de conseils en énergie sur le marché et la promotion de nouveaux produits compétitifs dans le domaine de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables.

La question de la diversification de l'actionariat de «Energieagence Lëtzebuerg» est en phase d'analyse tout en tenant compte de la réorganisation projetée du secteur énergétique.

Il est également projeté d'instituer un comité consultatif (tel que prévu par les statuts) au niveau de «myenergy Luxembourg» qui sera composé d'organismes et d'associations actives dans les domaines concernés qui pourront apporter de nouvelles idées et tracer de nouvelles pistes d'action.

**Question 2969** (12.11.2008) de **M. Robert Mehlen** (*ADR*) concernant les subventions agricoles:

Déi finanziell Situatioun a ville Landwirtschaftlechen a wäibauleche Betriber ass de Moment problematesch, well engersäits d'Präisser fir déi wichtegst landwirtschaftlech Produkter déif am Keller sinn an d'Aussichten och net déi besch sinn, anersäits d'Produktionskäschten, wéi zum Beispill chemesch Dünger an Energie staark geklomme sinn. Duerfir ass et wichteg, datt déi öffentlech Bähëllef, déi en integrale Bestandteil vun der landwirtschaftlecher Akommespolitik sinn, an oni déi et net géif goen, och fristgerecht ausbezuelte ginn. Et ass awer allgemeng bekannt, datt et de Moment zu grouse Verspéidunge kënn, wat de Betriber an der aktueller Situatioun richteg wéi deet.

An deem Kontext géif ech gären dës Froen un den Här Landwirtschaftsminister riichten:

1. Kënn Dir mir eng Situationsbeschreibung op de 15. November 2008 ginn, opgeschlüsselt no de grouse Kategorie vu Bähëllef, an



Chambre  
des Députés

L U X E M B O U R G

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un



déi am Réckstand sinn, de Joren, op déi se sech bezéien, der Zuel vun Dossieren an den ongeféiere Betrag, déi opstinn?

2. Dir explizéiert dës Situatioun mat de Problemer, fir déi entspreichend Computerprogrammer ze schreiwen an un d'lafen ze kréien. Kéint Dir dozou déi néideg Prezisioune ginn? Wien ass mat

dëser Aarbecht beoptraagt, huet dësen Opérateur déi néideg Capacitéit, wéini ass mat dëser Aarbecht ugefaang ginn an ass dëser Aarbecht déi néideg Prioritéit reservéiert ginn?

3. Ass et net méiglech, fir no enger vereinfachter Prozedur Avancen op deene geschëllte Betrag ze bezuelen, a wann neen, wéi sou?

4. Wéi gesidd Dir, no de grouse Kategorië vu Baihëllefen, déi weider Evolutioun an dësem Dossier?

**Réponse** (11.12.2008) de **M. Fernand Boden**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

Les questions posées par l'hono-

nable Député appellent de ma part les réponses suivantes:

1. À la date du 1<sup>er</sup> décembre 2008, la situation en matière de paiement des subventions par grandes catégories se présente de la manière suivante:

Catégorie	Total des paiements dus (€)	Paiements effectués (€)	Nombre de dossiers concernés	Paiements en suspens (€)	Nombre de dossiers concernés	%
a	b	c	d	e	f	g = e/b
Mesures agri-environnementales (années 2002-2007)	20.588.047	19.128.568	10.657	1.459.479	1.061	7,09
Investissements dans les exploitations agricoles (années 2001-2008)	153.579.004	148.135.542	18.608	5.443.462	240	3,54
Prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel (campagnes 2005-2007)	20.877.378	20.852.378	5.270	25.000	600	0,12
Indemnité compensatoire (campagnes 2005-2007)	47.594.696	47.569.696	4.632	25.000	600	0,05
Aides directes (campagnes 2005-2007)	99.417.749	99.417.749	5.714	0	0	0,00
Total	342.056.874	335.103.933	44.881	6.952.941	2.501	2,03

Les paiements en suspens concernent:

- des dossiers pour lesquels les bénéficiaires n'ont pas encore fourni tous les éléments requis,

- des dossiers qui doivent encore être évalués au vu des résultats des contrôles sur place,

- des dossiers qui n'ont été que présentés dans les derniers mois

et

- pour ce qui concerne les aides aux investissements, les dossiers qui ont été repêchés suite aux arrêts du Tribunal administratif du 30 juin 2008.

2. Il est vrai que certains retards se sont accumulés dans le passé à cause de problèmes techniques survenus dans le cadre du développement des programmes informatiques nécessaires à la gestion et au contrôle des mesures agri-environnementales. Elles étaient dues notamment à la complexité des règles et conditions définies dans le cadre de la mise en œuvre de ces mesures. Cette complexité ne peut pas être évitée dans la mesure où les différents intervenants dans le processus de décision (notamment la Commission européenne) apportent en permanence des adaptations de ces règles. Les problèmes en question ne pourront être surmontés définitivement qu'à partir du moment où l'on arrive à une certaine stabilité dans le temps pour ces règles.

3. Le paiement d'avances n'est pas autorisé dans le cadre des paiements directs, sauf autorisation expresse de la Commission européenne basée sur des conditions exceptionnelles exposant les agriculteurs à de graves difficultés financières. Cette situation s'est présentée en 2006, où la Commission européenne a autorisé le versement d'avances à cause des conditions climatiques défavorables pour tous les États membres.

Pour ce qui concerne les primes relevant du développement rural, le paiement d'avances est soumis à des règles contraignantes qui augmentent considérablement la charge administrative et risquent de retarder le paiement du solde.

4. Les paiements directs concernant la campagne 2008 s'élevant à 32.974.540,87 € et dont le premier jour de paiement possible selon la réglementation communautaire a été le 1<sup>er</sup> décembre 2008, viennent d'être transférés sur les comptes des bénéficiaires en date du 2 décembre 2008. Les primes à l'entretien du paysage et de l'espace naturel concernant la campagne (montant estimé: 9.900.000 €) seront versées avant la fin de cette année. Finalement, il est prévu de liquider les indemnités compensatoires au titre de la campagne 2008 (montant prévu: 15.600.000 €) au courant du premier trimestre de l'année 2009.

Pour les dossiers complets qui sont actuellement en instance d'instruction, mes services m'ont confirmé que les paiements en question pourront se faire avant la fin du mois de février 2009.

**Question 2970** (12.11.2008) de **M. Camille Gira** (*DÉI GRÉNG*) concernant les **heures d'ouverture des stations de service pour automoteurs**:

On constate que de plus en plus de stations de service pour automoteurs, particulièrement celles le long des routes avec beaucoup de trafic, gardent leurs locaux de vente ouverts jusqu'à des heures nocturnes, c'est-à-dire bien au-delà de 21.00 heures. Souvent des groupes de jeunes gens utilisent ces stations de service pour se ravitailler spontanément en boissons alcooliques.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:

- Quelle instance étatique fixe sur quelle base légale les heures d'ouverture des stations de service pour véhicules automoteurs? Qui organise et exécute le contrôle des heures d'ouverture de ces stations de service?

- De quelle façon la surface de vente nette réservée aux produits alimentaires et non alimentaires de premier besoin mentionnée dans la loi du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat (Art.2, point h) est-elle déterminée? Est-ce que les boissons alcooliques sont considérées comme produit de premier besoin?

- Quelle instance étatique organise et exécute le contrôle des surfaces de vente ainsi que des produits mis en vente dans les stations de service? Quels sont les résultats de ces contrôles?

- En relation avec la lutte contre l'abus d'alcool surtout chez les jeunes, est-ce que Monsieur le Ministre estime que la réglementation actuelle en relation avec le fonctionnement des stations de service et les produits mis en vente est favorable pour parer à cet abus?

**Réponse** (22.12.2008) de **M. Fernand Boden**, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*:

La loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat dispose que les stations de service situées le long des autoroutes ne tombent pas sous le champ d'application de cette dernière pour ce qui est du remorquage de véhicules, la vente de carburant, de lubrifiants, de pièces de rechange, accessoires ou produits d'entretien de première nécessité pour le bon fonctionnement et le dépannage de véhicules automoteurs ainsi que la vente de produits alimentaires et non alimentaires.

Les autres stations de service pour véhicules automoteurs doivent respecter un jour de repos hebdomadaire et ne tombent pas sous le champ d'application de la loi mentionnée ci-avant pour ce qui est du remorquage de véhicules, la vente de carburant, de lubrifiants, de pièces de rechange, accessoires ou produits d'entretien de première nécessité pour le bon fonctionnement et le dépannage de véhicules automoteurs ainsi que la vente de produits alimentaires et non alimentaires de premier besoin à condition que la surface de vente nette de ces derniers se situe dans le rayon délimité de la caisse de la station et ne dépasse pas 20 m<sup>2</sup>.

La police constate les infractions à la loi et les dispositions pénales prévoient des amendes et même la fermeture de l'établissement en cas de récidive.

La surface de vente nette est la surface de vente utile, c'est-à-dire la surface au sol uniquement réservée à l'étalage des articles. Ne sont pas compris les accès, les aires d'expédition et d'encaissement etc...

Le règlement grand-ducal du 24 novembre 1997 ayant pour objet d'établir la liste des branches commerciales du commerce de détail énumère les produits rentrant dans le commerce d'une branche commerciale. Font partie de la branche commerciale «produits alimentaires» les produits de l'alimentation générale, y compris les produits laitiers et les produits de viande conditionnée, les produits diététiques, le pain, la pâtisserie, la confiserie, la viande et les produits à base de viande, les poissons, crustacés et mollusques, les fruits et légumes et les boissons.

En ce qui concerne la lutte contre l'abus d'alcool surtout chez les jeunes, je dois citer la loi du 22 décembre 2006 portant interdiction de la vente de boissons alcooliques à des mineurs de moins de seize ans.

En considération de cette priorité de santé publique, une loi est entrée en vigueur en décembre 2006 qui interdit la vente ou l'offre de boissons alcooliques à des mineurs de moins de seize ans dans tous les commerces et tous les lieux publics, donc également dans les stations de service.

Le Gouvernement, en collaboration avec le Centre de prévention des toxicomanies, a élaboré une campagne d'information et de sensibilisation qui fait appel à la responsabilité de tous les adultes envers les enfants et les adolescents.

Dans le cadre de cette campagne une affiche, un autocollant, une brochure publique ainsi que des informations plus ciblées comme un manuel pour l'organisation des fêtes et des recommandations pour le personnel des points de vente et des débits de boissons, ont été réalisés.

**Question 2971** (12.11.2008) de **M. John Castegnaro** (*LSAP*) concernant la **directive sur l'aménagement du temps de travail**:

Avec 35 voix pour, 13 contre et 2 abstentions, la Commission de l'Emploi et des Affaires sociales du Parlement européen a voté en date du 5 novembre le projet de rapport de Monsieur Alejandro Cercas (PSE) sur l'aménagement du temps

de travail. Ce faisant les députés européens se sont prononcés contre la position commune du Conseil des Ministres, arrêtée officiellement en septembre 2008 et appuyée notamment par le Gouvernement luxembourgeois. Notons également que lors du vote au Conseil, les délégations espagnole et grecque ont voté contre la proposition de directive en question, alors que les délégations belge, chypriote, hongroise, maltaise et portugaise se sont abstenues.

Selon le bulletin de l'Agence Europe, les députés européens, avec l'adoption du rapport Cercas, se sont exprimés contre une clause permanente de non-participation («opt-out») telle qu'elle a été retenue par le Conseil des Ministres et ont considéré le temps de garde des médecins, y compris la période inactive, comme temps de travail. Un troisième différend entre le Parlement et le Conseil concerne le repos compensateur, qui, selon Monsieur Cercas, «doit se faire immédiatement après les périodes de service» des travailleurs concernés. Pour arriver enfin à un accord sur ce dossier et afin d'éviter une procédure de conciliation, des négociations entre le Conseil et le Parlement s'imposent.

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir si Monsieur le Ministre a l'intention d'œuvrer pour l'attribution d'un mandat de négociation à la présidence du Conseil en vue de chercher un accord politique avec les représentants du Parlement européen. Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport au rapport Cercas?

**Réponse** (28.11.2008) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

La Commission de l'Emploi et des Affaires sociales du Parlement européen a adopté le 5 novembre dernier, en deuxième lecture, le projet de rapport du député Alejandro Cercas sur l'aménagement du temps de travail par 35 voix pour, 13 voix contre et 2 abstentions.

À la suite du vote, le rapporteur a déclaré à la presse que la position des députés de la Commission de l'emploi était «diamétralement opposée» à la position commune que le Conseil avait entérinée à l'issue des débats au Conseil des Ministres de l'Emploi et des Affaires sociales du 9 juin 2008 «sur les trois points suivants»:

a) l'opt-out (la faculté de déroger individuellement à la limite maximale des 48 heures de travail hebdomadaire);

b) le temps de garde des médecins;

c) le repos compensateur.

En juin dernier, la délégation luxembourgeoise au Conseil EPSCO avait accepté le texte du Conseil - estimant en particulier qu'il était important à ce moment précis «de franchir une étape et de permettre - après quatre années et neuf saisines infructueuses du Conseil Emploi et Affaires sociales - le lancement des négociations entre le Parlement européen et le Conseil en deuxième lecture».

Avec le vote des amendements du rapporteur Alejandro Cercas en deuxième lecture, cet exercice de négociations entre les deux instances législatives que sont le Parlement et le Conseil a maintenant débuté.

Cette deuxième lecture est importante dans la mesure où:

a) contrairement à la phase de première lecture, elle est circonscrite dans le temps (article 252 du Traité instituant la Communauté européenne);

b) elle est destinée à rapprocher les points de vue exprimés par les deux institutions.

Déjà le 20 octobre, la Commission Emploi du Parlement avait décidé



d'avancer le calendrier des échéances - traduisant ainsi la volonté du Parlement européen d'entrer en négociations avec le Conseil.

Pour le rapporteur il s'agira dorénavant de vérifier quels seront les amendements sur lesquels il sera susceptible de recueillir une majorité de voix à l'occasion de la plénière du Parlement européen de décembre prochain.

À la Présidence en exercice du Conseil la tâche incombera de procéder à un exercice analogue en ce qui concerne les États membres réunis au sein du Conseil.

Les efforts de cette dernière dépendront aussi de l'attitude qu'adoptera, in fine, la Commission européenne - qui a expressément indiqué le 18 septembre dernier qu'elle était «favorable à l'accord global (entériné en juin) vu l'urgence de clarifier la situation juridique et de permettre ainsi une application plus cohérente de la directive dans l'ensemble des États membres».

Le Gouvernement luxembourgeois soutient la Présidence française dans ses efforts pour chercher un accord global entre le Parlement européen et le Conseil sur le texte de la directive. Dans ce sens, il a accepté que la Présidence prenne les premiers contacts exploratoires avec le Parlement européen.

En conformité avec l'objectif d'une négociation en deuxième lecture, il reste aussi persuadé que les deux instances doivent - dans un premier stade - explorer les éventuelles possibilités qui pourraient exister en vue d'un tel accord avant d'entrer en négociation sur les différents amendements du rapport Cercas d'un côté et de la position commune du Conseil de l'autre.

En tout état de cause, la délégation luxembourgeoise est convaincue que le Parlement européen et le Conseil sont aujourd'hui disposés à utiliser cette «fenêtre d'opportunités» qui leur est offerte d'ici la mi-décembre.

#### Question 2972 (13.11.2008) de M. Gilles Roth (CSV) concernant les dépenses publiques:

Dans sa circulaire N°2732 en vue de l'élaboration des budgets pour 2009, Monsieur le Ministre de l'Intérieur préconise d'utiliser les excédents de recettes provenant du FCDF et de l'ICC en progression par rapport au budget 2008 «pour résorber d'une part les hausses des dépenses relatives aux services et fournitures à prester aux résidents tels que l'approvisionnement en eau potable, la collecte et l'épuration des eaux usées, l'élimination des déchets ménagers sans en augmenter les prix (taxes et redevances) et d'autre part pour doter le fonds de réserve».

Dans leur rapport annuel adressé à la chancellerie allemande, les conseillers économiques indépendants du Gouvernement allemand (Wirtschaftsweisen) recommandent d'accroître les dépenses d'investissement des pouvoirs publics même si une partie en devrait être financée par un déficit budgétaire plus élevé.

Je voudrais dans ce contexte poser la question parlementaire suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce que le Gouvernement n'est pas d'avis que face aux risques de récession économique, le secteur communal, au lieu d'être invité à mettre des fonds en réserve, ne devrait pas plutôt être associé à un vaste programme d'investissement en infrastructures publiques à élaborer de concert avec le Gouvernement et pour

lesquelles les procédures d'autorisation devraient bénéficier d'une priorité absolue?

#### Réponse (22.12.2008) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

Dans la circulaire budgétaire N°2732 du 14 octobre 2008 ayant pour objet de fournir les instruments et paramètres pour l'élaboration des budgets des communes pour 2009, le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire a donné une ligne de conduite aux communes pour l'évolution de leurs dépenses ordinaires (de fonctionnement) ne dépassant en principe pas la progression de 6,2% par rapport au budget 2008, une progression identique à celle des dépenses de l'État entre 2008 et 2009. Par cette approche, qui se veut prudente et raisonnable par les temps qui courent, il a donc été recommandé aux communes de ne pas épuiser intégralement la progression prévue de leurs recettes ordinaires non affectées pour 2009 provenant de l'IF (Impôt Foncier), de l'ICC (Impôt Commercial Communal) et du FCDF (Fonds Communal pour la Dotation Financière) et qui s'élève à 11,09% par rapport à 2008 pour les dépenses de fonctionnement et de porter l'éventuelle plus value des recettes en 2009 au fonds de réserve budgétaire.

En suivant les recommandations du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire les communes se réservent ainsi une marge de financement pour les exercices ultérieurs par le biais des moyens financiers du fonds de réserve servant comme recette au budget ordinaire avec possibilité de la transférer au budget extraordinaire pour servir au financement des investissements futurs.

En ce qui concerne notamment la politique du secteur communal en matière d'investissements pour 2009 et années subséquentes, dans la mesure où les communes disposent d'ores et déjà d'un programme d'investissement pluri-annuel, je me permets de signaler que, conformément à la décision du Conseil de Gouvernement du 21 novembre 2008, et tel qu'annoncé à la Chambre des Députés par le Premier Ministre lors des débats sur le budget 2009, je viens de lancer en date du 16 décembre 2008 la circulaire (N°2751) destinée à véhiculer le message du Gouvernement sur le rôle à jouer par les communes pour contribuer à amortir les effets de la crise.

Cette circulaire a en effet pour objectif d'associer le secteur communal dans son ensemble aux efforts du Gouvernement et, tout en ayant cure de la situation financière, de maintenir les investissements à un haut niveau pour ne pas contribuer au ralentissement de l'économie du pays par une attitude trop attentiste.

#### Question 2973 (15.11.2008) de M. Aly Jaerling (Indépendant) concernant les laboratoires privés:

Am Budgetsentswurf fir d'Joer 2009 féint een op de Säfte 94 an 117 an den Artikelen 43 dräi kleng Zeilen, déi awer ganz schlëmm Konsequenze fir déi privat Laboratoire kënnen mat sech bréngen.

Säit 94: Artikel 43 «Modification des articles 65 et 67 à 70 du Code de la sécurité sociale: Par dérogation à la procédure conventionnelle de revalorisation de la lettre-clé, le présent article a pour objet de réduire la valeur de la lettre-clé des laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique du secteur extrahospitalier sur la base d'éléments objectifs concernant le coût de revient des analyses.»

Säit 117: Artikel 43: «Par dérogation aux articles 65, alinéa 2 et 67 à 70 du Code de la sécurité sociale, la valeur de la lettre-clé des laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique visés à l'article 61, alinéa 2, point 4) du Code de la sécurité sociale est fixée à 0,3557 avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2009.»

Den Artikel 61 vum Code vun der Sozialversicherung seet, datt et eng Nomenclature fir Analyse vun de private Laboratoire gëtt.

Den Artikel 65 vum Code vun der Sozialversicherung beschreift wéi de Präis vun enger Analys opgrond vun engem fixe Koeffizient mat engem variable Schlüssel soll verrechent ginn.

Den Artikel 67 vum Code vun der Sozialversicherung seet, datt de Schlüssel kann all Joer tëschent der Krankeessenioun an der Gesellschaft fir klinesch Biologie, déi och déi privat Laboratoire vertritt, verhandelt ginn.

D'Artikelen 68, 69 a 70 vum Code vun der Sozialversicherung beschreien de System wéi Differenzen tëschent de Verhandlungspartner kënnen geregelt ginn.

De Wäert vun Verrechnungsschlüssel fir Analysen ass de Moment 0,4411.

Wann den Artikel 43 op der Säit 117 vum Budgetsentswurf esou applizéiert gëtt ab dem 1. Januar 2009, da gëtt de Verrechnungsschlüssel vun den Analyse fir privat Laboratoire ëm 19,36% reduzéiert.

Net nëmmen dat, mä déi bis elo praktikéiert Negociationsprozedur tëschent der Krankeessenioun an de private Laboratoire gëtt eeschaft a Fro gestallt.

Säit der Konvention tëschent der Krankeessenioun an de private Laboratoire vun 1993, sinn et schonn zwou Baissé vu 15 an 10% ginn, esou ewéi och d'Neterëmbezeue vun Ordonnancen vun iwwer zwielef Analyse sech negativ op de Secteur ausgewierkt huet.

An dat nëmme fir déi privat Laboratoire, well an de Spideeler ginn d'Analysen integral vun der Krankeessenioun iwwerholl.

Wat de Justificatif am Artikel 43 Säit 94 vum Budgetsentswurf betrëfft, sou kann een nëmme staunen. Do gëtt vun objektiven Elementer, wat de Präis vun den Analyse betrëfft, geschwat.

Dobäi kaschten d'Analysen an de private Laboratoire d'Krankeessenioun, an domadder och d'Assuréeën, 35% manner wéi an de Spideeler.

Et kann dach net sinn, datt an enger Demokratie, an engem Rechtsstaat, e privaten Déngschtleeschungsträger, deen déiselwecht Leeschtung bréngt (an och nach méi bëlle, wéi déi staatlech Déngschtleeschungsträger), anescht behandelt, jo souguer wéi an dësem Fall, flagrant diskriminiéiert gëtt.

Hei gëtt versicht de staatleche Laboratoire erëm de Monopol zouzeschousteren, ouni Rücksicht drop, datt hei gutt Déngschtleeschungsträger futti gemaach ginn, a mat hinnen och zeg Aarbechtsplazen.

Et duerf och net vergiess ginn, datt déi privat Laboratoire e gudd Proximitéitsservice fir Analysen ubidden, well se praktesch an all Uertschaft ze fanne sinn.

Kënnen déi zoustänneg Häre Ministere mer duerfir dës Fro beäntwerten:

1) Wat sinn déi objektiv Elementer, déi am Artikel 43 op Säit 94 vum Budgetsentswurf 2009 ouni Präzisionen ugedeit ginn, an déi d'Regierung derzou féieren de variablen Verrechnungsschlüssel vun 0,441 op 0,3557 autoritär ouni Récksprooch mat deene Betraffenen erofzesetzen, an domadder d'Existenz vun de private Laboratoire a Gefor bréngt?

2) Wéi sou gëtt déi bis elo üblech Verhandlungsprozedur tëschent der Krankeessenioun an de private Laboratoire net méi respektéiert?

3) Ass den Objektiv vun der Regierung de Spideeler den allenge Monopol fir d'Analysen zouzespillen?

4) Ass sech d'Regierung net bewosst, datt déi privat Laboratoire en effiziente Proximitéits-service fir Analysen ubidden, a komplementär zu de Spideeler dem Assuré eng Rei vu Facilitéiten erméiglechen?

5) Ass et net engem Rechtsstat onwürdeg, wann duerch budgetär Restriktionen dem Stat e Monopol zougeschoustert gëtt, an domadder déi gesond Konkurrenzfähigkeit, déi duerch méi Ugebuet am Interessi vun Assuré, awer och duerch manner Käschten am Interessi vun alle Steierzueler ass?

6) Gedenkt d'Regierung déi an deenen zwee Artikelen 43 op Säit 94 an 117 am Budgetsentswurf 2008 integréiert sinn nach eemol am Interessi vun de private Laboratoire an hire Mataarbechter ze iwwerdenken?

#### Réponse (18.12.2008) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Eu égard à la complexité de la matière, j'ose espérer que l'honorable Député acceptera une réponse rédigée en langue française.

L'article 43 du projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009 a pour but d'adapter le niveau des tarifs pratiqués par les laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique du secteur extrahospitalier sur la base d'éléments objectifs concernant le coût de revient de ces analyses.

Les dépenses de l'assurance maladie dans le secteur des laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique ont connu une progression importante au cours des deux dernières décennies. Sur base de cette évolution, la valeur de la lettre-clé a été réduite une première fois par voie législative en 2002.

Or, au cours des dernières années, les dépenses dans ce domaine ne cessent de croître, et ce malgré un certain nombre d'efforts menés tant au niveau de la nomenclature des actes et services des laboratoires d'analyses médicales que sur le plan statutaire par l'introduction d'une limitation de la prise en charge à douze positions par ordonnance, mesure qui avait pour but d'agir sur le comportement des prescripteurs et de les inciter à une prescription par cascade.

L'absence d'une obligation légale pour les laboratoires privés de mettre à disposition de l'organisme payeur leurs chiffres comptables sur base d'une méthodologie contraignante arrêtée, le cas échéant, d'un commun accord a pour conséquence que l'Union des Caisses de Maladie est obligée, en vue de la négociation de la valeur de la lettre-clé, à faire l'analyse et l'évaluation du coût de production des laboratoires hospitaliers sur base de leur comptabilité analytique. En valorisant l'activité des laboratoires hospitaliers au moyen des tarifs en vigueur dans le secteur extrahospitalier, il est possible de déterminer pour les hôpitaux un chiffre d'affaires théorique et de calculer leur marge bénéficiaire théorique par rapport à leur coût de revient. C'est en fonction de l'ampleur de cette marge bénéficiaire qu'il faut apprécier la pertinence du niveau actuel des tarifs dans le secteur extrahospitalier.

Les dispositions prises en compte pour cette simulation ont été limitées à celles figurant dans la nomenclature, abstraction faite de la disposition statutaire portant limitation de la prise en charge des

analyses à douze positions par ordonnance (art. 75), étant donné que cette disposition ne réduit pas les recettes des laboratoires dans la mesure où les analyses dépassant le nombre de douze positions sont censées être à charge de l'assuré.

Le total des frais des sept laboratoires s'élevait à 39,8 mio € en 2005 dont 30,9 mio € de frais directs. Parmi ceux-ci, les frais de personnel représentent la part la plus importante avec 57,4%, suivis des frais de consommation avec 36,6%.

Les frais indirects s'élevaient à 7,9 mio € suivant les indications fournies par les hôpitaux. L'UCM a augmenté ce chiffre de 13% afin de neutraliser l'effet des subventions en provenance de l'État. Les frais indirects ajustés sont ainsi de 8,9 mio €. Les frais indirects couvrent les frais d'énergie, les frais du bâtiment, les frais administratifs, les frais de nettoyage, les frais liés aux services au personnel (cantine, crèche, logement de service) et les frais de transport interne.

Lors de la facturation mensuelle des frais variables, les hôpitaux communiquent à l'UCM le nombre de prélèvements de laboratoire et la composition des analyses effectuées par prélèvement. Cette information a servi à la simulation des recettes suivant la nomenclature des laboratoires. Il y a lieu de remarquer que cette méthode de calcul tend à sous-estimer les recettes, étant donné que les hôpitaux ne sont pas remboursés sur base des analyses réellement prestées. Notamment le type de prélèvement, et donc l'acte de nomenclature y associé, n'est pas renseigné de manière exhaustive par certains hôpitaux. Néanmoins, la simulation a généré un total de 49,3 mio €.

En conséquence, les sept laboratoires hospitaliers auraient bénéficié d'une marge de 24% par rapport à leur coût de production, si la nomenclature des laboratoires avait été applicable dans leur cas.

Les analyses ci-dessus ont mené à la conclusion que les laboratoires privés disposent d'une marge bénéficiaire très importante et à la constatation que la valeur de la lettre-clé est trop élevée, ce qui mène à la conclusion qu'il faudra baisser la valeur de la lettre-clé.

L'Union des Caisses de Maladie a, à plusieurs reprises, essayé d'amener les laboratoires d'analyses privés à convenir d'un commun accord d'une réduction de la valeur de la lettre-clé et à mettre à disposition de l'Union des Caisses de Maladie leurs chiffres comptables permettant de justifier les écarts constatés ci-dessus, or toute tentative de négociation était vouée à l'échec.

L'objectif de cette mesure n'est aucunement de conférer le monopole des analyses de biologie clinique aux hôpitaux. Le souci des auteurs du texte est de ramener le niveau de rémunération de ces prestations à un niveau qui est objectivement justifiable par rapport au service rendu.

#### Question 2976 (18.11.2008) de M. Marc Spautz (CSV) concernant les procès verbaux d'élections des délégations du personnel:

Les procès-verbaux d'élections des délégations du personnel ne sont pas transmis directement aux syndicats qui ont participé aux élections du moins ne sont pas transmis avant la date prévue pour faire connaître toute contestation éventuelle. En ce qui concerne les



récentes élections, les syndicats ont jusqu'au 3 décembre 2008 pour contester les résultats de l'élection. Or, il est difficile voire impossible pour les syndicats concernés de formuler des contestations s'ils ne disposent pas préalablement desdits procès-verbaux d'élections.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- s'il entend intervenir en la matière et dans l'affirmative, par quels moyens il envisage de remédier à la situation actuelle.

**Réponse** (1.12.2008) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

L'honorable Député constate à juste titre que les dispositions légales et réglementaires ne prévoient effectivement pas la transmission aux syndicats des procès-verbaux élaborés lors des élections pour les délégations du personnel.

Comme ces procès-verbaux sont néanmoins indispensables pour permettre aux syndicats d'introduire d'éventuels recours, je viens de charger l'Inspection du Travail et des Mines d'inviter les dirigeants d'entreprises qui ne l'auraient pas encore fait, de transmettre une copie des procès-verbaux aux syndicats ayant présenté une liste dans leur entreprise.

**Question 2978** (19.11.2008) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant la **reprise du groupe Fortis par la Deutsche Bank**:

L'édition de ce lundi du «Luxemburger Wort» faisait état des agissements du Gouvernement néerlandais contre la reprise du groupe Fortis par la Deutsche Bank. En effet, le Gouvernement néerlandais aurait fait des pieds et de mains pour empêcher cette reprise.

Ainsi, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la Deutsche Bank a montré son intérêt pour une reprise du groupe Fortis?

- Comment le Gouvernement luxembourgeois a accueilli l'intention de la Deutsche Bank de reprendre le groupe Fortis?

- Quelle a été la position du Gouvernement néerlandais face aux intentions de la Deutsche Bank?

**Réponse** (28.11.2008) de **M. Luc Frieden**, *Ministre du Trésor et du Budget*:

Le Gouvernement n'a pas de connaissance des éléments cités dans la question élémentaire et n'a pas été contacté par la banque allemande en question dans le cadre des récentes restructurations du secteur financier.

**Question 2984** (21.11.2008) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant l'**audition de mineurs par les instances judiciaires**:

L'«Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand» (ORK) fait savoir dans son rapport annuel 2008 qu'il «est régulièrement interpellé par des parents dont les jeunes sont impliqués dans des rixes et agressions (auteurs, victimes et témoins), et qui se plaignent qu'ils ne sont pas informés et donc pas présents lors de l'audition de leurs enfants par la police. Il nous a semblé évident que la personne qui exerce l'auto-

rité parentale soit avertie et que le mineur puisse être accompagné par une personne de confiance».

L'ORK se réfère à l'article 40 de la Convention relative aux droits de l'Enfant et plus particulièrement à son paragraphe 40.2.b qui prévoit les protections essentielles des droits des mineurs suspectés, accusés ou convaincus d'une infraction pénale.

Par conséquent, l'ORK recommande l'application immédiate de la protection particulière garantie par l'article 40 de la Convention relative aux droits de l'Enfant et demande en outre qu'aucun mineur auteur ou victime d'infractions pénales ne soit entendu par la police ou les instances judiciaires en l'absence d'un représentant légal, sauf opposition d'intérêts. L'ORK estime qu'en tout état de cause, le mineur doit bénéficier d'une assistance juridique indépendante.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que Monsieur le Ministre est d'avis que les dispositions législatives et les prescriptions de service de la Police grand-ducale en matière d'audition des mineurs sont en concordance avec les dispositions de l'article 40 de la Convention relative aux droits de l'Enfant?

- Quelle est la position de Monsieur le Ministre quant aux recommandations de l'ORK mentionnées ci-dessus?

**Réponse** (19.12.2008) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

En ce qui concerne la question de l'assistance d'un mineur auteur ou victime devant la police, il faut noter que les prescriptions de service de la Police grand-ducale prévoient le principe d'une obligation d'information du représentant légal en cas de rédaction d'un procès-verbal à l'encontre d'un mineur âgé de plus de 13 ans. Ainsi, les prescriptions prévoient que le procès-verbal doit mentionner que le représentant légal a pu être contacté et, si tel n'a pas été le cas, les raisons de cette absence d'information. Une telle obligation d'information existe dès lors à l'heure actuelle pour les auditions devant la police pour les mineurs auteurs d'une infraction.

En ce qui concerne la représentation et l'assistance d'un mineur devant les instances judiciaires, il faut noter que l'article 18 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse stipule que le mineur, ses parents ou tuteur et toutes autres personnes physiques qui en ont la garde peuvent faire le choix d'un conseil ou demander au juge de la jeunesse qu'il leur en soit désigné un d'office. L'article prévoit également que la désignation par le juge de la jeunesse d'un conseil au mineur a lieu, même en l'absence de toute demande afférente, lorsque le mineur se voit imputer des faits constituant une infraction pénale. La désignation d'un conseil a lieu dans tous les autres cas, lorsque l'intérêt du mineur le commande.

Il faut ajouter que le projet de loi N°5848 portant modification: 1° de l'article 37-1 de la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2° du Livre, Titre X, Chapitre 1<sup>er</sup> du Code civil; 3° de l'article 1046 du Nouveau Code de procédure civile et qui a été déposé le 13 mars 2008 à la Chambre des Députés, prévoit que le bénéfice de l'assistance judiciaire est accordé à un mineur d'âge impliqué dans une procédure judiciaire indépendamment de la situation de ressources de ses parents. Tout mineur aura dès lors dorénavant droit à l'assistance judiciaire d'un avocat qui sera rémunéré par la collectivité.

**Question 2985** (21.11.2008) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant les **adoptions internationales**:

Dans son rapport annuel publié récemment, l'«Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand» (ORK) attire l'attention sur certains problèmes survenus dans le cadre d'adoptions internationales d'enfants. Ainsi, dans les pays qui n'ont pas ratifié la Convention de La Haye, comme par exemple Haïti, l'adoption simple est possible sans aucune transparence, sans enquête sociale préalable et sans même aucune garantie que les parents biologiques ont bien donné leur accord à l'adoption. Cette situation est d'ailleurs dénoncée dans un rapport établi par l'UNESCO en 2005.

Beaucoup de couples qui se proposent d'adopter un enfant, souhaitent que la procédure soit la plus courte possible, et peuvent être tentés de se tourner vers des pays peu regardants de l'intérêt des enfants. Certes, la détresse de certains parents en attente d'une adoption est compréhensible. Cependant, le Luxembourg se doit de veiller à ce que toute adoption s'effectue selon les dispositions des conventions internationales, afin que les droits des enfants venant des parties les plus pauvres du monde soient respectés.

Pour pallier à cette situation, l'ORK propose d'instituer une commission ad hoc chargée d'élaborer des mesures permettant d'assurer un contrôle rigoureux des adoptions internationales afin d'éviter que des enfants soient enlevés de leurs parents biologiques sans leur consentement.

- Madame la Ministre est-elle informée de cas relevés par l'ORK? Qu'entend-elle entreprendre pour remédier à cette situation?

**Réponse** (8.12.2008) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 31 janvier 1998 portant agrément des services d'adoption et définition des obligations leur incombant, tous les services servant d'intermédiaire pour l'adoption d'un mineur au Luxembourg disposent d'un agrément délivré par le Ministère de la Famille et de l'Intégration.

Les adoptions de mineurs en provenance de pays d'origine faisant partie de la convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale, doivent obligatoirement être assurées par des organismes d'adoption agréés.

Le Ministère de la Famille et de l'Intégration, Autorité centrale au sens de l'article 6.1. de la Convention de La Haye, n'est, dans le cadre législatif actuel, pas compétent pour les adoptions en provenance de pays d'origine ne faisant partie de la convention de La Haye.

Néanmoins, même si le recours à des organismes agréés n'est pas obligatoire pour les adoptions en provenance de pays d'origine ne faisant partie de la convention de La Haye, la très grande majorité des couples désireux d'adopter réalisent leur projet de vie en ayant recours à un organisme agréé.

Parmi les adoptions de mineurs en provenance d'Haïti, les adoptants n'ayant pas réalisé d'enquête sociale au Luxembourg constituent que des cas très isolés.

Les couples qui se sont prononcés en faveur d'une adoption dite privée sont également tenus de réaliser une enquête sociale suite au dépôt auprès du tribunal d'arrondissement de leur requête d'adoption.

À noter par ailleurs que, dans le cadre de sa réflexion sur l'adop-

tion, le Gouvernement analyse les possibilités au niveau législatif pour rendre le suivi de toutes les adoptions par un organisme agréé obligatoire.

**Question 2989** (24.11.2008) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la **culture de la luzerne**:

La luzerne est une plante riche en protéines qui se cultive sans engrais grâce à une bactérie au niveau de ses racines. Sous forme déshydratée elle est très utilisée dans l'alimentation du bétail. En plus, cette plante sert à protéger les zones de captage d'eau potable du fait de ces racines profondes de plusieurs mètres.

Or, la filière de la luzerne déshydratée semble être menacée en Europe. En fait, la Commission européenne envisage de supprimer d'ici 2010 l'aide à la production dont bénéficient les agriculteurs.

Sans cette incitation à cultiver de la luzerne, les agriculteurs vont certainement se tourner vers des productions plus rentables comme les céréales ou les oléagineux. Avec l'abolition de cette aide spécifique, l'Europe risque de voir disparaître 80% des surfaces de luzerne destinées à la déshydratation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les plans susmentionnés de la Commission européenne?

- Quelle est la position du Gouvernement en la matière?

- Combien d'agriculteurs nationaux seraient concernés par cette mesure?

**Réponse** (12.12.2008) de **M. Fernand Boden**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

Dans sa question parlementaire du 24 novembre 2008, l'honorable Député s'inquiète de l'avenir de la production de luzerne en Europe suite aux plans de la Commission européenne en la matière.

L'honorable Député cite les effets positifs de la culture de cette plante sur le sol et sur l'eau.

S'il est vrai qu'un rapport que la Commission européenne a soumis au Conseil de l'Union européenne en septembre 2008 souligne les effets bénéfiques de la culture de luzerne sur la biodiversité ainsi que sur la qualité de l'eau et du sol, il analyse cependant également d'autres effets sur l'environnement du régime d'aides communautaires aux fourrages séchés dont fait partie la luzerne.

Ainsi la quantité de combustibles fossiles utilisés pour le séchage des fourrages est considérable.

Pour 2004/2005 la consommation énergétique des transformateurs dans les huit principaux pays producteurs était d'approximativement 526.000 tep (tonnes équivalent pétrole), dont 90% en provenance de combustibles fossiles.

Par la suite la consommation de combustibles a baissé à cause d'une diminution de la production de fourrages séchés, mais reste importante. D'ailleurs le ratio «tep/t de fourrage séché» est resté stable sur la période analysée par la Commission européenne. Il est également constaté que la consommation de ces combustibles est à l'origine de la libération de divers gaz polluants et d'émissions de poussières.

Lors de la campagne 2004/2005, la quantité totale de GES (gaz à effet de serre) émis du fait de l'utilisation de combustibles fossiles par les installations de déshydratation

dans l'UE s'est élevée à 1.622.000 tonnes équivalent CO<sub>2</sub>.

L'impact environnemental de ce régime d'aides à la production de fourrages séchés est donc mitigé.

Dans le cadre du bilan de santé de la politique agricole commune, la Commission a effectivement proposé le «découplage» de cette aide à la production de fourrages séchés.

Lors du compromis trouvé par le Conseil le 20 novembre 2008 et auquel s'est rallié le Gouvernement luxembourgeois, il a été décidé de découpler cette aide à partir de 2011. Il importe de souligner que cette aide, qui visait la transformation de fourrages à l'échelle industrielle, n'a jamais été octroyée au Grand-Duché de Luxembourg.

**Question 2993** (26.11.2008) de **M. Carlo Wagner** (DP) concernant le **Laboratoire National de Santé à Dudelange**:

La loi du 19 décembre 2003 relative à la construction d'un nouveau Laboratoire National de Santé à Dudelange autorise le Gouvernement à faire procéder à la construction d'un nouveau Laboratoire National de Santé à Dudelange. Aujourd'hui, pratiquement cinq ans plus tard, ces nouvelles infrastructures font toujours défaut et le personnel du LNS continue à travailler dans des conditions exécrables.

Dans sa réponse à ma question parlementaire N°1691 du 19 avril 2007 concernant l'état d'avancement du chantier de construction du Laboratoire National de Santé à Dudelange, Monsieur le Ministre des Travaux publics a assuré que la fin du chantier relative à la phase 1 serait toujours prévue pour la période avant les congés collectifs de l'été 2010.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir:

- Où en sont les travaux sur le site de Dudelange?

- Pour quand peut-on envisager la fin du chantier?

- Quand est-ce que Monsieur le Ministre procédera à la réorganisation interne du LNS?

**Réponse** (12.12.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Les travaux de terrassement en vue de la construction du nouveau bâtiment du Laboratoire National de Santé sur le site de Dudelange ont débuté en janvier 2008. D'après les renseignements obtenus de la part de la Direction des Bâtiments publics les travaux en sont maintenant au stade du gros œuvre. La fin du chantier est prévue toujours d'après la Direction des Bâtiments publics pour mi-2011.

Quant à la réorganisation interne du LNS je déposerai un projet de loi y relatif à la Chambre début 2009.

**Question 2999** (26.11.2008) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant l'**affaire «Bommeleeër» - pièces à conviction**:

Dans un entretien accordé à la chaîne de télévision RTL, Monsieur le Procureur d'État Robert Biever a dit qu'il n'existerait plus de pièces à conviction pour plusieurs attentats attribués aux «Bommeleeër». Celles-ci ayant disparu des archives de la police judiciaire.

Au vu de ces déclarations, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de ces faits?



- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer, depuis quand il est au courant de ces dysfonctionnements au sein de la police?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer ce qu'il a entrepris en tant que responsable politique de la Police grand-ducale pour remédier à ces dysfonctionnements?

- Plus précisément, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer s'il a chargé l'Inspection Générale de la Police (IGP) de faire une enquête sur les circonstances exactes de la disparition des pièces à conviction.

- Plus précisément, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer si la disparition des pièces à conviction a engendré jusqu'à présent, des actions disciplinaires quelconques envers des policiers?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer sur la date exacte de la disparition des pièces à conviction?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer sur les personnes qui étaient responsables de la conservation de ces objets?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer, ce qu'il entend faire pour éclaircir une fois pour toutes les dysfonctionnements, qui ont eu lieu dans le cadre des enquêtes sur l'affaire «Bommeleëer» au sein de la police.

**Réponse** (11.12.2008) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

Je n'ai pas connaissance des faits relatés dans la question parlementaire. Ni Monsieur le Procureur général, ni Monsieur le Procureur d'État ne m'ont informé à ce jour de tels faits.

Par conséquent, j'ai demandé à Monsieur le Procureur général de bien vouloir m'informer de la liste ou nature des objets qui auraient, le cas échéant, disparu, de la date où il est établi que ces objets ont existé dans les services compétents de la police et de la période depuis laquelle lesdits objets y auraient disparu. J'ai demandé également si une enquête judiciaire a éventuellement été ouverte.

Ce n'est qu'à la suite de ces informations que des mesures d'ordre administratif peuvent être envisagées.

Dans un souci de transparence, je tiendrai l'honorable Député informé de la réponse des autorités judiciaires.

**Question 3000** (27.11.2008) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant la réintégration de détenus du Centre Pénitentiaire Givenich (CPG):

Il me revient que certains détenus du Centre Pénitentiaire de Givenich (CPG) jouissant d'un régime semi-libre rencontrent des difficultés dans leur recherche d'un emploi suite au fait qu'un certain

nombre parmi eux ont été rayés d'office par leur dernière commune de résidence et ne disposent, par conséquent, pas d'une fiche d'impôts, du fait que la commune de Mompach refuserait de les inscrire dans ses registres.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire si la problématique susmentionnée a déjà été discutée au sein de leurs ministères? Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de ces discussions?

- Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas qu'il serait utile que les personnes concernées puissent à nouveau se faire enregistrer auprès de leur dernière commune de résidence sans toutefois y déposer d'une résidence?

- Étant donné que l'objectif principal du CPG consiste à permettre aux détenus de se réintégrer dans la société via un régime progressif dans un milieu proche du monde libre, Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'il faut tout faire pour que les concernés puissent régulariser leur situation?

**Réponse commune** (18.12.2008) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice* et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

Un registre de la population, tenu en vertu de la loi du 22 décembre 1886 concernant les recensements de la population à faire en exécution de la loi électorale, est censé refléter la population résidente d'une commune.

Une personne n'ayant plus son lieu de résidence sur le territoire d'une commune est par conséquent radiée du registre communal de ladite commune.

Le règlement sur les registres de population et les changements de domicile de la commune de Mompach réserve en son article premier l'inscription au registre de la population «à toute personne qui établit sa résidence habituelle sur le territoire de la commune». Il permet ainsi au collège des bourgmestre et échevins d'exclure les détenus du Centre Pénitentiaire de Givenich du registre de la population de la commune de Mompach qui n'ont pas établi leur résidence habituelle sur le territoire de la commune, mais ne font qu'y séjourner le temps de leur détention.

Le Gouvernement a connaissance de la situation relatée par Monsieur le Député Xavier Bettel et a soumis des solutions à la Chambre des Députés par le biais du projet de loi N°5949 relatif aux registres communaux des personnes physiques.

Ainsi, une personne détenue dans un établissement pénitentiaire sera à l'avenir simplement considérée comme temporairement absente de la commune de sa dernière résidence.

Ce n'est qu'en cas de perte de son logement, que la personne détenue sera radiée du registre communal des personnes physiques

de son dernier lieu de résidence. Dès lors, elle sera inscrite sur le registre communal des personnes physiques de la commune sur le territoire de laquelle l'établissement pénitentiaire est situé.

Au moment de la remise en liberté et lorsqu'il s'avère difficile pour la personne concernée de trouver un logement pendant une période prolongée dans le temps, les dispositions de la loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et de l'immigration viennent à s'appliquer si la personne concernée est étrangère et l'article 13 du projet de loi N°5949 s'appliquera aux Luxembourgeois. Ces derniers pourront en vertu de l'article 13 demander à être inscrits à une adresse de référence.

**Question urgente 3002** (28.11.2008) de **M. Aly Jaerling** (Indépendant) concernant la **Commission nationale de Contrôle et d'Évaluation**:

Opgroond vum Kapitel V, vun der Gesetzespropositioun N°4909 iwwert d'Recht an d'Dignitéit ze stierwen an iwwert d'Euthanasie oder den assistéierte Selbstmord, soll eng Kommissioun agesat ginn, fir déi d'Chamber soll d'Memberen dervu bestëmmen.

Dës Kommissioun gëtt et awer legal eréischt, wann déi virzitéiert Gesetzespropositioun gestëmmt ginn ass, wat bis elo nach net de Fall ass.

Et ass mer awer matgedeelt ginn (aus sécherer Quell), datt de Ministère, respektiv dee fir déi Gesetzespropos zoustännge Minister, schonn déi concernéiert Institutionen offiziell ugeschriwwen hätt, fir datt se sollen d'Membere fir déi mat der Gesetzespropositioun N°4909 - wa se gestëmmt gëtt - a Kraaft triedend virzitéiert Kommissioun ze désignéieren.

Eng zumindest erstaunlech Prozedur!

Kënnen déi Häre Ministere mer duerfir dës Froe beäntweren:

1) Stëmmt et, datt déi, fir d'Besetzung vun där am Kapitel V vun der Gesetzespropositioun N°4909 iwwert d'Stierwen an d'Dignitéit virgesinne Kommissioun a Fro kommend Institutionen ugeschriwwen goufen?

2) Wa jo, a wat fir enger legislativer Prozedur befannen mer eis dann hei, wann Initiative schonn am Virfeld ageleet ginn, iwwer Dispositionen vun engem Gesetz wat nach net gestëmmt ginn ass?

3) A wat fir enger demokratescher Prozedur befanne mer eis, wa schonn Dispositione geholl ginn zu enger Gesetzespropositioun, wann d'Chamber se nach net gestëmmt huet?

**Réponse** (5.12.2008) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Den éirewäerten Här Deputéierten wonnert sech, dat scho virum Vote vun der Gesetzespropositioun déi Gremie vun der Regierung ugeschriwwen gi sinn, déi Vertrieeder an

d'Commission nationale de Contrôle et d'Évaluation sollte schécken, déi laut Artikel 6 vun deem Text agesat sollt ginn.

Den Här Deputéierte geet a senger Fro dovunner aus, datt d'Chamber d'Membere vun där Kommissioun géif bestëmmen. Dat ass awer esou net richtig. An där Faassung vun der Gesetzespropositioun, déi vun der Chamberskommissioun zréckbehalte ginn ass, soll déi Kommissioun vum Grand-Duc genannt ginn. An deem Fall ass et un der Regierung, a méi speziell um betraffene Minister, fir déi zoustänneg Gremien ze froen, Virschléi fir d'Besetzung vun där Kommissioun ze maachen.

Well d'Chamberskommissioun dorop beduecht war, fir d'Ausféierung vum Gesetz net duerch Ulafschwieregkeete vun der Commission nationale de Contrôle et d'Évaluation ze blockéieren, huet de Gesondheitsminister den 21. November déi verschidde Gremien ugeschriwwen.

Déi Aart a Weis virzegoen, déi iwwregens enger gängiger Praxis entsprécht, ass awer kengesfalls eng Mëssuechtung vun der Chamber, där et fräisteet d'Gesetzespropositioun ze stëmmen oder net ze stëmmen, well de Gesondheitsminister huet déi verschidde Gremien net gefrot, elo schonn hir Leit ze nennen, mä en huet se gebieden, an hiren Instanzen lwwerleeungen unzestellen, fir de Fall wou (am ministérielle Bréif: «le cas échéant») d'Gesetz géif gestëmmt ginn.

Dëser Äntwert läit eng Kopie vun deem Bréif bäi, deen un d'AMMD gaangen ass. All déi aner Gremien hunn deeselwechte Bréif kritt.

(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)

**Question 3013** (3.12.2008) de **Mme Vera Spautz** (LSAP) concernant la **fixation du tarif des huissiers de justice**:

Le Gouvernement a récemment adopté le règlement grand-ducal du 24 octobre 2008 ayant pour objet de modifier le règlement grand-ducal modifié du 24 janvier 1991 portant fixation du tarif des huissiers de justice.

Ce règlement grand-ducal a notamment pour objet d'adapter les tarifs de certains actes des huissiers de justice. Ainsi, il a été décidé par exemple d'augmenter les sommes sur lesquelles l'huissier peut liquider des droits de recette lors de recouvrements qu'il est chargé de faire. Ainsi, il peut actuellement percevoir un droit de recette de 3% sur une somme qui est passée de 1.239,47 € à 2.500 €, de 2% sur l'excédent d'une somme qui passe de 3.718,40 € à 5.000 € et de 1% pour une somme qui passe de 7.436,81 € à 10.000 €.

- Tout en sachant que les dernières adaptations des tarifs datent de l'année 2001, j'aimerais connaître les raisons qui expliquent ces augmentations à charge des justiciables dans la situation financière et économique actuelle.

**Réponse** (17.12.2008) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

L'article 16 du règlement grand-ducal modifié du 24 janvier 1991 portant fixation du tarif des huissiers de justice prévoit une adaptation périodique des montants. Cette adaptation se fait par voie de règlement grand-ducal.

Il a été procédé à des adaptations du tarif des huissiers de justice en janvier 1991, en mai 1996 et en mai 2001. Cela correspond à une périodicité de cinq ans.

Depuis l'adaptation du tarif en mai 2001 jusqu'à ce jour, sept tranches indiciaires sont échues. Ceci a entraîné notamment une hausse substantielle des frais de fonctionnement et des frais de personnel à charge des études d'huissier de justice. Contrairement aux salaires et à de nombreux autres tarifs, les tarifs des huissiers ne sont pas indexés, de sorte qu'il y a lieu de temps en temps d'adapter ces tarifs au coût de la vie.

Comme aucune adaptation du tarif n'a été faite depuis plus de sept ans, le Gouvernement, en application de l'article 16 du règlement grand-ducal de 1991 précité, a procédé à l'adaptation en question.

**Question 3025** (10.12.2008) de **Mme Colette Flesch** (DP) concernant les **conséquences pour la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE) résultant de la faillite de Lehman Brothers**:

Un journaliste d'un quotidien proche de la majorité se demande dans un article du 10 décembre 2008 si la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE) a été affectée par la crise financière internationale et insinue qu'elle pourrait être impliquée dans le désastre de Lehman Brothers.

a) Messieurs les Ministres peuvent-ils infirmer ces insinuations?

b) Messieurs les Ministres peuvent-ils préciser l'exposition de la BCEE en matière de créances douteuses?

c) Messieurs les Ministres sont-ils disposés à publier la situation de la BCEE?

**Réponse** (18.12.2008) de **M. Luc Frieden**, *Ministre du Trésor et du Budget*:

J'ai l'honneur d'informer l'honorable Députée que le Gouvernement peut démentir les informations citées dans la question parlementaire.

À ce jour, la situation de la BCEE n'a été impactée que marginalement par la crise financière. En particulier, son exposition envers la banque Lehman Brothers est inférieure à trois millions d'euros.

Depuis le début de la crise financière, les agences de notation ont confirmé l'excellent rating de la BCEE, soulignant son risque de profil bas.

